

RAPPORT ANNUEL DU DIRECTOIRE

EXERCICE 2025



SOMMAIRE

1.	RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	5
1.1.	PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT	5
1.1.1.	DENOMINATION, SIEGE SOCIAL ET ADMINISTRATIF	5
1.1.2.	FORME JURIDIQUE	5
1.1.3.	OBJET SOCIAL	5
1.1.4.	DATE DE CONSTITUTION, DUREE DE VIE	5
1.1.5.	EXERCICE SOCIAL	5
1.1.6.	DESCRIPTION DU GROUPE BPCE ET DE LA PLACE DE L'ETABLISSEMENT AU SEIN DU GROUPE	6
1.2.	CAPITAL SOCIAL DE L'ETABLISSEMENT	8
1.2.1.	PARTS SOCIALES	8
1.2.2.	POLITIQUE D'EMISSION ET DE REMUNERATION DES PARTS SOCIALES	8
1.2.3.	SOCIETES LOCALES D'ÉPARGNE	10
1.3.	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE	10
1.3.1.	DIRECTOIRE	10
1.3.2.	CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE	12
1.3.3.	COMMISSAIRES AUX COMPTES	19
1.4.	ELEMENTS COMPLEMENTAIRES	20
1.4.1.	TABLEAU DES DELEGATIONS ACCORDEES POUR LES AUGMENTATIONS DE CAPITAL ET LEUR UTILISATION	20
1.4.2.	TABLEAU DES MANDATS EXERCES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX	21
1.4.3.	CONVENTIONS SIGNIFICATIVES (ARTICLE L.225-37-4 DU CODE DE COMMERCE)	26
1.4.4.	OBSERVATIONS DU CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE DE LA CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PREVOYANCE ÎLE-DE-FRANCE SUR LE RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE ET LES COMPTES DE L'EXERCICE 2025	26
2.	RAPPORT DE GESTION	29
2.1.	CONTEXTE DE L'ACTIVITE	29
2.1.1.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	29
2.1.2.	FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE	31
2.2.	INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES	39
2.2.1.	LA CAISSE D'ÉPARGNE EST UNE BANQUE COOPERATIVE, 100 % REGIONALE, PIONNIERE DANS LES TRANSITIONS DE LA SOCIETE ET QUI APPARTIENT A SES CLIENTS SOCIETAIRES	39
2.2.2.	UN ENGAGEMENT : RENDRE L'IMPACT ACCESSIBLE A TOUS	40
2.2.3.	LE DIALOGUE AVEC LES PARTIES PRENANTES AU CŒUR DE NOTRE STRATEGIE D'IMPACT	43
2.2.4.	PLAN DE VIGILANCE	45
2.3.	ACTIVITES ET RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE	53
2.3.1.	PERIMETRE ET METHODE DE CONSOLIDATION	53
2.3.2.	RESULTATS FINANCIERS CONSOLIDES	55
2.3.3.	PRESENTATION DES SECTEURS OPERATIONNELS	56
2.3.4.	ACTIVITES ET RESULTATS PAR SECTEUR OPERATIONNEL	56
2.3.5.	BILAN CONSOLIDE ET VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	57
2.4.	ACTIVITES ET RESULTATS DE L'ENTITE SUR BASE INDIVIDUELLE	58
2.4.1.	RESULTATS FINANCIERS DE L'ENTITE SUR BASE INDIVIDUELLE	58
2.4.2.	ANALYSE DU BILAN DE LA CEIDF (REFERENTIEL FRANÇAIS)	60
2.5.	GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES (PILIER III)	61
2.5.1.	CADRE REGLEMENTAIRE	61
2.5.2.	RESPONSABILITE EN MATIERE DE SOLVABILITE	62
2.5.3.	CHAMP D'APPLICATION	63
2.5.4.	COMPOSITION DES FONDS PROPRES PRUDENTIELS	64
2.5.5.	EXIGENCES EN FONDS PROPRES ET RISQUES PONDERES	68
2.5.6.	GESTION DE LA SOLVABILITE DU GROUPE	70

2.5.7.	RATIO DE LEVIER	70
2.5.8.	INFORMATIONS QUANTITATIVES DETAILLEES	74
2.6	ORGANISATION ET ACTIVITE DU CONTROLE INTERNE	78
2.6.1.	PRESENTATION DU DISPOSITIF DE CONTROLE PERMANENT	79
2.6.2.	PRESENTATION DU DISPOSITIF DE CONTROLE PERIODIQUE	81
2.6.3.	GOVERNANCE	83
2.7	GESTION DES RISQUES	85
2.7.1.	PRESENTATION DE LA POLITIQUE ET DE LA STRATEGIE EN MATIERE DE RISQUES	85
2.7.2.	RISQUES DE CREDIT ET DE CONTREPARTIE	110
2.7.3.	RISQUES FINANCIERS	136
2.7.4.	RISQUES OPERATIONNELS.....	146
2.7.5.	RISQUES ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET DE GOUVERNANCE	151
2.7.6.	RISQUE DE REPUTATION	169
2.7.7.	RISQUES DE MODELE.....	172
2.7.8.	RISQUES DE NON-CONFORMITE	173
2.7.9.	RISQUES DE SECURITE ET RESILIENCE OPERATIONNELLE	181
2.7.10.	FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES	186
2.8	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE ET PERSPECTIVES	186
2.8.1.	LES EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	186
2.8.2.	LES PERSPECTIVES ET EVOLUTIONS PREVISIBLES	186
2.9	ELEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	190
2.9.1.	INFORMATION SUR LES PARTICIPATIONS, LISTE DES FILIALES IMPORTANTES, LISTE DES SUCCURSALES	190
2.9.2.	ACTIVITES ET RESULTATS DES PRINCIPALES FILIALES	191
2.9.3.	TABEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES	195
2.9.4.	DELAIS DE REGLEMENT DES CLIENTS ET DES FOURNISSEURS.....	196
2.9.5.	INFORMATIONS RELATIVES A LA POLITIQUE ET AUX PRATIQUES DE REMUNERATION (ARTICLE L.511-102 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER)	197
2.9.6.	INFORMATIONS RELATIVES AUX COMPTES INACTIFS (ARTICLES L312-19, L312-20 ET R312-21 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER)	204
2.9.7.	INFORMATIONS RELATIVES AUX RESSOURCES INCORPORELLES ESSENTIELLES	204
3	ETATS FINANCIERS	206
3.1.	COMPTES CONSOLIDES IFRS.....	206
3.1.1.	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	207
3.1.2.	RESULTAT GLOBAL.....	207
3.1.3.	BILAN CONSOLIDE	208
3.1.4.	TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	209
3.1.5.	TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE	210
3.1.6.	ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS DU GROUPE CAISSE D'EPARGNE ILE DE FRANCE	211
3.2.	COMPTES INDIVIDUELS ANNUELS.....	323
3.2.1.	COMPTES DE RESULTAT	324
3.2.2.	BILAN ET HORS BILAN.....	325
3.2.3.	NOTES ANNEXES AUX COMPTES INDIVIDUELS ANNUELS	327
4.	Déclaration des personnes responsables	389

1. RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

1. RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

1.1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

1.1.1. DENOMINATION, SIEGE SOCIAL ET ADMINISTRATIF

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France
Siège social : 19, rue du Louvre – 75001 PARIS
Siège administratif : 26/28, rue Neuve Tolbiac – 75013 PARIS

1.1.2. FORME JURIDIQUE

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France (CEIDF), au capital de 2 375 000 000 €, enregistrée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 382 900 942 et dont le siège social est situé 19, rue du Louvre – 75001 PARIS, est une banque coopérative, Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance dénommé Conseil d'Orientation et de Surveillance (COS) régie par le code monétaire et financier, et en particulier par les articles L.512-85 et suivants, la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, les dispositions du code de commerce relatives aux sociétés commerciales et par ses statuts.

1.1.3. OBJET SOCIAL

La CEIDF a pour objet toutes opérations de banque, de services d'investissement et d'intermédiation d'assurances effectuées avec ses sociétaires, les sociétaires des Sociétés Locales d'Epargne qui lui sont affiliées et avec les tiers. Elle peut également effectuer toutes opérations connexes aux opérations de banque et de services d'investissement, exercer l'activité d'intermédiaire ou d'entremise dans le domaine immobilier, prendre toutes participations et, généralement, effectuer toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus de nature à favoriser son développement.

Dans le cadre de l'article L. 512-85 du code monétaire et financier, la Caisse d'Epargne participe à la mise en œuvre des principes de solidarité et de lutte contre les exclusions. Elle a en particulier pour objet la promotion et la collecte de l'épargne ainsi que le développement de la prévoyance, pour satisfaire notamment les besoins collectifs et familiaux. Elle contribue à la protection de l'épargne populaire, au financement du logement social, à l'amélioration du développement économique local et régional et à la lutte contre l'exclusion bancaire et financière de tous les acteurs de la vie économique, sociale et environnementale.

1.1.4. DATE DE CONSTITUTION, DUREE DE VIE

Immatriculée en date du 7 novembre 1991, la durée de la société est fixée à 99 ans, à compter de sa transformation en banque coopérative, Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance le 1er janvier 2000, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

La CEIDF est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 382 900 942.

1.1.5. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social a une durée de 12 mois du 1^{er} janvier au 31 décembre. Les documents juridiques relatifs à la CEIDF (statuts, procès-verbaux d'assemblées générales, rapports des contrôleurs légaux) peuvent être consultés au greffe du tribunal de commerce de Paris.

1.1.6. DESCRIPTION DU GROUPE BPCE ET DE LA PLACE DE L'ÉTABLISSEMENT AU SEIN DU GROUPE

Le Groupe BPCE, deuxième groupe bancaire en France, exerce tous les métiers de la banque et de l'assurance, au plus près des besoins des personnes et des territoires. Il s'appuie sur deux réseaux de banques commerciales coopératives et autonomes, celui des 14 Banques Populaires et celui des 15 Caisses d'Épargne, détenus par 9,8 millions de sociétaires.

Acteur majeur en France dans la banque de proximité et l'assurance avec ses deux grands réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne ainsi qu'avec la Banque Palatine et Oney, le groupe déploie également au niveau mondial les métiers de banque de financement et d'investissement, avec Natixis Corporate & Investment Banking, et de gestion d'actifs et de fortune, avec Natixis Investment Managers.

Le Groupe BPCE compte 35 millions de clients et plus de 100 000 collaborateurs.

La Caisse d'Épargne Île-de-France est affiliée à BPCE. Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE est constitué sous forme de SA à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à hauteur de 50% par les Caisses d'Épargne. La Caisse d'Épargne Île-de-France en détient 6,96%.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du Groupe. Il détermine aussi les orientations stratégiques et coordonne la politique commerciale du Groupe dont il garantit la liquidité et la solvabilité. En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe. Il détient et gère les participations dans les filiales.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources des Caisses d'Épargne et de réaliser toutes opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

CHIFFRES CLES AU 31 DECEMBRE 2025 DU GROUPE BPCE

- **35** millions de clients
- **9,6** millions de sociétaires
- Plus de **100 000** collaborateurs
- 2^{ème} groupe bancaire en France ⁽¹⁾
- 2^{ème} banque de particuliers ⁽²⁾
- 1^{ère} banque des entreprises ⁽³⁾
- 2^{ème} banque des professionnels et des entrepreneurs individuels ⁽⁴⁾
- Le Groupe BPCE finance plus de 21 % de l'économie française ⁽⁵⁾
- Parmi les plus importants gestionnaires d'actifs à l'échelle mondiale ⁽⁶⁾

⁽¹⁾ Parts de marché : 22,06 % en épargne clientèle et 21,19 % en crédit clientèle (Groupe BPCE, Banque de France T3-2025 / toutes clientèles non financières).

⁽²⁾ Parts de marché : 21,77 % en épargne des ménages et 26,20 % en crédit immobilier aux ménages (Groupe BPCE, Banque de France T3-2025). Taux de pénétration global de 23,9 % auprès des particuliers (Étude SOFIA Kantar, 2025).

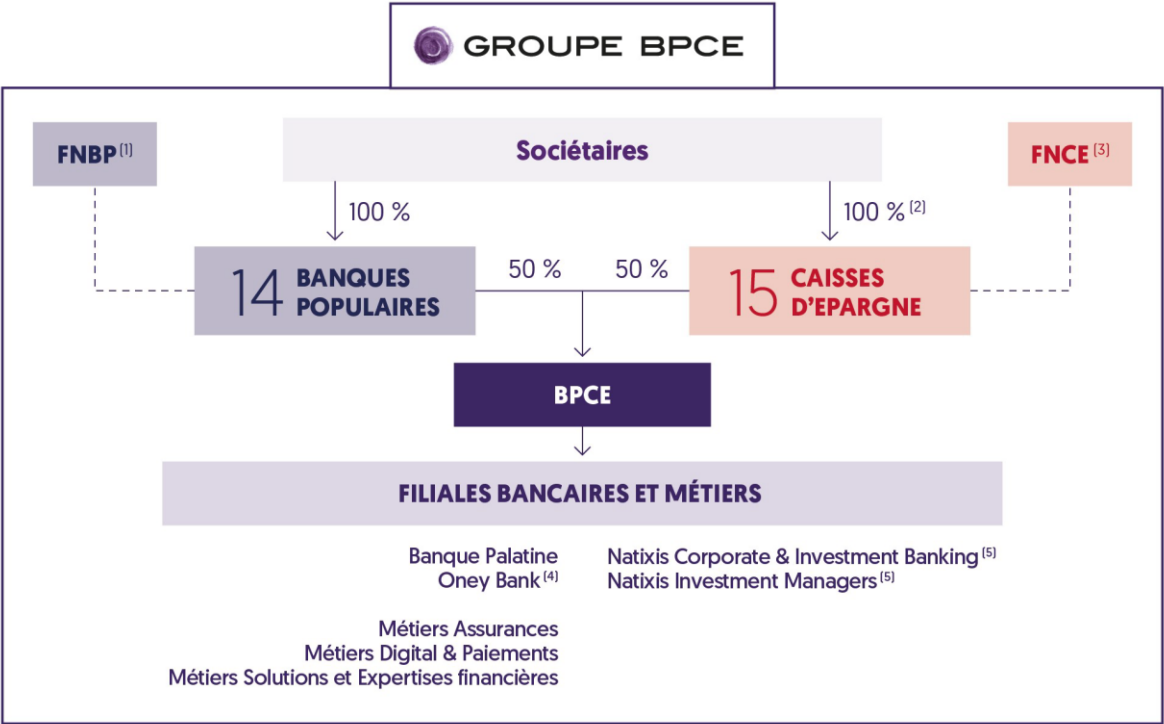
⁽³⁾ 54 % de taux de pénétration total (enquête PME PMI Kantar 2025).

⁽⁴⁾ 37,9 % de taux de pénétration auprès des professionnels et des entrepreneurs individuels (Enquête Pépites 2023-2024, CSA).

⁽⁵⁾ 21,19 % de parts de marché sur encours en crédits toutes clientèles non financières (Groupe BPCE, Banque de France T3-2025).

⁽⁶⁾ IPE Top 500 Asset Managers 2025 Report – Actifs sous gestion de Natixis IM au 31/12/2025 : 1 323 Md€.

ORGANISATION DU GROUPE BPCE AU 31 DÉCEMBRE 2025



⁽¹⁾ Fédération nationale des Banques Populaires.

⁽²⁾ Via les sociétés locales d'épargne (SLE).

⁽³⁾ Fédération nationale des Caisses d'Epargne.

⁽⁴⁾ Détenue à 50,1 %.

⁽⁵⁾ Via Natixis SA.

1.2. CAPITAL SOCIAL DE L'ETABLISSEMENT

1.2.1. PARTS SOCIALES

Le capital social est composé exclusivement de parts sociales d'une valeur nominale de 20 euros, entièrement libérées et toutes de même catégorie, entièrement souscrites par les Sociétés Locales d'Epargne.

Au 31 décembre 2025, le capital social de la CEIDF s'élève à 2 375 000 000 euros, et est composé de 118 750 000 parts sociales de 20 euros de valeur nominale, entièrement souscrites par les Sociétés Locales d'Epargne.

Evolution et détail du capital social de la CEIDF

Au 31 décembre 2025	Montant en K€	% en capital	% en droit de vote
Parts sociales détenues par les SLE	2 375 000	100%	100%
TOTAL	2 375 000	100%	100%
Au 31 décembre 2024	Montant en K€	% en capital	% en droit de vote
Parts sociales détenues par les SLE	2 375 000	100%	100%
TOTAL	2 375 000	100%	100%
Au 31 décembre 2023	Montant en K€	% en capital	% en droit de vote
Parts sociales détenues par les SLE	2 375 000	100%	100%
TOTAL	2 375 000	100%	100%
Au 31 décembre 2022	Montant en K€	% en capital	% en droit de vote
Parts sociales détenues par les SLE	2 375 000	100%	100%
TOTAL	2 375 000	100%	100%

1.2.2. POLITIQUE D'EMISSION ET DE REMUNERATION DES PARTS SOCIALES

S'agissant des parts sociales de la CEIDF

Les parts sociales de la CEIDF sont obligatoirement nominatives. Elles ne peuvent être détenues et cédées qu'à des Sociétés Locales d'Epargne affiliées à la CEIDF. Leur cession s'effectue au moyen d'un ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire.

Les parts sociales donnent droit à un intérêt annuel dont le taux est fixé par l'assemblée générale annuelle de la CEIDF sans qu'il puisse dépasser la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen des émissions obligataires du secteur privé (TMO), majorée de deux points, tel que défini à l'article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Elles donnent également droit à l'attribution de parts gratuites en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves. Elles donnent le droit de participer dans les conditions fixées par la loi et les statuts aux assemblées générales et au vote des résolutions.

Intérêt servi aux parts sociales de la CEIDF versé au titre des trois exercices antérieurs :

	Exercice 2024	Exercice 2023	Exercice 2022
Montant de l'intérêt servi aux parts sociales	65 312 500 euros	71 250 000 euros	65 312 500 euros

S'agissant des parts sociales de SLE

Les parts sociales émises par les SLE affiliées à la CEIDF sont des parts de sociétaires au sens de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. Elles sont représentatives d'une quote-part du capital de la SLE.

Les parts sociales sont émises dans le cadre de la législation française, en euros et sous forme nominative.

La propriété de ces parts est établie par inscription en compte ou sur un registre spécial tenu par la CEIDF pour le compte des SLE. Les parts sociales des SLE affiliées à la CEIDF ne peuvent être détenues que sur des comptes ouverts à la CEIDF.

L'offre au public de parts sociales émises par les SLE affiliées à la CEIDF s'inscrit dans une volonté d'élargir le sociétariat à un plus grand nombre de clients, de rajeunir le sociétariat et de le diversifier. Cette démarche contribue, par ailleurs, à assurer la pérennité du capital social des SLE et, a fortiori, de la CEIDF.

Il peut être servi un intérêt aux parts dont le niveau est fixé annuellement par l'Assemblée Générale de la CEIDF à laquelle la Société Locale d'Epargne est affiliée. Le taux ne peut être supérieur à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen des émissions obligataires du secteur privé (TMO), majorée de deux points, tel que défini à l'article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

L'intérêt est calculé, prorata temporis, par mois civil entier de détention à compter du premier jour du mois suivant l'agrément du sociétaire, ou de la date de réception de la souscription et la libération des parts pour les sociétaires déjà agréés.

Seules les parts détenues au moment de la clôture de l'exercice (31 mai de l'année civile) donnent lieu au paiement effectif de l'intérêt, selon la règle prévue ci-dessus.

Intérêt des parts sociales des sociétés locales d'épargne, versé au titre des trois exercices antérieurs :

	Versés en 2024	Versés en 2023	Versés en 2022
Taux de rémunération	2,75%	3%	2,75%

L'intérêt à verser aux parts sociales de la CEIDF détenues par les sociétés locales d'épargne, au titre de l'exercice 2025, proposé à l'approbation de l'assemblée générale, est estimé à 59 375 000 euros, ce qui permet une rémunération des parts sociales détenues par les sociétaires des sociétés locales d'épargne à un taux de 2,50 %.

1.2.3. SOCIETES LOCALES D'EPARGNE

Objet

Les sociétés locales d'épargne sont des sociétés coopératives locales sans activité bancaire.

Au 31 décembre 2025, le nombre de SLE sociétaires était de neuf.

Dénomination, Sièges et Capital Social

Les neuf SLE ont leur siège social au 19, rue du Louvre – 75001 PARIS. La répartition du capital social détenu par chacune des SLE est fixée comme suit au 31 décembre 2025 :

SLE	Nombre de parts détenues dans le capital de la CEIDF	Montant détenu dans le capital de la CEIDF	% capital et droit de vote	Nombre Sociétaires
Paris Ouest	14 331 226	286 624 520	12,07	65 916
Paris Est	14 556 725	291 134 500	12,26	72 106
Seine et Marne	9 959 055	199 181 100	8,39	72 251
Yvelines	17 182 282	343 645 640	14,47	113 138
Essonne	13 871 620	277 432 400	11,68	94 517
Hauts de Seine	16 029 147	320 582 940	13,50	76 287
Seine Saint Denis	9 518 475	190 369 500	8,02	64 178
Val de Marne	12 209 210	244 184 200	10,28	76 174
Val d'Oise	11 092 260	221 845 200	9,34	73 451
TOTAUX	118 750 000	2 375 000 000	100%	708 018

1.3. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

1.3.1. DIRECTOIRE

1.3.1.1 Pouvoirs

Le Directoire dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi au COS et aux assemblées de sociétaires. Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Directoire qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Le Directoire gère la CEIDF dans son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité.

Les membres du Directoire peuvent, sur proposition du Président du Directoire, répartir entre eux les tâches de direction après avoir obtenu l'autorisation de principe du COS. Le Directoire informe le COS de la répartition retenue. En aucun cas cependant, cette répartition ne peut avoir pour effet de retirer au Directoire son caractère d'organe assurant collégialement la direction de la société.

1.3.1.2 Composition

Au 31 décembre 2025, le Directoire est composé de cinq membres, nommés par le COS et dont les mandats viennent à expiration lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2025. Le Directoire dont le mandat est échu reste en fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Directoire.

En application de l'article L.512-90 du code monétaire et financier, le Directoire de BPCE s'assure qu'ils disposent de l'honorabilité, des connaissances, des compétences et de l'expérience nécessaires à l'exercice de cette fonction et propose leur agrément au conseil de surveillance de BPCE.

Au 31 décembre 2025, le Directoire est composé de cinq membres :

Didier PATAULT	Président du Directoire
Pascal CHABOT	Membre du Directoire Pôle Banque de Développement Régional, Organisation et Informatique
Florence DUMORA	Membre du Directoire Pôle Finances et Services Bancaires
Carole SOTTEL	Membre du Directoire Pôle Ressources
David NOWICKI	Membre du Directoire Pôle Banque de Détail

La liste des mandats des membres du Directoire est précisée dans la partie 1.4.2.

1.3.1.3 Fonctionnement

Le Directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

Le Directoire s'est réuni 35 fois au cours de l'exercice.

Les principaux sujets traités par le Directoire portent sur les thèmes suivants :

- orientations générales de la Société ;
- plan de développement pluriannuel ;
- budget annuel de fonctionnement et le budget d'investissements ;
- arrêté des documents comptables accompagnés du rapport annuel de gestion ;
- rapport d'activité trimestriel présenté au conseil d'orientation et de surveillance ;
- information du COS.

1.3.1.4 Gestion des conflits d'intérêts

Conformément aux statuts types de la CEIDF, toute convention intervenant entre la société et l'un des membres du Directoire ou du COS, directement, indirectement ou par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du COS.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise si l'un des membres du Directoire ou du COS est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du Directoire ou du conseil de surveillance de ladite entreprise.

Ces conventions sont soumises à l'approbation de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Aucune convention de la CEIDF n'a été soumise à ces obligations pendant l'exercice de l'année 2025.

Par ailleurs, en application des orientations European Banking Authority (EBA) sur la gouvernance interne et des orientations European Securities and Market Authority (EBA/ESMA) sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes clés, le COS a adopté une politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts visant à identifier et encadrer les situations pouvant potentiellement entraver la capacité des membres du Directoire à adopter des décisions objectives et impartiales visant à répondre au mieux aux intérêts de la CEIDF et à exercer leurs fonctions de manière indépendante et objective.

1.3.2. CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

1.3.2.1 Pouvoirs

Le COS exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par les statuts de la CEIDF et par les dispositions légales et réglementaires. Il exerce notamment le contrôle permanent de la gestion de la société assurée par le Directoire.

1.3.2.2 Composition

La composition du COS de la CEIDF est encadrée par la loi : ainsi, et conformément aux principes posés par l'article L.512-90 du code monétaire et financier, celui-ci doit être composé de membres élus directement par les salariés sociétaires de la CEIDF, de membres élus directement par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, sociétaires des SLE affiliées à la CEIDF et de membres élus par l'assemblée générale des sociétaires de la CEIDF.

Le mode de désignation des membres de COS décrit ci-dessus est à lui seul un critère de leur indépendance. De même, sauf disposition légale particulière, il faut avoir un crédit incontesté et posséder au moins vingt parts sociales d'une SLE affiliée à la CEIDF pour être ou rester membre de COS.

Par ailleurs, le rapport « Coopératives et mutuelles : un gouvernement d'entreprise original », rédigé dans le cadre de l'Institut français des administrateurs en janvier 2006, développe les raisons pour lesquelles les administrateurs élus des entreprises coopératives, et donc des Caisses d'Epargne, correspondent pleinement à la notion d'« administrateurs indépendants » :

- « La légitimité et le contrôle d'un dirigeant mutualiste, donc son indépendance, tiennent bien au mandat qu'il exerce par le biais de son élection. Soustraire un administrateur au processus électoral le désolidariserait des intérêts de l'organisation et des sociétaires ;
- les administrateurs de coopératives et de mutuelles s'engagent par conviction et non pas par intérêt financier. Ils mobilisent une part importante de leur temps et de leur énergie dans leur responsabilité d'administrateur. Ils sont largement ouverts sur le monde local, associatif et/ou politique.
Ces caractéristiques font d'eux des administrateurs véritablement indépendants, une indépendance qui n'a pas à être remise en cause, mais continuellement confortée par un processus démocratique authentique ».

De plus, il n'y a aucun lien capitalistique direct entre les membres du COS et la CEIDF, les membres étant des représentants désignés par leurs pairs de la catégorie de membre qu'ils représentent.

Par ailleurs, chaque membre du COS a adhéré, lors de sa nomination, à une charte de déontologie dont l'article 3 lui impose d'informer le président du COS de tout conflit d'intérêts dans lequel il peut être impliqué mais également de tout souhait d'exercer de nouvelles responsabilités au sein d'entités extérieures au réseau des Caisses d'Epargne. Cette procédure garantit la préservation de l'intérêt social qu'il a pour mission de défendre et par là même, son indépendance de jugement, de décision et d'action.

Enfin, l'application des critères suivants garantit l'indépendance des membres de COS :

- Application de la notion de crédit incontesté : pour demeurer membre de COS, il ne faut pas avoir une note dégradée selon la notation interne baloise en vigueur au sein du Groupe BPCE. Cette exigence est contrôlée au moins une fois par an pour l'ensemble des personnes assujetties, son non-respect pouvant amener le membre concerné à présenter sa démission au COS ;
- Les membres de COS n'ont aucun lien familial proche (ascendant-descendant-conjoint) avec les membres du Directoire de la CEIDF ;

- Les fonctions de membres de COS sont gratuites (non rémunérées) et n'ouvrent droit qu'au paiement d'indemnités compensatrices du temps consacré à l'administration de la CEIDF (et non à l'activité professionnelle principale) dont le montant global est déterminé annuellement en assemblée générale ;
- Le contrôle annuel par les commissaires aux comptes, en lien avec la direction de la conformité, de l'ensemble des relations financières entre les membres de COS et la CEIDF ;
- L'incompatibilité du mandat de membre de COS avec une fonction d'administrateur ou de membre de Conseil de surveillance ainsi que les fonctions de mandataire social exécutif ou salariée exercées au cours des six années précédentes (sauf dérogation), au sein d'un autre établissement de crédit ou d'assurance concurrençant les activités de la Caisse d'Epargne et ne faisant pas partie du Groupe BPCE ;
- Sauf dérogation, l'incompatibilité du mandat de membre de COS avec une fonction salariée ou de mandataire social exécutif exercée au cours des six années précédentes au sein du Groupe BPCE (y compris la Caisse d'Epargne) ;
- La sanction en cas de non-respect des engagements souscrits peut amener le membre de COS à présenter sa démission.

Au 31 décembre 2025, avec huit femmes, la composition du COS respecte la proportion de 40 % de représentants de chaque sexe, conformément aux dispositions de l'article L.225-69-1 du Code de commerce. Les membres représentant les salariés de la CEIDF et de ses filiales, directes ou indirectes, ayant leur siège sur le territoire français, ne sont pas, conformément à l'article L.225-79-2 du Code de commerce, pris en compte dans ce calcul.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 28 avril 2021 a procédé au renouvellement des mandats des membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance de la CEIDF pour une durée de six ans venant à échéance à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

Au 31 décembre 2025, le COS de la CEIDF est composé de dix-neuf membres, dont deux membres désignés par le CSE de la CEIDF, dans les conditions prévues par l'article L.225-79-2 du code de commerce et par les statuts de la CEIDF. Les mandats des membres du COS viendront à expiration lors de l'AG statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2026.

Composition du COS au 31 décembre 2025 :

	Membres du COS
Représentants des SLE	<ul style="list-style-type: none"> • Monsieur Didier DOUSSET (Président du COS - SLE Val de Marne) • Madame Caroline DEGAGNY (Vice-Présidente du COS - SLE Hauts de Seine) • Monsieur Guillaume DRANCY (SLE Hauts de Seine) • Monsieur Guillaume FREREJEAN TAITTINGER (SLE Paris Ouest) • Monsieur Cyril BAYVET (SLE Paris Ouest) • Monsieur Laurent de CHERISEY (SLE Val d'Oise) • Madame Odile VERNET (SLE Yvelines) • Madame Lorenza MALLEZ-BARONE (SLE Yvelines) • Monsieur Jean-François LEGARET (jusqu'au 22/04/2025) (SLE Essonne) • Madame Bénédicte HURIEZ (depuis le 23/06/2025) (SLE Essonne) • Madame Najlaa YASSINE (SLE Essonne) • Madame Marie-Véronique LE FEVRE (SLE Paris Est) • Madame Sabine SALVIA PRATS (SLE 75 Paris Est) • Madame Monique KIM-GALLAS (SLE Val de Marne) • Monsieur Thierry REGNAULT de MONTGON (SLE Seine et Marne) • Monsieur Patrick BECHET (SLE Seine Saint Denis)
Représentant des Collectivités locales et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre sociétaires	<ul style="list-style-type: none"> • Monsieur Ludovic GUILCHER Adjoint au Maire d'Issy-les-Moulineaux
Représentant des salariés sociétaires	<ul style="list-style-type: none"> • Monsieur Lucien VALVERDE
Représentants des salariés	<ul style="list-style-type: none"> • Madame Liliane CALIXTE • Monsieur Philippe BINET

En conformité avec le code monétaire et financier et les orientations EBA/ESMA sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes clés, une évaluation formalisée du fonctionnement et de l'organisation du COS a été réalisée en 2025 par le comité des nominations.

L'évaluation réalisée a permis de relever les éléments suivants : le Comité a considéré que les membres de COS désignés satisfaisaient à l'ensemble des critères Fit & Proper d'aptitude individuelle (temps suffisant consacré au mandat de membre de COS ; connaissances, compétences et expériences adéquates, réputation, l'honnêteté et l'intégrité requises pour l'exercice des fonctions de membre du COS ; l'indépendance d'esprit et les conflits d'intérêts) et d'aptitude collective des membres de COS (la composition et la structure du COS ; les compétences, les expériences et les connaissances des membres de COS ; le fonctionnement et l'efficacité du COS).

1.3.2.3 Fonctionnement

Le COS se réunit sur convocation du président aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Le COS s'est réuni 4 fois durant l'exercice 2025.

Les principaux sujets traités par le COS portent sur les domaines suivants :

- Respect des recommandations formulées par l'inspection générale de BPCE et des décisions de BPCE ;
- Examen du bilan social de la société ;
- Autorisation au directoire de céder des immeubles par nature, des participations, en totalité ou en partie, et à constituer des sûretés en vue de garantir les engagements de CEIDF ;
- Avis sur la création de Sociétés Locales d'Epargne ;
- Décisions, sur proposition du Directoire sur :
 - les orientations générales de la société ;
 - le plan de développement pluriannuel ;
 - le budget annuel de fonctionnement et le budget d'investissements ;
 - le programme annuel des actions de responsabilité sociétale et son plan de financement, dans le cadre des orientations définies par la FNCE.

1.3.2.4 Comités

Pour l'exercice de leurs fonctions par les membres de COS, des comités spécialisés composés de quatre membres au moins et de six au plus ayant voix délibérative sont constitués au sein du COS. Les membres émettent des avis destinés au COS et sont choisis par celui-ci au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles et sur proposition du Président du COS pour la durée fixée lors de leur nomination. Les membres sont indépendants au sens des critères définis au sein de la politique en matière d'évaluation de l'aptitude des membres du Directoire et du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

■ LE COMITE D'AUDIT

Le comité d'audit est notamment chargé du suivi du processus d'élaboration de l'information financière et du contrôle légal des comptes annuels et consolidés par les commissaires aux comptes. A ce titre, il est chargé d'émettre des avis à l'attention du Conseil d'Orientation et de Surveillance :

- sur la clarté des informations fournies et sur la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes individuels et consolidés ;
- sur l'indépendance des commissaires aux comptes.

Le comité d'audit prend également connaissance, pour la partie ayant des conséquences directes sur les comptes de la CEIDF, des rapports d'inspection de BPCE ainsi que ceux de l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACPR) et de la Banque Centrale Européenne (BCE).

Le comité d'audit est composé de six membres, ayant voix délibérative, choisis parmi les membres du COS, au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles. Un membre au moins du comité d'audit présente des compétences particulières en matière financière ou comptable. Le président du COS est, en outre, membre de droit du comité d'audit.

La composition du Comité d'Audit au 31 décembre 2025 :

- Monsieur Didier DOUSSET, membre de droit ;
- Monsieur Guillaume DRANCY, Président du Comité d'Audit ;
- Madame Sabine SALVIA-PRATS ;
- Monsieur Patrick BECHET ;
- Monsieur Ludovic GUILCHER ;
- Monsieur Guillaume FREREJEAN TAITTINGER.

Le comité d'audit s'est réuni 4 fois au cours de l'exercice.

Les principaux sujets traités au cours de l'année portent sur les domaines suivants :

- Comptes,
- Budget annuel de fonctionnement et budget d'investissements.

■ LE COMITE DES RISQUES

Le comité des risques est chargé d'évaluer et d'émettre des avis à l'attention du COS :

- sur la qualité du contrôle interne, notamment la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques et proposer, en tant que de besoin des actions complémentaires à ce titre ;
- sur les conclusions d'audit interne.

A ce titre, le comité des risques a notamment pour mission :

- de procéder à un examen régulier des stratégies, politiques, procédures, systèmes, outils et limites mentionnés à l'Arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque ;
- de conseiller le COS sur la stratégie globale de la Caisse d'Epargne et l'appétence en matière de risques, tant actuels que futurs ;
- d'assister le COS lorsque celui-ci contrôle la mise en œuvre de cette stratégie par les membres du Directoire et par le responsable de la fonction de gestion des risques ;
- d'assister le COS dans l'examen régulier des politiques mises en place pour se conformer aux dispositions de l'Arrêté, d'en évaluer l'efficacité ainsi que celle des dispositifs et procédures mis en œuvre aux mêmes fins ainsi que des mesures correctrices apportées en cas de défaillances.
- d'évaluer et d'examiner la mise en œuvre de la stratégie opérationnelle en matière de gestion des risques climatiques et environnementaux de la Caisse d'Epargne.

Le comité des risques est composé de six membres, ayant voix délibérative, choisis parmi les membres du COS, au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles. Plus généralement, les membres du comité des risques disposent de connaissances, de compétences et d'une expertise qui leur permettent de comprendre et de suivre la stratégie et l'appétence en matière de risques de la Caisse d'Epargne. Le président du COS est, en outre, membre de droit du comité des risques.

La composition du comité des risques au 31 décembre 2025 :

- Monsieur Didier DOUSSET, membre de droit ;
- Monsieur Cyril BAYVET, Président du Comité des Risques ;
- Monsieur Patrick BECHET ;
- Madame Lorenza MALLEZ BARONE ;
- Monsieur Guillaume DRANCY ;
- Monsieur Guillaume FREREJEAN TAITTINGER.

Le comité des risques s'est réuni 4 fois au cours de l'exercice.

Les principaux sujets traités au cours de l'année portent sur les domaines suivants :

- Rapport de contrôle interne (arrêté du 3 novembre 2014 modifié) ;
- Les dispositifs de contrôle interne ;

- Etats de risques ;
- Contrôle de conformité.

■ LE COMITE DES REMUNERATIONS

Le comité des rémunérations est chargé de formuler des propositions au COS concernant notamment :

- le niveau et les modalités de rémunération des membres du Directoire,
- les modalités de répartition des indemnités compensatrices à allouer aux membres du conseil et, le cas échéant, aux membres des comités du conseil, ainsi que le montant total soumis à la décision de l'assemblée générale de la Caisse d'Epargne.

Le comité des rémunérations se compose de cinq membres, ayant voix délibérative, choisis parmi les membres du COS, au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles.

La composition du comité des rémunérations au 31 décembre 2025 :

- Monsieur Didier DOUSSET, Président ;
- Madame Liliane CALIXTE ;
- Madame Caroline DEGAGNY ;
- Madame Marie-Véronique LE FEVRE ;
- Monsieur Cyril BAYVET.

Le Comité des Rémunérations s'est réuni 1 fois au cours de l'exercice.

Les principaux sujets traités au cours de l'année portent sur l'enveloppe globale des rémunérations de la population régulée, les critères de rémunération des mandataires sociaux et sur la politique de rémunération.

■ LE COMITE DES NOMINATIONS

Le comité des nominations formule des propositions et des recommandations au COS aux fins de l'élaboration d'une politique en matière d'évaluation de l'aptitude des membres du Directoire et du COS ainsi qu'une politique de nomination et de succession qu'il examine périodiquement.

Par ailleurs, le comité des nominations vérifie l'aptitude des candidats au mandat de membre du Directoire et celle des membres du COS élus par les différents collèges électeurs en conformité avec la politique de nomination et la politique d'aptitude élaborées par le COS.

A cette fin, le comité des nominations précise notamment :

- les missions et les qualifications nécessaires aux fonctions exercées au sein du directoire et au sein du COS ;
- l'évaluation du temps à consacrer à ces fonctions ;
- l'objectif à atteindre en ce qui concerne la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du COS.

Enfin, en conformité avec la politique de nomination et de succession des dirigeants effectifs et des membres de COS et la politique d'évaluation de l'aptitude élaborées par le COS, le comité des nominations :

- évalue l'équilibre et la diversité des connaissances, des compétences et des expériences dont disposent individuellement et collectivement les candidats au mandat de membre du directoire et au mandat de membres du COS.

À cette fin, et s'agissant du COS en particulier, le comité des nominations vérifie l'aptitude des candidats au COS au regard de leur honorabilité, de leurs compétences et de leur indépendance tout en poursuivant un objectif de diversité au sein du conseil, c'est-à-dire une situation où les caractéristiques des membres du COS diffèrent à un degré assurant une variété de points de vue, étant rappelé que le caractère coopératif de la Caisse d'Epargne contribue largement à favoriser la diversité.

Ainsi, le comité des nominations s'assure notamment que les aspects suivants de diversité sont bien observés : formation, parcours professionnel, âge, représentation géographique équilibrée, représentation des différents types de marché, représentation des catégories socioprofessionnelles du sociétariat, objectif quantitatif minimum de 40 % relatif à la représentation du sexe sous-représenté. Au regard de ces critères, le comité des nominations veille, lors de tout examen de candidature au mandat de membre de COS, à maintenir ou atteindre un équilibre et à disposer d'un ensemble de compétences en adéquation avec les activités et le plan stratégique du groupe mais également avec les missions techniques dévolues aux différents comités du COS.

Aucun de ces critères ne suffit toutefois, seul, à constater la présence ou l'absence de diversité qui est appréciée collectivement au sein du COS. En effet, le comité des nominations privilégie la complémentarité des compétences techniques et la diversité des cultures et des expériences dans le but de disposer de profils de nature à enrichir les angles d'analyse et d'opinions sur lesquels le COS peut s'appuyer pour mener ses discussions et prendre ses décisions, favorisant ainsi une bonne gouvernance.

Enfin, le comité des nominations rend compte au COS des changements éventuels qu'il recommande d'apporter à la composition du COS en vue d'atteindre les objectifs susmentionnés.

- évalue périodiquement et au moins une fois par an :
 - la structure, la taille, la composition et l'efficacité du COS au regard des missions qui lui sont assignées et soumet au COS toutes recommandations utiles ;
 - les connaissances, les compétences et l'expérience des membres du Directoire et des membres du COS, tant individuellement que collectivement, et en rend compte ;
- recommande, lorsque cela est nécessaire, des formations visant à garantir l'aptitude individuelle et collective des membres du COS et des membres du Directoire.

Le comité des nominations se compose de cinq membres, ayant voix délibérative, choisis parmi les membres du COS, au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles.

La composition du comité des nominations au 31 décembre 2025 :

- Monsieur Didier DOUSSET, membre et Président de droit ;
- Madame Caroline DEGAGNY ;
- Monsieur Laurent de CHERISEY ;
- Madame Marie-Véronique LE FEVRE ;
- Monsieur Cyril BAYVET.

Le comité des nominations s'est réuni 2 fois au cours de l'exercice.

■ LE COMITE RSE ET DEVELOPPEMENT

Le Comité RSE et Développement est chargé d'émettre des avis à l'attention du COS :

- sur les orientations et la stratégie de RSE proposée par le Directoire dans le cadre des orientations générales de la société et de son plan de développement pluriannuel ;
- sur la mise en œuvre et le suivi des actions RSE de la CEIDF ;
- sur les actions de développement à destination des clients de la CEIDF.

Le Comité RSE et Développement se compose de six membres, ayant voix délibérative, choisis parmi les membres du COS, au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles.

La composition du comité RSE et Développement au 31 décembre 2025 :

- Madame Caroline DEGAGNY, Présidente ;
- Madame Monique KIM GALLAS ;
- Monsieur Jean-François LEGARET (jusqu'au 22/04/2025) ;
- Madame Bénédicte HURIEZ (depuis le 23/06/2025)
- Madame Lorenza MALLEZ BARONE ;

- Monsieur Thierry REGNAULT de MONTGON ;
- Madame Odile VERNET.

Le Comité RSE et Développement s'est réuni 3 fois au cours de l'exercice.

Les principaux sujets traités au cours de l'exercice portent sur les domaines suivants :

- Bilan du programme d'actions de RSE de la CEIDF ;
- Examen du rapport annuel (partie réglementaire sur les informations sociales et environnementales) ;
- Sur proposition du Directoire, avis sur les orientations de RSE de la CEIDF.

1.3.2.5 Gestion des conflits d'intérêts

Le membre du COS fait part au conseil de toute situation de conflit d'intérêts même potentiel et s'abstient de participer au vote de la délibération correspondante.

Ainsi, les statuts de la CEIDF prévoient que toute convention intervenant entre la société et l'un des membres du Directoire ou du COS, directement, indirectement ou par personne interposée, doit être soumise à d'autorisation préalable du COS.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise si l'un des membres du Directoire ou du COS est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du Directoire ou du Conseil d'Orientation et de Surveillance de ladite entreprise.

Ces conventions sont soumises à l'approbation de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance du 1^{er} juillet 2019 a approuvé les avenants aux conventions de comptes courants d'associés des Sociétés Locales d'Epargne elles-mêmes approuvées par le COS du 10 juin 2014.

Par ailleurs, en application des orientations European Banking Authority (EBA) sur la gouvernance interne et des orientations European Securities and Market Authority (EBA/ESMA) sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes clés, le COS a adopté une politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts visant à identifier et encadrer les situations pouvant potentiellement entraver la capacité des membres du COS à adopter des décisions objectives et impartiales visant à répondre au mieux aux intérêts de la CEP et à exercer leurs fonctions de manière indépendante et objective.

1.3.3. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle des comptes de la société est exercé dans les conditions fixées par la loi, par deux commissaires aux comptes titulaires remplissant les conditions légales d'éligibilités.

Les commissaires aux comptes ont été nommés pour six exercices par l'Assemblée Générale Mixte du 28 avril 2021. Ils peuvent être reconduits dans leurs fonctions.

Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confèrent les dispositions légales et réglementaires.

Les commissaires aux comptes sont convoqués à toutes assemblées de sociétaires au plus tard lors de la convocation des sociétaires.

Les commissaires aux comptes doivent être convoqués à la réunion du Directoire au cours de laquelle sont arrêtés les comptes de l'exercice. Ils peuvent être convoqués à toute autre réunion du Directoire. Le délai de convocation est de trois jours au moins avant la réunion.

Les commissaires aux comptes peuvent être également convoqués à toute réunion du COS où leur présence paraît opportune en même temps que les membres du COS.

Les commissaires aux comptes titulaires pour la CEIDF :

Cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine

Représenté par : **Mme Aurore PRANDI**, associée, commissaire aux comptes
Mr Laurent TAVERNIER, associé, commissaire aux comptes

Cabinet KPMG SA

Tour Eqho
2, avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex

Représenté par : **Mme Marie-Christine FERRON-JOLYS**, associée, commissaire aux comptes

1.4. ELEMENTS COMPLEMENTAIRES

1.4.1. TABLEAU DES DELEGATIONS ACCORDEES POUR LES AUGMENTATIONS DE CAPITAL ET LEUR UTILISATION

Conformément aux dispositions de l'article L225-37-4, 3° du Code de commerce, le tableau des délégations de compétence en cours de validité et accordées par l'Assemblée Générale au Directoire, dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L225-129-1 et L225-129-2 du Code de commerce est le suivant :

Date de l'Assemblée Générale ayant consenti une délégation	Contenu de la délégation consentie	Utilisation au cours de l'exercice écoulé
Assemblée Générale Extraordinaire du 22 avril 2025	<p>La délégation consentie lors de l'AGE du 22 avril 2025 a remplacé la délégation consentie lors de l'AGE du 19 avril 2023</p> <p>Délégation de compétence au Directoire, à l'effet d'augmenter le capital social par émission de parts sociales au profit des Sociétés Locales d'Epargne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • durée : 26 mois à compter de l'AGE concernée ; • plafond nominal maximum autorisé : 900 millions d'euros. <p>Délégations de pouvoirs au Directoire dans les conditions prévues par les statuts et la loi pour mettre en œuvre la délégation de compétence et, notamment, à l'effet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de fixer le montant, les conditions et les modalités d'émission ; • de constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent et de procéder à la modification corrélative des statuts. 	non

1.4.2. TABLEAU DES MANDATS EXERCES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

MANDATS DES MEMBRES DU DIRECTOIRE

DENOMINATION SOCIALE	MANDATS EXERCES
Didier PATAULT	
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Président du Directoire
BPCE SA	Membre du Conseil de Surveillance
BANQUE BCP SAS	Président du Conseil de Surveillance
BANQUE DE TAHITI SA	Président du Conseil d'Administration
BANQUE DE NOUVELLE CALEDONIE SA	Président du Conseil d'Administration
FNCE Fédération	Membre du Conseil d'Administration en sa qualité de Président du Directoire de la CEIDF
IMMOBILIERE THOYNARD ILE-DE-FRANCE SAS	Représentant légal de la CEIDF, Président
BICENTENAIRE CAISSE D'EPARGNE Association	Représentant permanent de la CEIDF, Président
SAINT JAMES 2018 SCI	Gérant
Pascal CHABOT	
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Directoire
BANQUE BCP SAS	Membre du Conseil de Surveillance
BANQUE DE NOUVELLE CALEDONIE SA	Membre du Conseil d'Administration
BANQUE DE TAHITI SA	Membre du Conseil d'Administration
COMITE FEDERATION BANCAIRE FRANCAISE ILE-DE-FRANCE Association	Membre du Conseil d'Administration
COMPAGNIE DE FINANCEMENT FONCIER SA	Membre du Conseil d'Administration
SCI DE LA FORET SCI (mandat à titre personnel)	Gérant
GENEO MEZZANINE Fonds Professionnel de Capital Investissement	Membre du Comité Consultatif (jusqu'au 27 mai 2025)

Florence DUMORA	
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Directoire
BANQUE BCP SAS	Membre du Conseil de Surveillance
BANQUE DE TAHITI SA	Membre du Conseil d'Administration
BANQUE DE NOUVELLE CALEDONIE SA	Membre du Conseil d'Administration
BPCE SFH SA	Membre du Conseil d'Administration
BPCE FINANCEMENT SA	Représentant permanent de la CEIDF, Membre du Conseil d'administration
GIE SYNDICATION RISQUE ET DISTRIBUTION GIE avec capital	Représentant Permanent de la CEIDF, Membre du Conseil de surveillance
TECHNOLOGY SHARED SERVICES PACIFIQUE GIE avec capital	Représentant Permanent de la CEIDF, Membre du Conseil d'Administration

Carole SOTTEL	
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Directoire
BANQUE BCP SAS	Membre du Conseil de Surveillance
BANQUE DE NOUVELLE CALEDONIE SA	Membre du Conseil d'Administration
BANQUE DE TAHITI SA	Membre du Conseil d'Administration
LE CAMPUS BPCE Association	Représentant permanent de la CEIDF, Membre du Conseil d'administration
ESBANQUE (Ecole Supérieure de la Banque) Association	Représentant permanent de la CEIDF, Membre du Conseil d'Administration
LE LAB RH Association	Membre du Conseil d'Administration (depuis le 14/01/2025)
FONDATION PANTHEON ASSAS Fondation	Membre du Collège des personnalités qualifiées au Conseil d'Administration (depuis le 03/12/2025)

David NOWICKI	
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Directoire
BANQUE BCP SAS	Membre du Conseil de Surveillance
BANQUE DE NOUVELLE CALEDONIE SA	Membre du Conseil d'Administration
BANQUE DE TAHITI SA	Membre du Conseil d'Administration
BPCE ASSURANCES IARD SA	Membre du Conseil d'Administration
ECUREUIL VIE DEVELOPPEMENT SA	Membre du Conseil d'Administration
LE CERCLE DE L'ORCHESTRE DE PARIS Fond de dotation	Membre du Conseil d'Administration

MANDATS DES MEMBRES DU COS

DENOMINATION SOCIALE	MANDATS EXERCES
Patrick BECHET	
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance
SOCIETE LOCALE D'EPARGNE SEINE-SAINT-DENIS SLE	Président du Conseil d'administration
Jean-François LEGARET	
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance (jusqu'au 22/04/2025)
SOCIETE LOCALE D'EPARGNE ESSONNE SLE	Président du Conseil d'administration (jusqu'au 22/04/2025)
Bénédicte HURIEZ	
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance (depuis le 23/06/2025)
SOCIETE LOCALE D'EPARGNE ESSONNE SLE	Présidente du Conseil d'administration
DELTA LINGERIE SA	Membre du Conseil d'Administration
FEMILET SA	Membre du Conseil d'Administration
Mairie de Juvisy sur Orge Mairie	Adjointe au maire en charge de l'urbanisme
Groupe Chantelle SA	Directrice juridique du Groupe
Liliane CALIXTE	
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance
Caroline DEGAGNY	
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Vice-Présidente du Conseil d'Orientation et de Surveillance
SOCIETE LOCALE D'EPARGNE HAUTS-DE-SEINE SLE	Présidente du Conseil d'administration
Guillaume DRANCY	
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance
SOCIETE LOCALE D'EPARGNE HAUTS-DE-SEINE	Vice-Président du Conseil d'administration
FDR AUDIT ET CONSEIL SA	Président
CAP SUD SCI	Gérant
CAP EST SCI	Gérant
CAP OUEST SCI	Gérant

Guillaume FREREJEAN TAITTINGER	
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance
SOCIETE LOCALE D'EPARGNE PARIS OUEST SLE	Membre du Conseil d'administration
GIN FISHERS	Associé co-fondateur
SAGITTARIUS 2B SAS	Président
COGNAC COUTANSEAU AINE SAS	Directeur Général
CHAMPAGNE FREREJEAN FRERES – FJF SAS	Président
CERCLE MBC Association	Administrateur
HFT PATRIMOINE SARL	Gérant
Laurent DE CHERISEY	
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance
SOCIETE LOCALE D'EPARGNE VAL D'OISE SLE	Administrateur
FEDERATION SIMON DE CYRENE	Directeur Général, Fondateur
REPORTERS D'ESPOIRS Association	Président du CA
LE ROCHER Association	Administrateur
Cyril BAYVET	
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance
SOCIETE LOCALE D'EPARGNE PARIS OUEST SLE	Administrateur
SAS BAYVET BASSET SAS	Président
ORIAS Organisme	Administrateur suppléant
SC CYRIL BAYVET FINANCE Société Civile	Gérant
SCI LES FRERES SCI	Co-Gérant
Sabine SALVIA-PRATS	
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance
SOCIETE LOCALE D'EPARGNE PARIS EST SLE	Administrateur

Najlaa YASSINE	
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance
SOCIETE LOCALE D'EPARGNE ESSONNE SLE	Vice-Présidente du Conseil d'administration
CERCLE MBC Association	Administrateur
Ludovic GUILCHER	
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance
ICP (Institut Catholique de Paris) Association	Président du Conseil d'Administration
GROUPE FRANCE TELECOM - ORANGE	Directeur de Cabinet de la Directrice Générale & Directeur du Nouveau Modèle d'Entreprise
ISSY-LES-MOULINEAUX	Adjoint au Maire
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES HAUTS DE SEINE	Conseiller départemental
SEINE-UEST HABITAT ET PATRIMOINE	Administrateur
GROUPE ANTIN	Administrateur
Monique KIM-GALLAS	
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance
SOCIETE LOCALE D'EPARGNE VAL DE MARNE SLE	Administrateur
KANTAR TNS-MB SAS	Directrice Conseil
Marie-Véronique LE FEVRE	
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance
SOCIETE LOCALE D'EPARGNE PARIS EST	Présidente du Conseil d'administration
M-V LE FEVRE Cabinet d'avocats	Avocate
Didier DOUSSET	
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Président du Conseil d'Orientation et de Surveillance
SOCIETE LOCALE D'EPARGNE VAL DE MARNE SLE	Président du Conseil d'administration
GRAND PARIS SUD EST AVENIR (GPSEA)	Conseiller Territorial délégué à la Transition Énergétique
MAIRIE DU PLESSIS-TREVE	Maire
METROPOLE DU GRAND PARIS (MGP)	Conseiller Métropolitain
BPCE VIE SACA	Administrateur (depuis le 17/10/2024)

Lorenza MALLEZ BARONE	
CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE ÎLE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance
SOCIÉTÉ LOCALE D'ÉPARGNE YVELINES SLE	Présidente du Conseil d'administration
Philippe BINET	
CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE ÎLE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance
Thierry REGNAULT de MONTGON	
CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE ÎLE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance
SOCIÉTÉ LOCALE D'ÉPARGNE SEINE ET MARNE SLE	Président du Conseil d'administration
Lucien VALVERDÉ	
CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE ÎLE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance
CAISSE GÉNÉRALE DE PRÉVOYANCE DES CAISSES D'ÉPARGNE (CGP) Institution de prévoyance	Membre du Conseil d'Administration
ENSEMBLE ECUREUIL PROTECTION SOCIALE (EPS) Association	Membre du Conseil d'Administration
Odile VERNET	
CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE ÎLE-DE-FRANCE (CEIDF) SA	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance
SOCIÉTÉ LOCALE D'ÉPARGNE YVELINES SLE	Administrateur

1.4.3. CONVENTIONS SIGNIFICATIVES (ARTICLE L.225-37-4 DU CODE DE COMMERCE)

Aucun mandataire social et aucun actionnaire disposant plus de 10% des droits de vote n'a signé, en 2025, de convention avec une société dont la CEP détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital social.

1.4.4. OBSERVATIONS DU CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE DE LA CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE ÎLE-DE-FRANCE SUR LE RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE ET LES COMPTES DE L'EXERCICE 2025

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Île-de-France a, lors de sa séance du 23 mars 2026, procédé à l'examen du rapport annuel du Directoire pour l'exercice 2025. Le Conseil a également entendu la présentation des comptes de l'exercice 2025, les commentaires du Comité d'Audit et le rapport des Commissaires aux comptes.

Malgré un contexte économique et géopolitique qui demeure incertain, l'année 2025 a été marquée par la normalisation de la courbe des taux. Les taux directeurs de la BCE sont restés stables au second semestre 2025 à 2%, après une baisse de 100 bps au premier semestre. Cela a permis une requalification de la courbe des taux favorable pour le modèle financier de la CEIDF.

Dans ce contexte particulier, le Conseil a retenu la dynamique commerciale de la CEIDF, matérialisée notamment par le montant des crédits octroyés de 11,5 milliards d'euros (en hausse de 13,3% par rapport à 2024), la collecte active ainsi que le développement du fonds de commerce avec près de 7 000 nouveaux clients bancarisés principaux.

S'agissant de l'activité et des résultats concernant le périmètre CEIDF (norme IFRS), le Conseil note :

- L'augmentation du PNB à 1 226 M€ (vs 1 058 M€ en 2024) en lien avec la Marge Nette d'Intérêts qui bénéficie de la repentification de la courbe de taux et la dynamique favorable des commissions ;
- La hausse maîtrisée des frais de gestion à 731 M€ (+1,4% par rapport à 2024) ;
- Un coût du risque en augmentation à 141 M€ (+48 M€ par rapport à 2024) tenant compte d'une hausse du risque avéré de 15,4% ;
- La progression du résultat net à 277 M€ (+31,0%) et l'amélioration de 8,5 points du coefficient d'exploitation à 59,6%.

Le Conseil a pris connaissance du projet d'affectation du résultat qui sera présenté à l'Assemblée Générale, avec une distribution de 53,4 M€ aux SLE.

Les comptes consolidés, intégrant BCP, BT et BNC, affichent un PNB de 1,43 Md€, un résultat net part du Groupe de 291 M€ en progression de 36,6% par rapport à 2024 et un coefficient d'exploitation de 61,4 %.

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance a entendu les rapports des Commissaires aux Comptes sur le rapport annuel du Directoire et les comptes de la CEIDF pour l'exercice 2025.

Ils projettent d'émettre des rapports sans réserve sur les comptes sociaux et consolidés CEIDF.

Conformément à l'article L.225.68 du Code de Commerce, le Conseil d'Orientation et de Surveillance, après avoir entendu le rapport financier annuel du Directoire, la présentation des comptes individuels et consolidés de l'exercice 2025, les observations du Comité d'Audit et les rapports des commissaires aux comptes, adopte :

- le rapport à l'Assemblée Générale par lequel il communique ses observations sur le rapport financier annuel du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice 2025,
- le rapport sur le gouvernement d'entreprise étant rappelé qu'il sera joint dans le rapport du Directoire et que les observations du Conseil seront intégrées dans ce rapport.

Le Conseil invite en conséquence l'Assemblée Générale de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France à approuver le rapport annuel du Directoire et les comptes de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France dans le cadre des résolutions qui lui seront soumises par le Directoire.

2. RAPPORT DE GESTION

2. RAPPORT DE GESTION

2.1. CONTEXTE DE L'ACTIVITE

2.1.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

2025 : UNE ECONOMIE FRANÇAISE RESILIENTE

En 2025, l'activité mondiale est demeurée sur une tendance à l'apparence inébranlable avec une croissance d'un peu plus de 3,0 % l'an, en léger ralentissement par rapport à 2024. Elle a bénéficié d'une maîtrise générale de l'inflation, surtout en zone euro, de l'accélération de l'investissement technologique (IA), de la reconstitution de stocks au premier semestre, anticipant le renchérissement des importations américaines (hausse des barrières tarifaires), et de politiques budgétaires et monétaires plutôt expansionnistes. Pourtant, l'année a été profondément marquée par une récurrence de secousses souvent dangereuses, phénomène nourri par le renforcement des enjeux de souveraineté. Outre les risques géopolitiques (Ukraine, Moyen-Orient, Taïwan, etc.), la principale incertitude est d'abord venue de l'imprévisibilité de la politique de Donald Trump aux États-Unis. Les relèvements vifs et successifs des droits américains de douane dès le 2 avril (le « liberation day »), suivis de pauses et de revirements à la baisse, puis d'une relative accalmie, ont cependant conduit à une véritable remise en cause du libre-échange. Leurs niveaux inédits depuis la Seconde Guerre mondiale ont accru la fragmentation du commerce mondial, des approvisionnements et des chaînes de production. La dérive de l'endettement public et privé, singulièrement la « fuite en avant » des dépenses publiques, a aussi été une source importante d'inquiétudes politiques et économiques, spécifiquement en France.

L'inflation s'est nettement modérée presque partout dans le monde, malgré le choc provoqué par la hausse des droits de douane, choc néanmoins moins fort que prévu à l'origine. En dépit des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, les cours du pétrole se sont en effet repliés de 14,2 % (69,1 dollars le baril de Brent, après 80,5 dollar/baril en 2024), du fait de l'anticipation d'une demande pétrolière affaiblie, spécialement en Chine, de la guerre commerciale, de l'augmentation de la production de l'OPEP+ et de l'absence de problèmes d'approvisionnement. Cette « désinflation » a donc soutenu l'activité, en raffermissant le pouvoir d'achat des agents privés et en permettant à la plupart des Banques centrales d'assouplir leur politique monétaire, hormis au Japon.

Ces tensions commerciales, tout en créant un climat prolongé d'incertitude, ont engendré une volatilité de la conjoncture et des stratégies de contournement des tarifs douaniers ou de diversification des débouchés. Le commerce mondial s'est même envolé en début d'année, ce retour du protectionnisme ayant été anticipé, notamment par la Chine. Les États-Unis, au-delà des fluctuations trimestrielles, ont vu leur croissance ralentir (bien qu'à + 2,2 %) et l'emploi se refroidir, après le dynamisme remarquable de l'économie en 2024 (+ 2,8 %). Paradoxalement, la croissance chinoise, pâtiissant toujours de pressions déflationnistes et en ralentissement au second semestre, a atteint la cible officielle de + 5,0 % sur l'ensemble de 2025. La croissance de la zone euro (+ 1,4 %), bien que modérée et disparate selon les pays, a été résiliente, en dépit d'une vulnérabilité technologique plus prégnante, de l'appréciation de l'euro, de la rude concurrence des industriels chinois, du recul de la compétitivité-prix et, au second semestre, de l'obstacle aux exportations européennes qu'a pu constituer l'accord commercial entre l'Union Européenne et les États-Unis. La signature d'un accord commercial avec la Commission européenne le 27 juillet a toutefois réduit l'incertitude des deux côtés de l'Atlantique, en décidant l'imposition de droits de douane de 15 % sur la majorité des importations américaines de biens issues de l'UE. Les pays européens ont affiché des performances variées en 2025. L'Espagne, devenue la locomotive de l'Europe, a enregistré une croissance durablement solide (+ 2,9 %), principalement soutenue par des facteurs de demande interne, liés au dynamisme de l'emploi et aux fonds européens. L'Italie (+ 0,6 %) et l'Allemagne (+ 0,2 %), plus dépendantes des échanges avec les États-Unis, ont vu leur activité accélérer au 1^{er} trimestre, se replier nettement ensuite au 2^e trimestre, puis faire du quasi-surplace au second semestre.

En France, l'année a été marquée par la démission de deux Premiers ministres. Pourtant, l'activité a paradoxalement plutôt bien résisté à l'accroissement de l'incertitude, venant des tensions douanières, de la fragmentation géopolitique des échanges ou encore de la paralysie politique et budgétaire, surtout après la chute du gouvernement le 8 septembre. L'incertitude, qui nourrit l'inquiétude puis l'attentisme, souvent perçue comme un puissant frein au développement de la demande interne, a finalement exercé un impact

plus limité que redouté. La croissance, qui a certes évolué à rebours de la conjoncture européenne au 1^{er} semestre, a atteint + 0,9 % en 2025, après + 1,1 % en 2024. L'inflation n'a pas cessé de diminuer, atteignant en moyenne annuelle + 0,9 %, après + 2,0 % en 2024, sous l'effet de la baisse des prix réglementés de l'énergie, du ralentissement de la croissance des salaires et de l'intensification de la concurrence dans le secteur des télécommunications. En conséquence, le taux de chômage a légèrement augmenté, atteignant 7,7 % au 4^e trimestre, après 7,3 % à fin 2024.

L'économie française n'a pas su profiter de la ruée commerciale temporaire vers les États-Unis au 1^{er} trimestre, à l'instar de ses voisins européens, d'où un acquis de croissance sur l'année beaucoup plus faible. Surtout, elle n'est pas arrivée à s'extraire d'une dynamique morose, la progression des dépenses des agents privés demeurant atone depuis 2022. En particulier, avant de diminuer un peu, le taux d'épargne des ménages a atteint un sommet (hors Covid) inédit depuis 45 ans de 18,7 % au 2^e trimestre. Pourtant, le pouvoir d'achat a été mieux préservé qu'ailleurs en Europe, du fait d'une plus forte désinflation. La consommation des ménages n'a ainsi pas redémarré. De même, l'investissement des ménages a faiblement rebondi, après deux années de forte contraction, illustrant une prudence accrue face à l'incertitude et à la pression fiscale croissante. L'investissement des entreprises non financières a stagné, en grande partie en raison de l'endettement des entreprises, de la fragilité des trésoreries, de la perte de parts de marché et de la remontée passée des coûts de financement. La croissance a donc été essentiellement soutenue par un important mouvement de reconstitution des stocks, après deux années de recul, et par quelques branches, qui ont su maintenir l'activité à flot, à l'exemple de la reprise progressive du secteur aéronautique, exempté des nouveaux droits de douane américains.

UNE DEGRADATION DES TAUX D'INTERET FRANÇAIS DANS LA HIERARCHIE EUROPEENNE

En 2025, les politiques monétaires de part et d'autre de l'Atlantique ont alternativement divergé de manière inhabituelle entre le premier et le second semestre. Avant un premier mouvement d'assouplissement monétaire en septembre, la Fed a maintenu un *statu quo*, ses taux directeurs restant au dernier niveau établi le 18 décembre 2024, en dépit d'une forme d'intimidation exercée par le président Trump sur Jerome Powell. La résilience du marché du travail américain et l'absence de décision pérenne sur le niveau des tarifs douaniers, leur augmentation induisant *a priori* des effets inflationnistes, ont expliqué cet attentisme jusqu'à l'été. La Fed a ensuite réitéré sa réduction de 25 points de base de septembre à deux reprises en octobre et en décembre (fourchette comprise entre 3,5 % et 3,75 %), du fait du coup de frein sur le marché du travail, de la révision à la baisse du risque inflationniste, voire de la pression politique de la Maison Blanche. La BCE, à l'inverse de la Fed, a poursuivi son processus de détente monétaire jusqu'en juin, avant d'adopter une posture prudente d'attentisme. Elle a donc abaissé à quatre reprises de 25 points de base le taux de la facilité de dépôt, le portant de 3,0 % le 18 décembre 2024 à 2,0 % le 11 juin, du fait d'une oscillation de l'inflation autour de la cible de 2,0 % depuis l'été 2024, du recul progressif de l'inflation sous-jacente, du net ralentissement des indicateurs avancés de salaires, du repli des prix du pétrole et de l'appréciation de l'euro.

Les taux à 10 ans sont demeurés à des niveaux plutôt élevés de part et d'autre de l'Atlantique, malgré la tendance au reflux de l'inflation, favorisée par des cours pétroliers atones, et le processus de détente monétaire, certes inversé dans le temps entre la Fed et la BCE. La réduction de la taille du bilan des banques centrales et l'abondance de dette publique ont aussi limité la transmission des assouplissements monétaires aux taux longs. Ceux-ci ont même marqué des pointes à la hausse lors d'épisodes d'inquiétudes comme celle de l'annonce du méga-plan de relance allemand début mars. Malgré deux pics autour de 3,60 %, l'OAT à 10 ans a atteint une moyenne annuelle de 3,37 % en 2025, après 2,97 % en 2024. Son écart avec le taux à 10 ans allemand s'est élevé en moyenne à 74 points de base, contre un spread moyen de 35 points de base sur la période 2015-2019. Un autre fait remarquable a été la tendance à la réduction de l'écart entre le taux à 10 ans de la France et celui de l'Italie. Ce phénomène peut implicitement être attribué à une forme de déclassement progressif des rendements souverains au détriment de la France dans la hiérarchie des taux d'intérêt européens, du fait d'un risque d'insoutenabilité budgétaire. En effet, la note souveraine de la France a été dégradée par Fitch le 12 septembre à A+, suivie par Standard & Poor's dès le 17 octobre, après l'annonce de la suspension de la réforme des retraites jusqu'à la présidentielle de 2027. D'ailleurs, les efforts d'assainissement budgétaire engagés ont encore été très limités, puisque le déficit public français atteindrait 5,4 % du PIB en 2025, après 5,8 % du PIB en 2024. Autre fait saillant, on a assisté à une accentuation de la pentification de la courbe des taux d'intérêt au cours de l'année.

L'or a progressé de + 66,1 % à 4 386 dollars l'once au 31 décembre. Il n'a pas cessé de dépasser des records historiques, parallèlement à la dépréciation continue du dollar, au contexte géopolitique instable et à des craintes sur la valorisation des marchés boursiers, surtout des valeurs de la tech. La hausse spectaculaire du Bitcoin jusqu'au 7 octobre, avant un recul le portant en deçà du niveau de début d'année, a également été un des mouvements marquants de l'année. L'euro s'est apprécié de près de 13 % sur l'année, atteignant 1,17 dollar le 31 décembre. Enfin, grâce à la résilience des indicateurs économiques, le CAC 40 a progressé de 10,4 % à 8 149,5 points en 2025, malgré le krach temporaire né de la surprise des annonces du « *liberation day* », avec un point bas à 6 863 points le 9 avril.

2.1.2. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

2.1.2.1. Faits majeurs de l'exercice dans le Groupe BPCE

En 2025, le déploiement du plan stratégique VISION 2030 s'est poursuivi avec le franchissement de plusieurs étapes clés.

BPCE et BNP Paribas ont créé **Estreem, nouveau leader français et acteur majeur européen du processing de paiements**. Amenée à traiter l'ensemble des paiements par carte en Europe du Groupe BPCE et de BNP Paribas, soit 17 milliards de transactions par an, la société gèrera 30 % du volume des paiements par carte en France. L'ambition de la société est également de se placer au top 3 des processeurs en Europe.

Avec l'acquisition de Société Générale Equipment Finance rebaptisée **BPCE Equipment Solutions**, **BPCE s'est positionné comme le leader européen du leasing de biens d'équipement**. Présent dans 24 pays, BPCE Equipment Solutions gère aujourd'hui un portefeuille de 15 milliards d'euros d'encours.

Le Groupe BPCE a signé, en juin, un Memorandum of Understanding en vue d'acquérir **novobanco, quatrième banque du Portugal**. Cette transaction est la plus importante acquisition transfrontalière bancaire en zone euro depuis plus de dix ans. À l'issue de l'opération, le Portugal deviendrait le deuxième marché domestique retail du groupe.

Le groupe a fait du logement l'une de ses priorités d'action. Dans ce sens, il a créé une nouvelle ligne métier dédiée autour de trois priorités stratégiques : « Proposer plus de logements dans l'ensemble des territoires » ; « favoriser l'accès au logement des Français et la valorisation de leur patrimoine » ; « accompagner les ménages dans la rénovation et l'adaptation de leur logement ».

Sur le plan international, l'année 2025 a été marquée par une instabilité et des tensions inédites. Face aux enjeux de la nouvelle donne géopolitique, le Groupe BPCE a intensifié son **engagement dans le financement des entreprises de la Défense et son soutien à la base industrielle et technologique de défense** (BITD). D'abord, par une actualisation de la politique d'accompagnement du financement de la Défense. Ensuite, par une gamme de solutions de financement adaptées aux besoins du secteur. Enfin via la finalisation du premier « European Defence bond » réalisé par une institution financière en Europe. Le placement de cette émission de titre senior préféré d'un montant de 750 millions d'euros, à échéance cinq ans, a été assuré par Natixis Corporate & Investment Banking. Les fonds levés permettent de financer et refinancer des actifs du secteur de la défense.

En 2025, le Groupe BPCE a réaffirmé son ambition de **rendre l'impact accessible à tous**, grâce à la force de solutions locales, au plus près des besoins de ses clients et des territoires. Le contrat d'achat d'électricité signé avec Opale, une PME régionale pionnière dans le développement de projets d'énergies vertes, lui permettra ainsi de couvrir environ 11 % de la consommation annuelle du groupe. De même, il s'est ainsi associé à H2air, producteur français indépendant d'électricité renouvelable, pour son propre approvisionnement. Avec la signature de ce contrat majeur, près de 30 % des besoins énergétiques pour le fonctionnement du Groupe BPCE seront ainsi couverts.

Parallèlement, plusieurs chantiers d'envergure ont été menés.

Le Groupe BPCE investit dans une **plateforme technologique commune aux Banques Populaires et aux Caisses d'Epargne**. Dans un délai de quatre ans, un système d'information commun serait utilisé au lieu de deux systèmes actuellement. Ce projet, qui respectera l'identité des deux réseaux, apporte une réponse ambitieuse aux nouveaux enjeux technologiques et permettra de pleinement tirer parti d'économies d'échelle.

Enfin, le Groupe BPCE a accéléré l'**adoption de l'Intelligence Artificielle (IA) générative au service des clients, des conseillers, de tous les collaborateurs**, et a franchi le seuil d'un collaborateur sur deux utilisant l'IA au quotidien. Dans ce sens, le premier accord de gestion des emplois et des parcours professionnels intégrant un volet sur l'IA a été signé au cours de l'été 2025. L'utilisation de l'IA s'est également généralisée dans tous les métiers, aussi bien dans les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne, que dans les métiers au service du retail ou les métiers mondiaux de Natixis. Conformément à son projet stratégique VISION 2030, le Groupe BPCE concentre ses efforts sur quelques domaines prioritaires :

- Assistance des conseillers en agence, qui étaient 80% à utiliser l'IA fin décembre 2025,
- Amélioration de l'expérience digitale des clients utilisant les apps bancaires du groupe,
- Transformation des centres de relation client spécialisés,
- Soutien aux métiers de l'informatique.

La révolution technologique de l'IA compte parmi les changements les plus significatifs du monde contemporain et c'est désormais une réalité bien tangible au sein du Groupe BPCE. Toutes ces avancées ont permis au groupe de progresser de 15 places dans le classement Evident AI Index 2025 pour se situer à la 25^e place sur 50 des plus grandes banques mondiales en termes d'adoption de l'IA.

L'activité des deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne a été soutenue. Afin de répondre aux besoins et préoccupations de leurs clientèles, les deux réseaux ont lancé de nouvelles offres et services dans des domaines identifiés comme prioritaires dans VISION 2030. Ils ont également innové pour répondre aux enjeux de société et aux défis géopolitiques.

Banque Populaire et Caisse d'Epargne sont ainsi les premières banques en France à mettre en place **200 millions d'euros de crédits avec la Banque européenne d'investissement en faveur du monde agricole**. L'opération soutient l'acquisition et la modernisation des exploitations agricoles, ainsi que l'investissement dans des technologies durables. En outre, 30 % des fonds sont consacrés à des projets qui contribuent à promouvoir l'action en faveur du climat, l'utilisation efficace des ressources en eau et la protection de la biodiversité.

Les deux réseaux sont également les **premières banques françaises à signer un accord avec la Banque européenne d'investissement pour soutenir les PME de la défense**. Via cette enveloppe de financements de 300 millions d'euros, le Groupe BPCE jouera un rôle clé dans le renforcement de la compétitivité et de l'innovation des entreprises françaises, tout en répondant aux enjeux de souveraineté du pays.

Dans le même temps, les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne ont encouragé **l'amélioration de la performance énergétique des logements en intégrant l'impact dans leurs crédits immobiliers**. Cette offre propose une réduction du taux d'intérêt aux propriétaires de logements avec un Diagnostic de Performance Énergétique compris entre E et G qui engageraient des travaux pour l'améliorer de deux lettres.

Parmi les offres lancées en 2025 dans les deux réseaux, citons :

- **Pour les étudiants**, un prêt sans caution personnelle, ni conditions de ressources. L'objectif est d'accompagner plus de 50 000 étudiants en France en 2025 dans un contexte de hausse du coût de la vie.
- **Pour les clients propriétaires de plus de 60 ans**, le Prêt Viager Hypothécaire. Celui-ci est garanti par une hypothèque prise sur un bien immobilier appartenant à l'emprunteur. Le montant du prêt viager hypothécaire est déterminé en fonction de la valeur du bien évalué et de la situation personnelle de l'emprunteur.
- **Pour les clients professionnels et entreprises**, le service « Gestion de factures » opéré par iPaidThat, plateforme française agréée par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) et filiale du Groupe BPCE. Ils peuvent désormais, via ce service, mieux gérer leur comptabilité, piloter leur trésorerie et collaborer avec leur expert-comptable.

Concernant l'activité des Banques Populaires :

Banque Populaire a maintenu un rythme soutenu d'activité auprès de toutes ses clientèles en 2025. Un engagement salué notamment par une belle reconnaissance : **Banque Populaire est désignée, pour la 16^e année consécutive, comme étant la 1^{re} banque des Entreprises** (source : Kantar).

Parmi les initiatives menées, plusieurs ont concerné deux segments de clientèles clés pour les Banques Populaires.

Les agriculteurs : Banque Populaire a lancé le prêt « Nouvel Installé en Agriculture », à taux préférentiel et doté d'une enveloppe de 100 millions d'euros, afin de soutenir l'installation des agriculteurs et viticulteurs et répondre aux besoins croissants du secteur agricole. Déjà disponible pour ses clients entreprises, Banque Populaire a élargi son Prêt à Impact aux professionnels et agriculteurs afin de valoriser leur engagement en matière de responsabilité sociétale et environnementale, tout en leur offrant des conditions de financement avantageuses.

Les jeunes : à la suite du déploiement de leur nouvelle stratégie présentée en 2024, les Banques Populaires ont renforcé leur présence aux côtés des jeunes. En plus du prêt étudiant sans caution personnelle, ni conditions de ressources, de nombreuses initiatives ont été menées à leur attention, qu'il s'agisse d'éducation, d'entrepreneuriat ou d'accessibilité financière. Ainsi, dans le cadre de son partenariat avec le Cnam, Banque Populaire a développé un programme spécifiquement conçu pour accompagner les jeunes entrepreneurs. Elle a également réinventé son application mobile pour adolescents, permettant aux jeunes de gérer leur argent de manière autonome tout en rassurant leurs parents grâce à une interface de supervision. Enfin, en novembre, Banque Populaire a lancé une offre bancaire complète et attractive destinée aux 18-25 ans pour seulement 2€ par mois.

Enfin, temps fort de l'année, Banque Populaire a lancé **EXTRA +X, son nouveau programme de fidélité exclusif pour ses clients-sociétaires**, qui contribuent localement à sa réussite collective.

Concernant l'activité des Caisses d'Epargne :

En matière de crédit immobilier, la production a été dynamisée par une reprise du marché en 2025. Même dynamique sur la collecte grâce notamment à la commercialisation des emprunts Natixis, l'accompagnement des clients sur la retraite et le lancement d'offres innovantes comme Vegactive Protégée, combinant les avantages d'un fonds structuré et ceux d'une gestion active.

Sur le marché des professionnels, l'année a été marquée par la généralisation de l'offre Multirisque Pro risques complexes qui permet de couvrir la complétude des besoins des clients en matière d'assurances.

Les Caisses d'Epargne ont poursuivi, en 2025, leur engagement en faveur du **développement des entreprises**. Elles ont continué à les accompagner dans leurs grandes mutations comme la décarbonation de leur activité (à travers le déploiement du dialogue stratégique ESG, l'augmentation de la production de financements durables, la gamme de Prêts à Impact dédiée aux PME et ETI...) ou leur mise en conformité réglementaire (à travers notamment des dispositifs dédiés à l'e-facturation).

Temps fort de l'année, la **Caisse d'Epargne Hauts de France (CEHDF) a finalisé l'acquisition de Nagelmackers**, institution bancaire belge née au 18^e siècle et référence sur le marché du Personal et Private Banking. Cette opération accélère l'expansion de la CEHDF en Belgique, où elle est active depuis dix ans via sa succursale Caisse d'Epargne Belgium, dédiée aux grandes entreprises et aux opérateurs immobiliers.

Parallèlement, Caisse d'Epargne a renforcé son **engagement dans le sport, en signant un partenariat avec Piscine de Demain**. Ce partenariat vise à moderniser les équipements aquatiques gérés par les collectivités locales, à promouvoir la transition environnementale et à rendre accessibles au plus grand nombre des infrastructures sportives de qualité.

Enfin, avec le **Club des sociétaires**, les 15 Caisses d'Epargne régionales proposent un nouvel espace communautaire et de nouveaux avantages à leurs millions de clients sociétaires, en rendant encore plus tangible leur engagement dans les territoires.

Le pôle Assurances réunit les activités d'assurances de personnes, d'assurances non vie, à travers BPCE Assurances, et, depuis 2025, de cautions et garanties financières, à travers la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions (CEGC).

Concernant l'activité d'assurance de personnes, l'année a été marquée par le lancement de nombreuses offres et évolutions de parcours pour répondre davantage aux besoins des assurés : mise en marché du Plan d'Epargne Avenir Climat (PEAC), que le Groupe BPCE est le premier acteur majeur français à avoir lancé ; possibilité pour les clients Banque Populaire et Caisse d'Epargne ayant surmonté un cancer masculin de souscrire un contrat d'assurance emprunteur pour un projet immobilier personnel ou professionnel co-assuré par BPCE Assurances et CNP Assurances, sans surprime ni exclusion, même partielle ; mise à disposition de la nouvelle offre d'assurance des emprunteurs (ADE) à destination des professionnels et des entreprises ; mise en place de la souscription en selfcare du Plan Epargne Retraite Individuel ; ouverture de l'offre de BPCE Life, compagnie de droit luxembourgeois du pôle Assurances, aux clients de la Banque Palatine.

Concernant l'activité d'assurances IARD, plusieurs temps forts ont marqué l'année : lancement de l'assurance habitation à impact, pour inciter et récompenser l'engagement éco-responsable des assurés face aux défis environnementaux ; mise en production d'un premier cas d'usage basé sur l'exploitation de l'IA générative, pour accélérer le traitement des réclamations clients ; réalisation d'un pilote avec l'entreprise FlowStop pour proposer aux clients des batardeaux à une tarification spéciale. Enfin, BPCE Assurances IARD a obtenu le label « Great Place to Work for Women », traduisant son engagement à construire un environnement de travail respectueux, inclusif et bienveillant. Enfin, pour BPCE Assurances, l'année 2025 restera marquée par le succès de sa première émission publique de dettes subordonnées, avec près de 58 % d'investisseurs internationaux et un carnet d'ordres sursouscrit 14 fois pour un total de 9,5 milliards d'euros. Cette opération constitue une étape majeure dans le développement de BPCE Assurances, marquant son accès inaugural aux marchés de capitaux.

Concernant l'activité de cautions et garanties financières, l'année a été marquée par le déploiement de la Garantie de Paiement des Sous-Traitants (GPST) qui permet aux clients constructeurs de maisons individuelles de renforcer la confiance avec leurs sous-traitants et de répondre aux obligations réglementaires. DBRS et Moody's ont renouvelé les notations de CEGC, respectivement A High et A1, ce qui témoigne de la qualité de sa signature. Dans le même temps, CEGC a obtenu le score de 80/100 lors de l'évaluation EcoVadis, ce qui la place au top 2 des entreprises françaises, tous secteurs confondus.

Plusieurs temps forts ont ponctué l'activité du pôle Digital & Paiements en 2025.

L'année 2025 a été marquée par la naissance d'Estreem, nouveau leader français et acteur majeur européen du processing de paiements. Cette nouvelle société, joint-venture entre BPCE et BNP Paribas, combine les expertises et les meilleures technologies des deux groupes en matière de processing de paiements, au bénéfice de leurs clients particuliers et professionnels porteurs de cartes physiques et digitales, et des commerçants. Amenée à traiter l'ensemble des paiements par carte en Europe de BNP Paribas et du Groupe BPCE, soit 17 milliards de transactions par an, Estreem vise le leadership français du processing avec 30% du volume des paiements carte en France et ambitionne d'atteindre le Top 3 des processeurs en Europe.

En 2025, **le service Wero** a connu une adoption croissante auprès des clients des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne avec un record de 7,5 millions d'opérations pour le mois de décembre 2025, 4,2 millions d'utilisateurs et une augmentation continue avec 200 000 nouveaux clients utilisateurs chaque mois. Le Groupe BPCE se prépare désormais au déploiement de la fonctionnalité e-commerce pour 2026 pour ses clients consommateurs et commerçants, en s'appuyant sur le savoir-faire de sa fintech Payplug.

Parallèlement, les équipes digitales ont intégré **le nouveau service « Gestion de factures »** opéré par iPaidThat, plateforme française agréée par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) et filiale du Groupe BPCE, dans les espaces bancaires des clients professionnels. En 2025, les équipes digitales client ont également refondu l'application bancaire pour les adolescents, clients des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne afin de répondre à leurs usages et attentes spécifiques.

Enfin, **Oney** a poursuivi sa transformation et atteint sa trajectoire financière en combinant modernisation digitale, évolution de l'offre et intégration accrue de l'IA. Le recrutement et la fidélisation des clients restent au cœur de la stratégie "Carte First", levier clé pour renforcer la relation de Oney avec les enseignes. Deux nouvelles solutions majeures sont finalisées : le financement dédié à la rénovation énergétique et l'offre Forward Trade In, permettant une reprise du produit à prix garanti. Ces avancées, soutenues par la modernisation des parcours, l'usage intensif de la data et un socle technologique renouvelé, renforcent la

performance opérationnelle et permettent à Oney de se positionner comme un acteur majeur du financement de la consommation en Europe.

Le pôle Solutions et Expertises financières (SEF) réunit, au sein de BPCE, les expertises de 8 entités dans les métiers du financement, du conseil et des services à destination des clients des entreprises du groupe.

Parmi les temps forts 2025 :

BPCE Financement confirme et renforce sa position de premier acteur bancaire du crédit consommation en France avec une part de marché de 18 % au 3^e trimestre 2025 dans un marché hors LOA en progression de + 1 % (source : ASF à fin septembre 2025). Autre fait marquant pour l'entreprise : l'obtention, dès la première année, de la médaille d'or EcoVadis, qui salue l'ensemble des investissements et des résultats obtenus sur les sujets ESG.

BPCE Lease atteint une part de marché record de 18 % en France en crédit-bail mobilier (source : ASF) et enregistre un niveau record en matière de financement de projets d'énergies renouvelables en France et à l'international (Italie et Espagne) avec plus d'un milliard d'euros de nouveaux financements de projets arrangés pour la seconde année consécutive.

BPCE Equipment Solutions, créée en mars 2025 à la suite de l'acquisition de cette activité auprès du Groupe Société Générale, a enregistré une année record avec des volumes d'origination en croissance de 11% par rapport à 2024. L'intégration se déroule conformément au calendrier.

EuroTitres, qui assure la conservation de plus de 2 millions de comptes titres, a enregistré une hausse significative des ouvertures de comptes titres auprès des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne. Cette évolution témoigne de l'engouement des particuliers pour explorer les opportunités d'investissement dans un contexte politique et économique instable.

BPCE Factor s'affirme comme un des leaders du marché de l'affacturage en nombre de contrats avec 25% de part de marché en France. Le Net Promoteur Score client atteint 38, en hausse de 9 points sur un an.

Concernant les métiers mondiaux de Natixis :

Natixis Corporate & Investment Banking (CIB) a de nouveau réalisé en 2025 une excellente performance commerciale et affiche un niveau de revenus record, porté par l'ensemble de ses métiers.

Sur l'activité **Global Markets**, Natixis CIB a poursuivi l'expansion de ses activités dans un contexte où toutes ses classes d'actifs ont enregistré des performances solides d'une année sur l'autre. Cette progression a été réalisée sur l'ensemble des plateformes, accompagnée d'une augmentation de la base de clients et des volumes traités.

En **Investment Banking**, Natixis CIB a annoncé le 1^{er} closing du fonds Universe Direct Lending Partners I dédié aux entreprises de taille intermédiaire soutenues par des sponsors financiers, principalement en Europe.

La banque a assuré la structuration et le placement, pour le Groupe BPCE, de la 1^{re} obligation de défense européenne émise par une institution financière en Europe. Les fonds levés grâce à cette émission d'un montant de 750 millions d'euros, à échéance cinq ans, permettront de financer et refinancer des actifs du secteur de la défense. Natixis CIB a aussi accompagné Bpifrance dans l'émission de son 1^{er} « European Defence Bond » d'un montant d'un milliard d'euros. Par ailleurs, Natixis CIB a continué d'étendre son expertise d'Equity Capital Markets en Europe et se positionne désormais comme le 4^e acteur européen sur le marché Equity Linked.

Dans l'activité **Real Assets**, Natixis CIB a lancé sa nouvelle ligne métier « Transportation Finance » afin de fournir à ses clients des solutions de financement sur mesure et d'étendre son offre de financement « asset-based ». Natixis CIB a arrangé plusieurs transactions notables dans le secteur de l'aviation, notamment le premier French Optimized Lease en Amérique Latine réalisé avec Viva Aerobus.

De son côté, l'activité **Global Trade** a élargi sa gamme de solutions de placement pour répondre aux besoins de ses clients au travers de nouvelles devises et de nouvelles géographies, notamment au Japon.

Dans le **M&A**, Natixis Partners a annoncé un rapprochement stratégique avec Financière de Courcelles, renforçant son expertise sur les segments small et mid-cap et permettant de mieux servir les clients des Banques Populaires et Caisses d'Épargne.

Natixis CIB a également poursuivi ses objectifs stratégiques et continué à innover en matière de **finance durable**. La banque a été particulièrement active dans le financement de projets de carbon capture. Natixis CIB a aussi participé au développement de la Blue Finance au travers notamment de l'émission du premier « Blue Repo » de Banco do Brasil.

Enfin, Natixis CIB a poursuivi le **renforcement de sa présence internationale**. Pour mieux servir ses clients et s'adapter aux dynamiques mondiales, la banque a fait évoluer son organisation et sa gouvernance. Depuis janvier 2026, les régions du Moyen-Orient et d'Asie-Pacifique sont réunies sous une même plateforme. En juillet 2025, Natixis CIB a obtenu une licence bancaire au Japon, permettant à sa succursale de Tokyo de proposer un plus large éventail de services financiers aux clients. La plateforme Amériques a également poursuivi son développement.

Grâce à l'engagement de toutes ses équipes, **Natixis Investment Managers (IM)** a enregistré une forte dynamique commerciale en 2025, avec une collecte nette de 40 milliards d'euros pour la deuxième année consécutive, principalement en produits obligataires portés par Loomis Sayles et DNCA et en produits diversifiés (Solutions).

77% des fonds classés par Morningstar figurent dans les 1^{er} et 2^e quartiles pour leur performance sur trois ans à fin décembre 2025, contre 68% un an plus tôt.

L'entreprise a continué à optimiser son modèle opérationnel et de gérer de façon active ses participations, avec le rapprochement de Thematics et Mirova qui a créé un acteur de référence de la gestion actions thématique associant innovation et impact positif, et l'acquisition des activités de Belmont Capital pour capitaliser sur l'expertise de Gateway dans les stratégies d'investissement basées sur des options et encore mieux répondre aux besoins des clients.

Aux États-Unis, Natixis IM a formé un partenariat stratégique avec Edward Jones, l'un des plus grands acteurs du marché avec plus de 2 000 milliards de dollars d'actifs sous gestion, qui ouvre des perspectives de développement prometteuses sur ce marché clé.

Aux côtés de ses affiliés, Natixis IM a poursuivi ses efforts pour développer l'investissement responsable et à impact, et les actifs ESG (SFDR Art. 8/9) représentent plus de 540 milliards d'euros à fin 2025. Ils ont également continué à faire entendre leurs voix au travers d'actions d'engagement individuel ou collectif, de politiques de vote actives et grâce à leur participation à des initiatives de Place clés pour faire progresser l'investissement responsable.

Natixis Interépargne a finalisé l'acquisition d'HSBC Epargne Entreprise (HEE), intégrant ainsi 3 300 entreprises et 193 000 nouveaux épargnants sur sa plateforme.

Pleinement engagée dans le développement d'une épargne utile, Natixis Interépargne s'est dotée d'une raison d'être et d'une stratégie d'impact intégrée à sa stratégie, pour favoriser la démocratisation de l'épargne salariale.

Elle a lancé en association avec VEGA Investment Solutions (VEGA IS) et le Collectif Reconstruire le FCPE « Sélection VEGA Industrie France », fonds investi dans des entreprises du secteur de l'industrie manufacturière en France.

Natixis Interépargne a obtenu des succès significatifs auprès de grands clients corporates, notamment du CAC40. La collecte brute est en hausse de 15 % en 2025 par rapport à l'année précédente. L'ensemble des réseaux de distribution est en forte progression avec une croissance des ventes de nouveaux contrats sur l'année de +31 %.

Natixis Wealth Management et ses filiales ont poursuivi leur dynamique de développement et d'innovation. À fin décembre 2025, Natixis Wealth Management gère 26 milliards d'euros d'actifs. L'acquisition de Dorval Asset Management, finalisée le 1^{er} juillet 2025, vient renforcer l'expertise du groupe en gestion d'actifs flexibles et responsables, enrichissant ainsi l'offre de solutions d'investissements proposées à ses clients.

Par ailleurs, Natixis Wealth Management a consolidé sa réputation d'excellence en recevant le prix de la « Meilleure Banque Privée Affiliée » lors de la 7^e édition du Sommet du Patrimoine et de la Performance, organisé par Décideurs Patrimoine.

Ces avancées témoignent de l'engagement constant de la banque à accompagner ses clients avec une qualité de service exemplaire, tout en affirmant sa position de référence sur le marché de la gestion de fortune.

L'année 2025 a également été marquée par une intensification de la collaboration avec les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne, permettant de renforcer les synergies de développement et d'élargir la portée des solutions proposées à une clientèle toujours plus diversifiée.

2.1.2.2. Faits majeurs de la Caisse d'Epargne Ile-de-France

En 2025, La Caisse d'Epargne Ile-de-France a, une nouvelle fois, été au rendez-vous de sa vocation d'utilité en contribuant activement à l'économie francilienne.

Engagée depuis toujours dans le développement de son territoire aux côtés de tous les acteurs sociaux économiques, la Caisse d'Epargne Ile-de-France a continué de soutenir ses clients en 2025 en finançant leur développement et en leur offrant des services financiers adaptés à leurs besoins, services toujours plus innovants, sécurisés et également éco-responsables.

Plusieurs actions marquantes sont à relever :

LA BDR, PARTENAIRE ENGAGÉE DES TRANSFORMATIONS DU TERRITOIRE FRANCILIEN

En 2025, la Banque du Développement Régional (BDR) de la Caisse d'Epargne Ile-de-France confirme son rôle d'acteur majeur du dynamisme économique francilien. Profondément ancrée dans les territoires, elle accompagne au quotidien les entreprises, les acteurs publics et institutionnels, les bailleurs sociaux, les professionnels de l'immobilier, les structures de la santé et de l'économie sociale et solidaire, en apportant des solutions adaptées aux enjeux spécifiques de chaque secteur.

Dans un environnement en constante mutation, marqué par des transformations économiques, réglementaires, numériques et environnementales, la BDR agit comme un partenaire de confiance, au plus près des décideurs. **Sa force repose sur une connaissance fine du tissu économique régional et sur l'expertise de ses équipes**, capables d'apporter un accompagnement personnalisé, fondé sur l'écoute, la proximité et la réactivité.

Accompagner les acteurs économiques dans leur développement

La Caisse d'Epargne Ile-de-France accompagne les acteurs économiques de son territoire en dette, en quasi-fonds propres et en fonds propres, à travers une gamme complète de solutions à forte valeur ajoutée et d'expertises dédiées, leur permettant de mener des projets de développement et d'investissement structurants.

En 2025, près de 112 financements ont ainsi été arrangés ou co-arrangés, pour un montant de 1,3 milliard d'euros, notamment dans le cadre d'opérations d'acquisition, de développement, de projets d'infrastructures territoriales et de production d'énergies renouvelables.

Cette dynamique s'appuie également sur une capacité renforcée à proposer des solutions en fonds propres ou en quasi-fonds propres, grâce aux différents véhicules d'investissement de la Caisse d'Epargne Ile-de-France, tels que CEIDF Capital Investissement, CEIDF Mezzanine, ainsi qu'à travers ses investissements immobiliers portés par l'Immobilière Thoynard.

Face à l'accélération des transitions, la BDR s'inscrit pleinement dans une logique d'accompagnement global. Elle soutient les projets structurants du territoire en conjuguant financement, conseil et mise en relation avec des partenaires experts. Qu'il s'agisse de transition environnementale, de modernisation des outils de gestion et de paiement, ou d'adaptation aux nouvelles exigences réglementaires, la BDR aide ses clients à sécuriser leurs activités et à se projeter durablement dans l'avenir.

La sécurité constitue à ce titre un pilier essentiel de son action. Dans un contexte de montée des risques de fraude et de cybermenaces, la BDR a renforcé ses dispositifs de protection et de sensibilisation afin de

préserver les intérêts de ses clients et de garantir la fiabilité de leurs opérations. Protéger, c'est permettre aux acteurs économiques d'innover, d'investir et de se développer avec confiance.

Convaincue que la performance économique doit aller de pair avec la responsabilité sociale et environnementale, la BDR accompagne des projets porteurs de sens, créateurs de valeur durable pour le territoire francilien. En soutenant des initiatives contribuant à la transition énergétique, à l'innovation responsable et à l'inclusion, elle participe activement à la construction d'une économie plus résiliente et plus durable.

Enfin, la BDR place la qualité de la relation client et l'engagement de ses équipes au cœur de sa performance. Les femmes et les hommes qui la composent œuvrent chaque jour pour offrir un accompagnement à forte valeur ajoutée, fondé sur la confiance, la proximité et la durée.

Ainsi, la Banque du Développement Régional affirme sa vocation : être une banque utile, engagée et durablement ancrée au service des transformations du territoire francilien.

Concernant la Banque de Détail :

L'ACCOMPAGNEMENT DE NOS CLIENTS AU CŒUR DE NOS PRIORITES

La Caisse d'Epargne Île-de-France place ses clients au cœur de ses préoccupations. Pour y parvenir, elle les accompagne dans l'ensemble de leurs projets, en lien avec l'évolution de leurs comportements et usages, et renforce une proximité propice à une relation personnalisée.

Accompagner la transition environnementale

Engagée dans la transition environnementale, la Caisse d'Epargne Île-de-France a été certifiée par l'Afnor.

Elle poursuit ses actions autour de la rénovation énergétique, de la mobilité douce et de l'épargne responsable, afin d'accompagner ses clients et de proposer des solutions adaptées.

En 2025, la CEIDF a renforcé cet accompagnement par des offres innovantes et incitatives pour faciliter l'action des clients et simplifier leurs parcours, notamment :

- Un process d'instruction de crédit Eco PTZ simplifié pour favoriser les projets de rénovation énergétique de ses clients.
- Le Plan d'Epargne Avenir Climat (PEAC), placement financier dédié aux jeunes, investissant dans des projets et entreprises œuvrant pour la transition écologique. Ce produit innovant est commercialisé exclusivement par les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires.
- Le Prêt immobilier à impact, encourageant les travaux de rénovation énergétique sur les biens avec des DPE dégradés afin d'aider ses clients à valoriser leur patrimoine.
- Une Assurance Habitation valorisant des comportements vertueux (DPE performant, amélioration énergétique du logement et adaptation climatique), avec tarification minorée.
- Un simulateur de DPE mis à disposition des clients afin de diagnostiquer leur logement et d'identifier des pistes d'amélioration.
- Une offre unique sur le marché de financement des copropriétés destinée à la Rénovation Energétique des bâtiments.

En parallèle, la CEIDF a sensibilisé ses conseillers aux enjeux environnementaux afin de renforcer leur compréhension du sujet et d'améliorer l'accompagnement des clients dans leurs projets.

Exploiter l'IA pour améliorer l'expérience client

La Caisse d'Epargne Ile de France est convaincue que la relation humaine reste prioritaire dans le lien qu'elle construit avec ses clients. Pour renforcer ce lien, la CEIDF a souhaité exploiter le potentiel de l'Intelligence Artificielle afin de continuer à améliorer l'expérience client. Dans l'application Banxo, l'IA a été déployée pour répondre rapidement et avec précision aux questions des clients, renforçant la qualité du service. Par ailleurs, l'IA est aussi utilisée pour détecter les fraudes et protéger nos clients contre les risques

associés, contribuant ainsi à sécuriser leurs comptes et transactions et à renforcer la confiance dans nos services.

Faciliter l'autonomie de nos clients

La CEIDF a poursuivi le développement de ses offres et services afin de favoriser l'autonomie des clients qui le souhaitent. Aujourd'hui, la quasi-totalité des opérations transactionnelles est accessible depuis le smartphone, permettant de les réaliser sans déplacement et en facilitant le quotidien. Par ailleurs, une application dédiée a été lancée pour les jeunes mineurs, conçue pour répondre à leurs besoins spécifiques tout en accompagnant les parents.

Proposer une proximité physique et relationnelle

La Caisse d'Épargne Île de France attache une importance majeure à la proximité avec ses clients Particuliers, Patrimoniaux et Professionnels.

Ses 390 agences, réparties sur l'ensemble de la région Ile de France, constituent un ancrage fort et utile pour le territoire, soulignant une disponibilité physique et une capacité à accompagner localement les projets de ses clients.

Sur le plan relationnel, la CEIDF développe une approche personnalisée afin de mieux comprendre les besoins de chacun et d'être présents lors des moments clés de la vie de ses clients.

Cette proximité, tant humaine que géographique, est le socle d'une relation durable fondée sur la confiance et l'utilité pour ses clients et son territoire.

2.2. INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES

BPCE SA surveille la Caisse d'Épargne Ile-de-France au sens de l'article 10 du règlement (UE) numéro 575/213. La Caisse d'Épargne Ile-de-France est à ce titre comprise dans l'entité consolidante du Groupe BPCE et incluse dans les informations consolidées en matière de durabilité du Groupe BPCE. La Caisse d'Épargne Ile-de-France est donc exemptée de rapport de durabilité obligatoire. Les informations consolidées en matière de durabilité du Groupe BPCE sont accessibles sur le site internet de BPCE : <https://www.groupebpce.com/investisseurs/resultats-et-publications/documents-de-reference/>

2.2.1 LA CAISSE D'ÉPARGNE EST UNE BANQUE COOPÉRATIVE, 100 % RÉGIONALE, PIONNIÈRE DANS LES TRANSITIONS DE LA SOCIÉTÉ ET QUI APPARTIENT À SES CLIENTS SOCIÉTAIRES

2.2.1.1. La différence coopérative de Caisse d'Épargne, garante de stabilité et de résilience

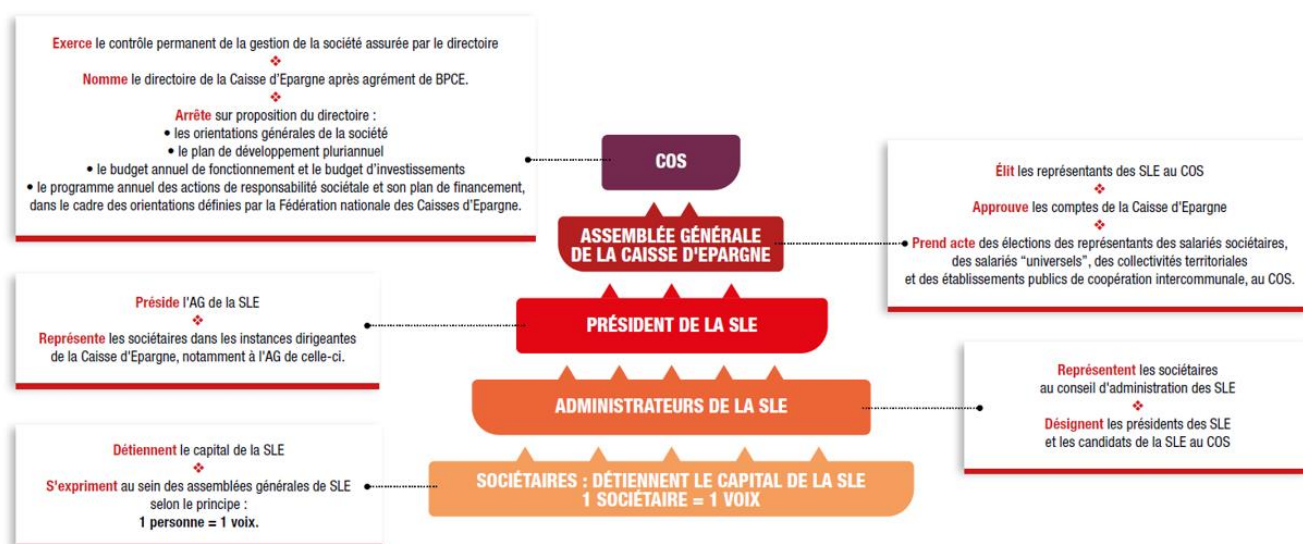
La Caisse d'Épargne Ile-de-France est une banque-assurance coopérative 100% régionale, ancrée dans son territoire et appartenant à ses clients-sociétaires. Forte d'un large réseau d'agences, elle est présente dans 100 % des bassins de vie et n'est pas délocalisable. Première banque des collectivités locales, elle joue un rôle crucial dans l'élaboration de solutions pour des besoins sociaux émergents.

Son capital social est détenu par des sociétés locales d'épargne (SLE), dont le capital est lui-même détenu par les clients sociétaires, particuliers et personnes morales, collectivités territoriales et de salariés du territoire. Ils sont invités chaque année à participer aux assemblées générales de leurs SLE, dont les conseils d'administration sont composés d'administrateurs élus et dont les présidents élisent leurs représentants au conseil d'orientation et de surveillance. Le conseil valide et assure le suivi des décisions prises par le directoire, composé de mandataires sociaux.

Ce modèle coopératif avec sa gouvernance duale permet à l'ensemble de ses clients de participer aux décisions, quel que soit le nombre de parts sociales qu'ils détiennent, garantissant ainsi une autonomie régionale et une adaptation aux besoins locaux. La Caisse d'Épargne Ile-de-France s'engage à inscrire son action dans le temps long en réservant au moins 15% de ses résultats pour répondre aux attentes de son territoire, tout en s'adressant à tous types de clients, y compris les plus modestes.

Ces pratiques coopératives, dont l'origine remonte à 1999, année d'adoption du statut coopératif, s'inscrivent dans une longue histoire de l'engagement au service de l'épargne et de la prévoyance. Les Caisses d'Epargne partagent les 7 grandes valeurs coopératives de l'Alliance Coopérative Internationale (ACI) que sont l'autonomie, la démocratie, la responsabilité, l'équité, l'égalité et la solidarité. En effet, l'adhésion est volontaire et libre, un contrôle démocratique est exercé par les membres et ces derniers contribuent de manière équitable au capital. Les Caisses d'Epargne sont des entités autonomes qui proposent des formations à leurs membres, représentants et salariés. Enfin, elles œuvrent au développement durable de leur collectivité en appliquant des politiques approuvées par leurs membres. Ce rôle sociétal a d'ailleurs été inscrit dans le Code monétaire et financier, dans lequel il est écrit que les Caisses d'Epargne remplissent une mission de « protection de l'épargne populaire et de contribution à la lutte contre l'exclusion bancaire et financière de tous les acteurs de la vie économique, sociale et environnementale ».

En 2022, les Caisses d'Epargne et la Fédération nationale des Caisses d'Epargne ont conduit une réflexion visant à donner au modèle coopératif une définition simple, unique et différenciante. A ce titre, une Caisse d'Epargne est « une banque-assurance 100% régionale, pionnière dans les transitions de la société et qui appartient à ses clients-sociétaires. »



2.2.2 UN ENGAGEMENT : RENDRE L'IMPACT ACCESSIBLE A TOUS

2.2.2.1 Un groupe « à impact positif »¹

VISION 2030 – le projet stratégique du Groupe BPCE - trace les grandes priorités qu'il se fixe afin de construire un projet de croissance au service de ses clients, dans une société marquée par quatre grandes transitions : environnementale, démographique, technologique et géopolitique.

Pour accompagner ces transitions, le groupe mobilise sa présence territoriale, ses métiers et ses expertises pour permettre à ses clients, ses sociétaires et ses collaborateurs d'affirmer leur pouvoir d'agir et d'aborder leur avenir en confiance.

Impact environnemental

Face à l'urgence climatique, la démarche du groupe vise à mettre en œuvre et déployer rapidement des mesures d'atténuation et d'adaptation aux impacts environnementaux et socio-économiques déjà tangibles. Rendre « l'impact accessible à tous »², c'est sensibiliser et accompagner massivement tous ses clients dans la transition environnementale via des expertises, des offres de conseil et des solutions globales.

¹ Terminologie projet stratégique VISION 2030 : <https://www.groupebpce.com/le-groupe/plan-strategique/>

² Terminologie projet stratégique VISION 2030 : <https://www.groupebpce.com/le-groupe/plan-strategique/>

En prenant appui sur les scénarios définis par la science, le Groupe BPCE et ses métiers se positionnent en facilitateurs des efforts de transition. Les mesures mises en œuvre se déploient autour des axes suivants :

- **Des solutions à impact :**
 - **Pour les clients particuliers :** accompagner la rénovation énergétique et l'adaptation du logement au vieillissement et à la perte d'autonomie en proposant des solutions de financement et en mobilisant notre rôle d'opérateur, de tiers de confiance ainsi que nos partenariats,
 - **Pour les clients BtoB :** accompagner la transition des modèles d'affaires ;
- **Le soutien à l'évolution du mix énergétique**, particulièrement dans le développement des énergies renouvelables et bas-carbone ;
- **L'alignement de ses portefeuilles de financement** sur des trajectoires basées sur des scénarios scientifiques compatibles avec les objectifs de l'Accord de Paris ;
- **Une démarche innovante en finance durable**, avec pour objectif de réaliser plus de cinq émissions d'instruments de financement verts, sociaux ou de santé par an.

Impact sociétal

Profondément ancrées au plus près des territoires, et sensible aux besoins de la société et des clients, la Caisse d'Epargne Ile-de-France joue un rôle sociétal clé, en finançant notamment le secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS), les collectivités locales ou l'habitat social. Elle agit dans son écosystème local, soutenant de nombreuses initiatives en faveur de l'inclusion sociale et de réduction des inégalités.

Elle est un acteur incontournable de la dynamique des territoires, en finançant notamment la construction ou la rénovation d'infrastructures et d'équipements nécessaires à l'éducation, la santé ou encore la mobilité.

Les 15 Caisses d'Epargne déploient, dans toutes les régions de France, le Contrat d'Utilité : « 100 % coopératives, 100 % régionales et 100 % utiles au développement économique, social et environnemental des territoires ».

« Impact Inside » : une transformation interne de toutes les entreprises du groupe, à tous les niveaux

Pour élargir ses solutions à impact auprès de ses clients et accélérer sur chacune des dimensions de l'ESG, le groupe a engagé une transformation de toutes ses entreprises à tous les niveaux. Il mobilise sa gouvernance et ses collaborateurs qu'il s'engage à former aux enjeux ESG, et agit sur ses propres activités en réduisant son bilan carbone.

2.2.2.2 L'engagement coopératif & RSE de la Caisse d'Epargne Ile-de-France

Des orientations nationales en matière de durabilité

Après « Cap 2024 », la Fédération nationale des Caisses d'Epargne ouvre un nouveau cycle avec le lancement de « Coop 2030 » en 2025. Ce nouveau plan stratégique à horizon 2030 vise à développer et renforcer le modèle des Caisses d'Epargne, tout en consolidant leur rôle de banques assurances coopératives, ancrées dans leurs territoires, pionnières dans les transitions et appartenant à leurs clients-sociétaires. Il se positionne par ailleurs en cohérence avec le projet stratégique du Groupe BPCE « VISION 2030 », dont il partage les grandes orientations ; il repose sur trois piliers :

- garantir et renforcer la compétence et l'efficacité de la gouvernance ;
- accompagner les Caisses d'Epargne dans la promotion de leur sociétariat ;
- fédérer la vision du groupe et renforcer l'influence des Caisses d'Epargne dans leur écosystème.

L'habitat constitue un domaine d'impact majeur de ce plan stratégique et est placé au cœur de la démarche coopérative par les Caisses d'Epargne. En soutenant des initiatives concrètes et des partenariats stratégiques, les Caisses d'Epargne font de l'accès au logement un levier d'impact sociétal et territorial, contribuant à l'émancipation de chacun.

Ce plan stratégique est le fruit d'un travail collectif qui sera suivi au travers de quatre groupes de travail thématiques composés de présidents/es de directoire et de COS des 15 Caisses d'Épargne. Ces groupes de travail thématiques permettent une exploration des axes clés tels que la stratégie, le sociétariat, la gouvernance et la formation, les transitions et la philanthropie.

La stratégie coopérative & RSE de la Caisse d'Épargne Ile-de-France

La Caisse d'Épargne Ile-de-France accompagne les évolutions de la société, fondement de son identité. Ancrage territorial, réponses concrètes aux besoins de l'économie réelle et des clientèles locales, soutien aux acteurs de la vie sociale, le modèle Caisse d'Épargne a fait la preuve de sa pertinence et de sa solidité depuis deux siècles.

La politique RSE de la Caisse d'Épargne Ile-de-France s'inscrit dans cet héritage tout en cherchant à adresser les enjeux de notre époque :

Dans son nouveau plan stratégique 2024-2026, la Caisse d'Épargne Ile-de-France fait le pari du Développement durable.

Elle a pour objectif d'accompagner les franciliens dans leur transition pour bien vivre en Ile-de-France de façon durable et responsable ;

2.2.2.3 Labels et engagements

Engagements du Groupe BPCE

Le Groupe BPCE a pris de longue date plusieurs engagements pour amplifier ses actions et accélérer les transformations positives auxquelles il contribue³.



⁽¹⁾ Périmètre certains affiliés Natixis Investment Managers (Natixis IM), BPCE Assurances rejoignant les PRI en 2016.

⁽²⁾ Engagement pris par Natixis en 2018, élargi au Groupe BPCE en 2024.

Notations extra-financières du Groupe BPCE

Les notations extra-financières du Groupe BPCE sont accessibles à l'adresse suivante :

<https://www.groupebpce.com/rse/ratings-standards-internationaux/>

Labels et certifications de la Caisse d'Épargne Ile-de-France

En 2024, la CEIDF a obtenu le **label AFNOR Engagé RSE, niveau confirmé 2 étoiles**. Cette première labellisation est une reconnaissance de toutes les actions et des politiques de l'entreprise en matière sociale, environnementale et économique. Valable trois ans, ce label est très exigeant : plus de 50 critères sont examinés selon la norme volontaire ISO 26000 et les objectifs de développement durable. Il témoigne de la crédibilité et de la robustesse de notre démarche, qui s'inscrit dans une volonté de transparence et d'efficacité. Le label Engagé RSE a été délivré à la suite d'une évaluation sur site pendant 5 jours et a mobilisé plus de 80 personnes (collaborateurs, fournisseurs, partenaires...).

³ Pour lire les adhésions du Groupe BPCE à des standards internationaux exigeants : <https://www.groupebpce.com/rse/ratings-standards-internationaux/#:-text=Global%20Compact,la%20lutte%20contre%20la%20corruption.>








En 2026, une évaluation intermédiaire est venue confirmer une très bonne maîtrise des enjeux RSE et une amélioration continue depuis l'évaluation initiale.

2.2.3 LE DIALOGUE AVEC LES PARTIES PRENANTES AU CŒUR DE NOTRE STRATEGIE D'IMPACT

Le modèle coopératif de la Caisse d'Epargne Ile-de-France place le dialogue avec les parties prenantes au cœur de ses actions. Son ancrage territorial lui permet d'être à l'écoute de tous et de saisir les attentes de la société, en favorisant les écosystèmes locaux et le dialogue avec ses parties prenantes, comme les chambres de commerce et d'industrie, les associations professionnelles, les écosystèmes entrepreneuriaux, les structures éducatives, les associations, fondations, mutuelles que la Caisse accompagne historiquement.

En détenant le capital de l'entreprise au travers de parts sociales, les clients deviennent sociétaires et participent activement à la vie, aux orientations et notamment sur le développement durable de leur banque. Les membres de Conseil, représentants des clients sociétaires, représentent les territoires et la société civile au cœur de la gouvernance de leur banque.

Les attentes des parties prenantes sont également identifiées et prises en compte au travers des relations régulières avec les dirigeants des Caisses d'Epargne, la Fédération Nationale des Caisses d'Epargne, les Instances Représentatives du Personnel et les associations. Enfin, les enquêtes d'image ou de prospectives sont autant de sources d'identification de l'évolution des attentes des parties prenantes.

Parties prenantes	Modalités de dialogue	Finalité
 Sociétaires	<ul style="list-style-type: none"> • Participation aux assemblées générales • Election des représentants • Réunions dédiées et lettres d'information • Club de sociétaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Valorisation et promotion du modèle coopératif • Participation à la vie de la banque • Accès à une information privilégiée de la vie de la banque et son impact dans la région • Mesure de la satisfaction
 Administrateurs de sociétés locales d'épargne	<ul style="list-style-type: none"> • Participation aux conseils d'administration des SLE • Participation à des séminaires et/ou conventions • Parcours de formation • Participation possible aux comités RSE • Revue de presse mensuelle, note de veille « Focus » 	<ul style="list-style-type: none"> • Représentation des intérêts des sociétaires dans la gouvernance • Attribution de l'agrément aux nouveaux sociétaires • Détention des parts de capital • Contribution à l'élaboration des orientations générales
 Membres du conseil d'orientation et de surveillance (sociétaires)	<ul style="list-style-type: none"> • Participation aux conseils d'orientation et de surveillance (Caisse d'Epargne) • Participation aux comités spécialisés • Groupes de réflexion • Formations réglementaires obligatoires et séminaires • Site administrateurs dédié 	<ul style="list-style-type: none"> • Représentation des intérêts des sociétaires dans la gouvernance • Participation à la définition des orientations stratégiques • Fonction de surveillance, notamment maîtrise des risques et fiabilité du contrôle interne
 Collaborateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Entretiens annuels • Formations • Communication interne • Réseaux associatifs (féminins, intergénérationnels) • Droit d'alerte des collaborateurs • Consultation des représentants du personnel et des organisations syndicales représentatives 	<ul style="list-style-type: none"> • Fidélisation et engagement des collaborateurs (gestion des carrières et des talents, développement des compétences et expertises) • Participation des représentants du personnel aux grandes thématiques stratégiques et de transformations et négociations d'accords
 Clients	<ul style="list-style-type: none"> • Entretiens • Dialogue dédié pour intégrer les enjeux ESG • Événements clients • Enquêtes de satisfaction NPS • Partenariats institutionnels et commerciaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Définition des offres et accompagnement des clients • Dialogue ESG : acculturation des clients, accompagnement des démarches de transformation, évaluation des risques pour une meilleure prévention et gestion par le client et pour intégration des critères ESG à l'octroi des crédits • Amélioration de la satisfaction client • Contrôle du respect des règles de conformité et déontologiques dans les politiques commerciales, procédures et parcours de vente • Gestion des réclamations • Médiation
 Fournisseurs et sous-traitants	<ul style="list-style-type: none"> • Politique d'achats responsables • Engagement dans des initiatives gouvernementales (ex : « Je choisis la French Tech ») • Rencontres régulières avec les fournisseurs stratégiques • Enquête « Voix des fournisseurs » • Préparation des certifications • Dispositif d'écoute et enquêtes de satisfaction • Droit d'alerte des fournisseurs et mise en place d'un médiateur indépendant • Audit 	<ul style="list-style-type: none"> • Charte relations fournisseurs responsables, associant les fournisseurs à la mise en place de mesures de vigilance • Respect des clauses ESG intégrées dans les contrats • Identification de plans de progrès pour mieux connaître les attentes des fournisseurs • Améliorer le niveau de satisfaction et la relation • Consultation et appels d'offres • Mesure de satisfaction
 Acteurs institutionnels, fédérations	<ul style="list-style-type: none"> • Rencontres régulières (autorités publiques, chambres consulaires, ...) • Participation à des groupes de travail sectoriels à l'échelle locale • Réponses aux consultations publiques • Transmissions d'informations et de documents • Siège dans les conseils (EPL, LS) 	<ul style="list-style-type: none"> • Contribution de manière constructive au débat public et participation à une prise de décision collective, juste et éclairée • Prise en compte des spécificités sectorielles • Conformité réglementaire



Associations et ONG

- Appels à projets
- Mécénat (financier ou en nature)
- Bénévolat de collaborateurs, mécénat de compétences
- Échanges réguliers
- Sièges dans les conseils de fondations ou d'associations
- Impacts positifs au travers de nombreuses initiatives culturelles et solidaires dans différents domaines : création d'entreprises, insertion, solidarité, jeunes, sport, protection de l'environnement, ...
- Amélioration de la transparence
- Apport d'expertises croisées : bancaire / financière et meilleure appréhension des acteurs locaux

2.2.4 PLAN DE VIGILANCE

1. Objectif du devoir de vigilance

La loi n° 2017 399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre impose aux entreprises dépassant certains seuils d'effectifs d'élaborer, de publier et de mettre en œuvre un plan de vigilance. Ce plan a pour finalité d'identifier, de prévenir et d'atténuer les risques d'atteintes graves aux droits humains et aux libertés fondamentales, à la santé et à la sécurité des personnes, ainsi qu'à l'environnement.

En tant qu'entreprise française comptant plus de 5 000 salariés en France au sein de l'entité et de ses filiales directes ou indirectes, le groupe CEIDF est soumis aux dispositions de ce cadre législatif.

Conformément à la loi, le plan de vigilance doit intégrer :

- une cartographie des risques permettant d'identifier, d'analyser et de hiérarchiser les risques potentiels ;
- des procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, sous-traitants et fournisseurs disposant d'une relation commerciale établie ;
- des actions adaptées visant à prévenir ou atténuer les risques identifiés ;
- un mécanisme d'alerte élaboré en concertation avec les organisations syndicales représentatives ;
- un dispositif de suivi et d'évaluation de l'efficacité des mesures déployées.

À l'échelle européenne, l'Union européenne a adopté la directive CS3D publiée en juillet 2024, visant à harmoniser les obligations de vigilance sur l'ensemble du territoire de l'Union. Cette directive introduit notamment l'obligation, pour les entreprises concernées, de définir un plan de transition climatique aligné sur les objectifs de l'accord de Paris. Son calendrier d'application a été décalé d'un an : les États membres devront procéder à sa transposition d'ici juillet 2027, pour une entrée en vigueur progressive entre 2028 et 2029 en fonction de la taille des entreprises.

En février 2025, le Paquet Omnibus a proposé plusieurs ajustements au texte, dont la possibilité de circonscrire le champ du devoir de vigilance aux partenaires commerciaux directs (rang 1). Cette orientation fait l'objet de débats, la France défendant pour sa part un périmètre plus étendu, conforme à l'ambition fixée par la loi de 2017.

Dans ce contexte, la CEIDF applique strictement le cadre français.

2. Périmètre

Le périmètre du devoir de vigilance couvre la Caisse d'Épargne Île-de-France ainsi que ses filiales opérationnelles, notamment la Banque BCP, la Banque de Nouvelle-Calédonie et la Banque de Tahiti. Conformément aux seuils d'effectifs prévus par la loi du 27 mars 2017, l'ensemble constitué par la CEIDF et ses filiales directes ou indirectes dépasse les 5 000 salariés en France, ce qui rend obligatoire l'élaboration, la publication et la mise en œuvre d'un plan de vigilance. À ce titre, toutes ces entités sont incluses dans le champ d'application du dispositif et bénéficient des mesures de prévention, de suivi et d'atténuation des risques définies dans le cadre réglementaire.

3. Gouvernance

Compte tenu des enjeux couverts par le dispositif de vigilance et de son périmètre de gestion des risques, de nombreuses directions métiers du groupe ont été impliquées dans l'élaboration de ce plan : direction RSE, direction des Ressources Humaines, direction des Achats, direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents et la direction Juridique.

De plus, les trois filiales du Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France (CEIDF) : la Banque BCP, la Banque de Tahiti (BT) et la Banque de Nouvelle-Calédonie (BNC) ont été pleinement associées dans les réunions de préparation de ce plan de vigilance.

Le déploiement global de la démarche de vigilance est coordonné par les directions métiers concernées et mis en œuvre sous leur responsabilité. Le plan de vigilance a vocation à s'adapter au fil du temps aux nouveaux enjeux et risques identifiés.

4. Synthèse des domaines de risque

Pour l'établissement du plan de vigilance, les activités de la CEIDF font l'objet d'une analyse de risques permettant d'identifier les potentielles atteintes graves qui pourraient être causées en matière de droits humains et libertés fondamentales, de santé et sécurité des personnes et d'environnement.

Les enjeux suivants ont été identifiés :

Droits humains et libertés fondamentales	La discrimination, le harcèlement, l'atteinte à l'égalité, au respect de la vie privée et familiale, au droit de grève, à la liberté de réunion et d'association ainsi que l'atteinte à la liberté d'opinion, le non-respect des conditions de travail légales (dont le travail forcé, le travail des enfants), l'atteinte au droit à la rémunération et la protection sociale décentes.
Santé et sécurité des personnes	Le risque sanitaire, l'atteinte à la sécurité des travailleurs et l'inégalité d'accès au droit à la santé, l'atteinte à la protection des données personnelles.
Environnement	Les atteintes portées à la lutte contre le réchauffement climatique, le risque d'atteinte à la biodiversité, le risque de pollution (eau, air, sol), la mauvaise gestion des déchets, le risque d'atteinte aux ressources naturelles.

Dans ce contexte, la CEIDF a articulé son plan de vigilance autour de trois piliers thématiques recouvrant les domaines suivants :

- « Collaborateurs » : gestion responsable des salariés dans le cadre de leur activité ;
- « Achats » : déploiement d'une politique d'achats responsables avec les fournisseurs et sous-traitants, avec lesquels BPCE entretient des relations commerciales établies ;
- « Activités » : prévention des atteintes négatives en matière ESG liées aux activités de BPCE dans son métier de banquier et d'assureur.

5. Pilier collaborateurs

La CEIDF poursuit une politique de responsabilité sociale affirmée en tant qu'employeur auprès de l'ensemble de ses collaborateurs.

Si les enjeux identifiés dans le cadre du plan de vigilance sont encadrés par le droit du travail, une politique RH et QVCT résolument proactive permet d'y répondre, tout en tenant compte à la fois des attentes des collaborateurs et des défis d'une société plus équitable, capable d'anticiper dans la durée la transformation des métiers.

Dans cette perspective, la CEIDF renforce également ses engagements en faveur de la diversité, notamment en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, d'emploi des personnes en situation de handicap et de gestion intergénérationnelle.

À travers sa politique QVCT, elle met l'accent sur le sens au travail, la qualité du management, l'accompagnement des évolutions organisationnelles et l'équilibre des temps de vie.

Elle valorise un environnement de travail de qualité et la prévention, composantes essentielles de la santé et de la sécurité des salariés, notamment via l'actualisation du Document Unique d'Évaluation des Risques.

Son dialogue social, qui dépasse le seul cadre des CSE, des commissions qui en émanent et des bilans de suivi des accords, constitue un levier central de l'engagement des collaborateurs.

Des accords collectifs illustrent cette démarche responsable et s'inscrivent pleinement dans la négociation sociale, tels que :

- L'accord relatif au forfait mobilité durable du 21/02/2025, renouvelé,
- L'accord QVCT du 18/12/2025.

Indicateurs 2025

Indicateurs 2025	CEIDF	BCP	BNC	BT
Taux de démission des CDI (suivant l'ancienneté < ou >= 3 ans)	< 3 ans : 6,74% >=3 ans : 3,88%	13%	< 3 ans : 3% >=3 ans : 2,7%	< 3 ans : 1,01% >=3 ans : 2,69%
Taux d'absentéisme maladie	6,63 %	5,4%	-	4,28%
% de femmes parmi les cadres	54,1%	51,9%	57,50%	54%

6. Pilier achats – Fournisseurs et sous-traitants

Depuis 2016, la CEIDF porte une politique d'achats responsables reconnue par l'obtention du Label Relations Fournisseurs et Achats Responsables (RFAR). Conscient de l'importance des enjeux de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), elle œuvre pour établir des relations durables et responsables avec ses fournisseurs, tout en favorisant un impact positif sur son territoire. Ainsi la CEIDF privilégie des achats locaux avec 81% de prestataires issus de la région Ile de France. De même, elle travaille dans le respect des intérêts des fournisseurs en garantissant l'équité financière vis-à-vis des fournisseurs. A ce titre, elle a mis un effort particulier en 2025 pour réduire de 13 jours le délai de paiement des fournisseurs.

Parallèlement, les Achats de la CEIDF travaillent étroitement avec la Direction RSE pour accompagner les prestataires à monter en compétence sur ces enjeux. A ce titre, chaque sélection de fournisseurs dans le cadre des appels d'offres se base sur des critères rigoureux de respect de l'environnement et de conditions de travail. Cette évaluation qui représente 25% dans la décision finale, repose sur les préconisations de l'AFNOR déclinées par secteurs d'activité. De même, dans une logique de co-construction de valeurs partagées, la CEIDF propose depuis 2 ans maintenant, à plus de 100 de nos prestataires, une formation RSE.

Enfin, consciente que les Achats jouent un rôle prépondérant dans le bilan carbone de l'entreprise, la CEIDF a mis en place un plan d'action Achats pour réduire ce dernier.

Principaux thèmes d'attention du Pilier Achats

Pilier	Macro-risques	Risques identifiés
Achats	Ethique	Droits de propriété et brevets
		Fraude et corruption
		Protection des données personnelles
	Environnement	Appauvrissement des ressources naturelles
		Atteinte à la biodiversité
		Changement climatique et gaz à effet de serre
		Déchets et gestion de fin de vie
		Pollutions (eau, air, sol)
	Droits humains et conditions sociales	Conditions de travail et liberté syndicale
		Discriminations
		Santé et sécurité

Indicateurs 2025

Indicateurs 2025	CEIDF	BCP	BNC	BT
Délai de paiement des fournisseurs	25 jours	24 jours	1 semaine à partir de la date de réception à la comptabilité fournisseurs	39 jours
Taux de fournisseurs locaux	81%	-	89%	84%
Recyclage cartes bancaires	305,5 kg	-	-	-
Recyclage des Déchets Industriels Banals produits (DIB-cantine incluse) au niveau des sièges et du Réseau	732,2 T	2,7 T	-	10 T

7. Pilier activités – Relation avec les clients et activités de financement et d'investissement**PILIER ACTIVITES : « Financements et investissement »**

Dans le cadre de la distribution de produits et services bancaires et financiers, le groupe CEIDF intègre progressivement des démarches et outils sur les enjeux RSE.

Des mesures d'atténuation ont été mises en œuvre afin de réduire les probabilités de survenue de risques extra-financiers. Ainsi, le Groupe CEIDF dispose de fiches sectorielles présentant l'exposition aux principaux risques ESG sur une trentaine de secteurs d'activité correspondant au business model du Groupe BPCE. Cet outil intègre également une notation dans les trois domaines : Environnement/ Social/ Gouvernance pour chaque secteur.

De plus, un questionnaire ESG réalisé par BPCE a été déployé au sein de la CEIDF en 2023 afin de mieux connaître la maturité des clients de la Banque de Développement Régional (BDR) sur ces sujets ainsi que leurs attentes vis-à-vis de leur banquier. Ce questionnaire qui a été approfondi en 2025 et n'a pas encore été déployé sur les filiales BNC et BT. Afin d'accompagner les forces commerciales, un dispositif complet de formation et de sensibilisation à la RSE a été initié en 2023 et poursuivi en 2025 : journées de formation sur la RSE, événements dédiés aux clients, accompagnement par des experts, déploiement d'ateliers sur le risque climat.

L'urgence environnementale et climatique représente l'un des plus grands défis auxquels les économies de la planète et l'ensemble des acteurs économiques sont confrontés aujourd'hui. La CEIDF a donc actualisé en 2023 sa macro-cartographie des risques en ajoutant le risque climatique en tant que risque prioritaire. Grâce à un outil de scoring, la CEIDF produit une synthèse de secteurs d'activité exclus/interdits/sensibles dont les Industries extractives de combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz). Cela signifie qu'une vigilance particulière sera requise en Comité d'engagement pour les clients relevant de ces secteurs d'activité à l'appui notamment d'une analyse extra financière dédiée.

Le groupe CEIDF a également développé des politiques internes pour prévenir les risques que les clients pourraient subir tels que la question du droit à la vie privée des clients, de protection de données et de cybersécurité.

PILIER ACTIVITES : « Relation client »

Dans le Code monétaire et financier, les Caisses d'Epargne se voient assigner le rôle sociétal de : « protection de l'épargne populaire et de contribution à la lutte contre l'exclusion bancaire et financière de tous les acteurs de la vie économique, sociale et environnementale ».

Cette thématique a également été identifiée dans le cadre de la cartographie des risques RSE (voir DPEF 2023) qui inclut un risque portant sur l'inclusion financière. La CEIDF s'est ainsi engagée historiquement en faveur de l'inclusion financière, notamment grâce à la création de l'association Finances et Pédagogie qui date de 1957 et fait l'objet d'un mécénat exclusif des Caisses d'Epargne. Cet engagement sociétal se matérialise également avec le dispositif Parcours Confiance (créé en 2008), qui permet le déploiement du microcrédit personnel au bénéfice de personnes exclues du crédit classique.

Afin de prévenir le risque de surendettement, la CEIDF a mis en place un dispositif pour mieux détecter les personnes en situation de fragilité financière (outil de scoring prédictif notamment) et les accompagner, en leur proposant une offre adaptée (OCF notamment). Les 3 filiales de la CEIDF (BT, BNC et BCP) s'inscrivent dans la même démarche.

La CEIDF dispose d'une unité dédiée à la sécurité financière (département Sécurité Financière), en charge notamment de la LCB-FT. Elle met en place les traitements adaptés pour détecter les opérations atypiques et les signaler, si nécessaire, aux autorités compétentes.

S'agissant du respect des mesures restrictives liées aux sanctions internationales, la CEIDF est dotée d'outils de filtrage qui génèrent des alertes sur les clients (gel des avoirs de certaines personnes ou entités) et sur les flux internationaux (gel des avoirs et pays faisant l'objet d'un embargo européen et/ou américain).

Pilier	Macro-risques	Risques
Activités	Gouvernance	Ethique des affaires
		Gouvernement d'entreprise
		Stratégie RSE
	Social et sociétal	Consommateurs – client final
		Salariés
		Société civile
		Fournisseurs
	Environnement	Atténuation – risques climatiques de transition
		Adaptation- risques climatiques physiques
		Eau
		Recyclage
		Pollution
		Biodiversité
	Accessibilité de l'offre et finance inclusive	Discrimination dans l'accès aux services financiers
		Lutte contre le surendettement
	Sécurité et confidentialité des données	Protection des données et sécurité des systèmes d'information
	Respect des lois, éthique des affaires et transparence	Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCBFT)
		Sanctions

Indicateurs de référence du pilier « Activités »

Indicateurs 2025	CEIDF	BCP	BNC	BT
Financement de la transition environnementale	<ul style="list-style-type: none"> 505 M € pour le financement de la transition et de la décarbonation des entreprises dont 216 M € pour les ENR 438 M€ de financement pour les travaux de rénovation énergétique dont 370M€ pour le financement des copropriétés 		30 815 181€ (crédits verts aux particuliers + crédits finançant les énergies renouvelables)	-
Encours des prêts à impact social et environnemental				-
Production brute OCF	1367		-	-
% de collaborateurs ayant réalisé la formation Ethique des affaires	97,3%			100%

8. Risques spécifiques Banque de Tahiti et Banque de Nouvelle Calédonie

Les territoires ultramarins présentent des caractéristiques géographiques, environnementales et socio-économiques spécifiques qui exposent la Banque de Tahiti (BT) et la Banque de Nouvelle-Calédonie (BNC) à des risques distincts de ceux rencontrés en métropole. En complément des risques identifiés au

niveau du Groupe CEIDF, les analyses locales ont permis de mettre en évidence des risques propres à ces deux filiales, ainsi que les dispositifs d'atténuation déjà déployés.

1. Risques climatiques extrêmes et environnementaux

Les deux territoires sont fortement exposés aux aléas naturels majeurs : cyclones, tsunamis, fortes houles, submersions marines, montée des eaux, inondations et pluies intenses.

Risques identifiés :	Mesures d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> • Risques graves pour la sécurité des collaborateurs, • Interruption d'activité et difficultés d'accès aux sites, • Dommages potentiels sur les infrastructures bancaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Procédures locales d'évacuation en cas d'alerte tsunami ou cyclonique • Contrôles réguliers des dispositifs de sécurité des biens et des personnes • Assurance couvrant l'ensemble des sites concernés • Intégration de la gestion du risque climatique dans les PCA : <ul style="list-style-type: none"> ❖ PCA triennal BNC couvrant indisponibilité locaux / compétences / SI, incl. tests réguliers (coupure électrique 2025, cyberattaque 2026) ❖ Identifications des collaborateurs clés via les BIAs et dotation en PC portables pour continuité d'activité • Communication interne en situation de crise (intranet, messagerie)

2. Risques sociaux et RH

Le contexte insulaire se traduit par des marchés locaux parfois restreints et des compétences spécialisées moins disponibles. La Nouvelle Calédonie présente en outre un contexte sociopolitique instable, marqué par des épisodes récurrents de tensions, blocages et émeutes (notamment à partir de 2024).

Risques identifiés :	Mesures d'atténuation
<p>Commun à BC et BT :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tensions sur certaines expertises métiers • Rotation du personnel plus élevée • Impact sur la qualité du service et la charge managériale • Conditions de travail potentiellement dégradées lors d'épisodes climatiques majeurs <p>Spécifique à BNC : Contexte sociopolitique instable renforçant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la fatigue des équipes, • l'absentéisme et les démissions, • la fragilité psychologique de certains collaborateurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des formations internes et dispositifs RH pour fidélisation • Stratégies de continuité RH lors des crises : télétravail, limitation des déplacements • Task force opérationnelle pour maintenir l'activité en cas d'évènement majeur • Mesures de prévention psychosociale : coaching, soutien individualisé

3. Risques liés aux achats et aux fournisseurs

L'insularité entraîne une dépendance accrue à des prestataires locaux souvent peu nombreux, notamment dans les secteurs BTP / transport.

Risques identifiés :	Mesures d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> Fournisseurs locaux peu structurés Risques sociaux (conditions de travail, sécurité) Risques de non-conformité plus fréquents qu'en métropole 	<ul style="list-style-type: none"> Attestation de déclaration de sécurité sociale locale (CPS) Cartographie mise à jour des prestataires critiques selon les exigences PECl

4. Risques liés aux activités économiques locales

i. Focus BNC

La BNC est particulièrement concernée par la dépendance de la Nouvelle Calédonie au secteur du nickel, représentant :

- 7 % du PIB direct (jusqu'à 15 % avec indirect),
- 20 % de l'emploi local,
- plus de 4 000 emplois fragilisés post émeutes 2024.

Risques identifiés :	Mesures d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> Enjeux environnementaux associés : déforestation, déchets miniers, pollution, pressions sur les ressources naturelles. 	<ul style="list-style-type: none"> Déploiement d'un questionnaire ESG Entreprises pour renforcer l'analyse extra financière des clients exposés.

ii. Focus BT

Les écosystèmes insulaires (lagons, littoral, faune endémique) sont particulièrement vulnérables en Polynésie Française

Risques identifiés :	Mesures d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> Pollution des lagons et zones côtières Expansion ou pression des infrastructures Stress sur les ressources naturelles Introduction ou propagation d'espèces invasives 	<ul style="list-style-type: none"> Politique des risques de réputation déclinée localement (BT) Matrice des risques climatiques et environnementaux Suivi régulier des encours sectoriels sensibles en Comité de Maîtrise des Risques

5. Cybersécurité et dépendance aux infrastructures locales

Les territoires peuvent souffrir d'une connectivité limitée ou instable.

Risques identifiés :	Mesures d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> • Connectivité limitée ou instable, • Faible redondance réseau, • Retards possibles de réparation, • Exposition aux cyberattaques ciblées 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la sécurité des systèmes d'information • Plans de continuité d'activité adaptés au contexte insulaire • Équipements de secours et protocoles de bascule

9. Mécanisme d'alerte et de recueil des signalements

La loi n° 2017-399 requiert la mise en place d'un dispositif d'alerte. L'ensemble du dispositif propre à la CEIDF est consultable sur le site internet du groupe : www.groupebpce.com/le-groupe/ethique-et-conformite, sur lequel l'outil WHISPLI est mis en ligne

Le dispositif d'alerte est applicable à tous les collaborateurs ainsi qu'aux tiers de l'entreprise, qui peuvent ainsi s'exprimer via ce dispositif s'ils ont connaissance notamment d'un crime, d'un délit, d'une violation grave et manifeste de la loi, d'une menace ou d'un préjudice grave pour l'intérêt général ou encore de l'existence de conduite ou de situations contraires au Code de conduite de l'établissement.

Les entités du groupe CEIDF protègent les lanceurs d'alerte. Ils ne peuvent en aucun cas être sujets à une quelconque action disciplinaire ou poursuite judiciaire, dès lors qu'ils agissent de bonne foi et de manière désintéressée. La faculté d'alerte concerne également les dispositions prévues par la loi du 9 décembre 2016 dite loi « Sapin II » telle que modifiée par la loi 2022-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte, ainsi que le décret du 19 avril 2017 et par l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque.

2.3. ACTIVITES ET RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE

2.3.1. PERIMETRE ET METHODE DE CONSOLIDATION

Par un acte signé le 30 décembre 2016, la Caisse d'Epargne Ile-de-France a racheté à BPCE la participation de 30% qu'elle avait dans le capital de la Banque BCP.

Cette acquisition a porté le pourcentage de détention de la Banque BCP par la Caisse d'Epargne Ile-de-France à 79,7%, puisque la Caisse d'Epargne Ile-de-France possédait déjà 50,1% suite au protocole signé le 17 février 2006 entre la Banque BCP, BPCE et le Groupe Millenium BCP qui conserve 19,9% de la Banque BCP.

En 2019, la Caisse d'Epargne Ile-de-France a acquis les participations de BPCE International dans la Banque de Tahiti et la Banque de Nouvelle Calédonie. Le pourcentage de détention de la Banque de Nouvelle Calédonie est de 96,93% et celui de la Banque de Tahiti est de 96,73%

En 2022, Le périmètre de consolidation du Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France a évolué par l'entrée en périmètre de sa quote-part respective dans chacune des deux nouvelles entités ad hoc (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») : BPCE Consumer Loans 2022 et BPCE Consumer Loans FCT 2022 Demut. En effet, compte-tenu du montage de l'opération, le Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France contrôle et en conséquence consolide, une portion de chacune de ces deux entités correspondant à sa quote-part dans l'opération, conformément aux paragraphes B76-B79 de la norme IFRS 10.

En 2023, la Caisse d'Epargne Ile-de-France a consolidé pour la première fois au 1er janvier 2023 Immobilière Thoynard. Le périmètre a également évolué par l'entrée en périmètre de sa quote-part respective dans chacune des quatre nouvelles entités ad hoc (Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») :

- BPCE Home Loans FCT 2023, BPCE Home Loans FCT 2023 Demut, Mercure Master SME FCT et Mercure Master SME FCT Demut.

Par ailleurs, le programme de titrisation BPCE Home Loans FCT 2018 a été dissout et la Caisse d'Epargne Ile-de-France a cédé en 2023 sa participation dans CE Holding Participation (CEHP) à BPCE SA.

En 2024, Le périmètre de consolidation du Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France a évolué par l'entrée en périmètre de sa quote-part respective dans chacune des nouvelles entités ad hoc (Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») :

- BPCE Consumer Loans FCT 2024 et BPCE Consumer Loans FCT 2024 Demut
- Ophelia Master SME FCT et Ophelia Master SME FCT Demut
- BPCE Home Loans FCT 2024 et BPCE Home Loans FCT 2024 Demut
- Demeter TETRA FCT

Par ailleurs, le périmètre de consolidation a également évolué suite à la dissolution programmée des FCT suivants : BPCE Home Loans FCT 2019 et BPCE Home Loans FCT 2019 Demut.

En 2025, Le périmètre de consolidation du Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France a évolué par l'entrée en périmètre de sa quote-part respective dans chacune des nouvelles entités ad hoc (Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») :

- Demeter PENTA FCT
- Olympia Master Home Loans FCT
- GAÏA master CONSUMER LOANS FCT

En effet, compte-tenu du montage de l'opération, le Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France contrôle et en conséquence consolide, une portion de chacune de ces entités correspondant à sa quote-part dans l'opération, conformément aux paragraphes B76-B79 de la norme IFRS 10.

Par ailleurs, le périmètre de consolidation du groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France a également évolué suite à la dissolution programmée des FCT suivant : BPCE Home Loans 2020.

Au cours de la période le groupe n'a pas enregistré sur ses filiales d'évolution significative du pourcentage de détention.

Rappelons que le périmètre de consolidation de la Caisse d'Epargne Ile-de-France a été élargi à compter du 1^{er} janvier 2010, aux Sociétés Locales d'Epargne (SLE), détentrices de 100% du capital des Caisses d'Epargne. Cette évolution a permis de supprimer la différence de traitement des parts sociales qui existait entre les réseaux Banques Populaires et Caisses d'Epargne.

Les méthodes de consolidation résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse d'Epargne Ile-de-France sur ses trois filiales bancaires et sur les Sociétés Locales d'Epargne.

Les comptes sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale. L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidé.

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions similaires dans des circonstances semblables.

Les états financiers consolidés 2025 de la Caisse d'Epargne Ile-de-France comprennent les comptes individuels de la CEIDF, ceux de la Banque BCP, ceux de la Banque de Nouvelle Calédonie et de la Banque de Tahiti, ceux des SILO (crédits immobiliers, crédits à la consommation et crédits d'équipements), ceux de Immobilière Thoynard et ceux des Sociétés Locales d'Epargne (cf. tableau ci-dessous). En étant l'actionnaire majoritaire de ses trois filiales bancaires (la Banque BCP, la Banque de Nouvelle Calédonie et la Banque de Tahiti), la Caisse d'Epargne Ile-de-France communique sur la base de ses comptes consolidés établis conformément aux normes IAS/IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Directoire du 26 janvier 2026. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 30 avril 2026.

Société	Implantation	Activité	Taux de détention	Méthode
Banque Commerciale Portugaise	France	Banque	79,84%	IG
Société Locale d'Epargne	France	Détention de parts sociales	100,00%	IG
SILO crédits immobiliers - 2014_5	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO crédits consommation - 2016_5	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO crédits immobiliers - 2017_5	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO Demeter DUO	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO Demeter TRIA	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO crédits immobiliers - 2021_10	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO consumer loan - 2022_7	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO crédits immobiliers - 2023_10	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO crédits équipements - Master SME - 2023_11	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO Demeter UNO 2023	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO crédits équipements - Master SME - 2024_11	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO consumer loan - 2024_7	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO crédits immobiliers - 2024_10	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO Demeter TETRA	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO Demeter PENTA	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO Olympia Master Home Loans	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO GAIA Master Consumer Loans Demeter	France	Titrisation	100,00%	IG
Banque de Tahiti	Polynésie Française	Banque	96,90%	IG
Société Havraise Calédonienne	Nouvelle Calédonie	Immobilière	90,20%	IG
Banque de Nouvelle Calédonie	Nouvelle Calédonie	Banque	97,28%	IG
Immobilière Thoynard	France	SASU Immobilière	100,00%	IG

2.3.2. RESULTATS FINANCIERS CONSOLIDES

Le Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France conforte sa dynamique commerciale que ce soit en banque de détail ou en banque de développement régional avec des encours moyens de crédits qui continuent de progresser et une production active du financement de l'économie régionale (12,7 milliards d'euros d'engagements sur l'année 2025), malgré le contexte économique incertain de 2025 en France.

Les soldes intermédiaires de gestion du Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France se présentent ainsi :

en millions d'euros	31/12/2025	31/12/2024	Variation 2025/2024	
			M€	%
Produit net bancaire	1 429	1 262	166	13,2%
Frais de gestion	-877	-869	-8	0,9%
Résultat brut d'exploitation	551	393	158	40,3%
Coefficient d'exploitation	61,4%	68,9%		-7,5 pt
Coût du risque	-160	-139	-21	15,3%
Gains ou pertes sur autres actifs	0	1	-1	ns
Résultat avant impôts	392	256	136	53,3%
Impôts sur le résultat	-97	-39	-57	145,3%
Participations ne donnant pas le contrôle	-4	-3	-1	28,5%
RESULTAT NET PART GROUPE	291	213	78	36,6%

Le **Produit Net Bancaire** s'établit à 1 429 millions d'euros, contre 1 262 millions d'euros en 2024, soit une progression de 13,2%. La contribution des filiales (BCP, BT, BNC et Immobilière Thoynard) au PNB du groupe CEIDF est de 205 millions d'euros, soit 14% du PNB consolidé.

Cette hausse de PNB est principalement liée à la hausse de la Marge Nette d'intérêts à 768 millions d'euros (+19,4% versus 2024), en lien avec la dynamique commerciale dans un contexte de pentification de la courbe des taux.

Les Commissions et autres produits et charges s'élèvent à 660 millions d'euros, soit une hausse de 6,7%. Les commissions affichent une belle dynamique, en lien notamment avec la valorisation de nos expertises.

Les **frais de gestion** s'élèvent à 877 millions d'euros (+0,9%) et se décomposent ainsi :

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024	Variation 2025/2024	
			M€	%
Frais de gestion	877	869	8	0,9%
Charges de personnel	507	496	11	2,2%
Impôts et taxes	22	24	-2	-6,9%
Services extérieurs et locations	272	281	-9	-3,1%
Dotations nettes aux amortissements	76	68	8	11,3%

Les charges de personnel à 507 millions d'euros représentent 57,8% du total des frais de gestion.

Le poste « Services extérieurs et locations » est en diminution (-3,1%) d'une part du fait des dépenses exceptionnelles en 2024 liées au partenariat des entités du groupe BPCE concernant les Jeux Olympiques Paris 2024, et d'autre part liée à un reclassement de certains contrats de location, entraînant une hausse des amortissements en contrepartie.

Les impôts et taxes, qui bénéficient de l'absence de dotation supplémentaire au FGDR, diminuent de 6,9%.

Le **Résultat Brut d'Exploitation** est de 551 millions d'euros en hausse de 40,3% versus 2024.

Le **coefficient d'exploitation**, rapport entre les frais généraux et le produit net bancaire, s'établit à 61,4%, en amélioration de 7,5pts versus 2024.

En 2025, le **coût du risque** s'élève à 160 millions d'euros, en hausse de 15,3% par rapport à l'année précédente, en lien avec la hausse du risque avéré dans le contexte économique incertain. Il représente un taux de risque de 0.18%.

Le **Résultat Net part du Groupe** s'établit à 291 millions d'euros en 2025, en hausse de 36,6% par rapport à 2024.

2.3.3. PRESENTATION DES SECTEURS OPERATIONNELS

Il est rappelé que la Caisse d'Epargne Ile-de-France exerce l'intégralité de son activité dans le macro-secteur Banque commerciale et Assurance. Se référer à la note annexe aux états financiers « Information sectorielle » (note 9).

2.3.4. ACTIVITES ET RESULTATS PAR SECTEUR OPERATIONNEL

Le Groupe CEIDF exerçant l'essentiel de ses activités dans un seul secteur opérationnel, la production de tableaux détaillés par secteur n'est pas nécessaire.

2.3.5. BILAN CONSOLIDE ET VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024	Variation 2025/2024	
			M€	%
Caisse, banques centrales	817	611	205	33,6%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	471	429	42	9,8%
Instruments dérivés de couverture – JV positive	419	386	34	8,7%
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5 887	5 182	706	13,6%
Titres de dette au coût amorti	1 520	1 240	280	22,6%
Prêts et créances sur les établissements de crédit	23 365	25 138	-1 774	-7,1%
Prêts et créances sur la clientèle	77 369	76 593	776	1,0%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-256	-36	-219	nd
Actifs d'impôts et autres actifs	946	1 006	-59	-5,9%
Immeubles de placement	3	5	-1	-29,0%
Immobilisations corporelles	540	470	70	14,9%
Immobilisations incorporelles (yc écarts d'acquisition)	36	37	-1	-3,4%
ACTIF	111 118	111 060	58	0,1%
Banques centrales	0	0	0	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	103	77	26	34,0%
Instruments dérivés de couverture	752	949	-198	-20,8%
Dettes envers les établissements de crédit	27 090	25 235	1 854	7,3%
Dettes envers la clientèle	73 191	75 739	-2 548	-3,4%
Dettes représentées par un titre	1 724	1 311	413	31,5%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-55	-37	-18	47,2%
Passifs d'impôts et autres passifs	923	820	104	12,6%
Provisions	190	239	-49	-20,6%
Dettes subordonnées	0	0	0	Ns
Capitaux propres part du groupe	7 132	6 659	473	7,1%
Participations ne donnant pas le contrôle	68	68	0	-0,1%
PASSIF	111 118	111 060	58	0,1%

Le bilan consolidé du Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France arrêté au 31 décembre 2025 présente un total de 111 118 millions d'euros, niveau en hausse de 58 millions d'euros (+0,1%) par rapport à celui du 31 décembre 2024.

Les évolutions les plus importantes portent sur les éléments suivants :

A L'ACTIF SUR LES POSTES :

- Prêts et créances sur les établissements de crédit (-1 774 millions d'euros)
- Prêts et créances sur la clientèle (+776 millions d'euros)
- Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (+706 millions d'euros)
- Titres de dette au coût amorti (+280 millions d'euros)

AU PASSIF SUR LES POSTES :

- Dettes envers la clientèle (-2 548 millions d'euros)
- Dettes envers les établissements de crédits (+1 854 millions d'euros)
- Capitaux propres part du groupe (+473 millions d'euros)
- Dettes représentées par un titre (+413 millions d'euros)

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 7 132 millions d'euros contre 6 659 millions d'euros, un an plus tôt, soit une hausse de 473 millions d'euros.

Cette évolution résulte essentiellement :

- Du résultat net part du Groupe (+291 millions d'euros) ;
- Des intérêts payés en 2025 sur les parts sociales (-96 millions d'euros) ;
- De la contribution des SLE aux réserves consolidées (88 millions d'euros) ;
- Des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (193 millions d'euros).

2.4 ACTIVITES ET RESULTATS DE L'ENTITE SUR BASE INDIVIDUELLE

Les données financières relatives à la Caisse d'Épargne Ile-de-France (comptes de la société mère) sont établies en conformité avec le référentiel comptable français.

2.4.1. RESULTATS FINANCIERS DE L'ENTITE SUR BASE INDIVIDUELLE**ACTIVITES DE LA CAISSE D'ÉPARGNE ILE-DE-FRANCE**

Dans un contexte de croissance modérée et d'inflation maîtrisée, la Banque Centrale Européenne a abaissé son taux directeur à 2% en juin permettant de retrouver une pente positive entre les taux courts et les taux longs ce qui est favorable pour les banques de détail en France, dont la Caisse d'Épargne Ile-de-France qui a continué à proposer des solutions adaptées en confortant nos fondamentaux.

LA COLLECTE

L'encours moyen d'épargne de bilan (épargne liquide et épargne de placement) hors livrets centralisés et dépôts à vue s'élève à 37,5 milliards d'euros en 2025, en augmentation versus 2024, avec une tendance à la hausse sur l'épargne liquide et à la baisse sur l'épargne de placement en lien avec la poursuite de la décollecte sur les PEL.

L'encours moyen des dépôts à vue a poursuivi la tendance 2024 et a diminué en 2025 pour atteindre 21,8 milliards d'euros en 2025, après avoir atteint un pic en 2023.

Concernant l'épargne financière, les encours d'assurance-vie et d'OPCVM progressent à 21 milliards d'euros sous l'effet de la collecte annuelle et de l'impact positif de la valorisation liée à l'évolution des marchés financiers.

LES CREDITS

L'encours moyen des prêts à la clientèle, tous marchés confondus, s'établit à 68,3 milliards d'euros en légère progression sur un an, avec un encours moyen à la hausse sur les crédits immobilier et les crédits à la consommation, quasi-stabilité sur les prêts d'équipement et la diminution sur les prêts de trésorerie, principalement sous l'effet des remboursements de PGE.

COMPTE DE RESULTAT (REFERENTIEL FRANÇAIS)

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024	Variation 2025/2024	
			M€	%
Produit net bancaire	1 179	927	252	27,1%
Frais de gestion	-732	-717	-15	-2,1%
Résultat brut d'exploitation	447	211	237	112,5%
Coefficient d'exploitation	62,0%	77,3%		-15,2 pt
Coût du risque	-129	-105	-23	-22,2%
Gains ou pertes sur autres actifs	-24	18	-42	229,0%
Résultat avant impôts	295	124	171	138,4%
Impôts sur le résultat	-28	-2	-26	
Dotation / Reprise FRBG, rés. Exceptionnel	0	35	-35	
RESULTAT NET	267	158	110	69,6%

Le **Produit Net Bancaire** 2025 s'établit à 1 179 millions d'euros en augmentation de 27,1% par rapport à 2024 (+252 millions d'euros).

Les principaux fait marquants de l'évolution du PNB sont :

- Une marge nette d'intérêt en augmentation, en lien avec la baisse du coût de la collecte
- Des commissions qui restent dynamiques, en progression versus 2024, notamment sous l'impulsion :
 - De la progression de la bancarisation de nos clients.
 - De l'épargne financière, qui bénéficie à la fois d'un effet volume et d'un effet taux.
 - Des activités d'assurance tant de biens que de personnes qui reflètent la progression des encours et de l'équipement.

Les **frais de gestion** de la Caisse d'Epargne Ile-de-France s'élèvent à 732 millions d'euros, en augmentation de 2,1% par rapport à 2024.

Les frais de personnel s'élèvent à 417,2 millions d'euros et représentent 57% des frais de gestion. Ils comprennent principalement les rémunérations fixes et variables et les éléments comptables de valorisation des avantages au personnel ainsi que les refacturations intra groupe de personnel.

Les autres charges de gestion et location diminuent de 1,5% à 266,6 millions d'euros.

Les impôts et taxes (13,2 millions d'euros en 2025) sont en hausse de 2,4 millions d'euros versus 2024.

Les dotations aux amortissements s'élèvent à 34,4 millions d'euros en 2025 en augmentation par rapport à 2024 de 4,2%.

Le **Résultat Brut d'Exploitation** qui est égal au Produit Net Bancaire diminué des frais de gestion, s'élève à 447 millions d'euros en 2025 contre 211 millions d'euros en 2024.

Le **coefficient d'exploitation** qui est le rapport des frais de gestion sur le Produit Net Bancaire ressort à 62% contre 77,3% en 2024.

Le **coût du risque** s'affiche en hausse de 23 millions d'euros.

Les **pertes sur actifs immobilisés** s'élèvent à 24 millions d'euros, versus un gain de 18 millions d'euros en 2024. Ceci s'explique par des moins-value de cession (sortie montage fiscal DF30 pour -17,4 millions d'euros et DF23 pour -6,5 millions d'euros) se compensant avec les reprises de provision sur titres dépréciés / instruments financiers du même montant.

Sur ces bases, le **Résultat Net Comptable** s'établit à 267 millions d'euros contre 158 millions d'euros en 2024.

2.4.2. ANALYSE DU BILAN DE LA CEIDF (REFERENTIEL FRANÇAIS)

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024	Variation 2025/2024	
			M€	%
Caisse, banques centrales	195	211	-16	-7,6%
Effets publics et valeurs assimilées	2 908	2 721	187	6,9%
Créances sur les établissements de crédit	14 605	15 973	-1 368	-8,6%
Opération avec la clientèle	57 051	56 284	768	1,4%
Obligations et autres titres à revenu fixe	14 810	14 109	701	5,0%
Actions et autres titres à revenu variable	117	107	10	9,0%
Participations et autres titres détenus à long terme	455	504	-48	-9,6%
Parts dans les entreprises liées	2 426	2 333	93	4,0%
Valeurs immobilisées	393	391	2	0,5%
Autres actifs et comptes de régularisation	1 517	1 698	-181	-10,6%
ACTIF	94 476	94 329	148	0,2%
Dettes envers les établissements de crédit	27 738	25 664	2 074	8,1%
Opérations avec la clientèle	56 966	59 536	-2 570	-4,3%
Dettes représentées par un titre	517	313	205	ns
Autres passifs et Comptes de régularisation	2 492	2 258	234	10,4%
Provisions	610	607	3	0,5%
Dettes subordonnées	313	313	0	0,0%
FRBG	333	333	0	0,0%
Capitaux propres hors FRBG	5 508	5 306	202	3,8%
PASSIF	94 476	94 329	148	0,2%

Le bilan de la Caisse d'Epargne Ile-de-France arrêté au 31 décembre 2025 présente un total de 94,5 milliards d'euros, soit 148 millions d'euros de plus qu'au 31 décembre 2024. Les évolutions les plus importantes portent sur les postes suivants :

A L'ACTIF SUR LES POSTES :

- Créances sur les établissements de crédit (-1 368 millions d'euros)
- Opérations avec la clientèle (+768 millions d'euros)
- Obligations et autres titres à revenu fixe (+701 millions d'euros)

AU PASSIF SUR LES POSTES :

- Opérations avec la clientèle (-2 570 millions d'euros)
- Dettes envers les établissements de crédit (+2 074 millions d'euros)

Les capitaux propres hors FRBG s'élèvent à 5 508 millions d'euros contre 5 306 millions d'euros un an plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement du résultat de la période pour 267 millions d'euros et des distributions de dividendes pour 65 millions d'euros au titre de 2024.

Le capital social de la Caisse d'Epargne Ile-de-France reste stable à 2 375 millions d'euros.

2.5 GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES (PILIER III)

2.5.1. CADRE REGLEMENTAIRE

La surveillance réglementaire des fonds propres des établissements de crédit s'appuie sur les règles définies par le comité de Bâle.

Ces règles ont été renforcées suite à la mise en œuvre de Bâle III, avec un rehaussement du niveau des fonds propres réglementaires requis et l'introduction de nouvelles catégories de risques.

Les recommandations Bâle III ont été reprises dans la directive européenne 2013/36/EU (*Capital Requirements Directive* – CRD IV) et le règlement n° 575/2013 (*Capital Requirements Regulation* – CRR) du Parlement européen et du Conseil amendé par le règlement (UE) 2019/876 (le "CRR2"). Tous les établissements de crédit de l'Union européenne sont soumis au respect des exigences prudentielles définies dans ces textes, depuis le 1^{er} janvier 2014.

Les établissements de crédit assujettis sont ainsi tenus de respecter en permanence :

- Un ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (ratio de CET1) ;
- Un ratio de fonds propres de catégorie 1 (ratio de Tier 1), correspondant au CET1 complété des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) ;
- Un ratio de fonds propres globaux (ratio de solvabilité global), correspondant au Tier 1 complété des fonds propres de catégorie 2 (Tier 2) ;
- Auxquels viennent s'ajouter, à compter du 1^{er} janvier 2016, les coussins de capital qui pourront être mobilisés pour absorber les pertes en cas de tensions.

Ces coussins comprennent :

- Un coussin de conservation de fonds propres de base de catégorie 1 qui vise à absorber les pertes dans une situation d'intense stress économique,
- Un coussin contra cyclique qui vise à lutter contre une croissance excessive du crédit. Cette surcharge en fonds propres de base de catégorie 1 a vocation à s'ajuster dans le temps afin d'augmenter les exigences en fonds propres en période d'accélération du crédit au-delà de sa tendance et les desserrer dans les phases de ralentissement,
- Un coussin pour le risque systémique à la main de chaque État membre, qui vise à prévenir et atténuer les risques systémiques qui ne sont pas couverts par le règlement (faible pour le Groupe BPCE)
- Les différents coussins pour les établissements d'importance systémique qui visent à réduire le risque de faillite des grands établissements. Ils sont spécifiques à l'établissement. Le Groupe BPCE figure sur la liste des autres établissements d'importance systémique (A-EIS) et fait partie des établissements d'importance systémique mondiale (EIS^m). Ces coussins ne sont pas cumulatifs et le coussin le plus élevé s'applique donc.

Les ratios de fonds propres sont égaux au rapport entre les fonds propres et la somme :

- Du montant des expositions pondérées au titre du risque de crédit et de dilution ;
- Des exigences en fonds propres au titre de la surveillance prudentielle des risques de marché et du risque opérationnel multipliées par 12,5.

En 2025, le Groupe Caisse d'Epargne Ile de France est tenu de respecter un ratio minimum de fonds propres de base de catégorie 1 de 4,5 % au titre du Pilier I, un ratio minimum de fonds propres de catégorie 1 de 6 % et enfin, un ratio minimum de fonds propres globaux de 8 %.

En complément des exigences minimales de fonds propres au titre du Pilier I, le Groupe est soumis à des obligations de fonds propres de base de catégorie 1 supplémentaires :

- Le coussin de conservation de fonds propres de base de catégorie 1 est égal, depuis le 1^{er} janvier 2019, à 2,5 % du montant total des expositions au risque,
- Le coussin contra-cyclique du Groupe BPCE est égal à une moyenne pondérée par les valeurs exposées au risque (EAD) des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation du groupe. Le coussin contra-cyclique maximum applicable au Groupe BPCE à partir du 1^{er} janvier 2019 est de 2,5 %.

Dans ce cadre, les établissements de crédit doivent respecter les exigences prudentielles qui s'appuient sur trois piliers qui forment un tout indissociable :

Pilier I

Le Pilier I définit les exigences minimales de fonds propres. Il vise à assurer une couverture minimale, par des fonds propres, des risques de crédit, de marché et opérationnel. Pour calculer l'exigence en fonds propres, l'établissement financier a la possibilité d'effectuer cette mesure par des méthodes standardisées ou avancées.

⇒ RAPPEL DES EXIGENCES MINIMALES AU TITRE DU PILIER I

	2025	2024
Exigences réglementaires minimales		
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	4,5 %	4,5 %
Total fonds propres de catégorie 1 (T1=CET1+AT1)	6,0 %	6,0 %
Fonds propres prudentiels (T1+T2)	8,0 %	8,0 %
Exigences complémentaires		
Coussin de conservation	2,5 %	2,5 %
Coussin contra cyclique maximum applicable (2)	2,5 %	1 %
Exigences globales maximales pour la Caisse d'Epargne Ile de France		
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	8%	8 %
Total fonds propres de catégorie 1 (T1=CET1+AT1)	9,5 %	9.5 %
Fonds propres prudentiels (T1+T2)	11,5 %	11.5 %

(2) Le taux d'exigences du coussin contra cyclique est calculé chaque trimestre.

Pilier II

Il régit un processus de surveillance prudentielle qui complète et renforce le Pilier I.

Il comporte :

- L'analyse par la banque de l'ensemble de ses risques y compris ceux déjà couverts par le Pilier I ;
- L'estimation par la banque de ses besoins de fonds propres pour couvrir ses risques ;
- La confrontation par le superviseur bancaire de sa propre analyse du profil de risque de la banque avec celle conduite par cette dernière, en vue d'adapter, le cas échéant, son action prudentielle par des fonds propres supérieurs aux exigences minimales ou toute autre technique appropriée.

Pour l'année 2025, le taux en vigueur pour le Pilier II réglementaire (P2R) du Groupe BPCE est de 10,25% de ratio global, auquel s'ajoute le coussin de conservation du capital de 2,50% et le coussin systémique mondial de 1%, le coussin contracyclique de 0,90%. Le groupe Caisse d'Epargne Ile de France n'est pas concerné par ces 2 derniers taux .

Pilier III

Le Pilier III a pour objectif d'instaurer une discipline de marché par un ensemble d'obligations déclaratives. Ces obligations, aussi bien qualitatives que quantitatives, permettent une amélioration de la transparence financière dans l'évaluation des expositions aux risques, les procédures d'évaluation des risques et l'adéquation des fonds propres.

2.5.2. RESPONSABILITE EN MATIERE DE SOLVABILITE

En premier lieu, en tant qu'établissement de crédit, chaque entité est responsable de son niveau de solvabilité, qu'elle doit maintenir au-delà de la norme minimale réglementaire. Chaque établissement dispose à cette fin de différents leviers : émission de parts sociales, mises en réserves lors de l'affectation du résultat annuel, emprunts subordonnés, gestion des risques pondérés.

En second lieu, du fait de son affiliation à l'organe central du groupe, sa solvabilité est également garantie par BPCE SA (*cf. code monétaire et financier, art. L511-31*). Ainsi, le cas échéant, l'établissement peut bénéficier de la mise en œuvre du système de garantie et de solidarité propre au Groupe BPCE (*cf. code monétaire et financier, art. L512-107 al. 6*), lequel fédère les fonds propres de l'ensemble des établissements des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne.

2.5.3. CHAMP D'APPLICATION

Périmètre prudentiel

Le Groupe Caisse d'Epargne Ile de France est soumis à une obligation de Reporting réglementaire consolidé auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE), l'autorité de supervision des banques de la zone euro. À cet effet, le Pilier III est établi sur base consolidée.

Le périmètre de consolidation prudentiel du Groupe CEIDF est établi sur la base du périmètre de consolidation statutaire. Aucune différence n'existe entre ces deux périmètres.

⇒ EUCC2 – PASSAGE DU BILAN COMPTABLE CONSOLIDE AU BILAN PRUDENTIEL

En millions d'euros	31/12/2025		
	Bilan dans les états financiers publiés	Selon le périmètre consolidation réglementaire	Référence
	À la fin de la période	À la fin de la période	
Actifs - Ventilation par catégorie d'actifs conformément au bilan figurant dans les états financiers publiés			
Caisses, banques centrales	817	817	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	471	471	
- Dont titres de dettes	212	212	
- Dont instruments de capitaux propres	0	0	
- Dont prêts (hors pensions)	171	171	
- Dont opérations de pensions	0	0	
- Dont dérivés de transaction	88	88	
- Dont Dépôts de garantie versés	0	0	
Instruments dérivés de couverture	419	419	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5 887	5 887	
Titres au coût amorti	1 520	1 520	
Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti	23 365	23 365	
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	77 369	77 369	
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-256	-256	
Actifs d'impôts courants	78	78	
Actifs d'impôts différés	220	220	1
Comptes de régularisation et actifs divers	649	649	
Immeubles de placement	3	3	
Immobilisations corporelles	540	540	
Immobilisations incorporelles	9	9	2
Ecarts d'acquisition	26	26	2
TOTAL DES ACTIFS	111 118	111 118	

	Bilan dans les états financiers publiés	Selon le périmètre consolidation réglementaire	Référence
En millions d'euros	À la fin de la période	À la fin de la période	
Passifs - Ventilation par catégorie d'actifs conformément au bilan figurant dans les états financiers publiés			
Banques centrales	0	0	
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	103	103	3
- Dont ventes à découvert	0	0	
- Dont autres passifs émis à des fins de transaction	0	0	
- Dont dérivés de transaction	102	102	
- Dont dépôts de garanties reçus	0	0	
- Dont passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	0	0	
Instruments dérivés de couverture	752	752	
Dettes représentées par un titre	1 724	1 724	
Dettes envers les établissements de crédit	27 090	27 090	
Dettes envers la clientèle	73 191	73 191	
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-55	-55	
Passifs d'impôts courants	57	57	
Passifs d'impôts différés	0	0	1
Comptes de régularisation et passifs divers	866	866	
Provisions	190	190	
Dettes subordonnées	0	0	3
TOTAL DES PASSIFS	103 918	103 918	
Capitaux propres			
Capitaux propres part du groupe	7 132	7 132	4
Capital et réserves liées	2 844	2 844	
Réserves consolidées	4 393	4 393	
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global	-396	-396	
Résultat de la période	291	291	
Participations ne donnant pas le contrôle	68	68	5
TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	7 200	7 200	

2.5.4. COMPOSITION DES FONDS PROPRES PRUDENTIELS

Fonds propres prudentiels

Les fonds propres prudentiels sont déterminés conformément au règlement n° 575/2013 du Parlement européen du 26 juin 2013 relatif aux fonds propres amendé par le règlement (UE) 2019/876 (le "CRR2").

Ils sont ordonnancés en trois catégories : fonds propres de base de catégorie 1, fonds propres additionnels de catégorie 1 et fonds propres de catégorie 2, dans lesquelles sont effectuées des déductions.

Les critères de ventilation dans les catégories sont définis par le degré décroissant de solidité et de stabilité, la durée et le degré de subordination.

⇒ **FONDS PROPRES PRUDENTIELS PHASES**

En millions d'euros	31/12/2025 Bâle IV	31/12/2024 Bâle III
Capital et primes liées	2 844	2 844
Réserves consolidées	4 393	4 191
Résultat	291	213
Gains et pertes comptabilisés en capitaux propres	-396	-589
Capitaux propres consolidés part du groupe	7 132	6 659
TSSDI classés en capitaux propres	0	0
Capitaux propres consolidés part du groupe hors TSSDI classés en capitaux propres	7 132	6 659
Participations ne donnant pas le contrôle	0	0
- Dont filtres prudentiels	0	0
Déductions	-103	-103
- Dont écarts d'acquisition	-26	-26
- Dont immobilisations incorporelles	-5	-5
- Dont autres déductions	-72	-72
Retraitements prudentiels	-1 894	-1 617
- Dont déficit de provisions par rapport aux pertes attendues	-91	-77
- Dont Prudent Valuation	-13	-8
- Dont autres retraitements prudentiels	-1 790	-1 532
Fonds propres de base de catégorie 1	5 135	4 939
Fonds propres additionnels de catégorie 1	0	0
Fonds propres de catégorie 1	5 135	4 939
Fonds propres de catégorie 2	0	0
TOTAL DES FONDS PROPRES PRUDENTIELS	5 135	4 939

Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)**NOYAU DUR ET DEDUCTIONS**

Les fonds propres principaux sont composés comme suit :

- Capital ;
- Primes d'émission ou de fusion ;
- Réserves, y compris les écarts de réévaluation, les gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres ;
- Report à nouveau ;
- Résultat net part du groupe ;
- Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales bancaires ou assimilées pour la quote-part après écrêtage éligible en CET1.

Les déductions sont les suivantes :

- Les actions propres détenues et évaluées à leur valeur comptable ;
- Les actifs incorporels (sauf le montant des logiciels prudemment évalués, exemptés de déduction) y compris les frais d'établissement et les écarts d'acquisition ;
- Les impôts différés dépendant de bénéfices futurs ;

- Les filtres prudentiels résultant des articles 32, 33, 34 et 35 du règlement CRR : les gains ou pertes sur couvertures de flux de trésorerie, les gains résultant d'opérations sur actifs titrisés, le risque de crédit propre ;
- Les montants négatifs résultant d'un déficit de provision par rapport aux pertes attendues, calculé en distinguant les encours sains et les encours en défaut ;
- Les participations sur les institutions bancaires, financières et d'assurance éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises et à la période transitoire ;
- Les corrections de valeur découlant de l'évaluation prudente des actifs et passifs mesurés à la juste valeur selon une méthode prudentielle en déduisant éventuellement des corrections de valeur (*prudent valuation*) ;
- La couverture insuffisante des expositions non performantes.

Ces déductions sont complétées par des éléments de fonds propres qui ne sont pas couverts par le CRR2.

Au 31 décembre 2025, les fonds propres CET1 de l'établissement sont de 5 135 millions d'euros :

- Les fonds propres de base de catégorie 1 avant déduction du groupe CEIDF (core tier 1, CET1), s'élèvent à 6 734 millions d'euros au 31 décembre 2025 (cf.2.8 Informations quantitatives détaillées – EU CC1) avec une augmentation de 404 millions d'euros sur l'année, liée essentiellement :
 - Au résultat de l'exercice 2025 net de la distribution prévisionnelle, soit + 219 M€,
 - À une amélioration des OCI de + 199 millions dont + 177 M€ du fait de la revalorisation des titres BPCE et + 22 millions au titre des OCI sur nos titres à Revenus Fixes,
- Les déductions s'élèvent à 1 598 millions d'euros au 31 décembre 2025. Notamment, l'établissement étant actionnaire de BPCE SA, le montant de – 1 050 millions des titres détenus net de la franchise de 10% vient en déduction de ses fonds propres au motif qu'un même euro de fonds propres ne peut couvrir des risques dans deux établissements différents. De même, les titres ADT1 émis par BPCE pour un montant de – 225 millions net de la franchise de 10% ainsi que d'autres participations de l'établissement pour un montant de – 20 millions viennent également en déduction de ses fonds propres. En complément de ces éléments, sont également inclus dans les 1 598 millions les déductions suivantes :
 - La couverture insuffisante pour les expositions non performantes pour – 42 millions
 - Les déductions additionnelles des fonds propres de base de catégorie 1 au titre de l'article 3 de la CRR (Back stop pilier 2) pour – 52 millions
 - Les dépôts de garantie (EPI) pour – 72 millions
 - L'excédent des EL s/provision pour – 91 millions
 - La correction de valeur (AVA) pour -13 millions
 - La déduction des immobilisations incorporelles pour – 31 millions (dont Good Will : 27 millions)

⇒ VARIATION DES FONDS PROPRES CET1

En millions d'euros	Fonds propres CET1
31/12/2024	4 938
Emissions de parts sociales	88
Résultat net de distribution prévisionnelle	219
Autres éléments	-110
31/12/2025	5 135

⇒ DETAIL DES PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE (INTERETS MINORITAIRES)

En millions d'euros	Intérêts minoritaires
Montant comptable (périmètre prudentiel) - 31/12/2025	68
TSSDI classés en intérêts minoritaires	
Minoritaires non éligibles	
Distribution prévisionnelle	
Ecrêtement sur minoritaires éligibles	
Autres éléments	-68
Montant prudentiel - 31/12/2025	0

Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)

Les fonds propres additionnels de catégorie 1 sont les suivants :

- Les instruments subordonnés émis respectant les critères restrictifs d'éligibilité suivant l'article 52 du règlement CRR ;
- Les primes d'émission relatives à ces instruments.

Les déductions portent sur les participations sur les institutions bancaires, financières et d'assurance éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises.

Au 31 décembre 2025, le Groupe Caisse d'Epargne Ile de France ne dispose pas de fonds propres AT1.

⇒ VARIATION DES FONDS PROPRES AT1

En millions d'euros	Fonds propres AT1
31/12/2024	0
Remboursements	0
Emissions	0
Effet change	0
Ajustements transitoires	0
31/12/2025	0

Fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)

Les fonds propres de catégorie 2 sont les suivants :

- Les instruments subordonnés d'une durée minimale de 5 ans émis respectant les critères restrictifs d'éligibilité suivant l'article 63 du règlement CRR ;
- Les primes d'émission relatives aux éléments du Tier 2 ;
- le montant résultant d'un excédent de provision par rapport aux pertes attendues, calculé en distinguant les encours sains et les encours en défaut.

Les déductions portent sur les participations sur les institutions bancaires, financières et d'assurance éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises.

Au 31 décembre 2025, le Groupe Caisse d'Epargne Ile de France ne dispose pas de fonds propres Tier 2.

⇒ **VARIATION DES FONDS PROPRES TIER 2**

En millions d'euros	Fonds propres Tier 2
31/12/2024	0
Remboursement titres subordonnés	0
Décote prudentielle	0
Nouvelles émissions de titres subordonnés	0
Déductions et ajustements transitoires	0
Effet change	0
31/12/2025	0

Circulation des Fonds Propres

Le cas échéant, l'établissement a la possibilité de solliciter BPCE SA pour renforcer ses fonds propres complémentaires (Tier 2), par la mise en place de prêts subordonnés, remboursables (PSR) ou à durée indéterminée (PSDI).

2.5.5. EXIGENCES EN FONDS PROPRES ET RISQUES PONDERES

Conformément au règlement n° 575/2013 (CRR) du Parlement européen amendé par le règlement (UE) 2019/876 (le "CRR2", les expositions au risque de crédit peuvent être mesurées selon deux approches :

- l'approche « Standard » qui s'appuie sur des évaluations externes de crédit et des pondérations forfaitaires selon les catégories d'expositions bâloises ;
- l'approche « Notations internes » (IRB – Internal Ratings Based) fondée sur le système de notations internes de l'établissement financier se décline en deux catégories :
 - IRBF « Notations Internes Fondation » pour laquelle les établissements utilisent uniquement leurs estimations des probabilités de défaut,
 - IRBA « Notations Internes Avancées » selon laquelle les établissements utilisent l'ensemble de leurs estimations internes des composantes du risque : probabilités de défaut, pertes en cas de défaut, expositions en défaut, maturité.

La méthodologie utilisée pour les approches en notations internes est développée dans la section 5 « Risque de crédit ».

En complément de l'exigence requise au titre du risque de contrepartie sur opérations de marché, le règlement du 26 juin 2013 prévoit le calcul d'une charge supplémentaire en couverture du risque de perte lié à la qualité de crédit de la contrepartie. Le calcul de l'exigence en fonds propres au titre de la CVA (*Credit value adjustment*) est déterminé en appliquant l'approche « Standard ».

⇒ **EU 0V1 - VUE D'ENSEMBLE DES RISQUES PONDERES**

Le tableau ci-dessous est conforme au format CRR, avec une présentation des exigences en fonds propres au titre des risques de crédit et de contrepartie, hors CVA et après application des techniques de réduction du risque.

Définition des différents types de risques

Pour les besoins du calcul réglementaire de solvabilité, trois types de risques doivent être mesurés : les risques de crédit, les risques de marché et les risques opérationnels. Ces risques sont calculés respectivement à partir des encours de crédit, du portefeuille de négociation et du produit net bancaire de l'établissement.

En appliquant à ces données des méthodes de calcul réglementaires, on obtient des montants de risques dits « pondérés ». Les exigences en fonds propres sont égales à 8% du total de ces risques pondérés.

Au 31 décembre 2025, les risques pondérés de l'établissement étaient de 29 522 millions d'euros selon la réglementation Bâle 4 (soit 2 362 millions d'euros d'exigences de fonds propres).

A noter, la réglementation Bâle 3 a introduit un montant d'exigences en fonds propres supplémentaire :

- Au titre de la Crédit Value Adjustment (CVA) : la CVA est une correction comptable du Mark to Market des dérivés pour intégrer le coût du risque de contrepartie qui varie avec l'évolution de la qualité de crédit de la contrepartie (changement de spreads ou de ratings). La réglementation Bâle 3 prévoit une exigence supplémentaire de fonds propres destinée à couvrir le risque de volatilité de l'évaluation de crédit.
- Au titre des Chambres de Compensation Centralisées (CCP) : afin de réduire les risques systémiques, le régulateur souhaite généraliser l'utilisation des CCP sur le marché des dérivés de gré à gré tout en encadrant la gestion des risques de ces CCP avec des pondérations relativement peu élevées.

Les établissements sont exposés aux CCP de deux manières :

- Pondération de 2% pour les opérations qui passent par les CCP (pour les produits dérivés et IFT)
- Pour les entités membres compensateurs de CCP, exigences en fonds propres pour couvrir l'exposition sur le fonds de défaillance de chaque CCP.
- Au titre des franchises relatives aux IDA correspondant aux bénéfices futurs liés à des différences temporelles et aux participations financières supérieures à 10%.

En millions d'euros		Risques pondérés		Exigences de fonds propres
		31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025
1	Risque de crédit (hors CCR)	27 017	28 102	2 161
2	Dont approche standard	16 025	13 900	1 282
3	Dont approche notations internes simple (F-IRB)	308	1 763	25
4	Dont approche par référencement	0	-	0
EU 4a	Dont actions selon la méthode de pondération simple	61	3 039	5
5	Dont approche notations internes avancée (A-IRB)	10 623	9 399	846
6	Risque de crédit de contrepartie - CCR	8	14	1
7	Dont approche standard	3	1	0
8	Dont méthode du modèle interne (IMM)	-	-	0
EU 8a	Dont expositions sur une CCP	-	-	0
EU 8b	Dont ajustement de l'évaluation de crédit — CVA	-	8	-
9	Dont autres CCR	4	5	0
10	Ajustements de l'évaluation du risque de crédit_ risque CVA	11	-	1
EU 10a	dont en approche standard (SA)	-	-	0
EU 10b	dont en approche basique (F-BA & R-BA)	11	-	1
EU 10c	dont en approche simplifiée	-	-	0
15	Risque de règlement	-	-	0
16	Expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire (après plafonnement)	-	-	0
17	Dont approche IRB de la titrisation (SEC-IRBA)	-	-	0
18	Dont approche de la titrisation fondée sur les notations externes (SEC-ERBA) y compris l'approche fondée sur les évaluations internes (IAA)	-	-	0
19	Dont approche standard de la titrisation (SEC-SA)	-	-	0
EU 19a	Dont 1 250 % / déduction	-	-	0
20	Risque de marché	-	-	0
21	Dont approche alternative standard (ASA)	-	-	0
EU 21a	Dont approche standard simplifiée (SA)	-	-	0
22	Of which the Alternative Internal Models Approach (A-IMA)	-	-	0
EU 22a	Grands risques	0	-	0
23	Reclassification entre trading et banking	0	-	0
24	Risque opérationnel	2 487	2 218	199
EU 24a	Expositions aux crypto	0	-	0
25	Montants inférieurs aux seuils de déduction (sujet à une pondération de 250% du risque)	595	610	48

26	Application de l'output floor (%)	50,00%	-	
27	Plancher d'ajustement (avant l'application des mesures transitoires)	0	-	
28	Plancher d'ajustement (après application des mesures transitoires)	0	-	
29	TOTAL	29 522	30 334	2 362

2.5.6. GESTION DE LA SOLVABILITE DU GROUPE

Les approches retenues par le Groupe BPCE pour le calcul des risques pondérés sont détaillées au paragraphe 4.4 « Exigences en fonds propres et risques pondérés »

⇒ FONDS PROPRES PRUDENTIELS ET RATIOS

En millions d'euros	31/12/2025 Bâle IV	31/12/2024 Bâle III
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	5 135	4 938
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)	0	0
TOTAL FONDS PROPRES DE CATEGORIE 1 (T1)	5 135	4 938
Fonds propres de catégorie 2 (T2)	0	0
TOTAL FONDS PROPRES PRUDENTIELS	5 135	4 938
Expositions en risque au titre du risque de crédit	27 025	28 108
Expositions en risque au titre du risque de règlement livraison	0	0
Expositions en risque au titre d'ajustement de l'évaluation de crédit (CVA)	11	8
Expositions en risque au titre du risque de marché	0	0
Expositions en risque au titre du risque opérationnel	2 487	2 218
TOTAL DES EXPOSITIONS EN RISQUE	29 523	30 334
Ratios de solvabilité		
Ratio de Common Equity Tier 1	17,40%	16,28%
Ratio de Tier 1	17,40%	16,28%
Ratio de solvabilité global	17,40%	16,28%

Évolution de la solvabilité du Groupe CEIDF en 2025

Le ratio de Common Equity Tier 1 s'élève à 17.40% au 31 décembre 2025 à comparer à 16.28% au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2025, le ratio de Tier 1 s'élève à 17.40% et le ratio global à 17,40%, à comparer respectivement à 16.28% et 16,28 % au 31 décembre 2024, soit une augmentation de 1,11%.

Cette croissance est principalement due à la croissance des Fonds Propres Common Equity Tier ainsi qu'à la mise en œuvre de la CCR3.

2.5.7. RATIO DE LEVIER

L'entrée en vigueur du Règlement sur les exigences en capital, appelé CRR3, fait du ratio de Levier une exigence contraignante applicable à compter du 28 juin 2021. L'exigence minimale de ce ratio à respecter à tout moment est de 3%.

Il a pour objectif principal de servir de mesure de risque complémentaire aux exigences en fonds propres.

Le ratio de Levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et les expositions, qui correspondent aux éléments d'actifs et d'hors-bilan, après retraitements sur les instruments dérivés, les opérations de financement sur titres et les éléments déduits des fonds propres.

Ce règlement CRR3 autorise certaines exemptions dans le calcul des expositions concernant l'épargne réglementée transférée à la Caisse des Dépôts et Consignation pour la totalité de l'encours centralisé et les opérations réalisées avec d'autres Etablissements du groupe BPCE bénéficiant d'une pondération de 0% dans le calcul des risques pondérés.

Le ratio de levier n'est pas un ratio sensible aux facteurs de risque et à ce titre, il est considéré comme une mesure venant compléter le dispositif de pilotage de la solvabilité et de la liquidité limitant déjà la taille de bilan. Le ratio de levier est projeté et piloté en même temps que la trajectoire de solvabilité du Groupe BPCE. Le risque de levier excessif est également mesuré dans le stress-test interne via la projection du ratio de levier réglementaire.

Le ratio de levier du Groupe CEIDF s'élève à **5,81%** au 31 décembre 2025 (contre **5,68%** au 31 12 2024).

⇒ EU LR1-LR SUM - PASSAGE DU BILAN COMPTABLE A L'EXPOSITION DE LEVIER

En millions d'euros		Montant applicable	
		31/12/2025	31/12/2024
1	Total de l'actif selon les états financiers publiés	111 118	111 060
2	Ajustement pour les entités consolidées d'un point de vue comptable mais qui n'entrent pas dans le périmètre de la consolidation prudentielle	0	0
3	(Ajustement pour les expositions titrisées qui satisfont aux exigences opérationnelles pour la prise en compte d'un transfert de risque)	0	0
4	(Ajustement pour l'exemption temporaire des expositions sur les banques centrales (le cas échéant))	0	0
5	(Ajustement pour actifs fiduciaires comptabilisés au bilan conformément au référentiel comptable applicable mais exclus de la mesure totale de l'exposition au titre de l'article 429 bis, paragraphe 1, point i), du CRR)	0	0
6	Ajustement pour achats et ventes normalisés d'actifs financiers faisant l'objet d'une comptabilisation à la date de transaction	0	0
7	Ajustement pour les transactions éligibles des systèmes de gestion centralisée de la trésorerie	0	0
8	Ajustement pour instruments financiers dérivés	-261	-810
9	Ajustement pour les opérations de financement sur titres (OFT)	1 799	1 445
10	Ajustement pour les éléments de hors bilan (résultant de la conversion des expositions de hors bilan en montants de crédit équivalents)	5 934	5 767
11	(Ajustement pour les corrections de valeur à des fins d'évaluation prudente et les provisions spécifiques et générales qui ont réduit les fonds propres de catégorie 1)	0	0
EU-11a	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)	-17 789	-18 734
EU-11b	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR)	-10 585	-10 506
12	Autres ajustements	-1 849	-1 302
13	Mesure de l'exposition totale	88 368	86 920

⇒ EU LR2 – LRCOM- RATIO DE LEVIER

En millions d'euros

		Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR	
		31/12/2025	31/12/2024
Expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)			
1	Éléments inscrits au bilan (dérivés et OFT exclus, mais sûretés incluses)	110 610	110 612
2	Rajout du montant des sûretés fournies pour des dérivés, lorsqu'elles sont déduites des actifs du bilan selon le référentiel comptable applicable	-	0
3	(Déduction des créances comptabilisées en tant qu'actifs pour la marge de variation en espèces fournie dans le cadre de transactions sur dérivés)	-358	-561
4	(Ajustement pour les titres reçus dans le cadre d'opérations de financement sur titres qui sont comptabilisés en tant qu'actifs)	-	0
5	(Ajustements pour risque de crédit général des éléments inscrits au bilan)	-	0
6	(Montants d'actifs déduits lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1)	-1 491	-1 302
7	Total des expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)	108 761	108 749
Expositions sur dérivés			
8	Coût de remplacement de toutes les transactions dérivées SA-CCR (c'est-à-dire net des marges de variation en espèces éligibles)	41	15
EU-8a	Dérogation pour dérivés : contribution des coûts de remplacement selon l'approche standard simplifiée	-	-
9	Montants de majoration pour l'exposition future potentielle associée à des opérations sur dérivés SA-CCR	207	185
EU-9a	Dérogation pour dérivés : Contribution de l'exposition potentielle future selon l'approche standard simplifiée	-	-
EU-9b	Exposition déterminée par application de la méthode de l'exposition initiale	-	-
10	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (SA-CCR)	-	-
EU-10a	(jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (approche standard simplifiée)	-	-
EU-10b	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (méthode de l'exposition initiale)	-	-
11	Valeur notionnelle effective ajustée des dérivés de crédit vendus	-	-
12	(Différences notionnelles effectives ajustées et déductions des majorations pour les dérivés de crédit vendus)	-	-
13	Expositions totales sur dérivés	247	200
Expositions sur opérations de financement sur titres (OFT)			
14	Actifs OFT bruts (sans prise en compte de la compensation) après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes	-	-
15	(Valeur nette des montants en espèces à payer et à recevoir des actifs OFT bruts)	-	-
16	Exposition au risque de crédit de la contrepartie pour les actifs OFT	1 799	1 445
EU-16a	Dérogation pour OFT: Exposition au risque de crédit de contrepartie conformément à l'article 429 sexies, paragraphe 5, et à l'article 222 du CRR	-	-
17	Expositions lorsque l'établissement agit en qualité d'agent	-	-
EU-17a	(Jambe CCP exemptée des expositions sur OFT compensées pour des clients)	-	-
18	Expositions totales sur opérations de financement sur titres	1 799	1 445
Autres expositions de hors bilan			
19	Expositions de hors bilan en valeur notionnelle brute	10 693	10 891
20	(Ajustements pour conversion en montants de crédit équivalents)	- 4 759	- 5 124
21	(Provisions générales déduites lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1 et provisions spécifiques associées aux expositions de hors bilan)	-	-

22	Expositions de hors bilan	5 934	5 767
Expositions exclues			
EU-22a	(Expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)	- 17 789	- 18 634
EU-22b	(Expositions exemptées en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR (au bilan et hors bilan))	- 10 585	- 10 506
EU-22c	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Investissements publics)	-	-
EU-22d	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Prêts incitatifs)	-	-
EU-22e	(Exclusions d'expositions découlant du transfert de prêts incitatifs par des banques (ou unités de banques) qui ne sont pas des banques publiques de développement)	-	-
EU-22f	(Exclusions de parties garanties d'expositions résultant de crédits à l'exportation)	-	-
EU-22g	(Exclusions de sûretés excédentaires déposées auprès d'agents tripartites)	-	-
EU-22h	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par les établissements/DCT, en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point o), du CRR)	-	-
EU-22i	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par des établissements désignés, en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point p), du CRR)	-	-
EU-22j	(Réduction de la valeur d'exposition des crédits de préfinancement ou intermédiaires)	-	-
EU-22k	(Excluded exposures to shareholders according to Article 429a (1), point (da) CRR)	-	-
EU-22l	(Exposures deducted in accordance with point (q) of Article 429a(1) CRR)	-	-
EU-22m	(Total des expositions exemptées)	- 28 374	29 240
Fonds propres et mesure de l'exposition totale			
23	Fonds propres de catégorie 1	5 135	4 938
24	Mesure de l'exposition totale	88 368	86 921
Leverage ratio			
25	Ratio de levier (%)	5,81%	5,68%
EU-25	Ratio de levier (hors incidence de l'exemption des investissements publics et des prêts incitatifs) (%)	5,81%	5,68%
25a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) (%)	5,81%	5,68%
26	Exigence réglementaire de ratio de levier minimal (%)	3,00%	3,00%
EU-26a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)	0,00%	0,00%
EU-26b	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)	0,00%	0,00%
27	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)	0,00%	0,00%
EU-27a	Exigence de ratio de levier global (%)	3,00%	3,00%
Choix des dispositions transitoires et expositions pertinentes			
EU-27b	Choix en matière de dispositions transitoires pour la définition de la mesure des fonds propres	-	-
Publication des valeurs moyennes			
28	Moyenne des valeurs quotidiennes des actifs OFT bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants	-	10
29	Valeur de fin de trimestre des actifs OFT bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants	-	0
30	Mesure de l'exposition totale (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	88 368	86 931
30a	Mesure de l'exposition totale (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	88 368	86 931

31	Ratio de levier (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	5,81%	5,68%
31a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	5,81%	5,68%

⇒ **EU LR3 - LRSPL - VENTILATION DES EXPOSITIONS AU BILAN (EXCEPTE DERIVES, OFT ET EXPOSITIONS EXEMPTÉES)**

En millions d'euros		31/12/2025	31/12/2024
		Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR	Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR
EU-1	Total des expositions au bilan (excepté dérivés, OFT et expositions exemptées), dont:	84 017	82 589
EU-2	Expositions du portefeuille de négociation	-	-
EU-3	Expositions du portefeuille bancaire, dont:	84 017	82 589
EU-4	Obligations garanties	352	292
EU-5	Expositions considérées comme souveraines	9 522	9 535
EU-6	Expositions aux gouvernements régionaux, banques multilatérales de développement, organisations internationales et entités du secteur public non considérés comme des emprunteurs souverains	1 834	2 093
EU-7	Établissements	485	691
EU-8	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	51 613	49 476
EU-9	Expositions sur la clientèle de détail	6 911	6 850
EU-10	Entreprises	10 259	10 484
EU-11	Expositions en défaut	1 582	1 315
EU-12	Autres expositions (notamment actions, titrisations et autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit)	1 458	1 853

2.5.8. INFORMATIONS QUANTITATIVES DÉTAILLÉES

Les informations quantitatives détaillées relatives à la gestion du capital et exigences de fonds propres dans les tableaux qui suivent viennent enrichir, au titre du Pilier III, les informations de la section précédente.

⇒ **EU CC1 – COMPOSITION DES FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES**

En millions d'euros		31/12/2025		31/12/2024	
		Montants	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire	Montants	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1): instruments et réserves					
1	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	2 844	4	2 844	4
2	Résultats non distribués	498	4	421	4
3	Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves)	3 172	4	2 942	4

5	Intérêts minoritaires (montant autorisé en CET1 consolidés)	0	5	0	5
EU-5a	Bénéfices intermédiaires, nets de toute charge et de tout dividende prévisible, ayant fait l'objet d'un contrôle indépendant	219	4	123	4
6	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) avant ajustements réglementaires	6 734		6 330	
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1): ajustements réglementaires					
7	Corrections de valeur supplémentaires (montant négatif)	-13		-8	
8	Immobilisations incorporelles (nettes des passifs d'impôt associés) (montant négatif)	-31	2	-31	2
9	Sans objet				
11	Réserves en juste valeur relatives aux pertes et aux gains générés par la couverture des flux de trésorerie des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur	8		2	
12	Montants négatifs résultant du calcul des montants des pertes anticipées	-91		-77	
15	Actifs de fonds de pension à prestations définies (montant négatif)	-9		-8	
18	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	- 1 050		- 846	
27	Déductions AT1 admissibles dépassant les éléments AT1 de l'établissement (montant négatif)	- 246,0		- 269	
27a	Autres ajustements réglementaires	-165		-155	
28	Total des ajustements réglementaires des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	-1 598		-1 392	
29	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	5 135		4 938	
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : instruments					
30	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	0		0	
31	dont : classés en tant que capitaux propres selon le référentiel comptable applicable	0		0	
32	dont : classés en tant que passifs selon le référentiel comptable applicable	0		0	
33	Montant des éléments éligibles visés à l'article 484, paragraphe 4, du CRR et comptes des primes d'émission y afférents soumis à exclusion progressive des AT1	0		0	
EU-33a	Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 bis, paragraphe 1, du CRR soumis à exclusion progressive des AT1	0		0	
EU-33b	Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 ter, paragraphe 1, du CRR soumis à exclusion progressive des AT1	0		0	
34	Fonds propres de catégorie 1 éligibles inclus dans les fonds propres consolidés AT1 (y compris intérêts minoritaires non inclus dans la ligne 5) émis par des filiales et détenus par des tiers	0		0	
35	Dont : instruments émis par des filiales soumis à exclusion progressive	0		0	
36	Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) avant ajustements réglementaires	0		0	
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1): ajustements réglementaires					
37	Détentions directes, indirectes et synthétiques, par un établissement, de ses propres instruments AT1 (montant négatif)	0		0	
38	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	0		0	
39	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-225		-249	
40	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	0		0	
41	Sans objet				

42	Déductions T2 admissibles dépassant les éléments T2 de l'établissement (montant négatif)	-21		-20	
42a	Autres ajustements réglementaires des fonds propres AT1	0		0	
43	Total des ajustements réglementaires des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)	-246		-269	
44	Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)	0		0	
45	Fonds propres de catégorie 1 (T1 = CET1 + AT1)	5 135		4 938	
Fonds propres de catégorie 2 (T2): instruments					
46	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	0	3	0	3
47	Montant des éléments éligibles visés à l'article 484, paragraphe 5, du CRR et des comptes des primes d'émission y afférents soumis à exclusion progressive des T2 conformément à l'article 486, paragraphe 4, du CRR	0		0	
EU-47a	Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 bis, paragraphe 2, du CRR soumis à exclusion progressive des T2	0		0	
EU-47b	Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 ter, paragraphe 2, du CRR soumis à exclusion progressive des T2	0		0	
48	Instruments de fonds propres éligibles inclus dans les fonds propres consolidés T2 (y compris intérêts minoritaires et instruments AT1 non inclus dans les lignes 5 ou 34) émis par des filiales et détenus par des tiers	0		0	
49	dont : instruments émis par des filiales soumis à exclusion progressive	0		0	
50	Ajustements pour risque de crédit	0		0	
51	Fonds propres de catégorie 2 (T2) avant ajustements réglementaires	0		0	
Fonds propres de catégorie 2 (T2): ajustements réglementaires					
52	Détentions directes, indirectes et synthétiques, par un établissement, de ses propres instruments et emprunts subordonnés T2 (montant négatif)	0		0	
53	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments et emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	0		0	
54	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments et emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	- 21		- 20	
54a	Sans objet				
55	Détentions directes, indirectes et synthétiques, par l'établissement, d'instruments et d'emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	0		0	
56	Sans objet				
EU-56a	Déductions admissibles d'engagements éligibles dépassant les éléments d'engagements éligibles de l'établissement (montant négatif)	0		0	
EU-56b	Autres ajustements réglementaires des fonds propres T2	0		0	
57	Total des ajustements réglementaires des fonds propres de catégorie 2 (T2)	- 21		-20	
58	Fonds propres de catégorie 2 (T2)	0		0	
59	Total des fonds propres (TC = T1 + T2)	5 135		4 938	
60	Montant total d'exposition au risque	29 522		30 334	
Ratios et exigences de fonds propres, y compris les coussins					
61	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	17,40%		16,28%	
62	Fonds propres de catégorie 1	17,40%		16,28%	

63	Total des fonds propres	17,40%		16,28%	
64	Exigences globales de fonds propres CET1 de l'établissement	7,90%		7,91%	
65	dont: exigence de coussin de conservation de fonds propres	2,50%		2,50%	
66	dont: exigence de coussin de fonds propres contracyclique	0,90%		0,91%	
67	dont: exigence de coussin pour le risque systémique	0,00%		0,00%	
EU-67a	dont: exigence de coussin pour établissement d'importance systémique mondiale (EISm) ou pour autre établissement d'importance systémique (autre EIS)	0,00%		0,00%	
EU-67b	dont: exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif	0,00%		0,00%	
68	Fonds propres de base de catégorie 1 (en pourcentage du montant d'exposition au risque) disponibles après le respect des exigences minimales de fonds propres	9,40%		8,28%	

⇒ **EU CCYB1 – REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES EXPOSITIONS DE CREDIT UTILISEES DANS LE CALCUL DU COUSSIN DE FONDS PROPRES CONTRACYCLIQUES**

En millions d'euros		31/12/2025													
		Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Exigences de fonds propres			Total	Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de coussin contractuel (%)	
		Valeur exposée au risque selon l'approche standard	Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Somme des positions longues et courtes des expositions relevant du portefeuille de négociation pour l'approche standard	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes			Expositions au risque de crédit pertinentes - risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes - risque de marché	Expositions de crédit pertinentes - positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation					
010	Ventilation par pays:														
011	Allemagne	0	20	-	-	-	20	0	-	-	0	1	0,01%	0,75%	
012	Arménie	-	0	-	-	-	0	0	-	-	0	0	0,00%	1,50%	
013	Australie	5	95	-	-	-	99	3	-	-	3	42	0,16%	1,00%	
014	Belgique	21	58	-	-	-	79	2	-	-	2	29	0,11%	1,00%	
015	Bulgarie	-	0	-	-	-	0	0	-	-	0	0	0,00%	2,00%	
016	Chili	0	0	-	-	-	0	0	-	-	0	0	0,00%	0,50%	
017	Chypre	-	1	-	-	-	1	0	-	-	0	0	0,00%	1,00%	
018	Corée, république de	46	16	-	-	-	62	1	-	-	1	10	0,04%	1,00%	
019	Croatie	-	0	-	-	-	0	0	-	-	0	0	0,00%	1,50%	
020	Danemark	-	3	-	-	-	3	0	-	-	0	0	0,00%	2,50%	
021	Espagne	0	57	-	-	-	58	0	-	-	0	5	0,02%	0,50%	
022	Estonie	-	0	-	-	-	0	0	-	-	0	0	0,00%	1,50%	
023	France	15 034	58 921	-	-	-	73 955	1 818	-	-	1 818	22 722	88,77%	1,00%	
024	Grèce	-	0	-	-	-	0	0	-	-	0	0	0,00%	0,25%	
025	Hong-Kong	0	12	-	-	-	12	0	-	-	0	1	0,00%	0,50%	
026	Hongrie	-	0	-	-	-	0	0	-	-	0	0	0,00%	1,00%	
027	Irlande	0	2	-	-	-	2	0	-	-	0	0	0,00%	1,50%	
028	Islande	-	0	-	-	-	0	0	-	-	0	0	0,00%	2,50%	
029	Lettonie	-	0	-	-	-	0	0	-	-	0	0	0,00%	1,00%	
030	Lituanie	-	0	-	-	-	0	0	-	-	0	0	0,00%	1,00%	
031	Luxembourg	26	8	-	-	-	34	3	-	-	3	32	0,13%	0,50%	
032	Norvège	6	13	-	-	-	19	0	-	-	0	3	0,01%	2,50%	
033	Pays-bas	67	25	-	-	-	92	4	-	-	4	44	0,17%	2,00%	
034	Pologne	-	1	-	-	-	1	0	-	-	0	0	0,00%	1,00%	
035	République Tchèque	-	1	-	-	-	1	0	-	-	0	0	0,00%	1,25%	
036	Roumanie	-	1	-	-	-	1	0	-	-	0	0	0,00%	1,00%	
037	Royaume-uni	0	64	-	-	-	64	0	-	-	0	6	0,02%	2,00%	
038	Slovaquie	-	0	-	-	-	0	0	-	-	0	0	0,00%	1,50%	
039	Slovenie	-	0	-	-	-	0	0	-	-	0	0	0,00%	1,00%	
040	Suède	5	1	-	-	-	6	0	-	-	0	2	0,01%	2,00%	
	Autres pays pondérés à 0%	4 467	473	-	-	-	4 940	216	-	-	216	2 700	10,55%	0,00%	
	Total	19 676	59 775	-	-	-	79 451	2 048	-	-	2 048	25 598	100%		

En millions d'euros		31/12/2024														
		Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Exigences de fonds propres			Total	Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de coussin contracyclique (%)		
		Valeur exposée au risque selon l'approche standard	Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Somme des positions longues et courtes des expositions relevant du portefeuille de négociation pour l'approche standard	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes			Expositions au risque de crédit pertinentes – risque de crédit	Exposition s de crédit pertinentes - risque de marché	Expositions de crédit pertinentes – positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation						
010	Ventilation par pays:															
	Arménie	-	0	-	-	-	0	-	-	0	0	0,003	0,00%	1,50%		
	Australie	12	4	-	-	-	15	-	-	0	0	2,584	0,01%	1,00%		
	Belgique	45	21	-	-	-	66	-	-	3	3	32,098	0,12%	1,00%		
	Chili	-	0	-	-	-	0	-	-	0	0	0,001	0,00%	0,50%		
	Chypre	-	1	-	-	-	1	-	-	0	0	0,267	0,00%	1,00%		
	Hongrie	-	0	-	-	-	0	-	-	0	0	0,006	0,00%	0,50%		
	Corée, république de	12	0	-	-	-	12	-	-	0	0	2,426	0,01%	1,00%		
	Lituanie	-	0	-	-	-	0	-	-	0	0	0,001	0,00%	1,00%		
	Lettonie	-	0	-	-	-	0	-	-	0	0	0,023	0,00%	0,50%		
	Bulgarie	-	0	-	-	-	0	-	-	0	0	0,015	0,00%	2,00%		
	République Tchèque	-	1	-	-	-	1	-	-	0	0	0,039	0,00%	1,25%		
	Allemagne	-	11	-	-	-	11	-	-	0	0	0,656	0,00%	0,75%		
	Danemark	-	2	-	-	-	2	-	-	0	0	0,085	0,00%	2,50%		
	Estonie	-	0	-	-	-	0	-	-	0	0	0,013	0,00%	1,50%		
	France	13 485	58 488	-	-	-	71 974	-	-	1 908	1 908	23 851,795	90,17%	1,00%		
	Royaume-uni	12	46	-	-	-	58	-	-	0	0	5,220	0,02%	2,00%		
	Hong-kong	-	13	-	-	-	13	-	-	0	0	1,491	0,01%	1,00%		
	Croatie	-	0	-	-	-	0	-	-	0	0	0,004	0,00%	1,50%		
	Irlande	-	3	-	-	-	3	-	-	0	0	0,401	0,00%	1,50%		
	Islande	-	0	-	-	-	0	-	-	0	0	0,000	0,00%	2,50%		
	Luxembourg	35	10	-	-	-	45	-	-	2	2	22,599	0,09%	0,50%		
	Pays-bas	75	4	-	-	-	80	-	-	4	4	56,158	0,21%	2,00%		
	Norvège	4	0	-	-	-	4	-	-	0	0	0,815	0,00%	2,50%		
	Roumanie	-	1	-	-	-	1	-	-	0	0	0,032	0,00%	1,00%		
	Suede	5	1	-	-	-	5	-	-	0	0	2,323	0,01%	2,00%		
	Slovaquie	-	0	-	-	-	0	-	-	0	0	0,000	0,00%	1,50%		
	Autres pays pondérés à 0%	4 337	324	-	-	-	4 660	-	-	198	198	2 472,088	9,35%	0,00%		
020	Total	18 022	58 931	-	-	-	76 953	-	-	2 116	2 116	26 451	100,00%			

⇒ EU CCYB2 – MONTANT DU COUSSIN DE FONDS PROPRES CONTRACYCLIQUE

En millions d'euros		31/12/2025	31/12/2024
1	Montant total d'exposition au risque	29 522	30 334
2	Taux de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement	0,90%	0,91%
3	Exigence de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement	265	276

2.6 ORGANISATION ET ACTIVITE DU CONTROLE INTERNE

TROIS NIVEAUX DE CONTROLE

Conformément à la réglementation bancaire, aux saines pratiques de gestion et aux normes du Groupe BPCE, le dispositif de contrôle de l'établissement repose sur trois niveaux de contrôle : deux niveaux de contrôle permanent et un niveau de contrôle périodique.

Ce dispositif fonctionne en filières, intégrées à l'établissement. Ces filières sont principalement animées par trois directions de l'organe central :

- la Direction des Risques,
- le Secrétariat Général, en charge de la Conformité et des Contrôles Permanents,
- la Direction de l'Inspection Générale Groupe, en charge du contrôle périodique.

Un lien fonctionnel fort entre l'établissement et l'organe central

Les fonctions de contrôle permanent et périodique localisées au sein de l'établissement (et de ses filiales) sont rattachées, dans le cadre de filières de contrôle intégrées par un lien fonctionnel fort, aux directions centrales de contrôle de BPCE correspondantes. Ce lien recouvre en particulier :

- un avis conforme sur les nominations et retraits des responsables des fonctions de contrôle permanent ou périodique dans l'établissement,
- des obligations de reporting, d'information et d'alerte,
- l'édiction de normes par l'organe central consignées dans des chartes,
- la définition ou l'approbation de plans de contrôle.

L'ensemble de ce dispositif a été approuvé par le directoire de BPCE le 7 décembre 2009 et présenté au Comité d'audit du 16 décembre 2009 et au Conseil de surveillance de BPCE. La charte du Contrôle interne Groupe a été revue et validée le 30 juin 2025 ; le corpus normatif est composé de trois chartes groupe couvrant l'ensemble des activités :

- la charte du contrôle interne Groupe : charte faîtière s'appuyant sur deux chartes spécifiques qui sont :
 - la charte de la filière d'audit interne,
 - et la charte de la seconde ligne de défense (revue en mars 2025).

Une organisation adaptée aux spécificités locales

Au niveau de l'établissement, le Président du Directoire, définit la structure organisationnelle. Il répartit les responsabilités et les moyens de manière optimale pour assurer, conformément aux orientations définies par le conseil de surveillance, la couverture des risques, leur évaluation et leur gestion.

La responsabilité du contrôle permanent de premier niveau incombe au premier chef aux Directions opérationnelles ou fonctionnelles ; les contrôles permanents de deuxième niveau et l'Audit Interne sont assurés par des Directions fonctionnelles centrales indépendantes dont les responsables au sens des articles 16 à 20 et 28 à 34 de l'arrêté A 2014-11-03 sur le contrôle interne, modifié le 25 février 2021, sont directement rattachés aux dirigeants effectifs au sens de l'article 10 du même arrêté.

Conformément à l'article 30 de cet arrêté, il est admis que le responsable du contrôle de la conformité puisse être rattaché au Directeur des Risques, dénommé alors Directeur Risques et Conformité.

2.6.1. PRESENTATION DU DISPOSITIF DE CONTROLE PERMANENT**CONTROLE PERMANENT HIERARCHIQUE (1ERE LIGNE DE DEFENSE)**

Le contrôle permanent dit hiérarchique (niveau 1), premier maillon du contrôle interne est assuré par les services opérationnels ou fonctionnels sous le contrôle de leur hiérarchie. Ces services sont responsables des risques qu'ils génèrent à travers les opérations qu'ils réalisent.

Ceux-ci sont notamment responsables :

- de la mise en œuvre des autocontrôles formalisés, tracés et reportables ;
- de la formalisation et de la vérification du respect des procédures de traitement des opérations, détaillant la responsabilité des acteurs et les types de contrôle effectués ;
- de la vérification de la conformité des opérations ;
- de la mise en œuvre des préconisations rédigées par les fonctions de contrôle de niveau 2 sur le dispositif de contrôles de niveau 1 ;
- de rendre compte et d'alerter les fonctions de contrôle de niveau 2.

En fonction des situations et activités et, le cas échéant, conjointement, ces contrôles de niveau 1 sont réalisés soit de préférence par une unité de contrôle ad hoc de type middle office ou entité de contrôle comptable, soit par les opérateurs eux-mêmes.

Les résultats des contrôles de niveau 1 font l'objet d'un reporting formalisé aux directions ou fonctions de contrôle permanent dédiées concernées. Des plans d'action sont définis et suivis dans leur avancement lorsque les résultats de contrôles sont insuffisants ou dégradés (en référence aux normes BPCE).

CONTROLE PERMANENT PAR DES ENTITES DEDIEES (2EME LIGNE DE DEFENSE)

Les contrôles de second niveau sont du ressort de la seconde ligne de défense et sont assurés par des fonctions indépendantes des activités opérationnelles. Les contrôles de second niveau ne peuvent pas se substituer aux contrôles de premier niveau.

Le contrôle permanent de niveau 2 au sens de l'article 13 de l'arrêté A-2014-11-03 modifié le 25 février 2021 sur le contrôle interne est assuré par des entités dédiées exclusivement à cette fonction que sont la Direction des Risques et la Direction de la Conformité et des Contrôles Permanents. Depuis le 1^{er} mars 2014, la Direction de la Conformité et des Contrôles Permanents est rattachée à la Direction des Risques. Ces deux Directions coordonnent des contrôles de niveau 2. La Direction de la Conformité et des Contrôles Permanents est par ailleurs en charge de la Sécurité des Systèmes d'Information.

D'autres fonctions centrales sont des acteurs essentiels du dispositif de contrôle permanent : en particulier le Département Contrôle Financier, la Direction Juridique et la Direction des Ressources Humaines pour les aspects touchant à la politique de rémunération.

Les pôles Engagements et Contrôles Permanents dans le réseau commercial de détail et la Direction Adjointe Analyses Contrôles Conformité BDR sont en charge de contrôles délégués de 1^{er} niveau.

Les fonctions de contrôle permanent de second niveau sont notamment responsables :

- de la documentation du plan annuel de contrôles de l'entité et du pilotage de sa mise en œuvre ;
- de l'exhaustivité et de la mise à jour des référentiels de contrôles sur le périmètre dans le cadre des risques à piloter et des nécessités réglementaires ;
- de la réalisation des contrôles permanents du socle commun Groupe ou des contrôles spécifiques selon l'entité ;
- de la fiabilisation des contrôles de niveau 1 ;
- de l'existence, de l'analyse des résultats et du reporting notamment en lien avec les résultats des contrôles de premier niveau et des risques prioritaires de l'entité ;
- de la sollicitation du contrôle permanent de niveau 1 sur la mise en œuvre des préconisations ;
- du suivi de la mise en œuvre des plans d'actions correctifs notamment ceux définis au niveau du Groupe et ceux prioritaires par l'Etablissement au niveau 2.

Comité de coordination du contrôle interne

Le Président du Directoire est chargé d'assurer la cohérence et l'efficacité du contrôle permanent. Un Comité de coordination du contrôle interne se réunit périodiquement (la Charte du Comité prévoit une fréquence minima de 4 fois par an) sous la présidence du Président du Directoire.

Ce comité a vocation à traiter l'ensemble des questions relatives à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de contrôle interne de l'établissement, ainsi que les résultats issus des travaux de maîtrise des risques et de contrôle interne et des suites qui leur sont données.

Il a notamment pour objet :

- d'informer régulièrement l'exécutif sur l'évolution du dispositif de contrôle de l'établissement ;
- de mettre en évidence les zones de risques émergents ou récurrents, qu'elles aient pour origine l'évolution de l'activité, les mutations de l'environnement ou l'état des dispositifs de contrôle ;
- de remonter au niveau de l'exécutif les dysfonctionnements significatifs observés ;
- d'examiner les modalités de mise en œuvre des principales évolutions réglementaires, et leurs éventuelles implications sur le dispositif et les outils de contrôle ;
- de s'assurer de la bonne prise en compte des conclusions des travaux de contrôle, d'examiner les mesures correctrices décidées, de les prioriser et de suivre leur réalisation ;

- de décider des mesures à mettre en place afin de renforcer le niveau de sécurité de l'établissement et d'assurer, en tant que de besoin, la coordination des actions développées par les fonctions de contrôle permanent.

Participent à ce comité : le Président et les membres du Directoire, les membres du Comité exécutif, le Directeur de la Conformité et des Contrôles Permanents qui représente également les fonctions de RSSI et de RPCA, le Directeur de l'Audit Interne et le Responsable du Contrôle Financier.

2.6.2. PRESENTATION DU DISPOSITIF DE CONTROLE PERIODIQUE

ORGANISATION GENERALE

Le contrôle périodique (3^{ème} ligne de défense) est assuré par l'Audit interne sur toutes les activités, y compris le contrôle permanent.

Dans le cadre des responsabilités définies par l'article 17 de l'arrêté A-2014-11-03 modifié le 25 février 2021 sur le contrôle interne, la troisième ligne de défense, l'Audit interne réalise le contrôle périodique de toutes les activités, en s'assurant de la qualité, l'efficacité, la cohérence et le bon fonctionnement du dispositif de contrôle permanent et de la maîtrise des risques. Son périmètre d'intervention couvre tous les risques et toutes les activités de la Caisse d'Epargne Ile-de-France et de la Banque BCP, sa filiale, et y compris celles qui sont externalisées (cf. infra s'agissant des filiales Banque de Nouvelle-Calédonie et Banque de Tahiti).

Pour l'exercice de cette responsabilité, elle s'appuie sur les résultats des investigations de sa direction, ainsi que sur les travaux des autres corps de contrôle, tels que l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution ou l'Inspection générale Groupe.

Conformément aux responsabilités qui incombent à l'organe central et en raison des règles de solidarité collective, l'Inspection générale Groupe est chargée de vérifier périodiquement le bon fonctionnement de tous les établissements du Groupe et fournit à leurs dirigeants une assurance raisonnable de leur solidité financière.

Il ne définit ni ne gère ces dispositifs. Il en évalue la qualité et contribue à son amélioration par les constats et les recommandations qu'il formule. Il rend compte de ses travaux aux dirigeants effectifs et à l'organe de surveillance de l'établissement. Au sein de notre établissement, le responsable de la fonction d'Audit interne en charge du troisième niveau de contrôle tel que défini à l'article 12 de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié est M. Guy Schaepelynck, Directeur de l'Audit Interne, nommé en mars 2021 ; le dirigeant effectif en charge de cohérence et de l'efficacité du contrôle périodique est M. Didier PATAULT, Président du Directoire.

SUPERVISION SUR BASE CONSOLIDEE

Depuis le 1er juillet 2019, l'Audit Interne de la CEIDF assure une supervision sur base consolidée des Directions de l'Audit Interne de la Banque de Nouvelle-Calédonie, de la Banque de Tahiti et de T2SPAC. Ainsi, les programmes pluriannuel et annuel de la Direction de l'Audit locale sont arrêtés en accord avec la Direction de l'Audit Interne de la Caisse d'Epargne Ile-de-France et consolidés par elle ; celle-ci est tenue régulièrement informée de leur réalisation ou de toute modification de périmètre et du risk assessment afférent.

La Direction de l'Audit Interne de la Caisse d'Epargne Ile-de-France s'assure que la Direction de l'Audit locale dispose des moyens nécessaires à la réalisation de ses missions et à la bonne couverture du plan pluriannuel d'audit.

La Direction de l'Audit Interne de la Caisse d'Epargne-Ile-de France s'assure également de la diversité des compétences, de la bonne réalisation des parcours de formation et de l'équilibre entre les auditeurs senior et junior au sein des équipes d'Audit Interne des établissements.

Elle intervient en complémentarité de l'audit local pour couvrir le périmètre sur les zones non couvertes identifiées dans le plan pluriannuel prévisionnel. Ces zones sont définies au regard des compétences de l'audit local et/ou de l'importance des risques associés.

Le Directeur de l'Audit Interne local est responsable de la couverture de son périmètre ainsi défini, et de la réalisation des missions prévues dans son plan d'audit.

Enfin, la Direction de l'Audit Interne de la Caisse d'Epargne Ile-de-France émet un avis formalisé dans un courrier et éventuellement des réserves sur le plan pluriannuel d'audit, la qualité des travaux et rapports d'audit qui lui ont été communiqués ainsi que sur les moyens alloués tant en nombre que sur les compétences. Le courrier du Directeur la Direction de l'Audit Interne de la Caisse d'Epargne Ile-de-France est adressé au Directeur Général de la banque avec copie au Président de l'Organe de surveillance et doit être communiqué au Comité des Risques

MISSIONS & OBJECTIFS

Les objectifs prioritaires de la troisième ligne de défense sont d'évaluer et de rendre compte aux dirigeants effectifs et à l'organe de surveillance de l'établissement :

- de l'adéquation de son cadre de gouvernance ;
- du respect des lois, des règlements et des règles ;
- de l'adéquation et du respect des politiques et des procédures au regard de l'appétit aux risques ;
- de l'efficacité de l'organisation, notamment de celle des première et deuxième ligne de défense ;
- de la qualité de sa situation financière ;
- de la fiabilité ainsi que de l'intégrité des informations comptables et des informations de gestion ;
- de la cohérence, de l'adéquation et du bon fonctionnement des dispositifs d'évaluation et de maîtrise des risques ;
- de l'intégrité des processus garantissant la fiabilité de ses méthodes et techniques, ainsi que des hypothèses et des sources d'information utilisées pour ses modèles internes ;
- de la qualité et de l'utilisation des outils de détection et d'évaluation des risques et les mesures prises pour les atténuer ;
- de la sécurité des systèmes d'information et de leur adéquation au regard des exigences réglementaires ;
- du contrôle de ses prestations essentielles critiques ou importantes (PECI) ;
- du niveau des risques effectivement encourus ;
- de la qualité de son dispositif de continuité d'activité ;
- de la mise en œuvre effective des recommandations adressées.

ORGANISATION DE LA FILIERE AUDIT

La Direction de l'Inspection générale Groupe exerce ses responsabilités dans le cadre d'un fonctionnement en filière métier. Ses modalités de fonctionnement – à des fins de surveillance consolidée et d'utilisation optimale des moyens –, sont précisées dans une charte approuvée par le directoire de BPCE le 7 décembre 2009 ; cette dernière a fait l'objet d'une actualisation validée le 12 décembre 2022.

La charte Filière Audit interne Groupe, unique au sein du groupe, définit la finalité, les pouvoirs, les responsabilités et l'organisation générale de la filière Audit interne dans le dispositif global de contrôle interne et s'applique à toutes les entreprises du groupe surveillées sur base consolidée ; elle énonce également les principes et valeurs qui prévalent dans la filière tels que l'indépendance, l'intégrité, la déontologie, l'objectivité, la confidentialité, le professionnalisme mais également la prise en compte des enjeux environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance dans l'organisation de son activité ; cette charte est déclinée en normes thématiques (ressources d'audit, missions, recommandations, évaluation par les risques...).

Les Directions d'Audit Interne des Banques Populaires, des Caisses d'Épargne et de certaines filiales directes de BPCE SA sont rattachées à l'Inspection générale Groupe par un lien fonctionnel fort et, de manière hiérarchique, à l'exécutif de leur entité. Des filiales et activités ont choisi d'externaliser leur fonction d'audit interne directement à l'Inspection générale Groupe qui définit les plans d'audit annuels, les programmes de travail, détermine et évalue les moyens affectés.

Rattaché directement au Président du Directoire, l'Audit Interne de la Caisse d'Epargne Ile-de-France exerce ses missions de manière indépendante des directions opérationnelles et de contrôle permanent. Ses modalités de fonctionnement, sont précisées dans une charte d'audit Groupe approuvée par le Comité de direction générale de BPCE le 9 juillet 2018, qui s'applique à l'établissement, charte elle-même déclinée en normes thématiques (ressources d'audit, audit du réseau commercial, missions, suivi des recommandations...). La Charte de la Filière Audit a été mise à jour en Comité 3CIG le 5 décembre 2022.

De même, la norme « Recommandations » a été mise à jour et validée par le Comité Normes et Méthodes RCCP le 07 octobre 2024. Les trois principales évolutions concernent la revue de la définition des niveaux de priorité P1, P2 et P3 ; des modèles d'émission, d'avancement et de clôture des recommandations ; du dispositif d'alerte en cas de retard. Celle-ci a été présentée au Comité des Risques du T4 2024 (29/11/2024).

GOUVERNANCE & REPORTING

Afin de pouvoir exercer sa mission et contribuer efficacement à la promotion d'une culture du contrôle, l'Inspecteur général Groupe participe, sans voix délibérative, aux comités clefs de l'organe central relatifs à la maîtrise des risques. L'Inspecteur général est membre du Comité de coordination du contrôle interne groupe et est invité permanent du Comité des risques du conseil de surveillance et du Comité d'audit de BPCE, du Comité des risques et du Comité d'audit des principales filiales du groupe (Natixis, entités du pôle SEF, Banque Palatine, Oney, Crédit Foncier de France, BPCE International).

La troisième ligne de défense rend compte des conclusions de ses travaux aux dirigeants exécutifs des entreprises auditées et à leurs organes de surveillance. L'Inspection générale Groupe rend aussi compte au président du directoire, au Comité des risques du conseil de surveillance et au Conseil de surveillance de BPCE. Elle fournit à ces derniers un reporting sur la mise en œuvre de ses recommandations majeures, de celles de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution ainsi que de celles du Mécanisme de surveillance unique (MSU). Elle veille à l'exécution dans des délais raisonnables des mesures correctrices décidées dans le cadre du dispositif de contrôle interne conformément à l'article 26 de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié sur le contrôle interne et peut saisir le Comité des risques du Conseil de surveillance en l'absence d'exécution de ces mesures.

TRAVAUX

Les programmes pluriannuel et annuel de la Direction de l'Audit interne sont arrêtés en accord avec l'Inspection générale Groupe ; celle-ci est tenue régulièrement informée de leur réalisation ou de toute modification de périmètre et du risk assessment afférent. L'Inspection générale Groupe s'assure que la Direction de l'Audit interne des entreprises dispose des moyens nécessaires à l'exercice de sa mission et la bonne couverture du plan pluriannuel d'audit. L'Inspection générale Groupe s'assure de la diversité des compétences, de la bonne réalisation des parcours de formation et de l'équilibre entre les auditeurs senior et junior au sein des équipes d'Audit interne des établissements. Enfin, l'Inspection générale Groupe émet un avis formalisé dans un courrier et éventuellement des réserves, sur le plan pluriannuel d'audit, la qualité des travaux et rapports d'audit qui lui ont été communiqués, sur les moyens alloués tant en nombre que sur les compétences, sur la communication faite aux instances dirigeantes ainsi que sur le suivi des recommandations de l'Audit interne. Le courrier de l'Inspecteur générale Groupe est adressé au Président du Directoire de l'établissement avec copie au Président de l'organe de surveillance et doit être communiqué au Comité des risques et Conseil de surveillance.

À l'issue de ses investigations, la mission d'audit émet un pré-rapport qui contient notamment ses recommandations et auquel l'unité auditée doit répondre. Chaque recommandation est hiérarchisée en fonction de son importance. Le rapport définitif intègre la réponse des audités à chaque recommandation ; celle-ci inclut des plans d'action et des engagements sur des dates de mise en œuvre. Ce rapport est transmis, outre les responsables de l'unité auditée, aux dirigeants de l'établissement.

Le management opérationnel est responsable de la mise en œuvre des recommandations. Il met en place des plans d'action adaptés et informe de leur taux d'avancement au fil de l'eau et au moins trimestriellement à l'Audit interne. Celui-ci en assure un reporting régulier au Comité de Coordination du Contrôle Interne et au Comité des risques.

L'Audit interne, en vertu de son devoir d'alerte, saisit le dirigeant, le Comité des risques et le Conseil de surveillance en cas de non mise en place des actions correctrices dans les délais prévus

2.6.3. GOUVERNANCE

La gouvernance du dispositif de contrôle interne repose sur :

- **Le Directoire** qui définit et met en œuvre les organisations et moyens permettant d'assurer de manière exhaustive, optimale et saine la correcte évaluation et gestion des risques, et de disposer d'un pilotage adapté à la situation financière, à la stratégie et à l'appétit au risque de l'établissement et du Groupe BPCE.

Il est responsable de la maîtrise au quotidien des risques et en répond devant l'organe de surveillance. Il définit la tolérance aux risques au travers d'objectifs généraux en matière de surveillance et gestion des risques, dont la pertinence est régulièrement évaluée ; il assure un suivi régulier de la mise en œuvre des politiques et stratégies définies. Il informe régulièrement le Comité des risques et le Conseil d'orientation et de surveillance des éléments essentiels et principaux enseignements tirés de l'analyse et du suivi des risques associés à l'activité et aux résultats de l'établissement.

- **Le Conseil d'orientation et de surveillance** qui approuve le dispositif dédié à l'appétit aux risques proposé par le Comité exécutif veille à la maîtrise des principaux risques encourus, approuve les limites globales (plafonds), arrête les principes de la politique de rémunération et évalue le dispositif de contrôle interne. A cette fin le conseil prend appui sur les comités suivants :

- **Le Comité des risques** qui assiste l'organe de surveillance et, dans ce cadre, veille à la qualité de l'information délivrée et, plus généralement, assure les missions prévues par l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne, modifié le 25 février 2021. Son rôle est ainsi de :

- examiner l'exposition globale des activités aux risques et donner un avis sur les limites de risques présentées au Conseil de surveillance,
- assurer l'adéquation entre la politique de rémunération et les objectifs de maîtrise des risques,
- porter une appréciation sur la qualité du contrôle interne, notamment la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques, et proposer, si nécessaire, des actions complémentaires à ce titre,
- examiner les rapports prévus par les articles 258 à 265 de l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne, modifié le 25 février 2021,
- veiller au suivi des conclusions des missions de l'Audit interne, de l'Inspection Générale Groupe et des régulateurs, et examiner le programme annuel de l'audit.

- En application des dispositions de l'article L.823-19 du Code de commerce, l'organe de surveillance est également doté d'un **Comité d'audit** pour assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières. Son rôle est ainsi de :

- vérifier la clarté des informations fournies et porter une appréciation sur la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes individuels et consolidés,
- émettre un avis sur le choix ou le renouvellement des commissaires aux comptes de l'établissement et examiner leur programme d'intervention, les résultats de leurs vérifications et leurs recommandations ainsi que toutes les suites données à ces dernières.

- **Le Comité des rémunérations** assiste par ailleurs l'organe de surveillance dans la définition des principes de la politique de rémunération au sein de l'établissement dans le respect des dispositions du chapitre VIII du titre IV de l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne, modifié le 25 février 2021. A ce titre, en application de l'article 266 de ce même arrêté, il procède notamment chaque année à un examen :

- des principes de la politique de rémunération de l'entreprise,
- des rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux de l'entreprise,
- de la politique de rémunération de la population régulée.

- Enfin, l'organe de surveillance a également créé un **Comité des nominations** chargé, en application des dispositions des articles L.511-98 à 101 du Code monétaire et financier, de s'assurer des bonnes conditions de direction et de surveillance de l'établissement. Dans ce cadre, son rôle est notamment de :

- s'assurer de l'adéquation des personnes nommées au sein de l'organe de surveillance, et d'examiner la politique de recrutement des dirigeants effectifs et des responsables en charge du contrôle et de la gestion des risques.

2.7 GESTION DES RISQUES

2.7.1. PRESENTATION DE LA POLITIQUE ET DE LA STRATEGIE EN MATIERE DE RISQUES

GOUVERNANCE DE LA GESTION DES RISQUES

La fonction de gestion des risques et celle de certification de la conformité assurent, entre autres missions, le contrôle permanent des risques et de la conformité.

Les Directions des Risques et / ou de la Conformité veillent à l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques. Elles assurent l'évaluation et la prévention des risques, l'élaboration de la politique risque intégrée aux politiques de gestion des activités opérationnelles et la surveillance permanente des risques.

Au sein de l'organe central BPCE, la Direction des Risques (Direction des Risques Groupe - DRG) et le Secrétariat Général (Secrétariat Général Groupe – SGG) en charge de la conformité, de la sécurité et des contrôles permanents assurent la cohérence, l'homogénéité, l'efficacité, et l'exhaustivité de la mesure, de la surveillance et de la maîtrise des risques. Ces Directions sont en charge du pilotage consolidé des risques du Groupe.

Les missions de ces dernières sont conduites de manière indépendante des directions opérationnelles. Ses modalités de fonctionnement, notamment en filières, sont précisées entre autres dans la Charte des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents Groupe, approuvée par le directoire de BPCE le 7 décembre 2009 et dont la dernière mise à jour date de décembre 2021, en lien avec l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, dédié au contrôle interne. La Direction des Risques de la Conformité et des Contrôles Permanents de notre établissement lui est rattachée par un lien fonctionnel fort.

GOUVERNANCE DES RISQUES DANS LES ETABLISSEMENTS DU GROUPE

La Direction des Risques de la Conformité et des Contrôles Permanents la Caisse d'Epargne Ile-de-France est rattachée hiérarchiquement au Président du Directoire et fonctionnellement à la Direction des Risques Groupe, et du Secrétariat Général Groupe en charge de la conformité et des contrôles permanents.

La Direction des Risques de la Conformité et des Contrôles Permanents couvre l'ensemble des risques : risques de crédit, risques financiers, risques opérationnels, risques climatiques, risques de modèles, risques de non-conformité ainsi que des activités transverses de pilotage et de contrôle des risques. Elle assure conformément à l'article 75 de l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, relatif au contrôle interne, la mesure, la surveillance et la maîtrise des risques.

Pour assurer son indépendance, les fonctions risques et conformité, distinctes des autres filières de contrôle interne, sont des fonctions indépendantes de toutes les fonctions effectuant des opérations commerciales, financières ou comptables.

Dans le cadre de la fonction de gestion des risques, les principes définis dans la Charte des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents Groupe sont tous déclinés au sein de l'établissement. Ainsi de manière indépendante, la Direction des Risques de la Conformité et des Contrôles Permanents contrôle la bonne application des normes et des méthodes de mesure des risques, notamment les dispositifs de limites et les schémas délégataires. Elle s'assure que les principes de la politique des risques sont respectés dans le cadre de ses contrôles permanents de deuxième niveau.

Les Dirigeants Effectifs veillent à ce que les systèmes de gestion des risques mis en place soient appropriés au profil de risque et à la stratégie commerciale de l'établissement, conformément à la réglementation concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (directives européennes CRR2 et CRD4).

✓ **Périmètre couvert par la Direction des Risques et/ou de la Conformité (filiales consolidées...)**

La Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles permanents de la CEIDF, encadre la gestion des risques au niveau social et en consolidé dans le cadre de la supervision de ses trois filiales BBCEP, Banque de Tahiti et Banque de Nouvelle Calédonie.

✓ **Principales attributions de la fonction de gestion des risques et de la fonction de certification de la conformité de notre établissement**

La Direction des Risques de la Conformité et des contrôles permanents :

- est force de proposition de la politique des risques de l'établissement, dans le respect des politiques des risques du Groupe (limites, plafonds...) ;
- identifie les risques, en établissant la macro-cartographie en lien avec le référentiel interne des risques du Groupe et en liste les risques prioritaires et pilote le process annuel de révision du dispositif d'appétit au risque ainsi que le plan annuel de contrôle en lien avec la Direction du Risque Groupe et le Secrétariat Général du Groupe ;
- contribue à l'élaboration des dispositifs de maîtrise des risques, des politiques de gestion des activités opérationnelles (limites quantitatives, schéma délégataire, analyse a priori des nouveaux produits ou des nouvelles activités) ;
- valide et assure le contrôle de second niveau du périmètre (normes de valorisation des opérations, provisionnement, dispositifs de maîtrise des risques) ;
- contribue à la définition des normes de contrôle permanent de premier niveau des risques et/ou conformité et veille à leur bonne application (la définition des normes et méthodes Groupe étant une mission de l'organe central) ;
- assure la surveillance de tous les risques, y compris de non-conformité, notamment la fiabilité du système de détection des dépassements de limites et le suivi et contrôle de leur résolution ;
- évalue et contrôle le niveau des risques (stress scenarii...) ;
- élabore les reportings risques à destination des instances dirigeantes (les Dirigeants Effectifs et l'Organe de Surveillance), contribue aux rapports légaux ou réglementaires et alerte les Dirigeants Effectifs et l'Organe de Surveillance en cas d'incident significatif (art. 98 de l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, relatif au contrôle interne) ;
- contribue à la diffusion de la culture du risque et de la conformité au sein de l'établissement ;
- Définit les activités et travaux spécifiques au titre de la LoD 2 (risques, conformité, sécurité informatique, contrôle financier).
- Anime et contrôle en second niveau les Directions des Risques et de la Conformité de ces filiales qui lui sont fonctionnellement rattachées.

ORGANISATION ET MOYENS DEDIES

La Directions des Risques et de la Conformité et des Contrôles Permanents de la Caisse d'Epargne Ile-de-France comprend 71 collaborateurs répartis en 34 collaborateurs sur la Direction des Risques et 37 collaborateurs sur le Direction de la Conformité et des Contrôles Permanents.

Son organisation décline :

- Une Direction Adjointe du Pilotage risque et conformité transverse sur l'ensemble de la Direction et rattachée directement au Directeur des Risques, de la Conformité et des contrôles permanents ;
- Au sein de la Direction des Risques, un département Normes et Conduite du Changement, un département Risque de Crédit, un département Risques Opérationnels et Risques Financiers.
- Au sein de la Direction Conformité, un département Normes de Conformité, un département Sécurité Financière, un département Lutte contre la fraude, un département Contrôles Permanents et un département PCA et SSI.

Les décisions structurantes en matière de risque et de conformité sont prises au sein de 2 Comités Exécutif où sont présent l'ensemble de l'organe de direction élargi aux membres du Comex : le Comité Exécutif des Risques et le Comité de Coordination du Contrôle Interne.

Cette organisation et cette comitologie sont démultipliées au sein des trois filiales de la Caisse d'Epargne Ile-de-France (BBCP, Banque de Tahiti et Banque de Nouvelle Calédonie). La Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents sont membres permanents des Comités faitiers des filiales.

2.7.1.1. Les mécanismes financiers internes du Groupe BPCE

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L. 512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du Groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du Groupe ainsi que de chacun des réseaux et d'organiser la solidarité financière au sein du Groupe. Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté et/ou de l'ensemble des affiliés du Groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Ainsi en cas de difficultés, BPCE devra faire tout le nécessaire pour restaurer la situation financière et pourra notamment recourir de façon illimitée aux ressources de l'un quelconque, de plusieurs ou de tous les affiliés, ou encore mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du Groupe et en faisant appel au fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Epargne et le Fonds de Garantie Mutuel.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité en leur qualité d'affilié à l'organe central. La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

2.7.1.2. Synthèse des risques au cours de l'exercice écoulé

Le profil global de risque de la Caisse d'Epargne Ile-de-France correspond à celui d'une banque de détail. Les risques sont concentrés essentiellement sur l'activité de crédit, afin de soutenir et de financer l'économie. La gestion du risque de taux et de liquidité a également été marqué cette année au regard du contexte économique. Sur le risque opérationnel, le principal risque auquel est exposé la Caisse d'Epargne Ile-de-France est le risque de fraude ainsi que le risque d'exécution.

Au 31/12/2025, le ratio CET1 de la Caisse d'Epargne Ile-de-France s'élève à 17.40% selon les nouvelles normes Bâle 4, avec 92% des actifs pondérés concentrés sur le risque de crédit et 8% sur le risque opérationnel, une proportion stable par rapport à l'année dernière.

2.7.1.3. Présentation de la stratégie et de la politique en matière de risques

2.7.1.3.1. Typologie des risques

Macro-familles de risques	Définitions
Risques de crédit et de contrepartie	
• Risque de crédit	Risque de pertes résultant de l'incapacité des clients, d'émetteurs ou d'autres contreparties à faire face à leurs engagements financiers. Il inclut le risque de contrepartie afférant aux opérations de marché (risque de remplacement) et aux activités de titrisation. Il peut être aggravé par le risque de concentration.
• Risque de titrisation	Opérations pour lesquelles le risque de crédit inhérent à un ensemble d'expositions est logé dans une structure dédiée (en général un fonds commun de créances ou « conduit ») puis divisé en tranches en vue le plus souvent de leur acquisition par des investisseurs.
Risques financiers	
• Risque de marché	Risque de perte de valeur d'instruments financiers résultants des variations de paramètres de marché, de la volatilité de ces paramètres et des corrélations entre ces paramètres. Les paramètres concernés sont notamment les taux de change, les taux d'intérêt ainsi que les prix des titres (actions, obligations) et des matières premières, des dérivés et de tout autre actif tels que les actifs immobiliers.
• Risque de liquidité	Risque que le groupe ne puisse faire face à ses besoins de trésorerie ou à ses besoins de collatéral au moment où ils sont dus et à un coût raisonnable.
• Risque structurel de taux d'intérêt	Risques de pertes de marge d'intérêt ou de valeur de la position structurelle à taux fixe en cas de variation sur les taux d'intérêt. Les risques structurels de taux d'intérêt sont liés aux activités commerciales et aux opérations de gestion propre.
• Risque de spread de crédit	Risque lié à la dégradation de la qualité de la signature d'un émetteur particulier ou d'une catégorie particulière d'émetteurs.
• Risque de change	Risque de pertes de marge d'intérêt ou de valeur de la position structurelle à taux fixe en cas de variation sur le taux d'intérêt de change. Les risques structurels de taux et de change sont liés aux activités commerciales et aux opérations de gestion propre.
Risques non-financiers	
• Risque de non-conformité	Risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation, qui naît du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires financières, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, nationales ou européennes directement applicables, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions des dirigeants effectifs prises notamment en application des orientations de l'organe de surveillance.

• Risque opérationnel	Risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs, y compris le risque juridique. Le risque opérationnel inclut notamment les risques liés à des événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort impact, les risques de fraude interne et externe définis par la réglementation, et les risques liés au modèle.
• Risque de souscription d'assurance	Risque, au-delà de la gestion des risques actifs/passifs (risques de taux, de valorisation, de contrepartie et de change, de tarification des primes du risque de mortalité et des risques structurels liés aux activités d'assurance vie et dommage y compris les pandémies, les accidents et les catastrophes (séismes, ouragans, catastrophes industrielles, actes de terrorismes et conflits militaires).
• Risque de modèle	Risque de modèle est défini comme le risque de conséquences défavorables – perte financière et/ou éventuelle atteinte à la réputation du groupe – résultant de décisions basées sur des modèles dues à des erreurs dans la conception, la mise en œuvre ou l'utilisation de ces modèles.
• Risque juridique	Risque juridique défini dans la réglementation française comme le risque de tout litige avec une contrepartie, résultant de toute imprécision, lacune ou insuffisance susceptible d'être imputable à l'entreprise au titre de ses opérations.
• Risque de réputation	Risque de réputation est défini comme le risque d'atteinte à la confiance que portent à l'entreprise, ses clients, ses contreparties, ses fournisseurs, ses collaborateurs, ses actionnaires ou tout autre tiers dont la confiance, à quelque titre que ce soit, est une condition nécessaire à la poursuite normale de l'activité.
Risques stratégiques d'activité et d'écosystème	
• Risque de solvabilité	Risque d'incapacité de la société à faire face à ses engagements à long terme et/ou à assurer la continuité des activités ordinaires dans le futur.
• Risque ESG	Risques environnementaux, sociaux et de gouvernance : risques directs et indirects (i.e. via les actifs / passifs détenus) découlant des événements de risques physiques extrêmes ou chroniques liés au climat et à l'environnement (perte de biodiversité, pollution, etc.), de risques liés à la transition vers une économie bas-carbone et à moindre impact environnemental (évolutions réglementaires, technologiques, ou liées au comportement des parties prenantes), de risques liés aux enjeux sociaux (droits, bien-être, intérêts des personnes et des parties prenantes) ou aux enjeux de gouvernance des entreprises (éthique et culture, relations fournisseurs, conduite des affaires). Ces risques s'expriment au travers des principales familles de risque auxquelles le Groupe BPCE est exposé.

2.7.1.3.2. Facteurs de risques

L'environnement bancaire et financier, dans lequel le Groupe BPCE évolue, l'expose à une multitude de risques et nécessite la mise en œuvre d'une politique de maîtrise et de gestion de ces risques toujours plus exigeante et rigoureuse. Certains des risques auxquels est exposé le Groupe BPCE sont décrits ci-dessous. Toutefois, il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de l'ensemble des risques du Groupe BPCE pris dans le cadre de son activité ou en considération de son environnement. Les risques présentés ci-dessous, sont ceux identifiés à ce jour comme étant importants et spécifiques au Groupe BPCE, et qui pourraient

avoir une incidence défavorable majeure sur son activité, sa situation financière et/ou ses résultats. Au sein de chacune des sous-catégories de risques mentionnées ci-dessous, le facteur de risque que le Groupe BPCE considère, à date, comme le plus important est mentionné en premier lieu. Les risques présentés ci-dessous sont également ceux identifiés à ce jour comme pouvant avoir une incidence défavorable sur les activités de BPCE SA. Les facteurs de risque décrits ci-après sont présentés à la date du présent document et la situation décrite peut évoluer, même de manière significative, à tout moment.

Risques de crédit et de contrepartie

Le Groupe BPCE est exposé à des risques de crédit et de contrepartie susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur l'activité du groupe, sa situation financière et ses résultats

Le Groupe BPCE demeure exposé de manière significative au risque de crédit et de contrepartie, lié à ses activités de financement ou de marché. Malgré une vigilance visant à limiter les concentrations notamment unitaires, des défaillances peuvent apparaître, au sein d'un même secteur ou d'une même zone géographique en raison des interdépendances entre contreparties. En cas de défaillance d'une ou de plusieurs contreparties, ou si les sûretés ne couvrent pas entièrement l'exposition, le groupe pourrait subir des pertes affectant son coût du risque, ses résultats et sa situation financière.

Au 31 décembre 2025, l'exposition brute au risque de crédit s'élève à 1 552 milliards d'euros, avec la répartition suivante : 37 % auprès de la clientèle de détail, 31 % auprès des entreprises, 15 % auprès des banques centrales et expositions souveraines, 6 % dans le secteur public et assimilé. Les risques pondérés au titre du risque crédit s'élèvent à 391 milliards d'euros (incluant le risque de contrepartie). Pour le portefeuille des Entreprises non financières, les secteurs principaux sont Immobilier (37 % des expositions brutes), Commerce (11 %), Finance/Assurance (10 %) et Activités spécialisées, scientifiques et techniques (7 %).

L'activité du Groupe BPCE se concentre essentiellement en France, avec une exposition brute de 1 186 milliards d'euros, soit 80 % du total. Les expositions hors France se répartissent principalement entre les États-Unis (6 %) et d'autres pays (14 %).

Pour de plus amples informations, se reporter aux sections 5 « Risques de crédit » et 6 « Risque de contrepartie » figurant dans le présent document.

Une augmentation substantielle des dépréciations ou des provisions pour pertes de crédit attendues comptabilisées dans les comptes du Groupe BPCE pourrait avoir un effet défavorable significatif sur ses résultats et sa situation financière.

Le groupe enregistre régulièrement des charges pour dépréciations afin de refléter les pertes réelles ou potentielles liées à ses prêts et créances, à ses titres à revenu fixe (coût amorti ou juste valeur par capitaux propres) et à ses engagements donnés. Ces dépréciations figurent au poste « coût du risque » du compte de résultat. Le niveau global des charges dépend de l'historique des pertes sur prêts, des volumes et types de prêts, des crédits en arriéré de paiement, de la conjoncture économique, d'autres facteurs liés au recouvrement et des normes applicables. Malgré les efforts du groupe pour maintenir un niveau adéquat de provisions, une détérioration des actifs non performants ou des conditions de marché défavorables, notamment dans certains pays, peuvent entraîner une augmentation des charges pour pertes sur prêts. Cette augmentation substantielle des charges, en lien avec une révision significative de l'estimation du risque de perte inhérent au portefeuille de prêts, ou une perte sur prêts supérieure aux provisions historiques pourraient avoir un impact défavorable important sur les résultats et la situation financière du Groupe BPCE.

Pour information, le coût du risque s'établit à – 2 465 millions d'euros en 2025 contre – 2 061 millions en 2024, les risques de crédit représentant 84 % des risques pondérés du groupe. Sur les expositions brutes, 37 % concernent la clientèle de détail et 31 % la clientèle d'entreprises (dont 65 % des expositions se situent en France).

Ainsi, le risque lié à une augmentation substantielle des charges pour dépréciations du portefeuille de prêts et créances demeure significatif tant par son impact que par sa probabilité, et fait l'objet d'un suivi attentif. Par ailleurs, des exigences prudentielles complètent ce dispositif de provisionnement via le processus de backstop prudentiel, qui prévoit une déduction en fonds propres des dossiers non performants au-delà d'un certain seuil, en fonction de la qualité des garanties et selon le calendrier fixé par les textes réglementaires.

Une dégradation de la solidité financière et de la performance d'autres institutions financières et acteurs du marché pourrait avoir un effet défavorable sur le Groupe BPCE

L'interconnexion des marchés, notamment en matière de trading, de compensation, de contrepartie et de financement, peut amplifier les effets d'un resserrement de liquidité ou d'une défaillance sectorielle. La défaillance d'un acteur significatif du secteur (risque systémique), ou des rumeurs accentuant le risque, peut entraîner des tensions de liquidité et, par ricochet, des pertes ou défaillances supplémentaires pour le Groupe BPCE.

Le Groupe BPCE est exposé directement ou indirectement à diverses contreparties financières – prestataires de services d'investissement, banques, chambres de compensation et contreparties centrales, fonds communs et hedge funds, ainsi qu'à d'autres clients institutionnels – dont tout manquement pourrait dégrader sa situation financière. Par ailleurs, l'émergence d'acteurs peu ou pas réglementés et de nouveaux produits (notamment plateformes de financement participatif ou de négociation) constitue un risque additionnel, aggravé si les actifs détenus en garantie ne peuvent pas être cédés ou ne couvrent pas l'exposition au titre des prêts ou produits dérivés en défaut, ou en cas de fraude, de détournement de fonds ou autre malversation commise par des acteurs du secteur financier en général auxquels le Groupe BPCE est exposé ou d'une défaillance d'un acteur majeur du marché telle une contrepartie centrale.

En complément, le risque de distribution en cas de marché difficile ou de contexte économique défavorable peut aussi générer des pertes dans un scénario sévère.

Les expositions de la classe d'actifs « établissements financiers » représentent 4 % des expositions brutes totales du Groupe BPCE, soit 62 milliards d'euros au 31 décembre 2025, avec 66 % des expositions situées en France.

Risques financiers

D'importantes variations de taux d'intérêt pourraient avoir un effet défavorable significatif sur le produit net bancaire et nuire à la rentabilité du Groupe BPCE.

La marge nette d'intérêts constitue une part majeure des revenus et son évolution influence fortement les résultats sur la période. Les coûts de la ressource et les rendements des actifs, notamment pour les productions nouvelles, sont sensibles à des facteurs externes et peuvent provoquer des fluctuations temporaires ou durables, même si une hausse des taux peut être globalement favorable à moyen/long terme.

L'environnement récent a été marqué par une hausse forte des taux jusqu'en 2023, suivie d'un début de desserrement de la politique monétaire en 2024 dans la zone euro.

Pour compenser, le groupe a répercuté les coûts élevés de la ressource sur les nouveaux prêts à taux fixe et a renforcé la couverture de taux notamment via des swaps (macrocouverture) afin de protéger la valeur du bilan et la marge nette d'intérêt future.

Ainsi, même si le contexte de taux élevé peut être favorable à terme, les variations constatées peuvent entraîner des répercussions importantes et durables. Les indicateurs de mesure du risque de taux du Groupe BPCE traduisent cette exposition.

La sensibilité de la valeur actuelle nette du bilan du Groupe BPCE à la baisse et à la hausse des taux de 200 points de base demeure en dessous de la limite Tier 1 de 15 %. Au 31 décembre 2025, le groupe BPCE est sensible à la hausse des taux avec un indicateur à – 11,29 % par rapport au Tier 1 contre – 9,62 % au 31 décembre 2024. Cet indicateur, calculé selon une approche statique (écoulement contractuel ou conventionnel de l'ensemble des postes du bilan) et dans un scénario de stress (choc de taux immédiat et d'ampleur importante), permet de mettre en évidence la déformation du bilan sur un horizon long.

Pour appréhender de manière plus précise l'exposition au risque de taux du groupe, cette approche doit être complétée d'une approche dynamique (avec la prise en compte des prévisions de production nouvelle). À la suite des évolutions réglementaires et de son dispositif de pilotage, le Groupe BPCE a déployé depuis 2023 un indicateur interne de sensibilité de revenus sur les réseaux de la banque commerciale et ainsi que l'indicateur réglementaire SOT MNI au niveau du groupe, en complément de ses indicateurs internes.

L'introduction du SOT MNI complète les informations communiquées dans le cadre du dispositif d'encadrement du risque de taux par une vision de marge sur un horizon d'un an, et doit faire l'objet d'une publication dans les états financiers, même s'il ne générera pas directement de charge en pilier 1. Au 31 décembre 2025, le scénario le plus pénalisant pour le groupe sur le SOT MNI est le scénario à la baisse.

L'indicateur est de - 1,27 % et reste en deçà de la limite de 5 % par rapport au Tier 1.

L'approche dynamique en sensibilité des revenus futurs est renforcée par une vision multi-scénario permettant une approche plus large en prenant en compte les aléas liés aux prévisions d'activité (activité nouvelle et évolution des comportements de la clientèle), aux évolutions possibles de la marge commerciale. C'est ce qui est réalisé à travers la sensibilité des revenus du groupe avec la mesure de la variation de la marge nette d'intérêt prévisionnelle du groupe à un an selon quatre scénarios (hausse des taux, baisse des taux, pentification de la courbe, aplatissement de la courbe) par rapport au scénario central. Cet indicateur de sensibilité des revenus porte sur l'ensemble des activités de banque commerciale et vise à estimer la sensibilité des résultats des établissements aux aléas de taux.

Le Groupe BPCE est dépendant de son accès au financement et à d'autres sources de liquidité, lesquels peuvent être limités pour des raisons indépendantes de sa volonté, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur ses résultats.

La capacité à accéder à des financements à court et à long terme est essentielle pour les activités du Groupe BPCE. Le financement non collatéralisé du Groupe BPCE inclut la collecte de dépôts, l'émission de dette à long terme et de titres de créances négociables à court et moyen terme ainsi que l'obtention de prêts bancaires et de lignes de crédit. Le Groupe BPCE recourt également à des financements garantis, notamment par la conclusion d'accords de mise en pension et par l'émission de covered bonds ou de titrisation via des véhicules ou des conduits dédiés. Les instabilités géopolitiques dans le monde avec des tranches à taux variables peuvent avoir un impact sur les impayés et les taux de défaut ainsi que sur les maturités légales finales. Si le Groupe BPCE ne pouvait accéder au marché de la dette garantie et/ou non garantie à des conditions jugées acceptables, ou s'il subissait une sortie imprévue de trésorerie ou de collatéral, y compris une baisse significative des dépôts clients, sa liquidité pourrait être négativement affectée. En outre, si le Groupe BPCE ne parvenait pas à maintenir un niveau satisfaisant de collecte de dépôts auprès de ses clients (notamment, par exemple, en raison de taux de rémunération des dépôts plus élevés pratiqués par les concurrents du Groupe BPCE), le Groupe BPCE pourrait être contraint de recourir à des financements plus coûteux, ce qui réduirait sa marge nette d'intérêts et ses résultats.

La liquidité pourrait aussi être impactée par des événements hors contrôle ou imprévisibles, tels que des crises géopolitiques ou sanitaires, une résurgence des crises financières, des difficultés opérationnelles d'intervenants tiers, des perceptions négatives sur les services financiers, des changements de notation ou des opinions négatives sur la situation du groupe ou du secteur. De même, l'accès au financement à long terme et les coûts de financement dépendent des spreads de crédit sur les marchés obligataires et des dérivés de crédit, et restent susceptibles d'altérer l'activité sa situation financière, ses résultats et sa capacité à honorer ses obligations vis-à-vis de ses contreparties.

Le changement de politique monétaire, notamment de la BCE, peut également influencer la situation financière du Groupe BPCE.

Pour faire face à ces risques, le groupe dispose de réserves de liquidité importantes constituées des dépôts cash auprès des banques centrales et de titres et créances disponibles éligibles aux mécanismes de refinancement des banques centrales.

Au 31 décembre 2025, la réserve de liquidité s'élevait à 197 % des encours de refinancement court terme et des tombées à court terme du prêt moyen et long terme, contre 177 % en 2024. Le ratio de liquidité sur 12 mois moyen (LCR) était de 145 % au 31 décembre 2025 (contre 149 % en 2024).

Ainsi, au regard de l'importance de ces risques pour le Groupe BPCE en termes d'impact et de probabilité, ces risques font l'objet d'un suivi proactif et attentif, le Groupe BPCE menant également une politique très active de diversification de sa base d'investisseurs.

L'évolution à la baisse des notations de crédit pourrait avoir un impact négatif sur le coût de refinancement, la rentabilité et la poursuite de certaines activités de BPCE.

Au 31 décembre 2025, les notations long terme sont A+ (Fitch et S&P), A1 (Moody's) et A+ (R&I). Une révision à la baisse de ces notations pourrait limiter l'accès aux marchés, accroître les coûts d'emprunt, affecter la liquidité et la compétitivité du groupe, se répercuter sur la rentabilité et déclencher des obligations dans certains contrats bilatéraux sur certaines activités de trading, de dérivés et de financement collatéralisé. Le coût de refinancement non sécurisé à long terme est directement lié au spread de crédit, lui-même déterminé par la notation et les conditions de marché avec des fluctuations parfois imprévisibles.

et très volatiles, et un élargissement du spread peut accroître les coûts et peser sur la rentabilité si la perception de la solvabilité se dégrade.

Le Groupe BPCE est exposé au risque de spread de crédit au niveau de ses actifs dans un scénario d'écartement des spreads de crédit, sur son portefeuille de titres à la juste valeur ou au coût amorti. Le groupe détient un portefeuille obligataire significatif éligible à la réserve de liquidité, composé majoritairement par des obligations souveraines et Corporate, ce qui rend sensible sa valorisation à la variation des spreads de crédit de ses titres.

Les fluctuations et la volatilité du marché pourraient exposer le Groupe BPCE, en particulier ses métiers de grandes clientèles (Natixis CIB et Natixis IM) à des fluctuations favorables ou défavorables sur ses activités de trading et d'investissement, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats des opérations et la situation financière du Groupe BPCE

En effet, les positions sur les marchés obligataires, de devises, de matières premières, d'actions et sur des actifs non cotés ou non classiques peuvent subir l'impact de variations des prix et de la liquidité. Des configurations de marché défavorables ou des périodes de crise peuvent entraîner des pertes sur les instruments de trading et de couverture (swaps, futures, options, produits structurés) et rendre difficiles la vente d'actifs, ce qui pourrait affecter les résultats et la situation financière du groupe. De même, les baisses prolongées des marchés et/ou les crises violentes peuvent réduire la liquidité de certaines catégories d'actifs et rendre difficile la vente de certains actifs et, ainsi, entraîner des pertes importantes.

À fin 2025, les risques de marché pondérés s'élèvent à 18 milliards d'euros, soit environ 4 % du total des risques pondérés du Groupe BPCE.

Pour des détails supplémentaires, voir la note 10.1.2 dans les comptes consolidés du Groupe BPCE dans le document d'enregistrement universel, qui analyse les actifs et passifs financiers classés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur.

Les revenus tirés par le Groupe BPCE du courtage et autres activités liées à des commissions pourraient diminuer en cas de repli des marchés.

Un repli des marchés peut se traduire par un recul des flux de transactions et des services financiers, ce qui entraînerait une diminution du produit net bancaire lié à ces activités. De plus, la baisse de la valeur des portefeuilles ou l'augmentation des retraits, sur les portefeuilles gérés pour le compte de tiers, pourraient réduire les commissions de gestion versées par les clients et impacter les revenus de la distribution de fonds et de la gestion d'actifs. Même sans chute des marchés, des performances inférieures à celles du marché pourraient entraîner une augmentation des retraits ou une collecte en baisse, pesant sur les revenus de l'activité.

Pour l'année 2025, le total net des commissions s'élève à 11 258 millions d'euros, soit 44 % du produit net bancaire du Groupe BPCE.

Pour plus de détails sur les commissions, voir la note 4.2 « Produits et charges de commissions » dans les comptes consolidés du Groupe BPCE dans le document d'enregistrement universel.

Les variations de la juste valeur des portefeuilles de titres et de produits dérivés du Groupe BPCE et de sa dette propre sont susceptibles d'avoir une incidence négative sur la valeur nette comptable de ces actifs et passifs et par conséquent sur le résultat net et sur les capitaux propres du Groupe BPCE.

À chaque échéance financière, les actifs et passifs évalués à la juste valeur sont ajustés dans le bilan, les mouvements passant soit par le compte de résultat soit directement par les capitaux propres. Lorsque ces ajustements affectent le résultat sans être compensés par d'autres variations opposées, ils influent sur le produit net bancaire et, au final, sur le résultat et les ratios prudentiels. Les ajustements de juste valeur peuvent aussi dégrader la valeur nette comptable des actifs et passifs et, de ce fait, les capitaux propres.

L'enregistrement sur une période ne comporte pas de garantie qu'un nouvel ajustement ne sera pas nécessaire ultérieurement.

Au 31 décembre 2025, les actifs financiers à la juste valeur par le résultat s'établissent à 240 milliards d'euros (227 milliards détenus à des fins de transaction), et les passifs à 234 milliards d'euros (177 milliards détenus à des fins de transaction).

Pour plus d'informations, voir les notes 4.3, 4.4, 5.2, 5.3 et 5.4 dans les comptes consolidés du Groupe BPCE, dans le document d'enregistrement universel.

Risques non financiers

En cas de non-conformité avec les lois et règlements applicables, le Groupe BPCE pourrait être exposé à des amendes significatives et d'autres sanctions administratives et pénales susceptibles d'avoir un impact significatif défavorable sur sa situation financière, ses activités et sa réputation

Le cadre bancaire et assurantiel est soumis à une surveillance renforcée, avec un volume croissant de réglementations internationales et nationales (MIFID II, PRIIPS, Directive Distribution d'Assurances, Règlement Abus de Marché, RGPD, indices de référence, etc.), modifiant en profondeur les processus opérationnels.

Le dispositif européen de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme s'intensifie. Le Paquet anti-blanchiment, adopté en 2024 et applicable majoritairement à partir de 2027, sera complété par des textes ultérieurs. L'Autorité européenne AMLA se renforce et assure à partir de 2027 une supervision directe d'un ensemble d'entités et la coordination des cellules de renseignement financier au niveau de l'UE.

Le non-respect de la réglementation peut se manifester par des risques de pratiques commerciales inappropriées pour promouvoir des produits, une gestion insuffisante des conflits d'intérêts, la divulgation d'informations confidentielles, des diligences d'entrée en relation non satisfaites, la détection insuffisante d'opérations de blanchiment ou liées au terrorisme, et le non-respect ou contournement des sanctions internationales (embargos, gels d'avoirs) et mesures extraterritoriales.

La filière Conformité coordonne la prévention et la maîtrise de ces risques, mais le groupe demeure exposé à des amendes et à des procédures civiles ou pénales pouvant affecter fortement sa situation financière, ses activités et sa réputation. L'évolution des risques de non-conformité peut conduire à des coûts et à des perturbations opérationnelles si des systèmes, des processus ou des prestations externes ne satisfont pas aux exigences réglementaires. Le suivi proactif demeure essentiel pour limiter l'impact potentiel sur l'activité et les résultats.

Les risques juridiques auxquels le Groupe BPCE est exposé pourraient avoir un effet défavorable significatif sur sa situation financière et ses résultats.

Des procédures judiciaires, arbitrales et administratives engagées ou susceptibles de l'être contre le Groupe BPCE, dans le cadre de ses activités courantes pourraient donner lieu à des sanctions financières (amendes, dommages et intérêts, pénalités) et impacter sa rentabilité, sa solidité financière, sa continuité opérationnelle voire sa réputation. Bien que certaines procédures puissent ne pas avoir d'impact significatif à court terme, d'autres, telles que des actions de groupe, pourraient nécessiter des provisions supplémentaires et affecter les perspectives futures.

Au 31 décembre 2025, les provisions pour risques légaux et fiscaux s'élèvent à 967 millions d'euros. Pour des informations détaillées sur les procédures les plus significatives, se référer à la section 10 « Risques juridiques » du présent document.

Toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques du Groupe BPCE ou de tiers notamment de prestataires externes pourrait entraîner des pertes, notamment commerciales et pourrait avoir un effet défavorable significatif sur les résultats du Groupe BPCE.

Comme ses concurrents, le Groupe BPCE dépend fortement de ses systèmes de communication et d'information, ses activités exigeant de traiter un grand nombre d'opérations parfois complexes. Toute panne, interruption ou défaillance dans ces systèmes pourrait entraîner des erreurs ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion de la clientèle, de comptabilité générale, de dépôts, de transactions et/ou de traitement des prêts. Une panne temporaire des systèmes d'information du Groupe BPCE, en dépit des systèmes de secours et des plans d'urgence, pourrait avoir comme conséquence des coûts considérables en termes de récupération et de vérification d'informations, voire une baisse de ses activités pour compte propre si, par exemple, une telle panne intervenait lors de la mise en place d'opérations de couverture. L'incapacité des systèmes du Groupe BPCE à s'adapter à un volume croissant d'opérations pourrait aussi limiter sa capacité à développer ses activités et entraîner des pertes, notamment

commerciales, et pourrait par conséquent, avoir un effet défavorable significatif sur les résultats du Groupe BPCE.

Les risques cybernétiques et les impacts de la transformation digitale accentuent ces vulnérabilités, avec une exposition croissante du patrimoine immatériel et des outils de travail, et une multiplication des canaux et dispositifs connectés (cloud, big data...).

Des actes malveillants visant à accéder ou détourner des données et des systèmes via des moyens numériques, y compris l'intelligence artificielle, pourraient porter préjudice au Groupe BPCE, à ses employés, à ses partenaires, et à ses clients. De nombreux processus sont progressivement dématérialisés. L'évolution des usages des collaborateurs et des clients engendre également une utilisation plus importante d'internet et d'outils technologiques interconnectés (tablettes, smartphones, internet, etc.), multipliant les canaux par lesquels les attaques ou dysfonctionnements peuvent survenir ainsi qu'en augmentant le nombre d'appareils et d'outils pouvant subir ces attaques ou dysfonctionnements. De ce fait, le patrimoine immatériel ainsi que les outils de travail des différents collaborateurs et agents extérieurs du Groupe BPCE est sans cesse plus exposé aux cybermenaces. Du fait de telles attaques, le Groupe BPCE pourrait connaître des dysfonctionnements ou interruptions dans ses systèmes ou dans ceux de parties tierces, qui pourraient ne pas être résolus de manière adéquate. Toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques du Groupe BPCE ou de tiers pourrait entraîner des pertes, notamment commerciales, du fait de la discontinuité des activités et du possible repli des clients affectés vers d'autres établissements financiers durant toute la période d'interruption ou de défaillance, mais aussi au-delà.

Le risque lié à toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques du Groupe BPCE ou de tiers est significatif pour le Groupe BPCE en termes d'impact et de probabilité et fait donc l'objet d'un suivi proactif et attentif.

Le Groupe BPCE est aussi exposé au risque opérationnel lié des défaillances ou des interruptions opérationnelles de l'un de ses agents de compensation, marchés des changes, dépositaires ou autres intermédiaires financiers ou prestataires extérieurs qu'il utilise pour réaliser ou faciliter ses transactions sur des titres financiers.

Enfin, il faut relever le risque d'outsourcing notamment dans les prestations externes IT ou plus globalement en lien avec les prestations externes critiques et importantes au sens de la réglementation française.

Les risques de réputation pourraient avoir un effet défavorable sur la rentabilité et les perspectives d'activité du Groupe BPCE

En tant qu'acteur majeur du système financier, le Groupe BPCE repose sur la notion de tiers de confiance auprès du grand public, de ses clients. Des atteintes à la réputation, notamment liées à une couverture médiatique négative ou à des allégations sur les produits, les financements, les partenaires ou la gouvernance, peuvent porter atteinte à cette confiance et influencer les relations commerciales et l'attractivité du groupe. Des préoccupations peuvent émerger autour de la stratégie environnementale et des politiques sociales de BPCE ou de sa gouvernance.

Des faits externes, comme des actes de cybercriminalité ou de cyberterrorisme, des fraudes internes ou externes ou des détournements de fonds, peuvent également endommager l'image du groupe et sa capacité à nouer ou maintenir des relations avec des contreparties, clients ou prestataires. Une atteinte majeure à la réputation pourrait limiter l'accès à certains marchés financiers, impacter l'attractivité des talents et, in fine, affecter la situation financière et les perspectives d'activité du groupe.

Pour plus d'informations, se référer à la section 17 « Dispositif de gestion des risques de réputation » du présent document.

Des événements imprévus pourraient provoquer une interruption des activités du Groupe BPCE et entraîner des pertes ainsi que des coûts supplémentaires

Des événements imprévus, tels que catastrophes naturelles, risques climatiques physiques, pandémies, attentats ou autres situations d'urgence, pourraient provoquer une interruption brutale des activités du Groupe BPCE et affecter ses lignes métiers critiques (liquidité, moyens de paiement, titres, crédits aux particuliers et aux entreprises, fiduciaire). Ces interruptions pourraient générer des pertes substantielles, notamment si elles ne sont pas entièrement couvertes par les assurances, et peser directement sur le résultat net. Elles pourraient aussi perturber l'infrastructure du groupe ou celle de tiers partenaires,

entraîner des coûts supplémentaires (réinstallation du personnel, primes d'assurance) et augmenter le niveau global de risque si de tels événements excluent la couverture d'assurance.

Au 31 décembre 2025, les pertes liées au risque opérationnel se concentrent majoritairement sur la ligne « Paiement et règlement » (29 %) et, au sein de la catégorie « Exécution, livraison et gestion des processus » (31 %).

L'échec ou l'inadéquation des politiques, procédures et stratégies de gestion et de couverture des risques du Groupe BPCE est susceptible d'exposer ce dernier à des risques non identifiés ou non anticipés et d'entraîner des pertes imprévues

Les politiques, procédures et stratégies de gestion et de couverture des risques du Groupe BPCE pourraient ne pas réussir à limiter efficacement son exposition à tout type d'environnement de marché ou à tout type de risques, voire être inopérantes pour certains risques que le Groupe BPCE n'aurait pas su identifier ou anticiper. Les techniques et les stratégies de gestion des risques utilisées par le Groupe BPCE peuvent ne pas non plus limiter efficacement son exposition au risque et ne garantissent pas un abaissement effectif du niveau de risque global. Ces techniques et ces stratégies peuvent se révéler inefficaces contre certains risques, en particulier ceux que le Groupe BPCE n'a pas précédemment identifiés ou anticipés, étant donné que les outils utilisés par le Groupe BPCE pour développer les procédures de gestion du risque sont basés sur des évaluations, analyses et hypothèses qui peuvent se révéler inexacts ou incomplètes.

Le système de mesure des risques du Groupe BPCE repose notamment sur des modèles. Ce portefeuille de modèles, couvrant les risques de marché (Banque de grande clientèle), les risques de crédit et les domaines financiers (ALM, marchés), ainsi que les risques opérationnels (y compris conformité et climatiques), pourrait présenter des défaillances. En conséquence, le groupe pourrait être exposé à des risques non identifiés ou non anticipés susceptibles d'entraîner des pertes importantes.

Certains des indicateurs et des outils qualitatifs, que le Groupe BPCE utilise pour gérer le risque, s'appuient sur des observations du comportement passé du marché. Pour quantifier les expositions au risque, la filière de gestion des risques procède à une analyse, notamment statistique, de ces observations. Ces outils et ces indicateurs pourraient ne pas être en mesure de prévoir les futures expositions au risque amenant un risque lié aux modèles. Par exemple, ces expositions au risque pourraient découler de facteurs que le Groupe BPCE n'aurait pas anticipés ou correctement évalués dans ses modèles statistiques ou en raison de mouvements de marché inattendus et sans précédent. Ceci limiterait la capacité du Groupe BPCE à gérer ses risques. En conséquence, les pertes subies par le Groupe BPCE pourraient s'avérer supérieures à celles anticipées au vu des mesures historiques. Par ailleurs, ses modèles quantitatifs ne peuvent intégrer l'ensemble des risques. Ainsi, quand bien même aucun fait important n'a à ce jour été identifié à cet égard, les systèmes de gestion du risque sont soumis au risque de défaut opérationnel, ce qui pourrait exposer le Groupe BPCE à des pertes imprévues.

Les valeurs finalement constatées pourraient être différentes des estimations comptables retenues pour établir les états financiers du Groupe BPCE, ce qui pourrait l'exposer à des pertes non anticipées. Conformément aux normes et interprétations IFRS en vigueur à ce jour, le Groupe BPCE doit utiliser certaines estimations lors de l'établissement de ses états financiers, notamment des estimations comptables relatives à la détermination des dépréciations pour risque de crédit, relatives aux provisions pour les avantages du personnel ou aux provisions pour litiges, des estimations relatives à la détermination de la juste valeur de certains actifs et passifs financiers, etc. Si les valeurs retenues pour ces estimations par le Groupe BPCE s'avéraient significativement inexacts, notamment en cas de tendances de marché, importantes et/ou imprévues, ou si les méthodes relatives à leur détermination venaient à être modifiées dans le cadre de normes ou interprétations IFRS à venir, le Groupe BPCE pourrait s'exposer, le cas échéant, à des pertes non anticipées.

Des informations sur les estimations et jugements utilisés se trouvent dans la note 2.3 « Recours à des estimations et jugements » des comptes consolidés du Groupe BPCE, dans le document d'enregistrement universel.

Risques stratégiques, d'activité et d'écosystème

Les risques Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) et leurs conséquences sur les acteurs économiques pourraient affecter négativement les activités, les résultats et la situation financière du Groupe BPCE.

Les risques Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) constituent un ensemble de facteurs de risque découlant des impacts du changement climatique, des enjeux environnementaux (biodiversité, pollution, ressources naturelles, eau), des enjeux sociaux (respect des droits humains, du bien-être et des intérêts des personnes et des parties prenantes) et des enjeux de gouvernance (éthique et culture d'entreprise, pratique des affaires, relations fournisseurs). Ces risques sont susceptibles de se matérialiser à court, moyen ou long terme. Ils constituent des facteurs aggravant des autres catégories de risques auxquelles est exposé le Groupe BPCE (risque de crédit et de contrepartie, risque de marché, risques opérationnels, risques structurels de bilan, risques liés aux activités d'assurance, risque stratégique, risques juridiques et de conformité, risque de réputation). Le Groupe BPCE est principalement exposé aux risques ESG de manière indirecte, au travers de ses clients et contreparties ainsi que de ses investissements pour compte propre ou compte de tiers. Il y est également exposé de manière directe au travers de ses activités propres.

Les risques Environnementaux incluent les risques physiques et les risques de transition. Les risques physiques résultent des dommages directement causés aux personnes et aux biens par les événements liés aux évolutions du climat et de l'environnement. Ces risques peuvent être liés à des événements aigus, liés à des conditions extrêmes circonscrites dans le temps et l'espace (tels que les canicules, les glissements de terrain, les inondations, les gelées tardives, les incendies, les tempêtes, les situations de stress hydrique ou de pollution de l'air, de l'eau ou des sols), ou à des événements chroniques à caractère plus progressif et diffus (comme les modifications du régime des précipitations, la hausse du niveau des mers et des températures moyennes, la perte de biodiversité, l'épuisement des ressources naturelles). Les risques physiques sont susceptibles d'affecter une grande variété de zones géographiques et de secteurs économiques et d'avoir un impact sur l'activité, les actifs et le profil financier des contreparties auxquels le Groupe BPCE est exposé, notamment au travers de ses activités de financement, d'investissement ou d'assurance. Le Groupe BPCE est également susceptible d'être affecté directement par des événements climatiques ou environnementaux touchant ses sites opérationnels, ses collaborateurs ou ses fournisseurs. Les risques de transition résultent de l'ajustement des acteurs économiques et des parties prenantes dans le cadre de la transition vers une économie bas-carbone et plus respectueuse des équilibres environnementaux. Ces ajustements se traduisent notamment par des évolutions réglementaires, technologiques, ou socio-démographiques, susceptibles d'affecter les modèles d'affaires, les modèles opérationnels et le profil financier des acteurs économiques ainsi que la valeur des actifs auxquels le Groupe BPCE est exposé, notamment au travers de ses activités de financement et d'investissement. Le Groupe BPCE est également exposé de manière directe aux risques de transition au travers des changements réglementaires et de l'évolution des attentes parties prenantes, notamment en regard de son offre de produits et de services ainsi que de ses engagements volontaires.

Les risques Sociaux découlent des enjeux liés aux droits, au bien-être et aux intérêts des personnes et des parties prenantes (employés de l'entreprise et de la chaîne de valeur, communautés concernées, utilisateurs et consommateurs finaux). Par leur impact potentiel sur les activités (organisation du travail, chaînes d'approvisionnement, produits, etc.) et les enjeux associés de réputation, ces risques sont susceptibles d'affecter le profil financier des contreparties auxquels le Groupe BPCE est exposé, notamment au travers de ses activités de financement et d'investissement. Ils peuvent également induire un accroissement du risque de réputation pour le Groupe BPCE, de manière directe ou au travers de ses contreparties.

Les risques de Gouvernance couvrent les enjeux liés à l'éthique et à la culture d'entreprise (structure de gouvernance, intégrité et transparence des affaires, etc.), à la gestion des relations avec les fournisseurs, aux activités d'influence et aux pratiques de conduite des affaires. Par leur impact potentiel sur les activités (normes de gouvernance d'entreprise, dispositifs de contrôle, pratiques commerciales, etc.) et les enjeux associés de réputation, ces risques sont susceptibles d'affecter le profil financier des contreparties auxquels le Groupe BPCE est exposé, notamment au travers de ses activités de financement et d'investissement. Ils peuvent également induire un accroissement du risque de réputation pour le Groupe BPCE, de manière directe ou au travers de ses contreparties.

Les risques Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance dans leur ensemble pourraient ainsi affecter négativement les activités, les résultats et la situation financière du Groupe BPCE.

Le Groupe BPCE pourrait être vulnérable aux environnements politiques, macroéconomiques et financiers ou aux situations particulières des pays où il conduit ses activités

Le Groupe BPCE peut être exposé à des risques liés aux environnements politiques, macroéconomiques et financiers des pays où il opère. Certaines entités supportent un risque pays, défini comme le risque que les conditions économiques, financières, politiques ou sociales d'un pays affectent leurs intérêts financiers.

En 2025, BPCE concentre ses activités principalement en France (76 % du produit net bancaire) et en Amérique du Nord (13 %), les autres régions représentant chacun moins de 2 % du PNB. La ventilation par pays et par activité est détaillée dans l'annexe 12.6 aux comptes consolidés du Groupe BPCE dans le document d'enregistrement universel 2025.

Un changement significatif dans l'environnement politique ou macroéconomique de ces zones pourrait générer des charges supplémentaires ou réduire les bénéfices du groupe. Les perspectives économiques demeurent incertaines et marquées par des risques géopolitiques, économiques et commerciaux, susceptibles d'affecter la croissance mondiale, les prix des actifs et la stabilité financière, avec une volatilité accrue des marchés.

L'année 2026 a débuté sur des tensions géopolitiques et des évolutions macroéconomiques significatives, rappelant la complexité du contexte international et les défis potentiels pour les activités et les résultats du groupe.

Depuis le 28 février 2026, l'opération militaire américano-israélienne en Iran a déjà eu des impacts significatifs sur les prix du baril de Brent et du gaz. Le risque macroéconomique est réel : une hausse du prix du pétrole de 10 \$ occasionne une hausse de l'inflation de 0,3 point et un recul du PIB de 0,1 point en France la première année. La forme et l'issue que pourrait prendre le conflit laisse un univers des possibles larges. Ce dernier est notamment fonction de la capacité des infrastructures pétrolières et gazières des pays riverains du golfe arabo-persique à produire et à exporter du pétrole et du gaz via le détroit d'Ormuz. Par ailleurs, une incertitude majeure demeure concernant l'évolution de l'environnement politique et économique international, notamment la politique commerciale des États-Unis et l'endettement public et privé mondial qui pourraient peser sur l'activité et les conditions financières du Groupe BPCE. Le repli ou la fragmentation du commerce mondial, les tensions géopolitiques et les perspectives budgétaires en Europe (notamment en France et en zone euro) peuvent influencer la demande, les coûts de financement et la prime de risque des taux, tout en soutenant ou freinant l'investissement et la croissance. Par ailleurs, les évolutions des déficits publics, la hausse potentielle des taux longs et la poursuite du resserrement quantitatif des banques centrales pourraient peser sur les marchés obligataires et sur la compétitivité du Groupe BPCE. En France, l'incertitude politique entourant l'élection présidentielle et les contraintes budgétaires pluriannuelles pourraient limiter la dépense et freiner la dynamique économique, avec des effets possibles sur l'épargne, la consommation et l'emploi.

Pour information, les chapitres 5.2 « Environnement économique et financier » et 5.8 « Perspectives économiques de 2026 » du document d'enregistrement universel 2025 offrent des analyses complémentaires.

Le Groupe BPCE pourrait ne pas atteindre les objectifs de son plan stratégique VISION 2030

Le projet stratégique du Groupe BPCE « VISION 2030 » est fondé sur trois piliers : (i) forger notre croissance pour le temps long, (ii) donner à nos clients confiance dans leur avenir, et (iii) exprimer notre nature coopérative sur tous les territoires. Le premier pilier aspire à faire du Groupe BPCE un leader soutenant une croissance diversifiée, ouvert à des partenariats et performant. Le second pilier vise à faire du groupe un facilitateur de l'accès au logement pour tous, sur tous les besoins, d'être l'acteur de référence de la compétitivité des territoires, de protéger les clients à tous les moments et cycles de vie, et de simplifier les modèles relationnels (de 100 % physique à 100 % digital), notamment grâce à l'IA. Le troisième pilier vise à exprimer pleinement la nature coopérative du groupe, fort de ses visages multiples et de ses expertises, de son impact positif global, ainsi que de ses sociétaires et collaborateurs, fiers et engagés au quotidien. Le nouveau modèle de croissance se déploie dans trois grands cercles géographiques – France, Europe et Monde – et s'appuie à la fois sur la croissance organique, des acquisitions et des partenariats.

Le succès de la trajectoire financière 2026 repose sur un grand nombre d'initiatives en cours de mise en œuvre au sein des différents métiers du Groupe BPCE. Bien que la plupart des ambitions du projet stratégique devrait être atteinte, d'autres pourraient ne pas l'être, du fait d'un changement du contexte économique et concurrentiel ou de modifications possibles de la réglementation comptable et/ou fiscale. Si le Groupe BPCE n'atteignait pas ses ambitions, la trajectoire financière 2026 pourrait en être affectée.

Le Groupe BPCE pourrait rencontrer des difficultés pour adapter, mettre en œuvre et intégrer sa politique dans le cadre d'acquisitions ou de joint-ventures.

Le Groupe BPCE peut envisager des opportunités d'acquisitions ou de joint-ventures, mais l'évaluation exhaustive de ces cibles n'est pas toujours possible. Des passifs non anticipés peuvent émerger et les résultats de la société acquise ou de la joint-venture peuvent décevoir, ou les synergies prévues ne pas être entièrement réalisées, avec des coûts plus élevés que prévu. L'intégration d'une nouvelle entité peut également s'avérer difficile, et l'échec d'une opération de croissance externe ou de son intégration peut peser sur la rentabilité du groupe et entraîner le départ de collaborateurs clés. Pour retenir les talents, le groupe pourrait être amené à proposer des avantages financiers, augmentant ainsi certains coûts et pesant sur la rentabilité. Dans le cadre de joint-ventures, le groupe s'expose à des risques supplémentaires liés à des systèmes, contrôles et personnes non directement sous son contrôle, susceptibles d'engager sa responsabilité, de générer des pertes ou d'affecter sa réputation. Des conflits ou désaccords avec les partenaires pourraient remettre en cause les avantages attendus de la joint-venture.

La concurrence intense, tant en France, son principal marché, qu'à l'international, est susceptible de peser sur les revenus nets et la rentabilité du Groupe BPCE.

Les principaux métiers du Groupe BPCE sont tous confrontés à une vive concurrence, que ce soit en France ou dans d'autres parties du monde où il exerce des activités importantes. La consolidation, du secteur financier que ce soit sous la forme de fusions et d'acquisitions ou d'alliances ou de coopération, renforce cette concurrence. Cette consolidation a créé un certain nombre d'entreprises, qui, à l'image du Groupe BPCE, ont la capacité d'offrir une large gamme de produits et de services, qui vont de l'assurance, aux prêts et à la gestion des dépôts en passant par le courtage, la banque d'investissement et la gestion d'actifs. Le Groupe BPCE est en concurrence avec d'autres entités sur la base d'un certain nombre de facteurs, incluant la bonne exécution des produits et services offerts, l'innovation, la réputation et le prix. Si le Groupe BPCE ne parvenait pas à maintenir sa compétitivité en France ou sur ses autres principaux marchés en proposant une gamme de produits et de services à la fois attractifs et rentables, il pourrait perdre des parts de marché dans certains métiers importants ou subir des pertes dans tout ou partie de ses activités.

Un ralentissement de l'économie mondiale ou des marchés clés peut intensifier la pression concurrentielle par des baisses de prix et une contraction des volumes. L'entrée de nouveaux entrants plus compétitifs, soumis à des cadres réglementaires différents ou plus souples, ou à d'autres exigences de ratios prudentiels pourrait augmenter la pression. Par ailleurs, les avancées technologiques et le développement du commerce électronique ont facilité l'accès à des solutions financières par des acteurs non traditionnels, offrant des services bancaires et financiers en ligne, y compris des services de titres. Ces nouveaux entrants pourraient exercer une pression à la baisse sur les prix ou gagner des parts de marché, si le Groupe BPCE n'adaptait pas rapidement sa stratégie et son offre.

La capacité du Groupe BPCE à attirer et retenir des salariés qualifiés est cruciale pour le succès de son activité et tout échec à ce titre pourrait affecter sa performance

Le Groupe BPCE dépend fortement de ses salariés, considérés comme sa principale ressource. La concurrence pour attirer et fidéliser des talents qualifiés est élevée dans le secteur des services financiers, et la performance du groupe dépend de sa capacité à recruter et à retenir ses collaborateurs. Les transformations technologiques, économiques et les exigences croissantes des clients imposent un effort soutenu d'accompagnement et de formation du personnel. À défaut, le groupe pourrait ne pas saisir certaines opportunités commerciales et voir sa performance se dégrader.

Au 31 décembre 2025, les effectifs s'établissaient à 105 786 collaborateurs.

Pour plus d'informations, se référer au chapitre 2.1 partie 3.1 du document d'enregistrement universel.

Risques assurance

Une détérioration de la situation de marché, notamment une fluctuation trop importante des taux (à la hausse comme à la baisse) et/ou une dégradation des spreads ou des marchés actions, ou un surenchérissement du coût de la réassurance pourraient avoir un impact défavorable significatif sur la situation financière et la solvabilité des compagnies d'Assurance Vie et Non Vie.

Le principal risque pesant sur les filiales d'assurance du groupe est le risque financier. Cette exposition résulte principalement des garanties en capital sur les fonds en euros et des plus ou moins-values latentes sur les investissements détenus. Le risque de taux est à la fois structurel et majeur en raison de la prédominance obligataire des actifs par rapport aux engagements. Une hausse des taux peut fragiliser la compétitivité des offres en euros et générer des flux de rachats et d'arbitrages sous une conjoncture défavorable, tandis qu'une baisse pourrait rendre insuffisant le rendement des fonds généraux pour couvrir les garanties en capital.

Par ailleurs, l'écartement des spreads et la faiblesse des marchés actions peuvent peser sur les résultats des activités d'assurance via la valorisation en juste valeur et les provisions pour dépréciation. L'augmentation de la sinistralité et les événements extrêmes (notamment climatiques) pourraient également entraîner une hausse des besoins de réassurance, réduisant la rentabilité globale des activités d'assurance.

Au 31 décembre 2025, le produit net bancaire des activités d'assurance du Groupe BPCE progresse de 12 % pour atteindre 959 millions d'euros, contre 858 millions en 2024.

Une inadéquation entre le niveau et le coût de la sinistralité anticipée par les assureurs d'une part, et les primes et provisions d'autre part, pourrait avoir un impact défavorable significatif sur les résultats et la situation financière des activités d'assurance dommages, prévoyance et caution.

Le risque de souscription résulte de l'écart éventuel entre les sinistres réellement survenus et les indemnités versées, et les hypothèses utilisées pour fixer les tarifs et déterminer les provisions techniques. Les assureurs s'appuient sur leur expérience et sur des données sectorielles pour estimer la sinistralité et les paramètres actuariels, afin de tarifier les produits et constituer les provisions. Cependant, des écarts par rapport à ces estimations, ou des événements imprévus comme des pandémies ou des catastrophes naturelles, peuvent entraîner des paiements supérieurs à ceux anticipés. L'évolution des risques climatiques est particulièrement suivie.

Si les montants d'indemnisation dépassent les hypothèses initiales ou si les hypothèses sous-jacentes évoluent, les passifs des compagnies pourraient être plus élevés que prévu, impactant négativement les résultats et la situation financière des filiales. À l'inverse, les actions menées ces dernières années — couverture financière, réassurance, diversification des activités et gestion des investissements — renforcent la résilience de la solvabilité des filiales d'assurance du Groupe BPCE.

Risques liés à la réglementation

Le Groupe BPCE est soumis à des nombreuses réglementations en France et dans plusieurs autres pays où il opère ; les mesures réglementaires et leur évolution sont susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur l'activité et sur les résultats du Groupe BPCE.

L'incertitude entourant l'évolution future des réglementations rend difficile l'anticipation de leurs effets, qui pourraient être défavorables. Face à de nouvelles exigences, le groupe pourrait être amené à réduire l'éventail de ses activités pour se conformer, et à augmenter les coûts de conformité, ce qui pourrait se traduire par une baisse des revenus et des bénéfices consolidés, voire par la cession ou la réduction de portefeuilles d'actifs.

Le paquet CRR III/CRD VI, publié le 19 juin 2024, renforce les cadres prudentiels dans l'UE et est en grande partie applicable au 1er janvier 2025, sauf pour les règles liées aux risques de marché, qui entreront en vigueur le 1er janvier 2027. Cette réforme pourrait accroître les exigences de capital et de liquidité, et impacter les coûts de financement du groupe.

En novembre 2025, le conseil de stabilité financière, en collaboration avec le comité de Bâle et les autorités nationales, a publié la liste 2025 des banques d'importance systémique mondiale (BISm). Le Groupe BPCE est classé BISm et figure aussi sur la liste des établissements d'importance systémique mondiale (EISm)

pour l'exercice 2025. Cette qualification renforce la perception de l'importance systémique du groupe et peut influencer les obligations prudentielles, les coûts et les exigences de supervision. BPCE est susceptible de devoir aider les entités qui font partie du mécanisme de solidarité financière si elles rencontrent des difficultés financières, y compris celles dans lesquelles BPCE ne détient aucun intérêt économique.

En tant qu'organe central du Groupe BPCE, BPCE garantit la liquidité et la solvabilité de chaque banque régionale (les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne), ainsi que des autres membres du groupe de sociétés affiliées. Le groupe de sociétés affiliées inclut les filiales de BPCE telles que Natixis, Crédit Foncier de France, Oney et Banque Palatine. Dans le cas du Groupe BPCE, l'ensemble des établissements affiliés à l'organe central du Groupe BPCE bénéficie d'un système de garantie et de solidarité qui a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L.512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité de l'ensemble des établissements affiliés et d'organiser la solidarité financière au sein du groupe.

Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité contraignant, avec une obligation de résultat de l'organe central, à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté, et/ou de l'ensemble des affiliés du groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs, ou tous les affiliés, de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Au 31 décembre 2025, les fonds réseau Banque Populaire et réseau Caisse d'Epargne sont constitués chacun de 450 millions d'euros. Le fonds de garantie mutuel est constitué de dépôts de 211 millions d'euros par réseau.

Les trois fonds de garantie créés pour couvrir les risques de liquidité et d'insolvabilité du Groupe BPCE sont décrits dans la note 1.2 « Mécanisme de garantie » des comptes consolidés du Groupe BPCE figurant dans le document d'enregistrement universel.

Les banques régionales sont dans l'obligation d'effectuer des contributions supplémentaires aux fonds de garantie sur leurs bénéfices futurs. Alors que les fonds de garantie représentent une source importante de ressources pour financer le mécanisme de solidarité, rien ne garantit qu'ils seront suffisants. Si les fonds de garantie se révèlent insuffisants, BPCE, en raison de ses missions d'organe central, devra faire tout le nécessaire pour rétablir la situation et aura l'obligation de combler le déficit en mettant en œuvre le mécanisme de solidarité interne qu'il a mis en place, en mobilisant ses propres ressources et pourra également recourir de façon illimitée aux ressources de plusieurs ou de tous ses affiliés.

En raison de cette obligation, si un membre du groupe venait à rencontrer des difficultés financières majeures, l'évènement sous-jacent à ces difficultés financières pourrait alors impacter de façon négative la situation financière de BPCE et celle des autres affiliés ainsi appelés en soutien au titre du principe légal de solidarité financière.

Les détenteurs de titres BPCE pourraient subir des pertes si BPCE et l'ensemble de ses affiliés devaient faire l'objet de procédures de liquidation ou de résolution.

Le règlement de l'UE sur le mécanisme de résolution unique no 806/214 et la directive de l'UE pour le redressement et la résolution des établissements de crédit no 2014/59 modifiée par la directive de l'UE no 2019/879 (la « BRRD »), telles que transposées dans le droit français au Livre VI du Code monétaire et financier, confèrent aux autorités de résolution le pouvoir de déprécier les titres de BPCE ou, dans le cas des titres de créance, de les convertir en fonds propres.

Les autorités de résolution peuvent déprécier ou convertir des instruments de fonds propres, tels que les créances subordonnées de catégorie 2 de BPCE, si l'établissement émetteur ou le groupe auquel il appartient fait défaut ou est susceptible de faire défaut (et qu'il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure puisse empêcher cette défaillance dans un délai raisonnable), devient non viable, ou requiert un soutien public exceptionnel (sous réserve de certaines exceptions). Elles doivent déprécier ou convertir des instruments de fonds propres additionnels avant d'ouvrir une procédure de résolution ou si y recourir est nécessaire pour préserver la viabilité d'un établissement. La dépréciation d'instruments de fonds propres doit s'effectuer par ordre de priorité, de sorte que les instruments de fonds propres de base de catégorie 1 sont dépréciés en premier, puis les instruments additionnels de catégorie 1 sont dépréciés suivis par les instruments de catégorie 2. La conversion d'instruments de fonds propres additionnels doit

s'effectuer par ordre de priorité, de sorte que les instruments additionnels de catégorie 1 sont convertis en premier, suivis par les instruments de catégorie 2. Si la dépréciation ou la conversion d'instruments de fonds propres ne suffit pas à restaurer la santé financière de l'établissement, le pouvoir de renflouement interne dont disposent les autorités de résolution peut s'appliquer à la dépréciation ou à la conversion d'engagements éligibles, tels que les titres non privilégiés et privilégiés de premier rang de BPCE.

Au 31 décembre 2025, le total des fonds propres de catégorie 1 s'élève à 76,3 milliards d'euros et les fonds propres prudentiels de catégorie 2 à 12,4 milliards d'euros. Les instruments de dette senior non préférée supérieure à un an et qui sont ainsi éligibles au TLAC et au MREL s'élèvent à 34 milliards d'euros à cette même date.

En raison de la solidarité légale, pleine et entière, et dans le cas extrême d'une procédure de liquidation ou de résolution, un ou plusieurs affiliés ne sauraient se retrouver en liquidation judiciaire, ou être concernés par des mesures de résolution au sens de la « BRRD », sans que l'ensemble des affiliés et BPCE le soit également. Conformément aux articles L. 613-29 et L613-55-5 du Code monétaire et financier, les procédures respectivement de liquidation judiciaire et les mesures de résolution sont dès lors mises en œuvre de façon coordonnée à l'égard de l'organe central et de l'ensemble de ses affiliés.

L'article L. 613-29 dispose par ailleurs qu'en cas de liquidation judiciaire portant ainsi nécessairement sur l'ensemble des affiliés, les créanciers externes, de même rang ou jouissant de droits identiques, de tous les affiliés seraient traités dans l'ordre de la hiérarchie des créanciers de manière égale, et ce, indifféremment de leur rattachement à une entité affiliée particulière. Cela a pour conséquence notamment que les détenteurs d'AT1, et autres titres de même rang, seraient plus affectés que les détenteurs de Tier 2, et autres titres de même rang, eux-mêmes plus affectés que les détenteurs de dettes externes seniors non préférées, eux-mêmes plus affectés que les détenteurs de dettes externes seniors préférées. De même, en cas de résolution, et conformément à l'article L. 613-55-5 du Code monétaire et financier, des taux de dépréciation et/ou de conversion identiques seraient appliqués aux dettes et créances d'un même rang, et ce, indifféremment de leur rattachement à une entité affiliée particulière dans l'ordre de la hiérarchie rappelée ci-dessus.

En raison du caractère systémique du Groupe BPCE et de l'appréciation actuellement portée par les autorités de résolution, des mesures de résolution seraient le cas échéant plus susceptibles d'être prises que l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire. Une procédure de résolution peut être initiée à l'encontre de BPCE et de l'ensemble des entités affiliées si (i) la défaillance de BPCE et de l'ensemble des entités affiliées est avérée ou prévisible, (ii) il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure puisse empêcher cette défaillance dans un délai raisonnable et (iii) une mesure de résolution est requise pour atteindre les objectifs de la résolution : (a) garantir la continuité des fonctions critiques, (b) éviter les effets négatifs importants sur la stabilité financière, (c) protéger les ressources de l'État par une réduction maximale du recours aux soutiens financiers publics exceptionnels et (d) protéger les fonds et actifs des clients, notamment ceux des déposants. Un établissement est considéré défaillant lorsqu'il ne respecte pas les conditions de son agrément, qu'il est dans l'incapacité de payer ses dettes ou autres engagements à leur échéance, qu'il sollicite un soutien financier public exceptionnel (sous réserve d'exceptions limitées) ou que la valeur de son passif est supérieure à celle de son actif.

Outre le pouvoir de renflouement interne, les autorités de résolution sont dotées de pouvoirs élargis afin de mettre en œuvre d'autres mesures de résolution eu égard aux établissements défaillants ou, dans certaines circonstances, à leurs groupes, pouvant inclure, entre autres : la vente intégrale ou partielle de l'activité de l'établissement à une tierce partie ou à un établissement-relais, la séparation des actifs, le remplacement ou la substitution de l'établissement en tant que débiteur des instruments de dette, les modifications des modalités des instruments de dette (y compris la modification de l'échéance et/ou du montant des intérêts payables et/ou la suspension provisoire des paiements), la suspension de l'admission à la négociation ou à la cote officielle des instruments financiers, le renvoi des dirigeants ou la nomination d'un administrateur provisoire (administrateur spécial) et l'émission de capital ou de fonds propres.

L'exercice des pouvoirs décrits ci-dessus par les autorités de résolution pourrait entraîner la dépréciation ou la conversion intégrale ou partielle des instruments de fonds propres et des créances émises par BPCE ou est susceptible d'affecter significativement les ressources dont dispose BPCE pour effectuer le paiement de tels instruments et par conséquent, les détenteurs de titres BPCE pourraient subir des pertes.

La législation fiscale et son application en France et dans les pays où le Groupe BPCE poursuit ses activités sont susceptibles d'avoir un impact défavorable sur les résultats du Groupe BPCE.

La législation fiscale et son application dans les pays où le Groupe BPCE opère, notamment Natixis, pourraient peser défavorablement sur les résultats du groupe. En tant que groupe bancaire multinational, BPCE est soumis à de nombreuses règles fiscales et structure son activité pour tirer valeur et synergies tout en veillant à la conformité des produits vendus et de leur traitement fiscal. Certaines positions et interprétations fiscales retenues par les entités du groupe reposent sur des avis de conseillers fiscaux et, le cas échéant, sur des interprétations des autorités compétentes. Il n'est pas exclu que des autorités fiscales remettent ces interprétations en cause, ce qui pourrait conduire à des redressements et à un impact négatif sur les résultats.

La loi de Finances française pour 2026 a été adoptée le 2 février 2026. La principale mesure pour les entreprises concerne la prorogation de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des très grandes entreprises. La contribution exceptionnelle instituée par la loi de finances pour 2025 concerne les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 1 milliard d'euros, est prorogée pour un exercice supplémentaire. Le taux de cette contribution exceptionnelle est maintenu, à savoir :

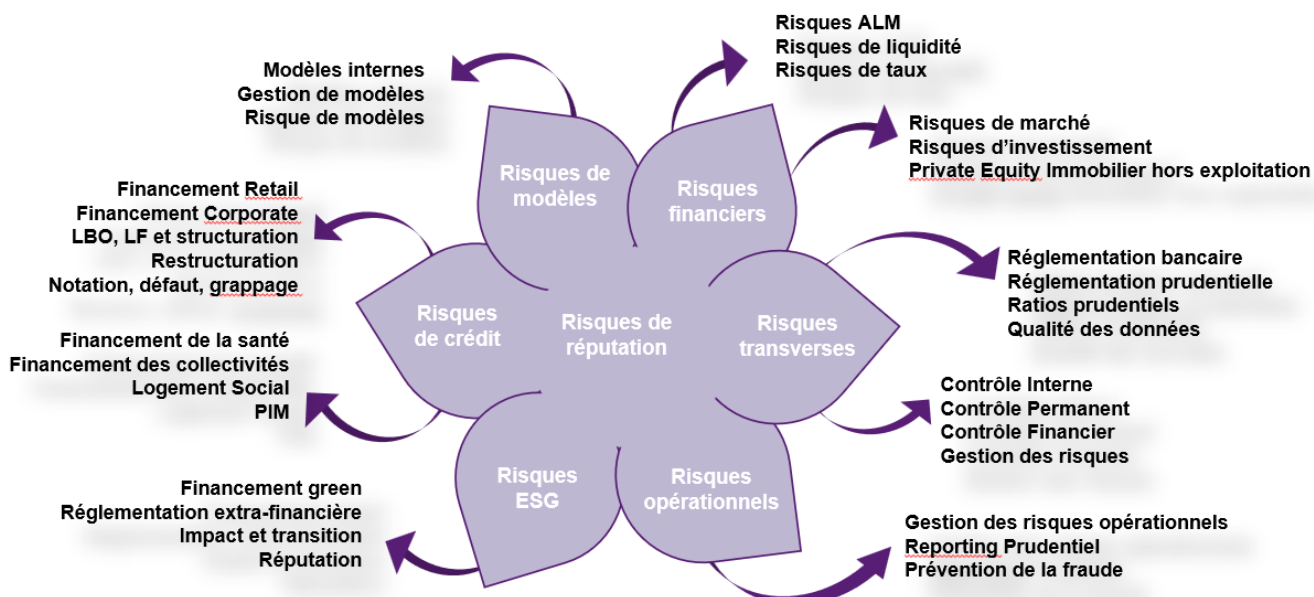
- 20,6 % lorsque le chiffre d'affaires de cet exercice ou de l'exercice précédent est supérieur ou égal à un milliard d'euros (porté à 1,5 milliard d'euros pour le second exercice d'application, soit 2026) et inférieur à trois milliards d'euros ;
 - 41,2 % lorsque le chiffre d'affaires de cet exercice ou de l'exercice précédent est supérieur ou égal à trois milliards d'euros ;
- soit un taux d'imposition effectif pour le Groupe BPCE de 29,9 %.

2.7.1.3.3. Culture risques

La gestion rigoureuse des risques est inscrite dans les principes de la Caisse d'Epargne Ile-de-France, qui a toujours placé au premier rang de ses priorités une culture de maîtrise et de contrôles des risques. Afin d'accompagner le développement de ses activités, dans le cadre de son appétit au risque, la Caisse d'Epargne Ile-de-France s'attache à promouvoir et renforcer la culture du risque et de la conformité à tous les niveaux.

■ Le dispositif de formation Groupe de la filière Risques

Tout d'abord, la formation et l'acculturation au risque constituent un des enjeux majeurs du développement de la culture risques. Tous les collaborateurs et managers sont concernés, quel que soit leur niveau, y compris les administrateurs. C'est pourquoi, la Direction des Risques Groupe a développé la Risk Academy, qui propose des modules de formations visant à accompagner le développement et le perfectionnement des compétences des collaborateurs de la filière Risques sur leurs différents métiers, ceci en complément des formations réglementaires obligatoires : contrôles permanents et risques transverses, risques de crédit, risques financiers (ALM, de marché), risques opérationnels, risques de modèles, risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), risque de réputation.



La **Risk Academy** met à disposition un ensemble de certifications (contrôle interne et contrôle permanent à Paris Dauphine) et formations dont les nouveautés 2025 sont les suivantes :

- Plusieurs formations ont été livrées concernant les risques ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) :
 - Module E-learning sur les Fondamentaux des Risques ESG : comprendre ce que sont les risques ESG, le lien entre les risques ESG et les risques traditionnels bancaires et connaître le contexte réglementaire et le dispositif de maîtrise des risques mis en place par BPCE pour encadrer les risques ESG.
 - Module E-learning sur les Fondamentaux de l'Impact : sensibiliser et mobiliser les collaborateurs aux enjeux ESG et comprendre les principaux cadres et concepts de références clés, montrer comment chaque métier et chaque entreprise du groupe est un acteur de la transition.
 - Classe virtuelle MÉTAMORPH'OSE sur l'analyse des enjeux ESG dans l'octroi de crédit Corporate pour les risques et engagements.
 - Le catalogue du Campus Impact a également été mis à disposition.
- Module E-learning Risque de réputation : identifier, définir, qualifier et gérer le risque de réputation et ses enjeux ;
- Formation Valorisation immobilière : pilote mis en place en juin co-réalisé avec BPCE LEASE ;
- Modules de formation à PASS'ALM mis à disposition par le GAP Groupe ;
- Tutoriel sur l'appétit au risque pour découvrir les fondamentaux de l'appétit au risque à travers une analyse détaillée des risques et de la gouvernance associée et comprendre l'articulation avec le RAF groupe ;
- A noter : le contenu du Certificat Contrôle interne et risques banque assurance de Paris Dauphine a été revu.

■ Le Kiosk

Le Kiosk est une base documentaire qui constitue le référentiel des filières Risques, Conformité, Contrôles permanent, Contrôle financier et Sécurité du Groupe BPCE et qui centralise la documentation normative et réglementaire. Le Kiosk contribue également à la culture risques.

De nouveaux sites métier ont été créés comme la Conduite et Ethique, Risques Participation Non Bancaire, les Contrôles Permanents Risques, la Veille réglementaire, la Formation, les dossiers du Comité Nouveaux Produits Nouvelles Activités Groupe, les risques ESG, la présentation de la DRG.

De nouveaux sharepoints ont été mis à disposition : Biblirisk pour la mise à disposition de la documentation Cyber risques et celui de la mission OSI CRE.

■ La mesure du niveau de culture Risques

- L'Eval' CultuRisques vise à évaluer le niveau de culture Risques des établissements du Groupe BPCE via un questionnaire s'appuyant sur les normes Groupe en lien avec les exigences réglementaires et les meilleures pratiques en termes de culture des risques, notamment décrites par l'EBA dans son texte internal governance.
- La réponse aux 100 questions via 8 thèmes permet un self-assessment et la mise en place de plans d'action.

■ Le dispositif d'accompagnement au sein de la Caisse d'Épargne Ile-de-France

D'une manière globale, la Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents de la Caisse d'Epargne Ile-de-France :

- est consultée dans la nomination des principaux managers du réseau Commercial ;
- participe à des journées d'animation des fonctions de gestion des risques et de vérification de la conformité, moments privilégiés d'échanges sur les problématiques risques, de présentation des travaux menés par les différentes fonctions, de formation et de partages de bonnes pratiques entre établissements qui se déclinent également par domaine dont les principaux sont : crédits, financiers, opérationnels, non-conformité associant tous les établissements du Groupe. Des groupes de travail dédiés viennent compléter ce dispositif ;
- enrichit son expertise réglementaire, notamment via la réception et la diffusion de documents réglementaires pédagogiques ;
- décline les organisations et dispositifs permettant la gestion des risques, la vérification de la conformité et la réalisation des contrôles permanents ;
- réalise et anime les formations risques et conformité dispensées dans les parcours nouveaux entrants et managers ;
- effectue des interventions régulières dans les différentes filières de l'établissement (fonctions commerciales, fonctions supports, ...) pour promouvoir la culture du risque et de la conformité ;
- est représentée par son Directeur des Risques et / ou de la Conformité à des audioconférences avec l'organe central ou des réunions régionales réunissant les Directeurs des Risques et de la Conformité des réseaux et des filiales du Groupe BPCE autour de sujets d'actualité ;
- forme les membres du Conseil de notre établissement aux risques, à la conformité et à la sécurité informatique ;
- contribue, via ses Dirigeants ou son Directeur des Risques et / ou de la Conformité, aux décisions prises dans les comités dédiés à la fonction de gestion des risques au niveau Groupe ;
- bénéficie, pour le compte de ses collaborateurs, d'un programme de formation annuel diffusé par BPCE et complété par des formations internes ;
- réalise la macro-cartographie des risques de l'établissement, évaluant ainsi son profil de risque et identifiant ses principaux risques prioritaires ;
- effectue le recensement des modèles internes propres à l'établissement dans le cadre du dispositif du Groupe dédié à la gestion du risque de modèle ;
- pilote la revue annuelle des indicateurs d'appétit au risque de l'établissement dans le cadre du dispositif mis en place par le Groupe ;
- évalue le niveau de risque et conformité du réseau commercial à travers une cartographie risques et conformité fixant les objectifs de l'année et impactant la part variable des collaborateurs ;
- met en œuvre les dispositifs prévus dans le cadre de la gestion des risques ESG et de réputation ;
- s'attache à la diffusion de la culture risque et conformité et à la mise en commun des meilleures pratiques avec les autres établissements du Groupe BPCE ;

2.7.1.4. Dispositif du groupe pour la gestion des risques

2.7.1.4.1. Profil de risque

L'appétit pour le risque du Groupe BPCE est défini par le niveau de risques que le Groupe accepte, dans un contexte donné, pour dégager un résultat récurrent et résilient en offrant le meilleur service à ses clients et en préservant sa solvabilité, sa liquidité et sa réputation.

Le dispositif s'articule autour :

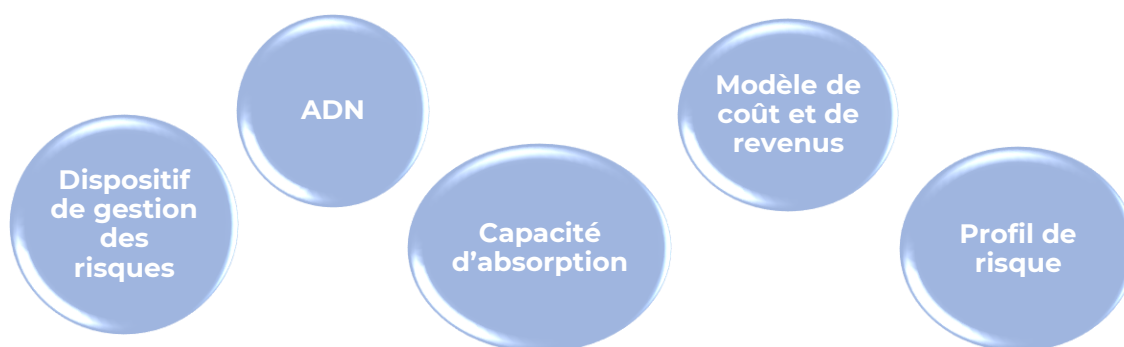
- de la définition du profil de risque du Groupe (ou Risk Appetit Statement) qui assure la cohérence entre l'ADN du Groupe, son modèle de coût et de revenus, son profil de risque et sa capacité d'absorption des pertes ainsi que son dispositif de gestion des risques ;

- d'indicateurs couvrant l'ensemble des risques majeurs auxquels le Groupe est exposé et complété de limites ou seuils déclenchant des actions et une gouvernance spécifique en cas de dépassement ;
- d'une gouvernance intégrée aux instances de gouvernance du Groupe pour sa constitution et revue ainsi qu'en cas de survenance d'un incident majeur ; ainsi qu'une déclinaison de l'ensemble des principes à chaque établissement concerné du Groupe ;
- d'une pleine insertion opérationnelle avec les dispositifs transverses de planification financière et commerciale en lien avec le plan stratégique.

Le dispositif d'appétit pour le risque du Groupe est à décliner par les affiliés maisons mères et les filiales significatives de BPCE en lien avec la liste des entités matérielles retenues et en approche consolidée (tête de groupe). A ce titre, la CEIDF décline un dispositif d'appétit aux risques au sein des filiales BBCEP, BT et BNC.

Le dispositif d'appétit pour le risque du Groupe a été formalisé en 2015, et est décliné dans l'ensemble des établissements du Groupe depuis 2016.

L'appétit au risque se définit selon 5 critères propres au Groupe BPCE :



Ces critères sont déclinés au niveau de chaque Etablissement du Groupe affilié maison mère, et au sein de chaque filiale principale de BPCE SA.

2.7.1.4.1.1. ADN respectif du Groupe et de l'Etablissement

Groupe coopératif décentralisé et solidaire, le Groupe BPCE organise son activité autour d'un capital logé majoritairement au niveau local, dans ses entités régionales, et d'un refinancement de marché centralisé. De par sa nature mutualiste, le groupe a pour objectif d'apporter le meilleur service à ses clients, tout en dégagant un résultat pérenne.

Le Groupe BPCE :

- est constitué d'entités légalement indépendantes, banques de plein exercice, ancrées au niveau local, détenant la propriété du groupe et de ses filiales. Au-delà de la gestion normale, en cas de crise, des mécanismes de solidarité entre les entités et le groupe assurent la circulation du capital et permettent d'éviter le défaut d'une entité ou de l'organe central ;
- est un groupe coopératif dans lequel les sociétaires, également clients cœurs de la banque, peuvent être amenés à des pertes à hauteur des parts sociales souscrites ;
- dispose d'un refinancement de marché centralisé, permettant ainsi son allocation aux entités à raison de leurs besoins liés à leur activité commerciale. La préservation de l'image du groupe auprès des investisseurs et de leur confiance est donc cruciale ;
- Est doté d'un organe central qui doit piloter, surveiller et contrôler les risques issus des métiers, des périmètres et des géographies.

Dans ce cadre :

- **La Caisse d'Epargne Ile de France est affiliée/maison mère du Groupe BPCE et intervient sur le territoire francilien principalement.**

Elle est indépendante et effectue son activité de banque de plein exercice dans le cadre du périmètre de consolidation intégrant 3 filiales : la BCP, la Banque de Tahiti et la Banque de Nouvelle Calédonie.

Au-delà de la gestion normale, en cas de crise, des mécanismes de solidarité entre les établissements du réseau (banque populaire ou caisse d'épargne) et entre réseaux et entités du Groupe assurent la circulation du capital et permettent d'éviter le défaut d'une entité ou de l'Organe Central.

- **La Caisse d'Epargne Ile de France est un établissement coopératif** dans lequel les sociétaires également clients cœurs de la banque, sont les détenteurs de parts sociales. Notre responsabilité et notre succès dépendent donc de notre capacité structurelle à **maintenir une réputation de Caisse responsable auprès de nos clients et sociétaires.**
- **La Caisse d'Epargne Ile de France est un établissement bancaire universel** c'est-à-dire effectuant des opérations de banque classiques et proposant des produits et services bancaires et d'assurance dédiés à des clientèles essentiellement de détail mais aussi à la clientèle hors retail (PME, professionnels de l'immobilier, logement social, secteur public et territorial et Economie Sociale).

À ce titre la Caisse d'Epargne Ile de France déploie l'ensemble du dispositif lié à la protection de la clientèle ou aux lois, règlements, arrêtés et bonnes pratiques qui s'appliquent aux banques françaises et/ou des territoires sur lesquels l'activité est exercée.

- Le refinancement de marché de la Caisse d'Epargne Ile de France est effectué de manière centralisée au niveau du Groupe, permettant ainsi une allocation à notre établissement à hauteur de son besoin lié à notre activité commerciale et à notre développement. La préservation de l'image du Groupe auprès des investisseurs et de leur confiance est donc cruciale, le Groupe étant parmi les plus gros émetteurs de dette au niveau européen. De ce fait, la qualité de la signature BPCE, la relation avec les investisseurs du Groupe et leur perception de notre profil de risque ainsi que notre notation sont des priorités.

De par notre nature mutualiste, nous avons pour objectif d'apporter le meilleur service à nos clients, dans la durée, tout en dégagant un résultat pérenne. Ainsi :

- La Caisse d'Epargne Ile de France se considère engagée auprès de ses sociétaires et des investisseurs du Groupe à dégager un résultat récurrent et résilient en offrant le meilleur service à ses clients ;
- Le Groupe se considère engagé à préserver en lien étroit avec la Caisse d'Epargne Ile de France la solvabilité, la liquidité et la réputation de chacun des établissements du Groupe dans son ensemble, mission dont l'Organe Central est en charge à travers un pilotage des risques consolidés, des politiques des risques et des outils communs.

2.7.1.4.1.2. Modèle d'affaires

Nous nous focalisons sur les risques structurants de notre modèle d'affaires de bancassureur en étant essentiellement une banque de détail en France, tout en intégrant d'autres métiers nécessaires à l'ensemble des clients sur lesquels nous intervenons.

Nous sommes fondamentalement un bancassureur, **disposant d'une forte composante de banque de détail sur notre territoire et présente sur des segments de clientèle et des marchés.** Afin d'étendre et d'offrir une palette complète de services à nos clients, nous développons notre activité de financement de l'économie, en particulier à destination des segments Retail (particuliers et professionnels) mais aussi sur l'ensemble des segments hors retail à savoir, le logement social, les PME, les professionnels de l'immobilier ainsi que les collectivités locales et l'économie sociale. Dans le cadre de la gestion extinctive du Crédit

Foncier, la CEIDF a intégré l'activité spécifique concernant les syndicats de copropriétés, financements qui sont réalisés sur l'ensemble de la France.

Certaines activités (notamment services financiers spécialisés, banque de grande clientèle, gestion d'actifs, assurance) sont logées au niveau du Groupe dans des filiales spécialisées, et interviennent, au profit de nos clients, pour trois raisons principales :

- Bénéficier d'un effet d'échelle ;
- Faciliter la maîtrise globale de ces activités et des risques associés ;
- Couvrir les activités dont le périmètre national ou international dépasse le périmètre de notre établissement régional.

Nous diversifions progressivement nos expositions, en développant certaines activités en ligne avec notre plan stratégique.

Nous accompagnons l'économie locale en collectant des ressources qui financent les projets de notre territoire.

Enfin, compte tenu du contexte d'évolution des taux dans lequel la Caisse d'Epargne Ile de France évolue d'une part, et de l'engagement de dégager un résultat résilient et récurrent d'autre part, notre établissement maintient un équilibre entre la recherche de rentabilité et les risques liés à ses activités.

2.7.1.4.1.3. Profil de risque

L'équilibre entre la recherche de rentabilité et le niveau de risque accepté se traduit dans le profil de risque de la Caisse et se décline dans les politiques de gestion des risques dans le respect des règles du Groupe.

La Caisse d'Epargne Ile de France assume des risques intrinsèquement liés à ses métiers de banque de détail et aux activités mises en œuvre

Du fait de notre modèle d'affaires, la **Caisse d'Epargne Ile de France** porte les principaux risques suivants :

RISQUE DE CREDIT ET DE CONTREPARTIE

Induit par notre activité prépondérante de crédit aux particuliers, aux professionnels et aux Corporates est encadré via des politiques de risques Groupe, reprises dans notre politique de risques, des limites de concentration par contrepartie, par pays et par secteur et un système délégataire adéquat complété de suivis des portefeuilles et d'un dispositif de surveillance.

RISQUE DE TAUX STRUCTUREL

Est notamment lié à notre activité d'intermédiation et de transformation en lien fort avec notre activité de crédits immobiliers à taux fixes et aux ressources réglementées. Il est encadré par des normes Groupe communes et des limites au niveau de la Caisse d'Epargne Ile-de-France.

RISQUES STRATEGIQUES, D'ACTIVITE ET D'ECOSYSTEME

Comprennent notamment le risque de capital (mesuré par les ratios de solvabilité et de levier), et les risques ESG, dont les risques climatiques, tant physique que de transition.

RISQUE DE LIQUIDITE

Est piloté au niveau du Groupe qui alloue à la Caisse d'Epargne Ile-de-France la liquidité complétant les ressources clientèle levées localement. L'Etablissement est responsable de la gestion de sa réserve de liquidité dans le cadre des règles Groupe.

RISQUES NON FINANCIERS

Sont encadrés par des normes qui couvrent les risques de non-conformité, de fraude, de sécurité des systèmes d'information, les risques de conduite (conduct risk), ainsi que d'autres risques opérationnels. Pour ce faire, il est mis en œuvre :

- un référentiel commun de collecte des données pour l'ensemble des établissements du Groupe et d'outils permettant la cartographie annuelle et la remontée des pertes et des incidents au fil de l'eau ;
- un suivi des risques majeurs et des risques à piloter retenus par notre établissement ;
- des plans d'actions sur des risques spécifiques et d'un suivi renforcé des risques naissants.

RISQUES DE MARCHE

Notamment sur le portefeuille d'investissement avec la prise de participations directe ou indirecte dans des entreprises clientes au titre du « private equity », ainsi que des portefeuilles d'investissement qui ne relèvent ni des activités commerciales de la banque, ni de ses besoins d'exploitation, ni de la réserve de liquidité, comme le portefeuille d'actifs immobiliers hors exploitation.

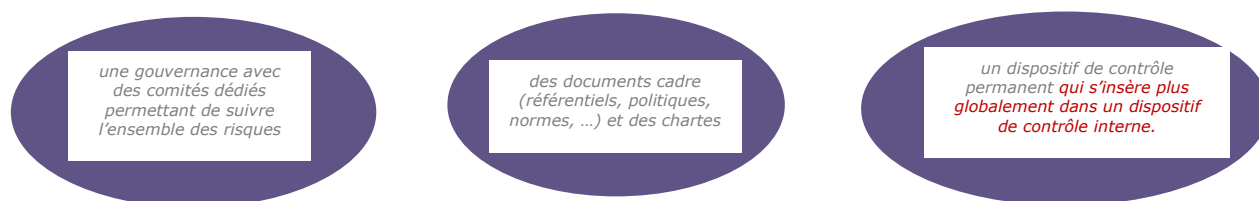
MISSION

Enfin, l'alignement des exigences de nos clients particuliers (porteurs de parts sociales constitutifs de nos fonds propres) et de nos investisseurs crédit impose une aversion très forte au risque de réputation.

Nous nous interdisons de nous engager sur des activités que nous ne maîtrisons pas ou de trading pour compte propre. Les activités aux profils de risque et rentabilité élevés sont strictement encadrées.

De par nos activités, nous avons vocation à fonctionner au plus haut niveau d'éthique, de conduite et selon les meilleurs standards d'exécution et de sécurité des opérations.

La gestion des risques est encadrée par :



2.7.1.4.1.4. Dispositif de gestion des risques

La mise en œuvre du dispositif Groupe de l'appétit pour le risque dans lequel s'insère notre Caisse, s'articule autour de cinq composantes essentielles :

- I. la définition de référentiels communs, notamment d'identification des risques et d'évaluation de leur matérialité (objet du présent document) ;
- II. l'existence d'un dispositif d'encadrement des prises de risques (politiques, plafonds, limites) en ligne avec celles définies par la réglementation, en lien avec l'activité de notre établissement et son plan stratégique et budgétaire ;
- III. la répartition des expertises et responsabilités entre local et central ;
- IV. la réalisation d'une macro-cartographie des risques en lien avec le référentiel interne des risques du Groupe BPCE ainsi qu'avec les indicateurs d'appétit au risque et le plan annuel de contrôle interne
- V. le fonctionnement de la gouvernance au sein du Groupe et des différentes entités, permettant une application efficace et résiliente du RAF :
 - Notre Caisse est responsable en premier niveau de la gestion de ses risques (crédit, liquidité, marché taux, non financiers) dans son périmètre et dispose, à ce titre, de responsable(s) de contrôles permanents dédié(s) (directeur des risques, directeur de la conformité ou directeur des risques et de la conformité) suivant le mode organisationnel retenu ;
 - Le Groupe décline la gestion des composantes de l'appétit au risque via un ensemble de normes et référentiels issus de chartes dédiées au contrôle interne qui sont déclinés dans notre Caisse ;

- Le Groupe définit un ensemble de politiques, plafonds, limites applicables aux différents risques qui sont déclinés dans notre Caisse ;
- Le dispositif de maîtrise des risques Groupe, dans son ensemble (chartes, documents cadre, référentiels, politiques, limites, encadrements, normes, ...) participe à la limitation du risque de conduite avec un code de conduite et d'éthique déployé dans les Etablissements du Groupe dès 2019 (date de déploiement à personnaliser par l'Etablissement).

La gouvernance de notre Caisse et celle du Groupe BPCE permettent de s'approprier la maîtrise du risque tant local que Groupe. Cette gouvernance permet d'aligner les intérêts entre les différentes parties à trois niveaux :

- nous sommes responsables de la maîtrise du risque de notre périmètre d'activités qui affecte la résilience de nos résultats en tant qu'actionnaire de BPCE, liés par un mécanisme de solidarité, il y a un alignement direct des intérêts de notre Caisse sur ceux du Groupe ;
- nous défendons et alignons les intérêts de nos sociétaires du fait de notre structure coopérative. Le dispositif d'appétit au risque de la Caisse est mis à jour régulièrement, a minima annuellement, permettant d'identifier les priorités et leur mise en œuvre.

2.7.1.4.2. Risques émergents

Le Groupe BPCE porte une attention particulière à l'anticipation et à la maîtrise des risques émergents compte tenu de l'évolution permanente de l'environnement. À ce titre, une analyse prospective identifiant les risques pouvant impacter le groupe à court terme est réalisée chaque semestre et présentée en comité des risques et de la conformité, puis en comité des risques du conseil. Cette analyse prospective est complétée par une étude élargie des risques émergents et d'importance croissante, recouvrant les risques naissants ou en fortes évolutions et dont l'impact pourrait être significatif à moyen ou long terme.

Depuis la précédente étude, le contexte macro-économique a évolué. **Bien que l'inflation semble en voie de stabilisation, des incertitudes subsistent**, en particulier en ce qui concerne la situation politique en France, les impacts des décisions politiques de l'administration américaine, et **l'accroissement global des risques géopolitiques** qui pourraient affecter la stabilité économique à court terme.

Le **risque de crédit, le risque cyber, et le risque de liquidité** sont toujours les trois principaux risques pesant sur les activités.

Concernant **le risque de crédit, le contexte demeure dégradé, le niveau de défaillance des entreprises se poursuivant**. Les perspectives pour les entreprises, notamment de petite taille, et pour le secteur de l'immobilier commercial demeurent peu favorables, tandis que la sinistralité des particuliers pourrait être accentuée par une remontée du chômage.

Le **risque cyber reste également significatif**. La poursuite de la digitalisation de l'économie et des services financiers s'accompagne d'une vigilance constante des banques face aux cyber risques. La sophistication des attaques et les éventuelles vulnérabilités des systèmes IT des banques sont deux enjeux majeurs pour le Groupe BPCE, en lien avec les attentes du régulateur.

Les **changements climatiques font partie intégrante de la politique de gestion des risques**, avec un dispositif de maîtrise des risques en cours de renforcement.

Enfin, face à un monde plus instable et conflictuel, **la vigilance des banques face aux risques géopolitiques s'accroît**, et s'accompagne également d'un renforcement des dispositifs de maîtrise des risques.

2.7.2. RISQUES DE CREDIT ET DE CONTREPARTIE

DEFINITION

Le risque de crédit est le risque encouru en cas de défaillance d'un débiteur ou d'une contrepartie, ou de débiteurs ou de contreparties considérés comme un même groupe de clients liés conformément à la

réglementation ; ce risque peut également se traduire par la perte de valeur de titres émis par la contrepartie défaillante.

Le risque de contrepartie se définit comme le risque que la contrepartie d'une opération fasse défaut avant le règlement définitif de l'ensemble des flux de trésorerie liés à l'opération.

La fonction de gestion des risques de crédit répond à des besoins de pilotage, de surveillance et de contrôle décrits ci-après :

Pilotage	Surveillance	Contrôle
<ul style="list-style-type: none"> Propose au Comité Exécutif des Risques un dispositif d'appétit au risque pour l'établissement, en assurant la mise en œuvre et le déploiement dans chaque entité significative de son périmètre ; Décline les politiques des risques de crédit du Groupe sur leur périmètre ; Met en œuvre les normes et méthodes permettant, sur base consolidée, la mesure des risques, l'approbation de la prise de risques, le contrôle et le reporting des risques, ainsi que la conformité aux textes réglementaires relatifs aux risques ; pilote le système d'information risques, en coordination étroite avec les directions informatiques, en définissant les normes à appliquer pour la mesure, le contrôle, le reporting et la maîtrise des risques ; Contribue à la diffusion de la culture du risque et de la conformité ainsi qu'et au partage des bonnes pratiques au sein de l'établissement ; Propose un système de schéma délégataire. 	<ul style="list-style-type: none"> réalise la macro-cartographie des risques en lien avec la politique globale des risques, l'appétit au risque et le plan annuel de contrôle permanent, faisant partie du dispositif de contrôle interne ; procède à une surveillance permanente des portefeuilles, et des activités, des limites et des éventuels dépassements, et du suivi de leurs résolutions, et ainsi qu'à la centralisation et au reporting prospectif des risques sur base consolidée ; Accompagne le Comité Exécutif des Risques dans l'identification des risques émergents, des concentrations et des développements divergents, ainsi que dans l'élaboration de la stratégie ou de la révision de l'appétit au risque ; S'assure de l'inscription en Watch List des clients sensibles ; Alerte les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance. 	<ul style="list-style-type: none"> Evalue et contrôlent le niveau du risque à l'échelle de l'établissement ; Assure le contrôle de la conformité des opérations et des procédures internes des entreprises de l'établissement aux normes légales, professionnelles ou internes applicables aux activités bancaires, financières et d'assurance ; Met en œuvre un dispositif de contrôle permanent de second niveau, sur les risques des établissements.

Le Comité Exécutif des Risques, en lien avec la définition de son appétit au risque, valide la politique de l'établissement en matière de risque de crédit en lien avec les politiques Groupe, statue sur les plafonds internes et les limites de crédit, valide le cadre délégataire de l'établissement, examine les expositions importantes et les résultats de la mesure des risques.

2.7.2.1. Dispositif de sélection des opérations

2.7.2.1.1. Modalités et périodicité de révision des limites fixées en matière de risque de crédit

L'ensemble des limites d'engagement est révisé par le comité exécutif des risques ou comité équivalent a minima une fois par an pour les contreparties concernées. En 2025, le comité exécutif des risques de mars 2025 a procédé à cet examen. Les limites ainsi révisées ont ensuite été présentées au Comité des Risques, et validées par le Conseil de Surveillance.

Les limites individuelles par contrepartie sont fixées par typologie de clients (corporate, Secteur Public, banques) et fonction de la note interne de crédit et tiennent compte des limites individuelles au niveau groupe lorsqu'elles existent.

2.7.2.1.2. Critères prédéfinis de sélection des opérations

Le dispositif d'encadrement et de sélectivité des opérations repose sur :

- Un dispositif de macro-cartographie des risques et d'appétit aux risques adossé,
- une politique de risque globale,
- des politiques de risques dédiées :
 - crédit à l'habitat
 - crédit à la consommation
 - banque privée
 - corporate, dont les opérations « leverage finance »
 - LBO
 - Professionnels de l'immobilier
 - d'un encadrement sectoriel
- d'un dispositif de limites internes revu annuellement
- de schémas délégataires encadrant le niveau de décision associé à chaque emploi au sein de l'établissement en fonction des typologies de clientèle, des notes Bâle II des contreparties, des garanties et in fine de l'analyse de risque et de la rentabilité des opérations.

Les politiques de risques Groupe sont transposées dans les politiques risques CEIDF et tiennent compte de ses spécificités organisationnelles et du marché francilien. Ces politiques risques ont été mises à jour en 2025, ainsi que les dispositifs sectoriels et interdictions.

Les normes de risques sont définies par marché (Particuliers, Professionnels, PME, autres marchés BDR) et précisent le cadre d'exercice des délégations. Elles visent à éviter les prises de risques anormales ou excessives.

Ces normes encadrent l'entrée en relation, l'octroi de crédits ou tout évènement sur engagement existant (renégociation de taux, de durée, modulation d'échéance, mainlevée de garantie totale ou partielle, dénonciation de concours, ...). Ces normes sont intégrées aux modalités d'application des espaces délégataires, et prennent en compte les exigences de complétude du DRC (Dossier Réglementaire Client) comme étant un préalable à toute ouverture de compte ou tout octroi de crédit. A l'identique, il ne peut être remis aucun instrument de paiement sans que le DRC soit complet.

2.7.2.1.3. Eléments d'analyse de la rentabilité prévisionnelle des opérations de crédit pris en compte lors des décisions d'engagement

La politique tarifaire de notre établissement est présentée lors du comité des conditions commerciales BDD (marchés des Particuliers et des Professionnels) et lors du comité des conditions commerciales BDR (marchés des Entreprises, des Professionnels de l'Immobilier, de l'Economie Sociale, du Logement Social et des Collectivités Locales).

Ces comités sont co-présidés par le membre du Directoire en charge du pôle Finances et, selon les marchés, concernés par le membre du directoire en charge du pôle BDD ou le membre du directoire en charge du pôle BDR. En cas d'absence, le membre du Directoire peut déléguer son pouvoir à un membre du comité exécutif. Les filières Développement et Finance (ALM et Contrôle de Gestion) préparent et participent à ce comité.

La Direction des Risques et de la Conformité est également membre de ce comité et y présente tous les ans, a minima, les niveaux de LGD/PD pour la prise en compte des paramètres bâlois dans les réflexions sur l'élaboration des taux à la clientèle. Cette présentation fait l'objet d'une formalisation dans le compte rendu.

La politique des risques respecte les principes énoncés dans le référentiel risques de crédit Groupe. La tarification s'applique à tout contrat et à toute population de risque homogène telle que représentée par la note client. Elle doit être adaptée en fonction de la qualité et de l'ensemble des opérations réalisées avec le client concerné.

Conformément à l'article 109 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne, la rentabilité des opérations de crédit est prise en compte lors de la décision d'octroi de crédits notamment ceux de la compétence du comité des engagements dont le dossier de chaque opération doit intégrer le calcul sur l'opération présentée et sur le PNB procuré par le client et la totalité de ses opérations. Notre établissement produit, a minima semestriellement, une analyse a posteriori de la rentabilité globale des opérations de crédit par classe d'actif.

2.7.2.2. Dispositif de mesure et de surveillance des risques de crédit et de contrepartie

2.7.2.2.1. Limites d'engagements fixées en matière de risque de crédit

Le dispositif des limites et plafonds internes s'applique au niveau du Groupe BPCE. Les établissements vérifient que leurs décisions se font dans le respect de ces limites et plafonds, qui s'appliquent à tous les établissements du Groupe, sans exception.

Ce dispositif est synthétisé ci-dessous.

PLAFONDS INTERNES GROUPE

Le Groupe BPCE s'est fixé des règles de division unitaire des risques plus exigeantes que les limites réglementaires et exprimées en fonction des fonds propres nets des entités et sur la base d'une exposition mesurée en risques nets, c'est-à-dire après prise en compte de la valeur des garanties reçues en couverture de ces risques :

- plafonds réglementaires (25% des fonds propres nets Tier 1) ;
- plafonds internes applicables par tous les établissements du Groupe et définis par BPCE : 10% des fonds propres Tier 1 de l'établissement pour toute nature d'expositions hors contreparties interbancaires et 15% sur les contreparties interbancaires ;
- plafonds internes établissement sur la classe d'actifs Corporate équivalent à une limite globale d'engagement inférieure au plafond interne défini par BPCE : maximum 6% des fonds propres Tier 1 établissement.

L'atteinte de cet objectif de division des risques peut passer également par un recours aux partages. Seul le partage de risque et la syndication entre plusieurs établissements permettent, dans certains cas, de concilier l'impératif de division des risques au niveau établissement avec le souhait de continuer à accompagner les clients dans le financement de leurs projets, lorsque leurs situations économique et financière le permettent.

LIMITES DE CONTREPARTIES GROUPE

Un dispositif de limites individuelles Groupe encadre les principales contreparties des classes d'actifs : Corporates, Banques, Secteur Public, Logement Social et Souverains. Les limites Groupe encadrant les principales contreparties individuelles sont mesurées en risques bruts (hors impact des garanties et collatéraux), afin de prendre en compte les éventuels risques d'exécution de ces garanties si elles devaient être activées.

Le périmètre des contreparties concernées par les limites individuelles est défini par une grille dépendant du type de contrepartie et sur un double critère de notation et d'expositions. Par exemple pour une notation interne équivalente à B+ ou inférieure, pour un Corporate le seuil d'exposition pour fixer une limite est de 70 M€. Les limites fixées sont revues sur une base annuelle, ou de manière ad-hoc en cas de besoin.

Dans certains cas, les limites peuvent conduire à caper l'exposition, voire à la geler (interdiction de renouveler les tombées liées aux amortissements ou aux remboursements) quand un encadrement plus contraignant est nécessaire.

Ces limites individuelles n'embarquent pas le risque lié à l'underwriting sur les opérations concernées. Le suivi des opérations underwritées concerne GFS, Palatine et Energéco, ces trois établissements adressant leur reporting périodique à la DRG pour suivi.

Ce dispositif permet, sur les principaux groupes de contrepartie clients, d'une part de contribuer à une saine division des risques, et d'autre part de définir l'appétence du Groupe en matière de risque de crédit.

La Caisse d'Épargne Ile-de-France dispose par ailleurs d'un dispositif de limite interne revu annuellement et validé par le Conseil de Surveillance. Ce dispositif intègre des limites individuelles par contrepartie fixées par marché et par classe de notation Bâle II et tiennent compte des limites individuelles Groupe lorsqu'elles existent. Ces limites individuelles sont complétées par une mesure du risque par marché se traduisant selon différentes forme, approche sectorielle, limite de concentration, etc.

2.7.2.2.2. Présentation des stress scenarii pour mesurer le risque encouru

Les stress scenarii sont définis et calculés par l'organe central, cf rapport annuel du Groupe.

DONNEES FINANCIERES	12/2022	12/2023	12/2024	12/2025
R.B.E	600	394	393	551
Coût du risque de l'établissement	-158	-133	-139	-160
Coût du risque / RBE de l'établissement	-26%	-34%	-35%	-29%

2.7.2.3. Mesure des risques et notations internes

2.7.2.3.1. Périmètre d'application des méthodes standard et IRB pour le Groupe

Segment de clientèle	Caisse d'Épargne Ile-de-France
Banques centrales et autres expositions souveraines	Standard
Administrations centrales	Standard
Secteur public et assimilé	Standard
Établissements financiers	Standard
Entreprises	IRBA / Standard
Clientèle de détail	IRBA / Standard

2.7.2.3.2. Utilisation des systèmes de notation pour le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de crédit

Le Groupe BPCE dispose, pour la mesure du risque de crédit, de systèmes complets qui permettent d'utiliser l'approche IRBF ou IRBA selon les réseaux et les segments de clientèle. Ce dispositif permet également d'apprécier la qualité de crédit de ses portefeuilles pour un meilleur pilotage des risques.

2.7.2.3.3. Modélisation du risque

Les modèles d'appréciation du risque de crédit et d'estimation des paramètres de crédit sont élaborés par les équipes de modélisation de la DRG (département « Pilotage et Modélisation ») et des autres entités du Groupe, notamment NATIXIS (unité « Credit and Non-financial Risks Modelling » au sein du département Enterprise Risk Management de la Direction des Risques), BPCE Financement, ou BPCE Lease. Ils s'appuient notamment sur des données historiques de défaut et de pertes constatées. L'accent est mis sur la valorisation de l'expertise métier, qui participe à la définition des données et événements nécessaires aux modèles de notation, en amont et tout au long des travaux statistiques de construction des modèles afin que les choix de variables explicatives soient statistiquement robustes et homogènes avec les pratiques d'analyse des dossiers permettant leur bonne insertion opérationnelle.

Les dispositifs internes de notation sont intégrés à l'ensemble des décisions prises par les établissements (schémas délégataires, octroi de crédit, fixation des limites) et plus généralement participent à la surveillance des risques où certains indicateurs (taux de défaut à 1 an par exemple sur certains portefeuilles) sont intégrés dans les tableaux de bord à destination des dirigeants et des organes de surveillance.

Ces modèles font l'objet de *backtesting*, au moins une fois par an. Ces contrôles ex-post permettent de s'assurer de l'exactitude et de la cohérence du ou des systèmes de notations internes, des procédés et des paramètres utilisés. Si des faiblesses sont identifiées, les modèles font l'objet d'ajustements.

La gouvernance interne des modèles est établie autour du développement, de la validation, du suivi et des décisions de l'évolution des modèles internes. La DRG intervient de manière indépendante sur l'ensemble du Groupe (Réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne, NATIXIS et ses filiales ainsi que le Crédit Foncier de France) pour la revue des performances des modèles traitant les risques de crédit, les risques de contrepartie, les risques de marché et les risques structurels de bilan.

Pour assurer cette mission de gouvernance, la DRG s'appuie sur une cartographie des différents modèles utilisés dans le Groupe et un dispositif de Model Risk Management applicable à tout modèle du Groupe (non limité au risque de crédit).

2.7.2.3.3.1. Notation de la Clientèle Retail

Le Groupe BPCE dispose pour la clientèle de détail de méthodes de notation interne homogènes et d'applicatifs de notation centralisés dédiés qui permettent d'apprécier la qualité de crédit de ses portefeuilles pour un meilleur pilotage des risques. Pour les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne, ils sont également utilisés pour le calcul des exigences en fonds propres selon l'approche méthode avancée.

La modélisation de la probabilité de défaut des contreparties de la clientèle de détail est effectuée par la direction des Risques principalement à partir du comportement bancaire des contreparties. Les modèles sont segmentés selon le type de clientèle et distinguent les particuliers des professionnels (avec ou sans bilan) et selon la détention produit. Les contreparties de chaque segment sont classées de façon automatique à l'aide de modèles statistiques (en général régression logistique) en classes de risques homogènes et statistiquement distinctes. Pour chacune de ces classes est estimée une probabilité de défaut à partir de l'observation des taux de défaut moyens sur une période aussi longue que possible de manière à obtenir une période représentative de la variabilité possible des taux de défaut observés. Ces estimations sont systématiquement ajustées par des marges de prudence pour couvrir les éventuelles incertitudes. À des fins de comparaisons, un rapprochement en termes de risque est réalisé entre les notes internes et les notes provenant des agences de notation.

La perte en cas de défaut (LGD) est une perte économique qui se mesure en prenant en compte tous les éléments inhérents à la transaction ainsi que les frais engagés pour le recouvrement. Les modèles d'estimation de la perte en cas de défaut (LGD) pour la clientèle de détail s'appliquent de façon spécifique à chaque réseau. Les valeurs de LGD sont estimées d'abord par produit et selon la présence ou non de sûretés. D'autres axes peuvent intervenir en second niveau lorsqu'ils permettent de distinguer statistiquement des niveaux de pertes. La méthode d'estimation utilisée repose sur l'observation de taux marginaux de recouvrement en fonction de l'ancienneté dans le défaut. Cette méthode présente l'avantage de pouvoir être directement utilisée pour l'estimation des taux LGD appliqués aux encours sains et des taux ELBE appliqués aux encours en défaut. Les estimations sont fondées sur les historiques internes de recouvrement pour les expositions tombées en défaut sur longue période. Deux marges de prudence sont ensuite systématiquement ajoutées, la première pour couvrir les incertitudes des estimations, la seconde pour pallier l'éventuel effet d'un ralentissement économique.

Pour l'estimation de l'EAD⁴, le Groupe BPCE applique deux modèles. Le premier d'entre eux porte sur l'estimation d'un facteur de conversion en équivalent crédit (FCEC) pour les expositions hors bilan. Ce modèle s'applique de façon automatique lorsque le hors bilan est considéré comme matériel (au-delà de seuils définis en fonction du type de produit). Le second porte sur l'estimation d'une augmentation forfaitaire du bilan pour les expositions hors bilan non matérielles.

⁴ A noter que la nouvelle réglementation CRR3 n'autorise l'application de CCF que sur les produits de type Revolving. La définition des Revolvings est actuellement restreinte aux Particuliers du Groupe et vise à être élargie en cours d'année prochaine.

2.7.2.3.3.2. Notation de la clientèle Corporate

Le Groupe BPCE dispose, pour la mesure des risques hors clientèle de détail, de systèmes complets qui permettent d'utiliser l'approche IRBF ou IRBA suivant les réseaux et les segments de clientèle. Ce dispositif permet également d'apprécier la qualité de crédit de ses portefeuilles pour un meilleur pilotage des risques.

Le système de notation consiste à attribuer une note à chaque contrepartie. Compte tenu de la structure mutualiste du groupe, l'unicité de la note est traitée par un système de référents qui ont la responsabilité de procéder à la notation du client pour le compte du groupe. La note attribuée à une contrepartie est généralement proposée par un modèle, puis elle est ajustée et validée par les experts de la filière risques suite à une analyse individuelle. Ce processus est appliqué à l'ensemble du portefeuille Hors-Retail, excepté les nouveaux modèles dédiés aux Petites Entreprises (PE), pour lesquels la notation est automatique (à l'instar du portefeuille Retail). Les modèles de notation de contreparties se structurent principalement en fonction de la nature de la contrepartie (entreprises, institutions financières, entités publiques, etc.) et de la taille de l'entreprise (mesurée par son chiffre d'affaires annuel). Lorsque les volumes de données le permettent (PE, ME, ETI, etc.), les modèles s'appuient sur des modélisations statistiques (méthodes de régression logistique) des défauts des clients auxquelles sont combinés des questionnaires qualitatifs.

À défaut, des grilles construites à dire d'experts sont utilisées. Celles-ci sont constituées d'éléments quantitatifs (ratios financiers, solvabilité, etc.) issus des données financières et d'éléments qualitatifs appréciant les dimensions économiques et stratégiques du client.

Les méthodologies de notation pour les portefeuilles à faible taux de défaut sont des méthodologies à dire d'expert ; des critères qualitatifs et quantitatifs (correspondant aux caractéristiques de la contrepartie à noter) permettent de lier la contrepartie à un score et à une note, elle-même reliée par la suite avec une PD. Cette PD repose pour son calibrage sur l'observation de données de défauts externes, mais aussi sur des données de notation internes. En effet, le faible nombre de défauts internes ne permet pas de quantifier une échelle de PD.

S'agissant du risque pays, le dispositif repose sur la notation des souverains et sur la définition, pour chaque pays, d'une note qui plafonne celle que peut se voir octroyer une contrepartie non souveraine. La construction de l'échelle de référence utilise l'historique de notation de Standard & Poor's afin d'assurer une comparabilité directe en termes de risques avec les agences de notation.

Pour les nouveaux modèles Petites Entreprises, Segment Haut, SCI, Associations, des échelles dédiées par modèle ont été définies pour les calculs réglementaires. Celles-ci sont reliées sur l'échelle de référence pour la gestion interne des risques. Pour les modèles statistiques, le calibrage des probabilités de défaut sur les échelles définies pour les calculs réglementaires s'appuie sur les mêmes principes que ceux exposés pour la clientèle de détail (notamment la représentativité de l'historique des taux de défaut, ainsi que l'estimation de marges d'incertitudes).

Les modèles de LGD (hors clientèle de détail) s'appliquent principalement par type de contreparties, types d'actifs et selon la présence, ou non, de sûretés. Des classes de risques homogènes, notamment en termes de recouvrement, procédures et types d'environnement, sont ainsi définies. Les estimations de pertes en cas de défaut sont évaluées sur base statistique lorsque le nombre de dossiers de défaut est suffisant (classe d'actif « entreprise » par exemple). Les historiques internes de recouvrement sur une période aussi longue que possible sont alors utilisés. Si le nombre de dossiers est insuffisant, des bases d'historiques et des benchmarks externes permettent de déterminer des taux à dire d'experts (pour les banques et les souverains par exemple). Enfin, certaines valeurs sont fondées sur des modèles stochastiques lorsqu'il existe un recours sur un actif. Le caractère downturn des taux de pertes en cas de défaut est vérifié et des marges de prudence sont ajoutées si nécessaire.

Pour l'estimation de l'EAD, le Groupe BPCE applique deux modèles pour les entreprises. Le premier d'entre eux porte sur l'estimation d'un facteur de conversion en équivalent crédit (FCEC) pour les expositions hors bilan. Ce modèle s'applique de façon automatique lorsque le hors bilan est considéré comme matériel (au-delà de seuils définis en fonction du type de produit). Le second porte sur l'estimation d'une augmentation forfaitaire du bilan pour les expositions hors bilan non matérielles.

2.7.2.4. Méthodes de provisionnement et dépréciations sous IFRS9

Les instruments de dette classés en actifs financiers au coût amorti ou en actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les engagements de financement et les contrats de garantie financière donnée qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur par résultat ainsi que les créances résultant de contrats de location et les créances commerciales font systématiquement l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour perte de crédit attendue (Expected Credit Losses ou ECL).

Les dépréciations sont constatées, pour les actifs financiers n'ayant pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, à partir d'historique de pertes observées mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. À chaque catégorie d'encours correspond une modalité spécifique d'évaluation du risque de crédit :

1. Statut 1 (stage 1 ou S1)	2. Statut 2 (stage 2 ou S2)	3. Statut 3 (stage 3 ou S3)
Encours sains pour lesquels il n'y a pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit correspond aux pertes de crédit attendues à un an.	Encours sains pour lesquels une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier, sont transférés dans cette catégorie. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité).	Encours dépréciés (ou impaired) au sens de la norme IFRS 9 pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de crédit avéré (par exemple non-remboursement d'un prêt à son échéance normale, procédure collective, impayés subis par le client, impossibilité de financer un investissement de renouvellement...) et qui intervient après la comptabilisation initiale de l'instrument concerné. Cette catégorie recouvre les créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit.

Une politique de provisionnement du S3 sur la clientèle entreprises du groupe est mise en œuvre. Elle décrit les fondements du calcul de la dépréciation des créances et la méthodologie de détermination de la dépréciation individuelle à dire d'expert. Elle définit également les notions (mesure du risque de crédit, principes comptables de dépréciation des créances clients en IFRS et en normes françaises) et les données devant être contenues dans un dossier douteux et dans un dossier contentieux, ainsi que les éléments indispensables à présenter dans une fiche de provisionnement.

Une politique de provisionnement corporate des expositions Groupe inférieures à 15 millions d'euros a été définie et déployée. Une politique de provisionnement a été également mise en place aux professionnels en 2024.

Dans la partie dédiée à la méthodologie de détermination de la dépréciation individuelle à dire d'expert, elle définit des approches de dépréciation *going concern*, *gone concern*, approche mixte.

Le Groupe BPCE applique le principe de contagion : l'application de ce principe se réalise notamment dans le cadre de l'identification des groupes de contreparties clients, au travers des liens de grappages dans ces groupes.

Une méthodologie concernant la pratique des *haircut* sur la valeur des garanties, afin de prendre les inévitables aléas, a été définie et mise en place.

DEPRECIATIONS SOUS IFRS 9

La dépréciation pour risque de crédit est égale aux pertes attendues à un an ou à terminaison selon le niveau de dégradation du risque de crédit depuis l'octroi (actif en Statut 1 ou en Statut 2). Un ensemble de critères qualitatifs et quantitatifs permettent d'évaluer cette dégradation du risque.

L'augmentation significative du risque de crédit s'apprécie sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale. Cette dégradation devra être constatée avant que la transaction ne soit dépréciée (Statut 3).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe a mis en œuvre un processus fondé sur des règles et des critères qui s'imposent à l'ensemble des entités du groupe :

- sur les portefeuilles de particuliers, professionnels et petites et moyennes entreprises, le critère quantitatif s'appuie sur la mesure de l'écart entre la notation de la contrepartie à l'octroi et sa notation à date de l'arrêté. Cet écart – ou dénotch (abaissement de note) – est mesuré sur une échelle-maître commune à l'ensemble de ces contreparties. Le nombre de dénotch avant dégradation en statut 2 est fonction de la note à l'octroi ;
- sur les portefeuilles de grandes entreprises, banques et financements spécialisés, il s'appuie sur la variation de la notation depuis l'octroi ;
- ces critères quantitatifs s'accompagnent d'un ensemble de critères qualitatifs, dont la présence d'impayés de plus de 30 jours, le classement du contrat en note sensible, l'identification d'une situation de *forbearance* ou l'inscription du dossier en *watchlist* ;
- les expositions notées par le moteur dédié aux grandes entreprises, banques et financements spécialisés sont également dégradées en statut 2 en fonction du rating sectoriel et du niveau de risque pays.

Les actifs financiers pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de contrepartie et qui intervient après leur comptabilisation initiale seront considérés comme dépréciés et relèveront du Statut 3. Les critères d'identification des actifs dépréciés sont similaires à ceux prévalant selon IAS 39 et sont alignés sur celui du défaut. Le traitement des restructurations pour difficultés financières reste analogue à celui prévalant selon IAS 39.

Les pertes de crédit attendues des instruments financiers en statut 1 ou en statut 2 sont évaluées comme le produit de plusieurs paramètres :	<ul style="list-style-type: none"> • flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation – ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat, de son taux d'intérêt effectif et du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ; • taux de perte en cas de défaut (LGD- loss given default) ; • probabilités de défaut (PD), sur l'année à venir dans le cas des instruments financiers en statut 1, jusqu'à la maturité du contrat dans le cas des instruments financiers en statut 2.
<p>Pour définir ces paramètres, le groupe s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants, notamment sur les modèles internes développés dans le cadre du calcul des exigences réglementaires en fonds propres et sur les modèles de projections utilisés dans le dispositif de stress tests. Des ajustements spécifiques sont réalisés pour se mettre en conformité avec les spécificités de la norme IFRS 9.</p>	
Les paramètres IFRS 9 :	<ul style="list-style-type: none"> • visent ainsi à estimer de façon juste les pertes de crédit attendues dans un cadre de provisionnement comptable, tandis que les paramètres prudentiels sont dimensionnés de façon prudente dans un cadre réglementaire. Plusieurs marges de prudence appliquées sur les paramètres prudentiels sont en conséquence retraitées ; • doivent permettre d'estimer les pertes de crédit attendues jusqu'à la maturité du contrat, tandis que les paramètres prudentiels sont définis afin d'estimer les pertes attendues sur un horizon d'un an. Les paramètres à un an sont donc projetés sur des horizons longs ; • doivent tenir compte de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (forward-looking), tandis que les paramètres prudentiels correspondent à des estimations moyenne de cycle (pour la PD) ou bas de cycle (pour la LGD et les flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier). Les paramètres prudentiels de PD et de LGD sont donc également ajustés selon ces anticipations sur la conjoncture économique.

L'ajustement des paramètres à la conjoncture économique se fait *via* la définition de trois scénarios économiques définis sur un horizon de trois ans. Les variables définies dans chacun de ces scénarios permettent la déformation des paramètres de PD et de LGD et le calcul d'une perte de crédit attendue pour chacun des scénarios économiques. La projection des paramètres sur les horizons supérieurs à trois ans se fait sur le principe d'un retour progressif à leur moyenne long terme. Les modèles utilisés pour déformer les paramètres de PD et de LGD s'appuient sur ceux développés dans le dispositif de stress tests dans un objectif de cohérence. Les modèles de calcul des différents paramètres servant au calcul des provisions (PD, LGD, segmentation, etc.) sont régulièrement mis à jour pour qu'ils conservent leur précision, qu'ils répondent aux attentes du régulateur et de manière plus générale pour améliorer leur pertinence.

Les scénarios économiques sont associés à des probabilités d'occurrence, permettant *in fine* le calcul d'une perte moyenne probable utilisée comme montant de dépréciation IFRS 9.

La définition de ces scénarios suit la même organisation et gouvernance que celle définie pour le processus budgétaire, avec une revue annuelle sur la base de propositions de la recherche économique. À des fins de cohérence avec le scénario budgétaire, le scénario central correspond au scénario budgétaire. Deux variantes – une vision optimiste du scénario et une vision pessimiste – sont également définies autour de ce scénario. Les probabilités d'occurrence des scénarios sont quant à elles revues trimestriellement par le comité *watchlist* et provisions du groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions notées, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou qu'elles soient traitées en standard pour le calcul des actifs pondérés

en risques. Dans le cas d'expositions non notées, des règles par défaut prudentes s'appliquent (enjeux peu significatifs pour le groupe).

Le dispositif de validation des paramètres IFRS 9 s'intègre pleinement dans le dispositif de validation des modèles déjà en vigueur au sein du groupe. La validation des paramètres suit ainsi un processus de revue par une cellule indépendante de validation interne des modèles, puis la revue de ces travaux est présentée en Risk Models Oversight Committee (comité de validation des modèles de risque). Enfin, un suivi trimestriel des préconisations est réalisé en comité modèle Groupe.

APPRECIATION DE LA QUALITE DES ENCOURS ET POLITIQUE DE DEPRECIATION

GOUVERNANCE DU DISPOSITIF

D'un point de vue réglementaire, l'article 118 de l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, relatif au contrôle interne précise que « les entreprises assujetties doivent procéder, à tout le moins trimestriellement, à l'analyse de l'évolution de la qualité de leurs engagements ». Cet examen doit notamment permettre de déterminer, pour les opérations dont l'importance est significative, les reclassements éventuellement nécessaires au sein des catégories internes d'appréciation du niveau de risque de crédit, ainsi que, en tant que de besoin, les affectations dans les rubriques comptables de créances douteuses et les niveaux appropriés de provisionnement.

La mise en WatchList (WL) au sein du Groupe BPCE, que ce soit au niveau WL locale ou WL seuil DRG, consiste à exercer une surveillance renforcée (WL sain) ou à prendre des décisions de provisionnement sur certaines contreparties (WL défaut).

Les provisions statistiques sur encours sains, calculées au niveau Groupe pour les réseaux selon les exigences de la norme IFRS 9, sont évaluées selon une méthodologie validée par la comitologie modèle du Groupe (revue par une direction indépendante et validée en comité modèles risk management et en comité normes et méthodes RCCP). Ces provisions intègrent des scénarios d'évolution de la conjoncture économique déterminés annuellement par la recherche économique du Groupe, associés à des probabilités d'occurrence revues trimestriellement par le comité WatchList et provisions Groupe.

Le provisionnement affecté est calculé en prenant en compte la valeur actuelle des garanties dans une approche prudente.

Toute exposition en défaut qui ne serait pas provisionnée doit faire l'objet d'une justification renforcée pour expliquer l'absence de provisionnement.

COMPENSATION D'OPERATIONS AU BILAN ET HORS BILAN

Le Groupe BPCE n'est pas amené à pratiquer, pour des opérations de crédit, d'opérations de compensation au bilan et au hors bilan.

METHODES DE PROVISIONNEMENT ET DEPRECIATIONS SOUS IFRS 9

Durant l'année 2023, le Groupe BPCE a continué à déployer une politique de provisionnement IFRS 9 prudente, dans un contexte économique incertain en raison de la hausse des taux et de la situation géopolitique.

METHODES DE PROVISIONNEMENT

Les instruments de dette classés en actifs financiers au coût amorti ou en actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les engagements de financement et les contrats de garantie financière donnée qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur par résultat ainsi que les créances résultant de contrats de location et les créances commerciales font systématiquement l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour perte de crédit attendue (Expected Credit Losses ou ECL).

Les dépréciations sont constatées, pour les actifs financiers n'ayant pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, à partir d'historique de pertes observées mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. À chaque catégorie d'encours correspond une modalité spécifique d'évaluation du risque de crédit :

1. Statut 1 (stage 1 ou S1)	2. Statut 2 (stage 2 ou S2)	3. Statut 3 (stage 3 ou S3)
Encours sains pour lesquels il n'y a pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit correspond aux pertes de crédit attendues à un an	encours sains pour lesquels une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier, sont transférés dans cette catégorie. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) ;	Encours dépréciés (ou impaired) au sens de la norme IFRS 9 pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de crédit avéré (par exemple non-remboursement d'un prêt à son échéance normale, procédure collective, impayés subis par le client, impossibilité de financer un investissement de renouvellement...) et qui intervient après la comptabilisation initiale de l'instrument concerné. Cette catégorie recouvre les créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit.

Une politique de provisionnement S3 Groupe dédiée au segment Corporate est mise en œuvre. Elle décrit les fondements du calcul de la dépréciation des créances et définit la méthodologie de dépréciation individuelle à dire d'expert. Elle précise également les notions de mesure du risque de crédit ainsi que les principes comptables de dépréciation des créances clients en IFRS et en normes françaises. Elle détaille les données devant être présentes dans un dossier douteux et dans un dossier contentieux et intégrées dans une fiche de provisionnement.

Une politique de provisionnement S3 Groupe dédiée au segment Retail Professionnel a été mise en place en 2024.

Dans la partie dédiée à la méthodologie de détermination de la dépréciation individuelle à dire d'expert, elle définit des approches de dépréciation *going concern*, *gone concern*, approche mixte.

Le Groupe BPCE applique le principe de contagion : l'application de ce principe se réalise notamment dans le cadre de l'identification des groupes de contreparties clients, au travers des liens de grappages dans ces groupes.

DEPRECIATIONS SOUS IFRS 9

La dépréciation pour risque de crédit est égale aux pertes attendues à un an ou à terminaison selon le niveau de dégradation du risque de crédit depuis l'octroi (actif en Statut 1 ou en Statut 2). Un ensemble de critères qualitatifs et quantitatifs permettent d'évaluer cette dégradation du risque.

L'augmentation significative du risque de crédit s'apprécie sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale. Cette dégradation devra être constatée avant que la transaction ne soit dépréciée (Statut 3).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe a mis en œuvre un processus fondé sur des règles et des critères qui s'imposent à l'ensemble des entités du Groupe :

- sur les portefeuilles de particuliers, professionnels et petites et moyennes entreprises, le critère quantitatif s'appuie sur la mesure de l'écart entre la notation de la contrepartie à l'octroi et sa notation à la date de l'arrêté. Cet écart – ou dénotch – est mesuré sur une échelle-maître commune à l'ensemble de ces contreparties. Le nombre de dénotch avant dégradation en statut 2 est fonction de la note à l'octroi ;
- ces critères quantitatifs s'accompagnent d'un ensemble de critères qualitatifs, dont la présence d'impayés de plus de 30 jours, le classement du contrat en note sensible, l'identification d'une situation de forbearance l'origine du contrat en défaut ou l'inscription du dossier en watch list ;
- les expositions notées par le moteur dédié aux grandes entreprises, banques et financements spécialisés sont également dégradées en statut 2 en fonction du niveau de risque pays.

Les actifs financiers pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de contrepartie et qui intervient après leur comptabilisation initiale seront considérés comme dépréciés et relèveront du Statut 3. Les critères d'identification des actifs dépréciés sont similaires à ceux prévalant selon IAS 39 et sont alignés sur celui du défaut. Le traitement des restructurations pour difficultés financières reste analogue à celui prévalant selon IAS 39.

Les pertes de crédit attendues des instruments financiers en statut 1 ou en statut 2 sont évaluées comme le produit de plusieurs paramètres :

- flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation – ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat, de son taux d'intérêt effectif et du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;
- taux de perte en cas de défaut (LGD, *Loss Given Default*) ;
- probabilités de défaut (PD), sur l'année à venir dans le cas des instruments financiers en statut 1, jusqu'à la maturité du contrat dans le cas des instruments financiers en statut 2.

Pour définir ces paramètres, le Groupe s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants, notamment sur les modèles internes développés dans le cadre du calcul des exigences réglementaires en fonds propres et sur les modèles de projections utilisés dans le dispositif de stress tests. Des ajustements spécifiques sont réalisés pour se mettre en conformité avec les spécificités de la norme IFRS 9.

Les paramètres IFRS 9 :

- visent ainsi à estimer de façon juste les pertes de crédit attendues dans un cadre de provisionnement comptable, tandis que les paramètres prudentiels sont dimensionnés de façon prudente dans un cadre réglementaire. Plusieurs marges de prudence appliquées sur les paramètres prudentiels sont en conséquence retraitées ;
- doivent permettre d'estimer les pertes de crédit attendues jusqu'à la maturité du contrat, tandis que les paramètres prudentiels sont définis afin d'estimer les pertes attendues sur un horizon d'un an. Les paramètres à un an sont donc projetés sur des horizons longs ;
- doivent tenir compte de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (*forward-looking*), tandis que les paramètres prudentiels correspondent à des estimations moyenne de cycle (pour la PD) ou bas de cycle (pour la LGD et les flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier). Les paramètres prudentiels de PD et de LGD sont donc également ajustés selon ces anticipations sur la conjoncture économique.

L'ajustement des paramètres à la conjoncture économique se fait via la définition de trois scénarios économiques définis sur un horizon de trois ans. Les variables définies dans chacun de ces scénarios permettent la déformation des paramètres de PD et de LGD et le calcul d'une perte de crédit attendue pour chacun des scénarios économiques. La projection des paramètres sur les horizons supérieurs à trois ans se fait sur le principe d'un retour progressif à leur moyenne long-terme. Les modèles utilisés pour déformer les paramètres de PD et de LGD s'appuient sur ceux développés dans le dispositif de stress tests dans un objectif de cohérence. Ces scénarios économiques sont associés à des probabilités d'occurrence, permettant in fine le calcul d'une perte moyenne probable utilisée comme montant de dépréciation IFRS 9.

La définition de ces scénarios suit la même organisation et gouvernance que celle définie pour le processus budgétaire, avec une revue annuelle sur la base de propositions de la recherche économique. À des fins de cohérence avec le scénario budgétaire, le scénario central correspond au scénario budgétaire. Deux variantes – une vision optimiste du scénario et une vision pessimiste – sont également définies autour de ce scénario. Les probabilités d'occurrence des scénarios sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité WatchList et Provisions du Groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions notées, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou qu'elles soient traitées en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques. Dans le cas d'expositions non notées, des règles par défaut prudentes s'appliquent (enjeux peu significatifs pour le Groupe).

Le dispositif de validation des paramètres IFRS 9 s'intègre pleinement dans le dispositif de validation des modèles déjà en vigueur au sein du Groupe. La validation des paramètres suit ainsi un processus de revue par une cellule indépendante de validation interne des modèles, la revue de ces travaux en Comité modèle Groupe et un suivi des préconisations émises par la cellule de validation.

En millions d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Encours bruts de crédit clientèle et établissements de crédit	101 876	102 773
Dont encours S1/S2	99 689	100 996
Dont encours S3	2 187	1 777
Taux encours douteux / encours bruts	2,15%	1,73%
Total dépréciations constituées S3	706	584
Dépréciations constituées / encours douteux	32,3%	32,8%

FORBEARANCE, PERFORMING ET NON PERFORMING EXPOSURES

La classification d'expositions en forbearance résulte de la combinaison d'une 'concession' et de 'difficultés financières' (probables ou avérées). Elle peut concerner des contrats sains ("performing") ou défaut ("non performing"). Ces restructurations de crédit ("Forbearance") visent à permettre au débiteur de faire face à des difficultés financières et d'honorer *in-fine* ses engagements. La forbearance ne s'applique qu'à l'exposition concernée, c'est-à-dire qu'au contrat 'Forborne'. Il n'y a pas de contagion de ce statut aux autres expositions d'un même débiteur.

Une situation de restructuration forcée, une situation de procédure de surendettement ou toute situation de défaut au sens de la norme Groupe impliquent la qualification en "forbearance / non performing"

Pour le segment hors Retail, l'appréciation de ces mesures s'appuie sur un guide de qualification à dire d'expert de forbearance 'a priori', notamment sur l'analyse et l'évaluation des difficultés financières de la contrepartie.

REPARTITION DES EXPOSITIONS BRUTES PAR CATEGORIES (RISQUES DE CREDIT DONT RISQUES DE CONTREPARTIE)

K€	Expositions 31/12/2025			RWA 31/12/2025			Pondération moyenne
	STD	IRB	TOTAL	STD	IRB	Total	
Administrations centrales ou banques centrales	13 817	-	13 817	552	-	552	4%
Banques multilatérales de développement	198	-	198	-	-	-	0%
Administrations régionales ou locales	4 704	-	4 704	232	-	232	5%
Etablissements	13 595	705	14 300	21	129	150	1%
Entités du secteur public	2 664	-	2 664	492	-	492	18%
Entreprises	15 301	6 005	21 305	7 804	2 938	10 743	50%
Clientèle de détail	940	54 733	55 673	543	7 821	8 363	15%
Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	4 745	-	4 745	1 935	-	1 935	41%
Expositions en défaut	917	-	917	464	-	464	51%
Acquisition, Développement et Construction	788	-	788	778	-	778	99%
Actions ou autres	2 337	32	2 369	3 208	106	3 314	140%
Total	60 006	61 474	121 480	16 031	10 994	27 025	22%
Total	49%	51%		59%	41%		

K€	Expositions 31/12/2025	Expositions 31/12/2024	RWA Bâle 4 31/12/2025	RWA Bâle 3 31/12/2024
Administrations centrales ou banques centrales	13 817	13 467	552	557
Banques multilatérales de développement	198	219	-	-
Administrations régionales ou locales	4 704	4 811	232	210
Etablissements	14 300	15 610	150	113
Entités du secteur public	2 664	3 484	492	777
Entreprises	21 305	20 498	10 743	10 807
Clientèle de détail	55 673	54 784	8 363	8 567
Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	4 745	4 893	1 935	1 700
Expositions en défaut	917	645	464	306
Acquisition, Développement et Construction / Expositions présentant un risque élevé	788	721	778	946
Actions ou autres	2 369	1 030	3 314	3 422
Total	121 480	120 162	27 025	27 406

QUALITE DES EXPOSITION (EU CQ1)

		31/12/2025							
		Valeur comptable brute / Montant nominal des expositions faisant l'objet de mesures de renégociation				Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions renégociées	
		Renégociées performantes	Renégociées non performantes			Sur des expositions renégociées performantes	Sur des expositions renégociées non performantes		dont sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions non performantes faisant l'objet de mesures de renégociation
	Dont en défaut		Dont dépréciées						
En millions d'euros									
005	Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
010	Prêts et avances	252	653	653	653	(13)	(184)	461	305
020	Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0
030	Administrations publiques	0	12	12	12	0	(3)	2	2
040	Établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
050	Autres Entreprises Financières	0	2	2	2	0	(1)	0	0
060	Entreprises Non Financières	126	280	280	280	(7)	(101)	182	106
070	Ménages	126	360	360	360	(6)	(81)	278	197
080	Titres de créance	0	0	0	0	0	0	0	0
090	Engagements de prêt donnés	4	6	6	6	(0)	(0)	2	2
100	Total	256	659	659	659	(14)	(184)	463	307

EXPOSITIONS PERFORMANTES ET NON PERFORMANTES ET PROVISIONS CORRESPONDANTES (EU CR1)

En millions d'euros		31/12/2025														Sorties partielles du bilan cumulées	Sûretés et garanties financières reçues	
		Valeur comptable brute / Montant nominal						Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions										
		Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes – dépréciation cumulées et provisions			Expositions non performantes – Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions							
			Dont étape 1	Dont étape 2		Dont étape 2	Dont étape 3		Dont étape 1	Dont étape 2		Dont étape 2	Dont étape 3					
005	Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	1 872	1 826	46	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0		
010	Prêts et avances	98 564	88 032	10 353	2 188	0	2 168	(436)	(111)	(326)	(706)	(0)	(703)		56 047	1 031		
020	Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0		
030	Administrations publiques	16 393	15 760	595	19	0	19	(2)	(1)	(1)	(8)	0	(8)		333	2		
040	Établissements de crédit	11 577	11 485	0	0	0	0	(0)	(0)	(0)	(0)	0	0		0	0		
050	Autres Entreprises Financières	556	529	27	30	0	30	(12)	(11)	(0)	(19)	0	(19)		67	8		
060	Entreprises Non Financières	21 345	16 992	4 308	1 325	0	1 308	(272)	(54)	(218)	(473)	(0)	(470)		11 698	560		
070	Dont PME	11 316	8 753	2 557	716	0	708	(197)	(37)	(160)	(267)	(0)	(266)		8 265	306		
080	Ménages	48 693	43 266	5 423	814	0	811	(150)	(44)	(106)	(206)	(0)	(206)		43 949	461		
090	Titres de créance	5 490	5 237	41	0	0	0	(1)	(0)	(1)	0	0	0		0	0		
100	Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0		
110	Administrations publiques	3 087	3 087	0	0	0	0	(0)	(0)	0	(0)	0	0		0	0		
120	Établissements de crédit	1 545	1 545	0	0	0	0	(0)	(0)	0	0	0	0		0	0		
130	Autres Entreprises Financières	344	103	29	0	0	0	(0)	(0)	(0)	0	0	0		0	0		
140	Entreprises Non Financières	513	501	12	0	0	0	(1)	(0)	(0)	0	0	0		0	0		
150	Expositions Hors Bilan	10 602	9 249	1 352	92	0	91	(25)	(11)	(14)	(29)	(0)	(29)		1 806	11		
160	Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0		
170	Administrations publiques	847	823	24	0	0	0	(0)	(0)	(0)	0	0	0		17	0		
180	Établissements de crédit	10	10	0	0	0	0	(0)	(0)	0	(0)	0	0		0	0		
190	Autres Entreprises Financières	218	209	8	3	0	3	(0)	(0)	(0)	0	0	0		17	3		
200	Entreprises Non Financières	7 293	6 087	1 205	84	0	84	(20)	(9)	(11)	(26)	(0)	(26)		828	6		
210	Ménages	2 235	2 120	115	4	0	4	(5)	(2)	(3)	(2)	(0)	(2)		944	2		
220	Total	116 529	104 343	11 792	2 279	0	2 259	(463)	(122)	(340)	(735)	(0)	(732)		57 853	1 041		

QUALITE DE CREDIT DES EXPOSITIONS PERFORMANTES ET NON PERFORMANTES PAR NOMBRE DE JOURS EN SOUFFRANCE (EU CQ3)

		31/12/2025											
		Valeur comptable brute / Montant nominal											
		Expositions performantes			Expositions non performantes								
			Pas en souffrance ou en souffrance ≤ 30 jours	En souffrance > 30 jours ≤ 90 jours		Paie ment improbable mais pas en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours	En souffrance > 90 jours ≤ 180 jours	En souffrance > 180 jours ≤ 1 an	En souffrance > 1 an ≤ 2 ans	En souffrance > 2 ans ≤ 5 ans	En souffrance > 5 ans ≤ 7 ans	En souffrance > 7 ans	Dont en défaut
En millions d'euros													
005	Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vues	1 872	1 872	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
010	Prêts et avances	98 564	98 409	155	2 188	1 739	91	76	188	74	6	12	2 187
020	Banques centrales	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations publiques	16 393	16 393	0	19	19	-	-	-	-	-	-	19
040	Établissements de crédit	11 577	11 577	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
050	Autres Entreprises Financières	556	556	-	30	14	15	1	-	-	-	-	30
060	Entreprises Non Financières	21 345	21 284	61	1 325	972	41	54	176	66	5	11	1 325
070	Dont PME	11 316	11 260	56	716	569	29	43	34	41	1	0	716
080	Ménages	48 693	48 600	94	814	734	36	22	12	7	1	1	814
090	Titres de créance	5 490	5 490	-	0	0	-	-	-	-	-	-	0
100	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
110	Administrations publiques	3 087	3 087	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
120	Établissements de crédit	1 545	1 545	-	0	0	-	-	-	-	-	-	0
130	Autres Entreprises Financières	344	344	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
140	Entreprises Non Financières	513	513	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
150	Expositions Hors Bilan	10 602			92								91
160	Banques centrales	-			-								-
170	Administrations publiques	847			-								-
180	Établissements de crédit	10			-								-
190	Autres Entreprises Financières	218			3								3
200	Entreprises Non Financières	7 293			84								84
210	Ménages	2 235			4								4
220	Total	116 529	105 771	155	2 279	1 739	91	76	188	74	6	12	2 279

SUIVI DU RISQUE DE CONCENTRATION PAR CONTREPARTIE

Les 20 principales expositions sur le marché des particuliers représentent 0,2 % des expositions du segment des particuliers. Cette forte dispersion des risques de crédit sur le marché des particuliers et plus spécifiquement sur le crédit habitat est renforcée par un niveau de garantie systématique de 1er rang de bonne qualité au travers des garanties hypothécaires ou PPD ou de garanties d'organismes de cautions mutuelles, la CEGC principalement. Les clients segmentés professionnels font aussi l'objet d'une très bonne dispersion de risque, les 20 principales expositions sur ce marché représentent en effet 3,4%.

Par ailleurs, sur les activités de la BDR, les expositions sont concentrées essentiellement sur les collectivités locales et institutionnels locaux ainsi que sur le logement social où le niveau de concentration par nature est plus fort compte tenu du nombre plus réduit des acteurs mais ceci est compensé par un niveau de risque de crédit intrinsèque très faible de ces marchés.

La limite de concentration sur le corporate dans le cadre du dispositif d'appétit au risque est respectée.

ECHEANCE DES EXPOSITIONS (EU CR1-A)

		31/12/2025					
		Valeur exposée au risque nette					
		À vue	<= 1 an	> 1 an <= 5 ans	> 5 ans	Aucune échéance déclarée	Total
En millions d'euros							
1	Prêts et avances	570	24 083	29 004	44 329	1 624	99 609
2	Titres de créance	-	184	1 606	3 643	56	5 489
3	Total	570	24 266	30 610	47 972	1 680	105 098

QUALITE DE CREDIT DES PRETS ET AVANCES ACCORDES A DES ENTREPRISES NON FINANCIERES PAR BRANCHE D'ACTIVITE (EU CQ5)

		31/12/2025					
		Valeur comptable brute			Dépréciation cumulée	Variations négatives cumulées de la juste valeur due au risque de	
		Dont non performantes	Dont prêts et avances				
En millions d'euros			Dont en défaut				
010	Agriculture, sylviculture et pêche	42	2	2	42	(2)	-
020	Industries extractives	101	92	92	101	(2)	-
030	Industrie manufacturière	290	54	54	290	(30)	-
040	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	497	0	0	497	(1)	-
050	Production et distribution d'eau	147	6	6	147	(5)	-
060	Construction	1 136	151	151	1 136	(87)	-
070	Commerce	1 048	161	161	1 048	(86)	-
080	Transport et stockage	245	28	28	245	(19)	-
090	Hébergement et restauration	894	95	95	894	(64)	-
100	Information et communication	345	19	19	345	(9)	-
110	Activités financières et d'assurance	12 867	427	427	12 841	(272)	-
120	Activités immobilières	1 394	85	85	1 394	(52)	-
130	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 424	74	74	1 424	(54)	-
140	Activités de services administratifs et de soutien	766	28	28	766	(14)	-
150	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	8	-	-	8	(0)	-
160	Enseignement	167	5	5	167	(3)	-
170	Santé humaine et action sociale	714	51	51	700	(25)	-
180	Arts, spectacles et activités récréatives	178	12	12	178	(5)	-
190	Autres services	407	34	34	407	(15)	-
200	Total	22 669	1 325	1 325	22 629	(745)	-

SUIVI DU RISQUE GEOGRAPHIQUE (EU CQ4)

L'exposition géographique des encours de crédit porte essentiellement sur la zone euro et plus particulièrement sur la France (92% au 31/12/2025).

		31/12/2025						
		Valeur comptable / montant nominal brut				Dépréciation cumulée	Provisions sur engagements hors bilan et garanties financières donnés	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
			Dont non performantes	Dont soumises à dépréciation				
			Dont en défaut					
En millions d'euros								
010	Expositions au bilan	108 114	2 188	2 187	107 731	(1 144)		0
020	France	100 008	1 871	1 870	99 625	(986)		0
030	Etats-unis	265	0	0	265	(0)		0
040	Italie	148	0	0	148	(0)		0
050	Luxembourg	133	0	0	133	(0)		0
060	Espagne	763	0	0	763	(0)		0
070	Autres pays	6 797	316	316	6 797	(158)		0
080	Expositions hors bilan	10 694	92	91			(54)	
090	France	9 693	77	78			(48)	
100	Etats-unis	1	-	-			(0)	
110	Luxembourg	23	-	-			(0)	
120	Espagne	0	-	-			(0)	
130	Suisse	1	0	0			(0)	
140	Autres pays	976	15	13			(6)	
150	Total	118 808	2 279	2 279	107 731	(1 144)	(54)	

SIMULATION DE CRISE RELATIVE AUX RISQUES DE CREDIT

La Direction des Risques Groupe réalise des simulations de crise relatives au risque de crédit du Groupe BPCE et, par suite, incluant l'ensemble des établissements dont la Caisse d'Epargne Ile-de-France. Les tests de résistance ont pour objectif de mesurer la sensibilité des différents portefeuilles à une situation dégradée, en termes de coût du risque, d'actifs pondérés et de perte attendue.

Les tests de résistance sont réalisés sur la base des expositions consolidées du Groupe. Ils tiennent compte, au niveau des calibrages des paramètres de risques, des spécificités de chaque grand bassin du Groupe (Natixis, CFF, Réseau Banque Populaire, Réseau Caisse d'Epargne). Ils couvrent l'ensemble des portefeuilles soumis aux risques de crédit et de contrepartie, quelle que soit l'approche retenue pour le calcul des encours pondérés (approche standard ou IRB). Leur réalisation se fonde sur des informations détaillées et cadrées avec celles alimentant le reporting prudentiel Groupe COREP et les analyses de risque sur les portefeuilles.

Trois types de stress-tests sont réalisés :

- ✓ le stress-test EBA vise à tester la résistance des établissements de crédit face à des chocs simulés et à les comparer entre eux ;
- ✓ le stress-test interne annuel au Groupe BPCE. Il comporte davantage de scénarios que le stress test EBA et inclut l'évolution de l'ensemble du bilan sur les projections ;
- ✓ des stress-tests spécifiques peuvent être réalisés sur demande externe (superviseur) ou interne.

Les résultats du stress test de l'EBA confirment la solidité financière et la qualité du dispositif de gestion des risques du Groupe BPCE.

TECHNIQUES DE REDUCTION DES RISQUES

Les techniques de réduction du risque de crédit sont couramment utilisées au sein du Groupe et se distinguent entre sûretés réelles et sûretés personnelles.

La distinction est faite entre les garanties ayant effectivement un effet sur le recouvrement en cas de difficultés et celles étant par ailleurs reconnues par le superviseur dans la pondération des expositions permettant de réduire la consommation de fonds propres. À titre d'exemple, une caution personnelle et solidaire d'un dirigeant d'entreprise cliente en bonne et due forme et recueillie dans les règles de l'art pourra se révéler efficace sans toutefois être éligible en tant que facteur de réduction de risque statistique.

Dans certains cas, les établissements du Groupe choisissent d'adjoindre à leur utilisation de techniques de réduction des risques des opportunités de cession de portefeuilles contentieux, notamment lorsque les techniques utilisées sont moins performantes ou absentes.

Une utilisation des dérivés de crédit est également réalisée comme technique de réduction du risque et concerne quasi exclusivement la classe d'actif « entreprises » et principalement Natixis.

DEFINITION DES SURETES

La sûreté réelle est une garantie portant sur un ou plusieurs biens meubles ou immeubles, dont la valeur a été appréciée solidement, appartenant au débiteur ou à un tiers consistant à conférer un droit réel au créancier sur ce bien (hypothèque immobilière, gage immobilier, gages sur titres cotés et liquides, gage sur marchandises cotées et liquides avec ou sans dessaisissement, nantissement, caution hypothécaire).

Cette sûreté a pour effet de :

- réduire le risque de crédit encouru sur une exposition compte tenu du droit de l'établissement assujéti en cas de défaut ou en cas d'autres événements de crédit spécifiques relatifs à la contrepartie ;
- obtenir le transfert ou la propriété de certains montants ou actifs.

La sûreté personnelle est une sûreté ayant pour effet de réduire le risque de crédit encouru sur une exposition, compte tenu de l'engagement d'un tiers à payer un montant en cas de défaut de la contrepartie ou en cas d'autres événements spécifiques.

MODALITES DE PRISE EN COMPTE SELON L'APPROCHE STANDARD OU IRB

Sur le périmètre standard :	Sur le périmètre traité en IRB :	Sur le périmètre clientèle de détail traité en IRBA :
Les sûretés personnelles et réelles sont prises en compte, sous réserve de leur éligibilité, par une pondération bonifiée sur la part garantie de l'exposition. Les sûretés réelles de type cash ou collatéral liquide viennent en diminution de l'exposition brute.	Hors clientèle de détail, les sûretés réelles sont prises en compte sous réserve de leur éligibilité sous la forme d'une diminution du paramètre de « perte en cas de défaut » applicable aux transactions. Les sûretés personnelles sont prises en compte sous réserve de leur éligibilité sous la forme d'une substitution de PD du tiers par celle du garant	Les sûretés personnelles et réelles sont prises en compte sous réserve de leur éligibilité sous la forme d'une diminution du paramètre de « perte en cas de défaut » applicable aux transactions concernées.

CONDITIONS A REMPLIR POUR PRISE EN COMPTE DES SURETES

Les articles 207 à 210 du règlement (UE) 2019/876 du 20 mai 2019 modifiant le règlement (UE) n°575/2013) précisent les conditions nécessaires pour la prise en compte des sûretés, notamment :

La qualité de crédit du débiteur et la valeur de l'instrument ne sont pas corrélées positivement de manière significative. Les titres de créance émis par le débiteur ne sont pas éligibles ;

La sûreté est dûment documentée en termes de description et de valorisation et elle est assortie d'une procédure rigoureuse autorisant un recouvrement rapide ;

La banque dispose de procédures, dûment documentées, adaptées aux différents types et montants d'instruments utilisés ;

La banque détermine la valeur de marché de l'instrument et la réévalue en conséquence, notamment en période de détérioration significative de cette valeur de marché.

La division des risques constitue une technique d'atténuation du risque de crédit. Elle se traduit dans les dispositifs de limites individuelles ou thématiques et permet de réduire la sensibilité des établissements face à des risques unitairement ou sectoriellement jugés trop importants à porter en cas de survenance d'incidents majeurs.

Les activités de surveillance des risques peuvent amener une réduction des expositions au risque, si celui-ci est considéré trop élevé, et sont ainsi contributrices à une bonne division du risque.

✓ Fournisseurs de protection

La prise en compte des garanties (ou techniques de réduction de risque) constitue un des facteurs importants de réduction de l'exigence en fonds propres.

Pour le réseau Banque Populaire :

Le réseau Banque Populaire a, pour sa part, historiquement recours pour ses crédits aux professionnels aux sociétés de caution mutuelle notamment les SOCAMA (prêts aux artisans), en dehors des sûretés réelles utilisées.

Il sollicite également pour les prêts aux particuliers la CASDEN Banque Populaire, notamment au travers de sa structure Parnasse garanties, pour garantir les prêts consentis à l'ensemble des fonctionnaires, le Crédit Logement, et, de manière croissante, la Compagnie Européenne de Garanties et de Cautions (CEGC, filiale de BPCE SA).

Pour le réseau Caisse d'Epargne :

Le réseau Caisse d'Epargne a principalement recours pour ses crédits à l'habitat aux services de CEGC, au Fonds de garantie à l'accession sociale ou « FGAS » et plus marginalement au Crédit Logement (établissement financier, filiale de la plupart des réseaux bancaires français) ; ces établissements sont spécialisés dans le cautionnement des prêts bancaires, principalement les prêts à l'habitat.

Pour tous les établissements :

Le Fonds de garantie à l'accession sociale permet d'apporter une garantie de l'État français aux prêts conventionnés. La pondération est de 0 % concernant les crédits pour lesquels la couverture a été signée avant le 31 décembre 2006 et 15 % pour ceux octroyés postérieurement à cette date.

Pour leurs prêts à l'habitat, les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne sollicitent par ailleurs plusieurs mutuelles telles que la MGEN, la Mutuelle de la Gendarmerie, etc.

Pour les professionnels et les entreprises, le recours à la Banque Publique d'Investissement par l'ensemble du Groupe se poursuit et le Fonds Européen d'Investissement ou la Banque Européenne d'Investissement sont sollicités sur des enveloppes de garanties permettant de réduire très sensiblement le risque de crédit.

Dans certains cas, les organismes de type Auxiga permettent d'organiser la dépossession du stock et son transfert de propriété à la banque en garantie d'engagements consentis en cas de difficultés.

Enfin, ponctuellement, Natixis recourt pour certaines opérations et dans certaines circonstances à des achats de protections de type assurance-crédit, à des agences de réassurance privées (SCOR) ou publiques (Coface, Hermès, autres agences souveraines) et recourt aussi à l'utilisation de *Credit Default Swaps* (CDS).

Dans le cadre de la crise du Covid, l'Etat français a permis d'utiliser sa garantie sur le périmètre des PGE octroyés. Le Groupe BPCE a utilisé cette possibilité.

Les opérations dérivées de crédit de type couverture de devise ou de taux sont confiées aux chambres de compensation agréées en Europe ou aux USA pour les activités de Natixis dans ce pays.

✓ Hiérarchisation des enjeux en termes de concentration de volumes de garanties

Par type de garant :	<ul style="list-style-type: none"> - Sur les expositions de crédit immobilier, les garanties utilisées sont concentrées sur les hypothèques (risque divisé par définition et renforcé par l'approche en matière d'octroi fondé sur la capacité de remboursement du client), des organismes de cautions en logique assurantielle de type CEGC (organisme captif Groupe BPCE sur lequel des stress tests sont régulièrement réalisés), Crédit logement (organisme de place interbancaire soumis aux mêmes contraintes), FGAS (organisme contrôlé par l'état Français assimilable à un risque souverain). La garantie Casden, octroyée aux personnels de la fonction publique, présente à ce jour une bonne capacité de résilience selon un modèle basé sur la capacité de remboursement forte de cette clientèle. - Sur les expositions de type professionnels, les garanties les plus utilisées sont les cautions de type Banque Publique d'investissement (BPI), soumises à un respect de forme strict, et les hypothèques. Les cautions d'organisme de type Socama, dont la solvabilité relève des établissements de crédit du Groupe BPCE, sont également utilisées. - Concernant la clientèle corporate, les principales garanties utilisées sont les hypothèques et les cautions de la Banque Publique d'Investissement.
Par fournisseurs de dérivés de crédit :	<ul style="list-style-type: none"> - La réglementation impose l'utilisation des chambres de compensation pour le risque de taux sur le nouveau flux. Cet adossement ne couvre toutefois pas le risque de défaillance de la contrepartie, qui est un risque granulaire. La concentration sur les chambres de compensation, qui va s'accroître progressivement, constitue un risque régulé et surveillé. - Le risque lié aux devises est couvert au niveau de chaque contrat avec la mise en place d'appels de marge à fréquence adaptée au risque. L'adossement sur ces opérations est réalisé sur des contreparties interbancaires spécialisées sur ce type d'opérations, dans le cadre de limites individuelles autorisées en comité de crédit et contreparties groupe.
Par secteur d'activité de crédit :	<ul style="list-style-type: none"> - Les dispositifs sectoriels en place au sein du groupe permettent d'orienter la politique de garantie en fonction des secteurs d'activité. Des préconisations sont émises auprès des établissements dans ce cadre.
Par zone géographique :	<ul style="list-style-type: none"> - Le Groupe BPCE est principalement exposé en France et de façon moins importante, via Natixis, à l'étranger. De fait, les garanties sont donc principalement localisées en France.

✓ Valorisation et gestion des instruments constitutifs de sûretés réelles

Le Groupe BPCE dispose d'un outil de revalorisation automatique des garanties immobilières pour l'ensemble des réseaux.

Pour le réseau Banque Populaire :

Au sein du réseau Banque Populaire, les garanties réelles prises en compte dans le moteur de revalorisation sont, outre les garanties immobilières, les gages sur véhicules, les nantissements de matériels et outillages, les hypothèques maritimes de bateaux de plaisance et les nantissements de fonds de commerce.

Pour le réseau Caisse d'Epargne :

Le réseau Caisse d'Epargne utilise pour sa part le moteur de revalorisation pour les garanties immobilières, sur l'ensemble de ses segments de risque.

Pour tous les établissements :

Au sein du Groupe, les cautions des organismes de cautionnement reconnues comme fournisseurs de sûretés d'effet équivalent à une garantie hypothécaire par le superviseur sont traitées sur la base d'une évaluation de type assurancielle.

Un processus Groupe d'évaluation renforcé a été mis en place pour l'évaluation des garanties immobilières supérieures à certains montants. La certification obtenue par BPCE Solutions Immobilières, filiale de BPCE, permet de renforcer les synergies du Groupe.

Pour les garanties autres que celles citées ci-dessus, la base utilisée pour apprécier et valider ces sûretés est une évaluation systématique de ces garanties soit selon une valeur de marché lorsque ces sûretés sont cotées sur des marchés liquides (par exemple des titres cotés), soit sur la base d'une expertise permettant de démontrer la valeur de la garantie utilisée en couverture des risques (par exemple la valeur de transactions récentes sur des aéronefs ou des navires selon leurs caractéristiques, la valeur d'un stock de matière première, la valeur d'un gage sur marchandise donnée ou encore la valeur d'un fonds de commerce selon son emplacement, etc.).

✓ Effet des techniques de réduction du risque de crédit

La prise en compte des collatéraux reçus au titre des garanties et des sûretés obtenues par l'établissement dans le cadre de son activité de crédit, et la prise en compte des achats de protection, ont permis de réduire l'exposition de l'établissement au risque de crédit et, par conséquent, l'exigence en fonds propres.

SURETES OBTENUES PAR PRISE DE POSSESSION ET EXECUTION (EU CQ7)

		31/12/2025	
		Sûretés obtenues par prise de possession	
		Valeur à la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées
<i>En millions d'euros</i>			
010	Immobilisations corporelles (PP&E)	-	-
020	Autre que PP&E	1	1
030	Biens immobiliers résidentiels	1	1
040	Biens immobiliers commerciaux	-	-
050	Biens meubles (automobiles, navires, etc.)	-	-
060	Actions et titres de créance	-	-
070	Autres sûretés	-	-
080	Total	1	1

TECHNIQUES DE REDUCTION DU RISQUE DE CREDIT (EU CR3)

		31/12/2025				
		Valeur comptable non garantie	Valeur comptable garantie			
				Dont garantie par des sûretés	Dont garantie par des garanties financières	Dont garantie par des dérivés de crédit
En millions d'euros		a	b	c	d	e
1	Prêts et avances	44 403	57 078	9 591	47 487	-
2	Titres de créance	5 489	-	-	-	
3	Total	49 892	57 078	9 591	47 487	-
4	Dont expositions non performantes	451	1 031	321	710	-
EU-5	Dont en défaut	453	1 031			

2.7.2.5. Trading Book Travaux réalisés en 2025

L'ensemble des dispositifs de maîtrise des risques ont été maintenus voir étoffé. Les actions identifiées dans la macro-cartographie des risques sont suivies trimestriellement.

L'appétit aux risques a fait l'objet d'une présentation trimestrielle en Comité Exécutif des Risques, à fin 2025 l'ensemble des seuils de résilience sont respectés. Le suivi des limites réglementaires et internes a également été suivi tout au long de l'année.

Les normes, politiques risques et schéma délégataire ont été adaptés au regard des situations de risques, et les outils risques ont été adaptés (mise en place d'une aide à la décision – IA – sur le MAD, mise en place du schéma délégataire en mode bloquant dans les outils).

Au regard des impacts de la fraude externe, de nombreuses mesures et/ou développement IT ont été mises en œuvre notamment en coordination avec les travaux menés par le Groupe BPCE.

L'ensemble des Comités opérationnels et de gouvernance se sont tenus.

INFORMATIONS QUANTITATIVES

APPROCHE STANDARD – EXPOSITION AU RISQUE DE CREDIT ET EFFETS DE L'ARC (EU CR4)

		31/12/2025					
		Expositions avant facteur de		Expositions après facteur de		Risques pondérés et densité des	
		Expositions au bilan	Expositions hors bilan	Expositions au bilan	Expositions hors bilan	Risques pondérés	Densité des Risques pondérés (%)
Catégories d'expositions		a	b	c	d	e	f
En millions d'euros							
1	Administrations centrales ou banques centrales	13 817	0	14 149	0	552	4%
2	Entités du secteur public n'appartenant pas au gouvernement central	6 486	879	7 410	406	725	9%
2a	Administrations régionales ou locales	4 170	533	5 402	243	232	4%
2b	Entités du secteur public	2 316	346	2 007	163	492	23%
3	Banques multilatérales de développement	198	-	198	-	-	0%
3a	Organisations internationales	184	-	184	-	-	0%
4	Etablissements de crédit	13 478	8	13 877	80	17	0%
5	Obligations sécurisées	11	-	11	-	1	10%
6	Entreprises	9 939	5 276	8 299	2 813	7 802	70%
6.1	Dont financements spécialisés	1 102	988	743	372	1 148	103%
7	Expositions sur des dettes subordonnées et actions	827	-	827	-	2 067	250%
EU 7 a	Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	0%
EU 7 b	Actions	827	-	827	-	2 067	250%
8	Clience de détail	791	141	724	61	543	69%
9	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier et les expositions en Acquisition, Développement et Construction (ADC)	5 100	364	5 058	182	2 713	52%
9.1	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier résidentiel - non IPRE (générateur de revenus)	2 842	17	2 842	7	999	35%
9.2	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier résidentiel - IPRE (générateur de revenus)	530	0	530	0	158	30%
9.3	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier commercial - Autres - non IPRE	1 264	21	1 264	9	770	61%
9.4	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier commercial - IPRE (générateur de revenus)	11	-	11	-	8	77%
9.5	Aquisition, Développement et Construction	454	326	412	167	778	135%
10	Expositions en défaut	483	36	384	17	464	116%
10 a	Expositions sur les établissements et les entreprises faisant l'objet d'une évaluation de crédit à court terme	-	-	-	-	-	0%
10 b	Investissement pris sous la forme de parts ou d'actions d'organismes de placement collectif (OPC)	217	1	217	1	379	174%
10 c	Autres éléments	1 281	-	1 281	-	762	59%
17	TOTAL	52 813	6 704	52 619	3 561	16 025	29%

APPROCHE NI – EFFET SUR LES RISQUES PONDERES DES DERIVES DE CREDIT UTILISES COMME TECHNIQUES D'ARC (EU CR7)

En millions d'euros		31/12/2025	
		Risques pondérés avant dérivés de crédit	Risques pondérés réels
1	Administrations centrales ou banques centrales - approche NI simple	-	-
EU 1a	Administrations régionales ou locales - approche NI simple	-	-
EU 1b	Entités du secteur public - approche NI simple	-	-
2	Administrations centrales ou banques centrales - approche NI avancé	-	-
EU 2a	Administrations régionales ou locales - approche NI avancé	-	-
EU 2b	Entités du secteur public - approche NI avancé	-	-
3	Etablissements - approche NI simple	128	128
4	Sans objet		
5	Entreprises - approche NI simple	180	180
EU 5a	Entreprises - générales	180	180
EU 5b	Entreprises - Financement spécialisé	-	-
EU 5c	Entreprises - Créances achetées	-	-
6	Entreprises - approche NI avancé	2 758	2 758
EU 6a	Entreprises - générales	2 758	2 758
EU 6b	Entreprises - Financement spécialisé	-	-
EU 6c	Entreprises - Créances achetées	-	-
7	Sans objet		
8	Sans objet		
EU 8a	Clientèle de détail - approche NI avancé	7 821	7 821
9	Clientèle de détail - expositions renouvelables éligibles (QRRE)	168	168
10	Clientèle - garanties par des biens immobiliers résidentiels	5 012	5 012
EU10a	Clientèle - créances achetées	-	-
EU10b	clientèle - autres expositions sur la clientèle de détail	2 641	2 641
11	Sans objet		
12	Sans objet		
13	Sans objet		
14	Sans objet		
15	Sans objet		
16	Sans objet		
17	Expositions faisant l'objet de l'approche NI simple	308	308
18	Expositions faisant l'objet de l'approche NI avancée	10 579	10 579
19	Total des expositions	10 887	10 887

APPROCHE NI – INFORMATIONS A PUBLIER SUR LE DEGRE D'UTILISATION DE TECHNIQUES D'ATTENUATION DU RISQUE DE CREDIT (EU CR7-A)

A-IRB En millions d'euros		31/12/2025													
		Total des expositions	Techniques d'atténuation du risque de crédit												Techniques d'atténuation du risque de crédit dans le calcul des risques pondérés
			Protection de crédit financée										Protection de crédit non financée		Risques pondérés avec effets de substitution (effets de réduction et de substitution)
			Partie des expositions couverte par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couverte par des sûretés immobilières (%)	Partie des expositions couverte par des créances à recouvrer (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couverte par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couverte par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couverte par des instruments détenus par un tiers (%)	Partie des expositions couverte par des garanties (%)	Partie des expositions couverte par des dérivés de crédit (%)		
1	Administrations centrales et banques centrales	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	
2	Administrations régionales ou locales	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	
3	Entités du secteur public	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	
5	Entreprises	4 663	0,00%	33,64%	30,59%	2,70%	0,35%	3,20%	3,20%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	2 758	
5.1	Entreprises - générales	4 663	0,00%	33,64%	30,59%	2,70%	0,35%	3,20%	3,20%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	2 758	
5.2	Entreprises - Financement spécialisé	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	
5.3	Entreprises - Créances achetées	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	
6	Clientèle de détail	53 649	0,00%	84,33%	84,29%	0,00%	0,04%	0,04%	0,04%	0,00%	0,00%	2,12%	0,00%	7 821	
6.1	Clientèle de détail - expositions renouvelables éligibles	1 538	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	168	
6.2	Clientèle - garanties par des biens immobiliers résidentiels	45 388	0,00%	98,27%	98,27%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	5 012	
6.3	Clientèle - créances achetées	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	
6.4	clientèle - autres expositions sur la clientèle de détail	6 723	0,00%	9,45%	9,13%	0,00%	0,32%	0,32%	0,32%	0,00%	0,00%	16,91%	0,00%	2 641	
7	Total	58 312	0,00%	80,27%	79,99%	0,22%	0,07%	0,29%	0,29%	0,00%	0,00%	1,95%	0,00%	10 579	

F-IRB En millions d'euros		31/12/2025												
		Total des expositions	Techniques d'atténuation du risque de crédit											Techniques d'atténuation du risque de crédit dans le calcul des risques pondérés
			Protection de crédit financée									Protection de crédit non financée		Risques pondérés avec effets de substitution (effets de réduction et de substitution)
			Partie des expositions couverte par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couverte par des sûretés immobilières (%)	Partie des expositions couverte par des créances à recouvrer (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couverte par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couverte par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couverte par des instruments détenus par un tiers (%)	Partie des expositions couverte par des garanties (%)	Partie des expositions couverte par des dérivés de crédit (%)	
1	Administrations centrales et banques centrales	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	
2	Administrations régionales ou locales	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	
3	Entités du secteur publique	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	
4	Etablissements	744	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	128	
5	Entreprises	237	0,00%	5,48%	5,17%	0,31%	0,00%	0,84%	0,84%	0,00%	0,00%	0,00%	180	
5.1	Entreprises - générales	237	0,00%	5,48%	5,17%	0,31%	0,00%	0,84%	0,84%	0,00%	0,00%	0,00%	180	
5.2	Entreprises - Financement spécialisé	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	
5.3	Entreprises - Créances achetées	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	
6	Total	980	0,00%	1,32%	1,25%	0,07%	0,00%	0,20%	0,20%	0,00%	0,00%	0,00%	308	

ETATS DES FLUX DES RISQUES PONDERES RELATIFS AUX EXPOSITIONS AU RISQUE DE CREDIT DANS LE CADRE DE L'APPROCHE NI (EU CR 8)

		Risques pondérés
1	31/12/2024	10 460
2	Taille de l'actif (+/-)	(43)
3	Qualité de l'actif (+/-)	(118)
4	Mises à jour des modèles (+/-)	(149)
5	Méthodologie et politiques (+/-)	(536)
6	Acquisitions et cessions (+/-)	-
7	Variations des taux de change (+/-)	(1)
8	Autres (+/-)	1 275
9	31/12/2025	10 887

EU CR 10.5

31/12/2025						
Expositions sur actions en vertu de l'article 133 (3) à (6) et de l'article 495a(3) CRR						
Catégories en millions d'euros	Exposition au bilan	Exposition hors bilan	Pondération de risque	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré	Risques pondérés
Expositions sur capital-investissement	32	-	190%	32	61	0
Expositions sur actions cotées	-	-	290%	-	-	-
Autres expositions sur actions	-	-	370%	-	-	-
Total	32	-		32	61	0

2.7.3. RISQUES FINANCIERS

Les risques de marché se définissent comme les risques de pertes liés aux variations des paramètres de marché.

Les risques de marché comprennent trois composantes principales :

- **le risque de taux d'intérêt** : risque que fait courir au porteur d'une créance ou d'un titre de dette, une variation des taux d'intérêt ; ce risque peut être spécifique à un émetteur particulier ou à une catégorie particulière d'émetteurs dont la qualité de la signature est dégradée (risque de spread de crédit) ;
- **le risque de change** : risque qui affecte les créances et les titres libellés en devises détenus dans le cadre des activités de marché, du fait des variations du prix de ces devises exprimé en monnaie nationale ;
- **le risque de variation de cours** : risque de prix sur la position détenue sur un actif financier déterminé, en particulier une action.

2.7.3.1. Risques de marché

2.7.3.1.1. Organisation et gouvernance des risques de marché

Le périmètre concerné par le suivi des risques de marché porte sur l'ensemble des activités de marché, c'est-à-dire les opérations de trésorerie ainsi que les opérations de placement à moyen / long terme sur des produits générant des risques de marché (opérations de private equity et de détention d'actifs hors exploitation dont immobiliers), quel que soit leur classement comptable. Les risques de marché se définissent comme les risques de perte liés aux variations des paramètres de marché.

Depuis le 31/12/2014 et en respect des exigences réglementaires de la loi bancaire française de séparation et de régulation des activités bancaires, le Groupe BPCE a clôturé les portefeuilles de négociation des Etablissements du Réseau des Caisses d'Epargne et des Banques Populaires. Les activités de ce périmètre ne sont pas intégrées à la fonction de gestion de bilan.

Sur ce périmètre, la fonction risques de marché de la CEIDF assure notamment les missions suivantes telles que définies dans la Charte de 2^e ligne de défense du Groupe :

- l'identification des différents facteurs de risques et l'établissement d'une cartographie des produits et instruments financiers tenue à jour, recensant les risques de marché ;
- la mise en œuvre du système de mesure des risques de marché ;

- l'instruction des demandes de limites globales et opérationnelles, de la liste des produits de marché autorisés soumises au comité des risques compétent ;
- le contrôle de cohérence des positions et de leur affectation dans le correct compartiment de gestion (normes segmentation métiers Groupe) ;
- l'analyse transversale des risques de marché et leur évolution au regard de l'orientation de l'activité arrêtée par les instances dirigeantes et des politiques de gestion des activités opérationnelles ;
- le contrôle de la mise en œuvre des plans d'action de réduction des risques, le cas échéant.

Ces missions sont menées en lien avec la DRG. Cette dernière prend notamment en charge :

- la définition du système de mesure des risques de marché (VaR, Stress tests...) ;
- l'évaluation des performances de ce système (back-testing) notamment dans le cadre des revues de limites annuelles ;
- la norme du reporting de suivi des risques de marché consolidés aux différents niveaux du Groupe ;
- l'instruction des sujets portés en Comité des Risques et Conformité Groupe.

2.7.3.1.2. Politique de l'établissement

Au sein du Groupe, sont distinguées les activités relevant du portefeuille de négociation (trading book) de celles relevant du portefeuille bancaire (banking book).

L'ensemble de ces activités sont menées au titre des exceptions légales prévues par la loi SRAB et font à cet égard l'objet d'une cartographie identifiant les unités internes et les mandats afférents.

Les portefeuilles de négociation des établissements des réseaux BP et CE sont clôturés depuis 2014, à l'exception de ceux de la BRED.

A la CEIDF, l'un des objectifs principaux de la politique financière en matière de gestion d'actifs réside donc dans la gestion et l'optimisation de la réserve de liquidité, de manière à satisfaire les exigences du LCR.

Les achats de titres sont réalisés majoritairement sur des SSA de qualité, principalement en asset-swaps ou en titres indexés pour la couverture économique du risque inflation. La diversification en dehors du risque souverain France, initiée depuis plusieurs années, a été accentuée en 2025. En optimisant le rendement obtenu avec le recours au marché primaire, les investissements ont été réalisés sur des émetteurs d'excellente qualité, AAA ou AA, pour préserver la qualité de crédit du portefeuille malgré la dégradation de notation du souverain français. Le rendement attendu, même s'il n'est pas l'objectif premier, doit surperformer le niveau du taux de dépôt BCE actuel et anticipé. Une attention particulière est également portée sur les titres ESG ('green', 'sustainable' ou 'social') qui représentent fin 2025, 24,2% du portefeuille par rapport à un niveau minimum fixé par BPCE de 17%. En 2025, 1,2 Md€ de titres ont été achetés à travers deux programmes d'investissement validés en Comité de Gestion de Bilan. Après la réalisation de près d'1 Md€ d'investissement, un nouveau programme a été validé lors du CGB de septembre avec l'objectif de porter le portefeuille à 5 Md€ au global à l'horizon juin 2026. Plusieurs opérations de prêt/emprunt et de repos/reverse repos de titres ont été effectuées permettant de diversifier les moyens de constitution de la réserve de liquidité et d'optimiser son coût.

Les investissements hors réserve de liquidité (private equity, mezzanine et immobilier) sont au service des clients et de leurs territoires : ils ont vocation à densifier le tissu de relations commerciales dans la région et sont réalisés majoritairement *via* 3 véhicules spécifiques (CEIDF Capital Investissement, CEIDF Mezzanine et Immobilière Thoynard) gérés au sein de la BDR et encadrés par des règles (politiques d'investissement définies pour chaque véhicule avec parfois des critères plus restrictifs que le cadre Groupe) et des comités d'investissement dédiés. En accompagnement de cette stratégie, la Caisse a également investi en 2025, 17,5 M€ dans 8 fonds de capital investissement. L'encadrement de ces investissements fait l'objet depuis 2019 d'une revue qui a permis de les intégrer de manière plus globale dans le dispositif d'appétit aux risques. Une politique Groupe a notamment été déployée à ce sujet en septembre 2025 et déclinée aux bornes de la CEIDF.

Enfin, la CEIDF ne gère pas de position ouverte de change. Les opérations devises résultent d'opérations clientèle qui font l'objet d'un adossement spécifique sans risque de change.

BPCE SA est l'organe central du Groupe et agit en tant que prêteur en dernier ressort vis-à-vis des banques de détail du Groupe (Banques Populaires, Caisses d'Épargne et Banque Palatine) afin de les accompagner dans leurs activités commerciales.

BPCE SA se finance soit au travers des emprunts (financement cash) soit par l'émission d'obligations.

La liquidité ainsi captée, présente sur le bilan de BPCE SA, est ensuite redistribuée aux banques de détail, qui font des tirages sur le bilan de BPCE SA.

Au-delà des activités de gestion extinctive qui subsistent, les activités de marché de BPCE SA sont en lien direct avec cette mission.

2.7.3.1.3. Dispositif de mesure des risques de marché

Tout produit financier peut s'exprimer comme une fonction d'un ou plusieurs paramètres de marché. Pour chacun d'entre eux est calculée une sensibilité afin d'estimer le risque de marché correspondant.

Le dispositif de suivi des risques de marché est fondé sur des indicateurs de risques qualitatifs et quantitatifs dont la fréquence de suivi varie en fonction de l'intention de gestion de la position.

Les indicateurs qualitatifs comprennent la liste des produits autorisés et la Watch List.

Au niveau de la CEIDF, le comité watch list financier de périodicité trimestrielle (composé a minima des Directeurs Exécutifs des Risques et Financiers, des responsables de département Risques financiers et opérationnels, Risque de crédit, Trésorerie / Investissement et BOFI) a pour objectifs la surveillance des actifs présentant des signes de dégradation (titres, fonds, hedge funds, OPCVM, ...) et la proposition d'allocation de provisions à ceux-ci. L'entrée et la sortie de la watch list, déterminées par le DRFO, reposent notamment sur l'examen des performances, de la notation et de la valorisation des actifs. En 2025, tel que prévu, le champ d'actions du comité watch list financier a été élargi notamment à la partie private equity, mezzanine et immobilier hors exploitation, ce qui a conduit à intégrer le Directeur adjoint Investissements BDR ainsi que la Direction Juridique à cette instance.

La watch list établie par la filière Risques de Marché est complémentaire de celle de la filière Risques de Crédit.

Pour compléter cette surveillance qualitative, le suivi du risque de marché est réalisé au travers du calcul d'indicateurs quantitatifs : suivi des expositions, sensibilités et stress tests (cf ci-après) du portefeuille pour mesurer le risque encouru en cas de fortes variations des paramètres de marché.

Pour rappel, depuis fin 2013, la CEIDF a arrêté toute activité liée à un portefeuille de négociation.

A de rares exceptions près, les nouvelles opérations négociées sont saisies dans les systèmes d'information le jour même de leur négociation.

SUIVI ET REVISION DES LIMITES

En 1^{er} niveau, le risque de contrepartie sous-jacent aux portefeuilles détenus par la CEIDF est surveillé par la Direction financière au travers de deux axes :

- un axe « marché » fondé sur le suivi quotidien du MtM de la valorisation et du spread des titres ainsi que des décisions des agences de notation. Le portefeuille obligataire est en effet valorisé en temps réels à partir de Bloomberg. Au-delà des mouvements globaux de marché, le risque idiosyncratique est largement suivi et sanctionné par les analystes et les opérateurs de marché même si des facteurs techniques (ex : ventes forcées) peuvent parfois exagérer des variations de prix. Les évolutions les plus importantes sont retracées au cours de chaque comité de trésorerie qui récapitule les changements de notation (agences et ESG), les titres dont le spread est large (> à 100 bp) et les principales variations depuis le dernier comité ;
- un axe « analyse fondamentale » calé sur la revue annuelle des contreparties importantes du portefeuille. Celle-ci s'appuie sur l'actualisation de l'étude ayant justifié l'investissement initial. La DRCCP peut alors initier une revue contradictoire.

En matière de surveillance des risques de marché à la CEIDF, la DRCCP intervient sur :

- le contrôle exhaustif de la conformité des opérations, notamment par rapport aux schémas délégués et aux décisions prises par les Comités ad-hoc ;
- la vérification des positions et de l'affectation au bon portefeuille des risques et des résultats, selon une fréquence régulière et conforme aux normes Groupe ;
- le reporting des positions (expositions) et des risques de marché ;
- la définition des procédures de contrôle de 2^e niveau des opérations de marché et des valorisations, notamment lors des arrêts IFRS et du respect des limites ;

- la notification aux responsables opérationnels et à l'organe de surveillance en cas de dépassement de limites ou de dégradation notable des résultats ;
- la confirmation de la mise en œuvre des plans d'action de réduction des risques et leurs suivis.

Pour cela, la CEIDF a mis en place des systèmes et procédures permettant d'appréhender globalement les risques de marché associés aux différentes activités. En plus des limites Groupe, la Caisse a établi des limites/seuils internes propres au risque de marché, dont la DRCCP en assure la veille.

A tout le moins une fois par trimestre, les dirigeants effectifs sont informés des différents suivis réalisés par la DRCCP *via* le reporting en matière de risques financiers et bien entendu par le comité exécutif des risques. Ce dernier comprend un résumé des positions et des résultats, le suivi des limites et les différentes évolutions/points d'attention du trimestre. Une synthèse de ces éléments est communiquée à l'organe de surveillance *via* le comité d'audit/des risques. En outre, la DRG reçoit en particulier *via* le comité exécutif des risques de la CEIDF des informations sur le suivi des risques financiers selon une cadence trimestrielle.

Les limites globales de risque de marché sont fixées et revues, autant que nécessaire et au moins une fois par an, par les Dirigeants Effectifs et, le cas échéant, par l'Organe de Surveillance en tenant compte des fonds propres de l'entreprise et, si besoin, des fonds propres consolidés et de leur répartition au sein du Groupe adaptée aux risques encourus.

En cas de dépassement constaté sur une limite ou un seuil, les motifs et les actions correctrices à mettre en œuvre sont présentés au président du Directoire, au membre du Directoire en charge des finances et des services bancaires, au directeur financier et au directeur exécutif des risques pour validation. Ces éléments sont communiqués aux comités de trésorerie, exécutif des risques et d'audit.

En synthèse, la Caisse est exposée à deux risques (qu'elle pilote grâce à des indicateurs) :

- Pour la gestion de la réserve de liquidité réglementaire requise afin de respecter les ratios de liquidité, un stress test est effectué par l'organe central sur le portefeuille de titres obligataires en particulier (périmètre bancaire), calibré selon une approche mixte hypothétique et historique sur la période de la crise souveraine européenne. Les chocs sont définis sur un horizon de temps de trois mois, et déclinés entre autres par secteur (souverains, financiers, corporates...) permettant d'apprécier la robustesse du portefeuille obligataire. Ces limites sont exprimées en % des fonds propres de l'établissement. Cela permet d'obtenir une simulation de la moins-value latente à partir d'un stress portant sur la dégradation de la valorisation des portefeuilles détenus par la Caisse ;
- Pour les financements dits de « haut de bilan » (mezzanine et autres), les prises de participations directes ou indirectes *via* des véhicules (FCPR, SCR, ...) dans des entreprises clientes au titre du « private equity » dans le cadre des dispositifs Groupe ainsi que sur l'immobilier hors exploitation (IHE, de type foncière notamment), les acteurs de 1^{er} niveau au sein de la DAI BDR de la Caisse sont responsables de l'analyse de chaque dossier d'investissement. Après avoir vérifié le respect des limites Groupe, cette Direction saisit la demande d'investissement dans un fonds de private equity voire un fonds d'IHE dans l'outil Groupe « ABIS », mentionnant notamment les éléments suivants : Nom du fonds, Société de gestion du fonds ou de la société gérant le fonds, Montant de l'investissement souhaité. Une contre-analyse de 2^e niveau est réalisée de façon systématique, y compris pour les investissements réalisés au travers des structures internes SCR et foncières. Outre le contrôle du 2^e niveau des limites Groupe, la DRCCP s'assure et valide la cohérence entre le montant renseigné lors de l'intention d'investissement, saisi au préalable par la DAI BDR dans ABIS, et le montant accordé en comité d'investissement. La DRG vérifie la conformité de l'opération au regard des seuils de due-diligence. Le contexte a conduit à la prudence et à la surveillance des valorisations des activités de PE, de dette mezzanine et d'IHE (les encours pour ces classes d'actifs sont bien entendu encadrés et suivis par des limites et un indicateur du RAF).

Un suivi de ces indicateurs et des risques sous-jacents est réalisé et présenté en comité de trésorerie, en comité exécutif des risques et au comité des risques, émanation de l'organe de surveillance.

Sur l'année 2025, le dispositif de limites et seuils internes en matière de risques de marché a été respecté.

2.7.3.2. Risque de taux d'intérêt global

Le risque de taux d'intérêt global est le risque de subir une perte soit en capital (risque de valeur) soit en termes de revenus (risque sur la marge nette d'intérêt) en raison d'une évolution défavorable des taux d'intérêt. Il est un élément intrinsèque des activités de distribution de prêts et de collecte de dépôts.

Conformément à la réglementation, chaque établissement bancaire du Groupe BPCE met en œuvre un dispositif d'identification, de mesure, d'encadrement et de gestion du risque de taux auquel il est exposé dans le cadre des règles de gestion du Groupe qui sont formalisées au sein de deux documents :

- La charte de gestion financière exposant notamment les relations financières autorisées entre les entités du Groupe, les règles de gestion en matière de risque de liquidité et de taux, et qui constitue la formalisation de la politique de gestion des risques financiers du Groupe ;
- La politique IRRBB Groupe qui définit le périmètre des risques et leur identification, les acteurs impliqués et leurs interactions et la gouvernance de gestion du risque. Elle détaille par ailleurs les étapes d'identification, de mesure, d'encadrement et de reporting relatives à l'IRRBB tant au niveau Groupe qu'au niveau des établissements le constituant (banques régionales des réseaux Banques Populaires et Caisse d'Epargne, filiales bancaires de l'organe centrale BPCE SA), ainsi que les interactions avec la filière Risques ALM dans ces étapes.

2.7.3.2.1. Politique de l'établissement

La politique de risque de taux du banking book (IRRBB) a pour objectif de :

- Maîtriser les différents sous-types de risques de taux d'intérêt en définissant l'appétit pour le risque et la capacité du groupe à faire face à une crise ;
- Assurer la régularité des résultats ;
- Déterminer les couvertures adéquates à la limitation de l'exposition au risque de taux et au respect des limites ;
- Valider les règles d'orientation de la filière Gestion Actif/Passif en dotant celle-ci des moyens adaptés à son bon fonctionnement.

2.7.3.2.2. Dispositif de surveillance du risque de taux global

Le risque de taux se décline en cinq composantes :

- le risque de re-fixation des taux lié à l'évolution de la courbe d'intérêt (mouvements parallèles et modifications de la pente de la courbe des taux) et des décalages de durée entre les actifs et les passifs ;
- le risque de pente structurel, soit le risque encouru lors du renouvellement d'actifs de maturité plus longue que les renouvellements de passif du fait de l'évolution de la pente de la courbe des taux. Il comprend le risque d'opportunité sur le gain de transformation des positions de taux futures ;
- le risque de base lié aux variations relatives des taux d'intérêt pour les instruments financiers qui ont des échéances similaires mais dont la tarification repose sur des courbes de taux différents (par exemple, écartement entre la courbe OIS et la courbe des taux interbancaires) ;
- le risque d'inflation et le risque de décorrélation entre les taux réglementés et la formule théorique pour les produits indexés sur cet indice tels que les produits d'épargne réglementés ;
- le risque optionnel lié à l'effet potentiellement défavorable des options de marché et des options incorporées dans les opérations clientèle (explicites et implicites telles que les RA par exemple).

Ces différents types de risques ont un impact sur la sensibilité des revenus futurs et sur la sensibilité de la valeur économique du portefeuille bancaire.

Quatre types de taux sont considérés :

- Taux fixe (TF) ;
- Taux révisable / variable (TRV) : Euribor, Ester ;
- Taux réglementé : taux du Livret A (taux variable court terme et taux d'inflation) et taux des autres livrets corrélés au taux du Livret A ;
- Taux d'inflation (INF) : composante inflation du Livret A, OAT indexée sur l'inflation.

Les limites suivies par la CEIDF sont celles du référentiel GAP Groupe.

2.7.3.3. Risque de liquidité

2.7.3.3.1. Politique de l'établissement

Le risque de liquidité est « le risque de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché » (Article 10.h de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié) « dans un délai déterminé et à un coût raisonnable » (arrêté du 5 mai 2009).

En application de l'article 2 des statuts de BPCE, l'Organe central prend « toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité du Groupe ainsi que de chacun des Réseaux » et, à cet effet, détermine « les règles de gestion de la liquidité du Groupe ».

La politique de gestion du risque de liquidité est formalisée au travers d'indicateurs en lien avec l'appétit au risque de liquidité. Ce dernier est défini au niveau Groupe et décliné au niveau des établissements.

La politique de gestion de la liquidité consiste à assurer la stratégie de développement de l'établissement dans le respect du cadre de gestion fixé par le régulateur (LCR, NSFR...), par le Groupe (limite en gap de liquidité, stress de liquidité ...) et en interne (limites propres à l'établissement défini dans le RAF établissement).

Dans ce cadre, il s'agit de s'assurer que l'établissement bénéficie d'une liquidité suffisante et à un coût maîtrisé permettant d'atteindre les objectifs de développement validés.

Au niveau de la Caisse, le CGB (voire le Directoire) et le comité de trésorerie gèrent en 1er niveau le risque de liquidité. Les décisions de financement y sont prises.

La gestion mise en œuvre au sein de la CEIDF se veut aussi volontairement prudente et vise à garantir la capacité de la Caisse à faire face à ses engagements en matière de liquidité sur un horizon court, moyen et long terme.

La gestion du risque de liquidité s'appuie pour cela sur la possibilité de refinancement auprès des marchés financiers et de la capacité de l'établissement à assurer un développement commercial équilibré entre la progression des encours de crédit et ceux de collecte conservés au bilan.

La politique de gestion de la liquidité de la CEIDF s'inscrit bien entendu dans celle du Groupe au travers notamment du pilotage des indicateurs sous limites définis par le Groupe : LCR, NSFR, Gap de liquidité, enveloppe de liquidité.

2.7.3.3.1.1. Dispositif d'encadrement du risque de liquidité

ORGANISATION GENERALE DU GROUPE BPCE

En termes de gestion, l'appréhension du risque de liquidité doit se faire sur différents prismes :

- horizon de temps : court, moyen et long terme ;
- situation normale ou stressée ;
- vision statique et dynamique.

A court terme (moins de 1 an), l'objectif est de s'assurer que son exposition permet de garantir sa survie à tout moment et plus particulièrement en situation de stress.

A moyen terme, la liquidité est mesurée au sens du besoin de trésorerie de l'établissement et est encadrée par la faisabilité du plan de refinancement MLT.

A long terme, il s'agit de garantir la soutenabilité dans le temps de ses activités, surveiller le niveau de transformation (en liquidité) du bilan.

Pour cela, les principaux indicateurs utilisés au niveau du Groupe BPCE et déclinés en établissement sont les suivants :

LIQUIDITY COVERAGE RATIO - LCR

Le LCR représente la capacité de l'établissement à faire face à une crise de liquidité spécifique et systémique à court terme (30 jours). L'objectif est de s'assurer que l'établissement survit à un stress sur une durée de 30 jours. Les pondérations appliquées pour la mesure de cet indicateur sont définies par la réglementation européenne qui impose un niveau minimum de LCR de 100%.

Le LCR consolidé de CEIDF s'établit à 125,2% à fin décembre 2025.

NET STABLE FUNDING RATIO – NSFR

Le NSFR est un ratio réglementaire d'encadrement du risque de liquidité à moyen terme qui oblige les banques à financer par des ressources stables une part significative de leurs actifs à 1 an. Depuis le 30/06/21, avec l'entrée en vigueur du CRR2, cet indicateur est soumis à un minimum réglementaire de 100%.

Le NSFR consolidé de CEIDF s'établit à 106,7% à fin décembre 2025.

IMPASSE DE LIQUIDITE STATIQUE

Le gap ou impasse de liquidité a pour objectif la mesure des besoins ou des excédents de liquidité aux dates futures. L'observation de cette impasse d'une période à une autre permet d'apprécier la déformation (en liquidité) du bilan d'un établissement bancaire.

Selon la période observée (CT, MLT), l'encadrement de l'impasse va permettre de garantir la continuité en cas de stress, de contrôler la position de transformation et d'assurer la soutenabilité dans le temps de l'activité.

L'encadrement de l'impasse de liquidité au niveau établissement se réalise *via* la déclinaison des limites fixées au niveau Groupe. Pour rappel, les principes de calibrage des limites sur la partie court terme visent à assurer la capacité du Groupe à évoluer dans différents contextes :

- En situation de stress fort à 2 mois, avec défense d'un niveau cible minimum de LCR à 1 mois ;
- En situation de stress modéré à 5 mois ;
- En situation normale à 11 mois et 2 ans.

2.7.3.3.1.2. Description des principaux indicateurs

Afin d'appréhender le risque de liquidité, le Groupe s'appuie sur plusieurs indicateurs. On distingue deux séries d'indicateurs :

- **Les indicateurs dits 'socle de base'** : il s'agit d'un ensemble d'indicateurs communs aux établissements permettant d'encadrer les principaux risques portés par les différents bassins, et pouvant mettre le groupe en risque.
- **Les indicateurs spécifiques** : il s'agit d'un jeu d'indicateurs ad hoc permettant d'encadrer les risques spécifiques de certains bassins selon leurs caractéristiques.

Le tableau suivant présente de manière synthétique les indicateurs dits 'socle de base'.

Tableau 1 – Table des indicateurs de liquidité communs à tous les bassins

	Indicateurs	Objectifs
Transformation	Gap de liquidité	Encadrer la transformation et s'assurer de la soutenabilité des activités
	LCR	Mesurer la capacité de résistance du groupe à un stress systémique et sur un horizon de 30 jours
	NSFR	Mesurer la transformation de l'établissement suivant une approche réglementaire à travers le rapport entre le montant de financement stable et celui d'actifs stables.
Activités financières	Accès marché	Eviter "tout pollution" des signatures et optimiser la capacité d'accès Groupe au marché et sa soutenabilité
	Suivi des repos	Evaluer la dépendance des établissements au marché des repos
Activité clientèle	CERC	Contribuer à l'analyse de la performance commerciale et mesurer notamment la performance de la collecte commerciale S'assurer d'une dépendance au marché soutenable en vérifiant la bonne couverture des actifs clientèle par des passifs clientèle
	Dépôts Grands Comptes	S'assurer d'une diversification suffisante au sein de la collecte clientèle
Volume	Enveloppes de liquidité	Suivre les besoins de financement des établissements à travers leur consommation des enveloppes de liquidité.

Le tableau ci-après présente de manière synthétique les indicateurs spécifiques retenus pour certains bassins.

Tableau 2 – Table des indicateurs de liquidité spécifiques

		Indicateurs
Groupe		Stress de liquidité
		Concentration des t ₁ mbées MLT
		Concentration des investisseurs
		AER
		Gap USD
		Montant de collateral disponible
		Taille du bilan cash
		Intraday
		Placements privés
Réseau, organe central & filiales	CFF	VRCT BPCE vers CFF
	SCF	VRCT SCF vers BPCE
	Natixis	Segmentation des actifs par activité
		Repo sur titres LCR
	BP (Excluding Bred) and CE	Dépôts MMF US
	BPCE SA	Opérations sécurisées US
Bred		Repo control
		Montant de collateral disponible
		Dépôts clientèle financière

Thème	Référence Article CRR II	Référence Pilier III BPCE	Titre du tableau	Contributeur BPCE	Retrieve / Maquette BPCE	Data_hub soumission EBA en XBRL
		BPCE37	Réserves de liquidité	GAP	Saisie manuelle	Non
		BPCE38	Impasses de liquidité	GAP	Saisie manuelle	Non
		BPCE39	Échéancier des emplois et ressources (DRAC)	CCO	Retrieve	Non
Liquidity requirements	Article 451a(2)	EU LIQ1	Ratio de couverture des besoins de liquidité (LCR)	GAP	Maquette d'alimentation automatique avec les reportings réglementaires LCR	Oui
Liquidity requirements	Article 451a(3)	EU LIQ2	Ratio de financement stable net (NSFR)	GAP	Maquette d'alimentation automatique avec les reportings réglementaires NSFR	Oui

CEIDF - RESERVES DE LIQUIDITE

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Liquidités placées auprès des banques centrales	1 448	2 008
Titres LCR	4 625	3 608
Actifs éligibles banques centrales	9 590	10 819
Total	15 664	16 436

CEIDF - IMPASSES DE LIQUIDITE

<i>en millions d'euros</i>	01/01/2026 au 31/12/2026	01/01/2027 au 31/12/2027	01/01/2028 au 31/12/2030
Impasses (moyennes mensuelles)	- 909	- 3 170	- 4 820

CEIDF - ECHEANCIER DES EMPLOIS ET RESSOURCES (DRAC)

<i>En millions d'Euros</i>	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total au 31/12/2025
Caisse, banques centrales	817	0	0	0	0	0	817
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	471	471
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	33	39	85	1 400	2 371	1 960	5 887
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	419	419
Titres au coût amorti	10	4	13	207	1 273	14	1 520
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	14 085	1 561	661	6 628	42	388	23 365
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	2 299	1 440	5 902	22 376	44 286	1 066	77 369
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0	0	0	0	0	-256	-256
ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	17 244	3 044	6 660	30 610	47 972	4 063	109 592
Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	103	103
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	752	752
Dettes représentées par un titre	14	103	4	338	1 266	-1	1 724
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	860	916	9 576	7 647	8 330	-240	27 090
Dettes envers la clientèle	57 202	1 788	5 699	7 303	1 199	0	73 191
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0	0
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0	0	0	0	0	-55	-55
PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	58 076	2 807	15 279	15 288	10 795	559	102 804
Engagements de financement donnés en faveur des ets de crédit	1	0	1	1	0	0	3
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	406	343	2 126	2 660	2 396	30	7 961
TOTAL ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES	407	343	2 127	2 661	2 396	30	7 964
Engagements de garantie en faveur des ets de crédit	1	1	4	9	0	0	14
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	192	42	132	506	944	898	2 715
TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES	193	43	136	515	945	898	2 729

EU LIQ1 - RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS EN LIQUIDITE (LCR)

Périmètre de consolidation (consolidé)		Valeur totale non pondérée (moyenne)				Valeur totale pondérée (moyenne)			
Devise et unités (en millions d'euros)		31 03 2025	30 06 2025	30 09 2025	31 12 2025	31 03 2025	30 06 2025	30 09 2025	31 12 2025
Trimestre se terminant le (JJ Mois AAAA)		12	12	12	12	12	12	12	12
Nombre de points utilisés pour le calcul de moyennes		12	12	12	12	12	12	12	12
Actifs liquides de haute qualité									
1	Total Actifs liquides de haute qualité (HQLA)					5 078	5 137	5 218	5 368
Sorties de trésorerie									
2	Dépôts de détail et petites entreprises, dont	38 895	37 617	38 364	39 134	1 901	1 894	1 895	1 901
3	Dépôts stables	26 411	26 153	25 930	25 820	1 321	1 308	1 296	1 291
4	Dépôts moins stables	5 756	5 829	5 965	6 088	580	586	599	610
5	Dépôts non sécurisés des entreprises et institutions financières, dont	15 154	14 746	14 655	14 291	5 489	5 279	5 238	5 027
6	Dépôts opérationnels	7 438	7 075	6 826	6 665	1 774	1 683	1 621	1 581
7	Dépôts non opérationnels	7 715	7 666	7 824	7 618	3 713	3 593	3 612	3 438
8	Dettes émises non sécurisées	2	3	5	9	2	3	5	9
9	Dépôts sécurisés des entreprises et institutions financières					-	9	9	9
10	Sorties additionnelles, dont :	5 423	5 457	5 465	5 561	951	937	924	918
11	Sorties relatives aux dérivés et transactions collatéralisées	488	489	489	482	488	489	489	482
12	Sorties relatives aux produits de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Facilités de crédit et de liquidité	4 935	4 969	4 976	5 078	462	448	435	434
14	Autres sorties contractuelles de trésorerie	53	56	50	33	51	54	49	33
15	Autres sorties contingentes de trésorerie	6 381	7 595	8 165	7 927	811	810	827	801
16	Total sorties de trésorerie					9 202	8 984	8 943	8 688
17	Transactions collatéralisées par des titres (i.e. reverse repos)	-	-	-	-	-	-	-	-
18	Entrées de trésorerie des prêts	5 048	4 844	4 662	4 343	5 078	4 500	4 311	3 965
19	Autres entrées de trésorerie	346	789	816	839	4 140	289	346	360
EU-19a	(Différence entre les entrées totales pondérées et les sorties totales pondérées de trésorerie résultant d'opérations effectuées dans des pays tiers soumis à des restrictions de transfert ou libellés en monnaies non convertibles)					-	-	-	-
EU-19b	(Entrées excédentaires d'un établissement de crédit spécialisé lié)					-	-	-	-
20	Total entrées de trésorerie	5 894	5 633	5 478	5 182	5 051	4 789	4 656	4 325
EU-20a	Entrées de trésorerie entièrement exemptes de plafond	4 411	4 130	3 948	3 569	4 411	4 130	3 948	3 569
EU-20b	Entrées de trésorerie soumises au plafond à 90 %	-	-	-	-	-	-	-	-
EU-20c	Entrées de trésorerie soumises au plafond à 75 %	1 483	1 503	1 530	1 613	640	659	708	756
21	TOTAL HQLA					5 078	5 137	5 218	5 368
22	TOTAL DES SORTIES NETTES DE TRÉSORERIE					4 140	4 184	4 276	4 352
23	RATIO DE LIQUIDITE A COURT TERME (en %)					123%	123%	122%	123%

EU LIQ2 - RATIO DE FINANCEMENT STABLE NET (NSFR)

(en millions €)		31/12/2025			
		Valeur non pondérée par échéance résiduelle			Valeur pondérée
		Pas d'échéance	< 6 mois	6 mois à < 1an	
Eléments du financement stable disponible					
1	Eléments et instruments de fonds propres	0	0	0	5 674
2	Fonds propres	0	0	0	5 674
3	Autres instruments de fonds propres	0	0	0	0
4	Dépôts de la clientèle de détail	36 766	361	5 369	40 155
5	Dépôts stables	27 387	57	1 481	27 552
6	Dépôts moins stables	9 379	304	3 888	12 603
7	Financement de gros:	34 579	1 827	13 654	26 739
8	Dépôts opérationnels	6 311	0	0	82
9	Autres financements de gros	28 268	1 827	13 654	26 657
10	Engagements interdépendants	668	0	9 907	0
11	Autres engagements:	807	18	2 322	2 332
12	Engagements dérivés affectant le NSFR				
13	Tous les autres engagements et instruments de fonds propres non inclus dans les catégories ci-dessus.	807	18	2 322	2 332
14	Financement stable disponible total				74 900
Eléments du financement stable requis					
15	Total des actifs liquides de qualité élevée (HQLA)				338
EU-15a	Actifs grevés pour une échéance résiduelle d'un an ou plus dans un panier de couverture	0	0	8 460	7 191
16	Dépôts détenus auprès d'autres établissements financiers à des fins opérationnelles	0	0	0	0
17	Prêts et titres performants:	8 147	4 062	69 528	56 755
18	Opérations de financement sur titres performantes avec des clients financiers garanties par des actifs liquides de qualité élevée de niveau 1 soumis à une décote de 0 %.	0	0	0	0
19	Opérations de financement sur titres performantes avec des clients financiers garanties par d'autres actifs et prêts et avances aux établissements financiers	4 323	428	6 978	7 624
20	Prêts performants à des entreprises non financières, prêts performants à la clientèle de détail et aux petites entreprises, et prêts performants aux emprunteurs souverains et aux entités du secteur public, dont:	2 387	2 215	30 228	48 198
21	Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35 % selon l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	780	667	12 950	31 719
22	Prêts hypothécaires résidentiels performants, dont:	1 437	1 419	31 225	0
23	Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35 % selon l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	1 437	1 419	31 225	0
24	Autres prêts et titres qui ne sont pas en défaut et ne sont pas considérés comme des actifs liquides de qualité élevée, y compris les actions négociées en bourse et les produits liés aux crédits commerciaux inscrits au bilan	0	0	1 098	933
25	Actifs interdépendants	668	0	9 907	0
26	Autres actifs:	929	0	4 570	4 592
27	Matières premières échangées physiquement			0	0
28	Actifs fournis en tant que marge initiale dans des contrats dérivés et en tant que contributions aux fonds de défaillance des CCP	0	0	0	0
29	Actifs dérivés affectant le NSFR	3			2,97
30	Engagements dérivés affectant le NSFR avant déduction de la marge de variation fournie	373			18,63
31	Tous les autres actifs ne relevant pas des catégories ci-dessus	554	0	4 570	4 570
32	Eléments de hors bilan	7 820	0	2 815	1 352
33	Financement stable requis total				70 228
34	Ratio de financement stable net (%)				106,7%

2.7.4. RISQUES OPERATIONNELS

2.7.4.1. Organisation et gouvernance

Le dispositif de gestion du risque opérationnel (RO) de la CEIDF est fondé sur les normes, procédures et modes opératoires définis par le Département Risques Opérationnels (DRO) de la DRG qui assure l'accompagnement et le contrôle de l'ensemble de la filière risques opérationnels. Ce dispositif doit respecter les principes édictés par la Charte Risques, Conformité et Contrôle Permanent et la Charte du contrôle interne Groupe.

Ce même dispositif s'inscrit dans le dispositif Risk Appetite Statement (RAS) et Risk Appetite Framework (RAF) du Groupe, qui est décliné au sein de la CEIDF via le suivi de différents indicateurs.

A l'échelle de la Caisse, ce dispositif, piloté par le Département Risques Financiers et Opérationnels (DRFO) rattaché à la DRCCP, est relayé par des correspondants métiers sur l'ensemble du périmètre des activités de la CEIDF.

Le DRFO est en charge de la surveillance permanente du risque opérationnel qui s'organise autour de la collecte des incidents, la mesure des risques, le suivi des actions correctrices pour toutes les activités de l'établissement, ainsi que le suivi d'indicateurs prédictifs de risques.

Le comité de suivi des risques opérationnels (CSRO) s'assure de la déclinaison de la politique de maîtrise des risques opérationnels et s'assure de la pertinence et de l'efficacité du dispositif.

- Il prend connaissance des incidents majeurs et récurrents et valide les actions correctives à mener. Il se prononce, à partir du Top 10 des risques (exposition VaR 99,9%, VaR 95% et pertes attendues), sur sa tolérance aux risques, valide la cartographie locale et décide des actions correctives proactives destinées à réduire l'exposition aux risques jugés excessifs. Il s'appuie en cela sur les résultats des contrôles permanents de niveaux 1 et 2 associés aux situations de risque incluses dans le périmètre de cartographie ;
- Il prend connaissance des KRI en dépassement, décide des actions correctives à mener et effectue le suivi de l'état d'avancement des actions de réductions des risques post incidents graves ou bien de risques jugés excessifs (issus de l'exercice de cartographie) ou décidés après dépassement du seuil de KRI. Il est alerté en cas de dépassement excessif des délais de mise en œuvre des actions correctives ;
- Il examine les contrôles permanents réalisés au titre de la filière risque opérationnel et notamment les délais excessifs de mise en œuvre des actions correctives ;
- Il définit l'organisation du réseau des Correspondants risque opérationnel, effectue le suivi des actions de sensibilisation et de formation et le suivi des actions de sensibilisation auprès du métier ou de la fonction concerné(e) ;
- Il examine, *a minima* semestriellement, les incidents pouvant donner lieu à déclaration de sinistres (rapprochement de la base Incidents RO et des bases sinistres locales et du groupe) afin de mettre en évidence la perte nette résiduelle après application de la couverture assurance ;
- Enfin, il exprime les éventuels besoins d'évolution des polices d'assurance locales.

A minima au trimestre, lors du comité exécutif des risques, le Directoire est informé des expositions en matière de risque opérationnel, du respect des seuils de tolérance et de résilience en matière d'indicateurs d'appétit aux risques encadrant les risques non financiers, des incidents majeurs survenus, des actions correctives éventuellement mises en place ainsi que des évolutions du dispositif de gestion des risques opérationnels.

Les membres du Directoire, en leur qualité de Dirigeants effectifs, sont responsables :

- de la validation du dispositif et des objectifs de diminution des risques opérationnels de l'établissement et de ses structures, au travers de la définition des actions correctrices ;
- de l'adéquation des moyens mis en œuvre pour assurer le pilotage du dispositif des risques opérationnels au regard des activités ;
- de la bonne fin en CSRO des plans d'actions portant sur les risques à réduire ;
- de la validation de la pertinence des solutions retenues au regard des travaux issus des cartographies, incidents, indicateurs prédictifs et reportings ;
- du respect de l'application des règles et normes contenues dans les chartes et référentiels des normes Groupe ;
- du respect de la diffusion de l'information relative aux incidents graves de risques opérationnels, dont incidents significatifs relevant de l'article 98, et de leur suivi à BPCE et à l'organe de Surveillance de l'établissement.

2.7.4.2. Exposition de l'établissement aux risques opérationnels

Le RO est inhérent à toutes les activités de la CEIDF. La Caisse est exposée aux sources habituelles de risque opérationnel : défaillance/dysfonctionnement des processus, des collaborateurs, des systèmes de gestion liés aux systèmes d'information et des événements extérieurs pouvant perturber le fonctionnement des entités. Ces différents risques sont classés selon les 7 typologies bâloises. Les expositions étudiées et pilotées, qu'elles soient potentielles (cartographie et KRI) ou avérées (base incidents), y font référence.

En 2025, 2 979 déclarations ont été réalisées dans Osirisk pour 14 401 incidents (recours fréquent aux enregistrements en mode agrégé), soit un volume supérieur par rapport à 2024 en termes de déclaration (+19%) mais inférieur en nombre incidents (-3%). En 2025, le flux de déclarations reste principalement porté par les incidents issus de Trace PP (2 416 déclarations pour 12 535 incidents, soit respectivement 81% et 87% du volume sur l'année).

L'exposition brute des incidents de RO déclarés en 2025 s'établit au 31/12/2025 à 34,7 M€ contre 25,8 M€ fin 2024. Cette assiette des incidents déclarés, qui reste à un niveau significatif, est expliquée notamment par la déclaration d'un incident avec une exposition de 11 M€ et celles de 2 incidents graves pour une exposition fin 2025 de 1,3 M€ (pour rappel, 6 incidents graves avaient été déclarés pour un montant brut cumulé de 8,3 M€ fin 2024).

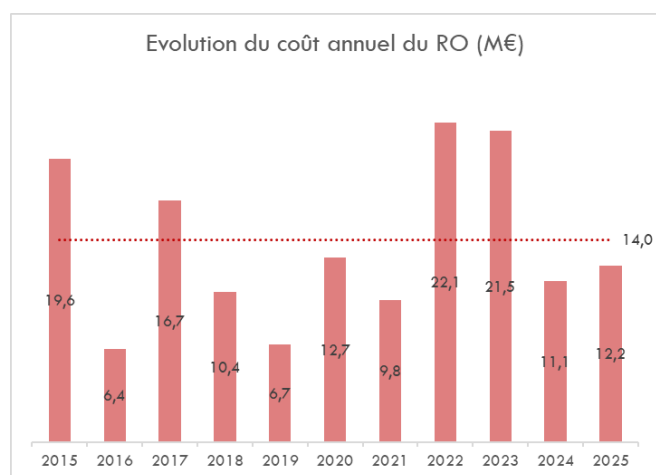
A la clôture de l'exercice 2025, 518 incidents sont ouverts dans Osirisk (en baisse de 20% par rapport à 2024) pour un niveau de provisions de 39,6 M€, et un taux de couverture de l'exposition nette en risque de 100%, soit à l'échelle de la CEIDF, des pertes estimées à dire d'expert totalement couvertes.

Les échanges réguliers et les travaux menés en bonne coordination avec les métiers permettent d'ouvrir régulièrement des incidents. En 2025, un travail de rationalisation a été fait en parallèle, notamment sur les vieux incidents de fraudes internes et sur ceux liés aux dégâts des eaux et vandalismes, ce qui a permis d'en clôturer ainsi un certain nombre.

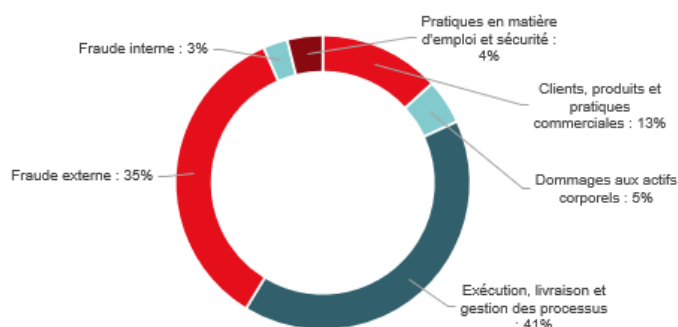
Selon les normes applicables, le niveau de provisions des incidents de RO est revu à *minima* chaque semestre. Au niveau de la Caisse, les incidents ouverts et d'importance font l'objet d'une revue trimestrielle notamment *via* le Comité des Provisions et le Comité des dossiers sensibles (pour ceux provisionnés au passif mais également grâce aux informations contenues dans Vario pour ceux provisionnés à l'actif).

Plus largement, au 31/12/2025, 29% du stock de provisions couvre 5 incidents en cours (≥ 1 M€), dont 2 datent de 2024 (2 M€), 1 de 2023 (1 M€) et 2 de 2016 (8,4 M€).

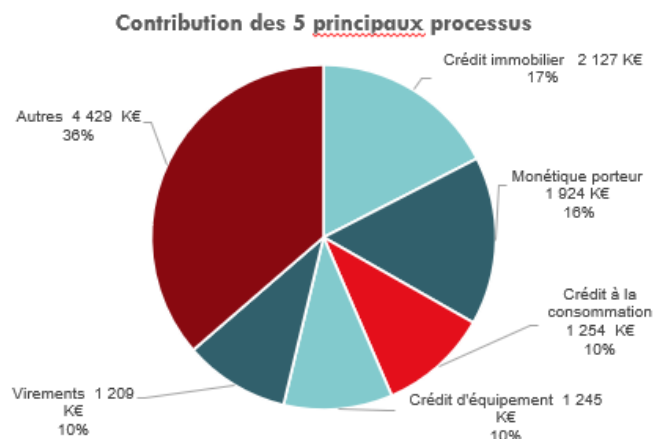
Le coût net du RO de la Caisse au niveau social en 2025 (12,2 M€) est très inférieur aux pertes annuelles attendues (28 M€, issu de l'évaluation de la cartographie annuelle des RO). Il est en hausse de 9% par rapport à 2024 (11,1 M€). Cette charge de risque opérationnel en 2025 est principalement portée par la catégorie bâloise « Exécution, livraison et gestion des processus » à 40% et par la « Fraude externe » à 35%. A noter aussi une reprise de 1 M€ sur un incident grave déclaré en 2018.



La répartition de la charge de risque opérationnel en 2025 (12,2 M€) par classe bâloise est la suivante :



En termes de processus, la monétique porteur, le crédit immobilier, le virement, les prêts à la consommation et d'équipement sont les 5 processus qui pèsent le plus dans le coût du risque opérationnel à fin 2025 (6 M€, soit 64% du total).



Le taux de couverture des pertes (pertes couvertes par rapport à la variation des montants de pertes comptabilisées) atteint 30,3% fin 2025, soit un taux en diminution par rapport à 2024 (71%), qui avait été exceptionnel en raison de passages en pertes (couvertes) de fraude externe réalisés sur deux incidents graves « significatifs » pour respectivement 9,1 M€ et 6,4 M€.

- Les pertes en matière de fraude externe ont fortement diminué entre 2024 et 2025 passant ainsi de 20,8 M€ à 4,9 M€, soit de 81,5% à 45,4% de l'ensemble des pertes. En 2025, comme chaque année, les pertes sont aussi liées à des événements non prévisibles en matière de monétique porteur notamment.
- Pour la catégorie exécution, livraison et gestion des processus, le volume des pertes apparaît en augmentation par rapport à 2024 en passant de 2,1 M€ à 3,5 M€ à fin 2025 (de 8% à 32,4%).
- Les pertes relatives à la catégorie Dommages aux actifs corporels ont augmenté en 2025 (716 K€ - 6,6% vs 534 K€ - 2,1% en 2024). 2025 a en effet été impacté par des dégâts des eaux et du vandalisme pour lesquels les pertes ont atteint 592 K€.
- Les pertes constatées sur la catégorie clients, produits et pratiques commerciales sont en légère augmentation (627 K€ - 2,5% en 2024 vs 703,3 K€ - 6,5% en 2025).

A l'échelle de la CEIDF, 2 incidents ont donc, en 2025, fait l'objet d'alertes Groupe (≥ 300 K€ et/ou risque d'image fort) :

- Une perte de garantie CEGC liée au fait que l'objet du prêt relais n'a jamais été déclaré comme étant une péniche. Cette information a faussé la décision de la CEGC car ce type de montage fait partie des exclusions de leur politique de risques.
- Une indemnité transactionnelle AMF liée à une mission sur l'activité de gestion sous mandat.

Ils ont fait bien entendu l'objet de plans d'actions qui seront suivis.

Aucune alerte n'a correspondu à un incident grave Groupe (perte sèche brute ou manque à gagner supérieur à 5 M€ ou 0,1% des fonds propres CET1), ni à un incident relevant de l'article 98 (incident significatif dont la perte sèche brute et/ou le manque à gagner est supérieur ou égal à 0,5% des fonds propres CET1).

En lien avec la macro-cartographie des risques, le dispositif Groupe permet de définir des indicateurs d'appétit aux risques, conformément à l'arrêté du 3 novembre 2014, incluant le risque juridique et le risque lié aux modèles, qui sont déclinés en établissement. En synthèse, deux ont trait strictement au domaine du risque opérationnel et pour chacun d'eux, sont définis des seuils de tolérance et de résilience.

En 2025, l'un des deux indicateurs du RAF RO 2024 a été dédoublé pour avoir une vue trimestrielle et une autre annuelle. De même, le calcul 2025 exclut les impacts des incidents frontière crédit et fraude externe :

$$\text{Observé} = \frac{\text{Pertes nettes sur le trimestre concerné}}{\text{RBE annuel moyen des 3 dernières années}}$$

$$\text{Glissant} = \frac{\text{Pertes nettes sur 4 trimestres glissants}}{\text{RBE annuel moyen des 3 dernières années}}$$

Sur l'année 2025, les trois indicateurs ont respecté chaque trimestre les seuils définis. La chronique en vision consolidée fournit l'évolution suivante :

Indicateurs				Seuil de tolérance	Seuil de résilience
	03/2025	06/2025	09/2025		
Incident grave voire significatif	0,01%	0,00%	0,00%	< 0,5%	< 1%
	03/2025	06/2025	09/2025		
Coût RO (hors RC) / RBE - Trim	0,50%	0,41%	0,48%	< 3%	
Coût RO (hors RC) / RBE - Annuel	3,33%	3,37%	3,19%		< 7,2%

De même, les indicateurs non financiers jusqu'au fin 09/2025 du RAF fournissent les évaluations :

Taux de réalisation des formations MRT	12/2024	03/2025	06/2025	09/2025		
	100%	27,00%	48%	69%	100%	> 90%
Indicateur de conformité des DRC de la clientèle PART (CEIDF social)	12/2024	03/2025	06/2025	09/2025		
	82,60%	83,60%	82,70%	84,30%	< 80%	< 75%
Délai moyen de déclaration de soupçons LCB-FT	12/2024	03/2025	06/2025	09/2025		
	32	28	31	41,7	< 60 jours	< 80 jours

En 2026, le calcul de l'indicateur « Coût du RO / RBE » évoluera, en cohérence avec l'évolution apportée au référentiel interne des risques en Juillet 2025, car il réintègrera l'ensemble des incidents du RO frontière crédit liés à une fraude externe. L'objectif est de permettre une vision exhaustive des pertes financières induites par les incidents de RO ; tout en conservant le traitement des pertes financières sur les crédits dans le coût du risque crédit. Cependant les seuils ont été maintenus par BPCE au niveau de 2025 calibrés pour un indicateur excluant les incidents frontière risque de crédit et de nature fraude externe.

2.7.4.3. Identification et évaluation du risque opérationnel

Le système interne d'évaluation du risque opérationnel repose sur l'enregistrement des incidents de risque opérationnel, notamment les pertes significatives par ligne métier.

- Le système d'évaluation se traduit par une cotation du risque qui fait partie intégrante des processus de surveillance et de contrôle du profil de risque opérationnel et tient une place prépondérante dans le reporting aux comités des risques ou aux dirigeants effectifs ;
- L'exposition au risque opérationnel (et notamment les pertes significatives subies) donne lieu à un reporting régulier à la direction de l'établissement concerné, à l'audit interne, aux dirigeants effectifs et à l'organe de surveillance, éventuellement représenté par son comité des risques ;
- Les procédures internes des établissements incluent les règles à appliquer en cas d'anomalie dans la gestion opérationnelle des processus.

En outre, ce dispositif prévoit également la mise en œuvre et le suivi des actions correctives, ainsi que la mise en œuvre et le suivi d'indicateurs de risque.

2.7.4.4. Lutte contre la fraude externe

2.7.4.4.1. Organisation de la lutte contre la fraude externe

L'organisation de la lutte contre la fraude externe est matérialisée essentiellement par une séparation des fonctions entre :

- La 1^{re} ligne de défense (LoD1), en charge de la gestion et du pilotage opérationnels de la lutte contre la fraude externe ;
- La 2^e ligne de défense (LoD2), en charge du pilotage et du suivi des risques de fraude externe.

La LoD1 est coordonnée par la Tour de Contrôle Fraude Groupe qui porte les principales activités suivantes :

- Définir la gouvernance opérationnelle fraude externe et en assurer l'animation ;
- Coordonner et animer l'ensemble des acteurs opérationnels ;
- Déterminer et diffuser les normes et méthodes et procédures opérationnelles du groupe ;

- Elaborer et exécuter les plans d'action opérationnels et communiquer sur leur avancement ;
- Piloter la veille opérationnelle des nouvelles menaces et nouvelles technologies ;
- Elaborer et mettre à jour le référentiel des CPN1 et consolider les résultats ;
- Traiter les alertes et coordonner le traitement des incidents intervenus au niveau du groupe ;
- Collecter tous les cas de fraude externe dans FREGAT
- Alimenter le reporting interne sur la fraude externe (Tentatives, cas avérées, fraudes évitées, nbre alertes...).

La LoD2 est pilotée par l'équipe Lutte contre la Fraude Externe de la Direction Sécurité Groupe qui porte les principales activités suivantes :

- Définition de la gouvernance globale de lutte contre la fraude externe ;
- Elaboration de la Politique fraude groupe et suivi de sa mise en œuvre ;
- Définition de la stratégie Groupe en matière de fraude externe ;
- Elaboration et mise à jour de la cartographie des risques de fraude externe ;
- Définition du Plan de Contrôle de niveau 2 et consolidation des résultats ;
- Gestion de crise dans le cadre du processus Incidents Graves Groupe (IGG) ;
- Analyse des risques sur les nouveaux produits, services et activités ;
- Pilotage la veille réglementaire et la mise en œuvre de la réglementation ;
- Définition du plan de Formation/sensibilisation.

Ces activités couvrent l'ensemble des métiers retail ou corporate et la totalité des entreprises du Groupe. La lutte contre la fraude externe est constituée en une filière métier spécialisée dans tous les établissements du Groupe.

Ainsi, un référent fraude externe est désigné dans chaque établissement du Groupe, et est chargé d'animer son dispositif dans son établissement.

2.7.4.4.2. Travaux réalisés 2025

La feuille de route pluri-annuelle "fraude externe transverse au Groupe a poursuivi sa mise en œuvre. Elle est constituée en particulier de piliers organisés en programmes :

- Sécurisation des virements de bout en bout par l'enrichissement des outils de détection et d'alertes, par l'adaptation des parcours clients selon le niveau de risque de fraude identifié, par la gestion fine des plafonds.
- Fraude documentaire couvrant l'ensemble du cycle de vie de la relation client, de l'entrée en relation à la fin de la relation, l'objectif étant de renforcer et fiabiliser le KYC en renforçant et en automatisant les contrôles documentaires et le partage d'information ;
- Contestation paiements (carte et virements) mis en place pour accélérer la mise en conformité avec les dispositions de la DSP2 s'est poursuivi en 2025.

Ces piliers sont complétés d'actions visant à poursuivre l'effort de sécurisation des autres moyens de paiements (cartes, chèques, dépôts espèces, prélèvements, etc.) et à prévenir la fraude le plus en amont possible et à agir/réagir au plus vite.

2.7.5. RISQUES ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET DE GOUVERNANCE

En 2025, le Groupe BPCE a significativement consolidé son dispositif ESG en renforçant son cadre méthodologique, sa gouvernance et ses outils d'analyse. Le Groupe a structuré un référentiel ESG commun incluant l'analyse des risques physiques et de transition, une base sectorielle ESG, des politiques sectorielles contraignantes (dont pétrole-gaz et charbon), une notation ESG indépendante de la notation crédit, ainsi qu'un dialogue ESG approfondi avec les clientèles Entreprises des réseaux.

Au niveau de la CEIDF, 2025 marque l'intégration effective des exigences ESG du Groupe dans les processus d'octroi et de surveillance : la banque a implémenté la politique Groupe sur le risque de réputation lié aux enjeux ESG (insérée systématiquement dans les contre-analyses), décliné les politiques sectorielles charbon et pétrole-gaz, renforcé l'analyse ESG dans les dossiers crédit grâce au déploiement du dialogue ESG approfondi et à l'intégration de la notation ESG MYSYS dans les revues risques. La CEIDF a également enrichi

son analyse extra-financière via l'ajout d'un module d'évaluation du risque cyber (données sectorielles, exposition, scan technique) venant compléter l'appréciation ESG dans les décisions d'octroi.

2.7.5.1. Définition et cadre de référence

2.7.5.1.1. Cadre de référence

La gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance au sein du Groupe BPCE s'inscrit dans un double cadre :

- Le cadre réglementaire s'appliquant aux institutions financières, intégrant notamment la SFDR (Sustainable Finance Disclosure Regulation), la directive MIF 2 (Marchés d'Instruments Financiers 2) ou le guide de la Banque Centrale Européenne relatif aux risques liés au climat et à l'environnement. Ce cadre est complété par les dispositifs de transparence extra-financière, comme la Taxonomie Européenne ou la CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive). Le Groupe BPCE tient également compte dans son cadre de référence des lois environnementales et sociales des juridictions où il opère. En France, cela inclut la loi Energie Climat, la loi d'Orientation des Mobilités ou la loi AGECL (anti-gaspillage économie circulaire) ;
- Le cadre des standards et des bonnes pratiques de place que le Groupe BPCE applique volontairement et qui prend appui sur des références et standards internationaux, tels que les Objectifs de Développement Durable (ONU), le Pacte Mondial des Nations Unies (ONU), les Principes de l'Équateur (financements de projet) etc., ainsi que sur des initiatives de place telles que les Principes for Responsible Banking (Principes pour une Banque Responsable).

Le dispositif de gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance mis en place par le Groupe BPCE vise à garantir le respect des normes méthodologiques et des contraintes fixées par ce cadre de référence tout en reflétant l'appétit aux risques du Groupe BPCE.

En 2024, la CEIDF a obtenu le label AFNOR Engagé RSE, niveau confirmé 2 étoiles. Cette première labellisation est une reconnaissance de toutes les actions et les politiques de l'entreprise en matière sociale, environnementale et économique. Valable trois ans avec une évaluation intermédiaire à 18 mois, ce label est très exigeant : plus de 50 critères sont examinés selon la norme volontaire ISO 26000 et les Objectifs de développement durable.

2.7.5.1.2. Définition des risques ESG

RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

Les risques environnementaux se déclinent en deux grandes catégories de risques :

- Les risques physiques, découlant des conséquences d'événements climatiques ou environnementaux (biodiversité, pollution, eau, ressources naturelles), extrêmes ou chroniques, sur les activités du Groupe BPCE ou de ses contreparties ;
- Les risques de transition, découlant des conséquences de la transition vers une économie bas carbone, ou à moindre impact environnemental, sur le Groupe BPCE ou ses contreparties, incluant les changements réglementaires, les évolutions technologiques, le comportement des parties prenantes (dont les consommateurs).

RISQUES SOCIAUX

Les risques sociaux découlent des conséquences de facteurs sociaux sur les contreparties du Groupe BPCE, incluant notamment les enjeux liés aux droits, au bien-être et aux intérêts des personnes et des parties prenantes (main-d'œuvre de l'entreprise, employés de la chaîne de valeur, communautés concernées, utilisateurs et consommateurs finaux).

RISQUES DE GOUVERNANCE

Les risques de gouvernance découlent des conséquences de facteurs de gouvernance sur les contreparties du Groupe BPCE, incluant notamment les enjeux liés à l'éthique et à la culture d'entreprise (structure de gouvernance, intégrité et transparence des affaires, etc.), à la gestion des relations avec les fournisseurs, aux activités d'influence et pratiques de conduite des affaires.

2.7.5.1.3. Scénarios climatiques et environnementaux

Dans le cadre des processus de planification et de pilotage stratégique de ses métiers et de gestion des risques, le Groupe BPCE s'appuie sur des scénarios climatiques lui permettant d'apprécier les enjeux associés aux risques climatiques à court, moyen et long terme.

Dans le cadre des processus de planification et de pilotage stratégique de ses métiers et de gestion des risques, le Groupe BPCE s'appuie sur des scénarios climatiques lui permettant d'apprécier les enjeux associés aux risques climatiques à court, moyen et long terme. Ces scénarios sont issus d'institutions de référence en matière de recherche scientifique sur le climat, tels que le Groupement d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), le Network for Greening the Financial System (NGFS) ou l'Agence Internationale de l'Energie (AIE). Le choix des scénarios retenus par le groupe repose sur des travaux pluridisciplinaires entre les principales directions impliquées dans la planification stratégique et la gestion des risques. Ils font l'objet d'une validation au niveau direction générale dans les instances encadrant les différents exercices mobilisant ces scénarios.

SCENARIOS UTILISES DANS LE CADRE DE LA GESTION DES RISQUES

Le Groupe BPCE s'appuie essentiellement sur les scénarios SSP2-4.5 (scénario du GIEC) et Nationally Determined Contributions (scénario du NGFS) pour définir une tendance médiane à des fins de surveillance des risques. Pour ses besoins d'évaluation des risques dans un contexte dégradé, dans les exercices de test de résistance par exemple, le Groupe BPCE s'appuie également sur des scénarios alternatifs plus extrêmes : scénario SSP5-8.5 (scénario du GIEC) sur le risque physique et scénarios Net Zero 2050 et Delayed Transition (scénarios du GIEC) sur le risque de transition. Les caractéristiques des principaux scénarios climatiques mobilisés par le Groupe BPCE sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Thème	RCP 4.5	RCP 8.5	Nationally Determined Contributions	Net Zero Transition	Delayed Transition
Source	GIEC	GIEC	NGFS	NGFS	NGFS
Usage Risques ESG	Evaluation du risque physique	Evaluation du risque physique	Evaluation du risque de transition	Evaluation du risque de transition	Evaluation du risque de transition
Démographie	Croissance stabilisée vers 2050	Croissance soutenue	Croissance modérée	Stabilisation ou légère diminution	Croissance soutenue
Technologie	Adoption de technologies plus durables, transition vers les énergies renouvelables	Adoption lente des technologies plus durables, dépendance continue aux combustibles fossiles	Adoption progressive de technologies plus durables, innovations soutenues par des politiques adaptées	Accélération de l'innovation dans les technologies plus durables, fort soutien politique et financier	Adoption retardée des technologies plus durables
Sociétal	Augmentation de la sensibilisation aux enjeux environnementaux, politiques proactives	Inégalités croissantes, potentielles luttes sociales	Sensibilisation croissante aux enjeux environ., engagement des citoyens	Mobilisation sociale forte en faveur de la transition, soutenue par des politiques adaptées	Inégalités croissantes et résistance sociale

Croissance économique	Croissance économique modérée	Croissance économique rapide, forte consommation d'énergie	Croissance économique modérée	Croissance économique soutenable	Croissance économique rapide mais non soutenable
Émissions de gaz à effet de serre	Réduction significative des émissions à partir de 2040	Émissions en forte augmentation tout au long du 21 ^e siècle	Réduction progressive des émissions	Réduction rapide et significative des émissions	Poursuite de l'augmentation des émissions à court terme, avec une stabilisation tardive

2.7.5.1.4. Base de connaissance sectorielle

Le Groupe BPCE a développé une base de connaissance partagée entre les principales parties prenantes internes du dispositif de gestion des risques ESG (notamment la direction de l'Impact et le département risques ESG). Cette base de connaissance a vocation à constituer un socle de référence au sein du Groupe BPCE sur les enjeux ESG liés aux principaux secteurs économiques et à alimenter les travaux menés en aval à des fins d'intégration des risques ESG dans les réflexions stratégiques et les différents dispositifs de gestion des risques du Groupe BPCE.

Cette base de connaissance prend la forme de fiches sectorielles rassemblant les principaux enjeux ESG des secteurs économiques les plus sensibles du point de vue ESG. Elles sont constituées en s'appuyant sur l'état actuel des connaissances scientifiques, technologiques et sociales rassemblées par les experts du Groupe BPCE. Une mise à jour et un enrichissement régulier de ce socle de connaissance sont réalisés de manière à suivre les dynamiques sectorielles observées.

Au sein de CEIDF, les fiches sectorielles mises à disposition par le Groupe BPCE ont été déclinées opérationnellement et sont utilisées par toutes les équipes de la Banque de Développement régional et par la Direction des Risques Crédit.

2.7.5.1.5. Données ESG

L'acquisition, la diffusion et l'usage au sein du Groupe BPCE de données liées aux caractéristiques ESG de ses contreparties et à ses activités propres constituent un enjeu critique, notamment à des fins de pilotage des portefeuilles et de suivi des risques ESG. Elles jouent également un rôle majeur dans l'enrichissement de la connaissance extra-financière des clients permettant de mettre en place les actions d'accompagnement adaptées, en fonction du segment de clientèle. La gestion des données relatives aux enjeux ESG (données ESG) s'inscrit dans le cadre général des normes et des politiques relatives aux données au sein du Groupe BPCE et en particulier, celles relatives à la réglementation BCBS239. En complément, un standard de gouvernance des données ESG a été défini afin de préciser clairement les rôles et responsabilités des différents acteurs, ainsi que les exigences spécifiques pour la collecte, l'agrégation et la validation des données ESG. Selon la nature du besoin, le Groupe BPCE dispose de plusieurs canaux d'acquisition de données ESG sur ses contreparties :

- La collecte directe des données auprès de ses contreparties, au travers de questionnaires spécifiques et du dialogue stratégique ;
- La collecte de données issues d'informations extra-financières publiées par ses contreparties, par exemple dans le rapport CSRD pour les entreprises européennes concernées ;
- Le recours à des bases de données publiques (open data), mises à disposition par des institutions gouvernementales telles que l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) en France ou des organisations non gouvernementales (ONG) spécialisées comme le World Wildlife Fund (WWF) ou Urgewald par exemple ;
- Le recours à des fournisseurs externes de données spécialisés comme les agences de notation extra-financière, ou généralistes.

En l'absence de données disponibles spécifiques à une contrepartie, le Groupe BPCE peut recourir à des approximations (moyennes sectorielles par exemple) et à des estimations lui permettant d'évaluer la trajectoire de ses portefeuilles et de ses risques. Ce type d'approche est notamment utilisé pour les clients particuliers,

professionnels et petites entreprises pour lesquels les enjeux de disponibilité et de qualité de la donnée disponible sont plus importants que pour les grandes entreprises, soumises à des obligations de publication.

Pour répondre aux enjeux de collecte et de qualité des données ESG, le Groupe BPCE a défini en 2025 une feuille de route permettant de couvrir les principaux besoins en matière de données clients, permettant de répondre aux usages risques et commerciaux ou en lien avec les engagements du Groupe BPCE. Les orientations liées à cette feuille de route et le suivi de son exécution sont assurés par le comité de direction générale, dans le cadre du suivi du projet stratégique Vision 2030, et par le comité stratégique de transition environnementale.

CEIDF s'inscrit pleinement dans les démarches Groupe, pour exemple en 2025 :

- Collecte datas ESG opérations financées grâce au déploiement de Vertuose (à l'exception du marché des professionnels de l'immobilier – Vertuose non encore interfacé à Defimmo).
- Collecte datas opérateurs via le questionnaire ESG.
- Collecte datas financements PIM et bailleurs sociaux dans le cadre des travaux trajectoires NZ CRE.

2.7.5.2. Organisation

2.7.5.2.1. Mission et organisation de la direction l'Impact

La direction de l'Impact Groupe, rattachée directement au président du directoire, est garante de la vision 2030 de l'Impact sur les dimensions environnementales, sociales et de gouvernance. Elle développe et déploie cette expertise, et elle œuvre au partage et à la diffusion des bonnes pratiques recensées dans toutes les entreprises du groupe, dans une logique d'amélioration continue. Elle coordonne la mise en œuvre opérationnelle du programme Impact établi dans le cadre du projet stratégique BPCE VISION 2030, en mobilisant les différentes parties prenantes. Enfin, elle assure la coordination globale et accompagne chaque filière pour assurer un fonctionnement « Impact Inside », tout en mettant en place les synergies nécessaires.

Pour mener à bien ses missions, la direction de l'Impact s'appuie sur les directions RSE/Impact des différents métiers du Groupe BPCE, la Fédération nationale des Banques Populaires (FNB) et la Fédération nationale des Caisses d'Epargne (FNCE). Une filière Impact, coordonnée et portée par la direction de l'Impact, pilote et accompagne la transformation durable des modèles d'affaires et métiers du groupe pour intégrer les enjeux ESG. Composée de l'ensemble des entités et métiers du groupe, elle garantit la co-construction, la mise en œuvre de lignes directrices communes et la déclinaison propre aux spécificités de chaque modèle d'affaire. Elle permet de s'assurer de l'exécution opérationnelle du projet stratégique Impact.

Chaque établissement et métier du groupe a désigné un sponsor Impact, membre de la filière, qui impulse et coordonne le plan d'action Impact au niveau de leurs entreprises et participe à la dynamique de co-construction.

2.7.5.2.2. Mission et organisation du département Risques ESG

Le département risques ESG joue un rôle central dans la définition et la mise en œuvre du dispositif de supervision des risques ESG du Groupe BPCE et a la responsabilité de : Définir et déployer les méthodologies et les outils de mesure des risques spécifiques aux risques ESG ; Contribuer à la définition des scénarios climatiques / environnementaux de référence pour le Groupe BPCE ; Contribuer à la définition et à la mise en œuvre d'un dispositif de stress test sur les risques ESG et de contribuer aux processus transverses de gestion des risques, notamment RAF/ICAAP/ILAAP, pour le compte des risques ESG ;

- Piloter et accompagner les projets visant à prendre en compte les risques ESG dans l'appétit aux risques, les politiques, les processus, les méthodologies risques/métiers dans l'ensemble des filières Risques, des entités et des métiers ;
- Accompagner la mise en œuvre opérationnelle du dispositif risques ESG dans l'ensemble des entités, notamment en supervisant le dispositif de contrôle permanent lié aux risques ESG ;
- Définir et mettre en œuvre les tableaux de bord de surveillance consolidée des risques ESG et assurer le suivi des expositions individuelles et sectorielles sensibles ;
- Produire et diffuser les analyses consolidées (ad hoc ou récurrentes) sur l'exposition aux risques ESG ;
- Définir et développer le dispositif de formation interne sur les risques ESG (administrateurs, dirigeants, collaborateurs).

Pour mener à bien ces missions, le département risques ESG s'appuie sur une filière de correspondants identifiés dans toutes les entités et établissements du Groupe BPCE, en charge d'accompagner le déploiement du dispositif de gestion des risques ESG à leurs bornes.

Compte tenu des enjeux spécifiques aux métiers de la banque de grande clientèle, Natixis CIB s'est doté de plusieurs pôles d'expertise au sein de ses équipes commerciales (Green & Sustainable Hub), de sa direction des Risques et de sa direction Strategy & Sustainability. Ces équipes alimentent les travaux du Groupe BPCE, en particulier sur les grandes entreprises et les financements spécialisés, les méthodologies d'évaluation des impacts et des risques, et interviennent directement dans l'accompagnement du déploiement du dispositif auprès des autres entités et des établissements du Groupe BPCE.

Au sein de CEIDF, les sujets liés aux risques ESG sont traités en transversal, principalement par les équipes de la DRCCP, de la RSE et du marché de la Banque de Développement régional qui intègre un département RSE. Aussi, les orientations et éventuelles décisions afférentes aux risques ESG sont prises dans des comités dédiés ou transverses.

Cela concerne en particulier :

- le comité RSE,
- le comité Exécutif des risques (trimestriel : intègre les risques ESG dans le suivi consolidé des risques de CEIDF).
- les comités mensuels de la filière green CE (organisés par BPCE),
- les comités liés au déploiement de projet dédié tel Métamorphose (organisés par la CEIDF ou BPCE),
- les comités de Direction BDD et BDR.

2.7.5.2.3. Intégration dans le dispositif de contrôle interne

Le dispositif de gestion des risques ESG s'articule selon le modèle des trois lignes de défense en place au sein du Groupe BPCE :

- Première ligne de défense : les services opérationnels au sein des différents métiers et fonctions du Groupe BPCE intègrent les risques ESG dans leurs processus, politiques et contrôles. Les risques ESG sont pris en compte dans les dispositifs de contrôle de niveau 1.1 et 1.2 selon les risques induits par chaque activité ;
- Seconde ligne de défense :
 - Le département des risques ESG, rattaché directement au directeur général en charge des risques du Groupe BPCE, établit le cadre de référence (méthodologie et scénarios), structure, anime et accompagne le déploiement du dispositif de maîtrise des risques ESG au sein du Groupe BPCE. Ces missions sont réalisées en collaboration avec la direction de l'Impact, les autres départements de la direction des Risques, les autres directions du Groupe BPCE intervenant dans la gestion des risques ESG et l'ensemble des entités et des établissements du Groupe BPCE ;
 - Les autres filières risques et conformité intègrent les risques ESG en tant que facteur de risque dans le dispositif de gestion des risques et de contrôle, avec l'appui du département risques ESG ;
 - Les départements en charge des contrôles permanents intègrent les points de contrôle relevant des risques ESG pour assurer le suivi et le contrôle transverse de l'intégration effective du dispositif de maîtrise des risques ESG dans les politiques et les processus ;
- Troisième ligne de défense : l'inspection générale du Groupe BPCE et les départements en charge de l'audit interne intègrent les risques ESG dans leur revue du cadre de contrôle interne pour assurer la bonne application des politiques de risques associées, la conformité des pratiques commerciales et de gestion des risques et le respect des obligations réglementaires.
- Au sein de CEIDF, la Direction des risques de crédit peut être amenée à réaliser des contrôles de second niveau dit « ciblés » sur n'importe quelle thématique dès lors qu'elle implique une décision d'octroi. Aussi, dans ce cadre, la DRC CEIDF a réalisé au cours du T4 2025 un contrôle inopiné sur le risque de réputation (cf. thème 8 du présent rapport).

2.7.5.3. Formation et animation des collaborateurs

En 2025, le Groupe BPCE a mis en place le Campus Impact, un dispositif de formation revu et mis à jour s'articulant autour de trois blocs : un socle commun fondé sur des savoirs généraux, des modules de perfectionnement sur des thématiques stratégiques prioritaires et des modules spécifiques par filière métier. Ce dispositif réunit les formations à jour disponibles pour construire des plans de formation par métier.

Le projet stratégique VISION 2030 intègre un objectif de formation de 100% des collaborateurs aux enjeux ESG d'ici au 31 décembre 2026. Dans ce cadre, en 2025, le Groupe BPCE a déployé deux modules de formation e-learning : « les fondamentaux de l'impact » et « les fondamentaux des risques ESG ». Ce dispositif sera complété en 2026, notamment par des modules dédiés à l'analyse des risques extra-financiers et à l'écoblanchiment.

Au niveau opérationnel, dans les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne, les collaborateurs commerciaux, analystes crédit et risques concernés par la clientèle Corporate ont participé à une formation d'une journée en présentiel intégrant une présentation des enjeux ESG et leur prise en compte dans l'analyse des modèles économiques, ainsi que des solutions d'accompagnement des clients. L'objectif était de comprendre les enjeux spécifiques pouvant impacter les modèles d'affaires et l'accompagnement des plans d'action de transition des clients. Des formations complémentaires dédiées spécifiquement à l'analyse extra-financière ont été dispensées aux populations analystes crédit et risques. Enfin, des communications de sensibilisation, notamment sur les enjeux ESG et les risques associés, sont régulièrement adressées aux collaborateurs du Groupe BPCE et contribuent à la bonne appréhension de ces sujets ainsi qu'à l'actualisation de leurs connaissances.

BANQUE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL (BDR) 2025 :

L'année 2025 a été riche en termes de conduite du changement pour la BDR compte tenu du déploiement du programme Groupe Métamorphose, très structurant et impactant. La RSE et la DRCCP ont été associées aux Green Days.

Ce programme a permis à la Banque de Développement Régional (BDR) de franchir une étape dans sa démarche d'accompagnement clients grâce à :

- une approche des enjeux sectoriels plus fine avec la mise à disposition des fiches incontournables, des notes sectorielles et des dialogues ESG sectoriels,
- un dialogue stratégique ESG plus pertinent et plus approfondi avec les clients permettant d'améliorer la connaissance client,
- une meilleure connaissance des investissements financés, notamment sous l'angle durabilité via la qualification Vertuose.

Outre optimiser l'accompagnement des clients, ce programme a permis d'améliorer la maîtrise des risques à moyen long terme grâce à une méthodologie d'analyse extra-financière plus structurée.

Au-delà des nouveaux outils et méthodes livrés par le Groupe dans le cadre de Métamorphose, la BDR a aussi développé des outils complémentaires permettant aux chargés d'affaires de gagner en efficacité dans leur démarche d'accompagnement clients (aide à la préqualification maturité clients, schéma des enjeux, pitch green...).

Cette montée en compétence des collaborateurs s'est accompagnée d'une importante conduite du changement tout au long de l'année :

- Organisation de journées dédiées Green (BDR, DRCCP, Dir. RSE) :
 - Green Days 2025 : déploiement en local du programme Métamorphose.
 - Déploiement de la méthodologie de qualification Vertuose ;
 - Déploiement podcasts Métamorphose : la décarbonation des bâtiments, la mobilité décarbonée, les EnR.
 - Promotion des webinaires sectoriels GSH : immobilier durable, énergie, santé, industrie, LS, agroalimentaire, collectivités, transport.
 - Formation « Intégrer les enjeux ESG dans l'accompagnement de nos clients » : Formation BPCE Métamorphose personnalisée CEIDF pour tenir compte de la maturité des collaborateurs BDR en matière d'ESG.
 - Poursuite de l'animation des ambassadeurs green nommés en 2024.

BANQUE DE DETAIL :

En 2025, la BDD s'est engagée à suivre la bonne appréhension des risques ESG par les équipes en pilotant les collaborateurs sur quatre critères :

- Développement commercial : % de ventes liées à de la collecte verte (livrets ou CSL « green », prêts green : financement de véhicule propre.).
- Sensibilisation client : % de RDV/total RDV en visio sur une période « N ».
- Consommation vertueuse : % de SED (signature électronique/digitale) / totales ventes.
- Sensibilisation collaborateur : % d'ETP ayant réalisé un e-learning « green » sur une période « N ».

RSE

En 2025, plusieurs actions ont été menées :

- Poursuite des formations Fresque du Climat et ateliers 2 T : en 25, 132 nouveaux collaborateurs ont été formés, qui s'ajoutent aux 320 collaborateurs formés en 24.
- Organisation d'une conférence sur la biodiversité pour les collaborateurs avec Allain Bougrain-Dubourg, journaliste, président de la Ligue pour la Protection des Oiseaux.
- Sensibilisation des nouveaux entrants lors de la formation « Parcours Nouveaux Entrants » pour présenter les engagements RSE de l'entreprise.
- Organisation d'un Digital Clean Up pour sensibiliser les collaborateurs à l'empreinte du numérique, les invitant à nettoyer leurs boîtes mails et leurs fichiers stockés dans leurs espaces personnels.
- Mise en place d'une collecte de vêtements professionnels (75 kg collectés) en partenariat avec l'association La Cravate Solidaire, permettant à des personnes en recherche d'emploi de se présenter avec confiance à leurs entretiens.
- Atelier de sensibilisation à la biodiversité avec notre apiculteur d'entreprise Naturabee, et 100 kg de miel produits par nos 4 ruches.
- Organisation régulière de jeux concours autour des Objectifs de Développement Durable pour les collaborateurs.

2.7.5.4. Politique de rémunération

Le conseil de surveillance, au travers du comité des rémunérations, a notamment pour responsabilité de fixer le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du directoire. Il s'assure que les enjeux ESG s'inscrivent pleinement dans la politique de rémunération.

La rémunération du président du directoire et des membres du comité de direction générale de BPCE (hors fonctions de contrôle) comprend une part variable annuelle indexée à 40 % sur des critères qualitatifs. L'attribution de cette part variable dépend pour partie de la mise en œuvre des ambitions stratégiques du Groupe BPCE sur les enjeux ESG.

Le 6 février 2025, sur proposition du comité des rémunérations, le conseil de surveillance de BPCE a décidé de fixer les objectifs de part variable du directoire au titre de l'exercice 2025 en intégrant un critère spécifique lié à l'environnement, au climat et aux trajectoires de décarbonation avec un poids de 5 %. Afin de sensibiliser les collaborateurs, et de les faire participer à l'engagement du groupe dans la lutte contre le réchauffement climatique, l'intéressement des collaborateurs de BPCE SA est, depuis 2022, en partie indexé sur un objectif en lien avec la stratégie de l'Impact de BPCE (atteinte de l'objectif stratégique du groupe de réduction de son empreinte directe dans l'accord couvrant les exercices 2022 – 2024, suivi de formations ESG pour l'accord 2025 – 2027). Afin de sensibiliser les collaborateurs, et de les faire participer à l'engagement du groupe dans la lutte contre le réchauffement climatique, l'intéressement des collaborateurs de BPCE SA est, depuis 2022, en partie indexé sur un objectif en lien avec la stratégie de l'Impact de BPCE (atteinte de l'objectif stratégique du groupe de réduction de son empreinte directe dans l'accord couvrant les exercices 2022 – 2024, suivi de formations ESG pour l'accord 2025 – 2027). Par ailleurs, des critères similaires sont intégrés par certaines entités du Groupe BPCE dans la détermination de la rémunération variable des dirigeants et des salariés, selon leur contexte et leur objectif propre.

2.7.5.5. Dispositif de gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance**2.7.5.5.1. Programme de déploiement du dispositif**

Ce programme s'articule autour des 4 thèmes suivants :

- La gouvernance des risques ESG : comitologie, rôles et responsabilités, rémunérations ;

- Le renforcement de la connaissance des risques : dispositifs de veille, analyses et évaluations sectorielles, référentiel des risques, méthodologies et processus d'analyse des risques, données ;
- L'insertion opérationnelle des travaux : en coordination avec les autres filières de la direction des Risques, prise en compte des facteurs de risque ESG dans leurs dispositifs d'encadrement et leurs processus de décision respectifs ;
- Les mécanismes de pilotage consolidé des risques : tableaux de bord, contributions aux dispositifs RAF / ICAAP / ILAAP, plan de formation et d'acculturation des administrateurs, dirigeants et collaborateurs, contribution à la communication extra-financière.

En 2025, ce programme a fait l'objet d'ajustements ponctuels afin de tenir compte du cadrage progressif de certains travaux et des attentes réglementaires issues des orientations de l'ABE en matière de gestion des risques ESG.

L'exécution de ce programme mobilise les principales parties prenantes internes en matière de risques ESG, notamment la direction de l'Impact, les équipes et les filières des autres départements de la direction des Risques, la direction Finance, la direction Conformité, la direction Technologies et Opérations, la direction Digital & Payments ainsi que les pôles métiers du Groupe BPCE, et en particulier les directions en charge du développement des activités de finance durable.

À fin 2025, le programme comptait 119 actions, dont 58 ont été clôturées. Les actions en retard font l'objet d'une démarche de sécurisation visant à garantir le respect des engagements fixés.

2.7.5.5.2. Identification et évaluation de matérialité des risques ESG

Le Groupe BPCE a mis en place un processus d'identification et d'évaluation de la matérialité des risques ESG visant à structurer la compréhension des risques auxquels il est exposé à court, moyen et long terme et à identifier les axes prioritaires de renforcement du dispositif de maîtrise des risques. Ce processus est coordonné par le département risques ESG, sous la supervision du comité des risques ESG et du conseil de surveillance du Groupe BPCE. Il fait l'objet d'une revue annuelle permettant d'actualiser les portefeuilles du Groupe BPCE, les connaissances scientifiques et les méthodologies sous-jacentes.

Ce processus est constitué de quatre étapes principales :

- Constitution du référentiel des risques ESG ;
- Documentation des canaux de transmission des risques ESG vers les autres catégories de risque ;
- Evaluation de la matérialité des risques ESG en regard des autres catégories de risque ;
- Alimentation des exercices transverses de gestion des risques (dispositif d'appétit aux risques, ICAAP ; ILAAP).

Le périmètre des risques pris en compte dans le processus d'identification et d'évaluation de la matérialité des risques ESG couvre uniquement les risques climatiques et environnementaux. Les risques sociaux et de gouvernance sont directement intégrés dans le dispositif transverse d'appétit aux risques. Des travaux méthodologiques d'extension aux risques sociaux et de gouvernance sont en cours et aboutiront en 2026.

REFERENTIEL DES RISQUES ESG

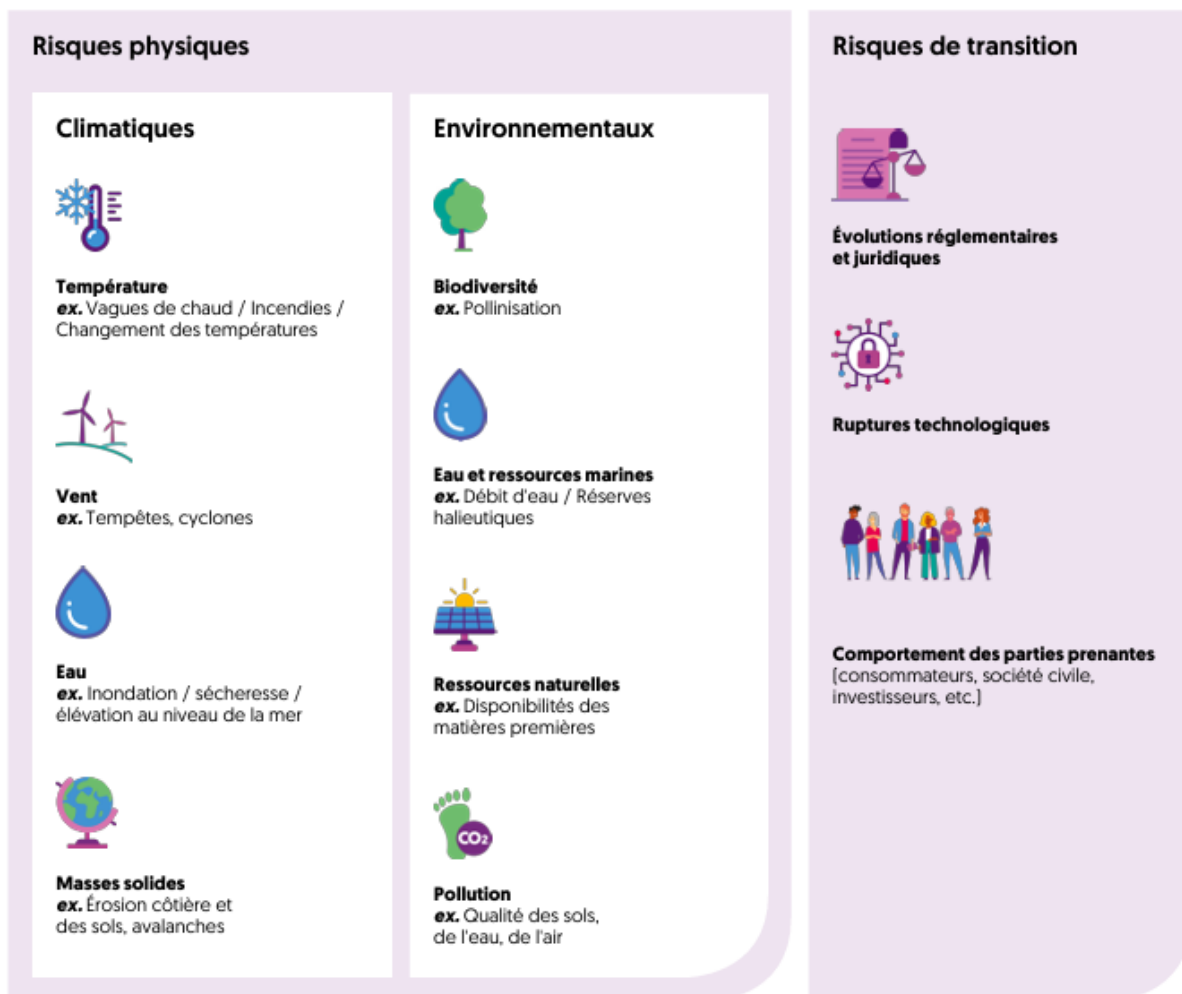
Le Groupe BPCE a mis en place un référentiel des risques environnementaux, permettant de définir les aléas couverts. Ce référentiel s'appuie sur les connaissances scientifiques actuelles et les textes réglementaires de référence (ex. taxonomie européenne) et vise une représentation la plus exhaustive possible des aléas.

Concernant les risques physiques, le référentiel distingue les aléas de risque physique liés au climat, à la biodiversité et aux écosystèmes, à la pollution, à l'eau et aux ressources marines et à l'utilisation des ressources et à l'économie circulaire. Les aléas liés au climat se répartissent entre aléas aigus ou chroniques liés à la température, au vent, à l'eau et aux masses solides et les aléas liés à l'environnement. Les aléas liés aux risques environnementaux se répartissent entre la perturbation des services de régulation (protection contre les aléas climatiques, supports aux services de production, atténuation des impacts directs) et la perturbation des services d'approvisionnement (en qualité ou en quantité).

Concernant les risques de transition, le référentiel distingue les risques liés aux évolutions réglementaires, aux évolutions technologiques, et aux attentes et changements de comportement des parties prenantes.

Un référentiel des risques sociaux et de gouvernance est en cours de développement en vue d'une mise en œuvre courant 2026.

Risques climatiques et environnementaux



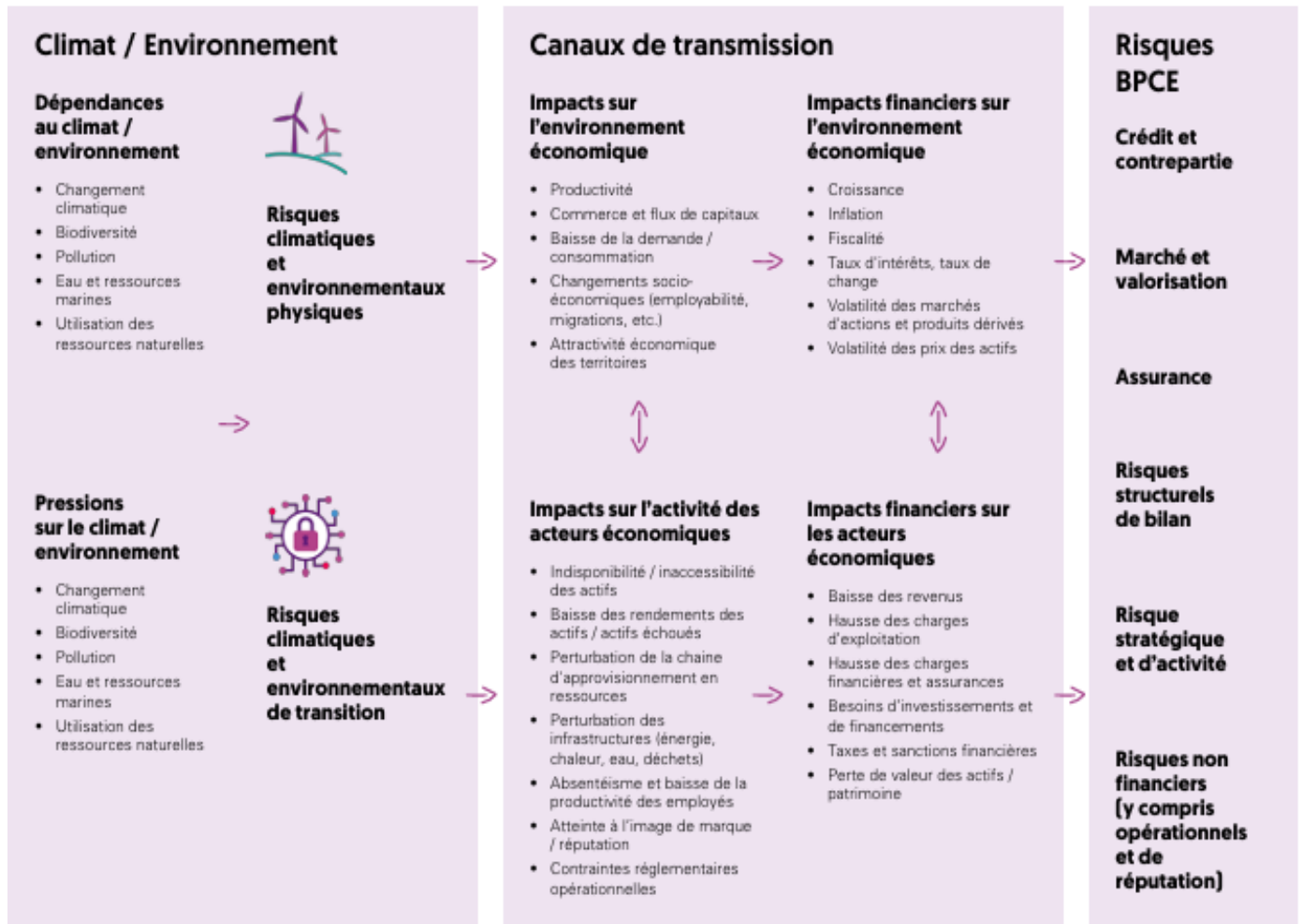
CANAUX DE TRANSMISSION DES RISQUES ESG

Les risques ESG constituent des facteurs de risque sous-jacents aux autres catégories de risque auxquelles le Groupe BPCE est exposé, soit les risques de crédit et de contrepartie, les risques de marché et de valorisation, les risques d'assurance, les risques structurels de bilan, les risques stratégiques et d'activité et les risques non financiers (risques opérationnels, risques de réputation, risques de non-conformité, etc.), tels qu'identifiés dans la taxonomie des risques du Groupe BPCE.

Le Groupe BPCE a mené un exercice d'identification et de description systématique des canaux de transmission reliant les facteurs de risques climatiques et environnementaux aux principales catégories de risque de la taxonomie des risques du Groupe BPCE. Pour la réalisation de cet exercice, le Groupe BPCE s'est appuyé sur ses experts internes ainsi que sur les cartographies d'impact réalisées par des institutions de référence telles que le NGFS, SBTN ou la méthodologie OCARA.

Ces canaux de transmission passent par les impacts des aléas climatiques sur les activités et les modèles d'affaires, qui se traduisent dans les variables financières à l'échelle macroéconomique ou microéconomique et in fine modifient l'exposition aux risques du Groupe BPCE. Ils peuvent se matérialiser de manière directe, en lien avec les activités propres au Groupe BPCE, ou indirecte, par le biais des contreparties auxquelles le Groupe BPCE est exposé dans le cadre de ses activités de financement ou d'investissement. Ils sont représentés de manière synthétique dans le schéma ci-dessous.

La définition des canaux de transmission liés aux risques sociaux et de gouvernance est en cours de développement et sera mise en œuvre courant 2026.



EVALUATION DE LA MATERIALITE DES RISQUES ESG

En s'appuyant sur les canaux de transmission identifiés, le Groupe BPCE évalue la matérialité des risques climatiques et environnementaux au regard des principales catégories de risque auxquelles il est exposé. Cette évaluation distingue les risques physiques et les risques de transition. Elle est effectuée selon trois horizons de temps : court terme (1 à 3 ans, horizon de planification financière), moyen terme (horizon de planification stratégique, 5 à 7 ans) et long terme (~2050).

Cette évaluation s'appuie sur des indicateurs quantitatifs et qualitatifs, permettant d'apprécier les expositions aux risques du point de vue sectoriel et géographique, lorsque ceux-ci sont disponibles, ainsi que sur des appréciations à dire d'expert. Les experts internes mobilisés dans le cadre de ces évaluations regroupent le département des risques ESG, les autres filières de la direction des Risques, ainsi que des représentants des autres directions (Impact, Conformité, Juridique) et des pôles métiers concernés.

En 2025, l'analyse de matérialité a été réalisée à l'échelle du Groupe BPCE en couvrant de manière combinée les risques climatiques et environnementaux. Elle a également été déclinée au niveau des principales entités opérationnelles en suivant des hypothèses et un cadre d'analyse commun.

EN LIEN AVEC LE GROUPE, ETABLISSEMENT D'UNE MATRICE DE DOUBLE MATERIALITE DES RISQUES POUR CEIDF.

CONTEXTE :

En 2025, CEIDF a matérialisé pour la 2^{ème} fois une matrice des risques ESG (1^{ère} en 2023).

La méthodologie appliquée a strictement suivi le guide méthodologique d'évaluation des risques climatiques et environnementaux du Groupe BPCE.

Matrice de matérialité CEIDF :

		Risques physiques climatiques et environnementaux			Risques de transition climatiques et environnementaux		
		Court Terme (2025)	Moyen Terme (2030)	Long Terme (2050)	Court Terme (2025)	Moyen Terme (2030)	Long Terme (2050)
Risques primaires							
Risque de crédit et de contrepartie		Faible	Moyen	Moyen	Faible	Moyen	Moyen
Risque de marché et de valorisation (analyse Groupe)	Portefeuille trading	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible
	Portefeuille non-trading	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible
Risques structurels de bilan	Liquidité	Faible	Faible	Faible	Faible	Moyen	Faible
	IRRBB	Faible	Faible	Faible	Faible	Moyen	Faible
Risque d'assurance	Risques techniques	Moyen	Moyen	Moyen	Faible	Faible	Faible
	Risques financiers	Faible	Moyen	Moyen	Faible	Moyen	Moyen
Risque stratégique / activité / écosystème	Risque de revenu (financement)	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible
	Risque de concentration AM	Faible	Faible	Moyen	Faible	Faible	Moyen
Risques non-financiers	Risque opérationnel (hors juridique)	Faible	Faible	Moyen	Moyen	Moyen	Faible
	Risque juridique	Faible	Faible	Faible	Fort	Fort	Moyen
	Risque de réputation	Faible	Faible	Faible	Moyen	Moyen	Faible
	Risque de non-conformité						

La matrice de matérialité CEIDF est quasiment identique à celle de BPCE en raison de la similarité de nos portefeuilles. Seul le risque physique lié aux risques de crédit et de contrepartie à horizon 2030 a été sévéré d'un cran du fait d'un poids plus important d'encours lié à l'immobilier (qualifié « high »), que le Groupe. En termes de sensibilité, le scénario le plus possible (GIEC) ne montre pas de modification structurelle de notre portefeuille que ce soit à horizon 2030 ou 2050.

A noter, une classification en risque « fort » du risque de réputation par le Groupe (transition) matérialisant une pression aux enjeux climatiques et sociaux forte à CT et MT pour BPCE. Elle devrait être en baisse à long terme, une fois la transition globalement réalisée.

INTEGRATION DANS LE DISPOSITIF D'APPETIT AUX RISQUES DU GROUPE BPCE

Les travaux d'identification des risques ESG et d'évaluation de leur matérialité alimentent les principales composantes du dispositif d'appétit aux risques du Groupe BPCE dans le cadre du processus de revue annuelle de ce dispositif.

La cartographie faîtière des risques du Groupe BPCE intègre une catégorie « Risque d'écosystème » qui regroupe les risques environnementaux, en distinguant les risques physiques et les risques de transition, les risques sociaux et les risques de gouvernance.

L'évaluation de matérialité de ces catégories de risques dans le cadre du dispositif d'appétit aux risques est définie en croisant la matérialité des principales catégories de risques auxquelles est exposé le Groupe BPCE (évaluée dans le cadre du processus annuel de définition de l'appétit aux risques) et la matérialité des risques climatiques et environnementaux en regard de ces catégories de risques (évaluée selon le processus décrit ci-dessus). Pour les risques sociaux et de gouvernance, l'évaluation est réalisée à dire d'expert dans le cadre du processus de définition de l'appétit aux risques uniquement.

En 2025, la matérialité des risques environnementaux physiques et de transition a été évaluée au niveau 1 sur 3 (« significatif ») pour le Groupe BPCE tandis que la matérialité des risques sociaux et de gouvernance a été évaluée à un niveau de 0 sur 3 (« faible »).

ENCADREMENT DE L'APPETIT AUX RISQUES

Dans son encadrement de l'appétit aux risques, le Groupe BPCE met en place des indicateurs ayant pour objectif d'encadrer la concentration des risques physiques et de transition dans ses portefeuilles de financement.

Ainsi, un encadrement de l'appétit au risque de transition sur le portefeuille de crédit immobilier résidentiel a été mis en place en 2024. Il s'appuie sur un indicateur reposant sur la part des biens immobiliers financés présentant un Diagnostic de Performance Energétique dégradé (classe F ou G) dans le stock. A compter de 2026, un encadrement du risque de transition sur le portefeuille professionnel, entreprise et financements spécialisés vient compléter le dispositif. Cet indicateur s'appuie sur des méthodologies internes d'évaluation du risque de transition. Cet indicateur vient en remplacement de l'indicateur de suivi des secteurs qualifiés comme contribuant significativement aux émissions de gaz à effet de serre (GES), précédemment sous observation. A un niveau opérationnel, des indicateurs soumis à des limites sont également mis en place en regard des risques physiques sur les expositions crédit professionnels, entreprises et financements spécialisés d'une part et crédit habitat d'autre part.

Au-delà des portefeuilles de financement, les risques de transition en lien avec les risques de liquidité et de réputation sont également encadrés.

Certaines entités du groupe ont également mis en œuvre un dispositif d'encadrement complémentaire, aligné sur leurs propres enjeux, afin de garantir une gestion des risques adaptée à leurs spécificités.

Référentiels Risques CEIDF :

Intégration dans les Référentiels risques CEIDF des aspects « RISQUES ENVIRONNEMENTAL, SOCIAL ET GOUVERNANCE » (ESG) en lien avec les propositions de BPCE :

- Socle commun à toutes les politiques risques BDD/BDR
- Grilles délégataires BDD/BDR

Evolutions normes de risques crédit (Comité Exécutif des Risques novembre 2023) - BDD PART - diagnostic de performance énergétique DPE :

- Dans ce contexte, ajout d'une nouvelle norme de risques :
Financement d'immobilier locatif avec critères DPE « F » ou « G » : du ressort d'un délégataire de rang « 8 » a minima (DSC à minima).

Déclinaison au niveau local (avril 2025) de la politique de Risque de réputation

- Risque désormais intégré et apprécié dans toutes les analyses contradictoires relevant de crédits BDR et d'une décision CED (Comité des Engagements Directoire). L'approche est en outre basée sur l'applicatif de recherche documentaire « GoldenEye »

Mise à disposition des politiques sectorielles actualisées par le Groupe en 2025 (intégrant les risques ESG) :

- Ces politiques précisent certaines dispositions (recommandations, interdit, etc.) et préconisent certains positionnements en fonction des secteurs et de la zone géographique.
- Aussi, en complément de la formalisation du risque de réputation évoqué supra, matérialisation, à partir de mai 2025, des politiques sectorielles ESG Groupe sur des secteurs sensibles : Pétrole-Gaz et Charbon, dans toutes les analyses risques de la Direction des Risques de Crédit (DRC).

Intégration d'une présentation trimestrielle en Comité Exécutif des Risques de la production crédit habitat particulier selon la nomenclature DPE et sectorielle ESG sur les professionnels et BDR.

INTEGRATION DANS LES PROCESSUS D'ÉVALUATION INTERNE DU BESOIN EN CAPITAL ET EN LIQUIDITÉ

Le Groupe BPCE prend en compte le risque physique dans l'évaluation interne de son besoin en capital (processus ICAAP) par application de scénarios adverses sur les aléas vague de chaleur, sécheresse et inondation. L'évaluation du risque de transition repose sur des scénarios de transition retardée et ordonnée ainsi que sur un scénario spécifique lié à la législation sur la performance énergétique des biens immobiliers en France. L'évaluation du besoin en capital économique intègre une quantification des impacts sur le portefeuille de crédits immobiliers et sur le portefeuille de crédits aux entreprises.

Le Groupe BPCE prend également en compte les risques physiques et de transition dans l'évaluation interne de son besoin en liquidité (processus ILAAP). La quantification du risque s'appuie en premier lieu sur la modélisation de l'impact des risques physiques et/ou de transition sur les clients et investisseurs ainsi que l'impact d'un événement ESG négatif sur la réputation du groupe. L'impact d'un changement de réglementation relatif à l'éligibilité des actifs en banque centrale au titre de critères climatiques est également intégré.

2.7.5.5.3. Méthodologie d'évaluation des risques ESG

Afin de renforcer ses capacités d'évaluation des risques ESG, le Groupe BPCE s'est doté de méthodologies spécifiques permettant d'appréhender les risques ESG associés à ses portefeuilles de manière systématique et cohérente. Ces méthodologies s'appuient sur les expertises internes et externes, et reflètent l'état des connaissances scientifiques, les technologies et le contexte réglementaire actuels, ainsi que les pratiques de place. Elles sont régulièrement revues, complétées et enrichies dans le but d'améliorer progressivement la finesse d'évaluation des risques ESG et de tenir compte des évolutions du contexte

EVALUATION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX, ET DE GOUVERNANCE

Les méthodologies d'évaluation des risques physiques et de transition déployées par le Groupe BPCE s'appuient sur des données quantitatives complétées par des analyses qualitatives le cas échéant. Elles sont décrites dans les paragraphes ci-dessous.

En complément, des travaux ont été engagés afin de mettre à jour les méthodologies d'évaluation des risques sociaux et de gouvernance en vue d'une mise en œuvre courant 2026.

EVALUATION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX DES RISQUES

▪ Evaluations géo-sectorielles

Afin de renforcer la finesse et la robustesse de ses évaluations du risque physique associé aux encours de financement des professionnels et des entreprises, le Groupe BPCE a développé courant 2024 une méthodologie d'analyse de la vulnérabilité des encours aux risques physiques.

Cette méthodologie interne permet de prendre en compte la vulnérabilité intrinsèque d'un secteur aux aléas de risque physique et l'exposition d'une zone géographique donnée à ces mêmes aléas. Elle est actuellement déclinée à une maille sectorielle fine (NACE2) et à une maille géographique nationale ou régionale pour les pays sur lesquels le Groupe BPCE a une concentration particulière d'encours (France, Etats-Unis). Six aléas de risque climatique physique sont actuellement couverts, parmi les plus représentatifs pour le Groupe BPCE, et peuvent faire l'objet de simulation sous différents scénarios et horizons temporels.

Cette méthodologie a été déployée dans les outils de pilotage des risques internes courant 2025. L'ajout de risques liés aux thématiques environnementales (biodiversité, eau et ressources marines, pollution) sera mis en œuvre en 2026.

▪ Portefeuille crédit habitat

Compte tenu de son exposition forte sur les crédits immobiliers aux particuliers, le Groupe BPCE s'est doté d'un outil de simulation des risques physiques sur les actifs financés. Cet outil prend en compte les coordonnées exactes de l'actif pour évaluer son exposition au risque et certaines caractéristiques permettant d'estimer sa vulnérabilité pour déterminer les dommages sous différents scénarios et horizons temporels. A date, cet outil couvre le territoire de la France hexagonale et de la Corse et permet d'évaluer l'exposition aux deux principaux risques physiques pour ce portefeuille (sécheresse – RGA et inondations).

EVALUATION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX DE TRANSITION

▪ Evaluations sectorielles

Afin de renforcer la finesse et la robustesse de ses évaluations du risque de transition associé aux encours de financement des professionnels et des entreprises, le Groupe BPCE a développé courant 2024 une méthodologie d'analyse granulaire de la sensibilité des différents secteurs économiques à ce risque.

Cette méthodologie interne permet d'attribuer un score sectoriel reflétant le risque de transition associé à un code NAF donné, en prenant en compte les émissions de carbone et les principaux impacts environnementaux des entreprises du secteur. Elle a été développée en cohérence avec la méthodologie *Green Weighting Factor* qui s'applique au niveau de l'entreprise ou du projet financé. Compte tenu de la part prépondérante des entreprises françaises dans le portefeuille d'expositions du Groupe BPCE (hors Natixis), cette méthodologie est centrée sur les paramètres correspondant à l'économie française.

Cette méthodologie a été déployée dans les outils de pilotage des risques internes début 2025. La prise en compte de spécificités d'autres zones géographiques en matière de risque de transition sur les principaux secteurs d'activité concernés sera mise en œuvre en 2026.

▪ Portefeuille crédit habitat

Pour l'évaluation du risque de transition sur son portefeuille crédit habitat, le Groupe BPCE s'appuie sur le Diagnostic de Performance Energétique (DPE) des biens immobiliers financés. Le DPE des biens financés situés en France hexagonale est collecté de manière systématique et permet de capter à la fois un risque sur la capacité de remboursement du crédit en cas d'augmentation des dépenses énergétiques ou de charges liées au financement de travaux d'amélioration de la performance énergétique, mais également le risque de perte de valeur du bien du fait d'un DPE dégradé, le rendant potentiellement impropre à une utilisation dans le cadre locatif compte tenu de la réglementation en vigueur.

CEIDF s'inscrit pleinement dans le déploiement et l'exploitation des méthodologies et outils mis à disposition par le Groupe, notamment les power BI pour évaluer les risques ESG.

2.7.5.5.4. Intégration des risques ESG dans le dispositif de gestion des risques

Le Groupe BPCE intègre progressivement les facteurs de risques ESG dans les processus de décisions opérationnelles et les dispositifs de surveillance et d'encadrement des risques. Cette démarche s'appuie sur les dispositifs de gestion des risques en place dans les principales filières de risque de la banque tels que décrits dans cette section.

RISQUES DE CREDIT

▪ Politiques crédit

Les politiques risques de crédit du Groupe BPCE intègrent des critères d'octroi ou des points de vigilance se rapportant aux enjeux ESG et aux risques associés lorsque ceux-ci sont pertinents pour le secteur considéré. Ces critères permettent de guider l'analyse des dossiers de financement sur ces aspects. Ils sont constitués et régulièrement mis à jour à partir de la base de connaissance sectorielle ESG développée par le Groupe BPCE (voir ci-dessus), en coordination avec les entités et les établissements du Groupe BPCE, lors de la revue périodique des politiques crédit.

Dans le cadre de la déclinaison locale des politiques crédit, les établissements et filiales du Groupe BPCE sont à même de renforcer leur politique locale par des critères complémentaires permettant de prendre en compte des risques ESG spécifiques à leur contexte opérationnel et commercial.

Lorsque cela est pertinent, les politiques crédit du Groupe BPCE font référence aux engagements volontaires du Groupe BPCE et en particulier, aux politiques sectorielles ESG. Ces politiques imposent la prise en considération des critères d'exclusion fixés dans le contexte des décisions crédit. Les politiques sectorielles ESG actuellement en vigueur au sein du Groupe BPCE font l'objet d'une description détaillée dans le rapport de durabilité du Groupe BPCE.

▪ Dialogue ESG avec les clients Entreprises des réseaux

Le Groupe BPCE intègre les enjeux ESG et les risques associés dans son dialogue stratégique avec les clients Entreprises de ses réseaux de banques de détail. Un outil « dialogue ESG » est déployé auprès des équipes commerciales afin d'aborder les principaux enjeux et engagements des clients Entreprises sur les sujets environnementaux, sociaux et de gouvernance. Cet outil permet d'enrichir la connaissance client sous l'angle des enjeux ESG et des risques associés et d'alimenter l'analyse du profil de risque du client, le cas échéant.

Cette démarche a été renforcée en 2025 afin de prendre en compte plus finement les problématiques des clients et les démarches d'atténuation des risques mises en œuvre. De plus, une dimension sectorielle a été introduite afin de couvrir de manière spécifique les enjeux ESG et les risques associés pour certains secteurs prioritaires pour le Groupe BPCE.

Le recueil du questionnaire ESG (clientèle BDR exclusivement à date) est obligatoire pour tout type de crédit (hors financement express) octroyé par le réseau. Aussi, pour les dossiers du ressort du Comité des Engagements du Directoire, la Direction des Risques de Crédit vérifie la présence du questionnaire ESG et exploite les réponses qui y sont apportées.

▪ Notation des risques ESG des contreparties / opérations

Le Groupe BPCE dispose d'une notation des risques ESG déployée sur l'ensemble du portefeuille Corporate couvrant les clientèles PME / ETI et grandes entreprises. Cette notation des risques ESG est indépendante de la notation crédit et fournit une indication du niveau de sensibilité de la contrepartie aux risques ESG. Elle est mise à disposition des analystes crédit et intégrée dans les dossiers présentés dans les comités décisionnaires. Pour les clients grandes entreprises, la méthodologie de notation s'appuie sur un questionnaire détaillé couvrant les risques climatiques physique et de transition des clients. La notation risques ESG des clients PME/ETI se fait à partir des évaluations géo-sectorielles des risques ESG (voir ci-dessus).

Les actifs financés par les réseaux de banques de détail font également l'objet d'une qualification de durabilité en parallèle du processus d'octroi de crédit. La démarche permet d'évaluer la conformité des actifs financés aux critères de la taxonomie européenne et de faire bénéficier les clients d'une attestation relative à la durabilité des actifs.

▪ Analyse des risques extra-financiers à l'octroi

Le Groupe BPCE a mis en place une analyse des risques extra-financiers qui est intégrée dans le processus d'octroi de crédit et de revue annuelle des contreparties. Les conclusions de cette analyse sont restituées dans les instances de décision et prises en compte dans l'appréciation du profil de risque de la contrepartie et de la transaction envisagée.

Au sein des réseaux de banque de détail, l'analyse des risques extra-financiers est intégrée à tous les dossiers présentés en comité de crédit faïtier. Elle s'appuie notamment sur les informations collectées dans le cadre du dialogue ESG, sur la notation des risques ESG ainsi que sur la connaissance sectorielle des enjeux ESG mise à disposition des analystes crédit. Elle comprend également une revue des controverses susceptibles d'affecter le client et un contrôle du respect des politiques sectorielles ESG. L'analyse vise à mettre en exergue les risques ESG matériels pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers de la contrepartie afin que ceux-ci puissent être pris en compte dans l'appréciation globale du profil crédit et dans la décision d'octroi.

Actions locales CEIDF

Suite aux évolutions réglementaires engendrées par la loi ELAN suivie de la loi Climat Résilience sur la performance énergétique dans l'immobilier, les processus CEIDF n'ont cessé d'évoluer depuis mai 2021.

Sur la clientèle des particuliers :

- Le recueil et la saisie du diagnostic de performance énergétique (DPE) ont été rendus obligatoires pour les conseillers lors de la souscription d'un crédit immobilier. Un nouveau contrôle a été créé dans l'outil d'instruction et est bloquant pour le passage de l'accord prêteur.
- L'octroi d'un financement immobilier locatif avec DPE « F » ou « G » est soumis depuis novembre 2023 à un schéma délégataire plus restrictif, soit du ressort d'un délégataire de rang « 8 » a minima (Directeur de secteur).
- Les diagnostics énergétiques sont intégrés dans l'analyse comme un élément de risque et leur(s) note(s) sont reportées/formalisées dans toutes les notes de la DRCCP. En cas de DPE dégradé : F ou G, des réserves visant à : (i) obtenir un apport complémentaire (ii), à réduire la durée ou (iii), à prévoir de travaux de rénovation énergétique peuvent être formulées auprès du réseau.

Sur la clientèle des professionnels et des TPE :

- Un tableau de synthèse d'analyse ESG par secteur d'activité est mis à disposition par la direction des risques de BPCE est incorporé dans les notes d'analyses (indépendamment de l'objet du financement).
- Pour les dossiers immobiliers, le DPE est désormais un élément de risque pris en compte dans l'analyse ; en revanche, il n'est pas nécessairement formalisé à l'instar des demandes de crédits relevant de la clientèle privée car cet élément n'est pas obligatoire pour cette clientèle.

Sur la clientèle relevant de la BDR (Banque de Développement Régional) regroupant en outre, la clientèle entreprises (ME/ETI/Corporate), les professionnels de l'immobilier, les collectivités, le logement social, l'économie sociale et les investisseurs/institutionnels :

- Un tableau de synthèse d'analyse ESG (y/c risque de réputation) par secteur d'activité est mis à disposition par la direction des risques dans toutes les notes d'analyses (indépendamment de l'objet du financement).
- Un questionnaire ESG (« dialogue approfondi ESG ») permettant d'appréhender : (i) la sensibilité et le niveau de maturité du client aux risques environnementaux, sociaux et de gouvernance et (ii), les actions mises en œuvre pour les encadrer ; a été rendu obligatoire pour tout dossier de crédit instruit par le front et ce, depuis septembre 2023.
- A l'instar du questionnaire ESG, l'analyse de premier niveau liée à l'octroi de tout type de crédit (hors financement express) intègre obligatoirement une analyse extra financière.
- Au second niveau (dossiers du ressort du Comité des Engagements du Directoire), la DRCCP : (i) exploite les réponses apportées aux questionnaires ESG, (ii) contre-analyse les données extra financières recueillies et/ou mises à disposition publiquement et (iii), éprouve les arguments développés dans la note du chargé d'affaires.
- Aussi, depuis décembre 2023, les notes d'analyse DRCCP à destination des membres du comité des engagements intègrent une analyse extra financière « tramée » visant à émettre un avis risque « ESG ». Cet avis vise à refléter dans les décisions d'octroi, la stratégie d'accompagnement des clients CEIDF dans leur transition, tout en tenant compte de la réglementation CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive), et des enjeux environnementaux sectoriels. In Fine, les éléments ESG font partie intégrante de l'Avis argumenté émis par la DRCCP sur chacun des dossiers de crédit qu'elle prend en charge.

RISQUES OPERATIONNELS

■ Risques de continuité d'activité

L'outil de collecte des incidents et de suivi des risques opérationnels du Groupe BPCE permet d'identifier spécifiquement les incidents liés aux risques climatiques et environnementaux, facilitant ainsi le suivi continu de leur nombre et de leurs répercussions financières.

De manière préventive, dans le cadre de son dispositif de continuité d'activité, le Groupe BPCE réalise une évaluation des risques climatiques auxquels sont exposés ses principaux sites opérationnels (sièges sociaux, bâtiments administratifs). Ces risques sont pris en compte dans le cadre des plans de continuité d'activité définis à l'échelle du Groupe BPCE et de ses entités. Ces dernières définissent les procédures et les moyens à mettre en œuvre en cas de catastrophes naturelles afin de protéger les collaborateurs, les actifs et les activités clés et d'assurer la continuité des services essentiels. Les prestataires essentiels critiques ou important (PECI) du Groupe BPCE sont également soumis à une évaluation de leur plan de continuité d'activité, qui doit prendre en compte des risques climatiques et environnementaux auxquels ils sont exposés.

CEIDF s'inscrit dans l'encadrement présenté par le groupe en ayant décliné un dispositif de continuité d'activité identique à celui de BPCE.

■ Risque de réputation

La gestion du risque de réputation découlant des enjeux ESG s'intègre pleinement dans le dispositif global de gestion des risques de réputation décrit dans la section dédiée du rapport Pilier III.

Les enjeux ESG font l'objet d'une attention particulière dans les principaux processus de décision opérationnels du Groupe BPCE, tels que les processus d'octroi de crédit ou d'achats, afin d'assurer le respect de ses engagements volontaires (politiques sectorielles ESG notamment) et d'identifier les controverses susceptibles d'impliquer le groupe. Des dispositions spécifiques en matière de gestion de crise sont également prévues. Les événements de réputation en lien avec les enjeux ESG font l'objet d'un suivi spécifique au niveau du Groupe BPCE, réalisé conjointement par la direction de la Communication et le département Risques ESG.

A l'échelle de Caisse d'Epargne Ile de France, le dispositif de gestion du risque de réputation est défini et mis en œuvre par la Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents (DRCCP).

■ Risques juridiques

Le dispositif de gestion des risques juridiques découlant des enjeux ESG s'intègre dans le dispositif global de gestion des risques juridiques du Groupe BPCE ainsi que sur le dispositif de gestion des risques opérationnels qui englobent la gestion des risques de litiges et de réputation. Ces dispositifs définissent notamment les mécanismes de gouvernance et les procédures d'escalade des risques de litige identifiés ou avérés au sein du Groupe BPCE.

La gestion des risques de litige en lien avec les enjeux ESG, et en particulier climatiques et environnementaux, repose notamment sur un dispositif de veille mis en œuvre par la direction Juridique sur les litiges touchant les grandes entreprises et en particulier les institutions financières. A partir de cette veille, une quantification du risque, au travers de la définition de contentieux-types fictifs auxquels le groupe pourrait être exposé est réalisée et intégrée dans la quantification globale du risque juridique du Groupe BPCE.

Le dispositif de prévention et de maîtrise des risques repose sur les processus de décision existants pour limiter l'exposition au risque d'écoblanchiment (greenwashing) et au risque de non-respect des engagements volontaires ainsi qu'aux défaillances dans l'exercice du devoir de vigilance.

Un suivi des litiges associés aux enjeux ESG impliquant le Groupe BPCE est réalisé trimestriellement en comité des risques ESG.

Au sein de CEIDF, les risques juridiques en lien avec les enjeux ESG sont identifiés et évalué via le dispositif d'encadrement décliné en avril 2025 sur le risque de réputation. Cf. Détails au thème 2.7.6.

RISQUES FINANCIERS ET DE MARCHÉ

■ Risques liés aux investissements en titres pour la réserve de liquidité

Les investissements en titres obligataires pour la réserve de liquidité du Groupe BPCE sont soumis à un encadrement ESG, afin d'atténuer les risques ESG et de réputation. Ce dispositif se compose de :

- Un pourcentage minimum de titres « durables » (Green, Social, ou Sustainable) détenus dans la réserve de liquidité ;

- L'exclusion du périmètre d'investissement des émetteurs présentant une notation extra-financière dégradée ;
- L'exclusion du périmètre d'investissement des émetteurs dont l'activité ne respecte pas les critères des politiques sectorielles ESG du Groupe BPCE.

Les investissements en titres obligataires pour la réserve de liquidité du Groupe BPCE sont soumis à un encadrement ESG, afin d'atténuer les risques ESG et de réputation. Ce dispositif se compose de :

- Un pourcentage minimum de titres « durables » (Green, Social, ou Sustainable) détenus dans la réserve de liquidité.
- L'exclusion du périmètre d'investissement des émetteurs présentant une notation extra-financière dégradée.
- L'exclusion du périmètre d'investissement des émetteurs dont l'activité ne respecte pas les critères des politiques sectorielles ESG du Groupe BPCE.

A l'échelle de la CEIDF, le dispositif Groupe est respecté notamment lors de nouveaux investissements. Le comité mensuel de trésorerie intègre une présentation de la répartition du portefeuille de titres de la réserve de liquidité selon la grille normalisée ESG qui montre au 31/12/2025 la situation suivante :

	Nominal	% Nominal	MtM
Non ESG	3 369 M€	75,8%	3 571 M€
	3 369 M€	75,8%	3 571 M€
ESG	1 076 M€	24,2%	1 014 M€
Green	370 M€	8,3%	364 M€
Social	434 M€	9,8%	402 M€
Sustainability	224 M€	5,0%	198 M€
Sustainability-Linked	49 M€	1,1%	49 M€
Total général	4 445 M€	100,0%	4 585 M€

La part de titres ESG ressort à 24.2% en nominal, dépassant ainsi le niveau requis.

Risques liés aux investissements pour compte propre

Afin d'identifier les potentielles sources de risques ESG dans l'analyse des investissements pour compte propre en Private Equity et Immobilier Hors Exploitation, un processus de collecte de données et d'analyse des risques ESG est intégré dans les due diligence réalisées lors de la constitution des dossiers d'investissement.

Au sein de CEIDF la démarche Groupe en matière d'ESG fait partie des due diligence. Les fonds investis sont à minima en catégorie 8 SFDR. L'offre de fonds 9 SFDR reste en effet insuffisante pour constituer le seul périmètre investissable.

L'analyse réalisée s'efforce de synthétiser les principales problématiques ESG auxquelles se confrontent les sociétés étudiées, selon le principe de double matérialité :

Les impacts des risques en matière de durabilité sur les sociétés étudiées (risque pesant sur la valorisation).

Les incidences négatives des participations sur les enjeux ESG (risque de détérioration, potentiel d'amélioration).

La décision d'investissement prise par le Comité d'Investissement tient compte de l'analyse en tant que critère d'octroi.

2.7.5.5.5. Dispositif de suivi et de reporting des risques ESG

Les risques ESG font l'objet d'un suivi consolidé à l'échelle du Groupe BPCE, au travers d'un tableau de bord produit trimestriellement par le département Risques ESG et mis à disposition de l'ensemble des entités et des métiers.

A date, les indicateurs suivis se concentrent essentiellement sur les risques climatiques et environnementaux et couvrent notamment les points suivants :

- Portefeuille Entreprises et Professionnelles : concentrations sectorielles mises en regard de l'évaluation sectorielle des risques climatiques et environnementaux et des secteurs les plus sensibles,
- Portefeuille Crédit Habitat : concentration des actifs financés à performance énergétique dégradée dans le stock de la production crédit,
- Réserve de liquidité : concentration par notation ESG du stock et des transactions réalisées,
- Suivi de l'empreinte carbone scope 1.

Les principaux indicateurs de ce tableau de bord font l'objet d'une restitution trimestrielle en comité des risques ESG. Certains indicateurs sont également intégrés dans le dispositif de pilotage des entités du Groupe BPCE.

Au niveau des entités du Groupe BPCE, l'intégration des indicateurs du tableau de bord dans le pilotage et le suivi des risques de l'entité se fait de manière adaptée selon les enjeux, le modèle d'affaires et le contexte opérationnel de l'entité.

Ce tableau de bord a vocation à être revu et enrichi au fur et à mesure du renforcement du dispositif de gestion des risques ESG et du développement des mesures quantitatives.

2.7.6. RISQUE DE REPUTATION

En 2025, le Groupe BPCE a renforcé son dispositif de gestion du risque de réputation en structurant une gouvernance centrale pilotée par le département Risques ESG, appuyée par un comité dédié rassemblant Risques, Conformité, Communication, Impact et métiers concernés. Le risque de réputation est désormais intégré dans le référentiel interne des risques et décliné dans l'appétit au risque, avec des seuils et limites suivis trimestriellement. Le Groupe a également déployé un cadre méthodologique commun pour l'identification, l'analyse et la gestion du risque, incluant une veille médias renforcée, une analyse consolidée mensuelle du risque de réputation et un outillage partagé. En parallèle, un module de formation « Identifier et prévenir le risque de réputation » a été développé au niveau groupe.

Au sein de la CEIDF, ces orientations ont été déclinées dans un dispositif local porté par la DRCCP, où l'analyse du risque de réputation devient systématique dans toutes les contre-analyses crédit soumises au Comité des Engagements du Directoire (CED), via un encart dédié et l'usage de l'outil GoldenEye pour documenter les signaux faibles. La CEIDF applique également les politiques sectorielles de vigilance définies par le Groupe, incluant limitations ou interdictions sur certaines activités sensibles. La veille médiatique locale est assurée par la Direction de la Communication, et la CEIDF prévoit le déploiement en 2026 du module de formation groupe pour renforcer l'acculturation interne.

2.7.6.1 Définition du risque de réputation

En tant qu'acteur majeur du système financier, le Groupe BPCE repose sur la notion de tiers de confiance auprès du grand public, de ses clients, des investisseurs, ainsi que de l'ensemble des acteurs économiques. Les atteintes à la réputation du Groupe BPCE, en particulier lorsqu'elles sont associées à une campagne médiatique défavorable, peuvent compromettre la confiance des parties prenantes, tant internes qu'externes, à son égard.

En cas d'occurrence, le risque de réputation peut avoir comme conséquence la perte de revenus, l'augmentation des coûts de fonctionnement, dont l'augmentation du besoin de capital, ainsi que la hausse des coûts associés aux remédiations en cas de défaillance dans la mise en œuvre des obligations réglementaires ou à la tenue de nos engagements. Ce risque peut également restreindre le Groupe BPCE dans ses entrées en relation ou la continuité des relations auprès de clients ou de prestataires de services. De plus, ce risque peut également rendre plus difficile l'attractivité du Groupe BPCE vis-à-vis des collaborateurs et des candidats, augmenter les coûts de refinancement et d'accès à la liquidité, ainsi qu'affecter l'image du Groupe BPCE auprès de la place et des superviseurs. Le Groupe BPCE est exposé à des risques réputationnels en raison de la diversité de ses activités bancaires, financières et d'assurance exercées à l'échelle internationale. Ce risque peut survenir à la suite d'allégations concernant la promotion et la commercialisation de ses produits et services, la nature des financements et investissements réalisés, ainsi que la réputation des partenaires du groupe. De plus, des préoccupations pourraient émerger autour de la stratégie environnementale et des politiques sociales du Groupe BPCE ou de sa gouvernance. Enfin, la réputation du Groupe BPCE pourrait également être compromise par des actions d'entités externes, telles que des actes de cybercriminalité ou de cyberterrorisme, des fraudes internes ou externes, ou des détournements de fonds.

2.7.6.2 Gouvernance

ORGANISATION ET COMITOLOGIE

Le dispositif de gestion des risques de réputation est défini et mis en œuvre sous la responsabilité du département Risques ESG, au sein de la direction des Risques du Groupe BPCE. Celui-ci s'appuie notamment sur l'expertise de la direction de la Communication, de la direction de l'Impact, et de la direction de la Conformité, dans la conception et la mise en œuvre des dispositifs de maîtrise des risques, ainsi que sur l'ensemble des lignes métiers et des fonctions opérant en première ligne de défense pour sa mise en œuvre opérationnelle. Le dispositif est décliné au sein des entités du Groupe BPCE et opéré au niveau local sous la responsabilité de chacune des entités.

Le Groupe BPCE a mis en place un comité risque de réputation groupe (CRRG), qui intervient en décisionnaire en dernier ressort concernant les dossiers présentant un risque de réputation significatif pour le Groupe BPCE.

Ce comité est présidé par le président du directoire du Groupe BPCE. Il rassemble la direction des Risques, le secrétariat général (en ce compris la direction Juridique et la direction de la Conformité), la direction de l'Impact, la direction de la Communication du Groupe BPCE, ainsi que les métiers concernés selon les dossiers présentés. Il se réunit de manière ad hoc, en fonction des sollicitations qui lui sont adressées par les parties prenantes internes.

Le secrétariat du comité est assuré par le département Risques ESG qui prend également en charge la coordination de l'étude préliminaire des sollicitations adressées.

Pour rappel, au sein de la Caisse d'Epargne Ile de France, le dispositif de gestion du risque de réputation est défini et mis en œuvre par la Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents (DRCCP) ; tandis que les décisions sont prises par les membres du Directoire de l'établissement. La saisie des membres du Directoire se réalise dans le cadre du Comité des Engagements Directoire (CED) qui se tient deux fois par semaine. Le cas échéant, via une sollicitation ad hoc, comprenant, si jugé nécessaire, un avis de la première et de la seconde ligne de défense sur le risque de réputation identifié.

POLITIQUE RISQUE DE REPUTATION

La politique de risque de réputation du Groupe BPCE définit le cadre d'identification, d'évaluation, de suivi et de gestion des risques de réputation au sein du Groupe BPCE. Elle s'applique à toutes les entités du Groupe BPCE ainsi qu'à toutes les relations nouvelles ou existantes du groupe, ses produits, activités et transactions.

L'ensemble des établissements et des entités matérielles du Groupe BPCE ont décliné la politique de risque de réputation du Groupe BPCE à leurs bornes et ont défini la gouvernance locale applicable. La déclinaison locale de la politique de risque de réputation respecte les principes définis dans la politique de risque de réputation du Groupe BPCE et notamment la décision au niveau dirigeant sur l'ensemble des risques de réputation significatifs identifiés.

En présence d'un risque de réputation significatif, potentiel ou avéré, identifié pour Caisse d'Epargne Ile de France, la décision des suites à donner au dossier relève des membres du Directoire de la Caisse d'Epargne Ile de France. Cette décision inclut la possibilité d'accepter le dossier ou de le refuser. Dans le cas d'un risque de réputation significatif à l'échelle du Groupe BPCE (critères d'appréciation définis ci-dessous), le dossier peut être escaladé au niveau Groupe BPCE ou refusé.

Afin d'éclairer sa décision, les membres du Directoire peuvent demander l'avis de tout personnel de l'entité qu'ils jugeront utile et pertinent.

2.7.6.3 Dispositif de gestion du risque de réputation

IDENTIFICATION DES RISQUES DE REPUTATION

Le risque de réputation fait l'objet d'une attention particulière dans les principaux processus de décision opérationnels (achats, entrée en relation, investissement, octroi de crédit). Dans le cadre de ces processus, les risques de réputation significatifs identifiés par les parties prenantes de la chaîne de décision sont escaladés pour décision au niveau des dirigeants de l'entité concernée ou du Groupe BPCE. De manière similaire, les dispositifs transverses tels que les processus nouveaux produits/nouvelles activités et opérations exceptionnelles, ou le dispositif conduite et éthique professionnelle, peuvent également conduire à identifier des situations sensibles du point de vue du risque de réputation.

EVALUATION ET SUIVI DU RISQUE DE REPUTATION

Le risque de réputation fait l'objet d'une attention particulière dans les principaux processus de décision opérationnels (achats, entrée en relation, investissement, octroi de crédit). Dans le cadre de ces processus, les risques de réputation significatifs identifiés par les parties prenantes de la chaîne de décision sont escaladés pour décision au niveau des dirigeants de l'entité concernée ou du Groupe BPCE. L'évaluation des risques de réputation repose sur la veille et l'analyse permanente des différents réseaux de flux d'informations (presse, réseaux sociaux, blogs...) couvrant toutes les principales entités du Groupe BPCE en France et à l'international. A partir de cette veille, l'impact de chaque événement médiatique touchant le Groupe BPCE est évalué et un score synthétique est produit mensuellement. Le dispositif de gestion des incidents de réputation a pour objectif d'assurer une réponse rapide et pertinente du Groupe BPCE en cas d'incident mettant en jeu sa réputation afin d'en limiter l'impact et les implications sur ses activités commerciales et opérationnelles.

Dans le cas général, la gestion des incidents impliquant la réputation du Groupe BPCE ou de ses entités s'effectue dans le cadre des dispositifs de gestion de crise mis en place et coordonnés par la direction de la Communication du Groupe BPCE et sa filière, en associant les parties prenantes internes nécessaires telles que la direction de l'Impact et les lignes métiers concernées.

DISPOSITIF DE GESTION DES INCIDENTS DE REPUTATION

Le dispositif de gestion des incidents de réputation a pour objectif d'assurer une réponse rapide et pertinente du Groupe BPCE en cas d'incident mettant en jeu sa réputation afin d'en limiter l'impact et les implications sur ses activités commerciales et opérationnelles. Dans le cas général, la gestion des incidents impliquant la réputation du Groupe BPCE ou de ses entités s'effectue dans le cadre des dispositifs de gestion de crise mis en place et coordonnés par la direction de la Communication du Groupe BPCE et sa filière, en associant les parties prenantes internes nécessaires telles que la direction de l'Impact et les lignes métiers concernées. Le Groupe BPCE a mis en place des procédures spécifiques de gestion des communications relatives à des controverses potentielles ou avérées, en particulier dans le cadre des controverses liées aux enjeux ESG.

Le dispositif de gestion des incidents de réputation a pour objectif d'assurer une réponse rapide et pertinente de Caisse d'Epargne Ile de France en cas d'incident mettant en jeu sa réputation afin d'en limiter l'impact et les implications sur ses activités commerciales et opérationnelles.

Dans le cas général, la gestion des incidents impliquant la réputation de Caisse d'Epargne Ile de France ou de ses entités et filiales s'effectue dans le cadre du Plan de Continuité d'Activité et du déclenchement d'une cellule de crise coordonnée par la Direction de la Conformité et des Contrôles Permanents et associant l'ensemble des Directions concernées par l'incident et sa résolution.

2.7.6.4 Dispositif de surveillance et de contrôle du risque de réputation

INTEGRATION DANS LE DISPOSITIF D'APPETIT AUX RISQUES (RAF)

Le risque de réputation est intégré dans le référentiel interne des risques du Groupe BPCE. Dans le cadre du processus d'évaluation de la matérialité des risques, il fait l'objet d'une évaluation quantitative, reposant sur l'estimation des pertes associées à la hausse des coûts de refinancement induite par un événement de réputation, et d'un ajustement à dire d'expert permettant de refléter les autres impacts potentiels d'un tel événement. A date, la matérialité du risque de réputation a été évaluée à 2 sur une échelle de 0 à 3.

Le risque de réputation fait l'objet d'un encadrement au titre du RAF. Un seuil d'observation et une limite sont fixés sur le niveau mensuel de l'indicateur synthétique mesurant le risque de réputation du Groupe BPCE ainsi que sur la présence d'un ou plusieurs événements associés à un score de réputation très négatif.

SURVEILLANCE ET REPORTING

Le risque de réputation fait l'objet d'un reporting trimestriel auprès des instances de gouvernance des risques du Groupe BPCE dans le cadre du suivi de l'appétit aux risques du Groupe BPCE. Par ailleurs, le comité des risques ESG réalise également un suivi trimestriel des principaux événements de réputation en lien avec les enjeux ESG et les relations avec la société civile.

DISPOSITIF DE CONTROLES PERMANENTS

La maîtrise du risque de réputation du Groupe BPCE s'appuie sur les différents processus opérationnels et les contrôles permanents existants. En s'intégrant dans le cadre global de contrôle permanent, des points de

contrôle spécifiques sur les analyses liées au risque de réputation sont mis en place et déployés au sein des entités du Groupe BPCE.

Dans le cadre d'un contrôle « ciblé » de second niveau, la DRC CEIDF a réalisé au cours du T4 2025 un contrôle inopiné visant à vérifier que le risque de réputation et/ou de controverse avait bien été exhaustivement apprécié dans les contre-analyses risques de la DRC CEIDF depuis son encadrement formel par le Groupe (avril 2025).

2.7.6.5 Formation et accompagnement des collaborateurs

Un module de formation « Identifier et prévenir le risque de réputation » est mis à disposition de l'ensemble des collaborateurs du Groupe BPCE et déployé en priorité sur la population des preneurs de risque de BPCE SA et des directions des Risques du Groupe BPCE. Il vise à donner les clés aux collaborateurs pour identifier le risque de réputation et ses enjeux, comprendre les sources et qualifier le risque de réputation dans le cadre de leurs activités opérationnelles. Par ailleurs, des formations spécifiques à chaque métier accompagnent également le déploiement des analyses liées au risque de réputation lorsque celles-ci sont mises en œuvre dans les processus opérationnels.

Courant 2026, CEIDF déclinera selon la proposition du GPBCE, le module e-learning NL200023 : - « Identifier et prévenir le risque de réputation » d'une durée de 25 min (FOM) aux populations cibles suivantes :

- métiers formés au programme Métamorph-Ose (Chargés d'affaires, filières Engagements et Directeur Risques),
- métiers experts en lien fort avec le risque de réputation (achat, juridique, communication, ESG/impact, Risques, Conformité),
- collaborateurs inscrits dans un Parcours Nouveaux Entrants (PNE).

2.7.7. RISQUES DE MODELE

2.7.7.1 Introduction - Risques de modèles

Le Groupe BPCE a établi un dispositif de gouvernance robuste en matière de gestion du risque de modèle visant à évaluer, réduire et surveiller l'évolution du risque de modèle tout au long du cycle de vie des modèles via la mise en place d'indicateurs et de tableaux de bord dédiés diffusés auprès de la Direction Générale.

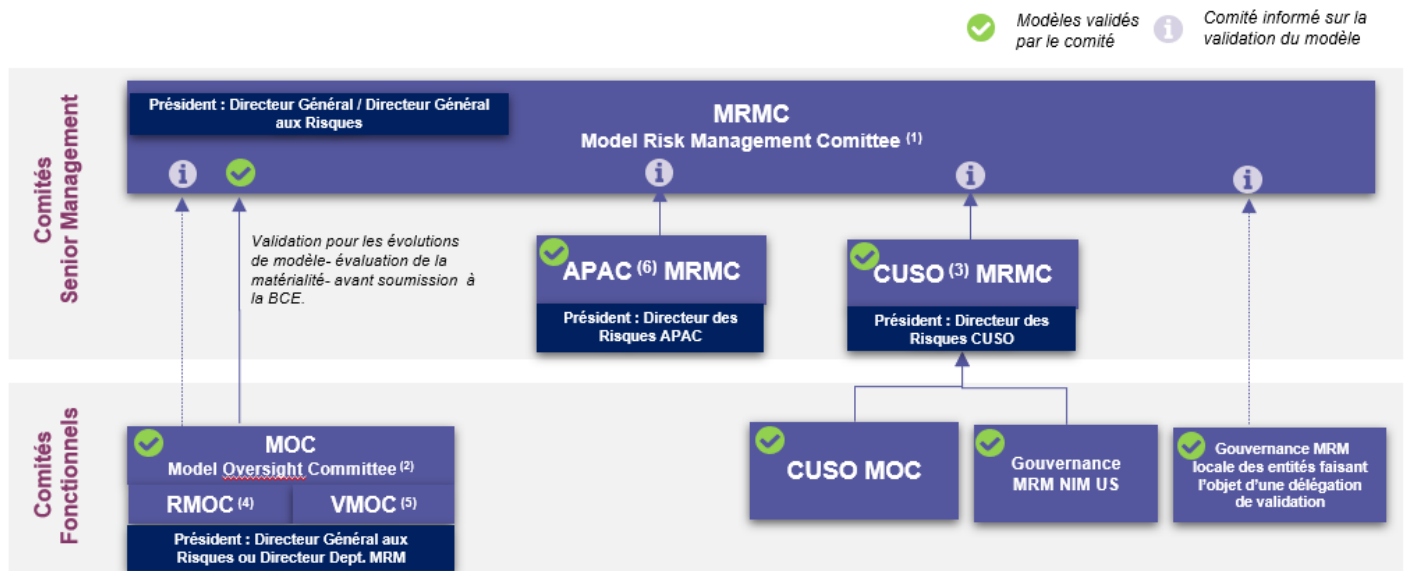
2.7.7.2 Organisation – Risques de modèles

Sa mise en œuvre est liée à un contrôle indépendant s'appuyant sur des principes en lien avec la documentation, la conception, le développement, la mise en œuvre, la revue, l'approbation, la surveillance continue et l'utilisation des modèles et vise à s'assurer de leur fiabilité. Une politique de gestion du risque MRM a été définie à cet effet. Elle vise à promouvoir une connaissance éclairée du fonctionnement de chaque modèle, son cadre d'utilisation, ses forces, ses faiblesses et ses limites. La politique est complétée par un corpus de procédures définissant les outils de suivi de la performance des modèles, notamment la revue de validation, le suivi des actions de remédiation et les processus d'escalade associés ainsi que le suivi du portefeuille de modèles à travers un inventaire. Le dispositif s'appuie sur un outil spécifique commun à l'ensemble du Groupe BPCE ayant vocation à identifier l'ensemble des modèles utilisés au sein du Groupe BPCE et à gérer le cycle de vie des modèles. Un comité de model risk management présidé par le président du directoire de BPCE, ou par le directeur général en charge des risques par délégation, est dédié à la gouvernance/supervision des modèles et du risque associé. La mission du Model Risk Management Committee est de superviser la gestion du risque de modèle et de s'assurer de la mise en place d'actions adéquates au titre de la gestion du risque de modèle.

Par ailleurs, le risque de modèle fait l'objet de tableaux de bord trimestriels dont l'objectif est de suivre l'évolution du risque de modèle via la mise en place d'indicateurs dont certains sont définis dans le cadre du dispositif d'appétit aux risques et qui visent notamment à suivre l'évolution de la performance des modèles.

2.7.7.3 Gouvernance – Risques de modèles

La gouvernance des modèles s'articule autour du Model Risk Management Committee (MRMC) et des comités fonctionnels de validation des modèles (Model Oversight Committees), qui veillent à la mise en œuvre d'un cadre robuste de gouvernance du risque de modèle.



(1) MRMC (Model Risk Management Committee) : Comité de gestion du risque de modèle

(2) MOC (Model Oversight Committee) : Comité de surveillance des modèles

(3) CUSO (Combined United States Operations) : Opérations conjointes aux États-Unis

(4) RMOC (Risk Models Oversight Committee) : Comité de surveillance des modèles de risque

(5) VMOC (Valuation Models Oversight Committee) : Comité de surveillance des modèles de valorisation

(6) APAC (Asia and Pacific) : Asie-Pacifique

Conformément aux exigences réglementaires, le Groupe BPCE a mis en place des politiques et procédures de validation des modèles qui définissent et précisent les missions et les responsabilités des différents acteurs impliqués dans le cycle de vie des modèles. La validation des modèles est réalisée par les équipes de validation indépendante de la direction des Risques du Groupe BPCE, à l'exception des modèles faisant l'objet d'une délégation de validation soumise au respect d'un certain nombre de conditions (compétences, respect des règles d'indépendance...). La délégation de validation est soumise à l'approbation préalable du comité model risk management (MRMC).

Le processus interne de validation des modèles se déroule en deux ou trois étapes :

- 1) une revue du modèle et de son adéquation, réalisée de manière indépendante des entités ou des départements ayant travaillé sur le développement du modèle par les équipes de validation ;
- 2) une revue des conclusions de la validation lors d'un comité fonctionnel composé d'experts quantitatifs (modélisateurs et valideurs) et des métiers. Les revues sont présentées en Model Oversight Committee (MOC), présidé par le directeur général des Risques Groupe, membre du comité de direction générale ou par le directeur du département Model Risk Management ; ou au sein de comités locaux présidés par un membre de la direction générale pour les entités faisant l'objet d'une délégation ;
- 3) une validation en Model Risk Management Committee (MRMC) dans le cas spécifique de l'analyse de la matérialité de certains changements de modèles dont les évolutions sont soumises, le cas échéant, à l'autorisation préalable du superviseur européen dans le cadre des règlements européens nos 529/2014 et 2015/942 relatifs au suivi des modèles internes utilisés pour le calcul des exigences en fonds propres.

2.7.8. RISQUES DE NON-CONFORMITE

2.7.8.1. Organisation générale de la fonction Conformité

Conformément aux exigences légales et réglementaires citées en supra, aux normes professionnelles et aux chartes de contrôle régissant le Groupe BPCE, l'organisation des fonctions visant à maîtriser le risque de non-conformité s'insère dans le dispositif de contrôle interne de l'ensemble des établissements du Groupe BPCE et de ses filiales.

La direction de la Conformité Groupe, rattachée au Secrétariat général du Groupe BPCE, exerce sa mission de manière indépendante des directions opérationnelles ainsi que des autres directions de Contrôle interne avec lesquelles elle collabore.

La filière conformité, « fonction de vérification de la conformité » définie par l'EBA et repris par l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié par l'arrêté du 25 février 2021, a en charge la prévention, la détection, la mesure et la surveillance des risques de non-conformité afin d'en assurer leur maîtrise.

La direction de la Conformité Groupe exerce ses responsabilités dans le cadre du fonctionnement en filière métier.

Elle joue un rôle normatif, de supervision et de contrôle, d'orientation, de pilotage des fonctions de conformité des établissements du Groupe. Les responsables de la Conformité nommés au sein des différentes filiales directes de BPCE SA et soumises au dispositif réglementaire de surveillance bancaire et financière, lui sont rattachés au travers d'un lien fonctionnel fort.

La direction de la Conformité Groupe conduit toute action de nature à assurer le respect de la protection de la clientèle, des règles de déontologie, la lutte contre le blanchiment des capitaux et contre le financement du terrorisme, la lutte contre les abus de marché, la surveillance des opérations et le respect des mesures de sanctions et embargos. Elle s'assure du suivi des risques de non-conformité dans l'ensemble du Groupe. Dans ce cadre, elle construit et révisé les normes et les contrôles proposés à la gouvernance du Groupe BPCE, partage les bonnes pratiques et anime des groupes de travail composés de représentants de la filière.

La diffusion de la culture du risque de non-conformité et de la prise en compte de l'intérêt légitime des clients se traduit également par la formation des collaborateurs de la filière et la sensibilisation d'autres directions de BPCE.

En conséquence, la Direction de la Conformité Groupe :

- Élabore les dispositifs Groupe de maîtrise des risques de non-conformité (cartographie des risques et DMR) et supervise le dispositif de contrôle permanent relatif aux risques de non-conformité ;
- Établit les reportings internes de prévention des risques à destination des comités exécutifs des risques Groupe et des comités des risques de l'organe de surveillance ;
- Détermine et valide en lien avec les RH le contenu des supports des formations destinées à la filière conformité ;
- Coordonne la formation des directeurs/responsables de la Conformité par un dispositif dédié ;
- Anime la filière conformité des entités notamment grâce à des journées nationales qui présentent des thématiques relatives à la Protection de la clientèle, la Conduite et l'Ethique ou la Sécurité financière ;
- S'appuie sur la filière conformité des établissements via des groupes de travail thématiques, en particulier pour la construction et la déclinaison des normes et contrôle de conformité.

Par ailleurs, la Conformité de l'entreprise BPCE SA est rattachée à la Direction de la Conformité Groupe et exerce également le pilotage et la supervision des Conformités des entités du pôle Services et Expertises Financières (SEF), du pôle Paiements et Digital, du pôle Assurances et des autres filiales rattachées à BPCE, dont Palatine, Natixis Algérie et BPCE International

La Direction de la Conformité et des Contrôles Permanents de la CEIDF est composée de 5 départements qui se répartissent les domaines de compétence et les fonctions réglementaires :

- Le Département « Sécurité Financière » pour la Lutte contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme ;
- Le Département « Coordination, Prévention et Lutte contre la Fraude », intervenant sur le périmètre des fraudes internes et externes, fraude documentaire ; ce service était précédemment rattaché au Département « Sécurité Financière » ;
- Le département « Normes de Conformité et Services d'Investissement » pour la conformité des services d'investissement, les mises en marché de produits et services, la validation des communications commerciales, les habilitations professionnelles et les relations avec les régulateurs ;
- Le département « Contrôles Permanents » pour l'élaboration du plan annuel de contrôles pour l'ensemble des directions, la coordination des contrôles, la mise en œuvre et le pilotage des contrôles de 1er niveau ainsi que la réalisation de contrôles permanents de 2nd niveau ;
- Le département « Sécurité des Systèmes d'information, Protection des données et Plan de Continuité d'Activité ».

Un chef de projet, rattaché directement au directeur, assure notamment la coordination et la prise en charge des travaux transverses (RACI, Questionnaire semestriel adressé au Groupe, Référentiel Sécurité Chèques, Q2PC, PECE – Prestations Essentielles Critiques ou Importantes...) ainsi que le suivi de la supervision des 3 filiales de la CEIDF.

La Direction de la Conformité et des Contrôles Permanents est rattachée depuis le 1er mars 2014 au Directeur des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents (DRCCP), lui-même directement rattaché au Président du Directoire.

Cette organisation a permis de développer des synergies entre les différentes fonctions de contrôles permanents afin de répondre aux exigences croissantes de réactivité et d'efficacité des dispositifs de maîtrise des risques, en matière de prévention et de traitement de la fraude externe, de coordination des plans d'action entre les risques opérationnels et les contrôles permanents et de mise en place de dispositif de pilotage de certaines thématiques de conformité afin de renforcer la gestion ex-ante de ces risques.

La mission de la Direction de la Conformité et des Contrôles Permanents de la CEIDF s'inscrit dans le cadre des principes fixés par l'arrêté A-2014-11-03 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, au règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers et aux chartes de Contrôle Interne du Groupe. Elle a pour mission de veiller à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques de non-conformité résultant du non-respect des dispositions réglementaires propres aux activités bancaires et financières, des normes et usages professionnels et déontologiques ainsi que des orientations de l'organe de surveillance et des dirigeants effectifs.

D'une façon générale, la Direction conduit toute action de nature à renforcer la conformité au sein de l'établissement. La filière Conformité est chargée de s'assurer de la cohérence de l'ensemble du contrôle de conformité, sachant que chaque filière opérationnelle ou de contrôle reste responsable de la conformité de ses activités et de ses opérations.

Le Directeur des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents (DRCCP) est titulaire de la carte professionnelle de Responsable de la Conformité des Services d'Investissement, responsable de la mise en œuvre du dispositif LCB-FT et correspondant TRACFIN.

Le Directeur de la Conformité et des Contrôles Permanents (DCCP) lui est rattaché. Il est agréé par BPCE, désigné auprès de l'ACPR comme Responsable de la Fonction de Vérification de la Conformité – RFVC-opérationnel, responsable du contrôle du dispositif LCB-FT, correspondant TRACFIN, déontologue et Délégué à la Protection des Données (DPO).

La Direction de la Conformité et des Contrôles Permanents de la CEIDF assure par ailleurs un contrôle de la sécurité des systèmes d'information, notamment par le biais du RSSI (Responsable Sécurité des Systèmes d'Information) ainsi que la continuité de service des fonctions centrales et des activités commerciales par le biais du RPCA (Responsable du Plan de Continuité d'Activité) en liaison avec la cellule de crise.

2.7.8.2. Culture Conformité

Plus spécifiquement, pour coordonner les chantiers transverses, la Direction des Risques et/ou de la Conformité de notre établissement s'appuie sur la Direction des Risques Groupe de BPCE, notamment le Département Gouvernance et contrôle risque (contrôle permanent risques et culture risques) et le Secrétariat Général Groupe en charge de la conformité et des contrôles permanents du Groupe BPCE qui contribuent à la bonne coordination de la fonction de gestion des risques et de certification de la conformité et pilotent la surveillance globale des risques y compris ceux inhérents à la conformité au sein du Groupe.

DETAIL DE LA DECLINAISON DE CES FORMATIONS AU SEIN DU GROUPE :

Libellé BPCE	Libellé métiers mondiaux	Réseau Banque Populaire & Réseau Caisse d'Épargne	BPCE hors métiers mondiaux	Métiers mondiaux
Code de conduite et éthique	Code of conduct	oui	oui	oui
Lanceur d'alerte	Whistleblowing	oui	oui	oui
Les incontournables de l'éthique professionnelle et lutte contre la corruption	Professional ethics and awareness	oui	oui	oui
	Fight against corruption			oui
LCB-FT - Les Fondamentaux	AML/CTF	oui	oui	oui

2.7.8.3. Suivi des risques de non-conformité

Les risques de non-conformité, conformément à l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, sont analysés, mesurés, surveillés et maîtrisés en :

- disposant en permanence d'une vision de ces risques et du dispositif mis en place pour les prévenir ou les réduire avec la mise à jour de leur recensement dans le cadre de la cartographie des risques de non-conformité ;
- s'assurant pour les risques les plus importants qu'ils font, si besoin, l'objet de contrôles et de plans d'action visant à mieux les encadrer.

La maîtrise du risque de non-conformité au sein du Groupe BPCE s'appuie sur la réalisation d'une cartographie des risques de non-conformité et le déploiement de contrôles de conformité de niveau 1 et 2 obligatoires et communs à l'ensemble des établissements en banque de détail du Groupe.

Une mesure d'impact du risque de non-conformité a été calibrée et réalisée avec les équipes risques opérationnels du Groupe, selon la méthodologie de l'outil du risque opérationnel OSIRISK, en tenant compte des dispositifs de maîtrise du risque mise en place par les établissements, venant réduire les niveaux des risques bruts.

2.7.8.3.1. Protection de la clientèle

La conformité des produits et des services commercialisés par la **Caisse d'Epargne Ile de France** et la qualité des informations fournies renforcent la confiance des clients et fondent la réputation du Groupe. Pour maintenir cette confiance, la fonction conformité place la notion de protection de la clientèle au cœur de ses activités.

LE DEVOIR D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Selon la réglementation en vigueur, les conditions contractuelles, y compris les tarifs et les dispositions précontractuelles, sont fournies aux consommateurs et/ou mises à leur disposition dans les points de vente. Le devoir de conseil est appliqué conformément aux règles établies, avec des mises à jour ou des nouveautés intégrées dans les processus en place.

UNE INFORMATION CLAIRE ET NON-TROMPEUSE

Un processus de validation de toute la documentation réglementaire et commerciale a été instauré au sein du Groupe BPCE. Tous les acteurs impliqués dans ce dispositif veillent à ce que les informations destinées au public soient exactes, claires et non trompeuses, tout en garantissant le respect des obligations réglementaires spécifiques à chaque produit ou service.

LA COMMERCIALISATION DE NOUVEAUX PRODUITS ET SON SUIVI

Tous les nouveaux produits ou ceux qui subissent des modifications significatives doivent passer par des procédures spécifiques d'évaluation préalable de leur conformité. Cette vérification initiale inclut une analyse des impacts et des risques associés à leur commercialisation, en tenant compte de facteurs tels que le respect des réglementations, l'intérêt du client, ainsi que l'adéquation du produit à la population visée. La fonction conformité s'assure également qu'un suivi permanent des produits et des parcours de commercialisation est réalisé afin de garantir le respect des conditions posées lors de l'agrément initial.

LA CONNAISSANCE DE NOS CLIENTS

Le réseau commercial joue un rôle clé dans l'établissement et le maintien d'une relation de confiance entre le client et la banque. Grâce au dispositif de connaissance client, les conseillers ont accès à des informations pertinentes concernant leurs clients et ils les actualisent régulièrement. Ces informations sont essentielles pour offrir un accompagnement personnalisé, adapté aux besoins spécifiques de chaque client.

LA FORMATION DES COLLABORATEURS

Les collaborateurs du Groupe sont régulièrement formés sur les sujets touchant à la protection de la clientèle afin de maintenir le niveau d'exigence requis en termes de qualité de service. Les formations visent à transmettre une culture de conformité et de protection de la clientèle aux nouveaux entrants et/ou collaborateurs de la force commerciale.

2.7.8.3.2. Sécurité financière

Ce domaine englobe :

- La lutte contre le blanchiment des capitaux, les activités criminelles (dont le financement de la prolifération des armes de destruction massive) et le financement du terrorisme ;
- Le respect des sanctions nationales, européennes et internationales visant des personnes, des entités ou des pays.

La prévention des risques à la mise en œuvre de ces dispositifs repose sur :

- ✓ Une culture d'entreprise ;
- ✓ Une organisation et des moyens adaptés ;
- ✓ Une supervision de l'activité.

Cette culture, diffusée à tous les niveaux hiérarchiques, et pour toutes les « lignes de défense » (LoD) a pour socle :

- ✓ des principes de relations avec la clientèle visant à prévenir, atténuer et remédier les risques d'utilisation des produits et services proposés par les entités du Groupe, à des fins criminelles. Ces principes sont formalisés dans des politiques et procédures régulièrement mises à jour et font l'objet d'une information régulière du personnel ;
- ✓ un dispositif de formation continue des collaborateurs du Groupe et des formations spécifiques de la filière sécurité financière.

UNE ORGANISATION ET DES MOYENS ADAPTES :

a) La lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

La lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT) s'inscrit dans un double objectif :

- prévenir les activités criminelles en les privant de fonds, d'une part ;
- assurer la solidité, l'intégrité et la stabilité du système économique et financier, d'autre part.

En tant qu'entité assujettie aux obligations LCB-FT, le Groupe BPCE est pleinement mobilisé pour contribuer à lutter contre les circuits financiers clandestins, en complément de l'action des autorités publiques : Cellules de Renseignement Financier, services répressifs, autorités judiciaires.

Le dispositif LCB-FT s'applique à toutes les entités du Groupe BPCE (établissements des réseaux Banques Populaires et Caisses d'Epargne et leurs filiales et succursales, ainsi que BPCE SA, ses filiales et succursales en France et à l'étranger), assujettis aux obligations LCB-FT.

Outre la culture d'entreprise, ce dispositif repose sur une organisation interne et des moyens (humains, IT, data), qui mettent en œuvre un dispositif complet et cohérent de prévention, d'atténuation et de remédiation face à des opérations financières susceptibles d'être liées à des activités criminelles. Il repose sur 5 composantes principales :

- (i) **L'évaluation des risques de blanchiment, d'activités criminelles et de financement du terrorisme** auxquels chaque établissement, filiale ou succursale du groupe, assujetti aux obligations LCB-FT, analyse son exposition aux risques décrits par les autorités publiques selon des facteurs prévus par la législation, inhérents à leurs clients, à leurs services, à leurs transactions et canaux de distribution ainsi que selon des facteurs géographiques.
- (ii) **La connaissance de la clientèle**, à travers des vérifications à l'entrée en relation d'affaires, dont l'identification des bénéficiaires effectifs pour les personnes morales et l'actualisation régulière des informations sur les clients tout au long de la relation d'affaires. Les *Due Diligence* sur les clients intègrent également la détection des Personnes Politiquement Exposées (PPE) et l'application de mesures de vigilance complémentaire.
- (iii) **L'exercice d'une vigilance constante sur les opérations, tout au long de la relation d'affaires**. Ces vigilances, adaptées au risque BC-FT, sont basées sur la vigilance humaine des collaborateurs et sur des moyens, largement automatisés, de détection des opérations inhabituelles, dans le strict respect des règles prévues par le Règlement Général de Protection des Données (RGPD).

- (iv) **(iv) Le traitement des alertes, afin de lever le doute sur la licéité des sommes ou des opérations atypiques/inhabituelles. Ces analyses conduisent les entités à réaliser un certain nombre de diligences : analyse du fonctionnement du compte, demande de justificatifs, etc ;**
- (v) **Les signalements - également appelés « Déclarations de soupçons » - à la Cellule de Renseignement Financier (CRF ; TRACFIN en France) des sommes ou opérations douteuses/suspectes, dès lors que persiste un doute sur leur licéité. Au contraire, dans le cas où les diligences confirment le caractère régulier des sommes ou des opérations, l'alerte est « classée sans suite » et assortie d'une piste d'audit sur les vérifications effectuées. Les délais des signalements sont suivis dans le cadre de la politique d'appétit aux risques.**

D'autres éléments complètent ce dispositif tels que, notamment, un système de contrôle interne (contrôle permanent et contrôle périodique), des actions de formation et d'information régulière des collaborateurs et des dirigeants du groupe et des affiliés, des suivis réguliers d'indicateurs dédiés par les instances de gouvernance.

b) Le respect des sanctions financières nationales, européennes et internationales visant des personnes, des entités ou des pays

Le respect des sanctions financières nationales et internationales constitue un élément clef du dispositif de conformité du Groupe BPCE, qui, en tant qu'entité française et européenne, se conforme strictement aux lois et réglementations françaises et de l'Union Européenne et applique les Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU).

Par ailleurs, l'ensemble des entités appartenant au périmètre du Groupe BPCE se conforme au régime des sanctions financières américaines en raison de la présence du Groupe BPCE aux États-Unis et du large volume d'opérations libellées en dollars américains et du fait d'autres critères fondant la compétence américaine. Notamment de la portée extraterritoriale de certaines réglementations américaines en matière de sanctions financières, dont les sanctions secondaires qui étendent l'extraterritorialité des sanctions américaines aux transactions sans lien d'américanité.

Le Groupe BPCE se conforme à toutes les formes de sanctions financières applicables, qui peuvent cibler un pays ou un territoire, une organisation, un individu, une personne morale, un navire, un avion, certains biens ou services, ou certaines activités, qu'il s'agisse de gels d'avoirs et des ressources économiques, d'embargo total, de restrictions ou d'embargos spécifiques sur des types particuliers de transactions ou sur l'exportation ou l'importation de certains biens, services ou technologies.

Les réglementations française, européenne, « onusienne » et américaine constituent donc un « socle commun » en matière de sanctions financières s'appliquant au Groupe BPCE. Les autres réglementations des juridictions dans lesquelles le Groupe BPCE est présent s'appliquent localement, et concurremment au socle commun. Les dispositions les plus strictes prévalent.

UNE SUPERVISION DE L'ACTIVITE

Conformément aux chartes du Groupe BPCE, les entités du Groupe disposent tous d'une unité dédiée à la sécurité financière, qui, avec les équipes *front*, *middle* et *back office*, assure la mise en œuvre opérationnelle de ces dispositifs et participent directement à la prévention, l'atténuation et la remédiation des risques d'activités criminelles. Toutes les entités disposent d'un dispositif de contrôle interne et assurent un reporting régulier à destination des dirigeants et des organes délibérants et à destination de l'organe central du Groupe BPCE.

De plus, au sein de la Conformité Groupe, un département dédié assure, en particulier, l'adaptation du cadre juridique aux entités du Groupe BPCE, la mise en œuvre des politiques et procédures, la prise en compte des risques de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme dans la procédure d'agrément des nouveaux produits et nouvelles activités commerciales de BPCE, le monitoring des moyens mis en œuvre et les reportings réglementaires aux superviseurs et dirigeants du Groupe BPCE, l'analyse des résultats des contrôles permanents et la réalisation des contrôles de supervision, ainsi que la conception des contenus des formations et l'animation de la filière conformité / sécurité financière à l'échelle du Groupe.

Le département Sécurité Financière de la CEIDF, rattaché à la Direction de la Conformité et des Contrôles Permanents, couvre la prévention et la surveillance de la délinquance financière, notamment la lutte anti-blanchiment, la lutte contre le financement du terrorisme et le respect des embargos.

LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Les règles, les procédures et leur mise en œuvre par les entités du Groupe BPCE contribuent à prévenir et détecter les comportements susceptibles de caractériser des faits de corruption, y compris les paiements de facilitation (« pots-de-vin »), ou de trafic d'influence.

CADRE JURIDIQUE APPLICABLE

Les règles et dispositifs ci-dessous permettent de se conformer aux exigences introduites par l'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (loi dite « Sapin 2 »).

CORPUS NORMATIF DU GROUPE BPCE

- Code de conduite et d'éthique : la lutte contre la corruption et le trafic d'influence est une des composantes du principe n°7 du Code de conduite et d'éthique (« Agir avec éthique professionnelle en toutes circonstances »).
- Règles de conduite anticorruption : également consultables sur le site Internet du groupe (page « Éthique et conformité : les actions et engagements du Groupe BPCE »), elles complètent le Code de conduite, avec notamment des illustrations ; elles ont vocation à être déclinées par chaque entité et annexées à son règlement intérieur ; des sanctions disciplinaires, pouvant aller jusqu'au licenciement, sont prévues en cas de manquement à ces règles.
- Procédure relative au « Dispositif lanceur d'alertes ».
- Politique « cadeaux, avantages et invitations » : elle détaille le dispositif d'encadrement des cadeaux, avantages et invitations reçus ou offerts par les collaborateurs afin de respecter l'indépendance d'exercice de leurs fonctions et d'éviter toute influence inappropriée dans les relations professionnelles ; le groupe a défini des modalités et des seuils de déclaration, d'autorisation et/ou d'interdiction ; les règles définies dans cette politique s'appliquent à tous les dirigeants effectifs et les collaborateurs des entités du groupe ; la Direction de la Conformité des entités s'assure que la présente politique (ou toute autre procédure/politique déclinant cette politique Groupe) est mise à disposition et bien comprise des collaborateurs.
- Politique d'évaluation des tiers au regard des risques de corruption dans le cadre de l'activité commerciale : elle s'applique aux clients, plus particulièrement les clients Corporate présentant une activité à risque lors de l'octroi de crédit, aux intermédiaires et aux partenaires commerciaux.

ACTIONS DU GROUPE BPCE VISANT A PREVENIR ET DETECTER LES CAS DE CORRUPTION

- Cartographie des risques de corruption : elle est établie et mise à jour régulièrement par les entités du groupe, selon une méthodologie conforme aux recommandations de l'Agence française anticorruption (AFA) ; elle est basée sur des échanges avec les métiers qui permettent d'identifier et d'évaluer les risques de corruption, active comme passive, directe ou indirecte (complicité, recel), et d'aboutir à une vision partagée des enjeux de la lutte contre la corruption ; les éléments du dispositif de contrôle interne, dont le contrôle comptable, sont explicitement fléchés vers les risques de corruption identifiés ; le résultat de la cartographie des risques, y compris les plans d'action nécessaires le cas échéant, est présenté pour validation aux organes de direction de chaque entité du groupe ; une consolidation des cartographies est présentée au comité des Risques et de la Conformité groupe, ainsi qu'à l'organe de surveillance de BPCE ;
- Actions de formation : des formations anticorruptions sous forme de e-learning sont déployées dans les entités du groupe ; qualifiées de « formations réglementaires obligatoires » (FRO), elles concernent l'ensemble du personnel, y compris les dirigeants ; elles sont complétées par des e-learning sur le Code de conduite et d'éthique et le dispositif « Lanceur d'alertes » ;
- Dispositif « Lanceur d'alertes » avec un outil groupe dédié ;
- Dispositif de déclaration des cadeaux, avantages et invitations reçus et offerts centralisé dans un outil groupe ;

- Evaluation des fournisseurs : elle concerne a minima les fournisseurs dont le montant total d'achats au niveau du groupe est au moins de 50 000 euros ; elle prend en compte un certain nombre de critères (catégorie d'achat, critère géographique, informations négatives sur le fournisseur...) ; cette évaluation conduit si nécessaire à des diligences complémentaires visant à apprécier le risque in fine au regard notamment des mesures anticorruption mises en place par le fournisseur ;
- Encadrement des relations avec les intermédiaires (dont les apporteurs d'affaires) et partenaires groupe : les contrats et les conventions comportent des clauses anticorruptions ; l'intégrité des nouveaux partenaires du groupe est évaluée dans le cadre du « Comité Nouveaux Produits Nouvelles Activités Groupe » ;
- Référentiel groupe de contrôles comptables participant à la prévention et à la détection de fraude et de faits de corruption ou de trafic d'influence : il est formalisé et son déploiement dans les entités est suivi par le Contrôle financier Groupe ;
- Dispositif de traitement des allégations de corruption en cours de formalisation en cohérence avec celui appliqué dans le cadre du dispositif « Lanceur d'alertes ».

2.7.8.4. Travaux réalisés en 2025

Les principaux chantiers ont porté sur :

1. La protection de la clientèle :

- **Les comptes et les coffres inactifs (Eckert) :** Poursuite du renforcement du dispositif en place, déjà robuste. Plusieurs projets informatiques ont été livrés permettant d'élargir davantage l'information réglementaire, tant annuellement sur le statut d'inactivité que sur la consignation (information en amont de la clôture des comptes et du transfert à la Caisse des Dépôts et Consignations). L'identification de l'inactivité des coffres-forts a également été améliorée, facilitant ainsi la mise en œuvre de nos obligations réglementaires.
- **Le traitement des opérations de paiement contestées par les clients : Poursuite du renforcement des dispositifs en place. Des actions ont notamment été menées afin :**
 - d'améliorer les délais effectifs de remboursement et les délais d'investigations. Un pilotage régulier par indicateurs a été mis en place ;
 - d'assurer le remboursement des frais induits ;
 - d'assurer un traitement homogène des contestations entre les établissements par la mise en place de procédures communes aux établissements ;
 - de faciliter l'initiation d'une contestation par le client en créant le canal de contestation en *selfcare*, en plus des canaux d'agence et centre de relation clientèle.
- **Les services de paiement :**
Mise en œuvre des obligations issues du Règlement IP (virements instantanés en euros) entré en vigueur au 9 octobre 2025. Ces travaux ont conduit notamment à déployer l'accès de nos clients au virement instantané et aux services de gestion des plafonds, et la vérification du bénéficiaire.
- **L'épargne bancaire :**
Poursuite de la mise en place des mesures de contrôle de multi-détention des produits d'épargne réglementée prévue par le décret no 2021-277 du 12 mars 2021 relatif au contrôle de la détention des produits d'épargne réglementée qui entrera en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 2026.
- **La Connaissance client réglementaire (KYC) :**
Poursuite de plusieurs grandes actions en 2025 dans un objectif d'ancrage des réflexes d'actualisation systématique de la Connaissance Client : sensibilisation des réseaux et pilotage au travers d'indicateurs permettant d'avoir un suivi renforcé et global de la Connaissance client. En outre, le cadre normatif et de contrôle du dispositif Groupe ont été actualisés.
- **L'épargne financière :**
Le Groupe a poursuivi les travaux d'amélioration et de renforcement des dispositifs relatifs à la Protection des investisseurs, la Gouvernance et surveillance des produits, à l'Intégrité et transparence des marchés.

Les travaux ont notamment porté sur :

- La rationalisation et revue des politiques, guides et fiches de contrôles de niveau 2 inscrits sur sa feuille de route 2025 de la Conformité sur les dispositifs Protection des investisseurs, Gouvernance et surveillance des produits, Intégrité et transparence des marchés.

- * Concernant la protection des investisseurs et la Gouvernance et surveillance des produits ont été intégrés la recommandation ACPR 2024-R-03 sur le devoir de conseil, la position AMF 2013-10 / 2019-12 relative à la remédiation GSM, et l'arrêté du 19 mars 2025, modifiant le règlement Général AMF sur le suivi de la commercialisation des produits. Également, une note relative aux impacts de la Retail investment strategy sera diffusée en fin d'année aux fonctions commerciales et à la filière conformité au sein des établissements.

- * Concernant l'intégrité et la transparence des marchés, ont été intégrés les nouveaux textes réglementaires EMIR et SFTR liés aux opérations de marchés notamment EMIR 3.0 ...

- Dans le cadre de la supervision exercée, des contrôles sur les dispositifs Protection des investisseurs, Gouvernance et surveillance des produits, ainsi qu'Intégrité et transparence des marchés ont été menés. Des actions de monitoring permettant le suivi de la remédiation des anomalies identifiées ont été mise en place.
- Les comités permettant de renforcer le suivi des établissements se sont poursuivis, de même que l'accompagnement des établissements dans le cadre des sollicitations/contrôles superviseurs et suivi des plans de remédiation Groupe convenus.
- Les travaux d'élaboration d'indicateurs de pilotage consolidés Groupe particulièrement sur le dispositif intégrité et transparence des marchés, et parcours clients Protection des investisseurs ont été conduits et se poursuivront en 2026.
- Le suivi et l'accompagnement des établissements dans le cadre de leurs déclarations liées au rapport annuel RCSI auprès de l'AMF a été réalisé.
- Un nouvel outil concernant le traitement des alertes abus de marché a été déployé.

En 2025, à la CEIDF, la Direction de la Conformité et des Contrôles Permanents (DCCP) a continué d'accompagner le développement commercial pérenne, en maintenant une proximité avec les directions métiers. Cela a permis de mieux intégrer les exigences de conformité et de clarifier les attentes particulières en lien avec les enjeux et le contexte de la CEIDF.

La CEIDF a été sollicitée à l'occasion de 43 interventions des autorités de contrôle en 2025, via des demandes d'informations, de réclamations de clients ou encore d'enquêtes et contrôles sur place. Ces interventions ont mobilisé la DCCP ainsi que d'autres directions de la CEIDF afin d'apporter des réponses de qualité et de définir les plans d'actions destinés à améliorer les processus contrôlés.

Les Comités de Surveillance Produits de la CEIDF (BDD et BDR) se sont déroulés au T4 2025. Les actions décidées dans le cadre de ces comités seront présentées au Comité de Coordination du Contrôle Interne (3CI) du 1^{er} trimestre 2026.

La DCCP a accompagné l'intégration des évolutions réglementaires et normes Groupe, tout en faisant évoluer ses outils (ex : déploiement du nouvel outil abus de marché). Une attention particulière a été portée à l'actualisation du corpus procédural pour intégrer les évolutions réglementaires et les nouvelles politiques groupe.

La DCCP a poursuivi la supervision et l'accompagnement de ses filiales bancaires via le programme de supervision Groupe.

Enfin, la DCCP a été fortement impliquée dans la définition et le suivi des plans d'actions de la CEIDF et du groupe, destinés à corriger les anomalies et les processus à la suite de réclamations clients ayant, ou non, transité par des régulateurs.

2.7.9. RISQUES DE SECURITE ET RESILIENCE OPERATIONNELLE

La maîtrise des risques d'interruption d'activité est abordée par les Entités juridiques du Groupe sous la forme d'une analyse des risques associés aux activités exercées. Cette analyse permet de déterminer la priorisation

de leur redémarrage. En parallèle, l'identification des différents événements de risque possibles oriente l'Entité juridique dans les réponses en continuité d'activité à apporter et la préparation des actions à engager en cas de survenance de l'évènement de risque.

2.7.9.1 Continuité d'activité

2.7.9.1.1. Organisation et pilotage de la continuité d'activité

La continuité d'activité du Groupe BPCE est organisée en Filière, pilotée par la Continuité d'Activité Groupe, au sein de la Direction Continuité Activité et Gestion de Crise (DCAGC).

Le Directeur de la Continuité d'activité et de la Gestion de crise Groupe (DCAGC-G) a pour mission de superviser :

- le pilotage de la continuité d'activité Groupe et l'animation de la filière au sein du Groupe ;
- le pilotage de la réalisation et du maintien en condition opérationnelle des Plans de Continuité d'Activité Groupe ;
- la veille du respect des dispositions réglementaires en matière de continuité d'activité ;
- la participation aux instances internes et externes au Groupe.

Les RPCA/RPUPA des établissements du Groupe sont rattachés fonctionnellement au RCA Groupe et les nominations des RPCA/RPUPA lui sont notifiées.

Le Cadre Continuité d'Activité Groupe définit la gouvernance de la filière, assurée par trois niveaux d'instances, mobilisées selon la nature des orientations à prendre ou des validations à opérer :

- ✓ les instances de décision et de pilotage Groupe auxquelles participe le RCA-Groupe pour valider les grandes orientations et obtenir les arbitrages nécessaires ;
- ✓ le Comité filière de continuité d'activité, instance de validation et de coordination opérationnelle de la Filière ;
- ✓ la plénière de continuité d'activité Groupe, instance plénière nationale de partage d'informations et de recueil des attentes, complétée de réunions régionales et de calls Filière auxquels les RPCA sont invités à participer.

Le cadre de référence, CCA-G a été décliné au travers de la Politique Continuité d'Activité **CEIDF**, et validé au sein de notre établissement par le Comité Risques IT, Cyber et Résilience en septembre 2025.

La Continuité d'Activité Groupe définit, met en œuvre et fait évoluer autant que de besoin la politique de continuité d'activité Groupe.

Description de l'organisation mise en œuvre pour assurer la continuité des activités

En CEIDF, le Système de Management de la Continuité d'Activité (SMCA) est mis en place et assuré par : un RPCA, un RPCA suppléant et une trentaine de Correspondants PCA (responsables métiers des activités recensées comme étant les plus critiques pour l'établissement).

Le SMCA s'articule, au sein de la CEIDF, autour de 3 niveaux :

- **Le Comité Risques IT, Cyber et Résilience**, instance en charge de la déclinaison des orientations de continuité d'activité :

Ce comité trimestriel, co-présidé par deux mandataires et dans lequel les principaux Directeurs sont présents ou représentés, est animé par le responsable de département SSI, PCA et protection des données. Le RPCA y porte quant à lui, l'ensemble des sujets liés au PUPA. Le RPCA y propose des plans d'actions et d'améliorations dont l'avancement est présenté régulièrement. Ces actions sont prolongées, si nécessaire, par des projets ou groupes de travail dédiés. La liste des participants à ce Comité et ses objectifs détaillés sont décrits dans la charte de fonctionnement dudit Comité.

- **La fonction RPCA, en charge de la supervision opérationnelle du dispositif de continuité d'activité :**

Le RPCA, par délégation de l'instance en charge de la déclinaison des orientations de continuité d'activité, pilote toute action nécessaire à la réalisation des missions de cette instance. Il est de la responsabilité du RPCA de proposer toutes les mesures et toutes les règles en vue de garantir la mise en œuvre d'un dispositif homogène au périmètre de l'établissement ; vérifier l'existence, la

complétude, la cohérence, le caractère opérant du dispositif de continuité pour l'établissement et pour le Groupe, en incluant les activités assurées par des tiers ; proposer les mesures correctrices appropriées et en assurer le déploiement ; s'assurer de la connaissance du dispositif de continuité d'activité par les parties prenantes ; définir et garantir l'efficacité du dispositif de gestion de crise.

En raison du lien fonctionnel avec le RCA Groupe, la CEIDF informe par écrit la Continuité d'Activité Groupe des personnes désignées pour remplir cette fonction.

- **Les correspondants PCA**, communauté en charge de la mise en œuvre opérationnelle des mesures de continuité d'activité, au sein des unités organisationnelles :

Le responsable de l'Unité Organisationnelle, en tant que Correspondant PCA, est l'interlocuteur du RPCA sur son périmètre d'expertise.

Par délégation ou directement, il s'assure, sur son périmètre, de la déclinaison du dispositif de continuité d'activité et de gestion de crise, de sa validation, de sa maintenance et de son contrôle, dans le respect et en cohérence avec le dispositif de continuité de la CEIDF et de son système de management.

Les fonctions de CPCSI, Correspondant Plan de Continuité Systèmes d'Information, CPCCOM, Correspondant du Plan de Continuité Communication, CPCRH, Correspondant Plan de Continuité Ressources Humaines, et CPCLS, Correspondant Plan de Continuité Logistique et Sécurité, sont systématiquement définies en raison de la nécessité de disposer de plans de continuité de services de continuité.

Les nominations - titulaires et suppléants - sont approuvées par le Comité Risques IT, Cyber et Résilience. Le RPCA veille à ce que ces fonctions soient couvertes : validé via les entretiens d'arbitrage avec les mandataires et les Directeurs.

Enfin, le Comité de Coordination du Contrôle Interne est informé trimestriellement du plan d'action et des contrôles relatifs au PCA.

2.7.9.1.2. Travaux réalisés en 2025

La DCAGC s'efforce en permanence d'améliorer la culture de continuité d'activité au sein du Groupe et de renforcer les dispositifs de gouvernance et de continuité d'activité.

En matière de gouvernance :

- ✓ Validation d'une version plus accessible et développée de la Politique en cours ;
- ✓ Convergence des processus de contrôle permanent engagée, en débutant par les contrôles de LoD2 ;
- ✓ Rôle décisionnel du Comité filière de continuité d'activité (CDCAGC) renforcé et statuts mis à jour en conséquence ;
- ✓ Refonte du tableau de bord à destination des Instances Groupe ;
- ✓ Définition du cadre de supervision applicable à la Filière ;

Sur le plan opérationnel :

- ✓ Création d'une offre de « RPCA as a service » permettant aux Entités de petite taille de bénéficier d'un appui renforcé du Groupe ;
- ✓ Classement du module de sensibilisation à la Continuité d'Activité en Formation Réglementaire Obligatoire afin de le rendre plus visible ;
- ✓ Décision de refondre en profondeur le SI de continuité d'activité à l'issue d'une réflexion portant sur la nécessité d'une évolution des outils.

La CEIDF s'est attachée à s'inscrire dans les grandes orientations du Groupe au travers :

- de la déclinaison de la Politique de Continuité,
- de la déclinaison du nouveau référentiel de contrôles permanents de niveau 2,
- de la participation de son RPCA en CDCAGC,
- de sa participation, en tant que pilote, aux travaux de mise en conformité OCIR, notamment au travers de la cartographie des activités liées aux Processus critiques et importants Groupe,

mais aussi à continuer de renforcer son dispositif de continuité d'activité au travers :

- de la prise en compte des risques environnementaux dans la cartographie des risques exogènes,
- de la mise à jour des analyses de risques métiers (BIA),
- de la participation à deux exercices de gestion de crise, afin d'entraîner la cellule de crise au scénario de Crue de la Seine et d'indisponibilité massive des postes de travail suite à un incendie du siège.

Enfin, le dispositif de gestion de crise a été mobilisé à quatre reprises au cours de l'année 2025, pour répondre principalement à des scénarii d'indisponibilité des prestataires.

L'ambition en 2026, dans un contexte réglementaire qui évolue, sera d'intégrer l'ensemble de ces exigences à la stratégie de continuité de l'établissement, tout en apportant une approche renforcée à la continuité de nos prestations critiques et importantes.

2.7.9.2 Sécurité Informatique

2.7.9.2.1. Organisation et pilotage de la filière SSI

La Direction Sécurité Groupe (DSG) a notamment la charge de la gestion des risques Cyber et Technologiques pour le Groupe au travers l'équipe CTRMG (Cyber & Technology Risk Management Group).

L'équipe CTRMG est organisée en quatre équipes :

1. **Filière, Politiques et Processus (FPP)** dont les principales missions sont la définition et le mise en œuvre opérationnelle de la gouvernance TRM, les politiques et processus associés, l'animation de la filière CTRM composé d'environ 280 membres, et l'apport d'expertise CTRM lors des instances de validation projets.
2. Le **CERT** (Computer Emergency Response Team), joignable 24/7, dont les missions sont d'apporter des réponses à incident sur sollicitation interne ou externe, de piloter et délivrer des services cyber (notamment bug bounty, cyber rating, surface d'attaque ...), d'animer la communauté VIGIE de plus de 300 membres internes et de coordonner les SOC (Security Operation Center) du Groupe.
3. L'équipe **Délégation RSSI / CTRM** a pour mission de renforcer les liens, de mutualiser les bonnes pratiques et de progresser collectivement afin d'assurer la sécurité des SI, la gestion des risques IT et la conformité des métiers.
4. **Leaders de projets majeurs Cybersécurité** (DORA, IAM...) sous la responsabilité de Directeurs de Programme rattachés au RSSI Groupe.

L'équipe CTRMG définit ses chantiers selon trois attitudes :

- Poursuite de la mise en œuvre des projets réglementaires (dont DORA) ;
- Mise en place des projets et socles indispensables à la Sécurité et à la Résilience IT ;
- Etude d'initiatives pour répondre aux nouvelles menaces.

Le Responsable local des Risques Cyber et Informatiques (RSSI ou CTRM) de la Caisse d'Epargne Ile de France et plus largement de tous les affiliés maisons mères, des filiales directes et des GIE informatiques sont rattachés fonctionnellement au Responsable de la filière Sécurité sur le domaine d'expertise Risques Cyber et Informatiques Groupe (RSSI Groupe / CTRMG). Ce lien fonctionnel implique notamment que :

- ✓ toute nomination de Responsable local soit notifiée au RSSI Groupe ;
- ✓ un reporting concernant les faits marquants des établissements sur les Risques Cyber et Informatiques soit transmis au RSSI Groupe.

Le C-TRM de la CEIDF qui est aussi responsable du département cybersécurité, continuité d'activité et protection des données est rattaché au Directeur de la Conformité et des Contrôles Permanents au sein de la Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents (DRCCP). Un adjoint et un chargé de sécurité complètent les effectifs sur le sujet TRM. Celui-ci dispose d'un budget annuel de 150k€ (hors financement de la souscription au Centre de Service TRM) pour réaliser des audits, exercices de crise ou encore actions de sensibilisation.

Chaque filiale bancaire de la CEIDF dispose d'un RSSI et d'un budget dédié.

2.7.9.2.2. Suivi des risques liés à la sécurité des systèmes d'information

La Politique de Sécurité des Systèmes d'Information Groupe (PSSI-G) qui traitait de la seule typologie de risque Cybersécurité a laissé place au modèle Technology Risk Management (TRM) qui est désormais le référentiel Groupe de gestion des risques technologiques.

La Politique Générale de Gestion des Risques Cyber et Informatiques (PG-TRM) couvre six typologies, répondant aux guidelines EBA et au règlement DORA et elle s'accompagne de nouvelles politiques dédiées à chacun de ces risques :

- 1- Cybersécurité ;
- 2- Production IT ;
- 3- Développements et projets IT ;
- 4- Externalisation de l'IT ;
- 5- Gouvernance & Stratégie IT ;
- 6- Continuité du SI.

Ce modèle TRM est déployé dans l'ensemble des entités du Groupe, de façon adaptée au niveau de risque de chaque entité, avec quatre objectifs principaux :

1. Des interlocuteurs sensibilisés et formés aux Risques Cyber & IT.
2. Un dispositif outillé de Règles et de Contrôles ;
3. Une cartographie des Risques Cyber & IT ;
4. Un cadre comitologie intégrant les risques TRM.

2.7.9.2.3. Sensibilisation des collaborateurs à la cybersécurité

La nouvelle « Charte d'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication », en cours de déploiement au sein de la CEIDF, est une annexe du règlement intérieur, et elle définit notamment :

- les règles générales d'utilisation des ressources informatiques ;
- les règles de sécurité concernant ces ressources auxquelles les utilisateurs doivent se conformer ;
- les principes de protection et de contrôle pouvant être mis en place ;
- les responsabilités des utilisateurs et potentielles sanctions encourues en cas de non-respect de la Charte.

L'usage des outils informatiques ayant évolué au cours de ces dernières années avec l'apparition de l'intelligence artificielle, le déploiement massif du télétravail, etc., les menaces sont devenues polyformes et se sont également intensifiées. Ces évolutions nécessitent que le Groupe s'adapte à ces nouvelles menaces en ajustant certaines règles d'utilisation des ressources informatiques, tout en faisant prendre conscience à l'utilisateur son rôle central dans la sécurité de l'entreprise.

La Charte précise ainsi les droits, les devoirs et les obligations de l'utilisateur (salariés ou externes) concernant l'usage des ressources mises à disposition. Elle s'applique autant au sein des locaux de l'entreprise qu'en dehors, que ce soit lors de déplacements ou en télétravail.

Par ailleurs, les campagnes de sensibilisation se poursuivent, notamment à destination du top management du Groupe. En outre, le Groupe participe aux instances de place sur la cybersécurité et aux événements comme le « mois européen de la cybersécurité ».

En 2025, la CEIDF s'est inscrite dans le programme de Sensibilisation proposée par le Groupe et a décliné opérationnellement un certain nombre d'actions :

- Réalisation de campagnes de tests de phishing visant à sensibiliser les équipes aux risques liés aux courriels frauduleux ;
- Réalisation d'une Formation Réglementaire Obligatoire présentant les bases de la cybersécurité et le point de vue d'un cyberattaquant ;
- Communication via différents canaux auprès des collaborateurs pour les éclairer sur des thématiques actuelles : intelligence artificielle, fuite de données, protection physique etc ;

- Réalisation d'un Cybermois en lien avec le Groupe avec plusieurs conférences et des publications en interne et sur les réseaux sociaux.

2.7.9.2.4. Travaux réalisés en 2025 - Sécurité informatique

En 2025, le dispositif de gestion des risques Cyber et Informatiques a évolué pour couvrir non seulement les lignes directrices **de l'Autorité Bancaire Européenne** relatives à la gestion des risques liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et à la sécurité, publiées le 27 novembre 2019 et entrées en vigueur le 30 juin 2020 mais également le règlement DORA (Digital Operational Resilience Act) (CE 2022/2554) qui renforce les lignes directrices de l'Autorité Bancaire Européenne. Il définit un cadre réglementaire sur la résilience opérationnelle numérique en cas de cybermenaces ou d'incidents liés aux TIC, a été publié le 16 janvier 2023 et est entré en vigueur le 17 janvier 2025.

De plus, le déploiement TRM assure le renforcement du pilotage des tiers (classification et définition de mesures de contrôle associées) et la mise en œuvre des audits prévus aux contrats de sous-traitance ou prestation. Les contrats existants ont aussi été revus et complétés de l'annexe TRM pour un meilleur pilotage de la sécurité des données confiées à des tiers.

Par ailleurs, l'amélioration du dispositif de détection des fuites de données a permis une augmentation du taux d'incidence, sans augmentation de la sévérité des conséquences.

En 2025, la CEIDF a travaillé sur la mise en conformité à la réglementation DORA et au déploiement du modèle de gestion des risques TRM, notamment à la fiabilisation de la cartographie des Risques IT.

Dans le cadre du dispositif proposé par le Groupe, le pilotage de l'activité des filiales a été renforcé.

Le département a accompagné tous les projets Métier de l'Etablissement sur la dimension risque IT et cybersécurité soit plus de 40 projets ; il a participé à la réalisation de plusieurs audits de sécurité organisationnels et techniques tant sur le SI interne que dans le cadre de la sécurisation des prestations externalisées, contribuant ainsi à la protection des données de la Banque, de ses clients et de ses collaborateurs. Le suivi des plans d'action et de remédiation est réalisé avec les équipes opérationnelles et restitué en Comité Risques IT, cyber et résilience.

L'évaluation annuelle du niveau de maturité sécurité du SI privatif de la CEIDF - selon le framework NIST - a été reconduite cette année avec des progrès constatés suite aux mesures implémentées par l'établissement.

En 2025, la sécurité opérationnelle a été, de nouveau, une préoccupation constante au travers notamment d'une forte activité d'appui aux équipes de lutte contre la fraude ou encore sur le traitement des alertes sur la fuite de données.

2.7.10. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Par arrêt en date du 19 juin 2024, la Cour de cassation a prononcé une cassation partielle sur les pourvois de certaines parties civiles et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de renvoi.

2.8 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE ET PERSPECTIVES

2.8.1. LES EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Il n'y a pas d'événement postérieur à la clôture.

2.8.2. LES PERSPECTIVES ET EVOLUTIONS PREVISIBLES

2.8.2.1. Prévisions économiques 2026

UNE CROISSANCE ENCORE LIMITEE EN FRANCE

L'année 2026 a débuté sur une rupture géopolitique radicale avec l'intervention militaire américaine au Venezuela. Cette intervention militaire apparaît comme la manifestation affichée des États-Unis de leur volonté de sanctuarisation stratégique de l'hémisphère occidental sous leur tutelle, en regard des zones d'influence de la Chine et de la Russie. L'incertitude géopolitique est ainsi loin de se dissiper, qu'il s'agisse de la guerre en Ukraine, du risque d'annexion de Taïwan par la Chine, des tensions sino-japonaises ou des visées expansionnistes américaines sur le Groenland.

Plus encore, l'instabilité croissante de la situation au Proche et Moyen-Orient s'est muée en opération militaire américano-israélienne en Iran à partir du 28 février. Cette opération a déjà eu des impacts significatifs, notamment sur les prix du baril de Brent et du gaz. Une semaine après le début du conflit, ces derniers affichent des hausses de près de 15 \$ et de plus de 50 % respectivement. Les marchés intègrent surtout une incertitude brutalement accrue, avec une chute des indices boursiers (-5 % pour le Stoxx600, -6 % pour le CAC 40 et -2 % pour le DJ). Il est toutefois trop tôt pour évoquer un éventuel choc d'offre en raison des productions alternatives et du niveau des stocks. L'impact économique sera fonction de la durée et de l'intensité du conflit. Le risque macroéconomique est bien réel avec les germes d'un scénario stagflationniste qui cumulerait hausse des prix et baisse de l'activité. À titre d'illustration, une hausse du prix du pétrole de 10 \$ occasionne une inflation supérieure de 0,3 point et un recul du PIB de 0,1 point en France la première année. La forme et l'issue que pourrait prendre le conflit laisse un univers des possibles larges. Ce dernier est fonction, d'une part, de la capacité du régime iranien à poursuivre les frappes de façon significative sur les infrastructures pétrolières et gazières des pays riverains du Golfe arabo-persique et à rendre impraticable dans la durée le détroit d'Ormuz et, d'autre part, de la capacité d'Israël et des États-Unis à neutraliser rapidement les capacités de frappe à distance iranienne et à faire tomber le régime en place. À date, la stratégie de l'Iran de régionaliser le conflit n'a pas obtenu les effets escomptés.

En revanche, les tensions commerciales liées au renforcement du protectionnisme s'apaisent progressivement depuis le second semestre 2025, entraînant une normalisation des chaînes d'approvisionnement. La croissance mondiale resterait résiliente bien qu'en ralentissement, elle passerait de 3,2 % en 2025 à 2,9 % en 2026 selon l'OCDE, du fait notamment de la dynamique conjoncturelle d'ores et déjà installée.

Sous réserve d'un conflit court au Proche et Moyen-Orient, d'au plus quelques semaines, les perspectives économiques de 2026 retiennent comme soutien, le maintien de conditions monétaires plutôt favorables de part et d'autre de l'Atlantique. Une moindre désinflation que celle attendue en raison de la hausse du prix du pétrole s'accompagnerait d'une activité à soutenir. Autre facteur de soutien, le recours généralisé à l'endettement, notamment public, devrait répondre aux efforts accrus en matière de défense, à l'exemple pour l'Europe de l'impact de la relance allemande dans les investissements de défense et d'infrastructure.

Plus précisément, les États-Unis verraient leur rythme d'activité ralentir (à +1,8 %). L'activité ralentirait également en Chine (+4,8 %, après +5,0 %) et dans la zone euro (+1,2 %, après +1,5 %), celle-ci étant cependant en proportion davantage tirée par l'Allemagne (+1,3 %, après +0,3 %) que par l'Espagne (+2,2 %, après 2,9 %) et, *a fortiori*, par l'Irlande. Les pays émergents demeureraient sur la même dynamique qu'en 2025 (+ 4,2 %). La croissance américaine bénéficierait toujours de l'envolée de l'investissement dans l'IA et du soutien apporté par la consommation prépondérante des ménages les plus aisés, en dépit du net freinage de l'emploi. La Chine continuerait d'inscrire sa trajectoire économique dans le cadre défini par le 15^{ème} plan quinquennal (2026-2030), ce dernier réaffirmant les objectifs d'autonomie stratégique, de renforcement du marché intérieur et de modernisation industrielle, surtout via l'innovation et l'IA. Cependant, elle bénéficierait un peu moins de sa volonté de substitution croissante des importations et de l'hyper-compétitivité de ses exportations, du fait la difficulté grandissante à contourner les tarifs douaniers, pourtant en moindre hausse qu'annoncé. Hors effet de la performance spécifique de l'Irlande, l'activité de la zone euro s'améliorerait en 2026, pour progresser à un niveau proche de la croissance potentielle (+ 1,2 %), dans un contexte où l'inflation resterait ancrée légèrement en deçà de la cible des 2,0 %. La croissance devrait être davantage soutenue par la réanimation progressive de la demande interne et par une impulsion budgétaire légèrement positive, la contribution du commerce extérieur demeurant négative, comme en 2025.

En 2026, la France devrait résister, comme l'année précédente, au maintien de l'incertitude politique et budgétaire. Le PIB progresserait modérément de + 1,0 %, après + 0,9 % en 2025. L'inflation, qui a été vaincue par les Banques centrales sans provoquer de récession, serait inférieure à la moyenne de la zone euro tout au long de l'année. Elle remonterait faiblement en moyenne annuelle de + 1,3 % après + 0,9 % en 2025, du fait du modeste redressement conjoncturel et de revalorisations salariales désormais beaucoup plus limitées. La croissance bénéficierait de l'élan économique mondial et européen, de la faiblesse de l'inflation et des prix de l'énergie, de l'impact de la relance allemande dans les investissements de défense et d'infrastructure et des effets retardés de l'assouplissement monétaire. Cependant, la demande intérieure serait toujours structurellement freinée par la nécessité de mieux maîtriser la dérive de comptes publics de plus en plus contraints par la montée de la charge de la dette et par la mise en place d'une procédure européenne pour déficit excessif, même si cet ajustement apparaissait très incomplet. En effet, le déficit public devrait toujours être très élevé en 2026, autour de 5,2 % du PIB. En outre, un choc fiscal, dont les prémices ont été engagées en 2025, pourrait ébranler l'activité et l'emploi.

Le taux d'épargne des ménages français se réduirait cependant très graduellement, partant pourtant d'un niveau extrêmement élevé en 2025. Après 18,3 %, il baisserait modérément à 18,1 % en 2026. Cette trajectoire serait motivée par les craintes de hausse prévisible du chômage et des impôts. En effet, la remontée d'inquiétudes spécifiques telles que l'incertitude politique ou la préoccupation pour les déséquilibres budgétaires, s'est substituée en partie au sentiment de dégradation du pouvoir d'achat, notamment des actifs financiers avec l'envolée passée de l'inflation. La reprise de la consommation des ménages serait ainsi limitée, en progression légèrement plus forte qu'en 2025, en l'absence de hausse importante des revenus salariaux. En particulier, le pouvoir d'achat des ménages augmenterait légèrement moins qu'en 2025, en raison de la reconstitution de productivité et de marges par les entreprises et d'un dynamisme des impôts supérieur à celui des revenus. De la même manière, l'attentisme lié au regain d'incertitude à propos de l'action publique, le maintien de taux longs élevés et l'absence de vigueur de la demande pousseraient les entreprises non financières à ralentir le rebond attendu de l'investissement en 2026, après sa quasi-stagnation de l'année antérieure. Par effet d'acquis et de la moindre progression des importations, le commerce extérieur contribuerait encore à la progression de l'activité. Le taux de chômage pourrait atteindre 7,9 %, après 7,7 % en 2025, du fait du redressement mécanique de la productivité dans les branches marchandes.

DES TAUX LONGS FRANÇAIS TOUJOURS EN RISQUE

La tendance mondiale au regard des prix et de l'activité, aussi bien dans de nombreuses économies émergentes que dans la plupart des pays avancés, devrait pérenniser l'instauration de politiques d'assouplissement monétaire, hormis au Japon. L'impact inflationniste moins intense que prévu de la guerre tarifaire et les inquiétudes sur l'activité en raison du conflit au Proche et Moyen-Orient en seraient les raisons principales. La Fed choisirait de résoudre le dilemme de son double mandat (inflation et emploi) en réduisant, par palier de 25 points de base, ses taux directeurs de 75 points de base, face à l'atonie de l'emploi et à la remontée du taux de chômage. Considérant comme temporaire la hausse des prix venant des tarifs douaniers, elle chercherait à diriger les taux directeurs vers un plancher de neutralité monétaire, à savoir la fourchette de 2,75 %- 3,00 %, en dépit d'un pic prévisible d'inflation vers la mi-2026, au moment même du changement de président de la banque centrale. Sauf en cas de forte nouvelle dépréciation du dollar par rapport à l'euro, la BCE, quant-à-elle, maintiendrait probablement ancré son taux de la facilité de dépôt à 2,0 %, situé au niveau moyen de la fourchette de neutralité monétaire (1,75 %-2,25 %), proche de la cible d'inflation.

La pente de la courbe des taux d'intérêt continuerait à se reformer. Les taux longs manifesteraient une plus grande inertie à la baisse, spécialement en France, du fait d'une hausse de la prime de risque liée à la dérive des dépenses publiques, à l'ampleur de l'endettement et à la difficulté politique de mener des réformes structurelles. En effet, la demande générale de capitaux publics et privés devrait s'accroître, du fait d'une période à venir de fortes émissions de dettes (concurrence accrue des débiteurs) et, plus spécifiquement en Europe, d'un besoin accru de financement allemand. Ainsi, aux États-Unis, les taux à 10 ans pourraient se situer en moyenne annuelle à 4,32 %, en raison de la poursuite de l'assouplissement monétaire de la Fed. *A contrario*, l'OAT à 10 ans devrait augmenter, du fait du statu quo de la BCE et d'un risque de dégradation supplémentaire de la dette publique française. L'OAT à 10 ans se situerait autour d'une moyenne annuelle de 3,73 %, après 3,37 % en 2025, avec un spread de plus de 76 points de base avec le Bund allemand.

Comme à l'accoutumée, ces perspectives économiques et financières sont soumises à des aléas. En ce début d'année 2026 et en raison des événements récents, elles le sont en premier lieu à l'évolution du conflit au Proche et au Moyen-Orient. Arrêtées avec les informations disponibles le 6 mars, elles s'appuient sur l'hypothèse d'un conflit d'une durée courte, d'au plus quelques semaines, sans escalade par enchaînement des alliances. Sous cette hypothèse, les prévisions d'inflation ne seraient revues que légèrement à la hausse et, en corollaire, celles sur la croissance très légèrement à la baisse.

2.8.2.2. Perspectives du Groupe et de ses métiers

En 2026, le Groupe poursuivra l'exécution de la première séquence de son projet stratégique VISION 2030, lancé en juin 2024 et assorti d'objectifs commerciaux, financiers et extra-financiers à fin 2026 [Document complet disponible sur le site Projet stratégique du Groupe BPCE : VISION 2030]. Ce projet est résolument tourné vers la croissance et la diversification de nos activités sur trois grands cercles en France, en Europe et dans le monde. Dans un contexte d'accélération des transitions environnementales, technologiques, démographiques et géopolitiques qui transforment la société, il trace ainsi les grandes priorités stratégiques du groupe et de ses métiers à travers trois piliers :

- Forger notre croissance pour le temps long ;
- Donner à nos clients confiance dans leur avenir ;

- Exprimer notre nature coopérative sur tous les territoires.

L'annonce en 2025 de projets transformants pour le Groupe est une illustration du mouvement initié :

- Lancement d'un projet de plateforme technologique commune aux Banques Populaires et aux Caisses d'Epargne. Ce projet apporte une réponse ambitieuse aux nouveaux enjeux technologiques et permet de pleinement tirer parti d'économies d'échelle. Il accélérera les investissements, optimisant le service offert à 35 millions de clients, et enrichira le quotidien des collaborateurs du groupe, soutenant ainsi le développement de la banque de proximité en France. Ce projet respectera l'identité des deux réseaux bancaires Banque Populaire et Caisse d'Epargne.
- Après avoir annoncé en juin 2024 leur projet de partenariat stratégique dans le domaine des paiements, BNP Paribas et BPCE ont finalisé en février 2025, dans le respect du calendrier prévu, leur accord donnant naissance à Estreem, nouveau leader français du processing de paiements. L'ambition est de placer Estreem dans le Top 3 des processeurs en Europe.
- Avec la création en mars 2025 de BPCE Equipment Solutions, issue de l'acquisition de Société Générale Equipment Finance (SGEF), BPCE devient le leader européen du leasing de biens d'équipement et un acteur mondial de premier plan avec une présence dans 24 pays.
- Le lancement en mars 2025 d'une nouvelle ligne métier Logement & Immobilier. Cette initiative vise à faire de BPCE le groupe bancaire leader sur toute la chaîne de valeur de l'immobilier, pour tous et sur tous les besoins. La ligne métier développera trois priorités stratégiques : « Proposer plus de logements dans l'ensemble des territoires » ; « Favoriser l'accès au logement des Français et la valorisation de leur patrimoine » et « Accompagner les ménages dans la rénovation et l'adaptation de leur logement ».
- Le projet d'acquisition de novobanco avec la signature le 1er août 2025 d'un Sale and Purchase Agreement pour de l'acquisition de 75 % du capital de novobanco auprès de Lone Star Funds, et le 29 octobre 2025 d'un accord avec l'Etat portugais et le Fonds de résolution des banques portugaises afin d'acquérir leurs participations minoritaires (respectivement 11,5% et 13,5 %). Avec ce projet, BPCE deviendrait l'unique actionnaire de la 4e banque privée portugaise et ferait du Portugal le 2e marché domestique du Groupe en banque de détail.

Ces projets, associés à une dynamique globale de développement, contribueront en 2026 à la croissance du Groupe et de ses métiers ainsi qu'à la réalisation de sa trajectoire financière et extra-financière.

2.8.2.3. Perspectives pour la Caisse d'Epargne Ile-de-France

Utile à ses clients et au développement économique régional, la CEIDF a vocation, en ligne avec son ADN historique, d'accompagner les transitions de son territoire et notamment environnementales où elle est en pointe sur la rénovation des logements et le financement des énergies renouvelables.

La CEIDF entend poursuivre sur cette voie dans les prochaines années en conjuguant son développement avec sa responsabilité sociale et environnementale.

Pour cela, la CEIDF orientera sa stratégie autour de 4 axes principaux :

- La culture client : En plaçant systématiquement, dans toute l'entreprise, le client au cœur de ses actions et de ses réflexions, la CEIDF continuera à délivrer les services financiers les plus appropriés, à valeur ajoutée et de qualité à ses clients et maintiendra un rythme régulier d'innovations utiles aux différentes clientèles.
- Les managers et leurs équipes au cœur du projet : En consolidant la place centrale des managers et de leurs collaborateurs dans le développement de l'entreprise, la CEIDF vise une performance durable et une fidélisation des salariés qui permettra de faire de ses équipes les relais de sa raison d'être et de ses valeurs, en interne et auprès de ses clients.
- La modernisation : Moderne dans ses approches, dans ses valeurs coopératives de proximité et d'accompagnement des transitions, la CEIDF se veut également une banque moderne par les produits et services qu'elle offre et par les outils qu'elle utilise ou met à disposition de ses clients. En mettant les nouvelles technologies au cœur de ses actions, elle en fait des leviers majeurs de son développement, de sa qualité de service, de son efficacité opérationnelle et de la maîtrise de ses risques. Cela lui permettra ainsi d'être le partenaire de confiance privilégié de ses clients.
- Le modèle coopératif : Le modèle de la Caisse d'Epargne Ile de France est d'être une banque qui appartient à 100% à ses clients, 100% régionale et 100% utile aux transitions de la société. En valorisant ce modèle, elle valorise le cercle vertueux de l'engagement et de la performance durable

en étant « utile à tous » et continuera de rayonner sur son territoire en investissant chaque euro collecté dans la région francilienne, en finançant des projets qui s'inscrivent durablement en Ile de France et en améliorent la qualité de vie.

Notre utilité est plus que jamais d'actualité via notre rôle central dans le financement de la sobriété énergétique et dans les financements croissants des énergies renouvelables. Notre offre bancaire s'étoffe et s'élargit en conséquence.

2.9 ELEMENTS COMPLEMENTAIRES

2.9.1. INFORMATION SUR LES PARTICIPATIONS, LISTE DES FILIALES IMPORTANTES, LISTE DES SUCCURSALES

PRINCIPALES PARTICIPATIONS DE LA CEIDF AU 31 DECEMBRE 2025

Entité	Forme Juridique	Pourcentage de détention	Montant brut comptable FR	Montant net de dépréciation FR ⁽¹⁾
BPCE	SA à Directoire et CS	6,96%	1 888 101 430,86	1 888 101 430,86
BANQUE BCP	SAS	79,84%	225 613 628,01	225 613 628,01
BANQUE DE NOUVELLE CALEDONIE	SA	97,28%	137 499 388,84	137 499 388,84
BANQUE DE TAHITI	SA	96,90%	98 508 259,08	98 508 259,08
TECHNOLOGY SHARED SERVICES PACIFIQUE	GIE	52,00%	43 576,00	43 576,00
SPPICAV AEW FONCIERE ECUREUIL (OPCI)	SPPICAV	17,96%	37 606 047,31	24 301 000,16
FONCIERE DES CAISSES D'EPARGNE	SAS à capital variable	14,93%	5 702 467,78	5 702 467,78
FONDS DE GARANTIE DES DEPOTS ET DE RESOLUTION	Personne morale de droit privé	nc*	71 125 391,74	71 123 965,14
SNC ECUREUIL 5 RUE MASSERAN	SNC	13,91%	5 591 193,00	5 591 193,00
IMMOBILIERE 3F	SA HLM	0,37%	3 202 498,88	3 105 247,68
IMMOBILIERE THOYNARD ILE-DE-FRANCE	SAS	100,00%	50 000,00	50 000,00
SEM NOCEENNE	SAEM	15,22%	2 067 971,35	2 067 971,35
FRANCE ACTIVE INVESTISSEMENT (ex SIFA)	SAS à capital variable	0,45%	1 441 463,99	1 278 244,47
SCIENTIPOLE ILE DE FRANCE CAPITAL	SAS à capital variable	12,48%	400 000,00	213 888,00
AXIMO	SA HLM	4,21%	586 225,25	586 225,25
AB HABITAT	SA HLM	24,22%	62 500,00	62 500,00
CAISSE D'EPARGNE ILE-DE-FRANCE CAPITAL INVESTISSEMENT	SAS	100,00%	3 448 152,21	1 474 155,01
SEMABA	SAEM	13,33%	30 490,00	30 490,00
LOGIREP (ex LOGISTART)	SA HLM	9,33%	1 109 148,00	76 036,43
ILE DE FRANCE INVESTISSEMENTS ET TERRITOIRES	SAEM	2,26%	606 512,31	241 837,21
SNC CEPAC LOC 7	SNC	40,00%	400,00	400,00
CE DEVELOPPEMENT 3	SAS	8,72%	18 621 371,00	18 621 371,00
SEM DU PAYS DE FONTAINEBLEAU	SAEM	8,70%	150 000,00	150 000,00
SIBPL 10	SAS	20,00%	1 200,00	1 200,00
SIBPL 11	SASU	20,00%	1 200,00	1 200,00
VALMY FINANCEMENT 17	SAS	33,33%	333,30	333,30
VALMY FINANCEMENT 18	SAS	100,00%	1 000,00	1 000,00
VALMY FINANCEMENT 11	SAS	33,33%	333,30	333,30
VALMY FINANCEMENT 12	SAS	33,33%	333,30	333,30
VALMY FINANCEMENT 19	SAS	33,33%	333,30	333,30
SNC DIDEROT FINANCEMENT 2	SNC	50,10%	501,00	0,05
SNC MIRAE	SNC	49,89%	498,90	0,05
CYATHEA LOCATION	SNC	99,90%	99,90	99,90
INDRA	SAS	100,00%	21 187,97	21 187,97
TOLBIAC FINANCEMENT 1	SAS	100,00%	1 000,00	1 000,00
TOLBIAC FINANCEMENT 2	SAS	100,00%	1 000,00	1 000,00
CEIDF MEZZANINE	SAS	100,00%	50 000,00	50 000,00

* non concerné

(1) Montant brut comptable FR' moins les provisions

2.9.2. ACTIVITES ET RESULTATS DES PRINCIPALES FILIALES

2.9.2.1. Activités de la Banque BCP

En 2025, Le fonds de commerce continue à évoluer favorablement avec un nombre de clients particuliers bancarisés en progression de 1,5% sur un an et un nombre de clients équipés professionnels et entreprises en progression de 5,6% toujours sur un an.

LA COLLECTE

Le patrimoine des clients confié à la Banque BCP s'établit à 4 477 millions d'euros en progression annuelle de 3,2%.

A fin décembre 2025, la Banque BCP a une collecte nette de 147 millions d'euros. Hors dépôts à vue, elle s'établit à 154 millions d'euros, essentiellement sur la banque de détail.

La baisse progressive des taux de rémunération de l'épargne se traduit par une stabilisation de nos dépôts à vue, qui ne font plus l'objet d'un arbitrage aussi marqué qu'en 2024, avec une décollecte de 15,6M€ contre une décollecte de 49,6 M€ au 31 décembre 2024.

La collecte sur des supports d'assurance-vie s'établit à 85,3 millions d'euros.

L'encours moyen des ressources bilan augmente (+0,7%) entre 2024 et 2025.

LES CREDITS

Sur un an glissant, l'encours de crédit à la clientèle diminue de 0,7% à 3 876 millions d'euros, malgré une accélération de l'activité au second semestre de l'année.

La production de crédits progresse en 2025 de 38,6% par rapport à 2024. Elle s'élève à 493 millions d'euros, et se décompose principalement de la façon suivante :

- Crédits aux Entreprises et Professionnels : 97 millions d'euros,
- Crédits immobiliers : 317 millions d'euros,
- Crédits à la consommation : 75 millions d'euros.

Les encours de crédit court terme aux promoteurs sont de 335 millions d'euros, en baisse de 12,3% sur un an.

LES TRANSFERTS

Les transferts bruts de la Banque BCP vers Millennium Portugal, sont stables par rapport à décembre 2024 et se situent à 201,7 millions d'euros.

RESULTATS DE LA BANQUE BCP (NORMES COMPTABLES FRANÇAISES)

en millions d'euros	31/12/2025	31/12/2024	Variation 2025/2024	
			M€	%
Produit net bancaire	92,7	89,1	3,6	4,0%
Frais de gestion	-64,1	-63,1	-1,1	1,6%
Résultat brut d'exploitation	28,6	26,1	2,5	9,6%
Coefficient d'exploitation	69,2%	70,8%		-1,6 pt
Coût du risque	-5,1	-5,4	0,3	-5,4%
Gains ou pertes sur autres actifs	0,0	-0,1	0,0	nd
Résultat avant impôts	23,5	20,6	2,8	13,9%
FRBG	0,0	0,0	0,0	nd
Impôts sur le résultat	-4,6	-2,8	-1,8	62,6%
RESULTAT NET	18,9	17,8	1,1	6,2%

La baisse progressive des coûts de collecte et la hausse de la production de crédits amortissables ont permis à la **marge nette d'intérêts** d'afficher une diminution contenue de 1,2% par rapport à 2024. Cette dernière est particulièrement affectée par la diminution des encours moyens de crédits aux promoteurs. Par ailleurs, les commissions ont connu une bonne dynamique. Elles sont en progression de 3,7%. Il en résulte un **PNB** en amélioration de 4% à 92,7 millions d'euros.

La **marge nette d'intérêts** s'élève à 40,9 millions d'euros, en recul de 1,2 % mais l'écart par rapport à 2024 à diminué progressivement tout au long de l'année.

Le montant total des **commissions** est en hausse de 3,7% à 49,1 millions d'euros.

Les **frais de gestion** sont maîtrisés et enregistrent une légère hausse de 1,7 % à 64,1 millions d'euros.

Le **coefficient d'exploitation** s'établit à 69,2% au 31 décembre 2025.

Le **coût du risque** est en baisse de 0,3 million d'euros pour atteindre 5,1 millions d'euros à fin décembre 2025.

Le **résultat net**, en hausse de 6,2%, s'établit à 18,9 millions d'euros au 31 décembre 2025.

2.9.2.2. Activités de la Banque de Nouvelle Calédonie

La Banque de Nouvelle Calédonie a évolué, en 2025, dans un environnement encore fortement dégradé sous l'effet combiné de la crise du secteur du nickel, des séquelles des exactions de 2024 et de la baisse de l'activité dans de nombreux secteurs clés. Les tensions sur l'emploi et les revenus, tant chez les particuliers que chez les professionnels et entreprises, ont influencé les comportements d'épargne et de crédit. Dans ce contexte auquel s'ajoutent de nombreux départs d'habitants du territoire, l'activité bancaire est restée marquée par une faible production de crédits et une baisse de l'activité commerciale. Les commissions et autres produits bancaires ont pour leur part, progressé. En complément de ces variations positives, la maîtrise des frais de gestion et du coût du risque ont permis de dégager un résultat net positif en 2025.

LA COLLECTE

La collecte s'élève à 55 millions d'euros, portée par le marché de la Direction des Entreprises, Collectivités et de l'International. La collecte sur comptes à terme s'élève à 72 millions d'euros, permettant un retour à des niveaux comparables à ceux d'avant-crise.

L'encours moyen des ressources du bilan augmente de 2,9% entre 2025 et 2024.

LES CREDITS

Dans le contexte présenté ci-dessus, les encours moyens de crédits diminuent de -4,9%, passant de 2 070 millions d'euros en 2024, à 1 968 millions d'euros, bien que la production nette de crédits soit en hausse par rapport à 2024.

RESULTATS DE LA BANQUE DE NOUVELLE CALEDONIE (NORMES COMPTABLES FRANÇAISES)

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024	Variation 2025/2024	
			M€	%
Produit net bancaire	52,9	53,2	-0,3	-0,6%
Frais de gestion	-40,2	-43,6	3,4	-7,8%
Résultat brut d'exploitation	12,7	9,6	3,1	31,8%
Coefficient d'exploitation	76,0%	81,9%		-5,9 pt
Coût du risque	-13,5	-12,4	-1,1	8,5%
Gains ou pertes sur autres actifs	0,0	-1	0,8	n.s.
Résultat avant impôts	-0,8	-3,6	2,8	-78,5%
Impôts sur le résultat	-0,4	-0,3	-0,1	22,2%
F.R.B.G	2,5	-11,7	14,2	n.s.
RESULTAT NET	1,3	-15,6	17,0	n.s.

En 2025, le **Produit Net Bancaire** ressort en légère baisse de 0,3 million d'euros, soit -0,6% par rapport à 2024. Il résulte de la baisse de la Marge Nette d'Intérêt (MNI) pour -6,6 millions d'euros, et d'une hausse des commissions et autres produits pour 6,3 millions d'euros.

La **MNI** diminue notamment en raison d'un impact négatif des taux sur les emplois interbancaires. Compte tenu du ralentissement de la production des crédits, elle est également impactée négativement par un effet volume et un effet taux pénalisant les emplois clientèles.

Les **frais de gestion** diminuent de 7,8% par rapport à 2024.

Le **coefficient d'exploitation** diminue de 5,9 points sous l'effet combiné de la diminution du PNB et de la contraction d'autant plus forte des frais de gestion pour s'établir à 76,0% contre 81,9% en 2024.

Le **coût du risque** augmente de 1,1 million d'euros sur l'exercice, nettement marqué par les conséquences des événements de mai 2024 incarnées entre autres par de nombreuses destructions d'entreprises et d'emplois.

Une reprise de **FRBG** a été réalisée pour 2,5 millions d'euros.

Le **résultat net** est ainsi bénéficiaire à hauteur de 1,3 million d'euros sur 2025, en hausse de 17 millions d'euros par rapport à 2024.

2.9.2.3. Activités de la Banque de Tahiti

En 2025, l'activité économique de la Polynésie française continue sa progression, soutenue par une fréquentation touristique toujours élevée (+7,5 % d'arrivées entre janvier et juillet) et un contexte inflationniste plus favorable malgré un environnement international incertain.

Cette dynamique compense partiellement le repli de la demande intérieure, affectée par une consommation des ménages en perte de vitesse malgré une inflation contenue qui demeure basse au cours de l'année (autour de 1,2 %).

Dans ce contexte, la Banque de Tahiti affiche une production de crédits en progression par rapport à 2024, avec un niveau de collecte nette solide avec des rémunérations conformes aux évolutions des marchés financiers tout en restant compétitif face à une concurrence toujours présente sur la place bancaire polynésienne.

LA COLLECTE

La collecte nette de l'année 2025 de 140 millions d'euros, contre 173 millions d'euros en 2024. Elle s'observe principalement sur les marchés des entreprises et sur le marché des professionnels, notamment au profit du niveau des comptes de dépôts.

En conséquence, l'encours moyen des ressources bilan augmente pour s'établir à 2 198 millions d'euros (hausse de 1,8% entre 2024 et 2025).

LES CREDITS

Globalement la **production de crédits** est en **hausse** de 12,2% avec 474 millions d'euros d'engagements sur la période, portée en grande partie par les crédits aux particuliers.

En 2025, les encours moyens de crédits progressent de 5,3%, passant de 2 182 millions d'euros en 2024, à 2 299 millions d'euros.

RESULTATS DE LA BANQUE DE TAHITI (NORMES COMPTABLES FRANÇAISES)

en millions d'euros	31/12/2025	31/12/2024	Variation 2025/2024	
			M€	%
Produit net bancaire	77,8	71,0	6,8	9,6%
Frais de gestion	-47,6	-46,8	-0,8	1,7%
Résultat brut d'exploitation	30,2	24,2	6,0	24,7%
Coefficient d'exploitation	61,2%	65,9%		-4,7 pt
Coût du risque	1,6	-4,8	6,3	nd
Gains ou pertes sur autres actifs	0,0	0	0,0	nd
Résultat avant impôts	31,8	19,5	12,3	63,5%
FRBG	-4,5	0,2	-4,7	nd
Impôts sur le résultat	-12,4	-7,6	-4,8	63,1%
RESULTAT NET	14,9	12,0	2,8	23,3%

A fin décembre 2025, la Banque de Tahiti affiche un **Produit Net Bancaire** (PNB) de 77,8 millions d'euros en hausse de 6,8 millions d'euros par rapport à 2024.

Cette augmentation du PNB s'explique principalement par la progression de la **Marge Nette d'Intérêt** (MNI) globale à hauteur de 6,7 millions d'euros, en lien avec une diminution du coût de la collecte, à laquelle s'ajoute une hausse des commissions (+1,1 million d'euros) profitant d'une bonne dynamique commerciale et une baisse des produits et charges d'exploitation bancaire (-1,0 million d'euros) par rapport à 2024.

Les **frais de gestion** s'élèvent à 47,6 millions d'euros, en légère hausse de 0,8 million d'euros par rapport à 2024 (+1,7 %).

Avec l'ensemble de ces éléments, le **coefficient d'exploitation** ressort en forte diminution, à 61,2%, contre 65,9% en 2024.

Le **coût du risque** est en reprise de 1,6 million d'euros au global.

Le **résultat net**, à hauteur de 14,9 millions d'euros en 2025, est en progression de 2,8 millions d'euros (+23,3%) par rapport à celui de 2024.

2.9.3. TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

En milliers d'euros	2021	2022	2023	2024	2025
<u>Situation financière en fin d'exercice</u>					
- Capital Social	2 375 000	2 375 000	2 375 000	2 375 000	2 375 000
- Nombre de parts sociales et CCI	118 750 000	118 750 000	118 750 000	118 750 000	118 750 000
<u>Résultat global de l'exercice</u>					
- Chiffre d'affaires hors taxes	1973190	2 287 737	3 950 010	4 302 266	4 059 365
- Résultats avant impôts, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions	445 397	484 321	336 031	140 029	335 516
- Impôts sur les bénéfices publié	- 108 464	- 43 603	- 25 530	- 1 661	- 27 813
- Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	263 642	128 488	171 640	157 511	267 125
- Résultat distribué	35 625	65 313	71 250	65 313	53 438
<u>Résultat par part sociale ou CCI (en €)</u>					
- Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	3,0	3,7	2,5	1,2	3,1
- Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2,2	1,1	1,4	1,3	2,2
- Dividende attribué	0,2	0,6	0,6	0,6	0,5
<u>Personnel</u>					
- Effectif moyen	4 530	4 431	4 464	4 546	4 578
- Montant de la masse salariale	209 517	212 166	218 457	226 352	227 477
Calculs					
- Résultats avant impôts, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions	445 397	484 321	336 031	140 029	335 516
- Impôts sur les bénéfices publié	- 108 464	- 43 603	- 25 530	- 1 661	- 27 813
- Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	336 933	440 718	297 877	140 327	363 329
Par part sociale :	2,84	3,71	2,51	1,18	3,06
- Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2,22	1,08	1,45	1,33	2,25
- Dividende attribué	0,30	0,55	0,60	0,55	0,45

2.9.4. DELAIS DE REGLEMENT DES CLIENTS ET DES FOURNISSEURS

FACTURES REÇUES :

En milliers d'euros	Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jours	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	307					307
Montant total des factures concernées T.T.C	2 884	500	0	2	115	3 501
Pourcentage du montant total des achats T.T.C de l'exercice	N/S	N/S	N/S	N/S	N/S	N/S
Pourcentage du chiffre d'affaires H.T. de l'exercice						
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues	0					
Montant total des factures exclues	0					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Non applicable					

FACTURES EMISES :

En milliers d'euros	Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jours	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	61					61
Montant total des factures concernées T.T.C	3 439	0	0	0	0	3 439
Pourcentage du montant total des achats T.T.C de l'exercice	N/S	N/S	N/S	N/S	N/S	N/S
Pourcentage du chiffre d'affaires H.T. de l'exercice						
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues	0					
Montant total des factures exclues	0					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Non applicable					

2.9.5. INFORMATIONS RELATIVES A LA POLITIQUE ET AUX PRATIQUES DE REMUNERATION (ARTICLE L.511-102 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER)

Rapport prévu à l'article 266 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement, soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Politique et pratiques de rémunération des personnes définies à l'article L.511-71 du code monétaire et financier – Exercice 2025

1. Description de la politique de rémunération en vigueur dans l'entreprise

Au sein de la Caisse d'Epargne Ile de France (CEIDF), les rémunérations fixes sont préalablement définies au regard de minima par classifications fixés par accord au niveau de la branche Caisse d'Epargne.

Elles sont ensuite adaptées au regard du niveau de compétence, de responsabilité et d'expertise de chaque collaborateur et des niveaux de rémunération proposés par le marché local de la banque.

A noter que le système de rémunération des personnels du contrôle des risques et de la conformité est fondé sur des objectifs propres, et en aucun cas directement sur les performances des professionnels contrôlés ou sur les profits de l'activité contrôlée. La rémunération des personnels du contrôle des risques et de la conformité et, plus généralement, des personnels des unités chargées de la validation des opérations, est fixée indépendamment de celle des métiers dont ils valident ou vérifient les opérations, et à un niveau suffisant pour disposer de personnels qualifiés et expérimentés; elle tient compte de la réalisation des objectifs associés à la fonction et doit être, à qualification, compétences et responsabilités équivalentes, à un niveau approprié par rapport aux professionnels dont ils contrôlent l'activité.

L'ensemble des collaborateurs bénéficie d'une part variable liée à l'atteinte d'objectifs collectifs et/ou individuels, dont le montant maximum est fonction du métier exercé au sein de la Caisse d'Epargne (plafonné hors membres de Directoire à 30% de la rémunération fixe).

Par ailleurs, les collaborateurs peuvent bénéficier, en fonction des résultats de la CEIDF, d'un niveau d'intéressement et de participation dont le montant maximum cumulé est plafonné par accord d'entreprise à 14% de la masse salariale.

Enfin, la politique de rémunération de la CEIDF applique le principe de la neutralité au regard du genre et de l'équité des rémunérations entre travailleurs masculins et féminins pour un même travail ou un travail de même valeur. La CEIDF porte en effet une attention particulière à l'égalité hommes-femmes, notamment en matière de politique salariale et de réduction des inégalités, dès l'embauche des salariés par l'attribution d'un niveau de salaire et de classification identique entre les femmes et les hommes pour un même métier, niveau de responsabilité, formation et expérience professionnelle puis tout au long de la carrière, en s'assurant de l'équité des propositions effectuées lors de la revue annuelle des rémunérations. Un accord relatif à l'égalité professionnelle a été signé le 8 octobre 2024 par quatre des cinq organisations syndicales représentatives et un plan d'action relatif à l'égalité professionnelle a été déployé. Il comporte notamment une enveloppe spécifique à la résorption des écarts de salaire entre les femmes et les hommes.

Cet engagement se retrouve dans le calcul de l'index égalité Hommes-Femmes (décret n° 2019-15 du 8 janvier 2019), pour lequel la CEIDF obtient 99 points sur un maximum de 100 points au titre de l'année 2025.

2. Processus décisionnel

Le Comité des rémunérations est composé de 5 membres :

- Didier DOUSSET, Président,
- Monsieur Cyril BAYVET,
- Madame Liliane CALIXTE,
- Madame Caroline DEGAGNY,
- Madame Marie-Véronique LE FEVRE.

Le Comité de rémunération est composé majoritairement de membres indépendants. En outre, ils sont membres de l'organe délibérant mais n'exercent pas de fonction de direction au sein de l'entreprise. Conformément à l'article L 511-90 du code monétaire et financier, le Comité des rémunérations comprend un des représentants des salariés.

Le Comité s'est réuni 1 fois au cours de 2025.

Il procède à un examen annuel :

- des principes de la politique de rémunération de l'entreprise ;
- des rémunérations et indemnités accordées aux mandataires sociaux de l'entreprise ;
- de la rémunération du responsable de la fonction de gestion des risques et de la conformité.

Et de façon globale de la politique de rémunération des preneurs de risques.

Le Comité des rémunérations exprime son avis sur les propositions du Directoire concernant la population des preneurs de risques et propose à l'organe de surveillance les principes de la politique de rémunération pour la population des preneurs de risques.

Le Comité des rémunérations s'assure également de la conformité de la politique de rémunération avec les réglementations SRAB et la Volcker Rule.

Le Comité des rémunérations prend connaissance chaque année du rapport répertoriant la liste des infractions recensées et des décisions finales prises au titre du 1^{er} alinéa de l'article L. 511-84 relatives aux attributions des rémunérations variables des preneurs de risques.

L'organe de surveillance adopte les principes de la politique de rémunération sur avis du Comité des rémunérations et examine les infractions recensées et les décisions finales prises au titre du 1^{er} alinéa de l'article L.511-84 relatives aux rémunérations variables des preneurs de risques.

Le Comité des rémunérations rapporte le résultat de ses travaux à l'organe de surveillance.

3. Description de la politique de rémunération

3.1. Composition de la population des preneurs de risques

Conformément à la directive CRD 5, ont été identifiés les « MRT groupe 1 », c'est-à-dire les preneurs de risques identifiés par la CEIDF, établissement de grande taille au regard de son bilan. Ainsi, ont été inclus dans le périmètre des MRT groupe 1, l'ensemble des collaborateurs répondant à l'un des critères établis dans le Règlement Délégué du 25 mars 2021.

Pour l'année 2025, la population des MRT groupe 1, après revue collégiale par la direction des risques, conformité et contrôles permanents, le secrétariat général et la direction des ressources humaines de la CEIDF, est composée des personnes suivantes :

- Les membres de l'organe de direction dans sa fonction exécutive,
- Les membres de l'organe de direction dans sa fonction de surveillance,
- Les membres du personnel responsables des risques, conformité et audit,
- Les Membres du personnel ayant des responsabilités dirigeantes sur les fonctions de contrôle sur les unités opérationnelles importantes
- Les membres du personnel responsables des affaires juridiques, des finances, du contrôle de gestion, de la politique de rémunération, des technologies de l'information et de certaines fonctions commerciales.
- Les membres du personnel responsable d'une Volcker Unit identifiée au titre de la Volcker Rule pour la CEIDF et ses filiales.
- Les membres du personnel faisant partie des 0,3% les mieux rémunérés.
- Les membres du personnel dont la fonction a été identifiée comme MRT par le comité MRT.

Plus précisément, la population des MRT groupe 1 de la CEIDF est constituée ainsi :

- 5 membres de Directoire.
- 20 membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance.
- Les 3 directeurs de chacune des 3 fonctions de contrôle :
 - Risques,
 - Conformité et des Contrôles Permanent,
 - Audit.
- Les dirigeants des filiales Unités Opérationnelles Importantes de CEIDF (Banque BCP, Banque Nouvelle Calédonie, Banque de Tahiti), leurs N-1 exerçant des responsabilités managériales et leurs responsables des fonctions de contrôle, soit 17 personnes.
- Les Directeurs exerçant une fonction chargée des affaires juridiques, des finances, y compris fiscalité et l'établissement du budget, des technologies de l'information ou de l'analyse économique, soit 5 personnes en plus de celles déjà identifiées par des critères précédents.
- Les responsables d'une unité interne identifiée au titre de la Loi n°2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires (loi SRAB) ou le membre du personnel est responsable d'une Volcker Unit identifiée au titre de la Volcker Rule pour la CEIDF et ses filiales, soit 4 personnes en plus de celles déjà identifiées par des critères précédents.
- Les personnes identifiées au travers du critère quantitatif, soit 4 personnes en plus de celles déjà identifiées par des critères précédents.
- Les Personnes identifiées par le comité MRT, dont le rôle a une incidence significative sur la gestion des risques au sein de la CEIDF, soit 2 personnes en plus de celles déjà identifiées par des critères précédents. Les fonctions identifiées sont les suivantes :
 - Le Directeur des Clientèles Institutionnelles et Professionnels de l'Immobilier, qui devient le Directeur des Entreprises et Institutionnels
 - Le Directeur du Marché des Entreprises,
 - Le Directeur Financements Structurés et Investissements
 - Le Directeur des Marchés Spécialisés,
 - Le Directeur du développement Banque de Détail

Par ailleurs, 32 collaborateurs (hors membres de l'organe de surveillance), dont 18 sont déjà identifiés au niveau de la CEIDF, sont identifiés comme « MRT groupe 2 » par les filiales de la CEIDF situées dans l'Union européenne ou dans un État partie à l'Espace Économique Européen, qui appliquent la directive CRD 5 sur base individuelle. Il est précisé que même si un certain nombre de principes relatifs à la politique de rémunération sont applicables à l'ensemble des collaborateurs de la CEIDF et ses filiales, les éléments détaillés ci-après ne portent que sur les collaborateurs identifiés MRT groupe 1.

3.2. Principes généraux de la politique de rémunération

Membres de l'organe délibérant :

Les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance perçoivent des indemnités compensatrices de temps passé dont l'enveloppe est décidée par l'Assemblée Générale de la Caisse d'Épargne. La répartition de l'enveloppe est assise sur une grille préconisée par BPCE pour les Caisses d'Épargne et arrêtée par l'Organe délibérant après avis du Comité des rémunérations.

Membres du Directoire :

- Rémunération fixe :

La rémunération fixe du Président du Directoire et des Membres de Directoire fait l'objet de préconisations de l'organe central BPCE. Ces préconisations sont soumises au Comité de rémunération de la Caisse, pour examen, la décision finale étant prise par le Conseil d'Orientation et de Surveillance de la CEIDF.

- Rémunération variable au titre de l'année 2025 :

La rémunération variable annuelle dépend pour moitié de critères nationaux assis sur la performance financière du Groupe BPCE, sur le résultat net part du Groupe de la CEIDF et sur des critères communs nationaux (résultat net part du Groupe de l'établissement/ETP, coefficient d'exploitation, taux de croissance du fonds de commerce, assurance IARD Evolutions), et pour moitié de critères spécifiques locaux et management durable.

Pour l'année 2025, les critères spécifiques locaux, dont dépend 30% de la rémunération variable annuelle, sont le PNB/ETP de la CEIDF, le développement du selfcare pour la BDD et le flux débiteurs/ETP pour la BDR).

Pour l'année 2025, les critères de management durable qui déterminent les 20% restants de la rémunération variable annuelle sont liés à la conduite du projet stratégique de la CEIDF, le développement et le management durables (la poursuite de la démarche RSE et la maîtrise des risques incluant le Risk Appetite Framework (RAF) et le Net Promoter Score (NPS)), ainsi que la qualité du fonctionnement du Directoire dans ses relations avec le COS, les comités et les SLE.

Le montant de la rémunération variable annuelle est égal, pour le Président du directoire à 80% de la rémunération fixe quand le taux de performance de 100% est atteint et, pour les autres membres du directoire, à 50% de la rémunération fixe quand le taux de performance de 100% est atteint.

En tout état de cause, en cas de surperformance, la part variable annuelle allouée au titre de l'exercice au Président du directoire ne peut dépasser 100% de la rémunération fixe et 62,5% pour les autres membres du directoire.

Le président du directoire et les autres membres du directoire sont bénéficiaires d'un Plan d'Intéressement Long Terme attribué en 2024 qui récompense la création organique de CET1 de l'établissement pour 75% et celle du Groupe BPCE pour 25%. Cette rémunération pluriannuelle sur trois ans peut représenter, à l'issue des trois ans, soit en 2027, un montant de 30 % de la rémunération fixe du président du directoire (15% pour les autres membres du directoire) lorsque la cible de l'indicateur est atteinte et au maximum 60% de cette même assiette en cas de surperformance (30% pour les autres membres du directoire).

La rémunération variable pluriannuelle acquise au titre du PILT sera versée à compter de 2027 et s'étalera jusqu'en 2031 conformément à la réglementation CRD applicable aux dirigeants effectifs et aux normes en vigueur au moment du déploiement du PILT au sein du groupe (différé, indexation, période de report et critère de déclenchement).

Directeurs de la Caisse d'Épargne Ile de France

La rémunération fixe des directeurs de la CEIDF est fixée en fonction des responsabilités qui leur sont confiées, de leur expérience, de leur expertise et de leur compétence, ainsi que des salaires de place sur les fonctions concernées.

Le niveau de la part variable est plafonné à 30% de la rémunération fixe pour les Directeurs exécutifs et 25% pour les Directeurs non exécutifs.

Le système de rémunération des personnels du contrôle des risques et de la conformité et de l'audit est fondé sur des objectifs propres, et en aucun cas directement sur les performances des professionnels contrôlés ou sur les profits de l'activité contrôlée.

Membres du Directoire de la Banque BCP

Les principales caractéristiques de la politique de rémunération sont les suivantes :

- Rémunération fixe :

La rémunération fixe est déterminée en fonction de l'appréciation du conseil de surveillance de BCP sur proposition de son comité des nominations et des rémunérations.

- Rémunération variable :

Reposant sur un minimum de critères qui assure l'équité, elle a pour but de rémunérer les performances, les efforts d'amélioration, la croissance ainsi que la maîtrise des risques.

Le choix des critères et les processus de mesures sont décidés par le comité de nomination et de rémunération de la Banque BCP.

Directeur Général et Directeur Général Délégué de la Banque de Tahiti

Les principales caractéristiques de la politique de rémunération sont les suivantes :

- **Rémunération fixe :**

La rémunération fixe est déterminée en fonction de l'appréciation du conseil d'administration de la BT sur proposition de son comité des nominations et des rémunérations.

- **Rémunération variable :**

Reposant sur un minimum de critères qui assure l'équité, elle a pour but de rémunérer les performances, les efforts d'amélioration, la croissance ainsi que la maîtrise des risques.

Le choix des critères et les processus de mesures sont décidés par le comité des nominations et des rémunérations de la Banque de Tahiti.

Directeur Général et Directeur Général Délégué de la Banque de Nouvelle Calédonie

Les principales caractéristiques de la politique de rémunération sont les suivantes :

- **Rémunération fixe :**

La rémunération fixe est déterminée en fonction de l'appréciation du conseil d'administration sur proposition de son comité des nominations et des rémunérations.

- **Rémunération variable :**

Reposant sur un minimum de critères qui assure l'équité, elle a pour but de rémunérer les performances, les efforts d'amélioration, la croissance ainsi que la maîtrise des risques.

Le choix des critères et les processus de mesures sont décidés par le comité des nominations et des rémunérations de la Banque de Nouvelle Calédonie.

Enfin, il est rappelé que, conformément à l'article L. 511-78 du code monétaire et financier, la part variable de la rémunération totale des personnes mentionnées à l'article L. 511-71 ne peut excéder le montant de la part fixe de cette rémunération. Néanmoins, en application de l'article L.511-78 du code monétaire et financier, l'assemblée générale du 23 avril 2024 a décidé qu'au titre de l'exercice 2024 et suivants, jusqu'à nouvelle décision, la part variable de la rémunération totale de chacune des personnes visées à l'article L.511-71 du code monétaire et financier identifiées par la CEIDF, pouvait excéder le montant de sa rémunération fixe sans dépasser le double du montant de celle-ci.

3.3. Politique en matière d'attribution et de paiement des rémunérations variables de la population des preneurs de risques

En conformité avec les articles L511-71 à L511-85 du Code monétaire et financier, la politique en matière d'attribution et de paiement des rémunérations variables (étalement, pourcentage en titres, malus) est la suivante :

3.3.1. Pour l'attribution des rémunérations variables annuelles au titre de l'exercice concerné

- **Exigence minimum de fonds propres pilier 2 (Application du 4ème alinéa de l'article L. 511-77)**

Pour l'attribution des parts variables des preneurs de risques, un seuil minimum de fonds propres pour le Groupe BPCE, seuil qui doit être respecté au 31 décembre de l'exercice, est fixé au début de l'exercice par le Conseil de surveillance de BPCE, sur proposition du Comité des Rémunérations de BPCE.

Ce seuil est établi par référence à l'exigence minimum au titre du pilier 2, définie par l'autorité de contrôle, pour le ratio CET1.

Pour l'année 2025, cette référence correspond à un ratio CET1 qui doit être supérieur au seuil exigé par la BCE. Cette condition étant remplie, l'attribution des parts variables au titre de l'année 2025 a donc été possible.

Dans le cas où le seuil minimum n'est pas atteint au 31 décembre de l'exercice, le Conseil de surveillance de BPCE est saisi de la situation et propose aux entreprises du groupe 1 une réfaction de la part variable attribuée au titre de l'exercice, et des fractions différées de parts variables non encore échues, des preneurs de risques, par application d'un taux qui doit être au minimum de 50 %. Le taux de réfaction proposé peut ne pas atteindre 100 % si son application permet, éventuellement combinée à d'autres mesures, d'atteindre le seuil minimum fixé au début de l'exercice considéré.

La décision finale d'appliquer le taux de réfaction proposé par le Conseil de surveillance de BPCE est du ressort du conseil d'orientation et de surveillance (COS), pour les preneurs de risques du périmètre. Toute dérogation à la proposition faite par le Conseil de surveillance de BPCE doit être approuvée par le COS et assortie d'éléments expliquant le choix retenu.

- **Examen par le Comité des Rémunérations de la compatibilité de l'attribution des variables à la réalité des performances et à la situation financière de l'entreprise**

Le Comité des Rémunérations s'assure de la compatibilité des rémunérations variables à la réalité des performances commerciales et financières de la banque.

Sur la base des éléments utilisés pour évaluer les provisions au titre des rémunérations variables, nécessaires à l'arrêté des comptes de l'entreprise pour 2025, l'enveloppe globale des rémunérations variables attribuées aux preneurs de risques de l'entreprise, est estimée à 3,1 M€.

Ce montant est à rapprocher du total des salaires et traitements pour l'ensemble des collaborateurs de l'entreprise, soit 232 M€ et du résultat net 2025 de 277 M€.

La situation financière de l'entreprise apparaît compatible avec cette enveloppe.

- **Description du dispositif de malus de comportements (application du 1er alinéa de l'article L511-84) :**

Les dispositifs de malus de comportements applicables aux parts variables des preneurs de risques recensent 3 types d'infractions :

- Infraction importante à une règle de conformité ou de risque, y compris en matière de limite, de délégation et de mandat, ayant donné lieu à un rappel à l'ordre individuel par écrit de la part d'un dirigeant de l'entreprise ou d'un directeur en charge d'une filière de conformité, de contrôle permanent ou de risques. Le pourcentage de réduction peut atteindre -10 %. Une infraction importante est une infraction ayant conduit à la survenance d'un incident dont l'impact potentiel ou avéré est supérieur au seuil d'incident grave tel que défini pour le Groupe par la norme « risques opérationnel », soit un seuil de 300 k€.
- Infraction significative, à une règle de conformité ou de risque, y compris en matière de limite, de délégation et de mandat, ayant donné lieu à un rappel à l'ordre individuel par écrit de la part d'un dirigeant de l'entreprise ou du Groupe, ou du directeur Risques Conformité et Contrôles Permanents du Groupe. Le pourcentage de réduction peut atteindre - 100 %. Une infraction significative est une infraction ayant conduit à la survenance d'un incident dont l'impact potentiel ou avéré est supérieur au seuil d'incident significatif applicable au niveau du Groupe, soit 0,5 % des fonds propres de l'établissement.
- Non-participation aux formations réglementaires obligatoires : - 5 % par formation.

Au titre de l'exercice 2025, aucune infraction importante ou significative ou pour formation réglementaire obligatoire non suivie n'a été constatée. En conséquence, aucune rémunération variable attribuée n'a été réduite.

3.3.2. Modalités de paiement des rémunérations variables

- **Principe de proportionnalité**

Conformément à l'article 199 de l'arrêté du 3 novembre 2014, les règles décrites ci-après (3.3.2.1 – Différé et 3.3.2.2 – Indexation) ne s'appliquent que lorsque le montant de la rémunération variable attribuée au titre d'un exercice à un preneur de risques « MRT groupe 1 », (y compris le montant PILT acquis au titre de l'exercice) est supérieur à un seuil de 50 k€ (ou excède le tiers de la rémunération globale).

Pour l'appréciation du seuil, sont totalisées toutes les rémunérations variables attribuées au titre de l'exercice au preneur de risques « MRT groupe 1 », y compris dans des entreprises distinctes (par exemple, en cas de mobilité). Si le seuil est dépassé, les règles qui suivent s'appliquent à chacune des rémunérations variables prises en compte, y compris à celles qui seraient inférieures au seuil.

Dans le cas où le montant de la rémunération variable attribuée au titre d'un exercice est inférieur ou égal au seuil et inférieur au tiers de la rémunération globale, la totalité de la rémunération variable annuelle est versée dès qu'elle est attribuée.

3.3.2.1. Acquisition différée et conditionnelle d'une fraction de la rémunération variable annuelle au titre de 2025

L'acquisition d'une partie de la rémunération variable annuelle attribuée au titre de l'année 2025 est différée dans le temps, c'est-à-dire conditionnée au respect d'une condition de performance.

L'acquisition de la partie différée de la rémunération variable annuelle est étalée pour les dirigeants effectifs (resp. pour les autres preneurs de risques) sur les cinq (resp. quatre) exercices postérieurs à celui de l'attribution de la rémunération variable annuelle, avec un rythme d'acquisition par cinquième (resp. quart).

Le taux de différé applicable à la rémunération variable annuelle attribuée au titre de l'année 2025 croît avec le niveau de la rémunération variable attribuée au titre de l'année 2025 (y compris le montant PILT acquis au titre de l'exercice). Ce taux est fixé à 40% pour une rémunération variable attribuée inférieure à 500 000 €, 50% si la rémunération variable attribuée est supérieure ou égale à 500 000 € et inférieure à 1 000 000 €, et à 60% au-delà.

Pour chaque fraction différée, l'acquisition définitive est subordonnée à la réalisation d'une condition de performance qui, si elle n'est pas réalisée, entraîne une réduction minimum de 50% de la fraction correspondante (application du malus).

Les conditions de performance applicables aux fractions différées d'une même part variable sont arrêtées, sur proposition du Comité des Rémunérations, par l'organe délibérant de l'entreprise qui attribue la part variable, en même temps que son attribution.

- **Acquisition et versement des parts variables différées attribuées au titre des années passées**

Pour chaque fraction différée des parts variables attribuées au titre des exercices antérieurs à 2025 et dont l'acquisition conditionnelle est prévue en 2026, l'organe de surveillance constate si la condition de performance applicable est réalisée ou non :

- si elle n'est pas réalisée, la fraction différée est réduite d'au moins 50%,
- si elle est réalisée la fraction différée devient définitivement acquise et est versée à la date prévue lors de son attribution, soit au plus tôt le 1^{er} octobre 2026 pour les fractions de parts variables attribuées au titre des exercices antérieurs à 2024 et au plus tôt le 1^{er} mars 2027 pour les fractions de parts variables attribuées au titre de l'exercice 2024.

3.3.2.2. Versement en titres ou instruments équivalents d'une fraction de la rémunération variable annuelle au titre de 2025

50% de la rémunération variable annuelle attribuée au titre de l'exercice 2025 est allouée sous forme de cash indexé. Plus précisément, 50% de la partie différée et 50% de la partie non différée de la rémunération variable annuelle de l'exercice de 2025 prennent la forme de cash indexé sur la base d'un indicateur représentatif de l'évolution de la valeur du Groupe BPCE pour 50% et de l'évolution de la valeur de la Caisse d'Epargne pour 50%.

L'indicateur retenu pour la valeur du Groupe BPCE est le résultat net part du Groupe BPCE (RNPG), calculé en moyenne glissante sur les trois derniers exercices civils précédant l'année d'attribution de la part variable et l'année de versement de chaque fraction indexée issue de la part variable.

L'indicateur retenu pour la valeur de l'établissement est le résultat net de l'établissement, calculé en moyenne glissante sur les trois derniers exercices civils précédant l'année d'attribution de la part variable et l'année de versement de chaque fraction indexée issue de la part variable.

Les coefficients sont communiqués chaque année par BPCE.

Le versement des fractions indexées intervient au plus tôt un an après leur date d'acquisition afin de respecter une période de rétention de 12 mois minimum.

2.9.6. INFORMATIONS RELATIVES AUX COMPTES INACTIFS (ARTICLES L312-19, L312-20 ET R312-21 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER)

	A la date du 31 décembre 2025
Nombre de comptes inactifs ouverts dans les livres de l'établissement	152 433
Encours des dépôts et avoirs inscrits sur les comptes inactifs dénombrés	194.392.094,24 euros

	Au cours de l'exercice 2025
Nombre de comptes dont les avoirs sont déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations	22 699
Montant total des fonds déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations	12.119.641,47 euros

Les chiffres publiés ne tiennent pas compte des comptes à solde nul ou débiteurs

2.9.7. INFORMATIONS RELATIVES AUX RESSOURCES INCORPORELLES ESSENTIELLES

Les ressources incorporelles essentielles sont définies comme celles qui sont « dépourvues de substance physique dont dépend fondamentalement le modèle commercial de l'entreprise et qui constituent une source de création de valeur pour l'entreprise » (C. com. art. L 232-1, II-7° et L 22-10-35 modifiés par ord. 2023-1142).

Dans le cadre de son développement, la Caisse d'Epargne Ile-de-France mobilise différents atouts (ou ressources) pour créer de la valeur pour ses parties prenantes internes (collaborateurs) ou externes (clients, territoires, société civile, investisseurs, ...) :

- Son capital humain, composé de collaborateurs et sociétaires ;
- Sa marque ;
- Son modèle relationnel offrant le meilleur de l'humain et du digital, augmentés par l'intelligence artificielle générative (IA) ;
- Sa solidité financière, avec un niveau de fonds propres élevé, des réserves de liquidité importantes et un système de garantie et de solidarité entre les établissements du groupe.

La Caisse d'Epargne Ile-de-France considère son capital humain, sa marque et son organisation, reposant sur son modèle coopératif territorial, comme des ressources incorporelles essentielles, telles que définies par la réglementation.

3. ETATS FINANCIERS

3. ÉTATS FINANCIERS

3.1 COMPTES CONSOLIDÉS IFRS DU GROUPE CAISSE D'ÉPARGNE ÎLE-DE-FRANCE

Exercice clos le 31 décembre 2025

3.1 COMPTES CONSOLIDES IFRS GROUPE CAISSE D'EPARGNE ILE-DE-FRANCE AU 31 DECEMBRE 2025

3.1.1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>en milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	Exercice 2025	Exercice 2024
Intérêts et produits assimilés	4.1	3 185 003	3 599 505
Intérêts et charges assimilées	4.1	-2 525 309	-3 066 863
Commissions (produits)	4.2	822 577	764 111
Commissions (charges)	4.2	-169 041	-167 166
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	14 143	29 410
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	99 981	84 453
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments financiers au coût amorti	4.5	0	381
Produits des autres activités	4.6	25 811	29 044
Charges des autres activités	4.6	-24 663	-10 685
Produit net bancaire		1 428 502	1 262 190
Charges générales d'exploitation	4.7	-801 447	-801 140
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		-75 573	-67 891
Résultat brut d'exploitation		551 482	393 158
Coût du risque de crédit	7.1.1	-159 717	-138 543
Résultat d'exploitation		391 765	254 616
Gains ou pertes sur autres actifs	4.8	227	1 123
Résultat avant impôts		391 992	255 738
Impôts sur le résultat	10	-96 828	-39 467
Résultat net		295 164	216 272
Participations ne donnant pas le contrôle		-4 030	-3 137
RESULTAT NET PART DU GROUPE		291 134	213 134

3.1.2. RESULTAT GLOBAL

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2025	Exercice 2024
Résultat net	295 164	216 272
Eléments recyclables en résultat net	16 300	-34 442
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	30 038	-45 766
Réévaluation des actifs disponibles à la vente de l'activité d'assurance	-8 062	-669
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables		
Impôts liés	-5 676	11 993
Eléments non recyclables en résultat net	176 921	8 892
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	1 319	3 823
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	175 929	5 227
Impôts liés	-326	-157
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	193 221	-25 550
RESULTAT GLOBAL	488 386	190 722
Part du groupe	484 712	187 745
Participations ne donnant pas le contrôle	3 674	2 976
Pour information : Montant du transfert en réserve d'éléments non recyclables	-256	591

Pour information le montant du transfert en réserve d'éléments non recyclables est de - 256 milliers d'euros pour l'exercice 2025 et de 591 milliers d'euros pour l'exercice 2024.

3.1.3. BILAN CONSOLIDE

ACTIF

<i>en milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, banques centrales	5.1	816 552	611 399
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	471 073	428 837
Instruments dérivés de couverture	5.3	419 444	385 903
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.4	5 887 312	5 181 731
Titres au coût amorti	5.5.1	1 520 184	1 239 741
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	5.5.2	23 364 563	25 138 463
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	5.5.3	77 368 909	76 593 118
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-255 636	-36 290
Actifs d'impôts courants		77 890	63 439
Actifs d'impôts différés	10	219 702	220 525
Comptes de régularisation et actifs divers	5.6	648 772	721 596
Immeubles de placement	5.7	3 459	4 871
Immobilisations corporelles	5.8	539 954	469 927
Immobilisations incorporelles	5.8	9 341	10 613
Ecarts d'acquisition	3.5.1	26 358	26 358
TOTAL DES ACTIFS		111 117 877	111 060 231

PASSIF

<i>en milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales		0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.2	102 619	76 571
Instruments dérivés de couverture	5.3	751 583	949 446
Dettes représentées par un titre	5.10	1 723 952	1 310 765
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.10.1	27 089 716	25 235 233
Dettes envers la clientèle	5.10.2	73 190 987	75 738 907
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-54 638	-37 117
Passifs d'impôts courants	10.2	57 490	16 516
Comptes de régularisation et passifs divers	5.11	865 960	803 320
Provisions	5.12	190 120	239 349
Capitaux propres		7 200 090	6 727 242
Capitaux propres part du groupe		7 132 190	6 659 262
Capital et primes liées	5.14	2 844 249	2 844 421
Réserves consolidées		4 392 685	4 191 163
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global		-395 878	-589 456
Résultat de la période		291 134	213 134
Participations ne donnant pas le contrôle		67 900	67 980
TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		111 117 877	111 060 231

3.1.4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en milliers d'euros	Capital et primes liées			Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global						Résultat net part du groupe	Total capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Primes	Réserves consolidées	Recyclables		Non Recyclables							
				Actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres	Variation de JV des instruments dérivés de couverture	Actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	Ecart de réévaluation sur passifs sociaux					
Capitaux propres au 1er janvier 2024	2 374 784	469 567	4 359 403	-92 802	-1809	-480 349	10892	0	6 639 685	66 823	6 706 508		
Distribution (2)			-106 104						-106 104	1 976	-108 080		
Augmentation/Réduction de capital	70		0						70	53	123		
Transfert entre les composantes de capitaux propres									0		0		
Contribution des SLE aux réserves consolidées (1)			-62 722						-62 722		-62 722		
Effet des acquisitions et cessions sur les participations du périmètre de consolidation									0	107	107		
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	70	0 -	168 826	0	0	0	0	0 -	168 756	- 1 816 -	170 572		
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global				- 33 946 -	97	6 959	0	2 289	0	-24 795	-164	-24 958	
Plus ou moins values reclassées en réserves			593			-593							
Résultat de la période								213 134	213 134	3 137	216 271		
Résultat net global et gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	0	0	593	- 33 946 -	97	6 366	0	2 289	213 134	188 339	2 973	191 313	
Autres variations	-	-	7	-	-	-	-	-	-7	- -	7		
Capitaux propres au 31 décembre 2024	2 374 854	469 567	4 191 163	-126 748	-1 906	-473 983	0	13 181	213 134	6 659 262	67 980	6 727 242	
Affectation du résultat de l'exercice 2024			213 134					-213 134	0			0	
Effets de changements de méthodes comptables ou retraitement d'ouverture			-	2 917					-2 917			-2 917	
Capitaux propres au 1er janvier 2025	2 374 854	469 567	4 401 380	- 126 748 -	1 906 -	- 473 983	0	13 181	0	6 656 345	67 980	6 724 325	
Distribution (2)			-96 360						-96 360	-3 487	-99 847		
Augmentation/Réduction de capital	-172								-172	171	-1		
Transfert entre les composantes de capitaux propres									0		0		
Contribution des SLE aux réserves consolidées (1)			87 767						87 767		87 767		
Effet des acquisitions et cessions sur les participations du périmètre de consolidation			369						369	-369	0		
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-172	0	-8 224	0	0	0	0	0	-8 396	-3 685	-12 081		
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global			0	22 279 -	5 710	175 942	0	809	0	193 321	-338	192 984	
Plus ou moins values reclassées en réserves			-256			256			0			0	
Résultat de la période								291 134	291 134	4 030	295 164		
Résultat net global et gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	0	0	-256	22 279	-5 710	176 199	0	809	291 134	484 455	3 692	488 148	
Autres variations	0		-215							-215	-87	-302	
Capitaux propres au 31 décembre 2025	2 374 682	469 567	4 392 685	-104 469	-7 616	-297 784	0	13 990	291 134	7 132 190	67 900	7 200 089	

(1) Depuis le 1er janvier 2010, consécutivement à l'entrée des SLE dans le périmètre de consolidation, la variation des réserves consolidées correspond au montant des parts sociales émises au cours de l'exercice par les SLE, n'ayant pas encore été investi en parts sociales de Caisse d'Epargne.

(2) Depuis le 1er janvier 2010, et consécutivement à l'entrée des SLE dans le périmètre de consolidation, les distributions incluent les dividendes versés aux sociétaires pour un montant de 96 360 milliers d'euros

3.1.5. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

en milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Résultat avant impôts	391 992	255 738
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	75 688	67 976
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	0
Dotations nettes aux provisions et aux dépréciations	40 988	6 837
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0	0
Pertes nettes/gains nets sur activités d'investissement	-125 110	-90 305
Produits/charges des activités de financement	0	0
Autres mouvements	526 081	-359 163
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts	517 647	-374 654
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	2 568 276	1 648 913
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-3 494 291	-2 566 114
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	-296 716	746 167
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	218 609	-246 587
Impôts versés	-38 817	-34 836
Augmentation/(Diminution) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-1 042 938	-452 456
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A) - Activités poursuivies	-133 299	-571 371
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A) - Activités cédées		
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-246 110	-511 232
Flux liés aux immeubles de placement	4 607	-21
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-89 762	-53 656
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B) - Activités poursuivies	-331 265	-564 909
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B) - Activités cédées		
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (1)	-99 923	-107 950
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	0	0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C) - Activités poursuivies	-99 923	-107 950
Effet de la variation des taux de change (D) - Activités poursuivies	0	0
FLUX NETS DE TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A+B+C+D)	-564 488	-1 244 230
Caisse et banques centrales	611 399	702 670
Caisse et banques centrales (actif)	611 399	702 670
Banques centrales (passif)	0	0
Opérations à vue avec les établissements de crédit	1 999 829	3 152 789
Comptes ordinaires débiteurs (2)	1 618 681	2 329 227
Comptes et prêts à vue	513 167	1 039 436
Comptes créditeurs à vue	-132 019	-215 874
Opérations de pension à vue	0	0
Trésorerie à l'ouverture	2 611 229	3 855 459
Caisse et banques centrales	816 552	611 399
Caisse et banques centrales (actif)	816 552	611 399
Banques centrales (passif)	0	0
Opérations à vue avec les établissements de crédit	1 230 189	1 999 829
Comptes ordinaires débiteurs (2)	887 148	1 618 681
Comptes et prêts à vue	402 291	513 167
Comptes créditeurs à vue	-59 250	-132 019
Opérations de pension à vue	0	0
Trésorerie à la clôture	2 046 741	2 611 229
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	-564 488	-1 244 230

(1) Les flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprennent la distribution d'intérêts aux parts sociales

(2) Les comptes ordinaires débiteurs ne comprennent pas les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

3.1.6. ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS DU GROUPE CAISSE D'ÉPARGNE ÎLE DE FRANCE

NOTE 1	CADRE GENERAL	214
1.1	LE GROUPE BPCE	214
1.2	MECANISME DE GARANTIE	214
1.3	ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS	215
1.4	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLOTURE	215
NOTE 2	NORMES COMPTABLES APPLICABLES ET COMPARABILITE	216
2.1	CADRE RÉGLEMENTAIRE	216
2.2	REFERENTIEL	216
2.3	RECOURS À DES ESTIMATIONS ET JUGEMENTS	216
2.4	PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET DATE DE CLOTURE	217
2.5	PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX ET METHODES D'ÉVALUATION	217
2.5.1	CLASSEMENT ET ÉVALUATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	217
2.5.2	OPERATIONS EN DEVISES	220
NOTE 3	CONSOLIDATION	221
3.1	ENTITE CONSOLIDANTE	221
3.2	PERIMETRE DE CONSOLIDATION - METHODES DE CONSOLIDATION ET DE VALORISATION	221
3.2.1	ENTITES CONTRÔLÉES PAR LE GROUPE	221
3.2.2	PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES	222
3.2.3	PARTICIPATIONS DANS DES ACTIVITÉS CONJOINTES	223
3.3	RÈGLES DE CONSOLIDATION	223
3.3.1	CONVERSION DES COMPTES DES ENTITES ÉTRANGÈRES	223
3.3.2	ÉLIMINATION DES OPÉRATIONS RÉCIPROQUES	223
3.3.3	REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES	223
3.3.4	ENGAGEMENTS DE RACHAT ACCORDÉS À DES ACTIONNAIRES MINORITAIRES DE FILIALES CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE	224
3.3.5	DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE DES ENTITES CONSOLIDÉES	224
3.4	ÉVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU COURS DE L'EXERCICE 2025	224
3.5	ÉCARTS D'ACQUISITION	225
3.5.1	VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION	225
NOTE 4	NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT	227
4.1	INTÉRÊTS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILÉS	227
4.2	PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS	229
4.3	GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	230
4.4	GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	231
4.5	GAINS OU PERTES NETS RÉSULTANT DE LA DÉCOMPTABILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS AU COUT AMORTI	231
4.6	PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS	232
4.7	CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	232
4.8	GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	233
NOTE 5	NOTES RELATIVES AU BILAN	234
5.1	CAISSE, BANQUES CENTRALES	234
5.2	ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	234
5.2.1	ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	234
5.2.2	PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	236
5.2.3	INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION	237
5.3	INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	237
5.4	ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	244
5.5	ACTIFS AU COUT AMORTI	246
5.5.1	TITRES AU COUT AMORTI	248
5.5.2	PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU COUT AMORTI	248
5.5.3	PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU COUT AMORTI	249

5.6	COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	249
5.7	IMMEUBLES DE PLACEMENT	250
5.8	IMMOBILISATIONS	250
5.9	DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	252
5.10	DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILÉS ET ENVERS LA CLIENTÈLE	252
5.10.1	DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILÉS	253
5.10.2	DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	253
5.11	COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	253
5.12	PROVISIONS	254
5.12.1	SYNTHÈSE DES PROVISIONS	255
5.12.2	ENGAGEMENTS SUR LES CONTRATS D'ÉPARGNE-LOGEMENT	255
5.12.2.1	ENCOURS COLLECTÉS AU TITRE DE L'ÉPARGNE-LOGEMENT	255
5.12.2.2	ENCOURS DE CREDIT OCTROYÉS AU TITRE DE L'ÉPARGNE-LOGEMENT	255
5.12.2.3	PROVISIONS CONSTITUÉES AU TITRE DE L'ÉPARGNE-LOGEMENT	256
5.13	DETTES SUBORDONNÉES	256
5.14	ACTIONS ORDINAIRES ET INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES ÉMIS	256
5.14.1	PARTS SOCIALES	257
5.14.2	TITRES SUPERSUBORDONNÉS À DURÉE INDÉTERMINÉE CLASSÉS EN CAPITAUX PROPRES	257
5.15	PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	257
5.16	VARIATION DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	257
5.17	COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS	258
5.17.1	ACTIFS FINANCIERS	259
5.17.2	PASSIFS FINANCIERS	259
5.18	ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE DE PASSIFS, ACTIFS FINANCIERS TRANSFÉRÉS ET ACTIFS REÇUS EN GARANTIE DONT L'ENTITÉ PEUT DISPOSER	260
5.18.1	ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE DE PASSIFS	261
5.18.2	ACTIFS FINANCIERS TRANSFÉRÉS	262
5.18.2.1	ACTIFS FINANCIERS TRANSFÉRÉS NON INTÉGRALEMENT DÉCOMPTABILISÉS	262
5.18.2.2	ACTIFS FINANCIERS TRANSFÉRÉS INTÉGRALEMENT DÉCOMPTABILISÉS POUR LESQUELS LE GROUPE CONSERVE UNE IMPLICATION CONTINUE	263
5.18.3	ACTIFS FINANCIERS REÇUS EN GARANTIE DONT L'ENTITÉ PEUT DISPOSER	263
NOTE 6	ENGAGEMENTS	264
6.1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	264
6.2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	264
NOTE 7	EXPOSITIONS AUX RISQUES	265
7.1	RISQUE DE CREDIT	265
7.1.1	COUT DU RISQUE DE CREDIT	265
7.1.2	VARIATION DES VALEURS BRUTES COMPTABLES ET DES PERTES DE CREDIT ATTENDUES DES ACTIFS FINANCIERS ET DES ENGAGEMENTS	266
7.1.2.1	VARIATION DES PERTES DE CREDIT S1 ET S2	275
7.1.2.2	VARIATION DE LA VALEUR BRUTE COMPTABLE ET DES PERTES DE CREDIT SUR ACTIFS FINANCIERS PAR CAPITAUX PROPRES	275
7.1.2.3	VARIATION DE LA VALEUR BRUTE COMPTABLE ET DES PERTES DE CREDIT SUR TITRES DE DETTES AU COUT AMORTI	276
7.1.2.4	VARIATION DE LA VALEUR COMPTABLE BRUTE ET DES PERTES DE CREDIT SUR PRETS ET CRÉANCES AUX ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT AU COUT AMORTI	276
7.1.2.5	VARIATION DE LA VALEUR BRUTE COMPTABLE ET DES PERTES DE CREDIT SUR PRETS ET CRÉANCES À LA CLIENTÈLE AU COUT AMORTI	277
7.1.2.6	VARIATION DE LA VALEUR BRUTE COMPTABLE ET DES PERTES DE CREDIT SUR ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNÉS	277
7.1.2.7	VARIATION DE LA VALEUR BRUTE COMPTABLE ET DES PERTES DE CREDIT SUR ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	278
7.1.3	MESURE ET GESTION DU RISQUE DE CREDIT	278
7.1.4	GARANTIES REÇUES SUR DES INSTRUMENTS DÉPRÉCIÉS SOUS IFRS 9	278
7.1.5	GARANTIES REÇUES SUR DES INSTRUMENTS NON SOUMIS AUX RÈGLES DE DÉPRÉCIATION IFRS 9	279

7.1.6	MECANISMES DE REDUCTION DU RISQUE DE CREDIT : ACTIFS OBTENUS PAR PRISE DE POSSESSION DE GARANTIE	279
7.1.7	ACTIFS FINANCIERS MODIFIES DEPUIS LE DEBUT DE L'EXERCICE, DONT LA DEPRECIATION ETAIT CALCULEE SUR LA BASE DES PERTES DE CREDIT ATTENDUES A MATURITE AU DEBUT DE L'EXERCICE.....	279
7.1.8	ACTIFS FINANCIERS MODIFIES DEPUIS LEUR COMPTABILISATION INITIALE, DONT LA DEPRECIATION AVAIT ETE CALCULEE SUR LA BASE DES PERTES DE CREDIT ATTENDUES A MATURITE, ET DONT LA DEPRECIATION A ETE REEVALUEE SUR LA BASE DES PERTES DE CREDIT ATTENDUES A UN AN DEPUIS LE DEBUT DE L'EXERCICE	279
7.1.9	ENCOURS RESTRUCTURES.....	280
7.2	RISQUE DE MARCHE	280
7.3	RISQUE DE TAUX D'INTERET GLOBAL ET RISQUE DE CHANGE	281
7.4	RISQUE DE LIQUIDITE	281
NOTE 8	AVANTAGES DU PERSONNEL	282
8.1	CHARGES DE PERSONNEL	282
8.2	ENGAGEMENTS SOCIAUX	283
8.2.1	ANALYSE DES ACTIFS ET PASSIFS SOCIAUX INSCRITS AU BILAN	283
8.2.2	VARIATION DES MONTANTS COMPTABILISES AU BILAN	284
8.2.3	COUTS DES REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES ET AUTRES AVANTAGES A LONG TERME	285
8.2.4	AUTRES INFORMATIONS	285
NOTE 9	JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS.....	287
9.1	JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS.....	290
9.1.1	HIERARCHIE DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	290
9.1.2	ANALYSE DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS CLASSES EN NIVEAU 3 DE LA HIERARCHIE DE JUSTE VALEUR	292
9.1.3	SENSIBILITE DE LA JUSTE VALEUR DE NIVEAU 3 AUX VARIATIONS DES PRINCIPALES HYPOTHESES	293
9.2	JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI	293
NOTE 10	IMPOTS.....	294
10.1	IMPOTS SUR LE RESULTAT	294
10.2	IMPOTS DIFFERES	296
NOTE 11	AUTRES INFORMATIONS	298
11.1	INFORMATION SECTORIELLE.....	298
11.2	INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS DE LOCATION	298
11.2.1	OPERATIONS DE LOCATION EN TANT QUE BAILLEUR.....	298
11.2.2	OPERATIONS DE LOCATION EN TANT QUE PRENEUR	300
11.3	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES.....	302
11.3.1	TRANSACTIONS AVEC LES SOCIETES CONSOLIDEES.....	302
11.3.2	TRANSACTIONS AVEC LES DIRIGEANTS	303
11.3.3	RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES SOCIALES POUR L'HABITAT.....	304
11.4	INTERETS DANS LES ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES	304
11.4.1	NATURE DES INTERETS DANS LES ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES	304
11.4.2	NATURE DES RISQUES ASSOCIES AUX INTERETS DETENUS DANS LES ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES.....	305
11.4.3	REVENUS ET VALEUR COMPTABLE DES ACTIFS TRANSFERES DANS LES ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES SPONSORISEES	307
11.5	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	307
NOTE 12	DETAIL DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	308
12.1	OPERATIONS DE TITRISATION	308
12.2	PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2025.....	308
12.3	ENTREPRISES NON CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2025	309

NOTE 1 CADRE GENERAL

1.1 LE GROUPE BPCE

Le Groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, l'organe central BPCE et leurs filiales.

Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les quatorze Banques Populaires et les quinze Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Épargne comprend les Caisses d'Épargne et les Sociétés Locales d'Épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Épargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Épargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les quatorze Banques Populaires et les quinze Caisses d'Épargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Le réseau et les principales filiales de BPCE, sont organisés autour de deux grands pôles métiers :

- la Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, le pôle Solutions et Expertises Financières (comprenant l'affacturage, le crédit à la consommation, le crédit-bail, les cautions et garanties financières et l'activité « Titres Retail »), les pôles Digital et Paiements (intégrant les filiales Paiements et le groupe Oney), Assurances (incluant désormais les cautions et garanties financières) et les Autres réseaux.
- Global Financial Services regroupant la Gestion d'actifs et de fortune (Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management) et la Banque de Grande Clientèle (Natixis Corporate & Investment Banking)

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

1.2 MECANISME DE GARANTIE

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L. 512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux et d'organiser la solidarité financière au sein du groupe. Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté et/ou de l'ensemble des affiliés du groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Ainsi en cas de difficultés, BPCE devra faire tout le nécessaire pour restaurer la situation financière et pourra notamment recourir de façon illimitée aux ressources de l'un quelconque, de plusieurs ou de tous les affiliés, ou encore mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en faisant appel au fonds de garantie commun aux

deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Épargne et le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Épargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 211 millions d'euros au 31 décembre 2025.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Épargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité en leur qualité d'affilié à l'organe central.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Épargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu.

1.3 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS

Refinancement opération de titrisation

Dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe BPCE, le Groupe Caisse d'Épargne Ile de France a participé à des opérations de de titrisation :

- Nouvelle opération de titrisation « Olympia Master Home Loans 2025 » portant sur un encours de 74 407 milliers d'euros de crédits immobiliers
- Rechargement des créances du FCT « Ophelia Master SME » pour 44 533 milliers d'euros de crédits d'équipement
- Dissolution du programme de titrisation BPCE Home Loans FCT 2020

En parallèle, le Groupe Caisse d'Épargne Ile de France a participé à 2 opérations de refinancement pour le Groupe BPCE collatéralisé par des créances :

- GAIA Master Consumer Loans pour une collatéralisation à hauteur de 58 824 milliers d'euros
- DEMETER Penta pour une collatéralisation à hauteur de 180 000 milliers d'euros

1.4 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement postérieur à la clôture n'est intervenu susceptible d'impacter les comptes du Groupe Caisse d'Épargne Ile de France.

NOTE 2 NORMES COMPTABLES APPLICABLES ET COMPARABILITE

2.1. CADRE REGLEMENTAIRE

Les comptes consolidés du Groupe Caisse d'Épargne Ile de France ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture.

2.2. REFERENTIEL

Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2024 ont été complétées par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

Le Groupe BPCE a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macro-couverture.

Les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et applicables pour la première fois à cet exercice n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

Nouvelles normes publiées et non encore applicables

Norme IFRS 18

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers ». Elle a été publiée par l'IASB le 9 avril 2024. Sous réserve de son adoption par la Commission européenne, la norme IFRS 18 sera applicable au 1^{er} janvier 2027 avec un comparatif au 1^{er} janvier 2026. Une application anticipée est autorisée. Le Groupe BPCE ne prévoit pas d'application anticipée de la norme IFRS 18. L'analyse d'impact est en cours.

Amendement IFRS 9

L'IASB a publié, le 30 mai 2024, les amendements à IFRS 9 « Classement et évaluation des instruments financiers » applicables au 1^{er} janvier 2026. Ces amendements ont été adoptés par le règlement (UE) 2025/1047 de la Commission européenne du 27 mai 2025 modifiant le règlement (UE) 2023/1803 en ce qui concerne les normes internationales d'information financière IFRS 9 et IFRS 7. Ces amendements donnent des précisions sur le caractère basique des prêts, le classement des prêts sans recours et les instruments contractuellement liés. L'amendement d'IFRS 9 clarifie le traitement des instruments assortis de termes contractuels pouvant modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie tels que les prêts à impacts dont la rémunération est indexée sur le respect de critères ESG. Cet amendement ajoute une étape d'analyse dans le cas où il n'est pas possible de démontrer l'existence d'un lien direct entre l'évènement contingent et les risques et coûts liés au prêt basique. Un tel instrument pourra répondre à la qualification SPPI si, dans tous les scénarios contractuellement possibles, les flux de trésorerie contractuels de l'instrument ne sont pas significativement différents de ceux d'un instrument ayant des clauses contractuelles similaires mais ne disposant pas de cette clause contingente. Cet amendement n'aura pas d'impact significatif sur les comptes du groupe. En revanche, des informations plus détaillées seront fournies en annexe.

2.3. RECOURS A DES ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 31 décembre 2025, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour :

- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation (note 9) ;
- le montant des pertes de crédit attendues des actifs financiers ainsi que des engagements de financement et de garantie (note 7.1) ;
- le résultat des tests d'efficacité des relations de couverture, notamment lié à la macrocouverture (note 5.3) (note 5.3) ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan et, plus particulièrement, la provision épargne-logement (note 5.12) ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs (note 8.2) ;

- les incertitudes relatives aux traitements fiscaux portant sur les impôts sur le résultat (note 10) ;
- les impôts différés (note 10) ;
- les tests de dépréciation des écarts d'acquisition (note 3.5) ;
- la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris lors d'un regroupement d'entreprises (note 3.5) ;
- la durée des contrats de location à retenir pour la comptabilisation des droits d'utilisation et des passifs locatifs (note 11.2).

Par ailleurs, l'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion ainsi que le caractère basique d'un instrument financier. Les modalités sont précisées dans les paragraphes concernés (note 2.5.1).

Le recours à des estimations et au jugement est également utilisé pour les activités du groupe pour estimer les risques climatiques et environnementaux. La gouvernance et les engagements pris sur ces risques sont présentés dans le chapitre 2.7.5 Gestion des Risques environnementaux, sociaux et de Gouvernance. Les informations concernant l'effet et la prise en compte des risques climatiques sur la gestion du risque de crédit (note 7) sont présentées dans le chapitre 7.16 « Facteurs et gestion des risques – Risques environnementaux ». Le traitement comptable des principaux instruments financiers verts est présenté dans les notes 2.5, 5.5, 5.11, 5.12.2.

- Risques climatiques et environnementaux

Les risques liés au climat et à l'environnement constituent des facteurs de risques susceptibles d'affecter les principaux risques portés par le Groupe BPCE (risque de crédit et de contrepartie, risque de marché, risques opérationnels, risques structurels de bilan, risques liés aux activités d'assurance, risque stratégique, risques juridiques et de conformité, risque de réputation).

Les risques climatiques et environnementaux incluent les risques physiques et les risques de transition, tel que définis en section 7.16.1 « Définition et cadre de référence ».

Les conséquences des facteurs de risques climatiques et environnementaux pour le Groupe BPCE font l'objet d'une analyse de matérialité annuelle. Cette analyse et le dispositif de maîtrise des risques mis en place par le Groupe BPCE sont décrits en section 2.7.5 « Gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance ».

En particulier, le Groupe BPCE prend en compte le risque physique dans l'évaluation interne de son besoin en capital (processus ICAAP) par application de scénarios adverses sur les aléas sécheresse (impactant différents secteurs économiques comme l'agriculture et la construction) et inondation (sur le portefeuille immobilier). Le risque de transition est également évalué au travers de la quantification de l'impact d'un scénario de transition ordonnée limitant le réchauffement climatique. Enfin, des modèles ont été développés afin de quantifier l'impact du risque physique inondation extrême et du risque de transition en lien avec la réglementation DPE sur les portefeuilles immobiliers des particuliers dans la quantification du capital économique de l'ICAAP 2025, complétés par un add-on sur les portefeuilles ne disposant pas, à ce stade, d'un modèle d'évaluation économique spécifique.

La prise en compte des risques climatiques et environnementaux dans les états financiers du Groupe Caisse d'Epargne Ile de France bénéficiera de l'amélioration progressive du dispositif de supervision des risques ESG.

2.4. PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET DATE DE CLOTURE

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation n° 2022-01 du 8 avril 2022 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 31 décembre 2025. Les états financiers consolidés du groupe au 31 décembre 2025 ont été arrêtés par le directoire du 26 janvier 2026. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 30 avril 2026.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

2.5. PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX ET METHODES D'EVALUATION

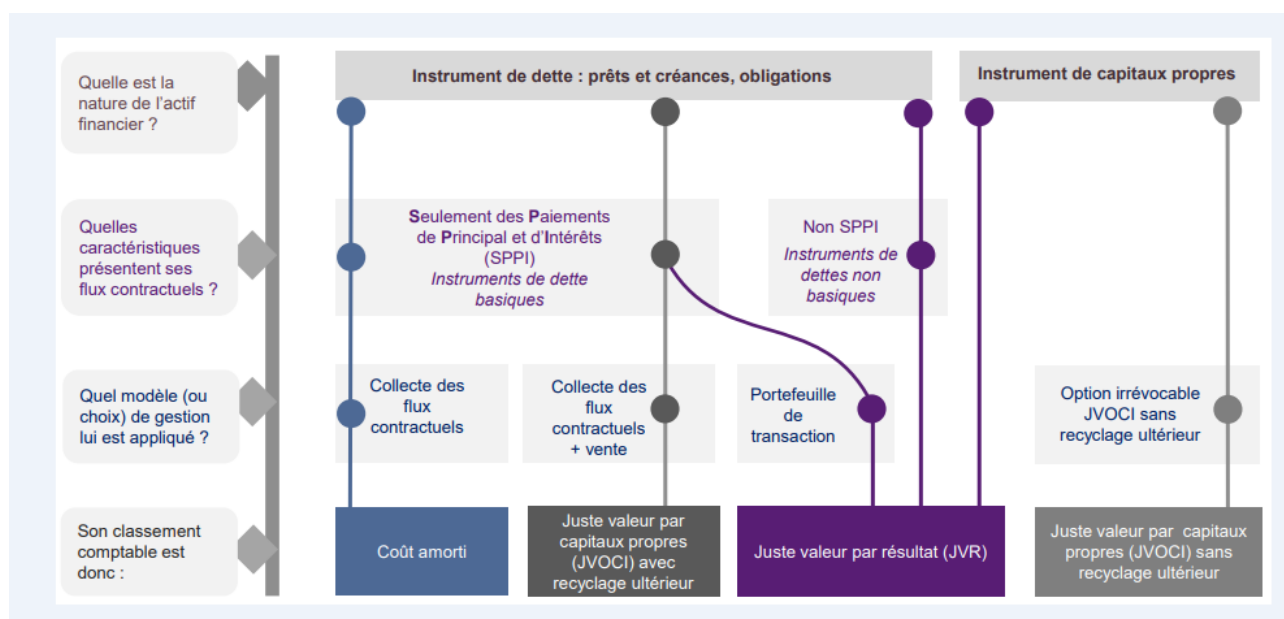
Les principes comptables généraux présentés ci-dessous s'appliquent aux principaux postes des états financiers. Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

2.5.1 CLASSEMENT ET EVALUATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

La norme IFRS 9 est applicable au Groupe Caisse d'Epargne Ile de France.

Actifs financiers

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat en fonction de la nature de l'instrument (dette ou capitaux propres), des caractéristiques de leurs flux contractuels et de la manière dont l'entité gère ses instruments financiers (modèle de gestion ou *business model*).



Modèle de gestion ou business model

Le *business model* de l'entité représente la manière dont elle gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie. L'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion.

La détermination du modèle de gestion doit tenir compte de toutes les informations sur la façon dont les flux de trésorerie ont été réalisés dans le passé, de même que de toutes les autres informations pertinentes.

A titre d'exemple, peuvent être cités :

- la façon dont la performance des actifs financiers est évaluée et présentée aux principaux dirigeants ;
- les risques qui ont une incidence sur la performance du modèle de gestion et, en particulier, la façon dont ces risques sont gérés ;
- la façon dont les dirigeants sont rémunérés (par exemple, si la rémunération est fondée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus) ;
- la fréquence, le volume et le motif de ventes.

Par ailleurs, la détermination du modèle de gestion doit s'opérer à un niveau qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont collectivement gérés en vue d'atteindre l'objectif économique donné. Le modèle de gestion n'est donc pas déterminé instrument par instrument mais à un niveau de regroupement supérieur, par portefeuille.

La norme retient trois modèles de gestion :

- un modèle de gestion dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels (« modèle de collecte »). Ce modèle dont la notion de détention est assez proche d'une détention jusqu'à maturité n'est toutefois pas remis en question si des cessions interviennent dans les cas de figure suivants :
 - o les cessions résultent de l'augmentation du risque de crédit ;
 - o les cessions interviennent peu avant l'échéance et à un prix reflétant les flux de trésorerie contractuels restant dus ;
 - o les autres cessions peuvent être également compatibles avec les objectifs du modèle de collecte des flux contractuels si elles ne sont pas fréquentes (même si elles sont d'une valeur importante) ou si elles ne sont pas d'une valeur importante considérées tant isolément que globalement (même si elles sont fréquentes).

Pour le Groupe BPCE, le modèle de collecte s'applique notamment aux activités de financement (hors activité de syndication) exercées au sein des pôles Banque de proximité, Banque de Grande Clientèle et Solutions et Expertises Financières ;

- un modèle de gestion mixte dans lequel les actifs sont gérés avec l'objectif à la fois de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de céder les actifs financiers (« modèle de collecte et de vente »). Le Groupe BPCE applique le modèle de collecte et de vente essentiellement à la partie des activités de gestion du portefeuille de titres de la réserve de liquidité qui n'est pas gérée exclusivement selon un modèle de collecte ;
- un modèle propre aux autres actifs financiers, notamment de transaction, dans lequel la collecte des flux contractuels est accessoire. Ce modèle de gestion s'applique à l'activité de syndication (pour la part de l'encours à céder identifiée dès l'engagement) et aux activités de marché mises en œuvre essentiellement par la Banque de Grande Clientèle.

Caractéristique des flux contractuels : détermination du caractère basique ou SPPI (Solely Payments of Principal and Interest)

Un actif financier est dit « basique » si les termes contractuels de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie correspondant uniquement à des remboursements du principal et à des intérêts calculés sur le capital restant dû. La détermination du caractère basique est à réaliser pour chaque actif financier lors de sa comptabilisation initiale.

Le principal est défini comme la juste valeur de l'actif financier à sa date d'acquisition. Les intérêts représentent la contrepartie de la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associé au principal, mais également d'autres risques comme le risque de liquidité, les coûts administratifs et la marge de négociation.

Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts, il faut considérer les termes contractuels de l'instrument. Cela implique d'analyser tout élément qui pourrait remettre en cause la représentation exclusive de la valeur temps de l'argent et du risque de crédit. A titre d'exemple :

- les événements qui changeraient le montant et la date de survenance des flux de trésorerie ;
Toute modalité contractuelle qui générerait une exposition à des risques ou à une volatilité des flux sans lien avec un contrat de prêt basique, comme par exemple, une exposition aux variations de cours des actions ou d'un indice boursier, ou encore l'introduction d'un effet de levier ne permettrait pas de considérer que les flux de trésorerie contractuels revêtent un caractère basique.
- les caractéristiques des taux applicables (par exemple, cohérence entre la période de refixation du taux et la période de calcul des intérêts) ;
Dans les cas où une analyse qualitative ne permettrait pas d'obtenir un résultat précis, une analyse quantitative (*benchmark test*) consistant à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié avec les flux de trésorerie contractuels d'un actif de référence, est effectuée.
- les modalités de remboursement anticipé et de prolongation.
La modalité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère basique des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant du remboursement anticipé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts y afférents ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

Par ailleurs, bien que ne remplissant pas strictement les critères de rémunération de la valeur temps de l'argent, certains actifs comportant un taux réglementé sont considérés comme basiques dès lors que ce taux d'intérêt réglementé fournit une contrepartie qui correspond dans une large mesure au passage du temps et sans exposition à un risque incohérent avec un prêt basique. C'est le cas notamment des actifs financiers représentatifs de la partie de la collecte des livrets A qui est centralisée auprès du fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les actifs financiers basiques sont des instruments de dettes qui incluent notamment : les prêts à taux fixe, les prêts à taux variable sans différentiel (*mismatch*) de taux ou sans indexation à une valeur ou un indice boursier et des titres de dettes à taux fixe ou à taux variable.

Les actifs financiers non-basiques incluent notamment : les parts d'OPCVM, les instruments de dettes convertibles ou remboursables en un nombre fixe d'actions et les prêts structurés consentis aux collectivités locales.

Pour être qualifiés d'actifs basiques, les titres détenus dans un véhicule de titrisation doivent répondre à des conditions spécifiques. Les termes contractuels de la tranche doivent remplir les critères basiques. Le pool d'actifs sous-jacents doit remplir les conditions basiques. Le risque inhérent à la tranche doit être égal ou plus faible que l'exposition aux actifs sous-jacents de la tranche.

Un prêt sans recours (exemple : financement de projet de type financement d'infrastructures) est un prêt garanti uniquement par sûreté réelle. En l'absence de recours possible sur l'emprunteur, pour être qualifié d'actif basique, il faut examiner la structure des autres recours possibles ou des mécanismes de protection du prêteur en cas de défaut : reprise de l'actif sous-jacent, collatéraux apportés (dépôt de garantie, appel de marge, etc.), rehaussements apportés.

Catégories comptables

Les instruments de dettes (prêts, créances ou titres de dettes) peuvent être évalués au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres recyclables ou à la juste valeur par résultat.

Un instrument de dettes est évalué au coût amorti s'il satisfait les deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est la collecte des flux de trésorerie contractuels, et
- les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Un instrument de dettes est évalué à la juste valeur par capitaux propres seulement s'il répond aux deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est à la fois la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers, et
- les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Les instruments de capitaux propres sont par défaut enregistrés à la juste valeur par résultat sauf en cas d'option irrévocable pour une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction et classés comme tels parmi les actifs financiers à la juste valeur par résultat) sans reclassement ultérieur en résultat. En cas d'option pour cette dernière catégorie, les dividendes restent enregistrés en résultat.

Les financements au travers d'émissions de produits financiers verts ou de placements dans de tels produits sont comptabilisés en coût amorti sauf s'ils sont détenus dans le cadre d'une activité de cession à court terme.

Tous les autres actifs financiers sont classés à la juste valeur par résultat. Ces actifs financiers incluent notamment les actifs financiers détenus à des fins de transaction, les actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat et les actifs non basiques (non SPPI). La désignation à la juste valeur par résultat sur option pour les actifs financiers ne s'applique que dans le cas d'élimination ou de réduction significative d'un décalage de traitement comptable. Cette option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

Passifs financiers

La règle générale est l'évaluation des passifs financiers au coût amorti, sauf pour les passifs encourus à des fins de transaction (trading liabilities) et les passifs financiers que l'entité choisit d'évaluer à la juste valeur selon l'option juste valeur.

En date de comptabilisation initiale, les principes de comptabilisation décrits pour les actifs financiers s'appliquent à l'identique aux passifs financiers, à ce titre :

- Les passifs financiers classés comme étant ultérieurement évalués au coût amorti sont comptabilisés à la juste valeur minorée ou majorée des coûts de transaction ;
- Les passifs financiers à la juste valeur par résultat sont comptabilisés à la juste valeur et les coûts de transaction associés seront comptabilisés directement au compte de résultat.

Si un passif financier est désigné comme étant évalué à la juste valeur par le biais du résultat alors :

- Le montant de la variation de la juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit du passif (i.e. le *spread* émetteur) est à présenter en capitaux propres excepté si cet enregistrement aurait pour conséquence de créer ou accroître une non-concordance comptable au niveau du résultat (la détermination de cette non-concordance se fait lors de la comptabilisation initiale et n'est pas révisée par la suite). Les montants inscrits en capitaux propres ne sont pas, par la suite, recyclés en résultat ;
- Le reste de la variation de la juste valeur du passif financier est présenté en résultat.

Pour le traitement des modifications de passifs comptabilisés au coût amorti, dans le cas où la modification ne donne pas lieu à décomptabilisation, le gain ou la perte résultant de la différence entre les flux de trésorerie d'origine et les flux de trésorerie modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine doit être enregistré en résultat.

2.5.2 OPERATIONS EN DEVISES

Les règles d'enregistrement comptable dépendent du caractère monétaire ou non monétaire des éléments concourant aux opérations en devises réalisées par le groupe.

À la date d'arrêté, les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de clôture dans la monnaie fonctionnelle de l'entité du groupe au bilan de laquelle ils sont comptabilisés. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte toutefois deux exceptions :

- seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres est comptabilisée en résultat, le complément est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » ;
- les écarts de change sur les éléments monétaires désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Les actifs non monétaires comptabilisés au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de change sur les éléments non monétaires sont comptabilisés en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat et en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

NOTE 3 CONSOLIDATION

3.1. ENTITE CONSOLIDANTE

L'entité consolidante est constituée par la Caisse d'Épargne Ile-de-France ; son siège social est situé au 19 rue du Louvre 75001 Paris et immatriculée RCS Paris B 382 900 942.

3.2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION - METHODES DE CONSOLIDATION ET DE VALORISATION

Les états financiers du groupe incluent les comptes de toutes les entités dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés du groupe et sur lesquelles l'entité consolidante exerce un contrôle ou une influence notable.

Le périmètre des entités consolidées par le Groupe Caisse d'Épargne Ile de France figure en note 12 – Détail du périmètre de consolidation.

3.2.1 ENTITES CONTROLEES PAR LE GROUPE

Les filiales significatives contrôlées par le Groupe Caisse d'Épargne Ile de France sont consolidées par intégration globale.

Définition du contrôle

Le contrôle existe lorsque le groupe détient le pouvoir de diriger les activités pertinentes d'une entité, qu'il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Pour apprécier le contrôle exercé, le périmètre des droits de vote pris en considération intègre les droits de vote potentiels dès lors qu'ils sont à tout moment exerçables ou convertibles. Ces droits de vote potentiels peuvent résulter, par exemple, d'options d'achat d'actions ordinaires existantes sur le marché, ou de la conversion d'obligations en actions ordinaires nouvelles, ou encore de bons de souscription d'actions attachés à d'autres instruments financiers. Toutefois, les droits de vote potentiels ne sont pas pris en compte dans la détermination du pourcentage d'intérêt.

Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque le groupe détient directement ou indirectement, soit la majorité des droits de vote de la filiale, soit la moitié ou moins des droits de vote d'une entité et dispose de la majorité au sein des organes de direction, ou est en mesure d'exercer une influence dominante.

Cas particulier des entités structurées

Sont qualifiées d'entités structurées, les entités conçues de telle manière que les droits de vote ne constituent pas un critère clé permettant de déterminer qui a le contrôle. C'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Une entité structurée présente souvent certaines ou l'ensemble des caractéristiques suivantes :

- (a) des activités bien circonscrites ;
- (b) un objectif précis et bien défini, par exemple : mettre en œuvre un contrat de location bénéficiant d'un traitement fiscal spécifique, mener des activités de recherche et développement, fournir une source de capital ou de financement à une entité, ou fournir des possibilités de placement à des investisseurs en leur transférant les risques et avantages associés aux actifs de l'entité structurée ;
- (c) des capitaux propres insuffisants pour permettre à l'entité structurée de financer ses activités sans recourir à un soutien financier subordonné ;
- (d) un financement par l'émission, auprès d'investisseurs, de multiples instruments liés entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit ou d'autres risques (« tranches »).

Le groupe retient ainsi, entre autres, comme entités structurées, les organismes de placement collectif au sens du code monétaire et financier et les organismes équivalents de droit étranger.

Méthode de l'intégration globale

L'intégration globale d'une filiale dans les comptes consolidés du groupe intervient à la date à laquelle le groupe prend le contrôle et cesse le jour où le groupe perd le contrôle de cette entité.

La part d'intérêt qui n'est pas attribuable directement ou indirectement au groupe correspond aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les résultats et chacune des composantes des autres éléments du résultat global (gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres) sont répartis entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat global des filiales est réparti entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle, y compris lorsque cette répartition aboutit à l'attribution d'une perte aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les modifications de pourcentage d'intérêt dans les filiales qui n'entraînent pas de changement de contrôle sont appréhendées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Les effets de ces transactions sont comptabilisés en capitaux propres pour leur montant net d'impôt et n'ont donc pas d'impact sur le résultat consolidé part du groupe.

Exclusion du périmètre de consolidation

Les entités contrôlées non significatives sont exclues du périmètre conformément au principe indiqué en note 12.3.

Les caisses de retraite et mutuelles des salariés du groupe sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où la norme IFRS 10 ne s'applique ni aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, ni aux autres régimes d'avantages à long terme du personnel auxquels s'applique IAS 19 « Avantages du personnel ».

De même, les participations acquises en vue d'une cession ultérieure à brève échéance sont classées comme détenues en vue de la vente et comptabilisées selon les dispositions prévues par la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

3.2.2 PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIEES ET DES COENTREPRISES

Définitions

Une entreprise associée est une entité dans laquelle le groupe exerce une influence notable. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques. Elle est présumée si le groupe détient, directement ou indirectement plus de 20% des droits de vote.

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Le contrôle conjoint est caractérisé par le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Méthode de la mise en équivalence

Les résultats, les actifs et les passifs des participations dans des entreprises associées ou des coentreprises sont intégrés dans les comptes consolidés du groupe selon la méthode de la mise en équivalence.

La participation dans une entreprise associée ou dans une coentreprise est initialement comptabilisée au coût d'acquisition puis ajustée ultérieurement de la part du groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat de l'entreprise associée ou de la coentreprise.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée à compter de la date à laquelle l'entité devient une entreprise associée ou une coentreprise. Lors de l'acquisition d'une entreprise associée ou d'une coentreprise, la différence entre le coût de l'investissement et la part du groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est comptabilisée en écarts d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est supérieure au coût de l'investissement, la différence est comptabilisée en résultat.

Les quotes-parts de résultat net des entités mises en équivalence sont intégrées dans le résultat consolidé du groupe.

Lorsqu'une entité du groupe réalise une transaction avec une coentreprise ou une entreprise associée du groupe, les profits et pertes résultant de cette transaction sont comptabilisés à hauteur des intérêts détenus par des tiers dans l'entreprise associée ou la coentreprise.

La participation nette dans une entreprise associée ou une coentreprise est soumise à un test de dépréciation s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de la participation nette et que ces événements ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de la participation nette, qui peut être estimé de façon fiable. Dans un tel cas, la valeur comptable totale de la participation (y compris écarts d'acquisition) fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions prévues par la norme IAS 36 « dépréciation d'actifs ».

Exception à la méthode de mise en équivalence

Lorsque la participation est détenue par un organisme de capital-risque, un fonds de placement, une société d'investissement à capital variable ou une entité similaire telle qu'un fonds d'investissement d'actifs d'assurance, l'investisseur peut choisir de ne pas comptabiliser sa participation selon la méthode de la mise en équivalence. En effet, IAS 28 « Participations dans des entreprises associées » révisée autorise, dans ce cas, l'investisseur à comptabiliser sa participation à la juste valeur (avec constatation des variations de juste valeur en résultat) conformément à IFRS 9.

Ces participations sont dès lors classées dans le poste « Actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

3.2.3 PARTICIPATIONS DANS DES ACTIVITÉS CONJOINTES

Définition

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci.

Mode de comptabilisation des activités conjointes

Une participation dans une entreprise conjointe est comptabilisée en intégrant l'ensemble des intérêts détenus dans l'activité commune, c'est-à-dire sa quote-part dans chacun des actifs et des passifs et éléments du résultat auquel il a droit. Ces intérêts sont ventilés en fonction de leur nature sur les différents postes du bilan consolidé, du compte de résultat consolidé et de l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

3.3. REGLES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions similaires dans des circonstances semblables. Les retraitements significatifs nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des entités consolidées sont effectués.

3.3.1. CONVERSION DES COMPTES DES ENTITÉS ÉTRANGÈRES

La devise de présentation des comptes de l'entité consolidante est l'euro.

Le bilan des filiales et succursales étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est converti en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période, valeur approchée du cours de transaction en l'absence de fluctuations significatives.

- de valorisation du résultat de l'exercice entre le cours moyen et le cours de clôture ;
- Les écarts de conversion résultent de la différence :
- de conversion des capitaux propres (hors résultat) entre le cours historique et le cours de clôture.

Ils sont inscrits, pour la part revenant au groupe, dans les capitaux propres dans le poste « Réserves de conversion » et pour la part des tiers dans le poste « Participations ne donnant pas le contrôle ».

3.3.2. ÉLIMINATION DES OPÉRATIONS RECIPROQUES

L'effet des opérations internes au groupe sur le bilan et le compte de résultat consolidés est éliminé. Les dividendes et les plus ou moins-values de cessions d'actifs entre les entreprises intégrées sont également éliminés. Le cas échéant, les moins-values de cession d'actifs qui traduisent une dépréciation effective sont maintenues.

3.3.3. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

En application des normes IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 « États financiers et individuels » révisées :

- les regroupements entre entités mutuelles sont inclus dans le champ d'application de la norme IFRS 3 ;
- les coûts directement liés aux regroupements d'entreprises sont comptabilisés dans le résultat de la période ;
- les contreparties éventuelles à payer sont intégrées dans le coût du regroupement d'entreprise pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle, y compris lorsqu'ils présentent un caractère éventuel. Selon le mode de règlement, les contreparties transférées sont comptabilisées en contrepartie :
 - des capitaux propres et les révisions de prix ultérieures ne donneront lieu à aucun enregistrement,
 - ou des dettes et les révisions ultérieures sont comptabilisées en contrepartie du compte de résultat (dettes financières) ou selon les normes appropriées (autres dettes ne relevant pas de la norme IFRS 9) ;
- en date de prise de contrôle d'une entité, le montant des participations ne donnant pas le contrôle peut être évalué :
 - soit à la juste valeur (méthode se traduisant par l'affectation d'une fraction de l'écart d'acquisition aux participations ne donnant pas le contrôle) ;
 - soit à la quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise (méthode semblable à celle applicable aux opérations antérieures au 31 décembre 2009).

Le choix entre ces deux méthodes doit être effectué pour chaque regroupement d'entreprises.

Quel que soit le choix retenu lors de la prise de contrôle, les augmentations du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà contrôlée sont systématiquement comptabilisées en capitaux propres :

- en date de prise de contrôle d'une entité, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue par le groupe doit être réévaluée à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat. De fait, en cas d'acquisition par étapes, l'écart d'acquisition est déterminé par référence à la juste valeur à la date de la prise de contrôle ;
- lors de la perte de contrôle d'une entreprise consolidée, la quote-part éventuellement conservée par le groupe doit être réévaluée à sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

3.3.4. ENGAGEMENTS DE RACHAT ACCORDES A DES ACTIONNAIRES MINORITAIRES DE FILIALES CONSOLIDEES PAR INTEGRATION GLOBALE

Le groupe a consenti à des actionnaires minoritaires de certaines filiales du groupe consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leurs participations. Ces engagements de rachat correspondent pour le groupe à des engagements optionnels (ventes d'options de vente). Le prix d'exercice de ces options peut être un montant fixé contractuellement, ou bien peut être établi selon une formule de calcul prédéfinie lors de l'acquisition des titres de la filiale tenant compte de l'activité future de cette dernière, ou être fixé comme devant être la juste valeur des titres de la filiale au jour de l'exercice des options.

Ces engagements sont traités comptablement comme suit :

- en application des dispositions de la norme IAS 32, le groupe enregistre un passif financier au titre des options de vente vendues aux actionnaires minoritaires des entités contrôlées de manière exclusive. Ce passif est comptabilisé initialement pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé des options de vente dans la rubrique « Autres passifs » ;
- l'obligation d'enregistrer un passif alors même que les options de vente ne sont pas exercées conduit, par cohérence, à retenir le même traitement comptable que celui appliqué aux transactions relatives aux participations ne donnant pas le contrôle. En conséquence, la contrepartie de ce passif est enregistrée en diminution des « Participations ne donnant pas le contrôle » sous-jacentes aux options et pour le solde en diminution des « Réserves consolidées - Part du groupe » ;
- les variations ultérieures de ce passif liées à l'évolution du prix d'exercice estimé des options et de la valeur comptable des « Participations ne donnant pas le contrôle » sont intégralement comptabilisées dans les « Réserves consolidées - Part du groupe » ;
- si le rachat est effectué, le passif est dénoué par le décaissement de trésorerie lié à l'acquisition des intérêts des actionnaires minoritaires dans la filiale concernée. En revanche, à l'échéance de l'engagement, si le rachat n'est pas effectué, le passif est annulé, en contrepartie des « Participations ne donnant pas le contrôle » et des « Réserves consolidées - Part du groupe » pour leurs parts respectives ;
- tant que les options ne sont pas exercées, les résultats afférents aux participations ne donnant pas le contrôle faisant l'objet d'options de vente sont présentés dans la rubrique « Participations ne donnant pas le contrôle » au compte de résultat consolidé.

3.3.5. DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE DES ENTITES CONSOLIDEES

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation voient leur exercice comptable se clôturer au 31 décembre. Par exception, les sociétés locales d'épargne (SLE) clôturent leurs comptes au 31 mai. Ces entités sont en conséquence consolidées sur la base d'une situation comptable arrêtée au 31 décembre.

3.4. ÉVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU COURS DE L'EXERCICE 2025

Les principales évolutions du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2025 sont les suivantes :
Le périmètre de consolidation du Groupe Caisse d'Épargne Ile de France a évolué au cours de l'exercice 2025, par l'entrée en périmètre de sa quote-part respective dans chacune des nouvelles entités ad hoc :

- Demeter PENTA FCT
- Olympia Master Home Loans FCT
- GAÏA master CONSUMER LOANS FCT

En effet, compte-tenu du montage de l'opération, le Groupe Caisse d'Épargne Ile de France contrôle et en conséquence consolide, une portion de chacune de ces entités correspondant à sa quote-part dans l'opération, conformément aux paragraphes B76-B79 de la norme IFRS 10.

Par ailleurs, le périmètre de consolidation du groupe Caisse d'Épargne Ile de France a également évolué suite à la dissolution programmée des FCT suivant : BPCE Home Loans 2020

Au cours de la période le groupe n'a pas enregistré sur ses filiales d'évolution significative du pourcentage de détention

3.5. ECARTS D'ACQUISITION

3.5.1. VALEUR DES ECARTS D'ACQUISITION

BCP France

L'acquisition de BCP France (juillet 2006) s'était traduite par la comptabilisation d'un écart d'acquisition de 26 358 milliers d'euros au niveau du Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France. Au 31 décembre 2025, l'écart d'acquisition n'a pas été déprécié, il s'élève toujours à 26 358 milliers d'euros.

Tests de dépréciation

L'ensemble des écarts d'acquisition a, conformément à la réglementation, fait l'objet de tests de dépréciation fondés sur l'appréciation de la valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle ils sont rattachés.

La détermination de la valeur d'utilité repose sur l'actualisation des flux futurs de l'UGT tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du processus budgétaire du groupe.

Les hypothèses suivantes ont été utilisées :

- flux futurs estimés : La détermination de la valeur d'utilité a reposé sur l'actualisation des flux de dividendes distribuables tels qu'ils résultent des plans à moyen terme à 4 ans établis par le management de BCP (méthode DDM).
- ratio CET1 cible de 8,0%
- taux de croissance à l'infini : 2%
- taux d'actualisation : 10%.

L'approche pour déterminer le taux d'actualisation, consiste à prendre en compte la moyenne du coût des fonds propres ressortant d'un échantillon de banques universelles traditionnelles françaises.

Une hausse du taux d'actualisation de 0,25 % conduirait à une baisse de la valeur d'utilité de – 4,5 M€ ;

Une baisse du taux d'actualisation de 0,25% conduirait à une hausse de la valeur d'utilité de 4,8 M€ ;

Une hausse du taux de croissance à l'infini de 0,50 % conduirait à une hausse de la valeur d'utilité de 7,4 M€ ;

Une baisse du taux de croissance à l'infini de 0,50 % conduirait à une baisse de la valeur d'utilité de – 6,5 M€.

Ces tests n'ont pas conduit la Caisse d'Epargne Ile-de-France à identifier de dépréciation à la clôture de l'exercice 2025.

Banques du Pacifique

L'acquisition des Banques de Tahiti et de Nouvelle Calédonie en 2019 s'est traduite par la comptabilisation, dans les réserves consolidées du Groupe Caisse d'Epargne Ile de France, d'un écart d'acquisition.

Après déduction des remboursements obtenus au titre de la garantie en réduction de prix, l'écart d'acquisition des titres reste inchangé et s'élève à 1 314 milliers d'euros au 31 décembre 2025 comme au décembre 2024.

L'UGT a été définie lors du rachat comme la somme des deux entités, BT et BNC. Ainsi les événements en Nouvelle Calédonie en 2024 et la reprise d'activité depuis lors n'ont eu qu'un impact limité sur la valorisation de l'UGT et n'ont pas entraîné de dépréciation de cette dernière.

Tests de dépréciation

L'ensemble des écarts d'acquisition a, conformément à la réglementation, fait l'objet de tests de dépréciation fondés sur l'appréciation de la valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle ils sont rattachés.

La détermination de la valeur d'utilité repose sur l'actualisation des flux futurs de l'UGT tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du processus budgétaire du groupe.

Les hypothèses suivantes ont été utilisées pour chacune des deux banques du Pacifique :

- ratio CET1 cible de 8 %
- taux de croissance à l'infini : 2 %
- taux d'actualisation : 10 %.

Des analyses de sensibilité de la valorisation au taux d'actualisation et au taux de croissance long terme donnent les prévisions suivantes :

Banque de Tahiti

Une hausse du taux d'actualisation de 0,25 % conduirait à une baisse de la valeur d'utilité de – 3,5 M€ ;

Une baisse du taux d'actualisation de 0,25 % conduirait à une hausse de la valeur d'utilité de 3,7 M€ ;

Une hausse du taux de croissance à l'infini de 0,50 % conduirait à une hausse de la valeur d'utilité de 5,7 M€ ;

Une baisse du taux de croissance à l'infini de 0,50 % conduirait à une baisse de la valeur d'utilité de – 5,1 M€.

Ces tests n'ont pas conduit la Caisse d'Epargne Ile-de-France à identifier de dépréciation à la clôture de l'exercice 2025.

Banque de Nouvelle Calédonie

Une hausse du taux d'actualisation de 0,25 % conduirait à une baisse de la valeur d'utilité de – 2,8 M€ ;

Une baisse du taux d'actualisation de 0,25 % conduirait à une hausse de la valeur d'utilité de 3 M€ ;

Une hausse du taux de croissance à l'infini de 0,50 % conduirait à une hausse de la valeur d'utilité de 2,2 M€ ;

Une baisse du taux de croissance à l'infini de 0,50 % conduirait à une baisse de la valeur d'utilité de – 2,1 M€.

Ces tests n'ont pas conduit la Caisse d'Epargne Ile-de-France à identifier de dépréciation à la clôture de l'exercice 2025.

NOTE 4 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

L'essentiel

Le Produit Net Bancaire (PNB) regroupe :

- les produits et charges d'intérêts ;
- les commissions ;
- les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat ;
- les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ;
- les gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments financiers au coût amorti ;
- le produit net des activités d'assurance ;
- les produits et charges des autres activités.

4.1. INTERETS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES

Principes comptables

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, à savoir les prêts et emprunts sur les opérations interbancaires et sur les opérations clientèle, le portefeuille de titres au coût amorti, les dettes représentées par un titre, les dettes subordonnées ainsi que les passifs locatifs. Sont également enregistrés les coupons courus et échus des titres à revenu fixe comptabilisés dans le portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et des dérivés de couverture, étant précisé que les intérêts courus des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont portés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les produits d'intérêts comprennent également les intérêts des instruments de dettes non basiques non détenus dans un modèle de transaction ainsi que les intérêts des couvertures économiques associées (classées par défaut en instruments à la juste valeur par résultat).

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction, des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat, tels que les frais de dossier ou les commissions d'apporteurs d'affaires, s'assimilent à des compléments d'intérêt.

Les intérêts négatifs sont présentés de la manière suivante :

- un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB,
- un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

en milliers d'euros	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net
Prêts / emprunts sur les établissements de crédit ⁽¹⁾	569 122	-659 754	-90 633	904 597	-836 317	68 280
Prêts / emprunts sur la clientèle	1 975 460	-1 333 970	641 491	1 930 097	-1 762 833	167 264
Obligations et autres titres de dettes détenus/émis	42 551	-41 718	833	24 251	-42 932	-18 681
Dettes subordonnées						
Passifs locatifs		-2 652	-2 652		-910	-910
Actifs et passifs financiers au coût amorti (hors opérations de location-financement)	2 587 133	-2 038 094	549 040	2 858 945	-2 642 992	215 952
Opérations de location-financement	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	90 624		90 624	67 414		67 414
Autres						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	90 624		90 624	67 414		67 414
Total actifs et passifs financiers au coût amorti et à la Jv par capitaux propres	2 677 757	-2 038 094	639 664	2 926 359	-2 642 992	283 366
Actifs financiers non standards qui ne sont pas détenus à des fins de transaction	6 650		6 650	8 040		8 040
Instruments dérivés de couverture	498 408	-482 834	15 574	656 849	-418 091	238 758
Instruments dérivés pour couverture économique	2 188	-4 381	-2 193	8 257	-5 780	2 477
Total des produits et charges d'intérêt	3 185 003	-2 525 309	659 695	3 599 505	-3 066 863	532 641

⁽¹⁾ Les produits d'intérêts sur prêts et créances avec les établissements de crédit comprennent 261 034 milliers d'euros (340 261 milliers d'euros en 2024) au titre de la rémunération des fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les charges ou produits d'intérêts sur les comptes d'épargne à régime spécial comprennent 30 969 milliers d'euros au titre de la reprise nette à la provision épargne logement (12 993 milliers d'euros au titre de l'exercice 2024).

en milliers d'euros	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net
Total actifs financiers au coût amorti yc opérations de location-financement	2 587 083	- 2 034 150	552 933	2 858 917	- 2 641 034	217 883
dont actifs financiers au coût amorti avec indicateur de risque de crédit avéré	66 369		66 369	57 159		57 159
Total actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	90 624		90 624	67 414		67 414
dont actifs financiers basiques à la juste valeur par capitaux propres avec indicateur de risque de crédit avéré						

4.2. PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS

Principes comptables

En application de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients », la comptabilisation du produit des activités ordinaires reflète le transfert du contrôle des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. La démarche de comptabilisation du revenu s'effectue en cinq étapes :

- identification des contrats avec les clients ;
- identification des obligations de performance (ou éléments) distinctes à comptabiliser séparément les unes des autres ;
- détermination du prix de la transaction dans son ensemble ;
- allocation du prix de la transaction aux différentes obligations de performance distinctes ;
- comptabilisation des produits lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

Cette approche s'applique aux contrats qu'une entité conclut avec ses clients à l'exception, notamment, des contrats de location (couverts par la norme IFRS 16), des contrats d'assurance (couverts par la norme IFRS 17) et des instruments financiers (couverts par la norme IFRS 9). Si des dispositions spécifiques en matière de revenus ou de coûts des contrats sont prévues dans une autre norme, celles-ci s'appliquent en premier lieu.

Eu égard aux activités du groupe, sont principalement concernés par cette méthode :

- les produits de commissions, en particulier ceux relatifs aux prestations de service bancaires lorsque ces produits ne sont pas intégrés dans le taux d'intérêt effectif, ou ceux relatifs à la gestion d'actif ou aux prestations d'ingénierie financière,
- les produits des autres activités, (cf note 4.6) notamment en cas de prestations de services intégrées au sein de contrats de location,
- les prestations de services bancaires rendues avec la participation de partenaires groupe.

Il en ressort donc que les commissions sont enregistrées en fonction du type de service rendu et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché.

Ce poste comprend notamment les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.), des services ponctuels (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.), l'exécution d'un acte important ainsi que les commissions afférentes aux activités de fiducie et assimilées, qui conduisent le groupe à détenir ou à placer des actifs au nom de la clientèle.

En revanche, les commissions assimilées à des compléments d'intérêt et faisant partie intégrante du taux effectif du contrat figurent dans la marge d'intérêt.

Commissions sur prestations de service

Les commissions sur prestations de service font l'objet d'une analyse pour identifier séparément les différents éléments (ou obligations de performance) qui les composent et attribuer à chaque élément la part de revenu qui lui revient. Puis chaque élément est comptabilisé en résultat, en fonction du type de services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.) ;
- les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.) ;
- les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en résultat lors de l'exécution de cet acte.

Lorsqu'une incertitude demeure sur l'évaluation du montant d'une commission (commission de performance en gestion d'actif, commission variable d'ingénierie financière, etc.), seul le montant auquel le groupe est déjà assuré d'avoir droit compte-tenu des informations disponibles à la clôture est comptabilisé.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les « Produits d'intérêts » et non au poste « Commissions ».

Les commissions de fiducie ou d'activité analogue sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom des particuliers, de régime de retraite ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires et de trésorerie	3 786	-410	3 377	3 991	-297	3 695
Opérations avec la clientèle	196 229	-9 177	187 052	169 615	-4 699	164 916
Prestation de services financiers	31 769	-39 536	-7 768	30 741	-40 294	-9 552
Vente de produits d'assurance vie	225 865	///	225 865	212 530		212 530
Moyens de paiement	234 535	-104 199	130 336	224 251	-111 056	113 195
Opérations sur titres	14 311	-4 761	9 550	14 617	-614	14 003
Activités de fiducie	5 612	-10 604	-4 992	5 666	-9 559	-3 893
Opérations sur instruments financiers et de hors-bilan	42 009	-249	41 760	40 685	-609	40 076
Autres commissions	68 460	-104	68 356	62 015	-39	61 977
Total des commissions	822 577	-169 041	653 536	764 111	-167 166	596 945

4.3. GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

Principes comptables

Le poste « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat » enregistre les gains et pertes des actifs et passifs financiers de transaction, ou comptabilisés sur option à la juste valeur par résultat y compris les intérêts générés par ces instruments.

Les « Résultats sur opérations de couverture » comprennent la réévaluation des dérivés en couverture de juste valeur ainsi que la réévaluation symétrique de l'élément couvert, la contrepartie de la réévaluation en juste valeur du portefeuille macro couvert et la part inefficace des couvertures de flux de trésorerie.

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2025	Exercice 2024
Résultats sur instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat ⁽¹⁾	10 155	16 784
Résultats sur opérations de couverture	2 479	6 416
- Inefficacité de la couverture de flux trésorerie (CFH)	7	13
- Inefficacité de la couverture de juste valeur (FVH)	2 472	6 403
<i>Variation de la couverture de juste valeur</i>	<i>302 521</i>	<i>-294 230</i>
<i>Variation de l'élément couvert</i>	<i>-300 049</i>	<i>300 633</i>
Résultats sur opérations de change	1 509	6 210
Total des gains et pertes nets sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat	14 143	29 410

(1) y compris couverture économique de change

La ligne « Résultats sur instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat » inclut sur l'exercice 2025 :

- La variation de juste valeur des dérivés pour 1 682 milliers d'euros qui sont :
 - soit détenus à des fins de transaction ;
 - soit des dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères de couverture restrictifs requis par la norme IAS 39.
- la variation de juste valeur des éléments couverts dans le cadre de la couverture économique pour 38 milliers d'euros.
- la variation de juste valeur des dérivés affectée à hauteur de 397 milliers d'euros par l'évolution des réfactions pour risque de contrepartie (CVA), à hauteur de 266 milliers d'euros par l'évolution du risque de non -exécution dans la valorisation des instruments dérivés passifs (DVA), à hauteur de 205 milliers d'euros au titre de la FCA, à hauteur de 209 milliers d'euros au titre de la FBA.
- le résultat à hauteur de 3 600 milliers d'euros lié à la vente de prêts origines dans le cadre d'une activité de syndication (pour la part de l'encours à céder identifiée dès l'engagement) et inscrits dans un modèle de transaction.
- La variation de juste valeur des titres comptabilisés à la juste valeur par résultat pour 7 253 milliers d'euros.

4.4. GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

Principes comptables

Les instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres comprennent :

- les instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur sont transférées en résultat.
- les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres. Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement.

Les variations de valeur des instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables regroupent :

- les produits et charges comptabilisés en marge net d'intérêts
- les gains ou pertes nets sur actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres décomptabilisés
- les dépréciations/reprises comptabilisées en coût du risque
- les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2025	Exercice 2024
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes	-1 984	-6 765
Gains ou pertes nets sur instruments de capitaux propres (dividendes)	101 965	91 218
Total des gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	99 981	84 453

4.5. GAINS OU PERTES NETS RESULTANT DE LA DECOMPTABILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS AU COUT AMORTI

Principes comptables

Ce poste comprend les gains ou pertes nets sur instruments financiers au coût amorti résultant de la décomptabilisation d'instruments au coût amorti (prêts ou créances, titres de dettes) et de passifs financiers au coût amorti.

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Gains	Pertes	Net	Gains	Pertes	Net
Prêts et créances sur les établissements de crédit	0		0	118		118
Prêts et créances sur la clientèle						
Titres de dettes	0		0	262		262
Total des gains et pertes sur les actifs financiers au coût amorti	0		0	380		380
Dettes envers les établissements de crédit	0		0	1		1
Dettes envers la clientèle						
Dettes représentées par un titre						
Dettes subordonnées						
Total des gains et pertes sur les passifs financiers au coût amorti	0		0	1		1

4.6. PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES

Principes comptables

Les produits et charges des autres activités enregistrent notamment :

- les produits et charges des immeubles de placement (loyers et charges, résultats de cession, amortissements et dépréciations) ;
- les produits et charges des opérations de locations opérationnelles ;
- les produits et charges de l'activité de promotion immobilière (chiffre d'affaires, achats consommés).

en milliers d'euros	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits et charges sur activités immobilières	662	0	662	84	0	84
Produits et charges sur opérations de location	2 267	0	2 267	2 276	0	2 276
Produits et charges sur immeubles de placement (3)	2 291	-78	2 213	13	-77	-64
<i>Quote-part réalisée sur opérations faites en commun</i>	9 709	-6 768	2 941	7 989	-6 187	1 802
<i>Charges refacturées et produits rétrocédés</i>	1 550	-173	1 377	5 598	-150	5 448
<i>Autres produits et charges divers d'exploitation</i>	9 332	-27 173	-17 842	13 084	-28 748	-15 664
<i>Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation (2)</i>		9 528	9 528		24 478	24 478
Autres produits et charges d'exploitation bancaire ⁽¹⁾	20 591	-24 586	-3 995	26 671	-10 607	16 063
Total des produits et charges des autres activités	25 811	-24 663	1 148	29 044	-10 685	18 359

(1) Dont cotisation à l'organe central de 19 750 milliers d'euros (20 509 milliers d'euros au 31 12 2024)

(2) Dont provision pour un protocole transactionnel avec une autorité de contrôle et reprise de provision pour 10 000 milliers d'euros suite à un contrôle régulateur

(3) Dont cession de 3 immeubles sur l'année 2025

4.7. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

Principes comptables

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets de refacturation, les charges sociales ainsi que les avantages du personnel (tels que les charges de retraite). Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et services extérieurs.

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015.

Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées par le groupe Caisse d'Épargne Ile de France à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 120 241 milliers d'euros. Les cotisations cumulées (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) ont généré un produit net de 313 milliers d'euros dû à un remboursement de la part du FGDR. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent à 120 554 milliers d'euros au 31 décembre 2025.

Contributions aux mécanismes de résolution bancaire – FRU

La directive 2014/59/UE dite BRRD (*Bank Recovery and Resolution Directive*) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds est devenu un Fonds de résolution unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre de mesures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions *ex-ante* aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2025. La cible des fonds à collecter pour le fonds de résolution était atteinte au 31 décembre 2023. Le montant des contributions versées par le groupe Caisse d'Épargne Ile de France est nul en 2024 et 2025 tant pour la part passant en charge que pour la part sous la forme d'engagement de paiement irrévocable (EPI) garanti par des dépôts espèces inscrits à l'actif du bilan. Des contributions pourront toutefois être appelées à l'avenir en fonction notamment de l'évolution des dépôts couverts et de l'utilisation éventuelle du fonds.

La part des EPI correspond à 15 % des appels de fonds jusqu'en 2022 et 22,5% pour la contribution 2023. Ces dépôts sont rémunérés au taux applicable aux acteurs de marché concernés, c'est-à-dire à €ster -20bp depuis le 1^{er} mai 2023. Le cumul du collatéral en garantie inscrit à l'actif du bilan s'élève à 22 370 milliers d'euros au 31 décembre 2025. Il est comptabilisé au coût amorti à l'actif du bilan sur la ligne « Comptes de régularisation et actifs divers » et ne fait pas l'objet de dépréciations au 31 décembre 2025. Les engagements au titre des EPI ne font pas l'objet de provision au passif. En effet, les conditions d'utilisation des ressources du FRU, et donc d'appel des engagements de paiement irrévocables, sont strictement encadrées par la réglementation. Ces ressources ne peuvent être appelées qu'en cas de retrait d'agrément ou de procédure de résolution d'un établissement et après une intervention à hauteur d'un minimum de 8 % du total des passifs par les actionnaires et les détenteurs d'instruments de fonds propres pertinents et d'autres engagements utilisables au titre du renflouement interne. De plus, la contribution du FRU ne doit pas excéder 5 % du total des passifs de l'établissement soumis à une procédure de résolution. Le Groupe BPCE ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe intervienne en zone euro, ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Contributions aux mécanismes de résolution bancaire - FRN –

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, et l'ordonnance n°2015-1024 transposant cette directive, ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. Le fonds est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution – ACPR - pour les établissements situés en Nouvelle Calédonie et Polynésie). Cette dernière pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

Conformément aux décisions 2019-CR-03 et 2019-CR-04 sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, l'ACPR a déterminé les contributions au fonds de résolution pour l'année 2025. Le montant des contributions versées est nul pour l'exercice. Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élève à 410 milliers d'euros au 31 décembre 2025, à l'identique de celle du 31 décembre 2024.

en milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Charges de personnel	-506 897	-496 191
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	-22 148	-23 801
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-260 595	-261 125
Charges de location	-11 806	-20 023
Autres frais administratifs	-294 549	-304 950
Total des charges générales d'exploitation	-801 447	-801 140

(1) Les impôts, taxes et contributions réglementaires incluent notamment la cotisation au FRU (Fonds de Résolution Unique) pour un montant annuel de 69 milliers d'euros correspondant aux coûts de fonctionnement que supporte le FGDR pour le compte du Fonds de Résolution Unique (contre 0 milliers d'euros en 2024) et la taxe de soutien aux collectivités territoriales pour un montant annuel de 2 227 milliers d'euros (contre 2 186 milliers d'euros en 2024).

La décomposition des charges de personnel est présentée dans la note 8.1.

Les refacturations des activités « organe central » (listées dans le Code monétaire et financier) sont présentées en PNB et les refacturations des missions groupe restent présentées en frais de gestion.

4.8. GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS

Principes comptables

Les gains ou pertes sur autres actifs enregistrent les résultats de cession des immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de participation consolidés.

en milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Gains ou pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	227	1 123
Gains ou pertes sur cessions des participations consolidées		
TOTAL DES GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	227	1 126

il n'y a pas eu de gains significatifs sur l'exercice 2025 contrairement à l'année 2024 où des plus-values ont été enregistrées suite à la cession de locaux d'agence

NOTE 5 NOTES RELATIVES AU BILAN

5.1 CAISSE, BANQUES CENTRALES

Principes comptables

Ce poste comprend principalement la caisse et les avoirs auprès des banques centrales au coût amorti.

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Caisse	239 600	254 132
Banques centrales	576 252	357 267
TOTAL CAISSE, BANQUES CENTRALES	816 552	611 399

5.2 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

Principes comptables

Les actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sont constitués des opérations négociées à des fins de transaction, y compris les instruments financiers dérivés, de certains actifs et passifs que le groupe a choisi de comptabiliser à la juste valeur, dès la date de leur acquisition ou de leur émission, au titre de l'option offerte par la norme IFRS 9 et des actifs non basiques.

Les critères de classement des actifs financiers sont décrits en note 2.5.1.

Date d'enregistrement des titres

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titres sont également comptabilisées en date de règlement livraison.

Lorsque les opérations de prise en pension et de mise en pension de titres sont comptabilisées dans les « Actifs et passifs à la juste valeur par résultat », l'engagement de mise en place de la pension est comptabilisé comme un instrument dérivé ferme de taux.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

5.2.1. ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

Principes comptables

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont :

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis ou émis dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance ;
- les actifs financiers que le groupe a choisi de comptabiliser dès l'origine à la juste valeur par résultat, en application de l'option offerte par la norme IFRS 9. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus ;
- les instruments de dettes non basiques ;
- les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat par défaut (qui ne sont pas détenus à des fins de transaction).

Ces actifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté. Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, dividendes, gains ou pertes de cessions sur ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » à l'exception des actifs financiers de dettes non basiques dont les intérêts sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts ».

Les actifs financiers du portefeuille de transaction comportent notamment les opérations sur titres réalisées pour compte propre, les pensions et les instruments financiers dérivés négociés dans le cadre des activités de gestion de position du groupe.

Actifs à la juste valeur par résultat sur option (hors CE et BP)

La norme IFRS 9 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des actifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est réservée uniquement dans le cas d'une élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable. L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

	31/12/2025			31/12/2024		
	Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat		Total	Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat		Total
	Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers ⁽¹⁾		Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers ⁽¹⁾	
Obligations et autres titres de dettes		212 042	212 042		184 275	184 275
Titres de dettes		212 042	212 042		184 275	184 275
Prêts aux établissements de crédit hors opérations de pension		92 020	92 020		90 029	90 029
Prêts à la clientèle hors opérations de pension		78 649	78 649		92 779	92 779
Prêts		170 669	170 669		182 808	182 808
Instruments de capitaux propres		4	4		4	4
Dérivés de transaction ⁽²⁾	88 359		88 359	61 750		61 750
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	88 359	382 715	471 073	61 750	367 087	428 837

⁽¹⁾ Inclus les actifs non basiques qui ne relèvent pas d'une activité de transaction dont les parts d'OPCVM ou de FCPR présentés au sein des obligations et autres titres de dettes (212 042 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 184 275 milliers d'euros au 31 décembre 2024). Les prêts à la clientèle comprennent notamment certains contrats de prêts structurés aux collectivités locales. Cette catégorie inclut également les instruments de capitaux propres pour lesquels il n'a pas été fait le choix de les évaluer par capitaux propres pour un montant de 4 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 4 milliers d'euros au 31 décembre 2024. Les critères de classement des actifs financiers en juste valeur par le résultat en raison du non-respect du critère SPPI retenus par le groupe sont communiqués en note 2.5.1.

⁽²⁾ Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation réalisée conformément à la norme IAS 32 (cf. note 5.15.1).

Le poste « Dérivés de transaction » inclut les dérivés dont la juste valeur est positive et qui :

- soit détenus à des fins de transaction ;
- soit des dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères de couverture comptable restrictifs requis par la norme IAS 39.

Le montant de ce poste est également diminué de celui des ajustements de valeur de l'ensemble du portefeuille de dérivés (de transaction et de couverture) au titre de la CVA (*Credit Valuation Adjustment*).

5.2.2. PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

Principes comptables

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat comprennent des passifs financiers détenus à des fins de transaction ou classés dans cette catégorie de façon volontaire dès leur comptabilisation initiale en application de l'option ouverte par la norme IFRS 9. Le portefeuille de transaction est composé de dettes liées à des opérations de vente à découvert, d'opérations de pension et d'instruments financiers dérivés. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus.

Ces passifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté.

Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, gains ou pertes liés à ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », à l'exception des variations de juste valeur attribuables à l'évolution du risque de crédit propre pour les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option qui sont enregistrées, depuis le 1^{er} janvier 2016, dans le poste « Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat » au sein des « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». En cas de décomptabilisation du passif avant son échéance (par exemple, rachat anticipé), le gain ou la perte de juste valeur réalisé, attribuable au risque de crédit propre, est transféré(e) directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

La norme IFRS 9 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des passifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est en effet réservée aux situations suivantes :

Élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable

L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

Alignement du traitement comptable sur la gestion et la mesure de performance

L'option s'applique dans le cas de passifs gérés et évalués à la juste valeur, à condition que cette gestion repose sur une politique de gestion des risques ou une stratégie d'investissement documentée et que le suivi interne s'appuie sur une mesure en juste valeur.

Instruments financiers composés comportant un ou plusieurs dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride, financier ou non, qui répond à la définition d'un produit dérivé. Il doit être extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément dès lors que l'instrument hybride n'est pas évalué en juste valeur par résultat et que les caractéristiques économiques et les risques associés du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés au contrat hôte.

L'application de l'option juste valeur à un passif financier est possible dans le cas où le dérivé incorporé modifie substantiellement les flux du contrat hôte et que la comptabilisation séparée du dérivé incorporé n'est pas spécifiquement interdite par la norme IFRS 9 (exemple d'une option de remboursement anticipé incorporée dans un instrument de dettes). L'option permet d'évaluer l'instrument à la juste valeur dans son intégralité, ce qui permet de ne pas extraire ni comptabiliser ni évaluer séparément le dérivé incorporé.

Ce traitement s'applique en particulier à certaines émissions structurées comportant des dérivés incorporés significatifs.

A l'exception du portefeuille de dérivés de transaction dont la juste valeur négative s'élève à 102 263 milliers d'euros au 31 décembre 2025 (76 252 milliers d'euros au 31 décembre 2024), le groupe n'a pas émis de passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat.

5.2.3. INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION

Principes comptables

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

Les dérivés de transaction sont inscrits au bilan en « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » et en « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ». Les gains et pertes réalisés et latents sont portés au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. Les justes valeurs positives ou négatives représentent la valeur de remplacement de ces instruments. Ces valeurs peuvent fortement fluctuer en fonction de l'évolution des paramètres de marché.

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	1 954 269	87 865	101 812	2 020 256	61 723	76 252
Instruments de change	174 458	494	451	151 784	27	0
Opérations fermes	2 128 727	88 359	102 263	2 172 040	61 750	76 252
Instruments de taux	2 450 000	0	0	0	0	0
Opérations conditionnelles	2 450 000	0	0	0	0	0
TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION	4 578 727	88 359	102 263	2 172 040	61 750	76 252
<i>dont marchés organisés</i>	0	0	0	0	0	0
<i>dont opérations de gré à gré</i>	4 578 727	88 359	102 262	2 172 040	61 750	76 252

5.3 INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE

Principes comptables

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

À l'exception des dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net libellé en devises, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat de la période.

Les dérivés qualifiés de couverture sont ceux qui respectent, dès l'initiation de la relation de couverture et sur toute sa durée, les conditions requises par la norme IAS 39 et notamment la documentation formalisée de l'existence d'une efficacité des relations de couverture entre les instruments dérivés et les éléments couverts, tant de manière prospective que de manière rétrospective.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché. Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

La couverture de juste valeur est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Afin de pouvoir qualifier comptablement un instrument dérivé d'instrument de couverture, il est nécessaire de documenter la relation de couverture dès l'initiation (stratégie de couverture, nature du risque couvert, désignation et caractéristiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture). Par ailleurs, l'efficacité de la couverture doit être démontrée à l'origine et vérifiée rétrospectivement.

Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.

Le Groupe BPCE a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macro-couverture.

COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

La couverture de juste valeur a pour objectif de réduire le risque de variation de juste valeur d'un actif ou d'un passif du bilan ou d'un engagement ferme (notamment, couverture du risque de taux des actifs et passifs à taux fixe).

La réévaluation du dérivé est inscrite en résultat symétriquement à la réévaluation de l'élément couvert, et ce à hauteur du risque couvert. L'éventuelle inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

S'agissant de la couverture d'un actif ou d'un passif identifié, la réévaluation de la composante couverte est présentée au bilan dans le même poste que l'élément couvert.

L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte dans les calculs d'efficacité.

En cas d'interruption de la relation de couverture (décision de gestion, non-respect des critères d'efficacité ou vente de l'élément couvert avant échéance), le dérivé de couverture est transféré en portefeuille de transaction. Le montant de la réévaluation inscrit au bilan au titre de l'élément couvert est amorti sur la durée de vie résiduelle de la couverture initiale. Si l'élément couvert est vendu avant l'échéance ou remboursé par anticipation, le montant cumulé de la réévaluation est inscrit au compte de résultat de la période.

COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

Les opérations de couverture de flux de trésorerie ont pour objectif la couverture d'éléments exposés aux variations de flux de trésorerie imputables à un risque associé à un élément de bilan ou à une transaction future (couverture du risque de taux sur actifs et passifs à taux variable, couverture de conditions sur des transactions futures - taux fixes futurs, prix futurs, change, etc.).

La partie efficace des variations de juste valeur du dérivé est inscrite sur une ligne spécifique des « Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres », la partie inefficace est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat dans la marge d'intérêt, symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les instruments couverts restent comptabilisés selon les règles applicables à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture (non-respect des critères d'efficacité ou vente du dérivé ou disparition de l'élément couvert), les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés au fur et à mesure en résultat lorsque la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou rapportés immédiatement en résultat en cas de disparition de l'élément couvert.

CAS PARTICULIERS DE COUVERTURE DE PORTEFEUILLES (MACROCOUVERTURE)

Documentation en couverture de flux de trésorerie

Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie (couverture de portefeuilles de prêts ou d'emprunts).

Dans ce cas, les portefeuilles d'encours pouvant être couverts s'apprécient, pour chaque bande de maturité, en retenant :

- des actifs et passifs à taux variable ; l'entité supporte en effet un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur les actifs ou les passifs à taux variable dans la mesure où elle ne connaît pas le niveau des prochains fixings ;
- des transactions futures dont le caractère peut être jugé hautement probable (prévisions) : dans le cas d'une hypothèse d'encours constant, l'entité supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un futur prêt à taux fixe dans la mesure où le niveau de taux auquel le futur prêt sera octroyé n'est pas connu ; de la même manière, l'entité peut considérer qu'elle supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un refinancement qu'elle devra réaliser dans le marché.

La norme IAS 39 ne permet pas la désignation d'une position nette par bande de maturité. L'élément couvert est donc considéré comme étant équivalent à une quote-part d'un ou plusieurs portefeuilles d'instruments à taux variable identifiés (portion d'un encours d'emplois ou de ressources à taux variable) ; l'efficacité des couvertures est mesurée en constituant pour chaque bande de maturité un instrument hypothétique, dont les variations de juste valeur depuis l'origine sont comparées à celles des dérivés documentés en couverture.

Les caractéristiques de cet instrument modélisent celles de l'élément couvert. Le test d'efficacité est effectué en comparant les variations de valeur de l'instrument hypothétique et du dérivé de couverture. La méthode utilisée passe par la construction d'un échancier avec bande de maturité.

L'efficacité de la couverture doit être démontrée de manière prospective et rétrospective.

Le test prospectif est vérifié si, pour chaque bande de maturité de l'échancier cible, le montant nominal des éléments à couvrir est supérieur au montant notionnel des dérivés de couverture.

Le test rétrospectif permet de calculer l'efficacité rétrospective de la couverture mise en place aux différentes dates d'arrêt.

Dans ce cadre, à chaque arrêté, les variations de juste valeur pied de coupon des dérivés de couverture sont comparées avec celles des instruments hypothétiques. Le rapport de leurs variations respectives doit être compris entre 80 et 125 %.

Lors de la cession de l'instrument couvert ou si la transaction future n'est plus hautement probable, les gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés en résultat immédiatement.

Lors de l'arrêt de la relation de couverture, si l'élément couvert figure toujours au bilan, ou si sa survenance est toujours hautement probable, il est procédé à l'étalement linéaire des gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres. Si le dérivé n'a pas été résilié, il est reclassé en dérivé de transaction et ses variations de juste valeur ultérieures seront enregistrées en résultat.

Documentation en couverture de juste valeur

Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de juste valeur, en appliquant les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par l'Union européenne (dite *carve-out*).

La version de la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne ne reprend pas certaines dispositions concernant la comptabilité de couverture qui apparaissent incompatibles avec les stratégies de réduction du risque de taux d'intérêt global mises en œuvre par les banques européennes. Le *carve-out* de l'Union européenne permet en particulier de mettre en œuvre une comptabilité de couverture du risque de taux interbancaire associée aux opérations à taux fixe réalisées avec la clientèle (crédits, comptes d'épargne, dépôts à vue de la clientèle). Les instruments de macrocouverture utilisés par le groupe sont, pour l'essentiel, des swaps de taux simples désignés dès leur mise en place en couverture de juste valeur des ressources ou des emplois à taux fixe.

Le traitement comptable des dérivés de macrocouverture se fait selon les mêmes principes que ceux décrits précédemment dans le cadre de la microcouverture de juste valeur.

Dans le cas d'une relation de macrocouverture, la réévaluation de la composante couverte est portée globalement dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux », à l'actif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille d'actifs financiers, au passif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille de passifs financiers.

L'efficacité des couvertures est assurée lorsque les dérivés compensent le risque de taux du portefeuille de sous-jacents à taux fixe couverts. L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte.

Deux tests d'efficacité sont réalisés :

- un test d'assiette : pour les swaps simples désignés de couverture dès leur mise en place, il est vérifié en date de désignation de la relation de couverture, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective, qu'il n'existe pas de sur-couverture ;

- un test quantitatif : pour les autres swaps, la variation de juste valeur du swap réel doit compenser la variation de juste valeur d'un instrument hypothétique reflétant parfaitement la composante couverte du sous-jacent. Ces tests sont réalisés en date de désignation, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective.

En cas d'interruption de la relation de couverture, cet écart est amorti linéairement sur la durée de couverture initiale restant à courir si le sous-jacent couvert n'a pas été décomptabilisé. Il est constaté directement en résultat si les éléments couverts ne figurent plus au bilan. Les dérivés de macrocouverture peuvent notamment être déqualifiés lorsque le nominal des instruments couverts devient inférieur au notionnel des couvertures, du fait notamment des remboursements anticipés des prêts ou des retraits de dépôts observés et modélisés.

COUVERTURE D'UN INVESTISSEMENT NET LIBELLÉ EN DEVISES

L'investissement net dans une activité à l'étranger est le montant de la participation de l'entité consolidante dans l'actif net de cette activité.

La couverture d'un investissement net libellé en devises a pour objet de protéger l'entité consolidante contre des variations de change d'un investissement dans une entité dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés. Ce type de couverture est comptabilisé de la même façon que les couvertures de flux de trésorerie.

Les gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres sont transférés en résultat lors de la cession (ou de la cession partielle avec perte de contrôle) de tout ou partie de l'investissement net.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché. Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

La macrocouverture de juste valeur est utilisée pour la gestion globale du risque de taux notamment pour couvrir :

- les portefeuilles de prêts à taux fixe,
- les dépôts à vue,
- les dépôts liés au PEL,
- la composante inflation du Livret A ou du Livret d'Épargne Populaire (LEP)

Dans un arrêté du 28 juillet 2023, le gouvernement a décidé de fixer le taux du Livret A à 3% soit jusqu'au 31 janvier 2025 par dérogation à la formule de calcul réglementaire. L'absence de composante inflation durant cette période a été prise en compte par le groupe comme source d'inefficacité (ou le cas échéant de déqualification) des couvertures de la composante inflation du Livret A, sans impact significatif en résultat.

La microcouverture de juste valeur est utilisée notamment pour couvrir :

- un passif à taux fixe,
- les titres de la réserve de liquidité à taux fixe et des titres indexés inflation.

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie sont utilisées notamment pour :

- la couverture de passif à taux variable,
- la couverture du risque de variation de valeur des flux futurs variables de la dette,
- la macro-couverture d'actifs à taux variable.

Les principales sources d'inefficacité des couvertures sont liées à :

- l'inefficacité « bi-courbe » : la valorisation des dérivés collatéralisés (faisant l'objet d'appels de marge rémunérés à €STR) est basée sur la courbe d'actualisation €STR, alors que l'évaluation de la composante couverte des éléments couverts en juste valeur est calculée sur une courbe d'actualisation EURIBOR,
- la valeur temps des couvertures optionnelles,
- la surcouverture dans le cadre des tests d'assiette en macro-couverture (montants des notionnels de dérivés de couverture supérieurs au nominal des éléments couverts, notamment dans le cas où les éléments couverts ont fait l'objet de remboursements anticipés plus importants que prévu),
- les ajustements valorisation liés au risque de crédit et au risque de crédit propres sur dérivés (*Credit Value adjustment* et *Debit Value adjustment*),
- des décalages de fixing des flux entre l'élément couvert et sa couverture.

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	25 763 447	418 736	718 411	22 388 959	383 375	919 333
Opérations fermes	25 763 447	418 736	718 411	22 388 959	383 375	919 333
Opérations conditionnelles	0	0	0	0	0	0
Couverture de juste valeur	25 763 447	418 736	718 411	22 388 959	383 375	919 333
Instruments de taux	523 095	708	33 172	537 838	2 528	30 113
Opérations fermes	523 095	708	33 172	537 838	2 528	30 113
Opérations conditionnelles	0	0	0	0	0	0
Couverture de flux de trésorerie	523 095	708	33 172	537 838	2 528	30 113
TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	26 286 542	419 444	751 583	22 926 797	385 903	949 446

Tous les instruments dérivés de couverture sont présentés dans le poste « Instruments de dérivés de couverture » à l'actif et au passif du bilan.

Les swaps financiers de devises sont documentés à la fois en couverture de juste valeur de taux et en couverture de flux de trésorerie de change. La juste valeur globale est néanmoins présentée en dérivés de change. Ces dérivés sont présentés en instruments de couverture de flux de trésorerie de change afin de mieux refléter le poids de la composante change (liée à la couverture de flux de trésorerie) dans la juste valeur globale.

Echéancier du notionnel des instruments dérivés de couverture au 31 décembre 2025

<i>en milliers d'euros</i>	inf à 1 an	de 1 à 5 ans	de 6 à 10 ans	sup à 5 ans
Couverture de taux d'intérêts	1 163 710	10 381 373	13 206 669	1 534 790
Instruments de couverture de flux de trésorerie	114 375	274 220	51 667	82 833
Instruments de couverture de juste valeur	1 049 335	10 107 153	13 155 002	1 451 957
TOTAL	1 163 710	10 381 373	13 206 669	1 534 790

Les swaps financiers de devises sont documentés à la fois en couverture de juste valeur de taux et en couverture de flux de trésorerie de change. La juste valeur globale est néanmoins présentée en dérivés de change. Ces dérivés sont présentés en instruments de couverture de flux de trésorerie de change afin de mieux refléter le poids de la composante change (liée à la couverture de flux de trésorerie) dans la juste valeur globale.

Eléments couverts*Couverture de juste valeur*

En milliers d'euros

	Couverture de juste valeur		
	31/12/2025		
	Couverture du risque de taux		
	Valeur comptable	dont réévaluation de la composante couverte (1)	Composante couverte restant à étaler (2)
ACTIF			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3 235 160	-28 859	0
Titres de dette	3 235 160	-28 859	0
Actifs financiers au coût amorti	19 152 037	32 380	0
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	1 648 155	18 011	0
Prêts ou créances sur la clientèle	17 398 403	-207	0
Titres de dette	105 479	14 576	0
PASSIF			
Passifs financiers au coût amorti	3 019 467	-240 412	0
Dettes envers les établissements de crédit	2 362 678	-239 591	0
Dettes envers la clientèle	597 849	0	0
Dettes représentées par un titre	58 940	-821	0
TOTAL	25 406 664	-236 891	0

(1) Intérêts courus exclus. La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan.

(2) Déqualification, fin de la relation de couverture

L'inefficacité de la couverture de la période est présentée en note 4.3 « Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat » ou en note 4.4 « Gains et pertes comptabilisés directement par capitaux propres » pour les instruments de capitaux propres classés en juste valeur par capitaux propres non recyclables.

En milliers d'euros

	Couverture de juste valeur		
	31/12/2024		
	Couverture du risque de taux		
	Valeur comptable	dont réévaluation de la composante couverte (1)	Composante couverte restant à étaler (2)
ACTIF			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 779 606	35 103	0
Titres de dette	2 779 606	35 103	0
Actifs financiers au coût amorti	13 745 498	56 942	0
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	1 420 684	37 864	0
Prêts ou créances sur la clientèle	12 215 666	20	0
Titres de dette	109 148	19 058	0
PASSIF			
Passifs financiers au coût amorti	2 681 527	-224 886	0
Dettes envers les établissements de crédit	2 118 320	-224 886	0
Dettes envers la clientèle	563 207	0	0
TOTAL	19 206 631	-132 841	0

(1) Intérêts courus exclus. La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan.

(2) Déqualification, fin de la relation de couverture

Couverture de flux de trésorerie – Couverture d'investissements nets en devises

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2025				
	Juste valeur du dérivé de couverture	Dont partie efficace des couvertures non échues ⁽²⁾	Dont partie inefficace	Solde des couvertures échues restant à étaler ⁽¹⁾	Juste valeur de l'élément couvert (dérivé hypothétique)
Couverture de risque de taux	-32 464	- 32 464		22 213	32 309
Couverture de risque de change					
Couverture des autres risques					
Total - Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises	-32 464	-32 464		22 213	32 309

(1) Déqualification, fin de la relation de couverture

(2) Reconnus en autres éléments comptabilisés en capitaux propres ou en résultat pour la partie recyclée en symétrie à l'élément couvert

L'inefficacité de la couverture est comptabilisée dans le compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat » en note 4.3.

La réserve « Couverture de flux de trésorerie » correspond à la partie efficace des couvertures non échues et le solde des couvertures échues restant à étaler, avant impôt, y compris la part des participations ne donnant pas le contrôle.

Le recyclage en résultat de la réserve « Couverture de flux de trésorerie » est inclus soit dans la marge nette d'intérêt soit dans le résultat de décomptabilisation de l'élément couvert par symétrie avec le poste impacté par l'élément couvert.

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2024				
	Juste valeur du dérivé de couverture	Dont partie efficace des couvertures non échues ⁽²⁾	Dont partie inefficace	Solde des couvertures échues restant à étaler ⁽¹⁾	Juste valeur de l'élément couvert (dérivé hypothétique)
Couverture de risque de taux	-27 585	-27 585		25 398	27 432
Couverture de risque de change					
Couverture des autres risques					
Total - Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises	-27 585	-27 585		25 398	27 432

(1) Déqualification, fin de la relation de couverture

(2) Reconnus en autres éléments comptabilisés en capitaux propres ou en résultat pour la partie recyclée en symétrie à l'élément couvert

Couverture de flux de trésorerie et couverture d'investissements nets en devises - Analyse des autres éléments comptabilisés en capitaux propres

En milliers d'euros	01/01/2025	Variation de la part efficace	Reclassement en résultat de part efficace	Basis adjustment - élément non financier	Elément couvert partiellement ou totalement éteint	31/12/2025
Montant des capitaux propres pour les opérations en CFH	-2 570	- 7 702	2			-10 270
dont couverture de taux	-2 570	- 7 702	2			-10 270
dont couverture de change						
Montant des capitaux propres pour les opérations en NIH						
Total	-2 570	- 7 702	2			-10 270

<i>En milliers d'euros</i>	01/01/2024	Variation de la part efficace	Reclassement en résultat de part efficace	Basis adjustment - élément non financier	Elément couvert partiellement ou totalement éteint	31/12/2024
Montant des capitaux propres pour les opérations en CFH	-2 439	-106	-25			-2 570
dont couverture de taux	-2 439	- 106	- 25			-2 570
dont couverture de change						
Montant des capitaux propres pour les opérations en NIH						
Total	-2 439	-106	-25			-2 570

5.4 ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

Principes comptables

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont initialement comptabilisés pour leur juste valeur augmentée des frais de transaction.

- Instruments de dettes évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur (pied de coupon) sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (les actifs en devises étant monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change affectent le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 10.

Ces instruments sont soumis aux exigences d'IFRS 9 en matière de dépréciation. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1. En cas de cession, ces variations de juste valeur sont transférées en résultat.

Les revenus courus ou acquis sur les instruments de dettes sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts et assimilés » selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Cette méthode est décrite dans la note 5.5 – Actifs au coût amorti.

- Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (les actifs en devise étant non monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change n'affectent pas le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 10.

La désignation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est une option irrévocable qui s'applique instrument par instrument uniquement aux instruments de capitaux propres non détenus à des fins de transaction. Les pertes de valeur latentes et réalisées restent constatées en capitaux propres sans jamais affecter le résultat. Ces actifs financiers ne font pas l'objet de dépréciation.

En cas de cession, ces variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres.

Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement. Ils sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres » (note 4.4).

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Prêts ou créances sur la clientèle	0	0
Titres de dettes	3 756 795	3 263 557
Actions et autres titres de capitaux propres ⁽²⁾	2 130 517	1 918 174
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5 887 312	5 181 731
<i>Dont dépréciations pour pertes de crédit attendues ⁽¹⁾</i>	<i>-833</i>	<i>-759</i>
<i>Dont gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (avant impôts)</i>	<i>-438 353</i>	<i>-644 320</i>
- Instruments de dettes	-141 052	-171 090
- Instruments de capitaux propres	-297 301	-473 230

(1) Détail présenté dans la note 7.1.2.2.

(2) Les actions et autres titres de capitaux propres comprennent les participations stratégiques et certains titres de capital investissement à long terme.

Ces titres n'ayant pas vocation à être cédés, un classement parmi les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres est adapté à cette nature de titres

Au 31 décembre 2025, les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres incluent plus particulièrement la variation de valeur des titres BPCE pour – 306 206 milliers d'euros (valeur nominale 31 12 2025 : 1 888 101 milliers d'euros et valeur de marché 1 581 895 milliers d'euros).

Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres

Principes comptables

Les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres peuvent être :

- des titres de participation ;
- des actions et autres titres de capitaux propres.

Lors de la comptabilisation initiale, les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres sont évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction. Lors des arrêts suivants, les variations de juste valeur de l'instrument sont comptabilisées en capitaux propres (OCI).

Les variations de juste valeur ainsi accumulées en capitaux propres ne seront pas reclassées en résultat au cours d'exercices ultérieurs (OCI non recyclables).

Seuls les dividendes sont comptabilisés en résultat lorsque les conditions sont remplies.

En milliers d'euros	Juste valeur	31/12/2025			31/12/2024			
		Dividendes comptabilisés sur la période	Décomptabilisation sur la période		Juste valeur	Dividendes comptabilisés sur la période	Décomptabilisation sur la période	
		Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période	Juste valeur à la date de cession	Profit ou perte cumulé à la date de cession		Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période	Juste valeur à la date de cession	Profit ou perte cumulé à la date de cession
Titres de participations	1 696 976	82 517			1 429 898	66 289	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres	433 541	19 448			488 276	24 929	0	0
TOTAL	2 130 517	101 965	0	0	1 918 174	91 218	0	0

Les titres de participation comprennent les participations stratégiques, les entités « outils » (l'informatique par exemple) et certains titres de capital investissement à long terme. Ces titres de participation n'ayant pas vocation à être cédés, un classement en instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres est adapté à cette nature de participation.

Le montant cumulé des variations de juste valeur reclassé dans la composante « Réserves consolidées » durant la période concerne la(les) cession(s) et s'élève à -256 milliers d'euros au 31 décembre 2025.

5.5 ACTIFS AU COUT AMORTI

Principes comptables

Les actifs au coût amorti sont des actifs financiers basiques détenus dans un modèle de collecte. La grande majorité des crédits accordés par le groupe est classée dans cette catégorie. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1.

Les actifs financiers au coût amorti incluent les prêts et créances consentis aux établissements de crédit et à la clientèle ainsi que les titres au coût amorti tels que les effets publics ou les obligations.

Les prêts et créances sont enregistrés initialement à leur juste valeur augmentée des coûts et diminuée des produits directement attribuables, selon le cas, à la mise en place du crédit ou à l'émission.

Lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, une décote correspondant à l'écart entre la valeur nominale du prêt et la somme des flux de trésorerie futurs, actualisés au taux de marché, est comptabilisée en diminution de la valeur nominale du prêt. Le taux de marché est le taux qui est pratiqué par la grande majorité des établissements de la place à un moment donné, pour des instruments et des contreparties ayant des caractéristiques similaires.

Lors des arrêts ultérieurs, ces actifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE).

Le TIE est le taux qui actualise les flux de trésorerie futurs à la valeur comptable initiale du prêt. Ce taux inclut les décotes, constatées lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, ainsi que les produits et coûts externes de transaction directement liés à la mise en place des prêts et analysés comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Aucun coût interne n'est pris en compte dans le calcul du coût amorti.

Prêts garantis par l'Etat

Le prêt garanti par l'Etat (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi. Le dispositif a pris fin au 30 juin 2022.

Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'Etat.

Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme / Hôtellerie / Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société. Le PGE bénéficie d'une garantie de l'Etat à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'Etat couvre un pourcentage du montant restant dû de la créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à la échéance de son terme. La garantie de l'Etat pourra être appelée avant la échéance du terme en présence d'un événement de crédit.

La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6 % du capital restant dû pendant la période d'amortissement du prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché.

Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'Etat sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances. Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais pas se la faire imposer.

Compte-tenu de ces caractéristiques, les PGE répondent aux critères de prêts basiques (cf. note 2.5.1). Ils sont comptabilisés dans la catégorie « coût amorti » puisqu'ils sont détenus dans un modèle de gestion de collecte dont l'objectif est de détenir les prêts pour en collecter les flux de trésorerie (cf. note 2.5.1). Lors des arrêts ultérieurs, ils seront évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Concernant la garantie de l'Etat, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues. La commission de garantie payée à l'octroi du crédit par le Groupe BPCE à l'Etat est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt.

Un PGE octroyé à une contrepartie considérée douteuse à l'initiation (Statut 3) est classé en POCI (*Purchased or Originated Credit Impaired*).

Toutefois, l'octroi d'un PGE à une contrepartie donnée ne constitue pas à lui seul un critère de dégradation du risque, devant conduire à un passage en Statut 2 ou 3 des autres encours de cette contrepartie.

Le PGE Résilience, ouvert au 6 avril 2022, est un complément de PGE pour les entreprises impactées par les conséquences du conflit en Ukraine (notamment pour des entreprises qui seraient au – ou proches du – plafond des 25% du PGE). Le plafond autorisé est de 15% du chiffre d'affaires moyen des trois derniers exercices comptables, ou les deux derniers exercices si elles ne disposent que de deux exercices comptables ou le dernier exercice si elles ne disposent que d'un exercice comptable, ou calculé comme le chiffre d'affaires annualisé par projection linéaire à partir du chiffre d'affaires réalisé à date si elles ne disposent d'aucun exercice comptable clos. Hormis pour son montant, soumis au nouveau plafond de 15% du chiffre d'affaires, ce PGE complémentaire prend la même forme que les PGE instaurés au début de la crise sanitaire : même durée maximale (jusqu'à 6 ans), même période minimale de franchise de remboursement (12 mois), même quotité garantie et prime de garantie. Ce PGE Résilience est entièrement cumulable avec le ou les PGE éventuellement obtenu(s) ou à obtenir initialement jusqu'au 30 juin 2022. Ce dispositif a pris fin au 31 décembre 2023.

Renégociations et restructurations

Lorsque des contrats font l'objet de modifications, la norme IFRS 9 requiert l'identification des actifs financiers renégociés, restructurés ou réaménagés en présence ou non de difficultés financières et ne donnant pas lieu à décomptabilisation. Le profit ou la perte résultant de la modification d'un contrat est comptabilisé en résultat en cas de modification. La valeur comptable brute de l'actif financier est alors recalculée pour être égale à la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif initial, des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés. Une analyse du caractère substantiel des modifications est cependant à mener au cas par cas.

Les encours « restructurés » correspondent aux financements ayant fait l'objet d'aménagements constituant une concession lorsque ces aménagements sont conclus avec des débiteurs faisant face ou sur le point de faire face à des difficultés financières. Les encours « restructurés » résultent donc de la combinaison d'une concession et de difficultés financières.

Les aménagements visés par les « restructurations » doivent apporter une situation plus avantageuse au débiteur (ex : suspension d'échéance d'intérêt ou de principal, prorogation d'échéance, etc.) et sont matérialisés par la mise en place d'avenants modifiant les termes d'un contrat existant ou par le refinancement total ou partiel d'un prêt existant.

La difficulté financière est déterminée en observant un certain nombre de critères tels que l'existence d'impayés de plus de 30 jours ou la présence d'une note sensible. La mise en place d'une « restructuration » n'implique pas nécessairement le classement de la contrepartie concernée par le réaménagement dans la catégorie des défauts bâlois. Le classement en défaut de la contrepartie dépend du résultat du test de viabilité réalisé lors de la restructuration de la contrepartie.

En cas de restructuration suite à un événement générateur de pertes de crédit avéré, le prêt est considéré comme un encours déprécié (au Statut 3) et fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêt suite à la restructuration. Le taux d'actualisation retenu est le taux d'intérêt effectif initial. Cette décote est inscrite au résultat dans le poste « Coût du risque de crédit » et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat dans la marge d'intérêt selon un mode actuariel sur la durée du prêt. En l'absence de significativité de la décote, le TIE du prêt restructuré est ajusté et aucune décote n'est constatée.

Le prêt restructuré est réinscrit en encours sain (non déprécié, au Statut 1 ou au Statut 2) quand il n'y a plus d'incertitude sur la capacité de l'emprunteur à honorer ses engagements.

Lorsque la restructuration est substantielle (par exemple la conversion en tout ou partie d'un prêt en un instrument de capitaux propres), les nouveaux instruments sont comptabilisés à leur juste valeur. La différence entre la valeur comptable du prêt (ou de la partie du prêt) décomptabilisé(e) et la juste valeur des actifs reçus en échange est inscrite en résultat dans le poste « Coût du risque de crédit ». La dépréciation éventuelle précédemment constituée sur le prêt est ajustée. Elle est entièrement reprise en cas de conversion totale du prêt en nouveaux actifs.

Les moratoires accordés de manière générale aux entreprises et visant à répondre à des difficultés de trésorerie temporaires liées à la crise du Covid-19, sont venus modifier les échéanciers de remboursement de ces créances sans en modifier substantiellement leurs caractéristiques. Ces créances sont donc modifiées sans être décomptabilisées. De plus, l'octroi de cet aménagement ne constitue pas en lui-même un indicateur de difficulté financière des dites entreprises.

Frais et commissions

Les coûts directement attribuables à la mise en place des prêts sont des coûts externes qui consistent essentiellement en commissions versées à des tiers telles que les commissions aux apporteurs d'affaires.

Les produits directement attribuables à l'émission des nouveaux prêts sont principalement composés des frais de dossier facturés aux clients, des refacturations de coûts et des commissions d'engagement de financement (s'il est plus probable qu'improbable que le prêt se dénoue). Les commissions perçues sur des engagements de financement qui ne donneront pas lieu à tirage sont étalées de manière linéaire sur la durée de l'engagement.

Les charges et produits relatifs à des prêts d'une durée initiale inférieure à un an sont étalés *pro rata temporis* sans recalcul du TIE. Pour les prêts à taux variable ou révisable, le TIE est recalculé à chaque refixation du taux.

Date d'enregistrement

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

Pour les opérations de prise en pension, un engagement de financement donné est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison.

5.5.1. TITRES AU COUT AMORTI

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées	808 659	683 975
Obligations et autres titres de dettes	711 686	555 820
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	-161	-54
TOTAL DES TITRES AU COUT AMORTI	1 520 184	1 239 741

La juste valeur des titres au coût amorti est présentée en note 10.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 7.1.

5.5.2. PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU COUT AMORTI

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs	892 689	1 631 613
Comptes et prêts ⁽¹⁾	22 101 983	22 934 206
Dépôts de garantie versés	369 890	572 650
Dépréciations pour pertes de crédit attendues		-6
TOTAL	23 364 563	25 138 463

⁽¹⁾ Les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations et présentés sur la ligne « Comptes et prêts » s'élèvent à 10 585 016 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 10 505 749 milliers d'euros au 31 décembre 2024 (filiales incluses).

La juste valeur des prêts et créances sur établissement de crédit et assimilés est présentée en note 10.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 7.1.

Les créances sur opérations avec le réseau s'élèvent à 12 654 418 milliers d'euros au 31 décembre 2025 (14 510 005 milliers d'euros au 31 décembre 2024).

5.5.3. PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AU COUT AMORTI

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs	570 003	552 138
Autres concours à la clientèle	77 926 610	77 071 692
-Prêts à la clientèle financière	450 431	444 224
-Crédits de trésorerie	7 821 015	8 188 814
-Crédits à l'équipement	17 811 969	17 460 752
-Crédits au logement	51 562 726	50 677 606
-Crédits à l'exportation	9 623	6 001
-Opérations de pension		
-Opérations de location-financement	227	30
-Prêts subordonnés	23 535	23 762
-Autres crédits	247 084	270 503
Autres prêts ou créances sur la clientèle	15 094	11 001
Dépôts de garantie versés		78
Prêts et créances bruts sur la clientèle	78 511 707	77 634 908
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	-1 142 798	-1 041 791
TOTAL	77 368 909	76 593 118

(1) Les prêts garantis par l'Etat (PGE) sont présentés au sein des crédits de trésorerie et s'élèvent à 301 938 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 639 522 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle est présentée en note 10.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 7.1.

5.6 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Comptes d'encaissement	71 609	77 610
Charges constatées d'avance	6 857	7 915
Produits à recevoir	111 640	105 021
Autres comptes de régularisation	107 560	228 702
Comptes de régularisation - actif	297 666	419 248
Comptes de règlement débiteurs sur opérations sur titres	543	442
Débiteurs divers	350 562	301 906
Actifs divers	351 105	302 348
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	648 772	721 596

5.7 IMMEUBLES DE PLACEMENT

Principes comptables

Conformément à la norme IAS 40, les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus dans le but d'en retirer des loyers et de valoriser le capital investi.

Le traitement comptable des immeubles de placement est identique à celui des immobilisations corporelles pour les entités du groupe à l'exception de certaines entités d'assurance qui comptabilisent leurs immeubles représentatifs de placements d'assurance à la juste valeur avec constatation de la variation en résultat. La juste valeur est le résultat d'une approche multicritères par capitalisation des loyers au taux du marché et comparaison avec le marché des transactions.

La juste valeur des immeubles de placement du groupe est communiquée à partir des résultats d'expertises régulières sauf cas particulier affectant significativement la valeur du bien.

Les biens immobiliers en location simple peuvent avoir une valeur résiduelle venant en déduction de la base amortissable.

Les plus ou moins-values de cession d'immeubles de placement sont inscrites en résultat sur la ligne « Produits ou charges nets des autres activités » à l'exception des activités d'assurance classées en « Produits des activités d'assurance ».

en milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Immeubles comptabilisés au coût historique	16 178	-12 719	3 459	33 571	-28 699	4 871
TOTAL DES IMMEUBLES DE PLACEMENT	16 178	-12 719	3 459	33 571	-28 699	4 871

La valeur brute baisse suite à la cessions d'un ancien siège social.

La juste valeur des immeubles de placement s'élève à 14 047 milliers d'euros au 31 décembre 2025 (18 652 milliers d'euros au 31 décembre 2024).

La juste valeur des immeubles de placement est classée en niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs de la norme IFRS 13.

5.8 IMMOBILISATIONS

Principes comptables

Ce poste comprend les immobilisations corporelles d'exploitation, les biens mobiliers acquis en vue de la location simple et les biens mobiliers temporairement non loués dans le cadre d'un contrat de location-financement. Les parts de SCI sont traitées comme des immobilisations corporelles.

Conformément aux normes IAS 16 et IAS 38, une immobilisation corporelle ou incorporelle est comptabilisée en tant qu'actif si :

- il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise ;
- le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable.

Les immobilisations d'exploitation sont enregistrées pour leur coût d'acquisition éventuellement augmenté des frais d'acquisition qui leur sont directement attribuables. Les logiciels créés, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont comptabilisés à leur coût de production, incluant les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

La méthode de comptabilisation des actifs par composants est appliquée à l'ensemble des constructions.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La base amortissable tient compte de la valeur résiduelle, lorsque celle-ci est mesurable et significative.

Les immobilisations sont amorties en fonction de la durée de consommation des avantages économiques attendus, qui correspond en général à la durée de vie du bien. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques différents, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues :

- constructions : 25 à 35 ans ;
- aménagements : 10 à 20 ans ;
- mobiliers et matériels spécialisés : 4 à 10 ans ;
- matériels informatiques : 3 à 5 ans ;
- logiciels : maximum 5 ans.

Pour les autres catégories d'immobilisations corporelles, la durée d'utilité se situe en général dans une fourchette de 5 à 10 ans.

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Dans l'affirmative, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en résultat.

Cette dépréciation est reprise en cas de modification de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de perte de valeur.

Les actifs donnés en location simple sont présentés à l'actif du bilan parmi les immobilisations corporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers.

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Immobilisations corporelles	835 029	-417 512	427 755	810 402	-395 022	423 098
Biens immobiliers	641 109	-272 937	368 172	623 920	-259 574	364 346
Biens mobiliers	193 920	-144 576	59 583	186 481	-135 447	58 752
Droits d'utilisation au titre de contrats de location	300 590	-188 391	112 199	178 323	-131 494	46 830
Portant sur des biens immobiliers	297 631	-186 969	110 662	175 404	-130 472	44 933
dont contractés sur la période	9 034	-548	8 486	8 023	-317	7 706
Portant sur des biens mobiliers	2 959	-1 422	1 537	2 919	-1 022	1 897
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 135 619	-605 903	539 954	988 725	-526 515	469 927
Immobilisations incorporelles	60 949	-51 608	9 341	58 364	-47 750	10 613
Droit au bail	23 456	-20 156	3 300	23 456	-20 156	3 300
Logiciels	35 944	-31 452	4 492	33 354	-27 595	5 760
Autres immobilisations incorporelles	1 549	0	1 549	1 554	0	1 554
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	60 949	-51 608	9 341	58 364	-47 750	10 613

5.9 DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

Principes comptables

Les dettes émises qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre.

Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon la nature de leur support, à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « Dettes subordonnées ».

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

Une catégorie de passifs éligibles au numérateur du TLAC (exigence en Total Loss Absorbing Capacity) a été introduite par la loi française et désignée communément « senior non préférée ». Ces passifs ont un rang intermédiaire entre celui des fonds propres et des autres dettes dites « senior préférées ».

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Emprunts obligataires	1 197 318	987 076
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	515 986	314 603
Total	1 713 304	1 301 679
Dettes rattachées	10 648	9 086
TOTAL DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	1 723 952	1 310 765

La juste valeur des dettes représentées par un titre est présentée en note 10.

5.10 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS ET ENVERS LA CLIENTÈLE

Principes comptables

Les dettes, qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres, sont enregistrées au bilan en « Dettes envers les établissements de crédit » ou en « Dettes envers la clientèle ».

Ces dettes émises sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre (note 5.11).

Les opérations de cession temporaire de titre sont comptabilisées en date de règlement livraison.

Pour les opérations de mise en pension de titres, un engagement de financement reçu est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison lorsque ces opérations sont comptabilisées en « Dettes ».

Les opérations de refinancement à long terme (TLTRO3) auprès de la BCE ont été remboursées en totalité fin mars 2024.

5.10.1. DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Comptes à vue	59 250	132 019
Dettes rattachées	1 757	1 589
Dettes à vue envers les établissements de crédit et assimilés	61 007	133 608
Emprunts et comptes à terme	25 742 975	23 353 830
Opérations de pension	1 031 640	1 484 579
Dettes rattachées	219 087	238 406
Dettes à termes envers les établissements de crédit et assimilés	26 993 702	25 076 815
Dépôts de garantie reçus	35 007	24 810
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	27 089 716	25 235 233

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit et assimilés est présentée en note 10.

Les dettes sur opérations avec le réseau s'élèvent à 19 123 699 milliers d'euros au 31 décembre 2025 (17 402 862 milliers d'euros au 31 décembre 2024).

L'augmentation des opérations avec le réseau en 2025 est liée à l'optimisation de la circulation de liquidité réglementaire au sein du groupe par l'organe central.

5.10.2. DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires créditeurs	26 355 251	27 141 830
Livret A	14 356 361	14 601 511
Plans et comptes épargne-logement	8 279 997	8 772 239
Autres comptes d'épargne à régime spécial	8 635 266	8 000 736
Dettes rattachées	41	32
Comptes d'épargne à régime spécial	31 271 666	31 374 518
Comptes et emprunts à vue	49 670	51 461
Comptes et emprunts à terme	15 068 529	16 746 577
Dettes rattachées	436 919	408 074
Autres comptes de la clientèle	15 555 118	17 206 112
Dépôts de garantie reçus	8 952	16 447
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	73 190 987	75 738 907

La juste valeur des dettes envers la clientèle est présentée en note 10.

5.11 COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Comptes d'encaissement	264 848	246 180
Produits constatés d'avance	12 173	13 724
Charges à payer	194 281	176 378
Autres comptes de régularisation créditeurs	27 878	73 687
Comptes de régularisation - passif	499 180	509 969
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres	52 791	48 397
Créditeurs divers	203 938	200 141
Passifs locatifs	110 051	44 812
Passifs divers	366 780	293 350
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	865 960	803 320

5.12 PROVISIONS

Principes comptables

Les provisions autres que celles relatives aux engagements sociaux et assimilés, aux provisions épargne-logement, aux risques d'exécution des engagements par signature et aux contrats d'assurance concernent essentiellement les litiges, amendes, risques fiscaux (autres que l'impôt sur le résultat) et restructurations.

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision doit être comptabilisée lorsqu'il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'événements passés, dont il est probable que le règlement nécessitera une sortie de ressources, et dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Les provisions sont actualisées dès lors que l'effet d'actualisation est significatif.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

Engagements sur les contrats d'épargne-logement

Les Comptes Epargne-Logement (CEL) et les Plans Epargne-Logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne-logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne-logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui le commercialisent :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne-logement, d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne-logement, d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risque :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existants à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- l'encours de crédit en risque correspond aux encours de crédit déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne-logement.

Les engagements sont estimés par application de la méthode « Monte-Carlo » pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque. Sur cette base, une provision est constituée sur une même génération de contrats en cas de situation potentiellement défavorable pour le groupe, sans compensation entre générations.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produits et charges d'intérêts.

5.12.1. SYNTHESE DES PROVISIONS

<i>en milliers d'euros</i>	01/01/2025	Augmentation	Utilisation	Reprises non utilisées	Autres mouvements ⁽¹⁾	31/12/2025
Provisions pour engagements sociaux ⁽²⁾	27 313	2 613	-1 594	-3 969	-4 471	19 893
Risques légaux et fiscaux ⁽³⁾	61 043	9 211	-931	-17 911	0	51 412
Engagements de prêts et garanties ⁽⁴⁾	57 491	9 371	0	-13 146	0	53 716
Provisions pour activité d'épargne-logement	60 764	0	0	-30 969	0	29 795
Autres provisions d'exploitation ⁽⁵⁾	32 737	28 335	-3 330	-26 399	3 960	35 304
TOTAL DES PROVISIONS	239 349	49 530	-5 854	-92 393	-511	190 120

⁽¹⁾ Les autres mouvements comprennent les écarts de réévaluation des régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies (410 milliers d'euros avant impôts) ainsi que les impacts relatifs aux variations de périmètre et à la conversion. A noter également le reclassement pour 3 960 milliers d'euros de la provision pour congés payés qui passe de « provisions pour engagements sociaux » à « autres provisions d'exploitation ».

⁽²⁾ Dont 18160 milliers d'euros liés aux régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies et autres avantages à long terme.

⁽³⁾ Au 31 décembre 2025, les provisions pour risques légaux et fiscaux (hors impôt sur le résultat) incluent une reprise de 5 milliers d'euros liée à la provision PEL QUADRETTO

⁽⁴⁾ Les provisions pour engagements de prêts et garanties sont détaillées dans la note 7.1.2.

⁽⁵⁾ dont dotation de 6 000 milliers d'euros liés au protocole transactionnel avec une Autorité administrative

5.12.2. ENGAGEMENTS SUR LES CONTRATS D'EPARGNE-LOGEMENT

5.12.2.1. Encours collectés au titre de l'épargne-logement

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL) :		
- ancienneté de moins de 4 ans	1 885 862	1 334 699
- ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 755 550	2 105 271
- ancienneté de plus de 10 ans	4 114 701	4 788 423
Encours collectés au titre des plans épargne-logement	7 756 113	8 228 558
Encours collectés au titre des comptes épargne-logement	523 883	543 682
Total des encours collectés au titre de l'Epargne Logement	8 279 997	8 772 240

5.12.2.2. Encours de crédit octroyés au titre de l'épargne-logement

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Encours de crédits octroyés au titre des plans épargne logement	15 549	10 851
Encours de crédits octroyés au titre des comptes épargne logement	988	785
Total des encours de crédits octroyés au titre de l'épargne logement	16 536	11 636

5.12.2.3. Provisions constituées au titre de l'épargne-logement

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Provisions constituées au titre des PEL		
- ancienneté de moins de 4 ans	0	0
- ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	0	0
- ancienneté de plus de 10 ans	28 938	51 286
Provisions constituées au titre des plans épargne logement	28 938	51 286
Provisions constituées au titre des comptes épargne logement	636	9 320
Provisions constituées au titre des crédits PEL	204	146
Provisions constituées au titre des crédits CEL	17	13
Provisions constituées au titre des crédits épargne logement	220	159
Total des provisions constituées au titre de l'Epargne Logement	29 795	60 765

5.13 DETTES SUBORDONNEES

Principes comptables

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres supersubordonnés.

Les dettes subordonnées que l'émetteur est tenu de rembourser sont classées en dettes et initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Le Groupe Caisse d'Epargne Ile de France n'a pas de dettes subordonnées au passif de son bilan

5.14 ACTIONS ORDINAIRES ET INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES EMIS

Principes comptables

Les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dettes ou de capitaux propres selon qu'il existe ou non une obligation contractuelle pour l'émetteur de remettre des liquidités ou un autre actif financier ou encore d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables. Cette obligation doit résulter de clauses et de conditions propres au contrat et pas seulement de contraintes purement économiques.

Par ailleurs, lorsqu'un instrument est qualifié de capitaux propres :

- sa rémunération affecte les capitaux propres. En revanche, l'effet impôt sur ces distributions peut être comptabilisé selon l'origine des montants distribués, en réserves consolidées, en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ou en résultat, conformément à l'amendement à IAS 12 de décembre 2017 applicable au 1^{er} janvier 2019. Ainsi, lorsque la distribution répond à la notion de dividendes au sens d'IFRS 9, l'effet impôt est inscrit en résultat. Cette disposition trouve à s'appliquer aux intérêts relatifs aux émissions de titres super subordonnés à durée indéterminée considérés comme des dividendes d'un point de vue comptable ;
- l'instrument ne peut être un sous-jacent éligible à la comptabilité de couverture ;
- si l'émission est en devises, elle est figée à sa valeur historique résultant de sa conversion en euros à sa date initiale d'inscription en capitaux propres.

Enfin, lorsque ces instruments sont émis par une filiale, ils sont présentés parmi les « Participations ne donnant pas le contrôle ». Lorsque leur rémunération est à caractère cumulatif, elle est imputée sur le « Résultat part du groupe », pour venir augmenter le résultat des « Participations ne donnant pas le contrôle ». En revanche, lorsque leur rémunération n'a pas de caractère cumulatif, elle est prélevée sur les réserves consolidées part du groupe.

5.14.1. PARTS SOCIALES

Principes comptables

L'interprétation IFRIC 2, consacrée au traitement des parts sociales et instruments assimilés des entités coopératives, précise les dispositions de la norme IAS 32, en rappelant que le droit contractuel d'un membre de demander le remboursement de ses parts ne crée pas automatiquement une obligation pour l'émetteur. La classification comptable est dès lors déterminée après examen des conditions contractuelles.

Selon cette interprétation, les parts de membres sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement.

En raison des dispositions statutaires existantes, relatives en particulier au niveau de capital minimum, les parts sociales émises par les entités concernées dans le groupe sont classées en capitaux propres.

Les Sociétés Locales d'Épargne (SLE) étant considérées comme des entités structurées intégrées globalement, leur consolidation impacte les réserves consolidées.

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	Nombre	Nominal	Capital	Nombre	Nominal	Capital
Parts sociales						
Valeur à l'ouverture	118 750 000	20	2 375 000	118 750 00	20	2 375 000
Augmentation de capital						
Réduction de capital						
Autres variations						
Valeur à la clôture	118 750 000	20	2 375 000	118 750 000	20	2 375 000

Les SLE étant considérées comme des entités structurées intégrées globalement, leur consolidation impacte les réserves consolidées. En conséquence, les informations fournies au titre des parts sociales correspondent à celles de la Caisse d'Épargne Ile de France

5.14.2. TITRES SUPERSUBORDONNÉS À DURÉE INDÉTERMINÉE CLASSÉS EN CAPITAUX PROPRES

Le Groupe Caisse d'Épargne Ile-de-France ne détient pas de titres subordonnés à durée indéterminée classés en capitaux propres.

5.15 PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Au 31 Décembre 2025, le Groupe Caisse d'Épargne Ile de France ne détient pas d'entités consolidées ne lui donnant pas le contrôle.

5.16 VARIATION DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

Principes comptables

Pour les actifs financiers de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres, en cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat. On parle d'éléments non recyclables en résultat.

en milliers d'euros

	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	1 319	-542	776	3 823	-1 309	2 514
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	175 929	217	176 145	5 227	1 152	6 378
Éléments non recyclables en résultat	177 247	-326	176 921	9 049	-157	8 892
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	30 038	-7 759	22 279	-45 766	11 820	-33 946
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables en résultat net	-8 062	2 083	-5 979	-669	173	-496
Éléments recyclables en résultat	21 976	-5 676	16 300	-46 435	11 993	-34 442
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôts)	199 223	-6 002	193 221	-37 386	11 836	-25 550
Part du groupe	199 691	-6 113	193 578	-37 180	11 791	-25 389
Participations ne donnant pas le contrôle	-468	112	-356	-206	45	-161

Au cours de l'année 2025, le Groupe Caisse d'Épargne Ile de France n'a effectué aucun reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, ni d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat.

La réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres inclut l'ajustement de la valorisation des titres BPCE pour 177 021 milliers d'euros

5.17 COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS

Principes comptables

Les actifs et passifs financiers sous accord de compensation ne peuvent faire l'objet d'une compensation comptable que s'ils satisfont aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32.

Dans le cas où les dérivés ou les encours de pensions livrées de gré à gré faisant l'objet de conventions cadres ne respectent pas les critères du règlement net ou si la réalisation d'un règlement simultané de l'actif et du passif ne peut être démontrée ou si le droit à compenser ne peut être exercé qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'une ou l'autre des parties au contrat, la compensation comptable ne peut être réalisée. Néanmoins l'effet de ces conventions sur la réduction de l'exposition est matérialisé dans le second tableau.

Pour ces instruments, les colonnes « Actifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie » et « Passifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie » comprennent notamment :

- pour les opérations de pension :
 - les emprunts ou prêts résultant d'opérations de pensions inverses avec la même contrepartie, ainsi que les titres reçus ou donnés en garantie (pour la juste valeur desdits titres),
 - les appels de marge sous forme de titres (pour la juste valeur desdits titres) ;
- pour les opérations de dérivés, les justes valeurs de sens inverse avec la même contrepartie, ainsi que les appels de marge sous forme de titres.

Les appels de marge reçus ou versés en trésorerie figurent dans les colonnes « Appels de marge reçus (*cash collateral*) » et « Appels de marge versés (*cash collateral*) ».

5.17.1. ACTIFS FINANCIERS

Effets de la compensation comptable sur actifs financiers au bilan liés aux accords de compensation

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	Montant brut des actifs financiers ⁽¹⁾	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Montant brut des actifs financiers	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montant net des actifs financiers présenté au bilan
Instruments dérivés (transaction et couverture)	507 803	0	507 803	447 653	0	447 653
Actifs financiers à la juste valeur	507 803	0	507 803	447 653	0	447 653
Opérations de pension (portefeuille de prêts et créances)	0	0	0	0	0	0
TOTAL	507 803	0	507 803	447 653	0	447 653

⁽¹⁾ comprend le montant brut des actifs financiers faisant l'objet d'une compensation ou d'un accord de compensation globale exécutoire ou similaire ainsi que les actifs financiers ne faisant l'objet d'aucun accord.

Effets des accords de compensation non pris en compte comptablement sur les actifs financiers

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025				31/12/2024			
	Montant net des actifs financiers présentés au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie ⁽¹⁾	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des actifs financiers présentés au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette
Dérivés	507 803	432 341	8 612	66 850	447 653	392 343	3 900	51 410
Opérations de pension	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	507 803	432 341	8 612	66 850	447 653	392 343	3 900	51 410

⁽¹⁾ Incluent la prise en compte des garanties reçues sous forme de titres

L'exposition nette n'est donc pas le reflet de la position comptable, car elle prend en compte la réduction de l'exposition liée aux accords qui ne répondent pas aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32.

5.17.2. PASSIFS FINANCIERS

Effets de la compensation comptable sur passifs financiers au bilan liés aux accords de compensation

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	Montant brut des passifs financiers ⁽¹⁾	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Montant brut des passifs financiers	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montant net des passifs financiers présenté au bilan
Instruments dérivés (transaction et couverture)	853 846	0	853 846	1 025 698	0	1 025 698
Passifs financiers à la juste valeur	853 846	0	853 846	1 025 698	0	1 025 698
Opérations de pension (portefeuille de dettes)	1 057 590	0	1 057 590	1 513 320	0	1 513 320
TOTAL	1 911 435	0	1 911 435	2 539 018	0	2 539 018

⁽¹⁾ comprend le montant brut des passifs financiers faisant l'objet d'une compensation ou d'un accord de compensation globale exécutoire ou similaire ainsi que les actifs financiers ne faisant l'objet d'aucun accord.

Effets des accords de compensation non pris en compte comptablement sur les passifs financiers

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025				31/12/2024			
	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie (1)	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie (1)	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette
Dérivés	853 846	432 341	347 338	74 167	1 025 698	392 343	560 500	72 855
Opérations de pension	1 057 590	269 178	180	788 232	1 513 320	710 980	0	802 340
TOTAL	1 911 435	701 519	347 518	862 398	2 539 018	1 103 323	560 500	875 195

(1) Incluent la prise en compte des garanties reçues sous forme de titres

L'exposition nette n'est donc pas le reflet de la position comptable, car elle prend en compte la réduction de l'exposition liée aux accords qui ne répondent pas aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32.

5.18 ACTIFS FINANCIERS DONNES EN GARANTIE DE PASSIFS, ACTIFS FINANCIERS TRANSFERES ET ACTIFS REÇUS EN GARANTIE DONT L'ENTITE PEUT DISPOSER

Principes comptables

Un actif financier (ou un groupe d'actifs similaires) est décomptabilisé lorsque les droits contractuels aux flux futurs de trésorerie de l'actif ont expiré ou lorsque ces droits contractuels ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif ont été transférés à un tiers. Dans pareil cas, tous les droits et obligations éventuellement créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il a conservé le contrôle de l'actif, ce dernier reste inscrit au bilan dans la mesure de l'implication continue du groupe dans cet actif.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il n'a pas conservé le contrôle de l'actif, ce dernier est décomptabilisé et tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Si l'ensemble des conditions de décomptabilisation n'est pas réuni, le groupe maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

Un passif financier (ou une partie de passif financier) est décomptabilisé seulement lorsqu'il est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

Opérations de pension livrée

Chez le cédant, les titres ne sont pas décomptabilisés. Un passif représentatif de l'engagement de restitution des espèces reçues (titres donnés en pension livrée) est identifié. Cette dette constitue un passif financier enregistré au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lorsque ce passif relève d'un modèle de gestion de transaction.

Chez le cessionnaire, les actifs reçus ne sont pas comptabilisés mais une créance sur le cédant représentative des espèces prêtées est enregistrée. Le montant décaissé à l'actif est inscrit en titres reçus en pension livrée. Lors des arrêts suivants, les titres continuent à être évalués chez le cédant suivant les règles de leur catégorie d'origine. La créance est valorisée selon les modalités propres à sa catégorie : coût amorti si elle a été classée en « Prêts et créances », ou juste valeur par résultat si elle relève d'un modèle de gestion de transaction.

Opérations de prêts de titres secs

Les prêts de titres secs ne donnent pas lieu à une décomptabilisation des titres prêtés chez le cédant. Ils restent comptabilisés dans leur catégorie comptable d'origine et valorisés conformément à celle-ci. Pour l'emprunteur, les titres empruntés ne sont pas comptabilisés.

Opérations entraînant une modification substantielle d'actifs financiers

Lorsque l'actif fait l'objet de modifications substantielles (notamment suite à une renégociation ou à un réaménagement en présence de difficultés financières) il y a décomptabilisation, dans la mesure où les droits aux flux de trésorerie

initiaux ont en substance expiré. Le groupe considère que sont notamment considérées comme ayant provoqué des modifications substantielles :

- les modifications ayant entraîné un changement de la contrepartie, notamment lorsque la nouvelle contrepartie a une qualité de crédit très différente de l'ancienne ;
- des modifications visant à passer d'une indexation très structurée à une indexation basique, dans la mesure où les deux actifs ne sont pas sujets aux mêmes risques.

Opérations entraînant une modification substantielle de passifs financiers

Une modification substantielle des termes d'un instrument d'emprunt existant doit être comptabilisée comme l'extinction de la dette ancienne et son remplacement par une nouvelle dette. L'amendement IFRS 9 du 12 octobre 2017 a clarifié le traitement sous IFRS 9 des modifications de passifs comptabilisés au coût amorti, dans le cas où la modification ne donne pas lieu à décomptabilisation : le gain ou la perte résultant de la différence entre les flux de trésorerie d'origine et les flux de trésorerie modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine doit être enregistré en résultat. Pour juger du caractère substantiel de la modification, la norme IFRS 9 fixe un seuil de 10 % sur la base des flux de trésorerie actualisés intégrant les frais et honoraires éventuels : dans le cas où la différence est supérieure ou égale à 10 %, tous les coûts ou frais encourus sont comptabilisés en profit ou perte lors de l'extinction de la dette.

Le groupe considère que d'autres modifications peuvent par ailleurs être considérées comme substantielles, comme par exemple le changement d'émetteur (même à l'intérieur d'un même groupe) ou le changement de devises.

5.18.1 ACTIFS FINANCIERS DONNES EN GARANTIE DE PASSIFS

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Titres de dettes à la juste valeur par capitaux propres	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	0
Prêts et créances sur la clientèle	11 999 378	10 113 839
Actifs financiers au coût amorti	11 999 378	10 113 839
TOTAL	11 999 378	10 113 839

Figure notamment :

- la valeur comptable des actifs sous-jacents cédés à des véhicules reconstitués dans le cadre d'émissions de Covered Bond (hors référentiel titrisation présenté plus bas en 5.18.2 titrisations consolidées). Par ailleurs, conformément au cadre légal français, les garanties intrinsèques attachées aux émissions d'obligations sécurisées ne sont pas comptabilisées en engagements de garantie donnés.

- la valeur comptable des instruments financiers (titres et créances) donnés en garantie mais non transférés et qui sont généralement affectés en garantie sous forme de nantisements (articles L. 211-38). Les principaux dispositifs concernés sont (à adapter le cas échéant), la CRH (Caisse de refinancement de l'habitat), BPCE SFH et la Compagnie de Financement foncier.

A noter que :

- les actifs financiers donnés en garantie de passifs relatifs aux opérations de pensions ainsi que les instruments financiers (titres et créances) que le Groupe Caisse d'Épargne Île de France transfère en pleine propriété à titre de garantie (articles L. 211-38 ou L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier) dans le cadre de refinancements garantis, sont présentés avec le tableau 5.18.2. 1 actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés.

- Les actifs financiers données en garantie de passifs des opérations de titrisation avec cession réelle de l'actif (actifs transférés non décomptabilisés) sont présentés séparément dans le tableau titrisation ci-dessous.

5.18.2 ACTIFS FINANCIERS TRANSFERES

5.18.2.1 Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés

Prêts de titres - Opérations de pension - Autres opérations

	31/12/2025					
	Prêts de titres « secs »		Pensions		Autres opérations*	
	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des passifs associés	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des passifs associés	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des passifs associés
Instruments de dettes	858 608		269 178		-	-
Titres de dettes	858 608		269 178	269 621	-	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	858 608		269 178	269 621	-	
Prêts et créances sur la clientèle	-		1 016 720	787 969	1 983 495	731 280
Titres de dettes	1 000 461		-		-	
Actifs financiers au coût amorti	1 000 461		1 016 720	787 969	1 983 495	731 280
TOTAL	1 859 069		1 285 898	1 057 590	1 983 495	731 280

Les autres opérations sont des actifs cédés ou donnés en garantie dans le cadre de :

- Refinancement BCE Pool 3G
- Demeter

	31/12/2024					
	Prêts de titres « secs »		Pensions		Autres opérations*	
	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des passifs associés	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des passifs associés	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des passifs associés
Instruments de dettes	725 560		632 230			
Titres de dettes	725 560		632 230	649 891		
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	725 560		632 230	649 891	-	
Prêts et créances sur la clientèle	-		1 102 060	802 322	4 218 369	153 418
Titres de dettes	712 449		80 465	61 106	-	
Actifs financiers au coût amorti	712 449		1 182 525	863 428	14 332 208	153 418
TOTAL	1 438 009		1 814 755	1 513 319	14 332 208	153 418

Les actifs financiers transférés non décomptabilisés sont constitués essentiellement des instruments suivants : les titres donnés en pension livrée ; les prêts de titres garantis par la remise d'espèces ; les prêts secs de titres. La colonne autres opérations est principalement constitué des actifs que le Groupe Caisse d'Epargne Ile de France transfère chez la contrepartie à titre de garantie (cession Dailly ou articles L. 211-38 ou L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier) dans le cadre de refinancements garantis.

Mises en pension et prêts de titres

Le Groupe Caisse d'Epargne Ile de France réalise des opérations de mise en pension, ainsi que des prêts de titres.

Selon les termes des conventions, le titre peut être cédé de nouveau par le cessionnaire durant la durée de l'opération de pension ou de prêt. Le cessionnaire doit néanmoins le restituer au cédant, à maturité de l'opération. Les flux de trésorerie générés par le titre sont également transmis au cédant.

Le groupe considère avoir conservé la quasi-totalité des risques et avantages des titres mis en pension ou prêtés. Par conséquent, ces derniers n'ont pas été décomptabilisés. Un financement a été enregistré au passif en cas de mises en pension ou de prêts de titres financés.

Ces opérations incluent notamment les titres apportés à BPCE pour mobilisation au nom du groupe auprès de la Banque centrale européenne (BCE), dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du Groupe BPCE.

Cession de créance en Dailly ou articles L. 211-38 (ou L. 313-23) avec transfert de propriété

Le Groupe Caisse d'Épargne Ile de France cède des créances à titre de garantie (articles L. 211-38 ou L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier) dans le cadre de refinancements garantis, notamment auprès de la banque centrale. Le groupe transfère également des créances à titres de garantie dans le cadre d'émission réalisées par des véhicules de titrisation (opérations Demeter). Ces instruments sont maintenus dans le bilan consolidé au niveau des différentes classes comptables d'actifs financiers dont ils relèvent depuis leur comptabilisation initiale. Ce type de cession à titre de garantie emporte transfert juridique des droits contractuels. Le groupe reste néanmoins exposé à la quasi-totalité des risques et avantages, ce qui se traduit par le maintien des créances au bilan

Les actifs donnés en garantie des opérations de titrisation avec cession réelle de l'actif dites « true sale » sont présentés séparément dans le tableau titrisation ci-dessous.

Actifs de titrisation pour lesquels le recours des détenteurs des dettes associées se limite aux seuls actifs transférés

en milliers d'euros	31/12/2025					31/12/2024				
	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des passifs associés	Juste valeur des actifs transférés	Juste valeur des passifs associés	Position nette	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des passifs associés	Juste valeur des actifs transférés	Juste valeur des passifs associés	Position nette
Actifs financiers au coût amorti	11 457 641	619 168	10 895 859	619 288	10 277 000	11 440 000	595 000	10 739 000	594 000	10 145 000
TOTAL	11 457 641	619 168	10 895 859	619 288	10 277 000	11 440 000	595 000	10 739 000	594 000	10 145 000

Titrisations avec cession réelle des actifs à un véhicule reconstitué

Les titrisations avec investisseurs externes qui sont réalisées avec une cession réelle (true sale) des actifs au véhicule consolidées constituent un transfert d'actifs au sens de la norme IFRS 7.

En effet, le groupe a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan du groupe via la consolidation du fonds).

Les opérations de titrisation réalisées par BPCE en 2014 (BPCE Master Home Loans), 2016 (BPCE Consumer Loans 2016_5) et 2017 (BPCE Home Loans 2017_5), Mercure Master SME FCT étaient totalement auto-souscrites alors que les parts seniors des opérations de titrisation, BPCE Home Loans FCT 2021, BPCE Consumer Loans FCT 2022, **BPCE Home Loans FCT 2023, BPCE Home Loans FCT 2024, Olympia Master Home Loans FCT, BPCE Consumer Loans FCT 2024**, Ophelia Master SME FCT sont souscrites par des investisseurs externes (note 12.1).

Au 31 décembre 2025, 10 868 657 milliers d'euros d'obligations des FCT BPCE Master Homeloans, BPCE Consumer loans 2016_5, et BPCE Home Loans 2017_5 et Mercure Master SME FCT auto-souscrites par le groupe et éliminées en consolidation, ont été prêtées à BPCE dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du Groupe BPCE.

En regard de ce montant, aucun refinancement n'a été reçu, le groupe Caisse d'Épargne Ile de France n'en ayant pas exprimé le besoin auprès de la trésorerie centrale du Groupe BPCE.

5.18.2.2 Actifs financiers transférés intégralement décomptabilisés pour lesquels le groupe conserve une implication continue

Les actifs financiers transférés intégralement décomptabilisés pour lesquels le groupe conserve une implication continue comprennent essentiellement les cessions d'actifs à un véhicule de titrisation déconsolidé dans lequel le Groupe aurait un intérêt ou une obligation, sans que ces derniers remettent en cause le transfert de la quasi-totalité des avantages et des risques attachés aux actifs transférés.

La Groupe Caisse d'Épargne Ile de France n'est pas concerné par ces opérations.

5.18.2.3 Actifs financiers reçus en garantie dont l'entité peut disposer

Il s'agit des actifs financiers reçus en garantie dans le cadre de contrats de garanties financières assortis d'un droit de réutilisation exerçable en l'absence de la défaillance du propriétaire de la garantie.

La juste valeur des actifs financiers reçus en garantie que le Groupe Caisse d'Épargne Ile de France peut vendre ou redonner en garantie s'élève à 477 118 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 385 881 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

NOTE 6 ENGAGEMENTS

Principes comptables

Les engagements se caractérisent par l'existence d'une obligation contractuelle et sont irrévocables.

Les engagements figurant dans ce poste ne doivent pas être susceptibles d'être qualifiés d'instruments financiers entrant dans le champ d'application d'IFRS 9 au titre du classement et de l'évaluation. En revanche, les engagements de financement et de garantie donnés sont soumis aux règles de dépréciation d'IFRS 9 telles que présentées dans la note 7.

Les effets des droits et obligations de ces engagements sont subordonnés à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures. Ces engagements sont ventilés en :

- Engagements de financement (ouverture de crédit confirmé ou accord de refinancement) ;
- Engagements de garantie (engagements par signature ou actifs reçus en garantie).

Les montants communiqués correspondent à la valeur nominale des engagements donnés.

6.1 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de financement donnés en faveur :		
des établissements de crédit	3 036	4 751
de la clientèle	7 960 733	8 126 217
- Ouvertures de crédit confirmées	7 883 985	8 070 448
- Autres engagements	76 748	55 769
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES	7 963 769	8 130 968
Engagements de financement reçus :		
d'établissements de crédit	509 330	161 555
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS	509 330	161 555

6.2 ENGAGEMENTS DE GARANTIE

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de garantie donnés :		
d'ordre des établissements de crédit	14 349	14 832
d'ordre de la clientèle	2 714 969	2 672 369
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES	2 729 318	2 687 201
Engagements de garantie reçus :		
d'établissements de crédit	822 577	828 152
de la clientèle	48 257 531	47 516 571
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS	49 080 108	48 344 723

Les engagements de garantie sont des engagements par signature ainsi que des actifs reçus en garantie tels que des sûretés réelles autres que celles liées aux actifs financiers reçus en garantie et dont l'entité peut disposer.

NOTE 7 EXPOSITIONS AUX RISQUES

Les expositions aux risques sont abordées ci-après et sont représentées selon leur nature de risques, par le risque de crédit, de marché, de taux d'intérêt global, de change et de liquidité.

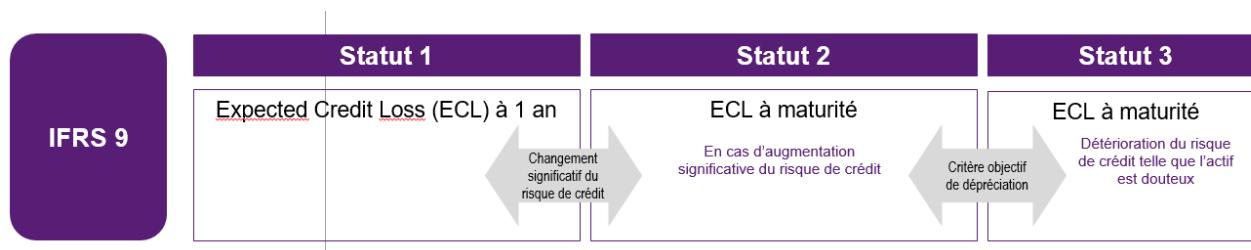
L'information relative à la gestion du capital et aux ratios réglementaires est présentée dans la partie « Gestion des risques ».

Les informations concernant l'effet et la prise en compte des risques climatiques sur la gestion du risque de crédit sont présentées dans le chapitre 2.7 « Gestion des risques – Risques climatiques ».

7.1 RISQUE DE CREDIT

L'essentiel

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.



Certaines informations relatives à la gestion des risques requises par la norme IFRS 7 sont également présentées dans le rapport sur la gestion des risques. Elles incluent :

- la répartition des expositions brutes par catégories et par approches avec distinction du risque de crédit et du risque de contrepartie ;
- la répartition des expositions brutes par zone géographique ;
- la concentration du risque de crédit par emprunteur (BPCE14) ;
- la qualité de crédit des expositions renégociées (CQ1) ;
- les expositions performantes et non performantes et provisions correspondantes (CR1) ;
- la qualité des expositions performantes et non performantes par nombre de jours en souffrance (CQ3) ;
- la qualité des expositions par zone géographique (CQ4) ;
- la qualité de crédit des prêts et avances par branche d'activité (CQ5) ;
- la répartition des garanties reçues par nature sur les instruments financiers (CR3) ;

Ces informations font partie intégrante des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

7.1.1 COUT DU RISQUE DE CREDIT

Principes comptables

Le coût du risque porte sur les instruments de dette classés parmi les actifs financiers au coût amorti ou les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ainsi que sur les engagements de financement et les contrats de garantie financière donnée non comptabilisés à la juste valeur par résultat. Il concerne également les créances résultant de contrats de location, les créances commerciales et les actifs sur contrats.

Ce poste recouvre ainsi la charge nette des dépréciations et des provisions constituées au titre du risque de crédit.

Les créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations sont des créances qui ont acquis un caractère de perte définitive avant d'avoir fait l'objet d'un provisionnement en Statut 3.

Coût du risque de crédit de la période

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2025	Exercice 2024
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	- 145 098	- 131 383
Récupérations sur créances amorties	730	8 070
Créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	- 15 350	- 15 229
TOTAL COÛT DU RISQUE DE CREDIT	- 159 717	- 138 543

Coût du risque de crédit de la période par nature d'actifs et par statut

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2025	Exercice 2024
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	- 73	- 462
Actifs financiers au coût amorti	- 160 767	- 129 709
<i>dont prêts et créances</i>	- 160 660	- 129 694
<i>dont titres de dette</i>	- 107	- 15
Autres actifs	- 2 651	- 1 532
Engagements de financement et de garantie	3 773	- 6 840
TOTAL COÛT DU RISQUE DE CREDIT	- 159 717	- 138 543
dont statut 1	2	9 992
dont statut 2	24 550	18 275
dont statut 3	- 184 269	- 166 810

7.1.2 VARIATION DES VALEURS BRUTES COMPTABLES ET DES PERTES DE CREDIT ATTENDUES DES ACTIFS FINANCIERS ET DES ENGAGEMENTS**Principes comptables**

Les pertes de crédit attendues sont représentées par des dépréciations sur les actifs au coût amorti et en juste valeur par capitaux propres recyclables, et des provisions sur les engagements de financement et de garantie.

Dès la date de première comptabilisation, les instruments financiers concernés (voir 7.1.1) font l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou ECL).

Lorsque les instruments financiers n'ont pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, les dépréciations ou provisions pour pertes de crédit attendues sont évaluées à partir d'historiques de pertes et de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts ou stage) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. A chaque catégorie d'encours correspond une modalité spécifique d'évaluation du risque de crédit :

Statut 1 (stage 1 ou S1)

- il s'agit des encours sains pour lesquels il n'y a pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier ou de certains actifs pour lesquels la norme permet de présumer qu'ils ont un risque de crédit faible en date d'arrêté ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit correspond aux pertes de crédit attendues à un an ;
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

Statut 2 (stage 2 ou S2)

- les encours sains pour lesquels une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier, sont transférés dans cette catégorie ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) ;
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat, comme pour les encours de statut 1, selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

Statut 3 (stage 3 ou S3)

- il s'agit des encours pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de crédit avéré et qui intervient après la comptabilisation initiale de l'instrument concerné. Cette catégorie recouvre, les créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen n°575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit. Les situations de défaut sont identifiées pour les encours ayant des impayés significatifs (introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement) et les critères de retour en

encours sains ont été clarifiés avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés ;

- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est calculée à hauteur des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) sur la base du montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables ;
- les produits d'intérêts sont alors reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur nette comptable de l'instrument après dépréciation.

Les instruments financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création (purchased or originated credit impaired ou POCI) sont des actifs qui présentent des indicateurs objectifs de perte de valeur dès leur comptabilisation initiale. Ils correspondent aux actifs dont l'entité ne s'attend pas à recouvrer l'intégralité des flux de trésorerie contractuels. En raison de leur faible matérialité et compte tenu de leur mode de suivi ils sont présentés avec les actifs relevant du statut 3 ou du Statut 2 en cas d'amélioration de leurs risque de crédit. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit associé à ces instruments est calculée à hauteur des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité).

Pour les créances résultant de contrats de location simple ou de contrats de location financière – qui relèvent d'IFRS 16, le groupe a décidé de ne pas retenir la possibilité d'appliquer la méthode simplifiée proposée par IFRS 9 §5.15.

Les évolutions méthodologiques réalisées sur la période et présentées ci-après constituent un changement d'estimation qui se traduit par un impact en résultat.

Méthodologie d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues

Les principes d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues s'appliquant à la très grande majorité des expositions du groupe sont décrits ci-dessous. Seuls quelques portefeuilles d'établissements du groupe, correspondant à un volume d'expositions limité, peuvent ne pas être traités selon les méthodes décrites ci-après et se voir appliquer des techniques d'évaluation spécifique.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit s'apprécie sur une base individuelle, pour chaque instrument, en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

Par ailleurs, en complément de cette appréciation réalisée dans le moteur central du groupe, les établissements peuvent pour tenir compte des risques spécifiques de leurs portefeuilles, estimer l'augmentation significative du risque de crédit sur la base d'un portefeuille donné par une sévérisation des notations attribuées à ce dernier sur base géographique ou sectorielle. Cette sévérisation peut amener à un déclassement du statut 1 vers le statut 2, le déclassement vers le statut 3 reste basé sur une analyse individuelle.

Conformément à la norme IFRS 9, un encours d'une contrepartie ayant fait l'objet d'une dégradation significative du risque de crédit (Statut 2) qui vient d'être originé sera classé en Statut 1.

L'appréciation de la détérioration repose sur la comparaison des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture. Les mêmes principes que ceux déterminant l'entrée en Statut 2 sont appliqués pour l'amélioration de la dégradation significative du risque de crédit.

La mesure de la dégradation du risque permet dans la majorité des cas de constater une dépréciation en Statut 2 avant que la transaction ne soit dépréciée individuellement (Statut 3).

Néanmoins et préalablement à l'analyse ci-dessus, les critères d'analyse généraux suivants sont appliqués :

La norme permet de considérer que le risque de crédit d'un instrument financier n'a pas augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale si ce risque est considéré comme faible à la date de clôture. Cette disposition est appliquée pour les titres de dette notés investment grade et gérés dans le cadre de la réserve de liquidité du Groupe BPCE, telle que définie par la réglementation Bâle 3, ainsi que les titres de dettes classés en placements financiers des activités d'assurances. La qualification « investment grade » correspond aux notes dont le niveau est supérieur ou égal à BBB- ou son équivalent chez Standards and Poors, Moody's ou Fitch. Ces actifs demeurent dans ce cas classés en Statut 1 ;

Une approche par contrepartie pour un classement en Statut 2 est appliquée notamment au regard du critère qualitatif High Credit Risk issu des moteurs de notation interne du Groupe. Ce critère inclut les contreparties classées en *watchlist*, en note sensible (notamment dans les cas où la notion de *watchlist* n'est pas utilisée), en situation de réaménagements ou en présence de difficultés financières si les critères de déclassement en Statut 3 ne sont pas remplis ;

De plus, il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation initiale lorsque les paiements contractuels subissent un retard de plus de 30 jours ;

Et enfin une évolution défavorable du risque pays est un critère de classement de l'ensemble des encours concernés en Statut 2.

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit est faite au niveau de chaque instrument en se fondant sur des indicateurs et des seuils qui varient selon la nature de l'exposition et le type de contrepartie.

Sur les portefeuilles Particuliers, Professionnels, PME, Secteur Public et Logement Social :

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit s'effectue sur la base des niveaux de dégradation de la notation depuis l'octroi suivants :

Note à l'origine	Particuliers	Professionnels	PME, Secteur Public et logement social
3 à 11 (AA à BB+)	3 crans	3 crans	3 crans
12 (BB)	2 crans		
13 (BB-)			
14 à 15 (B+ à B)	1 cran	2 crans	1 cran
16 (B-)		1 cran	
17 (CCC à C)	Sensible en Statut 2		

Par ailleurs, des critères qualitatifs complémentaires permettent de classer en Statut 2 l'ensemble des contrats présentant des impayés de plus de 30 jours (sauf si la présomption d'impayés de 30 jours est réfutée), en note sensible, en situation de réaménagements ou en présence de difficultés financières si les critères de déclassement en Statut 3 ne sont pas remplis.

Sur les portefeuilles de Grandes Entreprises, Banques et Souverains : le critère quantitatif s'appuie sur le niveau de variation de la notation depuis la comptabilisation initiale. Les mêmes critères qualitatifs sur les Particuliers, Professionnels et Petites et Moyennes Entreprises s'appliquent et il convient d'y rajouter les contrats inscrits en *Watchlist*, ainsi que des critères complémentaires fonction de l'évolution du niveau de risque pays.

Les seuils de dégradation **sur les portefeuilles de Grandes Entreprises et de Banques** sont les suivants :

Pour ces portefeuilles, la dégradation s'évalue désormais entre la classe PD à l'octroi et à l'arrêt. Une classe de PD correspond à un regroupement de notes :

Classe de PD à l'origine	Dégradation significative
Grandes Entreprises	
1 à 2 (AAA à A-)	4 crans
3 à 4 (BBB+ à BBB-)	3 crans
5 (BB+ à BB-)	2 crans
6 à 8 (B+ à C)	1 cran
Banques	
1 (AAA)	4 crans
2 à 4 (AA+ à BBB-)	3 crans
5 (BB+ à BB-)	2 crans
6 à 8 (B+ à C)	1 cran
Financement de projet	
1 à 2 (AAA+ à BBB)	3 crans
3 (BBB- à BB+)	2 crans
4 à 7 (BB à C)	1 cran
Financement Immobilier et Hôtelier	
1 à 2 (AAA+ à BBB)	3 crans
3 (BBB- à BB+)	2 crans
4 à 7 (BB à C)	1 cran

Sur les Souverains : les seuils de dégradation sur l'échelle de notation à 8 plots sont les suivants :

Note à l'origine	Dégradation significative
1	6 crans
2	5 crans
3	4 crans
4	3 crans
5	2 crans
6	1 cran
7	S2 directement (sauf si contrat nouvellement originé)
8	S2 directement (sauf si contrat nouvellement originé)

Sur les Financements Spécialisés : les critères appliqués varient selon les caractéristiques des expositions et le dispositif de notation afférent. Les expositions notées sous le moteur dédié aux expositions de taille importante sont traitées de la même manière que les Grandes Entreprises ; les autres expositions sont traitées à l'instar des Petites et Moyennes Entreprises.

Pour l'ensemble de ces portefeuilles, les notations sur lesquelles s'appuie la mesure de la dégradation du risque correspondent aux notations issues des systèmes internes lorsque celles-ci sont disponibles, ainsi que sur des notes externes, notamment en l'absence de notation interne.

Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de l'augmentation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Afin d'apprécier l'augmentation significative du risque de crédit, le groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères définis par le groupe qui s'imposent aux établissements du groupe (dit « modèle central ») ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du forward looking local, du risque porté par chaque établissement sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères définis par le groupe de déclassement en Statut 2 (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité). Ces critères sont adaptés à chaque arrêté au contexte macroéconomique du moment.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est à dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les instruments financiers classés en Statut 1 ou en Statut 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de plusieurs paramètres :

- flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation - ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat, et de son taux d'intérêt effectif et plus particulièrement pour les crédits immobiliers, du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;
- taux de perte en cas de défaut (LGD, *Loss Given Default*) ;
- probabilités de défaut (PD), sur l'année à venir dans le cas des instruments financiers en Statut 1, jusqu'à la maturité du contrat dans le cas des instruments financiers en Statut 2.

La méthodologie développée s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants notamment sur les modèles internes développés dans le cadre du calcul des exigences réglementaires en fonds propres (dispositif bâlois) et sur les modèles de projections initialement utilisés dans le dispositif de stress tests. Des ajustements spécifiques sont réalisés pour se mettre en conformité avec les spécificités de la norme IFRS 9 :

- les paramètres IFRS 9 visent ainsi à estimer de façon juste les pertes de crédit attendues dans un cadre de provisionnement comptable, tandis que les paramètres prudentiels sont dimensionnés de façon prudente dans un cadre réglementaire. Plusieurs marges de prudence appliquées sur les paramètres prudentiels sont en conséquence retraitées ;
- les paramètres IFRS 9 doivent permettre d'estimer les pertes de crédit attendues jusqu'à la maturité du contrat, tandis que les paramètres prudentiels sont définis afin d'estimer les pertes attendues sur un horizon d'un an. Les paramètres à un an sont donc projetés sur des horizons longs ;
- les paramètres IFRS 9 doivent tenir compte de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (forward looking), tandis que les paramètres prudentiels correspondent à des estimations moyennes de cycle (pour la PD) ou bas de cycle (pour la LGD et les flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier). Les paramètres prudentiels de PD et de LGD sont donc également ajustés selon ces anticipations sur la conjoncture économique.

Les modalités de mesure des pertes de crédit attendues tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que l'entité ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties, si ces garanties sont considérées comme faisant partie des modalités contractuelles de l'instrument garanti.

Le dispositif de validation des modèles IFRS 9 s'intègre pleinement dans le dispositif de validation déjà en vigueur au sein du groupe. La validation des modèles suit ainsi un processus de revue par une cellule indépendante de validation interne, la revue de ces travaux en comité modèle groupe et un suivi des préconisations émises par la cellule de validation.

Prise en compte des informations de nature prospective

Les données macroéconomiques prospectives (*forward looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du groupe, dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du forward looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations au sein du modèle central ;
- au niveau de chaque entité, au regard de ses propres portefeuilles.

Le montant des pertes de crédit attendues est calculé sur la base d'une moyenne des ECL par scénarios pondérés par la probabilité d'occurrence de ces scénarios, tenant compte des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions raisonnables et justifiables de la conjoncture économique.

Le Groupe BPCE prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues. Pour ce faire, le Groupe BPCE utilise les projections de variables macroéconomiques retenues dans le cadre de la définition de son processus budgétaire, considéré comme le plus probable, encadré par des scénarios optimistes et pessimistes afin de définir des trajectoires alternatives.

S'agissant de la détermination de l'augmentation significative du risque de crédit, au-delà des règles basées sur la comparaison des paramètres de risque entre la date de comptabilisation initiale et la date de reporting, celle-ci est complétée par la prise en compte d'informations prospectives comme des paramètres macroéconomiques sectoriels ou géographiques.

S'agissant de la mesure des pertes de crédit attendues, le groupe a fait le choix de retenir trois scénarios macroéconomiques qui sont détaillés dans le paragraphe ci-après.

Méthodologie de calcul de pertes attendues dans le cadre du modèle central

Les paramètres utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues sont ajustés à la conjoncture économique via la définition de trois scénarios économiques (central / pessimiste / optimiste) définis sur un horizon de trois ans.

La définition et la revue de ces scénarios suivent la même organisation et gouvernance que celles définies pour le processus budgétaire, avec une revue trimestrielle pouvant conduire à une révision des projections macroéconomiques en cas de déviation importante de la situation observée, sur la base de propositions de la recherche économique et une validation par le Comité de Direction Générale.

Les probabilités d'occurrence du scénario central et de ses bornes sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité *WatchList* et Provisions du groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou traité en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques.

Les variables définies dans le scénario central et ses bornes permettent la déformation des paramètres de PD et de LGD et le calcul d'une perte de crédit attendue pour chacun des scénarios économiques. La projection des paramètres sur les horizons supérieurs à trois ans se fait sur le principe d'un retour progressif à leur moyenne long-terme. Ces scénarios économiques sont associés à des probabilités d'occurrence, permettant in fine le calcul d'une perte moyenne probable utilisée comme montant de la perte de crédit attendue IFRS 9.

Pour l'arrêté du 31 décembre 2025 :

Après les épisodes COVID en 2020, la guerre en Ukraine en 2022 qui ont affecté durablement la situation macro-économique mondiale, la mise en place des scénarios Budgétaire 2026 prend place cette fois-ci dans un contexte géopolitique mondial et européen incertain mais aussi dans un contexte de politique intérieure française loin d'être clarifié, à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale (AN) en juin 2024. la réélection de Donald Trump comme président des Etats-Unis a ravivé un certain nombre de craintes sur le plan des relations internationales. Depuis son investiture le 20 janvier 2025, Donald Trump et son administration ont multiplié des déclarations et des initiatives ravivant les tensions dans les relations internationales et plus particulièrement dans les relations euro-atlantiques :

- Remise en cause de la souveraineté de certains pays comme le Canada ou le Groenland, remise en cause de la souveraineté sur le canal de Panama, ...
- Annonces de mise en place de barrières douanières avec la Chine et aussi avec ses alliés et partenaires commerciaux historiques (Europe, le Canada et le Mexique),
- Remise en cause voire l'arrêt du soutien à la fois politique et militaire des USA à l'Ukraine, faisant craindre un désengagement complet de USA du conflit, voire tout simplement du continent européen,
- Rapprochement entre les Etats-Unis et la Russie, faisant craindre un changement majeur de la stratégie américaine vis-à-vis de l'Europe.

En ce qui concerne la situation en France, la démission des gouvernements successifs depuis juin 2024 fait craindre la poursuite de l'instabilité politique en France dans les prochains mois, voire prochaines années, avec de possibles conséquences majeures sur les réformes structurelles attendues et une possible dégradation de la notation souveraine française.

Enfin au Moyen-Orient et dans le reste du monde les tensions restent toujours vives, la situation reste toujours incertaine dans certaines zones, les relations américano-iraniennes restent tendues faisant craindre une escalade dans la région et son potentiel impact sur l'approvisionnement mondial en pétrole.

Le scénario budgétaire du groupe repose sur les hypothèses structurantes suivantes :

- Aggravation de la guerre commerciale avec des mesures mises en place par tous les pays pour contrer la hausse des droits de douanes aux Etats-Unis : la croissance américaine est significativement ralentie, passant de 2,8% à 1% en 2025 et elle reste modérée à 1,3% en 2026. L'inflation passerait à 3,6% en moyenne en 2025 et 3,4% en 2026 ;
- La croissance devrait également ralentir en zone euro avec un impact estimé à -0,3 point de PIB. La croissance s'établirait ainsi à 0,7% en 2025. A noter toutefois que le plan de dépense allemand devrait constituer un soutien en toute fin d'année mais surtout en 2026. La croissance européenne rebondirait à 1,1% en 2026. L'impact sur l'inflation sera limité : les premières mesures de rétorsion mises en œuvre par l'UE seront atténuées par l'appréciation de l'euro et la baisse des prix de l'énergie. L'inflation devrait s'établir en moyenne à 2,3% en 2025 et 1,9% en 2026 ;
- La France serait moins affectée par les droits de douane que la zone euro dans son ensemble avec un impact de -0,2 point sur la croissance 2025, à 0,5% puis 0,9% en 2026. L'inflation française restera très modérée à 1,5% en 2025 et 1,7% en 2026 ;
- Le retour à la cible de l'inflation en zone euro à partir de 2027 (avec cependant une inflation en Allemagne au-dessus de 2% à 2,2% en 2028 et 2029) combiné à une croissance en zone euro légèrement au-dessus du potentiel auront pour effet une reprise de la hausse des taux par la BCE à partir de 2027 (2 x 25 pbs en 2027 et 1 x 25 bps en 2028) ;
- La BCE baissera ses taux à 2% d'ici juin 2025 et les laissera inchangés à partir de 2028 sur le reste de l'horizon de projection ;

- La Réserve fédérale commencera à baisser en septembre 2025 les taux fed funds jusqu'à 3% en juin 2026 ;
- Le taux 10 ans OAT devrait trouver un niveau d'équilibre autour de 3% fin 2025 puis se stabiliser autour de 3,65% sur le reste de l'horizon de projection,
- Le taux 10 ans UST devrait atteindre 4,15% fin 2025 puis se stabilisera autour de 4,50%,
- Le taux de change EUR/USD devrait atteindre un niveau de 1,18 fin 2025 et 2026 pour ensuite se stabiliser autour de 1,20.

Le scénario a été validé par le Comité GAP Groupe du 24 juin 2025.

Compte tenu de l'évolution, le, des incertitudes macroéconomiques et géopolitiques depuis le 31 décembre 2024, le Groupe BPCE a été amené à revoir les bornes pessimistes utilisées ainsi que les pondérations associées.

Cette revue a conduit à un rétrécissement du corridor entre les 2 bornes pessimistes et optimistes et un rééquilibrage des pondérations entre les 3 scénarios. En effet le Groupe estime qu'avec le développement des discussions entre états et l'absence de mise en place de la totalité des droits de douane présentés par l'administration américaine en avril dernier, l'amplitude du scénario pessimiste est devenue moins importante.

Le scénario pessimiste est une version moins sévère du scénario « Guerres Commerciales et protectionnisme » de l'ICAAP. Dans ce cas, les impacts sur la croissance, le chômage et l'inflation sont réduits d'environ 33%. Cela permet d'avoir un écart de près de 1% de croissance du PIB français entre le scénario de base et ce scénario pessimiste à partir de 2026. Pour l'année 2025, les différences sont moins importantes. Ainsi, pour le PIB français, le scénario pessimiste pour 2025 montre une baisse de -0,2% par rapport à une prévision de 0,6%.

Le rationnel du scénario reste peu ou prou inchangé. Le scénario pessimiste repose sur des droits de douane US moins élevés que prévu au global ce qui vient limiter les risques de décrochage majeur du commerce mondial. Par effet mécanique et en l'absence de tension matérielle entre la Chine et Taiwan cette année, l'impact sur l'économie américaine est plus faible avec une croissance nulle en 2025 dans ce nouveau scénario pessimiste.

L'Europe souffre toujours du fait de la mise en place de barrières commerciales et de représailles commerciales mise en place par l'UE vis-à-vis de pays tiers, avec une croissance qui passe à 0% en 2025 et -0,1% en 2026.

La perte de PIB vis-à-vis du scénario baseline pour la France approche 0,7% en 2025, faisant passer la croissance en territoire négatif à près de -0,2%. La croissance reste ensuite atone, proche de 0%, sur les années 2026 et 2027 (-0,1% et 0,2% respectivement). Du fait des représailles évoquées ci-dessus, l'inflation française se tend et revient vers 2% en 2025 et 2026. L'ampleur de la guerre commerciale étant plus faible que dans l'adverse ICAAP, les actifs risqués corrigent dans une moindre mesure. L'Eurostoxx 50 perd ainsi 13% en 2025 et continue de chuter jusqu'à atteindre près de 4600 points en 2027 soit un niveau 20% inférieur au baseline. L'inflation européenne, qui reste supérieure à 2% sur la totalité de l'horizon de projection, force la BCE à monter son taux de dépôt jusqu'à 2,75%. Ceci se traduit par un aplatissement des courbes, les taux longs profitant notamment de leur statut de valeur refuge. Le taux 10 ans allemand rechute ainsi vers 2,50% dans ce scénario.

Le scénario optimiste reste basé sur une déviation statistique du scénario central qui aboutit à un retour progressif de l'inflation sur des niveaux faibles et une reprise plus vigoureuse de l'activité.

Durant l'année 2025, les évolutions méthodologiques suivantes ont été mises en place :

- Des calibrages spécifiques pour les Financement Spécialisés Immobiliers ont été mis en production pour mieux prendre en compte leur comportement spécifique. Ils étaient précédemment regroupés au sein des « Populations Spécifiques », qui ne renferment désormais plus que SPLS (Secteur Public et Logement Social) et les Associations et Assurances. Les PD et LGD concernées ont également été recalibrées en tenant compte de ces évolutions ;
- Une extension des modèles Petites Entreprises aux Entreprises Etrangères a été mise en production ;
- Une évolution permettant de répondre à un certain nombre de préconisations et recommandations sur le périmètre des PME a été mise en production.

En complément, le groupe complète et adapte cette approche en tenant compte des spécificités propres à certains périmètres. Chaque scénario est pondéré en fonction de sa proximité au consensus de Place (Consensus *Forecast*) sur les principales variables économiques de chaque périmètre ou marché significatif du groupe.

Les projections sont déclinées au travers des principales variables macroéconomiques comme le PIB, le taux de chômage, les taux d'intérêts à 10 ans sur la dette souveraine française et l'immobilier.

Les variables macroéconomiques sur la zone France sont les suivantes :

Au 31 décembre 2025 :

Pessimiste 2025-T4					Central 2025-T4					Optimiste 2025-T4				
	PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A		PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A		PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A
2025	-0,20%	7,90%	0,50%	3,12%	2025	0,60%	7,60%	1,50%	3,40%	2025	1,13%	7,30%	2,50%	3,68%
2026	-0,06%	8,00%	0,00%	3,28%	2026	1,00%	7,70%	1,20%	3,65%	2026	1,70%	7,40%	2,50%	4,03%
2027	0,24%	8,10%	0,00%	3,28%	2027	1,30%	7,80%	1,50%	3,65%	2027	2,00%	7,50%	3,00%	4,03%

Au 31 décembre 2024 :

Pessimiste 2024-T4					Central 2024-T4					Optimiste 2024-T4				
	PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A		PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A		PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A
2024	-0,42%	8,07%	-8,15%	4,04%	2024	1,10%	7,50%	-6,00%	2,85%	2024	1,86%	7,22%	-4,93%	2,63%
2025	-3,00%	9,12%	-8,00%	5,25%	2025	1,40%	7,64%	-1,50%	2,90%	2025	3,90%	6,54%	1,75%	2,10%
2026	0,50%	9,05%	-6,00%	4,60%	2026	1,57%	7,40%	0,00%	2,70%	2026	2,64%	6,23%	3,00%	2,20%

Pondération des scénarios au 31 décembre 2025

Les pertes de crédit attendues sont calculées en affectant à chacune des bornes une pondération déterminée en fonction de la proximité du consensus des prévisionnistes avec chacune des bornes centrale, pessimiste et optimiste, sur la variable croissance du PIB.

Ainsi, les pondérations retenues pour la zone France sont les suivantes :

scénario central : 35% au 31 décembre 2025 contre 80 % au 31 décembre 2024.

scénario pessimiste : 30% au 31 décembre 2025 contre 15 % au 31 décembre 2024.

scénario optimiste : 35% au 31 décembre 2025 contre 5 % au 31 décembre 2024.

Il est à noter que l'évolution des pondérations au 31 décembre 2025 comparativement au 31 décembre 2024 est portée principalement par une évolution du scénario utilisé pour cet arrêté.

Les risques environnementaux ne sont pas pris en compte dans les modèles centraux à ce stade. Ils peuvent en revanche être pris en considération au niveau des établissements (cf. plus bas).

Pertes de crédit attendues constituées en complément du modèle central

Des provisions complémentaires ont été comptabilisées par les établissements pour couvrir les risques spécifiques de leurs portefeuilles, en complément des provisions décrites ci-avant et calculées par les outils du groupe. Ces provisions ont été principalement constituées en 2020 et 2021 au titre des conséquences de la crise de la Covid-19. Ces dernières années, elles ont été complétées par des provisions additionnelles et documentées sur les secteurs les plus susceptibles d'être les plus touchés par la dégradation du contexte macroéconomique (hausse de l'inflation, flambée des prix de l'énergie, pénuries, politique commerciale, etc.). Les encours concernés peuvent le cas échéant faire l'objet d'un déclassement en Statut 2.

Au cours de l'année 2025, ces provisions complémentaires sont limitées et concernent à titre principal les secteurs de la distribution-commerce ou encore de l'automobile. De plus, plusieurs secteurs ont fait l'objet de reprises tels que celui des professionnels de l'immobilier, du tourisme-hôtellerie-restauration et du BTP.

Dans ce contexte, le groupe a continué à renforcer l'identification et le suivi des secteurs les plus impactés. L'approche de suivi sectoriel se traduit notamment par (i) une classification selon leur niveau de risque des secteurs et sous-secteurs économiques établie de manière centralisée par la direction des risques du Groupe BPCE, mise à jour régulièrement et communiquée à l'ensemble des établissements du groupe, (ii) une sévérisation des taux de LGD sur base géographique ou sectorielle.

Dans une moindre mesure et uniquement pour un nombre limité d'établissements, des pertes de crédit attendues sur risques climatiques ont été constituées. Elles sont constituées en application de principes généraux définis par le groupe et concernent en grande partie le risque climatique de transition. Ces provisions viennent en anticipation de pertes directes, par secteur ou par zone géographique, causées par les phénomènes climatiques extrêmes ou chroniques entraînant un risque accru de défaut à la suite d'une cessation ou diminution de l'activité. Elles ne sont pas constituées de manière individualisée car elles couvrent un risque global sur certains secteurs de l'économie et sur un périmètre local, régional ou national, selon l'établissement. Les risques de transition peuvent également être pris en compte dans ces pertes de crédit attendues. Ils correspondent aux conséquences économiques et financières d'une transition sociétale vers une économie bas-carbone, visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre (réglementation, marché, technologie, réputation), à laquelle un secteur d'activité ne peut s'aligner.

La prise en compte du risque climatique est effectuée notamment par l'application, d'un stress sur le niveau de la note de la contrepartie, ou du taux de provisionnement global en fonction du segment de clientèle selon sa vulnérabilité estimée aux risques climatiques.

Analyse de la sensibilité des montants d'ECL

Les analyses de sensibilités sont réalisées sur l'encours de dépréciation portant sur l'ensemble des instruments classés en statut 1 et statut 2 dans le moteur central du groupe. Ces analyses reposent sur une application d'une pondération à 100% de chacun des scénarios utilisés sans impacter le statut de ces encours ni les éventuels ajustements appliqués au modèle.

La sensibilité des pertes de crédit attendues pour le Groupe Caisse d'Épargne Ile de France liée à la probabilité d'occurrence du scénario pessimiste à 100% entraînerait une augmentation de 6.7 % des pertes de crédit attendues. À l'inverse, la probabilité d'occurrence du scénario optimiste à 100% entraînerait quant à elle, une diminution de 5,1 % des ECL. Enfin, une pondération à 100% du scénario central entraînerait une diminution de 0,7% des ECL.

Modalités d'évaluation des encours qui relèvent du Statut 3

Les actifs financiers pour lesquels existe une indication objective de perte liée à un événement qui caractérise un risque de contrepartie avéré et qui intervient après leur comptabilisation initiale sont considérés comme relevant du Statut 3. Les critères d'identification des actifs sont alignés avec la définition du défaut telle que définie à l'article 178 du règlement européen n°575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit en cohérence avec les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit.

Les prêts et créances sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 si les deux conditions suivantes sont réunies :

il existe des indices objectifs de dépréciation sur base individuelle ou sur base de portefeuilles : il s'agit « d'événements déclenchant » ou « événements de pertes » qui caractérisent un risque de contrepartie et qui interviennent après la comptabilisation initiale des prêts concernés. Constituent notamment un indice objectif de dépréciation :

la survenance d'un impayé depuis trois mois consécutifs au moins dont le montant est supérieur aux seuils absolus (de 100 € pour une exposition retail sinon 500€) et au seuil relatif de 1 % des expositions de la contrepartie ;

ou la restructuration de crédits en cas d'atteinte de certains critères ou, indépendamment de tout impayé, l'observation de difficultés financières de la contrepartie amenant à considérer que tout ou partie des sommes dues ne seront pas recouvrées. A noter que les encours restructurés sont classés en Statut 3 lorsque la perte est supérieure à 1 % de la différence entre la valeur actuelle nette avant restructuration et la valeur actuelle nette après restructuration ;

ces événements sont susceptibles d'entraîner la constatation de pertes de crédit avérées (incurred credit losses), c'est-à-dire de pertes de crédit attendues (expected credit losses) pour lesquelles la probabilité d'occurrence est devenue certaine.

Le classement en Statut 3 est maintenu pendant une période probatoire de trois mois après disparition de l'ensemble des indicateurs du défaut mentionnés ci-dessus. La période probatoire en Statut 3 est étendue à un an pour les contrats restructurés ayant fait l'objet d'un transfert en Statut 3.

Lors de la sortie du Statut 3, le Groupe BPCE n'applique pas de période probatoire additionnelle de classement en Statut 2 préalable avant tout transfert en Statut 1 (si l'actif concerné répond aux conditions pour y être classé).

Les titres de dettes tels que les obligations ou les titres issus d'une titrisation (ABS, CMBS, RMBS, CDO cash), sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 lorsqu'il existe un risque de contrepartie avéré.

Les indicateurs de dépréciation utilisés pour les titres de dettes au Statut 3 sont, quel que soit leur portefeuille de destination, identiques à ceux retenus dans l'appréciation sur base individuelle du risque avéré des prêts et créances. Pour les titres super subordonnés à durée indéterminée (TSSDI) répondant à la définition d'instruments de dette au sens de la norme IAS 32, une attention particulière est également portée lorsque l'émetteur peut, sous certaines conditions, ne pas payer le coupon ou proroger l'émission au-delà de la date de remboursement prévue.

Les dépréciations pour pertes de crédit attendues des actifs financiers au Statut 3 sont déterminées par différence entre le coût amorti et le montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire, la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables, que ces flux de trésorerie proviennent de l'activité de la contrepartie ou qu'ils proviennent de l'activation éventuelle des garanties (si ces garanties sont considérées comme faisant partie des modalités contractuelles de l'instrument garanti). Pour les actifs à court terme (durée inférieure à un an), il n'est pas fait recours à l'actualisation des flux futurs. La dépréciation se détermine de manière globale sans distinction entre intérêts et capital. Les pertes de crédit attendues relatives aux engagements hors bilan au Statut 3 sont prises en compte au travers de provisions comptabilisées au passif du bilan. Elles se calculent sur la base d'échéanciers, déterminés selon les historiques de recouvrement constatés par catégorie de créances.

Aux fins de l'évaluation des pertes de crédit attendues, il est tenu compte dans l'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendus, des biens affectés en garantie ainsi que des autres rehaussements de crédit qui font partie intégrante des modalités contractuelles de l'instrument et que l'entité ne comptabilise pas séparément.

Les passages en pertes sont basés sur des analyses individuelles compte tenu de la particularité de chaque situation. Au-delà des facteurs attestant de façon évidente que tout ou partie de la créance ne sera pas recouvrée (ex : arrêt des actions de recouvrement, réception du certificat d'irrecouvrabilité), d'autres faisceaux d'indicateurs sont susceptibles d'être également pris en compte (entrée en procédure de liquidation, disparition ou insuffisance des actifs résiduels et ou absence de collatéral, absence de volonté manifeste des dirigeants de respecter leurs engagements et absence de soutien des actionnaires, chances de recouvrement basées exclusivement sur des actions légales de recouvrement intentées contre des tiers conjuguées à une probabilité de réussite de ces actions très faible).

Ces facteurs sont à prendre en compte dans le cadre d'une analyse globale et ne constituent pas un indicateur automatique de passage en pertes. Lorsqu'au regard de la situation du dossier, il est raisonnablement certain que tout ou partie de la créance ne sera pas recouvrée, le montant à comptabiliser en pertes est déterminé sur la base des éléments existants les plus objectifs possibles aussi bien externes et qu'internes.

Les récupérations ultérieures portant sur les créances déjà constatées en pertes sont également comptabilisées dans le poste coût du risque de crédit.

Comptabilisation des dépréciations sur les actifs au coût amorti et en juste valeur par capitaux propres et des provisions sur les engagements de financement et de garantie

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers au coût amorti, les dépréciations constatées viennent corriger le poste d'origine de l'actif présenté au bilan pour sa valeur nette (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2, S3 ou POCI). Les dotations et reprises de dépréciation sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Coût du risque de crédit ».

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les dépréciations sont portées au passif du bilan au niveau des capitaux propres recyclables, en contrepartie du poste « Coût du risque de crédit » au compte de résultat (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2, S3 ou POCI).

Pour les engagements donnés de financement et de garantie financière, les provisions sont inscrites dans le poste « Provisions » au passif du bilan (indépendamment du statut de l'engagement donné : S1, S2, S3 ou POCI). Les dotations et reprises de provisions sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Coût du risque de crédit ».

7.1.2.1 Variation des pertes de crédit S1 et S2

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2025	Exercice 2024
Modèles (a) (b) (c)	239 431	221 206
Compléments au modèle	161 017	163 594
Autres	62 200	100 163
TOTAL PERTES DE CREDIT ATTENDUES S1/S2	462 648	484 963

(a) dont changement d'estimation SICR si significatif

(b) dont mise à jour des LGD Corporate et PME si significatif

(c) dont évolution de scénarios et de pondérations si significatif

7.1.2.2 Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur actifs financiers par capitaux propres

<i>En milliers d'euros</i>	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2024	3 264 316	-759	0	0	0	0	3 264 316	-759
Production et acquisition	999 163	-464	0	0	0		999 163	-464
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	-527 417	26	0	0	0	0	-527 417	26
Transferts d'actifs financiers	-12 003	89	12 003	-89	0	0	0	0
<i>Transferts vers S1</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Transferts vers S2</i>	-12 003	89	12 003	-89	0	0	0	0
<i>Transferts vers S3</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Changements de modèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements (1)	21 656	698	-89	-334	0	0	21 566	364
Solde au 31/12/2025	3 745 714	-410	11 914	-423	0	0	3 757 628	-833

(1) Dont amortissement des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change, et variations liées aux mouvements de périmètre

7.1.2.3 Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur titres de dettes au coût amorti

En milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2024	1 239 795	-54	0	0	0	0	1 239 795	-54
Production et acquisition	361 534						361 534	
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	-76 520	30					-76 520	30
Transferts d'actifs financiers	-28 643	76	28 643	-158			0	-82
<i>Transferts vers S1</i>								
<i>Transferts vers S2</i>	-28 643	76	28 643	-158			0	-82
<i>Transferts vers S3</i>								
<i>Changements de modèle</i>								
Autres mouvements ⁽¹⁾	-5 224	-52	760	-3			-4 464	-55
Solde au 31/12/2025	1 490 943	0	29 402	-161	0	0	1 520 345	-161

(1) Dont amortissement des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change, et variations liées aux mouvements de périmètre

7.1.2.4 Variation de la valeur comptable brute et des pertes de crédit sur prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti

Les prêts et créances aux établissements de crédit inscrits en statut 1 incluent notamment les fonds centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations, soit 10 585 016 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre 10 505 749 milliers d'euros au 31 décembre 2024 (filiales incluses).

En milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2024	25 138 469	-6	0	0	0	0	25 138 469	-6
Production et acquisition	11 044 389						11 044 389	0
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	-11 981 189						-11 981 189	
Réduction de valeur (passage en pertes)					-1 480	-1 480	-1 480	-1 480
Transferts d'actifs financiers								
<i>Transferts vers S1</i>								
<i>Transferts vers S2</i>								
<i>Transferts vers S3</i>								
<i>Changements de modèle</i>								
Autres mouvements ⁽¹⁾	-837 106	6	0	0	1 480	1 480	-835 626	1 486
Solde au 31/12/2025	23 364 563	0	0	0	0	0	23 364 563	0

(1) Dont amortissement des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change, et variations liées aux mouvements de périmètre

7.1.2.5 Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur prêts et créances à la clientèle au coût amorti

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts ou *stage*) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. Cette dégradation est mesurée sur la base de la notation en date d'arrêt.

En milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2024	64 342 434	-107 287	11 515 518	-350 797	1 776 956	-583 706	77 634 908	-1 041 790
Production et acquisition	7 607 945	-16 329	852 451	-35 887	13 784		8 474 181	-52 216
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	-3 341 914	12 933	-908 811	21 080	-101 993	26 873	-4 352 718	60 886
Réduction de valeur (passage en pertes)					-56 197	44 826	-56 197	44 826
Transferts d'actifs financiers	-163 572	27 252	-404 134	31 842	567 705	-130 876	0	-71 781
Transferts vers S1	4 135 049	-7 723	-4 104 831	91 464	-30 218	1 686	0	85 427
Transferts vers S2	-4 042 442	14 919	4 162 054	-114 089	-119 612	7 156	0	-92 015
Transferts vers S3	-256 179	20 057	-461 356	54 467	717 536	-139 718	0	-65 193
Changements de modèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements ⁽¹⁾	-2 482 908	-27 082	-692 557	7 723	-13 002	-63 362	-3 188 467	-82 722
Solde au 31/12/2025	65 961 985	-110 512	10 362 468	-326 040	2 187 253	-706 246	78 511 707	-1 142 798

(1) Dont amortissement des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change, et variations liées aux mouvements de périmètre

7.1.2.6 Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur engagements de financement donnés

En milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2024	7 155 786	-10 077	920 091	-7 711	55 088	-10 941	8 130 966	-28 730
Production et acquisition	2 718 589	-4 059	125 113	-1 250	631		2 844 333	-5 309
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	-2 336 287	21 177	-274 624	2 153	-37 909	2 063	-2 648 821	25 393
Transferts d'actifs financiers	-91 174	820	77 606	227	13 568	-351	0	696
Transferts vers S1	225 948	-513	-225 519	2 977	-428	3	1	2 467
Transferts vers S2	-313 195	1 162	313 842	-3 104	-647	33	-1	-1 909
Transferts vers S3	-3 926	171	-10 717	354	14 643	-387	0	138
Autres mouvements ⁽¹⁾	-391 272	-15 887	28 471	-2 387	91	-731	-362 711	-19 005
Solde au 31/12/2025	7 055 641	-8 026	876 657	-8 968	31 468	-9 960	7 963 767	-26 954

(1) Dont amortissement des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change et variations liées aux mouvements de périmètre

7.1.2.7 Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur engagements de garantie donnés

En milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2024	2 131 999	-3 621	500 603	-4 649	54 600	-20 483	2 687 201	-28 753
Production et acquisition	415 633	-592	43 987	-738	1		459 621	-1 330
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	-267 554	1 297	-103 056	552	-5 629	1 023	-376 240	2 872
Transferts d'actifs financiers	-87 470	208	71 676	282	15 793	-376	0	114
<i>Transferts vers S1</i>	139 109	-253	-138 826	2 072	-283	24	0	1 843
<i>Transferts vers S2</i>	-220 399	266	224 478	-2 153	-4 079	24	0	-1 863
<i>Transferts vers S3</i>	-6 180	194	-13 975	364	20 155	-424	0	134
Autres mouvements ⁽¹⁾	562	-210	-37 138	-658	-4 689	1 078	-41 264	210
Solde au 31/12/2025	2 193 170	-2 918	476 072	-5 211	60 076	-18 758	2 729 318	-26 887

7.1.2 MESURE ET GESTION DU RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et peut se manifester par la migration de la qualité de crédit voire par le défaut de la contrepartie.

Les engagements exposés au risque de crédit sont constitués de créances existantes ou potentielles et notamment de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés ou non utilisés.

Les procédures de gestion et les méthodes d'évaluation des risques de crédit, la concentration des risques, la qualité des actifs financiers sains, l'analyse et la répartition des encours sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

7.1.3 GARANTIES REÇUES SUR DES INSTRUMENTS DEPRECIÉS SOUS IFRS 9

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers du Groupe Caisse d'Epargne Ile de France au risque de crédit et de contrepartie. Cette exposition au risque de crédit (déterminée sans tenir compte de l'effet des compensations non comptabilisées et des collatéraux) et au risque de contrepartie correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers.

En milliers d'euros	Exposition maximale au risque ⁽²⁾	Dépréciations	Exposition maximale nette de dépréciation ⁽³⁾	Garanties
Classe d'instruments financiers dépréciés (S3)				
Prêts et créances à la clientèle au coût amorti	2 187 253	-706 246	1 481 008	1 188 268
Engagements de financement	31 469	-9 960	21 509	904
Engagements de garantie	60 076	-18 758	41 318	29 842
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS DEPRECIÉS (S3) ⁽¹⁾	2 278 799	-734 964	1 543 835	1 219 015

⁽¹⁾ Actifs dépréciés postérieurement à leur origination/acquisition (Statut 3) ou dès leur origination / acquisition (POCI)

⁽²⁾ Valeur brute comptable

⁽³⁾ Valeur comptable au bilan

7.1.4 GARANTIES REÇUES SUR DES INSTRUMENTS NON SOUMIS AUX REGLES DE DEPRECIATION IFRS 9

En milliers d'euros	Exposition maximale au risque (1)	Garanties
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Titres de dettes	212 042	0
Prêts	170 669	34 216
Dérivés de transaction	88 359	0
TOTAL	471 070	34 216

(1) Valeur comptable au bilan

7.1.5 MECANISMES DE REDUCTION DU RISQUE DE CREDIT : ACTIFS OBTENUS PAR PRISE DE POSSESSION DE GARANTIE

Le tableau suivant recense, par nature, la valeur comptable des actifs (titres, immeubles, etc.) obtenus au cours de la période par prise de garantie ou d'une mobilisation d'autres formes de rehaussement de crédit.

En milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Immeubles de placement	0	117
TOTAL DES ACTIFS OBTENUS PAR PRISE DE POSSESSION DE GARANTIE	0	117

7.1.6 ACTIFS FINANCIERS MODIFIES DEPUIS LE DEBUT DE L'EXERCICE, DONT LA DEPRECIATION ETAIT CALCULEE SUR LA BASE DES PERTES DE CREDIT ATTENDUES A MATURITE AU DEBUT DE L'EXERCICE**Principes comptables**

Les contrats modifiés sont des actifs financiers renégociés, restructurés ou réaménagés en présence ou non de difficultés financières et ne donnant pas lieu à décomptabilisation en l'absence du caractère substantiel des modifications apportées.

Un profit ou une perte sont à comptabiliser en résultat dans le poste « Coût du risque de crédit » en cas de modification.

La valeur comptable brute de l'actif financier doit être recalculée de manière à ce qu'elle soit égale à la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés au taux d'intérêt effectif initial.

Certains actifs financiers dont la dépréciation était calculée sur la base des pertes de crédit attendues à maturité, ont été modifiés depuis le début de l'exercice. Cependant, ces actifs financiers sont non significatifs au regard du bilan et du compte de résultat de l'entité.

7.1.7 ACTIFS FINANCIERS MODIFIES DEPUIS LEUR COMPTABILISATION INITIALE, DONT LA DEPRECIATION AVAIT ETE CALCULEE SUR LA BASE DES PERTES DE CREDIT ATTENDUES A MATURITE, ET DONT LA DEPRECIATION A ETE REEVALUEE SUR LA BASE DES PERTES DE CREDIT ATTENDUES A UN AN DEPUIS LE DEBUT DE L'EXERCICE

Certains actifs financiers dont la dépréciation avait été calculée sur la base des pertes de crédit attendues à maturité, ont été modifiés depuis leur comptabilisation initiale et ont vu leur dépréciation réévaluée sur la base des pertes de crédit attendues à un an depuis le début de l'exercice du fait d'une amélioration de leur risque de crédit. Cependant, ces actifs financiers sont non significatifs au regard du bilan de l'entité.

7.1.8 ENCOURS RESTRUCTURES

Réaménagements en présence de difficultés financières

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
Encours restructurés dépréciés	652 894	5 969	658 863	428 435	3 816	432 252
Encours restructurés sains	251 913	3 838	255 751	235 624	386	236 010
TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS	904 897	9 807	914 704	664 059	4 203	668 262
Dépréciations	-197 450	305	-197 755	-121 045	53	-121 098
Garanties reçues	461 412	1 636	463 048	374 083	640	374 723

Analyse des encours bruts

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
Réaménagement : modifications des termes et conditions	716 978	9 576	726 554	527 744	4 046	531 791
Réaménagement : refinancement	187 918	231	188 149	136 315	156	136 471
TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS	904 897	9 807	914 704	664 059	4 203	668 262

Zone géographique de la contrepartie

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
France	836 912	9 239	846 151	594 078	4 203	598 281
Autres pays	67 985	568	68 553	69 981	0	69 980
TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS	904 897	9 807	914 704	664 059	4 203	668 261

7.2 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque pouvant engendrer une perte financière due à des mouvements de paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les cours de change ;
- les prix : le risque de prix résulte des variations de prix de marché, qu'elles soient causées par des facteurs propres à l'instrument ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments négociés sur le marché. Les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments financiers dérivés sur matières premières sont soumis à ce risque ;
- et plus généralement, tout paramètre de marché intervenant dans la valorisation des portefeuilles.

Les systèmes de mesure et de surveillance des risques de marché sont communiqués dans le rapport sur la gestion des risques.

L'information relative à la gestion des risques de marché requise par la norme IFRS 7 est présentée dans le rapport sur la gestion des risques.

7.3 RISQUE DE TAUX D'INTERET GLOBAL ET RISQUE DE CHANGE

Le risque de taux représente pour la banque l'impact sur ses résultats annuels et sa valeur patrimoniale d'une évolution défavorable des taux d'intérêt. Le risque de change est le risque de voir la rentabilité affectée par les variations du cours de change.

La gestion du risque de taux d'intérêt global et la gestion du risque de change sont présentées dans le chapitre 2.7 « Gestion rapport sur la gestion des risques – Risque de liquidité, de taux et de change ».

7.4 RISQUE DE LIQUIDITE

Le risque de liquidité représente pour la banque l'impossibilité de faire face à ses engagements ou à ses échéances à un instant donné.

Les procédures de refinancement et les modalités de gestion du risque de liquidité sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

Les informations relatives à la gestion du risque de liquidité requises par la norme IFRS 7 sont présentées dans le chapitre 2.7 « Gestion rapport sur la gestion des risques – Risque de liquidité, de taux et de change ».

Le tableau ci-après présente les montants par date d'échéance contractuelle.

Les instruments financiers en valeur de marché par résultat relevant du portefeuille de transaction, les actifs financiers disponibles à la vente à revenu variable, les encours douteux, les instruments dérivés de couverture et les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont positionnés dans la colonne « Non déterminé ». En effet, ces instruments financiers sont :

- soit destinés à être cédés ou remboursés avant la date de leur maturité contractuelle ;
- soit destinés à être cédés ou remboursés à une date non déterminable (notamment lorsqu'ils n'ont pas de maturité contractuelle) ;
- soit évalués au bilan pour un montant affecté par des effets de revalorisation.

Les intérêts courus non échus sont présentés dans la colonne « inférieur à 1 mois ».

Les montants présentés sont les montants contractuels hors intérêts prévisionnels.

En milliers d'Euros	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total au 31/12/2025
Caisse, banques centrales	816 552	0	0	0	0	0	816 552
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	471 073	471 073
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	33 099	39 200	84 827	1 399 659	2 370 755	1 959 772	5 887 312
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	419 444	419 444
Titres au coût amorti	9 891	3 700	12 997	206 602	1 272 579	14 415	1 520 184
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	14 084 755	1 560 737	660 963	6 627 723	42 482	387 903	23 364 564
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	2 299 235	1 440 265	5 901 616	22 375 799	44 286 377	1 065 618	77 368 909
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0	0	0	0	0	-255 636	-255 636
ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	17 243 532	3 043 902	6 660 403	30 609 782	47 972 193	4 062 590	109 592 402
Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	102 619	102 619
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	751 583	751 583
Dettes représentées par un titre	13 525	102 671	4 118	338 005	1 266 455	-821	1 723 952
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	859 605	916 397	9 576 065	7 646 982	8 330 256	-239 590	27 089 716
Dettes envers la clientèle	57 202 382	1 787 981	5 699 013	7 302 835	1 198 776	0	73 190 987
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0	0	0	0	0	-54 638	-54 638
PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	58 075 512	2 807 049	15 279 197	15 287 822	10 795 486	559 153	102 804 218
Engagements de financement donnés en faveur des ets de crédit	1 006	0	800	1 230	0	0	3 036
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	405 774	342 766	2 126 204	2 660 176	2 396 048	29 765	7 960 733
TOTAL ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES	406 779	342 766	2 127 004	2 661 406	2 396 048	29 765	7 963 769
Engagements de garantie en faveur des ets de crédit	766	866	3 645	8 959	113	0	14 349
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	191 776	42 286	131 974	506 225	944 489	898 220	2 714 969
TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES	192 541	43 152	135 619	515 184	944 603	898 220	2 729 318

NOTE 8 AVANTAGES DU PERSONNEL

Principes comptables

Les avantages du personnel sont classés en quatre catégories :

- **Les avantages à court terme**, tels que les salaires, congés annuels, primes, la participation et l'intéressement dont le règlement est attendu dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice sont comptabilisés en charges.

- **Les avantages postérieurs à l'emploi** bénéficiant au personnel retraité pour lesquels il convient de distinguer les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies tels que les régimes nationaux français sont ceux pour lesquels l'obligation du Groupe BPCE se limite uniquement au versement d'une cotisation et ne comportent aucune obligation de l'employeur sur un niveau de prestation. Les cotisations versées au titre de ces régimes sont comptabilisées en charges de l'exercice.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies désignent les régimes pour lesquels le Groupe BPCE s'est engagé sur un montant ou un niveau de prestations.

Les régimes à prestations définies font l'objet d'une provision déterminée à partir d'une évaluation actuarielle de l'engagement prenant en compte des hypothèses démographiques et financières. Lorsque ces régimes sont financés par des fonds externes répondant à la définition d'actifs du régime, la provision est diminuée de la juste valeur de ces actifs.

Le coût des régimes à prestations définies comptabilisé en charge de la période comprend : le coût des services rendus (représentatif des droits acquis par les bénéficiaires au cours de la période), le coût des services passés (écart de réévaluation de la dette actuarielle suite à une modification ou réduction de régime), le coût financier net (effet de désactualisation de l'engagement net des produits d'intérêts générés par les actifs de couverture) et l'effet des liquidations de régime.

Les écarts de réévaluation de la dette actuarielle liés aux changements d'hypothèses démographiques et financières et aux effets d'expérience sont enregistrés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables en résultat net.

- Les autres avantages à long terme comprennent les avantages versés à des salariés en activité et réglés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Ils comprennent notamment les primes pour médaille du travail.

Ils sont évalués selon une méthode actuarielle identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies. Leur mode de comptabilisation diffère sur les écarts de réévaluation de la dette actuarielle qui sont comptabilisés en charges.

- Les indemnités de cessation d'emploi sont accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'une cessation d'emploi en échange d'une indemnité. Elles font l'objet d'une provision. Celles dont le règlement n'est pas attendu dans les douze mois de la clôture donnent lieu à actualisation.

8.1 CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel comprennent l'ensemble des charges liées au personnel et les charges sociales et fiscales afférentes.

En milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Salaires et traitements	-284 402	-282 806
Charges des régimes à cotisations définies	-64 687	-62 469
Charges des régimes à prestations définies	2 256	67
Autres charges sociales et fiscales	-140 027	-131 899
Intéressement et participation	-20 038	-19 084
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	-506 898	-496 191

8.2 ENGAGEMENTS SOCIAUX

Le Groupe Caisse d'Epargne Ile de France accorde à ses salariés différents types d'avantages sociaux. Le régime fermé de retraite (dit de maintien de droits) des Caisses d'Epargne, anciennement géré au sein de la Caisse Générale de Retraite des Caisses d'Epargne (CGRCE) est désormais intégré à la Caisse Générale de Prévoyance des Caisses d'Epargne (CGP). Les droits ont été cristallisés à la date de fermeture du régime soit le 31 décembre 1999. Les orientations stratégiques de la gestion des fonds du régime de maintien de droits des Caisses d'Epargne sont arrêtées par le Conseil d'administration de la CGP sur la base d'études actif/passif présentées préalablement à un Comité Paritaire de Gestion. Le Comité de Suivi des Passifs Sociaux du Groupe BPCE est également destinataire de ces études pour information.

La part de l'obligataire dans l'actif du régime est déterminante : en effet, la maîtrise du risque de taux pousse la CGP à répliquer à l'actif les flux prévus au passif à travers une démarche d'adossement. Les contraintes de passif poussent à détenir des actifs longs pour avoir une durée aussi proche que possible de celle du passif. Le souhait de revalorisation annuelle des rentes, bien que restant à la main du Conseil d'administration de la CGP pousse à détenir une part élevée d'obligations indexées inflation.

Les régimes CGP sont présentés parmi les « Compléments de retraite et autres régimes ». Les autres avantages sociaux incluent également :

- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

8.2.1 ANALYSE DES ACTIFS ET PASSIFS SOCIAUX INSCRITS AU BILAN

	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		31/12/2025	31/12/2024
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
<i>En milliers d'euros</i>						
Dette actuarielle	604 083	28 528	12 128		644 739	703 193
Juste valeur des actifs du régime	- 849 637	-36 183	-7 556		- 893 376	-914 203
Juste valeur des droits à remboursement						
Effet du plafonnement d'actifs	254 815				254 815	220 623
SOLDE NET AU BILAN	9 260	-7 655	4 572		6 176	9 613
Engagements sociaux passifs	9 260	4 329	4 572		18 161	20 788
Engagements sociaux actifs ⁽¹⁾		11 984			11 984	11 176

(1) Présenté à l'actif du bilan dans le poste « Comptes de régularisation et actifs divers »

La dette actuarielle est représentative de l'engagement accordé par le Groupe aux bénéficiaires. Elle est évaluée par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédits projetés en prenant en compte des hypothèses démographiques et financières revues périodiquement et à minima une fois par an.

Lorsque ces régimes sont financés par des actifs de couverture répondant à la définition d'actifs du régime, le montant de la provision correspond à la dette actuarielle diminuée de la juste valeur de ces actifs. Les actifs de couverture ne répondant pas à la définition d'actifs du régime sont comptabilisés à l'actif.

8.2.2 VARIATION DES MONTANTS COMPTABILISES AU BILAN

Variation de la dette actuarielle

En milliers d'euros	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Exercice 2025	Exercice 2024
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
DETTE ACTUARIELLE EN DÉBUT DE PÉRIODE	661 870	28 744	12 578		703 192	717 450
Coût des services rendus	427	1 334	668		2 429	2 713
Coût des services passés						771
Coût financier	22 736	871	370		23 977	23 398
Prestations versées	-29 333	-1 915	-1 001		-32 249	-30 391
Autres éléments enregistrés en résultat	30	274	-405		-101	124
Variations comptabilisées en résultat	-6 140	564	-368		-5 944	-3 385
Ecarts de réévaluation - Hypothèses démographiques	-725	96			-629	-1 457
Ecarts de réévaluation - Hypothèses financières	- 43 723	-458			-44 181	-16 636
Ecarts de réévaluation - Effets d'expérience	-7 198	-417			-7 615	8 754
Variations comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables	- 51 646	-779			-52 425	-9 339
Ecarts de conversion						
Autres variations	-3	-1	-83		-87	-1 535
DETTE ACTUARIELLE EN FIN DE PÉRIODE	604 084	28 528	12 128		644 740	703 193

Variation des actifs de couverture

En milliers d'euros	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Exercice 2025	Exercice 2024
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
JUSTE VALEUR DES ACTIFS EN DÉBUT DE PÉRIODE	871 422	35 449	7 332		914 203	950 954
Produit financier	30 221	1 082	236		31 539	31 369
Cotisations reçues						
Prestations versées	-28 122	-14			-28 136	-27 030
Autres			-12		-12	-15
Variations comptabilisées en résultat	2 099	1 068	224		3 391	4 324
Ecarts de réévaluation - Rendement des actifs du régime	- 23 883	-334			- 24 217	-41 076
Variations comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables	-23 883	-334			-24 217	-41 076
Ecarts de conversion						
Autres						
JUSTE VALEUR DES ACTIFS EN FIN DE PÉRIODE	849 638	36 183	7 556		893 377	914 203

Les prestations versées en trésorerie aux bénéficiaires faisant valoir leurs droits viennent éteindre à due concurrence le montant provisionné à cet effet. Elles ont été prélevées à hauteur de 28 136 milliers d'euros sur les actifs de couverture des régimes.

Le produit financier sur les actifs de couverture est calculé en appliquant le même taux que celui utilisé pour actualiser les engagements. L'écart entre le rendement réel à la clôture et le produit financier ainsi déterminé constitue un écart de réévaluation enregistré pour les avantages postérieurs à l'emploi en capitaux propres non recyclables.

8.2.3 COUTS DES RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES ET AUTRES AVANTAGES À LONG TERME

Charge des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme

Les différentes composantes de la charge constatée au titre des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme sont comptabilisées dans le poste « Charges de personnel ».

<i>En milliers d'euros</i>	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	Autres avantages à long terme	Exercice 2025	Exercice 2024
Coût des services	-1 761	-668	-2 429	-3 484
Coût financier net	7 696	-134	7 562	7 971
Autres (dont plafonnement par résultat)	-312	393	81	-147
CHARGE DE L'EXERCICE	5 623	-409	5 214	4 340
Prestations versées	3 112	1 001	4 113	3 361
Cotisations reçues				
VARIATION DE PROVISIONS SUITE À DES VERSEMENTS	3 112	1 001	4 113	3 361
TOTAL	8 735	592	9 327	7 701

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des régimes à prestations définies

<i>en milliers d'euros</i>	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Exercice 2025	Exercice 2024
ECARTS DE RÉÉVALUATION CUMULÉS EN DÉBUT DE PÉRIODE	- 58 819	-14 728	- 73 547	-15 025
- dont écarts actuariels	123 624	-18 096	105 528	-230 784
- dont effet du plafonnement d'actif	- 183 792	2 285	- 181 507	216 078
Ecarts de réévaluation générés sur l'exercice	-8 089	-446	-8 535	31 737
Ajustements de plafonnement des actifs	6 740		6 740	-34 572
ECARTS DE RÉÉVALUATION CUMULÉS EN FIN DE PÉRIODE	-5 641	-14 636	-20 277	-17 860
- dont écarts actuariels	-191 541	-16 982	-208 523	-199 047
- dont effet du plafonnement d'actif	185 900	2 346	188 246	181 506

8.2.4 AUTRES INFORMATIONS

Principales hypothèses actuarielles

	31/12/2025		31/12/2024	
	Tous régimes	Dont CGP-CE	Tous régimes	Dont CGP-CE
Taux d'actualisation	3,68%	4,06%	3,52%	3,52%
Taux d'inflation	2,20%	2,20%	2,30%	2,30%
Table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05
Duration	12 ans	12 ans	13 ans	14 ans

Sensibilité de la dette actuarielle aux variations des principales hypothèses

Au 31 décembre 2025, une variation de +/- 0,5 % du taux d'actualisation et du taux d'inflation auraient les impacts suivants sur la dette actuarielle :

en % et milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024	
	Tous régimes		Dont CGP-CE		CGP-CE	
	%	montant	%	montant	%	montant
variation de +0,5% du taux d'actualisation	- 5,26%	-35 323	-5,57%	-33 140	-6,09%	-39 650
variation de -0,5% du taux d'actualisation	5,79%	38 863	6,14%	36 509	6,76%	44 009
variation de +0,5% du taux d'inflation	4,47%	29 977	4,70%	27 938	4,99%	32 456
variation de -0,5% du taux d'inflation	-4,17%	-27 992	-4,39%	-26 100	-4,64%	-30 227

Échéancier des paiements – flux (non actualisés) de prestations versés aux bénéficiaires

en milliers d'euros	31/12/2025		31/12/2024	
	Tous régimes	Dont CGP-CE	Tous régimes	Dont CGP-CE
N+1 à N+5	168 545	155 599	153 991	153 991
N+6 à N+10	168 800	153 246	152 377	152 377
N+11 à N+15	155 753	141 860	143 773	143 773
N+16 à N+20	138 135	121 241	124 689	124 689
> N+20	300 250	248 043	268 099	268 099

Ventilation de la juste valeur des actifs des régimes (y compris droits à remboursement) CGP-CE

en % et milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024	
	Tous Régimes		Dont CGP-CE		CGP-CE	
	Poids par catégories	Juste valeur des actifs	Poids par catégories	Juste valeur des actifs	Poids par catégories	Juste valeur des actifs
Trésorerie	1,97%	18 831	2,10%	18 831	2,70%	23 528
Actions	13,57%	120 688	14,50%	120 688	12,50%	108 928
Obligations	76,57%	703 005	81,80%	703 005	83,20%	725 023
Immobilier	1,50%	13 695	1,60%	13 695	1,60%	13 943
Dérivés						
Fonds de placement	6,40%	43 739				
Total	100%	899 958	100%	856 218	100,00%	871 422

NOTE 9 JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

L'essentiel

La présente note vise à présenter les principes d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers tels que définis par la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » et à préciser certaines modalités de valorisation retenues au sein des entités du Groupe BPCE pour la valorisation de leurs instruments financiers.

Les actifs et passifs financiers sont évalués au bilan soit à la juste valeur soit au coût amorti. Une indication de la juste valeur des éléments évalués au coût amorti est cependant présentée en annexe.

Pour les instruments qui se négocient sur un marché actif faisant l'objet de prix de cotation, la juste valeur est égale au prix de cotation, correspondant au niveau 1 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur.

Pour les autres types d'instruments financiers, non cotés sur un marché actif, incluant notamment les prêts, les emprunts et les dérivés négociés sur les marchés de gré à gré, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques de valorisation privilégiant les modèles de place et les données observables, ce qui correspond au niveau 2 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur. A défaut, dans le cas où des données internes ou des modèles propriétaires sont utilisés (niveau 3 de juste valeur), des contrôles indépendants sont mis en place pour valider la valorisation.

DETERMINATION DE LA JUSTE VALEUR

PRINCIPES GENERAUX

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le groupe évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif. Parmi ces hypothèses, figurent notamment pour les dérivés, une évaluation du risque de contrepartie (ou CVA – Credit Valuation Adjustment), du risque de non-exécution (DVA - Debit Valuation Adjustment) et du coût de liquidité (ou FVA - Funding Valuation Adjustment). L'évaluation de ces ajustements de valorisation se fonde sur des paramètres de marché.

Par ailleurs, les valorisations des dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 1.2.) ne font pas l'objet de calcul de CVA ni de DVA dans les comptes du groupe.

JUSTE VALEUR EN DATE DE COMPTABILISATION INITIALE

Pour la majorité des transactions conclues par le groupe, le prix de négociation des opérations (c'est-à-dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue) donne la meilleure évaluation de la juste valeur de l'opération en date de comptabilisation initiale. Si tel n'est pas le cas, le groupe ajuste le prix de transaction. La comptabilisation de cet ajustement est décrite dans le paragraphe « Comptabilisation de la marge dégagée à l'initiation (Day one profit) ».

HIERARCHIE DE LA JUSTE

Juste valeur de niveau 1 et notion de marché actif

Pour les instruments financiers, les prix cotés sur un marché actif (« juste valeur de niveau 1 ») constituent l'indication la plus fiable de la juste valeur. Dans la mesure où de tels prix existent, ils doivent être utilisés sans ajustement pour évaluer la juste valeur.

Un marché actif est un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisants.

La baisse du niveau d'activité du marché peut être révélée par des indicateurs tels que :

- une baisse sensible du marché primaire pour l'actif ou le passif financier concerné (ou pour des instruments similaires) ;
- une baisse significative du volume des transactions ;
- une faible fréquence de mise à jour des cotations ;
- une forte dispersion des prix disponibles dans le temps entre les différents intervenants de marché ;
- une perte de la corrélation avec des indices qui présentaient auparavant une corrélation élevée avec la juste valeur de l'actif ou du passif ;

- une hausse significative des cours ou des primes de risque de liquidité implicites, des rendements ou des indicateurs de performance (par exemple des probabilités de défaut et des espérances de pertes implicites) par rapport à l'estimation que fait le groupe des flux de trésorerie attendus, compte tenu de toutes les données de marché disponibles au sujet du risque de crédit ou du risque de non-exécution relatif à l'actif ou au passif ;
- des écarts très importants entre le prix vendeur (bid) et le prix acheteur (ask) (fourchette très large).

Instruments valorisés à partir de prix cotés (non ajustés) sur un marché actif (niveau 1)

Il s'agit essentiellement d'actions, d'obligations d'Etat ou de grandes entreprises, de certains dérivés traités sur des marchés organisés (par exemple, des options standards sur indices CAC 40 ou Eurostoxx).

Par ailleurs, pour les OPCVM, la juste valeur sera considérée comme de niveau 1 si la valeur liquidative est quotidienne, et s'il s'agit d'une valeur sur laquelle il est possible de passer un ordre.

Juste valeur de niveau 2

En cas d'absence de cotation sur un marché actif, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie appropriée, conforme aux méthodes d'évaluation communément admises sur les marchés financiers, favorisant les paramètres de valorisation observables sur les marchés (« Juste valeur de niveau 2 »).

Si l'actif ou le passif a une échéance spécifiée (contractuelle), une donnée d'entrée de niveau 2 doit être observable pour la quasi-totalité de la durée de l'actif ou du passif. Les données d'entrée de niveau 2 comprennent notamment :

- les cours sur des marchés, actifs ou non, pour des actifs ou des passifs similaires ;
- les données d'entrée autres que les cours du marché qui sont observables pour l'actif ou le passif, par exemple :
 - les taux d'intérêt et les courbes de taux observables aux intervalles usuels,
 - les volatilités implicites,
 - les « spreads » de crédit ;
- les données d'entrée corroborées par le marché, c'est-à-dire qui sont obtenues principalement à partir de données de marché observables ou corroborées au moyen de telles données, par corrélation ou autrement.

Instruments valorisés à partir de modèles reconnus et faisant appel à des paramètres directement ou indirectement observables (niveau 2)

• Instruments dérivés de niveau 2

Seront en particulier classés dans cette catégorie :

- les swaps de taux standards ou CMS ;
- les accords de taux futurs (FRA) ;
- les swaptions standards ;
- les caps et floors standards ;
- les achats et ventes à terme de devises liquides ;
- les swaps et options de change sur devises liquides ;
- les dérivés de crédit liquides sur un émetteur particulier (single name) ou sur indices Itraax, Iboxx...

• Instruments non dérivés de niveau 2

Certains instruments financiers complexes et / ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle reconnu et utilisent des paramètres de marché calibrés à partir de données observables (telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options), de données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Pour l'ensemble de ces instruments, le caractère observable du paramètre a pu être démontré. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est fondée sur quatre conditions indissociables :

- le paramètre provient de sources externes (via un contributeur reconnu) ;
- le paramètre est alimenté périodiquement ;
- le paramètre est représentatif de transactions récentes ;
- les caractéristiques du paramètre sont identiques à celles de la transaction.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat. Figurent notamment en niveau 2 :

- les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée à partir de données de marché observables (ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables cotées ou méthode de multiple de résultats) ;
- les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement, mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes ;
- les dettes émises valorisées à la juste valeur sur option (uniquement à compléter si concerné, et dans ce cas, donner des éléments sur la valorisation de la composante risque émetteur, et préciser, en cas de

modification du mode de calcul de la composante risque émetteur, les raisons de cette modification et ses impacts).

Juste valeur de niveau 3

Enfin, s'il n'existe pas suffisamment de données observables sur les marchés, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie de valorisation reposant sur des modèles internes (« juste valeur de niveau 3 ») utilisant des données non observables. Le modèle retenu doit être calibré périodiquement en rapprochant ses résultats des prix de transactions récentes.

Instruments de gré à gré valorisés à partir de modèles peu répandus ou utilisant une part significative de paramètres non observables (niveau 3)

Lorsque les valorisations obtenues ne peuvent s'appuyer sur des paramètres observables ou sur des modèles reconnus comme des standards de place, la valorisation obtenue sera considérée comme non observable.

Les instruments valorisés à partir de modèles spécifiques ou utilisant des paramètres non observables incluent plus particulièrement :

- les actions non cotées, ayant généralement la nature de « participations » : BPCE ... »
- certains OPCVM, lorsque la valeur liquidative est une valeur indicative (en cas d'illiquidité, en cas de liquidation...) et qu'il n'existe pas de prix pour étayer cette valeur ;
- les FCPR : la valeur liquidative est fréquemment une valeur indicative puisqu'il n'est souvent pas possible de sortir ;
- des produits structurés action multi-sous-jacents, d'option sur fonds, des produits hybrides de taux, des swaps de titrisation, de dérivés de crédit structurés, de produits optionnels de taux ;
- les tranches de titrisation pour lesquelles il n'existe pas de prix coté sur un marché actif. Ces instruments sont fréquemment valorisés sur la base de prix contributeurs (structureurs par exemple).

Transferts entre niveaux de juste valeur

Les informations sur les transferts entre niveaux de juste valeur sont indiquées en note 10.1.3. Les montants figurant dans cette note sont les valeurs calculées en date de dernière valorisation précédant le changement de niveau.

Comptabilisation de la marge dégagée à l'initiation (Day one profit)

La marge dégagée lors de la comptabilisation initiale d'un instrument financier ne peut être reconnue en résultat qu'à la condition que l'instrument financier puisse être évalué de manière fiable dès son initiation. Sont considérés comme respectant cette condition les instruments traités sur un marché actif et les instruments valorisés à partir de modèles reconnus utilisant uniquement des données de marché observables.

Pour les autres instruments, valorisés à l'aide de données non observables ou de modèles propriétaires, la marge dégagée à l'initiation (Day one profit) est différée et étalée en résultat sur la période anticipée d'inobservabilité des paramètres de valorisation.

Lorsque les paramètres de valorisation utilisés deviennent observables ou que la technique de valorisation utilisée évolue vers un modèle reconnu et répandu, la part de la marge neutralisée à l'initiation de l'opération et non encore reconnue est alors comptabilisée en résultat.

Dans les cas exceptionnels où la marge dégagée lors de la comptabilisation initiale est négative (« Day one loss »), la perte est prise immédiatement en résultat, que les paramètres soient observables ou non.

Au 31 décembre 2025, le groupe Caisse d'Épargne Ile de France n'a aucun « Day one profit » à étaler ».

Cas particuliers

JUSTE VALEUR DES TITRES DE BPCE

La valeur des titres de l'organe central, classées en titres de participation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Les filiales de BPCE sont principalement valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance jugés raisonnables. Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées ont été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE, qui ont fait l'objet d'un exercice de valorisation par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure de l'organe central.

Cette juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie.

Au 31 décembre 2025, la juste valeur s'élève à 1 581 895 milliers d'euros pour les titres.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COUT AMORTI (TITRES)

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information, et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées, et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque commerciale, dont le modèle de gestion est principalement un modèle d'encaissement des flux de trésorerie contractuels.

Par conséquent, les hypothèses simplificatrices suivantes ont été retenues :

Dans un certain nombre de cas, la valeur comptable est jugée représentative de la juste valeur

Il s'agit notamment :

- des actifs et passifs financiers à court terme (dont la durée initiale est inférieure ou égale à un an), dans la mesure où la sensibilité au risque de taux et au risque de crédit est non significative sur la période ;
- des passifs exigibles à vue ;
- des prêts et emprunts à taux variable ;
- des opérations relevant d'un marché réglementé (en particulier, les produits d'épargne réglementés) pour lesquelles les prix sont fixés par les pouvoirs publics.

Juste valeur du portefeuille de crédits à la clientèle

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. Sauf cas particulier, seule la composante taux d'intérêt est réévaluée, la marge de crédit étant figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. Ces flux sont actualisés sur une courbe qui tient compte du risque associé à la contrepartie, qui est observable sur le marché directement ou qui est reconstitué à partir d'autres données observables (par exemple les titres émis et cotés par cette contrepartie). Les options de remboursement anticipé sont modélisées par des swaptions fictives qui permettraient à leur détenteur de sortir de l'instrument.

Juste valeur des dettes interbancaires

Pour les dettes à taux fixe envers les établissements de crédit et la clientèle de durée supérieure à un an, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur actualisée des flux futurs au taux d'intérêt observé à la date de clôture rehaussé du spread de crédit du groupe BPCE.

9.1. JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

9.1.1. HIERARCHIE DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

	31/12/2025				31/12/2024			
	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	TOTAL	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	TOTAL
<i>en milliers d'euros</i>								
ACTIFS FINANCIERS								
Instruments dérivés	0	23 501	64 858	88 359	0	22 364	39 386	61 750
Dérivés de taux	0	23 007	64 858	87 865	0	22 337	39 386	61 723
Dérivés de change	0	494	0	494	0	27	0	27
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0	23 501	64 858	88 359	0	22 364	39 386	61 750
Instruments de dettes	0	0	382 711	382 711	0	0	367 083	367 083
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	170 669	170 669	0	0	182 808	182 808
Titres de dettes	0	0	212 042	212 042	0	0	184 275	184 275
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard	0	0	382 711	382 711	0	0	367 083	367 083
Instruments de capitaux propres	0	0	4	4	0	0	4	4
Actions et autres titres de capitaux propres	0	0	4	4	0	0	4	4
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	0	0	4	4	0	0	4	4
Instruments de dettes	3 447 482	309 312	1	3 756 795	3 112 816	150 741	0	3 263 557
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	3 447 482	309 312	1	3 756 795	3 112 816	150 741	0	3 263 557
Instruments de capitaux propres	0	75 774	2 054 743	2 130 517	0	76 614	1 841 560	1 918 174
Actions et autres titres de capitaux propres	0	75 774	2 054 743	2 130 517	0	76 614	1 841 560	1 918 174
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux	3 447 482	385 086	2 054 744	5 887 312	3 112 816	227 355	1 841 560	5 181 731
Dérivés de taux	0	419 444	0	419 444	0	385 903	0	385 903
Instruments dérivés de couverture	0	419 444	0	419 444	0	385 903	0	385 903
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR	3 447 482	828 031	2 502 317	6 777 830	3 112 816	635 622	2 248 033	5 996 471

	31/12/2025				31/12/2024			
	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	TOTAL	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	TOTAL
<i>en milliers d'euros</i>								
PASSIFS FINANCIERS								
Dettes représentées par un titre	0	356	0	356	0	319	0	319
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	356	0	356	0	319	0	319
Instruments dérivés	0	40 690	61 573	102 263	0	25 725	50 527	76 252
Dérivés de taux	0	40 239	61 573	101 812	0	25 725	50 527	76 252
Dérivés de change	0	451	0	451	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	40 690	61 573	102 263	0	25 725	50 527	76 252
Dérivés de taux	0	751 583	0	751 583	0	949 446	0	949 446
Instruments dérivés de couverture	0	751 583	0	751 583	0	949 446	0	949 446
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR	0	792 629	61 573	854 202	0	975 490	50 527	1 026 017

Les transferts du niveau 1 vers le niveau 2 concernent essentiellement les instruments de dettes pour 102.407 milliers d'euros.

Les transferts du niveau 2 vers le niveau 1 concernent essentiellement les instruments de dettes pour 21.580 milliers d'euros.

Les transferts du niveau 2 vers le niveau 3 concernent essentiellement les instruments dérivés (SWAP et BACK SWAP pour respectivement 8.749 milliers d'euros et 8.799 milliers d'euros)

9.1.2. ANALYSE DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS CLASSES EN NIVEAU 3 DE LA HIERARCHIE DE JUSTE VALEUR

Au 31 décembre 2025

en milliers d'euros	Gains et pertes comptabilisés au cours de la			Evénements de gestion de la		Transferts de la période			Autres variations	31/12/2025
	Au compte de résultat			en capitaux propres	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
	31/12/2024	Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							
ACTIFS FINANCIERS										
Instruments dérivés	39 386	35 727	-7 067	0	0	-11 942	-45	8 799	0	64 858
Dérivés de taux	39 386	35 727	-7 067	0	0	-11 942	-45	8 799	0	64 858
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	39 386	35 727	-7 067	0	0	-11 942	-45	8 799	0	64 858
Instruments de dettes	367 083	13 688	26	0	42 500	-40 586	0	0	0	382 711
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	182 808	6 262	0	0	1 990	-20 391	0	0	0	170 669
Titres de dettes	184 275	7 426	26	0	40 510	-20 195	0	0	0	212 042
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard	367 083	13 688	26	0	42 500	-40 586	0	0	0	382 711
Instruments de capitaux propres	4	0	0	0	0	0	0	0	0	4
Actions et autres titres de capitaux propres	4	0	0	0	0	0	0	0	0	4
transaction	4	0	0	0	0	0	0	0	0	4
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Instruments de capitaux propres	1 841 776	100 502	624	176 550	91 436	-155 600	-11	0	0	2 055 277
Actions et autres titres de capitaux propres	1 841 776	100 502	624	176 550	91 436	-155 600	-11	0	0	2 055 277
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 841 776	100 502	624	176 550	91 436	-155 600	-11	0	1	2 055 278

en milliers d'euros	Gains et pertes comptabilisés au cours de la			Evénements de gestion de la		Transferts de la période			Autres variations	31/12/2025
	Au compte de résultat			en capitaux propres	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
	31/12/2024	Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							
PASSIFS FINANCIERS										
Instruments dérivés	50 527	23 113	-7 027	0	0	-13 744	-45	8 749	0	61 573
Dérivés de taux	50 527	23 113	-7 027	0	0	-13 744	-45	8 749	0	61 573
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	50 527	23 113	-7 027	0	0	-13 744	-45	8 749	0	61 573

Au 31 décembre 2024

en milliers d'euros	Gains et pertes comptabilisés au cours de la			Evénements de gestion de la		Transferts de la période			Autres variations	31/12/2024
	Au compte de résultat			en capitaux propres	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
	31/12/2023	Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							
ACTIFS FINANCIERS										
Instruments dérivés	40 920	14 206	-2 027	0	547	-13 012	0	0	-1 248	39 386
Dérivés de taux	40 920	14 206	-2 027	0	547	-13 012	0	0	-1 248	39 386
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	40 920	14 206	-2 027	0	547	-13 012	0	0	-1 248	39 386
Instruments de dettes	375 122	16 088	4 093	0	22 015	-50 235	0	0	0	367 083
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	190 965	8 335	-267	0	3 182	-19 407	0	0	0	182 808
Titres de dettes	184 157	7 753	4 360	0	18 833	-30 828	0	0	0	184 275
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard	375 122	16 088	4 093	0	22 015	-50 235	0	0	0	367 083
Instruments de capitaux propres	4	0	0	0	0	0	0	0	0	4
Actions et autres titres de capitaux propres	4	0	0	0	0	0	0	0	0	4
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	4	0	0	0	0	0	0	0	0	4
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres	1 765 677	91 219	0	4 996	83 438	-103 554	0	0	0	1 841 776
Actions et autres titres de capitaux propres	1 765 677	91 219	0	4 996	83 438	-103 554	0	0	0	1 841 776
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 765 677	91 219	0	4 996	83 438	-103 554	0	0	0	1 841 776
PASSIFS FINANCIERS										
Instruments dérivés	53 506	12 364	0	0	2 075	-14 695	0	-1 475	-1 248	50 527
Dérivés de taux	53 506	12 364	0	0	2 075	-14 695	0	-1 475	-1 248	50 527
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	53 506	12 364	0	0	2 075	-14 695	0	-1 475	-1 248	50 527

Au 31 décembre 2025, les instruments financiers évalués selon une technique utilisant des données non observables comprennent plus particulièrement :

Au cours de l'exercice, 127 414 milliers d'euros de gains et pertes ont été comptabilisés au compte de résultat au titre des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 dont 126 804 milliers d'euros au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2025.

Ces gains et pertes impactent le produit net bancaire à hauteur de 127 414 milliers d'euros, le coût du risque de crédit et les gains ou pertes sur autres actifs étant nuls.

Au cours de l'exercice, 176 550 milliers d'euros de gains et pertes ont été comptabilisés directement en capitaux propres au titre d'actifs financiers classés en niveau 3 dont 178 177 milliers d'euros au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2025.

9.1.3. SENSIBILITÉ DE LA JUSTE VALEUR DE NIVEAU 3 AUX VARIATIONS DES PRINCIPALES HYPOTHESES

Le principal instrument évalué à la juste valeur de niveau 3 au bilan du groupe Caisse d'Épargne Ile de France est sa participation dans l'organe central BPCE.

Cette participation est classée en « juste valeur par capitaux propres non recyclables ».

Les modalités d'évaluation de la juste valeur du titre BPCE sont décrites dans la note 10 relative à la détermination de la juste valeur. La méthode de valorisation utilisée est la méthode de l'actif net réévalué, qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Ce modèle de valorisation repose sur des paramètres internes. Le taux d'actualisation figure parmi les paramètres les plus significatifs. En revanche, le taux de croissance à l'infini n'a pas d'impact significatif sur la juste valeur au 31 décembre 2025.

Une baisse du taux d'actualisation de 0,25% conduirait à une hausse de la juste valeur du titre BPCE de 50 174 milliers d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait positivement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Une hausse du taux d'actualisation de 0,25% conduirait à une baisse de la juste valeur du titre BPCE de 47 237 milliers d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait négativement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Le groupe Caisse d'Épargne Ile de France n'a pas d'instrument significatif évalué à la juste valeur de niveau 3 en annexe.

9.2. JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque de proximité dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses simplificatrices retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées en note 9.1.

	31/12/2025					31/12/2024				
	Valeur comptable	Juste valeur	Cotation sur un marché actif (Niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (Niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (Niveau 3)	Valeur comptable	Juste valeur	Cotation sur un marché actif (Niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (Niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (Niveau 3)
en milliers d'euros										
ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI										
Prêts et créances sur les établissements de crédit	23 364 563	23 324 868	0	12 997 716	10 327 151	25 138 463	25 082 610	0	14 784 727	10 297 883
Prêts et créances sur la clientèle	77 368 909	73 740 170	0	379 737	73 360 433	76 593 118	72 256 104	0	419 360	71 836 744
Titres de dettes	1 520 184	1 462 396	684 663	776 949	784	1 239 741	1 205 263	616 993	588 247	23
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-255 636					-36 290				
PASSIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI										
Dettes envers les établissements de crédit	27 089 716	26 676 296	0	25 510 816	1 165 480	25 235 233	24 815 283	0	23 659 456	1 155 827
Dettes envers la clientèle	73 190 987	73 180 380	0	30 823 470	42 356 910	75 738 907	75 775 540	0	32 918 948	42 856 592
Dettes représentées par un titre	1 723 952	1 723 999	0	1 713 108	10 891	1 310 765	1 310 382	0	1 299 257	11 125
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-54 638					-37 117				

NOTE 10 IMPOTS

10.1. IMPOTS SUR LE RESULTAT

Principes comptables

Les impôts sur le résultat incluent tous les impôts nationaux et étrangers dus sur la base des bénéfices imposables. Les impôts sur le résultat incluent aussi les impôts, tels que les retenues à la source, qui sont payables par une filiale, une entreprise associée ou un partenariat sur ses distributions de dividendes à l'entité présentant les états financiers. La CVAE (contribution sur la valeur ajoutée des entreprises) n'est pas retenue comme un impôt sur le résultat.

Les impôts sur le résultat regroupent :

- d'une part, les impôts courants, qui comprennent notamment le montant de l'impôt exigible (récupérable) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période. Ils sont calculés sur la base des résultats fiscaux d'une période de chaque entité fiscale consolidée en appliquant les taux et règles d'imposition en vigueur établis par les administrations fiscales et sur la base desquels l'impôt doit être payé (recouvré).

- d'autre part, les impôts différés (voir note 11.2).

Lorsqu'il est probable qu'une position fiscale du groupe ne sera pas acceptée par les autorités fiscales, cette situation est reflétée dans les comptes lors de la comptabilisation de l'impôt courant (exigible ou recouvrable) et de l'impôt différé (actif ou passif).

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » ne donnant pas de précision particulière sur la façon dont les conséquences fiscales liées au caractère incertain de l'impôt devaient être prises en compte en comptabilité, l'interprétation IFRIC 23 « Incertitudes relative aux traitements fiscaux » adoptée par la Commission européenne le 23 octobre 2018 et applicable de manière obligatoire au 1er janvier 2019, est venue préciser clarifier le traitement à retenir.

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt exigible et différé lorsqu'une incertitude existe concernant le traitement fiscal appliqué. S'il y a un doute sur l'acceptation du traitement fiscal par l'administration fiscale en vertu de la législation fiscale, alors ce traitement fiscal est un traitement fiscal incertain. Dans l'hypothèse où il serait probable que l'administration fiscale n'accepte pas le traitement fiscal retenu, IFRIC 23 indique que le montant de l'incertitude à refléter dans les états financiers doit être estimé selon la méthode qui fournira la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude. Pour déterminer ce montant, deux approches peuvent être retenues : la méthode du montant le plus probable ou bien la méthode de la valeur attendue (c'est à dire la moyenne pondérée des différents scénarios possibles). IFRIC 23 demande, par ailleurs, qu'un suivi de l'évaluation des incertitudes fiscales soit réalisé.

Le groupe reflète dans ses états financiers les incertitudes relatives aux traitements fiscaux retenus portant sur les impôts sur le résultat dès lors qu'il estime probable que l'administration fiscale ne les acceptera pas. Pour apprécier si une position fiscale est incertaine et en évaluer son effet sur le montant de ses impôts, le groupe suppose que l'administration fiscale contrôlera tous les montants déclarés en ayant l'entière connaissance de toutes les informations disponibles. Il base son jugement notamment sur la doctrine administrative, la jurisprudence ainsi que sur l'existence de rectifications opérées par l'administration portant sur des incertitudes fiscales similaires. Le groupe revoit l'estimation du montant qu'il s'attend à payer ou recouvrer auprès de l'administration fiscale au titre des incertitudes fiscales, en cas de survenance de changements dans les faits et circonstances qui y sont associés, ceux-ci pouvant résulter (sans toutefois s'y limiter), de l'évolution des législations fiscales, de l'atteinte d'un délai de prescription, de l'issue des contrôles et actions menés par les autorités fiscales.

Lorsqu'il est probable que les autorités fiscales compétentes remettent en cause les traitements retenus, ces incertitudes sont reflétées dans les charges et produits d'impôts par la contrepartie d'une provision pour risques fiscaux présentée au sein des passifs d'impôts.

Le Groupe fait l'objet de vérifications de comptabilité portant sur des exercices antérieurs. Les points rectifiés pour lesquels le groupe est en désaccord sont contestés de façon motivée et, en application de ce qui précède, une provision est comptabilisée à hauteur du risque estimé.

Les incertitudes fiscales sont inscrites suivant leur sens et suivant qu'elles portent sur un impôt exigible ou différé dans les rubriques du bilan « Actifs d'impôts différés », « Actifs d'impôts courants », « Passifs d'impôts différés » et « Passifs d'impôts courant ».

La loi de finances pour 2025 a instauré une Contribution Exceptionnelle sur les Bénéfices des Grandes Entreprises (surtaxe IS) dont l'assiette correspond à la moyenne de l'impôt sur les bénéfices dus au titre des exercices 2025 et 2024. La Contribution calculée sur la base de l'impôt sur les bénéfices 2024 a été constatée dans sa totalité lors du premier semestre 2025. En effet, la Contribution Exceptionnelle dont l'assise est constituée par l'impôt sur les bénéfices de l'année 2024, et déconnectée du résultat fiscal 2025, a été assimilée à un évènement ponctuel au sens d'IAS 34. La loi de finances pour 2026 n'ayant pas été adoptée au 31 décembre 2025, seules les contributions instaurées par la loi de finances pour 2025 ont été constatées dans le cadre de cet arrêté.

Impôts courants	-102 541	-28 478
Impôts différés	5 713	-10 989
IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	-96 828	-39 467

(1) dont 9 070 milliers d'euros au titre de la surtaxe IS 2025.

Les règles du Pilier 2 de l'OCDE visant à la mise en place d'un taux d'imposition mondial minimum des sociétés fixé à 15 %, transposées en droit français par la loi de finances pour 2024 sont désormais applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2024. Dans ce cadre, le Groupe BPCE applique l'exemption de comptabilisation d'impôts différés prévues par l'amendement à la norme IAS 12 de mai 2023 moyennant la fourniture d'informations complémentaires. BPCE, en tant qu'entité mère ultime de l'ensemble du Groupe BPCE, sera l'entité redevable de cette imposition complémentaire. Au regard des dispositions légales et conventionnelles à date, la Caisse d'Épargne Île de France est assujettie mais non redevable à cette imposition complémentaire qui sera à la charge de BPCE.

A noter toutefois le cas particulier des juridictions où sont établies des entités dont la réglementation fiscale locale prévoit le paiement auprès de l'administration fiscale de l'éventuelle top-up tax due au titre de cette juridiction. Dans un tel cas, l'entité pourrait être amenée à acquitter, et donc comptabiliser, l'imposition complémentaire au titre de cette juridiction (législation fiscale toujours en cours d'adoption).

Rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée et la charge d'impôts théorique

En milliers	Exercice 2025		Exercice 2024	
	en milliers d'euros	taux d'impôt	en milliers d'euros	taux d'impôt
Résultat net (part du groupe)	291 134		213 134	
Variations de valeur des écarts d'acquisition				
Participations ne donnant pas le contrôle	-4 030		-3 137	
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence				
Impôts	-96 828		-39 467	
RÉSULTAT COMPTABLE AVANT IMPÔTS ET VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION	391 992		255 738	
Effet des différences permanentes	29 909		-74 179	
Résultat fiscal consolidé (A)	421 901		181 559	
Taux d'imposition de droit commun français (B)		25,83%		25,83%
Charge (produit) d'impôts théorique au taux en vigueur en France (A*B)	-108 977		-46 897	
Effet de la variation des impôts différés non constatés				
Impôts à taux réduit et activités exonérées	1 052		1 153	
Différence de taux d'impôts sur les revenus taxés à l'étranger	-7 613		-562	
Autres impôts (1)	9 070			
Impôts sur exercices antérieurs et autres éléments	9 641		6 840	
Effet des changements de taux d'imposition				
CHARGE (PRODUIT) D'IMPÔTS COMPTABILISÉE	-96 828		-39 466	
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT (CHARGE D'IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT RAPPORTÉE AU RÉSULTAT TAXABLE)		22,95%		21,74%

(1) dont 9 070 milliers d'euros au titre de la surtaxe IS.

La loi de finances pour l'année 2026, adoptée le 2 février 2026 reconduit pour ladite année la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises, dont le taux est fonction du niveau de chiffres d'affaires de l'entreprise. L'assiette de cette contribution est définie comme étant la moyenne de l'impôt sur les bénéfices dû au titre des exercices 2025 et 2026.

La loi de finances 2026 ayant été adoptée postérieurement à la clôture de l'exercice, la quote-part de cette contribution fondée sur le montant de l'impôt sur les bénéfices 2025 sera enregistrée uniquement dans les comptes de l'exercice 2026

10.2. IMPOTS DIFFERES

Principes comptables

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Les impositions différées sont compensées entre elles au niveau de chaque entité fiscale. L'entité fiscale correspond soit à l'entité elle-même, soit au groupe d'intégration fiscale s'il existe. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée puisse les récupérer sur un horizon déterminé.

Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception, notamment, de ceux afférant :

- aux écarts de revalorisation sur les avantages postérieurs à l'emploi ;
- aux gains et pertes latents sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ;
- aux variations de juste valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie ;

pour lesquels les impôts différés correspondants sont enregistrés en gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres.

Les dettes et créances d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

L'International Accounting Standards Board (IASB) en charge de l'élaboration des normes comptables internationales IFRS, a publié le 23 mai 2023 la version finale de l'amendement à la norme IAS 12 traitant de la comptabilisation des impôts. Il traite le point spécifique des impacts comptables attendus de l'application de l'entrée en vigueur des règles fiscales dites du « Pilier 2 » de l'OCDE visant à la mise en place d'un taux d'imposition mondial minimum des sociétés fixé à 15%. Les amendements à la norme proposés visent une exemption de comptabilisation d'impôts différés associés à cette imposition complémentaire avec en contrepartie des informations à fournir en note annexe

Le Groupe BPCE s'est doté d'une structure projet afin d'assurer le suivi des différentes réglementations associées ainsi que la conformité aux règles Pilier 2 et aux besoins d'informations complémentaires introduits par ces amendements à IAS 12. A ce stade du projet, il apparaît que le nombre de juridictions qui seraient concernées par l'application d'un top-up-tax devrait être limité et les enjeux financiers non significatifs. Compte tenu du caractère non significatif de son exposition potentielle, le groupe ne publiera pas les données d'exposition à cette imposition complémentaire dans le cadre de cet arrêté.

Les impôts différés déterminés sur les différences temporelles reposent sur les sources de comptabilisation détaillées dans le tableau suivant (les actifs d'impôts différés sont signés en positif, les passifs d'impôts différés figurent en négatif) :

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Impôts différés issus des décalages temporaires comptables-fiscaux	196 848	193 831
Provisions pour passifs sociaux	7 791	8 369
Provisions pour activité d'épargne-logement	7 699	15 760
Provisions sur base de portefeuilles	77 226	84 934
Autres provisions non déductibles	38 859	24 761
Impôts différés sur pertes fiscales reportables	255	8 485
Impôts différés non constatés	0	0
Autres sources de différences temporaires	65 018	51 521
Impôts différés sur réserves latentes	-13 204	-11 546
Actifs financiers à la juste valeur par OCI NR ⁽¹⁾	-4 835	-4 956
Actifs financiers à la juste valeur par OCI R ⁽¹⁾	-5 070	-1 751
Couverture de flux de trésorerie	2 609	525
Ecart actuariels sur engagements sociaux	-5 908	-5 364
Risque de crédit propre	0	0
Impôts différés non constatés	0	0
Impôts différés sur résultat	36 059	38 239
IMPOTS DIFFERES NETS	219 702	220 525
Comptabilisés	0	0
- A l'actif du bilan	219 702	220 525
- Au passif du bilan	0	0

⁽¹⁾ Les impôts différés associés à ces instruments sont présentés nets des impôts différés correspondant à l'annulation des provisions pour dépréciation en normes françaises

Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés en date d'arrêté que s'il est probable que l'entité fiscale concernée a une perspective de récupération des économies d'impôt sur un horizon déterminé. Le Groupe BPCE, applique les principes suivants :

- Les business plans fiscaux sont basés sur le plan stratégique (4 ans) avec une projection à horizon plus lointaine,
- Par prudence, l'horizon maximal retenu pour l'activation d'un actif net d'impôt différé est de 10 ans.

Ces économies seront réalisées par l'imputation des décalages fiscaux et pertes reportables sur les bénéfices imposables futurs estimés à l'intérieur de cet horizon.

Au 31 décembre 2025, les différences temporelles déductibles, pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés ont fait l'objet d'un calcul d'impôt

NOTE 11 AUTRES INFORMATIONS

11.1. INFORMATION SECTORIELLE

Définition des secteurs opérationnels

Conformément à la norme IFRS 8 – secteurs opérationnels, les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par le Directoire pour le pilotage de l'entité Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France, l'évaluation régulière de ses performances et l'affectation des ressources aux secteurs identifiés.

De ce fait, les activités du groupe Caisse d'Epargne Ile -de-France s'inscrivent pleinement dans le secteur Banque de proximité du Groupe BPCE

Information par secteur opérationnel

Le groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France exerçant l'essentiel de ses activités dans un seul secteur opérationnel, la production de tableaux détaillés n'est pas nécessaire.

Information par zone géographique

L'analyse géographique des indicateurs sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités. Le groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France réalise ses activités en France.

11.2. INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS DE LOCATION

11.2.1. OPERATIONS DE LOCATION EN TANT QUE BAILLEUR

Principes comptables

Les contrats de location sont analysés selon leur substance et leur réalité financière et relèvent selon le cas d'opérations de location simple ou d'opérations de location-financement.

Contrats de location-financement

Un contrat de location-financement se définit comme un contrat de location qui a pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien sous-jacent.

La norme IFRS 16 relative aux contrats de location présente notamment cinq exemples de situations qui permettent, individuellement ou collectivement, de distinguer un contrat de location-financement d'un contrat de location simple :

- le contrat de location transfère la propriété du bien sous-jacent au preneur au terme de la durée du contrat de location ;
- le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter le bien sous-jacent à un prix qui devrait être suffisamment inférieur à sa juste valeur à la date à laquelle l'option devient exerçable pour que, dès le commencement du contrat de location, le preneur ait la certitude raisonnable d'exercer l'option ;
- la durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique du bien sous-jacent même s'il n'y a pas transfert de propriété ;
- au commencement du contrat de location, la valeur actualisée des paiements locatifs s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur du bien sous-jacent ; et
- les biens loués sont d'une nature tellement spécifique que seul le preneur peut l'utiliser sans leur apporter de modifications majeures.

La norme IFRS 16 donne également trois indicateurs de situations qui, individuellement ou collectivement, peuvent conduire à un classement en location-financement :

- si le preneur peut résilier le contrat de location, les pertes subies par le bailleur, relatives à la résiliation, sont à la charge du preneur ;
- les profits ou les pertes résultant de la variation de la juste valeur de la valeur résiduelle sont à la charge du preneur ;
- le preneur a la faculté de prolonger la location moyennant un loyer sensiblement inférieur au prix de marché.

À la date de début du contrat, les biens objets d'un contrat de location-financement sont comptabilisés au bilan du bailleur sous forme d'une créance d'un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location. L'investissement net correspond à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de loyer à recevoir, du locataire, augmentés de toute valeur résiduelle non garantie du bien sous-jacent revenant au bailleur. Les loyers retenus pour l'évaluation de l'investissement net comprennent plus spécifiquement les paiements fixes déduction faite des avantages incitatifs à la location à payer et les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux.

Conformément à la norme IFRS 16, les valeurs résiduelles non garanties font l'objet d'une révision régulière. Une diminution de la valeur résiduelle estimée non garantie entraîne une modification du profil d'imputation des revenus sur

toute la durée du contrat. Dans ce cas un nouveau plan d'amortissement est établi et une charge est enregistrée afin de corriger le montant des produits financiers déjà constatés.

Les dépréciations éventuelles au titre du risque de contrepartie des créances relatives aux opérations de location-financement sont déterminées conformément à IFRS 9 et selon la même méthode que pour les actifs financiers au coût amorti (note 5.5). Leur incidence sur le compte de résultat figure en Coût du risque de crédit.

Les revenus des contrats de location-financement sont retenus comme des produits financiers comptabilisés au compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ». Ces produits financiers sont reconnus sur la base du taux d'intérêt implicite (TII) qui traduit un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net du bailleur. Le TII est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- l'investissement net ;
- et la valeur d'entrée du bien (juste valeur à l'initiation augmentée des coûts directs initiaux constitués des coûts encourus spécifiquement par le bailleur pour la mise en place d'un contrat de location).

Contrats de location simple

Un contrat qui n'est pas qualifié de contrat de location-financement est un contrat de location simple.

Les actifs donnés en location simple sont présentés parmi les immobilisations corporelles et incorporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers et parmi les immeubles de placement lorsqu'il s'agit d'immeubles. Les loyers issus des contrats de location simple sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée du bail au poste « Produits et charges des autres activités ».

Produits des contrats de location – bailleur

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés		
Paiements de loyers variables non inclus dans l'évaluation de l'investissement net		
Produits de location-financement	0	0
Produits de location		
Paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux		
Produits de location simple	0	0

Echéancier des créances de location-financement

en milliers d'euros	31/12/2025							31/12/2024			
	Durée résiduelle							Durée résiduelle			
	< 1 an	1 an < 2 ans	2 ans < 3 ans	3 ans < 4 ans	4 ans < 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	1 an à < 5 ans	> 5 ans	Total
Contrats de location-financement											
Paielements de loyers non actualisés (Investissement brut)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dont valeur résiduelle non garantie											
Paielements de loyers actualisés (Investissement net)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits financiers non acquis	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contrats de location simple											
Paielements de loyers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

11.2.2. OPERATIONS DE LOCATION EN TANT QUE PRENEUR**Principes comptables**

IFRS 16 s'applique aux contrats qui, quelle que soit leur dénomination juridique, répondent à la définition d'un contrat de location telle qu'établie par la norme. Celle-ci implique d'une part, l'identification d'un actif et d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif déterminé. Le contrôle est établi lorsque le preneur détient tout au long de la durée d'utilisation les deux droits suivants :

- le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien,
- le droit de décider de l'utilisation du bien.

L'existence d'un actif identifié est notamment conditionnée par l'absence, pour le bailleur, de droits substantiels de substitution du bien loué, cette condition étant appréciée au regard des faits et circonstances existant au commencement du contrat. La faculté pour le bailleur de substituer librement le bien loué confère au contrat un caractère non-locatif, son objet étant alors la mise à disposition d'une capacité et non d'un actif.

L'actif peut être constitué d'une portion d'un actif plus large, tel qu'un étage au sein d'un immeuble. Au contraire, une partie d'un bien qui n'est pas physiquement distinct au sein d'un ensemble sans localisation prédéfinie, ne constitue pas un actif identifié.

La norme IFRS 16 impose au locataire, à l'exception de certaines exemptions prévues par la norme, la comptabilisation au bilan des contrats de location sous la forme d'un droit d'utilisation de l'actif loué présenté, à l'actif parmi les immobilisations, et d'un passif locatif présenté parmi les passifs divers.

En date de comptabilisation initiale, aucun impôt différé n'est constaté dans la mesure où la valeur de l'actif est égale à celle du passif. Les différences temporelles nettes ultérieures résultant des variations des montants comptabilisés au titre du droit d'utilisation et du passif locatif entraînent la constatation d'un impôt différé.

Le passif locatif est évalué en date de prise d'effet du contrat de location à la valeur actualisée des paiements dus au bailleur sur la durée du contrat de location et qui n'ont pas encore été versés.

Ces paiements incluent les loyers fixes ou fixes en substance, les loyers variables basés sur un indice ou un taux retenus sur la base du dernier indice ou taux en vigueur, les éventuelles garanties de valeur résiduelle ainsi que le cas échéant toute somme à régler au bailleur au titre des options dont l'exercice est raisonnablement certain.

Sont exclus des paiements locatifs pris en compte pour déterminer le passif locatif, les paiements variables non basés sur un indice ou un taux, les taxes telle que la TVA, que celle-ci soit récupérable ou non, et la taxe d'habitation.

Le droit d'utilisation est comptabilisé à l'actif en date de prise d'effet du contrat de location pour une valeur égale au montant du passif locatif à cette date, ajusté des paiements versés au bailleur avant ou à cette date et ainsi non pris en compte dans l'évaluation du passif locatif, sous déduction des avantages incitatifs reçus. Le cas échéant ce montant est ajusté des coûts directs initiaux engagés par le preneur et d'une estimation des coûts de démantèlement et de remise en état dans la mesure où les termes et les conditions du contrat de location l'exigent, que la sortie de ressource soit probable et puisse être déterminée de manière suffisamment fiable.

Le droit d'utilisation sera amorti linéairement et le passif locatif actuariellement sur la durée du contrat de location en retenant comme taux d'actualisation le taux d'emprunt marginal des preneurs à mi-vie du contrat.

Le montant du passif locatif est ultérieurement réajusté pour tenir compte des variations d'indices ou de taux sur lesquels sont indexés les loyers. Cet ajustement ayant pour contrepartie le droit d'utilisation, n'a pas d'effet sur le compte de résultat.

Pour les entités faisant partie du mécanisme de solidarité financière qui centralisent leurs refinancements auprès de la Trésorerie Groupe, ce taux est déterminé au niveau du groupe et ajusté, le cas échéant, dans la devise applicable au preneur.

La durée de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien sous-jacent à laquelle s'ajoutent, le cas échéant, les périodes couvertes par des options de prolongation dont le preneur juge son exercice raisonnablement certain et les périodes couvertes par des options de résiliation que le preneur a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

Pour les baux commerciaux français dits « 3/6/9 », la durée retenue est en général de 9 ans. L'appréciation du caractère raisonnablement certain de l'exercice ou non des options portant sur la durée du contrat est réalisée en tenant compte de la stratégie de gestion immobilière des établissements du groupe.

A l'issue du bail, le contrat n'est plus exécutoire, preneur et bailleur ayant chacun le droit de le résilier sans la permission de l'autre partie et en ne s'exposant qu'à une pénalité négligeable.

La durée des contrats non renouvelés ni résiliés à ce terme, dits « en tacite prolongation » est déterminée sur la base d'un jugement d'expert quant aux perspectives de détention de ces contrats et à défaut en l'absence d'information ad hoc, sur un horizon raisonnable de 3 ans.

Pour les contrats reconnus au bilan, la charge relative au passif locatif figure en marge d'intérêt au sein du produit net bancaire alors que la charge d'amortissement du droit d'utilisation est comptabilisée en dotations aux amortissements des immobilisations au sein du résultat brut d'exploitation.

Les contrats de location non reconnus au bilan, ainsi que les paiements variables exclus de la détermination du passif locatif sont présentés en charges de la période parmi les charges générales d'exploitation.

Effets au compte de résultat des contrats de location – preneur

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2025	Exercice 2024
Charge d'intérêt sur passifs locatifs	-2 652	-910
Dotation aux amortissements au titre de droits d'utilisation	-33 927	-27 251
CHARGES DE LOCATION RELATIVES AUX CONTRATS DE LOCATION RECONNUS AU BILAN	-36 579	-28 161

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2025	Exercice 2024
Charges de location au titre des contrats de courtes durée	-222	-4 750
Charges de location portant sur des actifs de faibles valeurs	-256	-275
CHARGES DE LOCATION RELATIVES AUX CONTRATS DE LOCATION NON RECONNUS AU BILAN	-478	-5 025

Lorsque le groupe est amené à sous-louer tout ou partie d'un bien lui-même pris en location, le contrat de sous-location est analysé en substance à l'instar de l'approche retenue par les bailleurs qui distinguent les contrats de location simple et ceux de location-financement.

Les produits relatifs à de tels contrats sont présentés de manière identique à l'approche retenue par le bailleur : en produits des autres activités pour les contrats qualifiés de location simple et en produits d'intérêts pour les contrats qualifiés de location-financement.

Sorties de trésorerie relatives aux contrats de location

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2025	Exercice 2024
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	37 516	14 605
Dont flux de trésorerie générés par l'activité opérationnelle	37 516	14 605
Dont flux de trésorerie liés aux opérations de financement		

A noter que pour l'exercice 2025, les contrats en tacite reconduction ont été déclarés.

Echéancier des passifs locatifs

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2025				
	Montants des paiements futurs non actualisés				
	< 6 mois	De 6 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Passifs locatifs	15 918	15 790	58 829	19 514	110 051

Engagements sur contrats de location non encore reconnus au bilan

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2025			
	Montants des paiements futurs non actualisés			
	< 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Contrats de location dont les biens sous-jacents ne sont pas encore mis à disposition	0	0	0	0

Les paiements minimaux futurs portant sur des contrats pour lesquels le groupe est engagé mais dont les biens sous-jacents ne sont pas encore mis à disposition, ne sont pas reconnus au bilan suivant IFRS 16 avant leur date de mise à disposition. Le tableau ci-dessous présente les paiements minimaux attendus sur ces contrats.

11.3. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les parties liées au groupe sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence, les Sociétés locales d'épargne, BPCE, les centres informatiques et les principaux dirigeants du groupe.

11.3.1. TRANSACTIONS AVEC LES SOCIETES CONSOLIDEES

Les transactions réalisées au cours de l'exercice et les encours existants en fin de période entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation sauf exceptions (cf. 3.3.2).

Dans ces conditions, figurent dans les transactions avec les parties liées les opérations réciproques avec :

Dans ces conditions, sont renseignées ci-après les opérations réciproques avec :

- l'organe central BPCE ;
- les coentreprises qui sont mises en équivalence ;
- les entités sur lesquelles le groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence (entreprises associées) ;
- les entités qui sont des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au bénéfice des salariés ou des parties liées du groupe (CGP) ;
- les autres parties liées correspondent aux entités contrôlées par les Caisses d'Epargne prises dans leur ensemble (tel que BPCE Achats) et les centres informatiques (tels que IT-CE, BPCE-Services Financiers...).

en milliers d'euros

	31/12/2025		31/12/2024	
	Société mère et entités exerçant un contrôle conjoint ou une influence notable	Entreprises associées	Société mère et entités exerçant un contrôle conjoint ou une influence notable	Entreprises associées
Crédits	12 305 818	28 408	14 024 455	19 392
Autres actifs financiers	1 928 686	130 510	1 710 278	123 652
Autres actifs	66 316	96	46 520	2 183
Total des actifs avec les entités liées	14 300 820	159 014	15 781 253	145 227
Dettes	16 831 032	36 774	15 677 315	36 681
Autres passifs financiers	0	1 367	0	0
Autres passifs	9 701	1 997	9 049	2 355
Total des passifs envers les entités liées	16 840 733	40 138	15 686 364	39 036
Intérêts, produits et charges assimilés	-150 887	416	-89 142	249
Commissions	-34 617	44	-28 160	33
Résultat net sur opérations financières	93 689	1 958	77 713	5 267
Produits nets des autres activités	-19 750	400	-20 509	200
Total du PNB réalisé avec les entités liées	-111 565	2 818	-60 098	5 749
Engagements donnés	699 460	307 798	670 347	302 970
Engagements reçus	466 330	340 201	173 555	399 846
Engagements sur instruments financiers à terme	0	0	0	0
Total des engagements avec les entités liées	1 165 790	647 999	843 902	702 816

La liste des filiales consolidées par intégration globale est communiquée en note 14 - Périmètre de consolidation ».

11.3.2. TRANSACTIONS AVEC LES DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les membres du directoire et les membres du conseil de surveillance de la Caisse d'Epargne Ile de France.

en millions d'euros

	Exercice 2025	Exercice 2024
Avantages à court terme	3 772	3 325
Avantages postérieurs à l'emploi	143	140
Avantages à long terme		
Indemnités de fin de contrat de travail		
Paiements en actions		
Total	3 915	3 465

Avantages à court terme

Les avantages à court terme versés aux dirigeants du groupe s'élèvent à 3 772 milliers d'euros au titre de 2025 (contre 3 325 milliers d'euros au titre de 2024).

Ils comprennent les rémunérations, jetons de présence et avantages versés aux membres du directoire et aux membres du conseil de surveillance.

Avantages postérieurs à l'emploi, avantages à long terme et indemnités de fin de contrat de travail

Les avantages postérieurs à l'emploi, avantages à long terme et indemnités de fin de contrat de travail des dirigeants du Groupe Caisse d'Epargne Ile de France sont décrits dans la partie « Règles et principes de détermination des rémunérations et avantages » du chapitre 4 sur le gouvernement d'entreprise. Le montant provisionné au titre des indemnités de départ à la retraite s'élève à 143 milliers d'euros au 31 décembre 2025 (140 milliers d'euros au 31 décembre 2024).

Autres transactions avec les dirigeants mandataires sociaux

en milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Montant global des prêts accordés	1 685	2 719
Montant global des garanties accordées		

11.3.3. RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES SOCIALES POUR L'HABITAT

Partenaire historique du mouvement HLM, le Groupe BPCE est un participant essentiel à toute la chaîne du logement social. Il intervient en tant qu'opérateur (première banque privée du logement social dont les constructions sont notamment financées par la collecte du Livret A) et est l'un des principaux distributeurs de prêts locatifs sociaux (PLS) et de prêts locatifs intermédiaires (PLI). Le groupe intervient également pour certaines entreprises sociales pour l'habitat en tant qu'unique actionnaire de référence.

Considérant la substance économique des relations du groupe dans ce secteur d'activité, dont les acteurs font l'objet d'une réglementation spécifique, certaines entreprises sociales pour l'habitat ont été qualifiées de parties liées.

Transactions bancaires réalisées avec les entreprises sociales pour l'habitat

en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Encours de crédit	0	529 382
Garanties données	0	30 596
Encours de dépôts bancaires	0	214 915
Encours de placements financiers (OPCVM et titres)	0	0

en milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Produits d'intérêts sur les crédits	0	13 450
Charges financières sur dépôts bancaires	0	-3 731
Charges financières sur placements (OPCVM et titres)	0	0

A noter un changement de présentation entre 2024 et 2025.

Au 31 12 2024, ont été déclarés tous les encours que la Caisse d'Épargne Ile de France avait sur les ESH

Au 31 12 2025, ont été déclarés les encours sur ESH uniquement si la Caisse d'Épargne Ile de France était actionnaire de référence (détention > 20%)

11.4. INTERETS DANS LES ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES**11.4.1. NATURE DES INTERETS DANS LES ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES**

Une entité structurée non consolidée est une entité structurée qui n'est pas contrôlée et donc pas comptabilisée selon la méthode de l'intégration globale. En conséquence, les intérêts détenus dans une coentreprise ou une entreprise associée qui ont le caractère d'entité structurée relèvent du périmètre de cette annexe.

Il en est de même des entités structurées contrôlées et non consolidées pour des raisons de seuils.

Sont concernées toutes les entités structurées dans lesquelles le Groupe Caisse d'Épargne Ile de France détient un intérêt et intervient avec l'un ou plusieurs des rôles suivants :

- originateur/structureur/arrangeur ;
- agent placeur ;
- gestionnaire ;
- ou, tout autre rôle ayant une incidence prépondérante dans la structuration ou la gestion de l'opération (exemple : octroi de financements, de garanties ou de dérivés structurants, investisseur fiscal, investisseur significatif, etc.).

Au cas particulier de la gestion d'actifs, les investissements dans des structures de capital-investissement / risque ou des fonds immobiliers sont présentés sauf caractère non significatif pour le groupe Caisse d'Épargne Ile de France.

Un intérêt dans une entité correspond à toute forme de lien contractuel ou non contractuel exposant le Groupe Caisse d'Épargne Ile de France à un risque de variation des rendements associés à la performance de l'entité. Les intérêts dans

une autre entité peuvent être attestés, entre autres, par la détention d'instruments de capitaux propres ou de titres de créances, ainsi que, par d'autres formes de liens, telles qu'un financement, un crédit de trésorerie, un rehaussement de crédit, l'octroi de garanties ou des dérivés structurés.

Le groupe Caisse d'Epargne Ile de France restitue dans la note 11.4 l'ensemble des opérations enregistrées à son bilan au titre des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées retenues dans le périmètre ci-avant.

Les entités structurées avec lesquelles le groupe est en relation peuvent être regroupées en quatre familles : les entités mises en œuvre dans l'activité de gestion d'actif, les véhicules de titrisation, les entités créées dans le cadre d'un financement structuré et les entités mises en place pour d'autres natures d'opérations.

Gestion d'actifs

La gestion d'actifs financiers (aussi appelée gestion de portefeuille ou *Asset Management*) consiste à gérer des capitaux ou des fonds confiés par des investisseurs en investissant dans les actions, les obligations, les SICAV de trésorerie, les *hedge funds* etc.

L'activité de gestion d'actifs qui fait appel à des entités structurées est représentée par la gestion collective ou gestion de fonds. Elle regroupe plus spécifiquement les organismes de placement collectif au sens du code monétaire et financier (autres que les structures de titrisation) ainsi que les organismes équivalents de droit étranger. Il s'agit en particulier d'entités de type OPCVM, fonds immobiliers et fonds de capital investissement.

Titrisation

Les opérations de titrisation sont généralement constituées sous la forme d'entités structurées dans lesquelles des actifs ou des dérivés représentatifs de risques de crédit sont cantonnés.

Ces entités ont pour vocation de diversifier les risques de crédit sous-jacents et de les scinder en différents niveaux de subordination (tranches) en vue, le plus souvent, de leur acquisition par des investisseurs qui recherchent un certain niveau de rémunération, fonction du niveau de risque accepté.

Les actifs de ces véhicules et les passifs qu'ils émettent sont notés par les agences de notation qui surveillent l'adéquation du niveau de risque supporté par chaque tranche de risque vendue avec la note attribuée.

Les formes de titrisation rencontrées et faisant intervenir des entités structurées sont les suivantes :

- Les opérations par lesquelles le groupe (ou une filiale) cède pour son propre compte à un véhicule dédié, sous une forme « cash » ou synthétique, le risque de crédit relatif à l'un de ses portefeuilles d'actifs ;
- les opérations de titrisation menées pour le compte de tiers. Ces opérations consistent à loger dans une structure dédiée (en général un fonds commun de créances (FCC) des actifs d'une entreprise tierce. Le FCC émet des parts qui peuvent dans certains cas être souscrites directement par des investisseurs, ou bien être souscrites par un conduit multi-cédants qui refinance l'achat de ses parts par l'émission de « notes » de faible maturité (billets de trésorerie ou « commercial paper »).

Financements (d'actifs) structurés

Le financement structuré désigne l'ensemble des activités et produits mis en place pour apporter des financements aux acteurs économiques tout en réduisant le risque grâce à l'utilisation de structures complexes. Il s'agit de financements d'actifs mobiliers (afférents aux transports aériens, maritimes ou terrestres, télécommunication...), d'actifs immobiliers et d'acquisition de sociétés cibles (financements en LBO).

Le groupe peut être amené à créer une entité structurée dans laquelle est logée une opération de financement spécifique pour le compte d'un client. Il s'agit d'organisation contractuelle et structurelle. Les spécificités de ces financements se rattachent à la gestion des risques, avec le recours à des notions telles que le recours limité ou la renonciation à recours, la subordination conventionnelle et/ou structurelle et l'utilisation de véhicules juridiques dédiés appelés en particulier à porter un contrat unique de crédit-bail représentatif du financement accordé.

Autres activités

Il s'agit d'un ensemble regroupant le reste des activités.

11.4.2. NATURE DES RISQUES ASSOCIES AUX INTERETS DETENUS DANS LES ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES

Les actifs et passifs comptabilisés dans les différents postes du bilan du groupe au titre des intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées contribuent à la détermination des risques associés à ces entités.

Les valeurs recensées à ce titre à l'actif du bilan, complétées des engagements de financement et de garantie donnés sous déduction des engagements de garantie reçus et des provisions enregistrées au passif, sont retenues pour apprécier l'exposition maximale au risque de perte. Il est à noter que l'exposition maximale au risque de perte ne prend pas en compte les passifs financiers à la juste valeur par résultat. Cette exposition se limite, dans le cas particulier des instruments dérivés optionnels, aux ventes d'options.

Le poste « notionnel des dérivés » correspond au notionnel des ventes d'options vis-à-vis des entités structurées.

Les données sont présentées ci-dessous, agrégées sur la base de leur typologie d'activité.

Au 31 décembre 2025

<i>Hors placements des activités d'assurance en milliers d'euros</i>	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	37 428	0	0
Instruments dérivés de transaction	0	0	0	0
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	0	37 428	0	0
Instruments financiers classés en juste valeur sur option	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres hors transaction	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	1 524	25	21 980
Actifs financiers au coût amorti	29 402	163 449	121 526	5 123
Actifs divers	0	0	0	0
Total actif	29 402	202 401	121 551	27 103
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	22 355	0
Provisions	0	0	0	0
Total passif	0	0	22 355	0
Engagements de financement donnés	0	0	0	0
Engagements de garantie donnés	0	0	0	0
Garantie reçues	0	0	47 788	0
Notionnel des dérivés	0	0	0	0
Exposition maximale au risque de perte	29 402	202 401	73 763	27 103

<i>en milliers d'euros</i>	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités
Taille des entités structurées	445 799	599 422	1 266 874	709 566

Au 31 décembre 2024

<i>Hors placements des activités d'assurance en milliers d'euros</i>	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	23 667	0	0
Instruments dérivés de transaction	0	0	0	0
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	0	23 667	0	0
Instruments financiers classés en juste valeur sur option	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres hors transaction	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	124	21	20 323
Actifs financiers au coût amorti	22 818	129 183	75 620	5 500
Actifs divers	0	8	0	1
Total actif	22 818	152 982	75 641	25 824
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	13 157	0
Provisions	0	0	0	0
Total passif	0	0	13 157	0
Engagements de financement donnés	0	6 810	179 348	588
Engagements de garantie donnés	0	0	48 852	0
Garantie reçues	0	0	5 050	0
Notionnel des dérivés	0	0	0	0
Exposition maximale au risque de perte	22 818	159 792	285 634	26 412

en milliers d'euros

	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités
Taille des entités structurées	346 650	240 097	517 417	604 330

Le critère de la taille retenu varie en fonction de l'activité des entités structurées :

- Titrisation, le montant total des émissions au passif des entités ;
- Gestion d'actifs, l'actif net des organismes de placement collectif (autre que titrisation) ;
- Financements structurés, le montant total des encours de financement restant dû par les entités à l'ensemble des banques ;
- Autres activités, le total bilan.

Au cours de la période le groupe n'a pas accordé sans obligation contractuelle ou aider à obtenir, de soutien financier aux entités structurées non consolidées dans lesquelles il détient des intérêts.

11.4.3. REVENUS ET VALEUR COMPTABLE DES ACTIFS TRANSFERES DANS LES ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES SPONSORISEES

Une entité structurée est sponsorisée par une entité du groupe lorsque les deux indicateurs suivants sont cumulativement satisfaits :

- elle est impliquée dans la création et la structuration de l'entité structurée ;
- elle contribue au succès de l'entité en lui transférant des actifs ou en gérant les activités pertinentes.

Lorsque le rôle de l'entité du groupe se limite simplement à un rôle de conseil, d'arrangeur, de dépositaire ou d'agent placeur, l'entité structurée est présumée ne pas être sponsorisée.

Le groupe Caisse d'Epargne Ile de France n'est pas sponsor d'entités structurées.

11.5. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

HONORAIRES DES CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES ET DES MEMBRES DE LEURS RESEAUX																							
Commissaires aux comptes responsables du contrôle des comptes de BPCE												Autres réseaux de commissaires aux comptes				TOTAL							
Montants en milliers d'euros				PwC		Mazars				Deloitte				KPMG Audit ⁽²⁾		Autres		Montant ⁽¹⁾		%			
				Montant ⁽¹⁾	%	Montant ⁽¹⁾	%	Montant ⁽¹⁾	%	Montant ⁽¹⁾	%	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024		
				2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024		
Missions de certification des comptes - Emetteur - Filiales intégrés globalement				200		96%	83%	95	91	55%	83%	96	190	50%	93%	306	498	334	172	1031	951	83%	92%
				200	190			0	0			0	190			200	192	0	0	400	382		
				0				95	91			96	0			106	306	334	172	631	569		
				8		4%	17%	79	18	45%	17%	95	14	50%	7%	12	37	19	19	213	88	17%	8%
				8	14			66	0			95	14			9	10	0	0	178	24		
Services autres que la certification des comptes ⁽²⁾ - Emetteur - Filiales intégrés globalement				0				13	18			0	0			3	27	19	19	35	64		
				208		100%	100%	174	109	100%	100%	191	204	100%	100%	318	535	353	191	1243	1040	100%	100%
dont honoraires versés à l'entité portant le mandat CAC sur les entités consolidantes pour la certification des comptes				200				95	91			96	190						391	281			
				8				79	18			95	14							182	32		
dont honoraires versés à l'entité portant le mandat CAC sur les entités consolidantes pour les services autres que la certification																							

⁽¹⁾ Les montants portent sur les prestations figurant au compte de résultat de l'exercice y compris, notamment, la TVA non récupérable.

⁽²⁾ Pour le réseau KPMG audit, les montants intègrent les honoraires versés à celui-ci dès lors qu'il est signataire des comptes des établissements actionnaires (et leurs filiales) ou des filiales directes de BPCE SA.

⁽³⁾ Détail des Services autres que la certification des comptes :

Services Autres que la Certification des Comptes - Autorisés par la réglementation - (SACC 1)

Services Autres que la Certification des Comptes - Pré-Autorisés - (SACC 2)

Services Autres que la Certification des Comptes - Soumis à autorisation individuelle - (Autres SACC)

	PWC	MAZARS	DELLOITTE	KPMG	AUTRES
8	0	0	11	9	
0	6	0	0	10	
0	73	95	1	0	

NOTE 12 DETAIL DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

12.1. OPERATIONS DE TITRISATION

Principes comptables

La titrisation est un montage financier qui permet à une entité d'améliorer la liquidité de son bilan. Techniquement, des actifs sélectionnés en fonction de la qualité de leurs garanties sont regroupés dans une société *ad hoc* qui en fait l'acquisition en se finançant par l'émission de titres souscrits par des investisseurs.

Les entités spécifiques créées dans ce cadre sont consolidées lorsque le groupe en a le contrôle. Le contrôle est apprécié au regard des critères de la norme IFRS 10 et rappelés en 3.2.1.

Opération de titrisation du Groupe BPCE

Au 31 décembre 2025, une nouvelle entités ad hoc (Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») a été consolidée au sein du Groupe BPCE :

- le 13 octobre 2025, une opération de titrisation s'est traduite par une cession de prêts immobiliers résidentiels (0,696 milliards d'euros) à FCT Olympia MHL et, une souscription par des investisseurs externes des titres seniors émis par le FCT (0,650 milliards d'euros) ainsi que la souscription par les établissements de titres subordonnés assurant ainsi le surdimensionnement de l'opération et de parts résiduelles permettant de récupérer les flux d'intérêts sur les créances titrisées.

Ces opérations, malgré un placement sur le marché, ne sont pas déconsolidantes puisque les établissements ayant cédé les crédits ont souscrit aux titres subordonnés et aux parts résiduelles. Ils conservent ainsi le contrôle au sens d'IFRS 10. Elle succède aux précédentes opérations de titrisation : BPCE Master Home Loans, BPCE Consumer Loans 2016, 2022 et 2024 (titrisation de prêts personnels), BPCE Home Loans FCT 2017, 2021, 2023 et 2024 (titrisation prêts immobiliers) et Opération Mercure Master SME 2023 et BPCE Ophelia Master SME FCT sur le prêt équipement.

12.2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2025

Les entités dont la contribution aux états financiers consolidés n'est pas significative n'ont pas vocation à entrer dans le périmètre de consolidation. Pour les entités répondant à la définition d'entités du secteur financier du règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (dit « CRR »), les seuils de consolidation comptable sont alignés, à compter du 31 décembre 2017, sur ceux retenus pour le périmètre de consolidation prudentielle. L'article 19 du CRR fait référence à un seuil de 10 millions d'euros de total bilan et de hors bilan. Pour les entités du secteur non financier, le caractère significatif est apprécié au niveau des entités consolidées. Selon le principe de la significativité ascendante, toute entité incluse dans un périmètre de niveau inférieur est incluse dans les périmètres de consolidation de niveaux supérieurs, même si elle n'est pas significative pour ceux-ci.

Pour chacune des entités du périmètre est indiqué le pourcentage d'intérêt. Le pourcentage d'intérêt exprime la part de capital détenue par le groupe, directement et indirectement, dans les entreprises du périmètre. Le pourcentage d'intérêt permet de déterminer la part du groupe dans l'actif net de la société détenue.

Société	Implantation	Activité	Taux de détention	Méthode
Banque Commerciale Portugaise	France	Banque	79,84%	IG
Société Locale d'Epargne	France	Détention de parts sociales	100,00%	IG
SILO crédits immobiliers - 2014_5	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO crédits consommation - 2016_5	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO crédits immobiliers - 2017_5	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO Demeter DUO	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO Demeter TRIA	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO crédits immobiliers - 2021_10	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO consumer loan - 2022_7	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO crédits immobiliers - 2023_10	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO crédits équipements - Master SME - 2023_11	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO Demeter UNO 2023	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO crédits équipements - Master SME - 2024_11	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO consumer loan - 2024_7	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO crédits immobiliers - 2024_10	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO Demeter TETRA	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO Demeter PENTA	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO Olympia Master Home Loans	France	Titrisation	100,00%	IG
SILO GAIA Master Consumer Loans Demeter	France	Titrisation	100,00%	IG
Banque de Tahiti	Polynésie Française	Banque	96,90%	IG
Société Havraise Calédonienne	Nouvelle Calédonie	Immobilière	90,20%	IG
Banque de Nouvelle Calédonie	Nouvelle Calédonie	Banque	97,28%	IG
Immobilière Thoynard	France	SASU Immobilière	100,00%	IG

12.3. ENTREPRISES NON CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2025

Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2016-09 du 2 décembre 2016 impose aux sociétés qui établissent leurs comptes consolidés selon les normes internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne la publication d'informations complémentaires relatives aux entreprises non incluses dans leur périmètre de consolidation ainsi qu'aux titres de participation présentant un caractère significatif.

Les entreprises non consolidées sont constituées :

- d'une part, des participations significatives qui n'entrent pas dans le périmètre de consolidation et,
- d'autre part, des entreprises exclues de la consolidation en raison de leur intérêt non significatif.

Les principales participations significatives qui n'entrent pas dans le périmètre de consolidation sont les suivantes, avec pour chacune, l'indication de la part de capital détenue par le groupe, directement et indirectement :

Sociétés	Implantation ⁽¹⁾	Part de capital détenue	Motif de non-consolidation ⁽²⁾	Montant des capitaux propres K€ ⁽³⁾	Montant du résultat K€ ⁽³⁾
Habitat Reg Service	France	13.91%	Absence de contrôle	95 139	635
Caisse d'Epargne Capital	France	13.91%	Absence de contrôle	116 733	15 903
SPPICAV AEW Foncière Ecureuil	France	17.96%	Absence de contrôle	136 041	1 378

⁽¹⁾ Pays d'implantation

⁽²⁾ Absence de contrôle, de contrôle conjoint ou d'influence notable (hors périmètre : H.P.), régime d'avantage postérieur à l'emploi ou régime d'avantage à long terme du personnel exclu du scope d'IFRS 10 (Pers.), participation acquise en vue d'une cession ultérieure à brève échéance classée en actif détenu en vue de la vente (IFRS 5), etc.

⁽³⁾ Montant des capitaux propres et du résultat du dernier exercice connu à la date de clôture et selon le référentiel comptable applicable en fonction du pays d'implantation.

Les entreprises exclues du périmètre de consolidation en raison de leur caractère non significatif sont les suivantes, avec pour chacune l'indication de la part de capital détenue par le groupe, directement et indirectement :

Sociétés	Pays d'implantation	Part de capital détenue	Motif de non-consolidation
CEIDF CAP INVEST	France	100,00%	non significativité
CEIDF MEZZANINE SAS	France	100,00%	non significativité
HEROLD16	France	100,00%	non significativité
TECHNOLOGY SHARED SERVICES PACIFIQUE	NOUVELLE CALEDONIE	100,00%	non significativité
FONCIERE CALEDONIENNE	NOUVELLE CALEDONIE	30,00%	non significativité
CALEDONIENNE DE SERVICES BANCAIRES	NOUVELLE CALEDONIE	25,97%	non significativité
SEINE ACCESSION	France	24,22%	non significativité
GIE SIEPF	POLYNESIE FRANCAISE	20,00%	non significativité
SEMINOC NOCEENNE	France	15,22%	non significativité
FONCIERE DES CEP	France	14,93%	non significativité
SNC ECUREUIL	France	13,91%	non significativité
SEMABA	France	13,33%	non significativité
SEM DE MONTEVRAIN	France	12,59%	non significativité
SCIENTIPOLE CAPITAL	France	12,48%	non significativité
SOGEFOM	France	11,27%	non significativité
ECOLOCALE	France	11,23%	non significativité
SEMAP SAINT LOUIS	France	10,92%	non significativité
SCI DE LA VISION	France	10,00%	non significativité
SEMPRO	France	10,00%	non significativité
SEM AGGLO	NOUVELLE CALEDONIE	10,00%	non significativité
LOGIREP	France	9,33%	non significativité
SAEM SAGASPOR GAGNY	France	9,00%	non significativité
HEDERA	France	8,75%	non significativité
CE DEVELOPPEMENT III	France	8,72%	non significativité
SAEM	France	8,70%	non significativité
SEMNA GEST	France	8,24%	non significativité
BPCE SA	France	6,96%	non significativité
SEMRO ROSNY SOUS B	France	6,67%	non significativité
SAEMHL LOUVECIENNES	France	6,00%	non significativité
VALOPHIS SAREPA	France	5,84%	non significativité
PROMOSUD	NOUVELLE CALEDONIE	5,59%	non significativité
DEVELOPPEMENT NORD	NOUVELLE CALEDONIE	5,55%	non significativité
SOTREMA	France	4,98%	non significativité
SEMIV SEM VELIZY	France	4,83%	non significativité
BPCE SI	France	4,77%	non significativité
SCIENTIPOLE AMENAGEMENT	France	4,69%	non significativité
PLAINE COMMUNE DEV	France	4,24%	non significativité
AXIMO	France	4,21%	non significativité
COLOMBES DEV AMENAGT	France	3,93%	non significativité
BPCE SF	France	3,88%	non significativité
GIE GCE MOBILIZ	France	3,87%	non significativité

GARRIGUE	France	3,19%	non significativité
NORD AMENAGEMENT	NOUVELLE CALEDONIE	3,12%	non significativité
SAIEM ST GRATIEN	France	2,56%	non significativité
BPCE ACHATS SERVICES	France	2,55%	non significativité
GIE CE SYNDICAT RISQ	France	2,30%	non significativité
IDF INVEST ET TERR	France	2,26%	non significativité
SEM ISSY MEDIA	France	2,24%	non significativité
SUD DEVELOPPEMENT	France	2,09%	non significativité
AIR TAHITI	POLYNESIE FRANCAISE	2,00%	non significativité
SEM ENERGIES92	France	2,00%	non significativité
SEQENS SOLIDARITE	France	1,76%	non significativité
CITALLIOS	France	1,71%	non significativité
BPCE SOL CLIENTS	France	1,70%	non significativité
SOFIDEP	POLYNESIE FRANCAISE	1,67%	non significativité
BPCE ASSU PROD SERV	France	1,31%	non significativité
SEQUANO AMENAGEMT	France	1,23%	non significativité
SEMAVOÂ	France	1,16%	non significativité
SEMISE	France	1,10%	non significativité
SCCI ARCADE	France	0,91%	non significativité
PARIS SUD AMENAGEMET	France	0,69%	non significativité
SEM ESSONNE ENERGIES	France	0,51%	non significativité
EDT	POLYNESIE FRANCAISE	0,47%	non significativité
SIFA	France	0,45%	non significativité
SAIEM VILLE DE MEAU	France	0,38%	non significativité
IMMOBILIERE 3F	France	0,37%	non significativité
NEUILLY CONTENTIEUX	France	0,35%	non significativité
SEMIP	France	0,20%	non significativité
SWIFT	POLYNESIE FRANCAISE	0,10%	non significativité
SA DOMAXIA	France	0,08%	non significativité
GIE NEUILLY CONTENTIEUX	France	0,05%	non significativité
CRETEIL HABIT SEMIC	France	0,03%	non significativité
DRANCY DEMAIN	France	0,03%	non significativité

(1) Pays d'implantation

(2) Absence de contrôle, de contrôle conjoint ou d'influence notable (hors périmètre : H.P.), non significativité (N.S.), régime d'avantage postérieur à l'emploi ou régime d'avantage à long terme du personnel exclu du scope d'IFRS 10 (Pers.), participation acquise en vue d'une cession ultérieure à brève échéance classée en actif détenu en vue de la vente (IFRS 5), etc.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

Exercice clos le 31 décembre 2025

CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 décembre 2025)



PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine-Cedex



KPMG SA
Tour Egho
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'assemblée générale

CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE

19 rue du Louvre
75001 Paris

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance



Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1 janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Dépréciation des prêts et créances (statuts 1, 2 et 3)

 Risque identifié	 Notre réponse
<p>Le groupe Caisse d'Epargne Ile de France est exposé aux risques de crédit. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.</p> <p>Conformément au volet « dépréciation » de la norme IFRS 9, le groupe Caisse d'Epargne Ile de France constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques de pertes attendues (encours en statuts 1 et 2) ou avérées (encours en statut 3).</p> <p>Les règles de dépréciation pour risques au titre des pertes attendues imposent la constitution d'un premier statut de dépréciation matérialisant une perte attendue à 1 an dès l'origination d'un nouvel actif financier classé au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres et sur les engagements hors-bilan ; et d'un second statut matérialisant une perte attendue à maturité, en cas de dégradation significative du risque de crédit.</p> <p>Ces dépréciations pour pertes attendues (statuts 1 et 2) sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par l'organe central intégrant différents paramètres (la probabilité de défaut, le taux de pertes en cas de défaut, des informations prospectives, ...) et intégrant des informations prospectives.</p> <p>Ces dépréciations pour pertes attendues sont complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales identifiées par le groupe Caisse d'Epargne Ile de France.</p> <p>Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré (statut 3) font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par la direction du groupe Caisse d'Epargne Ile de France en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les dépréciations et provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes, et font appel au jugement de la direction tant dans le rattachement des encours de crédits aux différents statuts et dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations et provisions pour les encours en statuts 1 et 2, que dans l'appréciation du niveau de provisionnement individuel des encours de crédits en statut 3.</p>	<p>Dépréciation des encours de crédits en statuts 1 et 2</p> <p>Les dépréciations des encours de crédits en statuts 1 et 2 sont déterminées sur les bases des modèles et des outils déployés par BPCE. De ce fait, les procédures d'audit sur ces aspects sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.</p> <p>Nos travaux ont principalement consisté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différentes contreparties ; - en une revue critique des travaux, mis en œuvre à notre demande par les auditeurs de l'organe central qui, en lien avec leurs experts et spécialistes : <ul style="list-style-type: none"> • se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations et analysant les évolutions des dépréciations au regard des règles IFRS9 ; • ont apprécié le caractère approprié des modèles, paramètres et des hypothèses macroéconomiques utilisés pour les calculs des dépréciations ; • ont effectué des contre-calculs sur les principales typologies d'encours de crédits ; • ont réalisé des contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe BPCE avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatisés au titre des données spécifiques visant à traiter l'information relative à IFRS 9 ; • ont réalisé des contrôles portant sur l'outil mis à disposition par le Groupe BPCE afin d'évaluer les incidences en pertes de crédits attendues de l'application de dégradations sectorielles. <p>Par ailleurs, nous nous sommes assurés de la correcte documentation et justification des provisions sectorielles comptabilisées dans le groupe Caisse d'Epargne Ile de France. A ce titre, nous avons (i) procédé à l'appréciation des critères d'identification par le groupe Caisse d'Epargne Ile de France des secteurs d'activité considérés au regard de son environnement comme étant davantage sensibles aux incidences du contexte économique actuel, (ii) effectué une revue critique des provisions ainsi estimées.</p>



Le stock de dépréciations pour pertes de crédit sur les encours de crédits et assimilés à la clientèle s'élève à 1 143 M€ dont 111 M€ au titre du statut 1, 326 M€ au titre du statut 2 et 706 M€ au titre du statut 3.

Le coût du risque sur l'exercice 2025 s'élève à 160 M€ (contre 139 M€ sur l'exercice 2024).

Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 5.5.3, 7.1.1 et 7.1.2.5 de l'annexe aux comptes consolidés.



Dépréciation des encours de crédit en statut 3


Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions classées en statut 3, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.

Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit ; du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de dépréciations et provisions.

Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations communiquées dans les notes afférentes de l'annexe aux comptes consolidés.

Valorisation des titres BPCE

 Risque identifié	 Notre réponse
<p>Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.</p> <p>La valeur des titres de l'organe central, classés en titres à la juste valeur par OCI non recyclables, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.</p> <p>Leur valorisation est principalement fondée sur les prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model) déterminées à partir des plans d'affaires des principales filiales. Ces valorisations reposent sur des paramètres techniques tels que le taux d'actualisation, le taux de croissance à long terme et le taux de rémunération des fonds propres.</p> <p>L'actif net réévalué de BPCE intègre également les actifs incorporels détenus par BPCE, qui font l'objet d'un exercice de valorisation périodique par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure prévisionnelles de l'organe central.</p> <p>Cette juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie définie par la norme IFRS 13 « Evaluation de la Juste Valeur ».</p> <p>Nous avons considéré que la valeur des titres BPCE constitue un point clé de l'audit en raison :</p> <ul style="list-style-type: none">- de la classification de cet instrument financier en niveau 3 de juste valeur,- de la significativité de cette estimation comptable dans les comptes consolidés du groupe Caisse d'Epargne Ile de France.	<p>Les travaux de valorisation des titres BPCE sont réalisés par les équipes d'évaluation de l'organe central. De ce fait, les procédures d'audit relatives à ces travaux sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.</p> <p>Ainsi, à réception des conclusions, nous nous assurons de la démarche d'audit mise en œuvre et procédons à une revue critique de ces conclusions. Dans le cadre des travaux réalisés, les auditeurs de l'organe central font également appel à l'expertise de leurs équipes d'experts en évaluation.</p> <p>Les travaux menés ont consisté principalement en</p> <ul style="list-style-type: none">- une prise de connaissance des modalités de valorisation selon l'approche en actif net réévalué tel que présentée ci-contre ;- la comparaison du résultat de cette approche avec celle issue d'une analyse de comparables boursiers sur la base des données concernant les banques françaises cotées. <p>Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations communiquées dans les notes afférentes de l'annexe aux comptes consolidés.</p>



La juste valeur des titres BPCE s'élève à 1 582 M€ au 31 décembre 2025, soit une variation d'OCI par rapport à la valeur d'acquisition liée à ce titre de - 306 M€.
Pour plus de détails sur les principes comptables, se référer aux notes 5.4, 5.16 et 9 de l'annexe aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France par l'assemblée générale du 18 juillet 2003 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 28 avril 2021 pour le cabinet KPMG S.A.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 23^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la 5^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine, le 14 avril 2026

Paris la Défense, le 14 avril 2026

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG S.A.

Aurore Prandi

Laurent Tavernier

 *Marie-Christine Jolys*

Aurore Prandi
Associée

Laurent Tavernier
Associé

Marie-Christine Jolys
Associée

3. ÉTATS FINANCIERS

3.2. COMPTES INDIVIDUELS ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2025

3.2. COMPTES INDIVIDUELS AU 31 DECEMBRE 2025

3.2.1. COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'euros

	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	3.1	2 987 797	3 387 769
Intérêts et charges assimilées	3.1	-2 503 222	-3 029 632
Revenus des titres à revenu variable	3.3	101 416	78 004
Commissions (produits)	3.4	730 083	677 612
Commissions (charges)	3.4	-143 732	-147 665
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	3.5	-26 622	-3 876
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	3.6	32 170	-56 396
Autres produits d'exploitation bancaire	3.7	234 521	219 153
Autres charges d'exploitation bancaire	3.7	-233 434	-197 638
PRODUIT NET BANCAIRE		1 178 977	927 331
Charges générales d'exploitation	3.8	-697 093	-683 731
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-34 419	-33 031
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		447 465	210 569
Coût du risque	3.9	-128 670	-105 322
RESULTAT D'EXPLOITATION		318 795	105 247
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	3.10	-23 857	18 490
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		294 938	123 737
Résultat exceptionnel	3.11	0	-64 566
Impôt sur les bénéfices	3.12	-27 813	-1 661
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées		0	100 000
RESULTAT NET		267 125	157 510

3.2.2. BILAN ET HORS BILAN

En milliers d'euros

ACTIF	Notes	31/12/2025	31/12/2024
CAISSES, BANQUES CENTRALES		194 574	210 557
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	4.3	2 908 123	2 720 975
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	4.1	14 604 874	15 972 504
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	4.2	57 051 287	56 283 624
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	4.3	14 810 076	14 108 865
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	4.3	117 051	107 345
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	4.4	455 144	503 624
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	4.4	2 425 538	2 332 913
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4.6	5 517	7 102
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4.6	387 054	383 607
AUTRES ACTIFS	4.8	1 018 687	1 095 855
COMPTES DE REGULARISATION	4.9	498 469	601 806
TOTAL DE L'ACTIF		94 476 394	94 328 777

En milliers d'euros

HORS BILAN	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	5.1	7 062 836	7 303 023
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	5.1	2 500 354	2 430 523

En milliers d'euros

PASSIF	Notes	31/12/2025	31/12/2024
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	4.1	27 737 701	25 663 668
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	4.2	56 966 198	59 536 279
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	4.7	517 212	312 523
AUTRES PASSIFS	4.8	1 359 324	1 247 621
COMPTES DE RÉGULARISATION	4.9	1 132 850	1 010 204
PROVISIONS	4.10	610 239	607 425
DETTES SUBORDONNÉES	4.11	312 542	312 542
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX (FRBG)	4.12	332 745	332 745
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	4.13	5 507 584	5 305 770
Capital souscrit		2 375 000	2 375 000
Primes d'émission		469 567	469 567
Réserves		1 898 221	1 882 470
Report à nouveau		497 671	421 223
Résultat de l'exercice (+/-)		267 125	157 510
TOTAL DU PASSIF		94 476 394	94 328 777

En milliers d'euros

HORS BILAN	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Engagements reçus			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	5.1	468 515	155 493
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	5.1	684 721	746 433
ENGAGEMENTS SUR TITRES		953	1 364

3.2.3. NOTES ANNEXES AUX COMPTES INDIVIDUELS ANNUELS

NOTE 1	CADRE GENERAL	332
1.1	LE GROUPE BPCE	328
1.2	MECANISME DE GARANTIE	328
1.3	EVENEMENTS SIGNIFICATIFS	329
1.4	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	329
NOTE 2	PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES GENERAUX	334
2.1	METHODES D'EVALUATION, PRESENTATION DES COMPTES INDIVIDUELS ET DATE DE CLOTURE	330
2.2	CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES	330
2.3	PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX	330
2.4	PRINCIPES APPLICABLES AUX MECANISMES DE RESOLUTION BANCAIRE	330
NOTE 3	INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT	336
3.1	INTERETS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES	332
3.2	REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	333
3.3	COMMISSIONS	333
3.4	GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	334
3.5	GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	334
3.6	AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	335
3.7	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	335
3.8	COUT DU RISQUE	336
3.9	GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	337
3.10	RESULTAT EXCEPTIONNEL	338
3.11	IMPOT SUR LES BENEFICES	338
3.11.1	DETAIL DES IMPOTS SUR LE RESULTAT 2025	339
3.12	REPARTITION DE L'ACTIVITE	339
NOTE 4	INFORMATIONS SUR LE BILAN	344
4.1	OPERATIONS INTERBANCAIRES	344
4.2	OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	344
4.2.1.	OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	343
4.2.2.	REPARTITION DES ENCOURS DE CREDIT PAR AGENT ECONOMIQUE	347
4.3	EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS, ACTIONS, AUTRES TITRES A REVENU FIXE ET VARIABLE	352
4.3.1.	PORTEFEUILLE TITRES	348
4.3.2.	EVOLUTION DES TITRES D'INVESTISSEMENT	351
4.3.3.	RECLASSEMENTS D'ACTIFS	351
4.4	PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES, AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	356
4.4.1	EVOLUTION DES PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	352
4.4.2	TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	353
4.4.3	ENTREPRISES DONT L'ETABLISSEMENT EST ASSOCIE INDEFINIMENT RESPONSABLE	354
4.4.4	OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES	354
4.5	OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATIONS SIMPLE	358
4.6	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	359
4.6.1	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	355
4.6.2	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	356
4.7	DETTES REPRESENTES PAR UN TITRE	361
4.8	AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS	361
4.9	COMPTES DE REGULARISATION	362
4.10	PROVISIONS	362
4.10.1	TABLEAU DE VARIATIONS DES PROVISIONS	360
4.10.2	PROVISIONS ET DEPRECIATIONS CONSTITUEES EN COUVERTURE DU RISQUE DE CONTREPARTIE	360
4.10.3	PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS SOCIAUX	360
4.10.4	PROVISIONS PEL / CEL	362

4.11	DETTES SUBORDONNÉES	367
4.12	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX	367
4.13	CAPITAUX PROPRES	368
4.14	DURÉE RÉSIDUELLE DES EMPLOIS ET RESSOURCES	369
NOTE 5	INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES	370
5.1	ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS	366
5.1.1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	366
5.1.2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	367
5.1.3	AUTRES ENGAGEMENTS NE FIGURANT PAS AU HORS BILAN	367
5.2	OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME	368
5.2.1	INSTRUMENTS FINANCIERS ET OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME	369
5.2.2	VENTILATION PAR TYPE DE PORTEFEUILLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX D'INTÉRÊT ET SWAPS FINANCIERS DE DEVISES NÉGOCIÉES SUR UN MARCHÉ DE GRE À GRE	370
5.2.3	DURÉE RÉSIDUELLE DES ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME	370
5.3	VENTILATION DU BILAN PAR DEVISE	370
NOTE 6	AUTRES INFORMATIONS	375
6.1	CONSOLIDATION	371
6.2	REMUNÉRATIONS, AVANCES, CRÉDITS ET ENGAGEMENTS	371
6.4	IMPLANTATIONS DANS LES PAYS NON COOPÉRATIFS	371

NOTE 1. CADRE GENERAL

1.1. LE GROUPE BPCE

Le Groupe BPCE⁵ dont fait partie l'entité la Caisse d'Epargne Ile de France comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Le réseau et les principales filiales de BPCE, sont organisées autour de deux grands pôles métiers :

- la Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, le pôle Solutions & Expertises Financières (comprenant l'affacturage, le crédit à la consommation, le crédit-bail, les cautions & garanties financières et l'activité « Titres Retail »), les pôles Digital et Paiements (intégrant les filiales Paiements et le groupe Oney) et Assurances et les Autres Réseaux ;
- Global Financial Services regroupant la Gestion d'actifs et de fortune (Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management) et la Banque de Grande Clientèle (Natixis Corporate & Investment Banking)

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

1.2. MECANISME DE GARANTIE

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L. 512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie.

⁵ L'établissement est intégré aux comptes consolidés du Groupe BPCE, ces comptes sont disponibles au siège social de l'organe central BPCE 7, promenade Germaine Sablon – 75013 Paris ainsi que sur le site internet institutionnel de BPCE. L'organe central est enregistré au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 493455042.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux et d'organiser la solidarité financière au sein du Groupe. Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté et/ou de l'ensemble des affiliés du Groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Ainsi en cas de difficultés, BPCE devra faire tout le nécessaire pour restaurer la situation financière et pourra notamment recourir de façon illimitée aux ressources de l'un quelconque, de plusieurs ou de tous les affiliés, ou encore mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en faisant appel au fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Epargne et le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Epargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 211 millions d'euros au 31 décembre 2025.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Epargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité en leur qualité d'affilié à l'organe central.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu.

1.3. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

Refinancement opération de titrisation

Dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe BPCE, le Groupe Caisse d'Epargne Ile de France a participé à des opérations de de titrisation :

- Nouvelle opération de titrisation « Olympia Master Home Loans 2025 » portant sur un encours de 74 407 milliers d'euros de crédits immobiliers
- Rechargement des créances du FCT « Ophelia Master SME » pour 44 533 milliers d'euros de crédits d'équipement
- Dissolution du programme de titrisation BPCE Home Loans FCT 2020

En parallèle, le Groupe Caisse d'Epargne Ile de France a participé à 2 opérations de refinancement pour le Groupe BPCE collatéralisé par des créances :

- GAIA Master Consumer Loans pour une collatéralisation à hauteur de 58 824 milliers d'euros
- DEMETER Penta pour une collatéralisation à hauteur de 180 000 milliers d'euros

1.4. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est intervenu susceptible d'impacter les comptes de la Caisse d'Epargne Ile de France.

NOTE 2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES GENERAUX

2.1 METHODES D'EVALUATION, PRESENTATION DES COMPTES INDIVIDUELS ET DATE DE CLOTURE

Les comptes individuels annuels de la Caisse d'Epargne Ile-de-France sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les comptes individuels annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été arrêtés par le Directoire du 26 janvier 2026. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 30 avril 2026.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

2.2 CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES

Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire a supprimé la notion de transfert de charges. Cette suppression n'a pas d'impact sur les comptes individuels de l'établissement.

Les autres textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2025 n'ont également pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.3 PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

2.4 PRINCIPES APPLICABLES AUX MECANISMES DE RESOLUTION BANCAIRE

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) relèvent de l'arrêté du 27 octobre 2015.

Pour les fonds de garantie des mécanismes espèces, cautions et titres, le montant cumulé des contributions versées par la Caisse d'Epargne Ile de France représente 113 717 milliers d'euros. Les cotisations cumulées (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) ont généré un produit net de 325 milliers d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent à 115 680 milliers d'euros.

Le fonds de résolution a été constitué en 2015 en application de la directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et du règlement européen 806/2014 (règlement MRU). A compter de 2016, il devient le Fonds de résolution unique (FRU) constitué entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique) dédié à la mise en œuvre de mesures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions *ex-ante* aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2025. La cible des fonds à collecter pour le fonds de résolution était atteinte au 31 décembre 2023. Le montant des contributions versées par la Caisse d'Epargne Ile de France est nul en 2024 et 2025 tant pour la part passant en charge que pour la part sous la forme d'engagement de paiement irrévocable (EPI) garanti par des dépôts espèces inscrits à l'actif du bilan. Des contributions pourront toutefois être appelées à l'avenir en fonction notamment de l'évolution des dépôts couverts et de l'utilisation éventuelle du fonds. La part des EPI correspond à 15 % des appels de fonds jusqu'en 2022 et 22,5% pour la contribution 2023. Ces dépôts sont rémunérés au taux applicable aux acteurs de marché concernés, c'est-à-dire à €ster -20bp depuis le 1^{er} mai 2023. Le cumul du collatéral en garantie inscrit à l'actif du bilan s'élève à 21 319 milliers d'euros au 31 décembre 2025. Il est comptabilisé à l'actif du bilan sur la ligne « Autres actifs » et ne fait pas l'objet de dépréciations au 31 décembre 2025. Les engagements au titre des EPI ne font pas l'objet de provision au passif. En effet, les conditions d'utilisation des ressources du FRU, et donc d'appel des engagements de paiement irrévocables, sont strictement encadrées par la réglementation. Ces ressources ne peuvent être appelées qu'en cas de retrait d'agrément ou de procédure de résolution d'un établissement et après une intervention à hauteur d'un minimum de 8 % du total des passifs par les actionnaires et les détenteurs d'instruments de fonds propres pertinents et d'autres engagements utilisables au titre du renflouement interne. De plus, la contribution du FRU ne doit pas excéder 5 % du total des passifs de l'établissement soumis à une procédure de résolution. Le Groupe BPCE ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe intervienne en zone euro, ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

NOTE 3. INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.1. INTERETS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES

Principes comptables

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les intérêts négatifs sont présentés comme suit :

- un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB,
- un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier 1. La Caisse d'Épargne Île de France considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

En milliers d'euros	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	675 589	-804 092	-128 503	998 272	-994 068	4 204
Opérations avec la clientèle	1 508 529	-1 331 332	177 197	1 506 672	-1 754 605	-247 933
Obligations et autres titres à revenu fixe	452 146	-103 521	348 625	443 081	-78 870	364 211
Dettes subordonnées	957	0	957	1 226	0	1 226
Autres*	350 576	-264 277	86 299	438 518	-202 089	236 429
TOTAL	2 987 797	-2 503 222	484 575	3 387 769	-3 029 632	358 137

* Dont 55 966 milliers d'euros au titre des opérations de macrocouverture

Les produits d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit comprennent la rémunération des fonds du Livret A et du LDD et ceux du LEP centralisés à la Caisse des dépôts et consignations.

La reprise de la provision épargne logement s'élève à 30 334 milliers d'euros pour l'exercice 2025, contre 11 136 milliers d'euros pour l'exercice 2024.

Opérations de titrisation 2025

Au 31 décembre 2025, une opération de titrisation a été réalisées par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne :

- le 13 octobre 2025, une opération de titrisation s'est traduite par une cession de prêts immobiliers résidentiels (0,696 milliards d'euros) à FCT Olympia MHL et, une souscription par des investisseurs externes des titres seniors émis par le FCT (0,650 milliards d'euros) ainsi que la souscription par les établissements de titres subordonnés assurant ainsi le surdimensionnement de l'opération et de parts résiduelles permettant de récupérer les flux d'intérêts sur les créances titrisées.

Ainsi, au moment de la mise en place de ces opérations, les plus-values de cession des créances titrisées sont enregistrées dans le poste d'intérêts, produits et charges assimilés. Par la suite, la diminution des produits sur « Opérations avec la clientèle » liée à la diminution du stock de créance est compensée par l'augmentation des produits sur « Obligations et autres titres à revenu fixe » liée au versement par le FCT d'un produit d'intérêts sur parts résiduelles basé sur les flux d'intérêts des créances titrisées

3.2. REVENUS DES TITRES À REVENU VARIABLE

Principes comptables

Les revenus des titres à revenu variable comprennent les dividendes et autres revenus provenant d'actions et d'autres titres à revenu variable, de participations, d'autres titres détenus à long terme et de parts dans les entreprises liées.

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent.

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2025	Exercice 2024
Actions et autres titres à revenu variable	541	247
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Parts dans les entreprises liées	100 875	77 757
TOTAL	101 416	78 004

3.3. COMMISSIONS

Principes comptables

Les commissions assimilables par nature à des intérêts sont comptabilisées en intérêts, produits et charges assimilés (note 3.1).

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	236	90	326	2 403	-1 163	1 240
Opérations avec la clientèle	158 250	-9 374	148 876	133 733	-4 775	128 957
Opérations sur titres	19 105	-675	18 430	19 544	-600	18 944
Moyens de paiement	207 113	-85 748	121 365	197 721	-94 102	103 618
Opérations de change	634	0	634	529	0	529
Engagements hors-bilan	34 260	-52	34 208	32 996	-33	32 963
Prestations de services financiers	41 170	-47 973	-6 803	40 222	-46 992	-6 771
Activités de conseil	1 866	0	1 866	1 989	0	1 989
Autres commissions (1)	267 449	0	267 449	248 475	0	248 478
TOTAL	730 083	-143 732	586 351	677 612	-147 665	529 947

(1) Dont Commissions sur produits d'assurance vie : 208 596 milliers d'euros
Dont Commissions sur autres produits d'assurance : 58 143 milliers d'euros

3.4. GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

Principes comptables

Les gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation regroupent :

- les gains ou pertes des opérations de bilan et d'hors-bilan sur titres de transaction ;
- les gains ou pertes dégagés sur les opérations de change à terme sec, résultant des achats et ventes de devises et de l'évaluation périodique des opérations en devises et des métaux précieux ;
- les gains ou pertes provenant des opérations sur des instruments financiers à terme, notamment de taux d'intérêt, de cours de change et d'indices boursiers, que ces instruments soient fermes ou conditionnels, y compris lorsqu'il s'agit d'opérations de couverture d'opérations des portefeuilles de négociation.

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2025	Exercice 2024
Titres de transaction	96	45
Opérations de change	-2 658	2 122
Instruments financiers à terme (1)	-24 059	-6 043
TOTAL	-26 622	-3 876

(1) Dont une reprise de provision sur instrument financier de 6 242 milliers d'euros en lien avec la sortie du montage fiscal Diderot Financement 23 dont la perte est présentée en note 3.9

3.5. GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES

Principes comptables

Ce poste correspond aux gains ou pertes sur opérations des portefeuilles sur titres de placement et sur titres de l'activités de portefeuille, issu de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession.

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2025		Exercice 2024	
	Placement	Total	Placement	Total
Dépréciations	35 681	35 681	-48 868	-48 868
Dotations	-9 204	-9 204	-58 440	-58 440
Reprises (1)	44 885	44 885	9 572	9 572
Résultat de cession	-390	-390	-4 135	-4 135
Autres éléments	-3 121	-3 121	-3 393	-3 393
TOTAL	32 170	32 170	-56 396	-56 396

(1) Dont une reprise de provision sur titres cédés liée à la sortie du montage fiscal Diderot Financement 30 pour 17 432 milliers d'euros. La perte est présentée en note 3.9

3.6. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

Principes comptables

Les autres produits et charges d'exploitation bancaire recouvrent notamment la quote-part réalisée sur opérations faites en commun, les refacturations des charges et produits bancaires, les produits et charges des opérations des activités immobilières et des prestations de services informatiques.

Figurent également à ce poste les charges et produits sur les activités de crédit-bail et/ou de location simple non exercées à titre principal et dont les immobilisations figurent à l'actif au poste d'immobilisations corporelles,

Ces produits et charges comprennent notamment :

- les loyers et les plus et moins-values de cession relatives à des immobilisations données en crédit-bail ou en location avec option d'achat ou encore en location simple ;
- les dotations et reprises liées aux dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives à la fraction des loyers douteux dont la dépréciation est obligatoire, ainsi que celles relatives aux indemnités de résiliation des contrats ;
- les dotations aux amortissements des immobilisations concernées.

Depuis 2025, suite à la suppression de la technique de transfert de charges par le règlement ANC 2023-03 modifiant le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les charges précédemment transférées sont présentées directement en déduction des charges d'origine.

L'impact de la suppression de la technique de transfert de charge est non significatif dans les comptes 2025 ; aucun proforma réalisé.

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Quote-part d'opérations faites en commun	10 766	-25 607	-14 841	9 261	-26 181	-16 920
Refacturations de charges et produits bancaires	3 074	0	3 074	6 965	0	6 965
Activités immobilières	4 647	-43	4 604	2 125	-43	2 082
Prestations de services informatiques	0	0	0	0	0	0
Autres activités diverses	215 160	-207 784	7 376	200 742	-171 414	29 328
Autres produits et charges accessoires	874	0	874	62	0	62
Total	234 521	-233 434	1 087	219 155	-197 638	21 517

3.7. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

Principes comptables

Les charges générales d'exploitation comprennent les frais de personnel dont les salaires et traitements, la participation et l'intéressement des salariés, les charges sociales, les impôts et taxes afférents aux frais de personnel. Sont également enregistrés les autres frais administratifs dont les autres impôts et taxes et la rémunération des services extérieurs.

Depuis 2025, suite à la suppression de la technique de transfert de charges par le règlement ANC 2023-03 modifiant le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les charges précédemment transférées sont présentées directement en déduction des charges d'origine.

Ces transferts sont non significatifs pour la Caisse d'Epargne Ile de France.

En milliers d'euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Frais de personnel		
Salaires et traitements	-229 374	-219 737
Charges de retraite et assimilées	-48 385	-47 635
Autres charges sociales	-79 108	-75 845
Intéressement des salariés	-16 863	-16 128
Participation des salariés	0	0
Impôts et taxes liés aux rémunérations	-43 503	-42 742
Total des frais de personnel	-417 233	-402 087
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes	-13 224	-10 860
Autres charges générales d'exploitation	-266 636	-270 784
Total des autres charges d'exploitation	-279 860	-281 643
Total	-697 093	-683 731

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 2 156 cadres et 2 422 non-cadres, soit un total de 4 578 salariés.

Les refacturations des activités « organe central » (listées dans le Code monétaire et financier) versées à BPCE sont présentées en PNB et les refacturations des missions groupe versées à BPCE sont présentées en charges générales d'exploitation.

3.8. COUT DU RISQUE

Principes comptables

Le poste coût du risque comporte uniquement le coût lié au risque de crédit (ou risque de contrepartie). Le risque de crédit est l'existence d'une perte potentielle liée à une possibilité de défaillance de la contrepartie sur les engagements qu'elle a souscrits. Le terme "contrepartie", désigne toute entité juridique bénéficiaire d'un crédit ou d'un engagement par signature d'un instrument financier à terme, ou émetteur d'un titre de créance.

Le coût du risque de crédit est évalué lorsque la créance est qualifiée de douteuse c'est-à-dire quand le risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Le risque de crédit est également évalué quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale (cf. notes 4.1 et 4.2.1).

Le coût de risque de crédit se compose donc de l'ensemble des dotations et reprises de dépréciations de créances sur la clientèle, sur établissements de crédit, sur titres à revenu fixe d'investissement (en cas de risque de défaillance avéré de l'émetteur), les provisions sur engagements hors - bilan (hors instruments financiers de hors bilan) ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties.

Toutefois, sont classées aux postes Intérêts et produits assimilés et Autres produits d'exploitation bancaire du compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables ou récupérations de créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses dont le provisionnement est obligatoire. Pour les titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille et pour les instruments financiers à terme, le coût du risque de contrepartie est porté directement aux postes enregistrant les gains et les pertes sur ces portefeuilles, sauf en cas de risque de défaillance avéré de la contrepartie où cette composante peut être effectivement isolée et où les mouvements de provision sur risque de contrepartie sont alors inscrits au poste Coût du risque.

En milliers d'euros	Exercice 2025					Exercice 2024				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total
<u>Dépréciations d'actifs</u>										
Clientèle	-209 571	70 882	-13 504	592	-151 601	-150 475	113 342	-74 661	7 739	-104 055
Titres et débiteurs divers	-1 512	-982	-54	0	-2 548	-3 635	612	-297	0	-3 317
<u>Provisions</u>										
Engagements hors-bilan	-29 069	18 092	0	0	-10 977	-46 809	24 371	0	0	-22 438
Provisions pour risque clientèle	-15 056	51 512	0	0	36 456	-19 663	44 151	0	0	24 488
TOTAL	-255 208	139 504	-13 558	592	-128 670	-220 582	182 479	-74 958	7 739	-105 322

A noter qu'au 31 décembre 2024, la colonne « pertes » présentées les pertes couvertes et non couvertes par des provisions. Au 31 décembre 2025, la colonne « reprises nettes » présente les reprises /utilisations nettes des pertes couvertes par des provisions.

3.9. GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

Principes comptables

Les gains ou pertes sur actifs immobilisés comprennent :

- les gains ou pertes sur cessions d'actifs corporels et incorporels affectés à l'exploitation de l'établissement, issus de la différence entre plus-values et moins-values de cession et reprises et dotations aux provisions ;
- les gains ou pertes des opérations sur titres de participation, sur autres titres détenus à long terme, sur parts dans les entreprises liées et sur titres d'investissement, issus de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession.

En milliers d'euros	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Participations et autres titres à long terme	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations	-251	0	-251	15 887	0	15 887
Dotations	-2 219	0	-2 219	-6 701	0	-6 701
Reprises	1 968	0	1 968	22 588	0	22 588
Résultat de cession	-23 800	194	-23 606	950	1 653	2 603
TOTAL	-24 051	194	-23 857	16 837	1 653	18 490

Les gains ou pertes sur titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme comprennent notamment les opérations suivantes :

- les dotations aux dépréciations sur titres de participation : 2 219 milliers d'euros
- les reprises de dépréciations sur titres de participation : 1 968 milliers d'euros
- le résultat des cessions sur titres de participation et autres titres à long terme : 23 605 milliers d'euros se composant :
 - D'une moins-value de cession de 17 432 milliers d'euros sur titres de participation faisant suite à la sortie du montage Fiscal DF30 et se compensant avec la reprise de provision sur titres dépréciés du même montant présenté en note 3.5
 - D'une moins-value de cession de 6 475 milliers d'euros sur titres de participation faisant suite à la sortie du montage fiscal DF23 et se compensant avec la reprise de provision sur Instruments Financiers d'un montant de 6 242 milliers d'euros présenté en note 3.4.

3.10. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Principes comptables

Ce poste comprend exclusivement les produits et les charges avant impôt, qui sont générés ou surviennent de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante de l'établissement.

Aucun résultat exceptionnel n'a été comptabilisé au cours de l'exercice 2025.

3.11. IMPOT SUR LES BENEFICES

Principes comptables

Les réseaux Caisses d'Epargne et Banques Populaires ont décidé depuis l'exercice 2009 de bénéficier des dispositions de l'article 91 de la Loi de finances rectificative pour 2008, qui étend le mécanisme de l'intégration fiscale aux réseaux bancaires mutualistes. Ce mécanisme s'inspire de l'intégration fiscale ouverte aux mutuelles d'assurance et tient compte de critères d'intégration autres que capitalistiques (le critère usuel étant une détention du capital à partir de 95 %).

La Caisse d'Epargne Ile-de-France a signé avec sa mère intégrante une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale mutualiste.

La charge d'impôt de l'exercice correspond à l'impôt sur les sociétés exigible au titre de l'exercice. Elle comprend également les dotations/reprises de provision pour impôts sur les financements fiscaux et l'impôt constaté d'avance au titre des crédits d'impôts reçus pour la rémunération des prêts à taux zéro.

Les règles du Pilier 2 de l'OCDE visant à la mise en place d'un taux d'imposition mondial minimum des sociétés fixé à 15 %, transposées en droit français par la loi de finances pour 2024 sont désormais applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2024. BPCE, en tant qu'entité mère ultime de l'ensemble du Groupe BPCE sera l'entité redevable de cette imposition complémentaire. Au regard des dispositions légales et conventionnelles à date, la Caisse d'Epargne Ile-de-France est assujettie à cette imposition complémentaire qui restera néanmoins à la charge de BPCE.

A noter toutefois les cas particuliers des juridictions où sont établies des entités dont la réglementation fiscale locale prévoit le paiement auprès de l'administration fiscale de l'éventuelle top-up tax due au titre de cette juridiction. Dans un tel cas, l'entité pourrait être amenée à acquitter, et donc comptabiliser, l'imposition complémentaire au titre de cette juridiction (législation fiscale toujours en cours d'adoption).

3.11.1 DETAIL DES IMPOTS SUR LE RESULTAT 2025

La Caisse d'Épargne Ile de France est membre du groupe d'intégration fiscale constitué par BPCE.

L'impôt sur les sociétés acquitté auprès de la tête de groupe, ventilé entre le résultat courant et le résultat exceptionnel, s'analyse ainsi :

En milliers d'Euros	Exercice 2025	
Bases imposables aux taux de	25,0%	0%
Au titre du résultat courant	157 144	3 000
Au titre du résultat exceptionnel		
Total	157 144	3 000
Imputations des déficits		
Bases imposables du groupe fiscal	157 144	3 000
Impôts Correspondant	-39 286	
(+) incidence de la quote-part de frais et charges sur le secteur taxable à 0%		
(+) contribution 3,3%	-1 271	
(+) Surtaxe 10,30% LFR 2025 (1)	-9 070	
(-) déductions au titre des crédits d'impôt *	9 271	
Impôt comptabilisé	-40 356	0
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales		
Provisions pour impôts	-32 035	
(-) Charge de la créance de Carry Back		
(+/-) Charge ou produit d'impôt d'intégration fiscale	34 470	
(+) IS sur PATZ	4 781	
(+/-) Régul d'IS	-23	
(-) Remboursement IS	5 350	
(-) Pénalités	0	
(-) Autres imputations	0	
Total	-27 813	

L'impôt sur les sociétés s'analyse ainsi :

*La créance liée au crédit d'impôt PTZ imputée dans le cadre de la liquidation s'élève 50 591 milliers d'euros.

⁽¹⁾ dont 9 070 milliers d'euros d'impôt au titre de la surtaxe 2025

La loi de finances pour l'année 2026, adoptée le 2 février 2026, reconduit pour ladite année la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises, dont le taux est fonction du niveau de chiffres d'affaires de l'entreprise. L'assiette de cette contribution est définie comme étant la moyenne de l'impôt sur les bénéfices dû au titre des exercices 2025 et 2026.

Conformément aux principes retenus par le règlement ANC n° 2025-02 du 4 avril 2025, cette contribution sera comptabilisée exclusivement dans les comptes de l'exercice 2026 pour lequel elle est due. La quote-part de cette contribution fondée sur le montant de l'impôt sur les bénéfices 2025 s'élève à 8 093 milliers d'euros. Cette quote-part est estimée sur la base du niveau de chiffres d'affaires, qui est supérieur à 3 milliards d'euros et d'un taux de contribution exceptionnelle de 41,20%.

3.12. REPARTITION DE L'ACTIVITE

La Caisse d'Épargne Ile de France exerçant l'essentiel de ses activités dans un seul secteur opérationnel : la banque de proximité, la production de tableaux détaillés n'est pas nécessaire.

NOTE 4. INFORMATIONS SUR LE BILAN

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques.

4.1. OPERATIONS INTERBANCAIRES

Principes comptables

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois consécutifs au moins en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen n°575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit, applicable au plus tard au 31 décembre 2020. La définition des encours en défaut est ainsi précisée par l'introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement pour identifier les situations de défaut, la clarification des critères de retour en encours sains avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier

la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Opérations de pension

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-07 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêts comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Coût du risque ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1^{er} janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

En milliers d'euros

ACTIF	31/12/2025	31/12/2024
Créances à vue	847 229	1 528 621
<i>Comptes ordinaires</i>	444 938	1 015 454
<i>Comptes et prêts au jour le jour</i>	402 291	513 167
<i>Valeurs et titres reçus en pension au jour le jour</i>	0	0
<i>Valeurs non imputées</i>	0	0
Créances à terme	13 716 194	14 392 927
<i>Comptes et prêts à terme</i>	13 716 194	14 392 927
<i>Prêts subordonnés et participatifs</i>	0	0
<i>Valeurs et titres reçus en pension à terme</i>	0	0
Créances rattachées	41 451	50 955
Créances douteuses	0	0
Dépréciations des créances interbancaires	0	0
TOTAL	14 604 874	15 972 503

Les créances sur opérations avec le réseau se décomposent en 846 303 milliers d'euros à vue et 13 715 313 milliers d'euros à terme.

La centralisation à la Caisse des dépôts et consignations de la collecte du Livret A et du LDD représente 10 029 315 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 9 981 834 milliers d'euros au 31 décembre 2024, qui sont présentés en déduction du passif en note 4.2.

En milliers d'euros

PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
Dettes à vue	64 363	121 281
<i>Comptes ordinaires créditeurs</i>	29 325	49 471
<i>Comptes et emprunts au jour le jour</i>	5 109	43 457
<i>Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour</i>	0	0
<i>Autres sommes dues</i>	29 929	28 353
Dettes à terme	27 482 531	25 329 840
<i>Comptes et emprunts à terme</i>	27 213 481	24 622 137
<i>Valeurs et titres donnés en pension à terme</i>	269 050	707 703
<i>Dettes rattachées</i>	190 807	212 548
TOTAL	27 737 701	25 663 668

Les dettes sur opérations avec le réseau se décomposent en 21 192 milliers d'euros à vue et 20 701 047 milliers d'euros à terme.

4.2. OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

4.2.1 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Principes comptables

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Prêts garantis par l'Etat

Le prêt garanti par l'Etat (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi. Le dispositif a pris fin au 30 juin 2022.

Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'Etat.

Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme / Hôtellerie / Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société. Le PGE bénéficie d'une garantie de l'Etat à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'Etat couvre un pourcentage du montant restant dû de la créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à la échéance de son terme. La garantie de l'Etat pourra être appelée avant la échéance du terme en présence d'un événement de crédit.

La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6% du capital restant dû pendant la période d'amortissement du prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché.

Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'Etat sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances. Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais pas se la faire imposer.

Concernant la garantie de l'Etat, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues. La commission de garantie payée à l'octroi du crédit à l'Etat est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt.

Le PGE Résilience, ouvert au 6 avril 2022, est un complément de PGE pour les entreprises impactées par les conséquences du conflit en Ukraine. Le plafond autorisé est de 15% du chiffre d'affaires (CA) moyen des trois derniers exercices comptables. Hormis pour son montant, soumis au nouveau plafond de 15% du CA, ce PGE complémentaire Résilience prend la même forme que les PGE instaurés au début de la crise sanitaire : même durée maximale (jusqu'à 6 ans), même période minimale de franchise de remboursement (12 mois), même quotité garantie et prime de garantie. Ce PGE Résilience est entièrement cumulable avec le ou les PGE éventuellement obtenu(s) ou à obtenir initialement jusqu'au 30 juin 2022. Ce dispositif a pris fin 31 décembre 2023.

Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la

restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois consécutifs au moins en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen n°575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit, applicable au plus tard au 31 décembre 2020. La définition des encours en défaut est ainsi précisée par l'introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement pour identifier les situations de défaut, la clarification des critères de retour en encours sains avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Opérations de pension

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-07 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues et des coûts de prise de possession et de vente des biens affectés en garantie. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Coût du risque ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1^{er} janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés. Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est à dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les encours classés en Statut 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de plusieurs paramètres :

- Flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation - ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat de son taux d'intérêt effectif et, pour les crédits immobiliers, du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;
- Taux de perte en cas de défaut ;
- Probabilités de défaut jusqu'à la maturité du contrat.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Les paramètres utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues sont ajustés à la conjoncture économique via la définition de trois scénarios économiques définis sur un horizon de trois ans :

- le scénario central utilisé par le groupe est celui validé en juin 2025. Il correspond aux prévisions du consensus sur les principales variables économiques ayant un impact sur le calcul des pertes de crédit attendues
- un scénario pessimiste, avec une réalisation plus dégradée des variables macro-économiques, correspondant à une variante moins violente du scénario ICAAP « Guerres Commerciales et exacerbation des protectionnismes » ;
- un scénario optimiste, correspondant à une réalisation plus favorable des variables macro-économiques définies dans le cadre du scénario central.

La définition et la revue de ces scénarios suit la même organisation et gouvernance que celle définie pour le processus budgétaire, avec une revue trimestrielle sur la base de propositions de la recherche économique et une validation par le Comité de Direction Générale. Les probabilités d'occurrence des scénarios sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité WatchList et Provisions du groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou traité en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques.

Pertes de crédit attendues constituées en complément du modèle central

Des provisions complémentaires ont été comptabilisées par les établissements pour couvrir les risques spécifiques de leurs portefeuilles, en complément des provisions décrites ci-avant et calculées par les outils du Groupe. Ces provisions concernent à titre principal, les secteurs des professionnels de l'immobilier, du BTP, du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, de l'agro-alimentaire et du commerce-distribution spécialisé.

En milliers d'euros

ACTIF	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs	206 967	221 217
Créances commerciales	12 836	10 995
Crédits à l'exportation	9 608	5 992
Crédits de trésorerie et de consommation	5 740 079	6 188 616
Crédits à l'équipement	13 734 133	13 638 244
Crédits à l'habitat	35 526 534	34 645 701
Autres crédits à la clientèle	30 765	22 596
Valeurs et titres reçus en pension	0	0
Prêts subordonnés	23 199	23 487
Autres	371 006	403 714
Autres concours à la clientèle	55 655 127	55 160 562
Créances rattachées	198 612	204 159
Créances douteuses	1 708 739	1 338 902
Dépréciations des créances sur la clientèle	-511 191	-419 998
TOTAL	57 051 287	56 283 625
Dont créances restructurées	623	1 079
Dont créances restructurées reclassées en encours sains	368	253

Les créances sur la clientèle éligibles au refinancement de la Banque Centrale du ou des pays où l'établissement est installé, ou au Système européen de Banque Centrale se montent à 9 224 835 milliers d'euros.

Les Prêts Garantis par l'Etat (PGE) s'élèvent à 248 049 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 513 655 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

En milliers d'euros

PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
Livret A	4 371 423	4 754 912
PEL / CEL	7 883 784	8 350 262
Autres comptes d'épargne à régime spécial (1)	7 264 586	6 670 052
* dont livrets B	3 640 344	3 121 171
* dont LDD	2 714 157	2 630 638
* dont LEP / PEP	495 594	501 556
* dont Livrets Jeune	158 076	161 813
* dont Autres	256 414	254 874
Comptes d'épargne à régime spécial	19 519 793	19 775 226
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (2)	37 174 891	38 499 552
Dépôts de garantie	24 313	27 862
Autres sommes dues	44 337	44 616
Dettes rattachées	202 864	1 189 023
Total	56 966 198	59 536 279

(1) Conformément au règlement ANC n° 2020-10, la créance de centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial au passif.

(2) Détail des comptes et emprunts auprès de la clientèle

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	23 404 952	////	23 404 952	24 328 437	////	24 328 437
Emprunts auprès de la clientèle financière (*)	0	1 358 606	1 358 606	0	1 433 405	1 433 405
Autres comptes et emprunts	0	12 411 333	12 411 333	0	12 737 709	12 737 709
Total	23 404 952	13 769 939	37 174 891	24 328 437	14 171 114	38 499 551

(*) Dont 731 480 milliers d'euros d'emprunts auprès des FCT DEMETER

4.2.2. REPARTITION DES ENCOURS DE CREDIT PAR AGENT ECONOMIQUE

<i>En milliers d'euros</i>	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
		Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Société non financières	16 282 470	1 026 279	-354 798	533 675	-251 483
Entrepreneurs individuels	1 694 825	40 784	-9 782	21 247	-6 934
Particuliers	31 434 877	556 553	-117 195	289 762	-83 068
Administrations privées	1 155 918	19 118	-3 422	9 921	-2 426
Administrations publiques et Sécurité Sociale	4 641 401	10 052	-608	5 240	-431
Autres	644 249	55 953	-25 386	28 880	-17 994
Total au 31/12/2025	55 853 739	1 708 739	- 511 191	888 725	-362 335
Total au 31/12/2024	55 364 721	1 338 902	-419 998	748 620	-302 829

4.3. EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS, ACTIONS, AUTRES TITRES A REVENU FIXE ET VARIABLE

4.3.1. PORTEFEUILLE TITRES

Principes comptables

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Lors d'une opération de prêt de titres, les titres prêtés cessent de figurer au bilan et une créance représentative de la valeur comptable des titres prêtés est constatée à l'actif.

Lors d'une opération d'emprunt de titres, les titres empruntés sont enregistrés dans la catégorie des titres de transaction en contrepartie d'un passif correspondant à la dette de titres à l'égard du prêteur pour un montant égal au prix de marché des titres empruntés du jour de l'emprunt. Les titres empruntés sont présentés au bilan en déduction de la dette représentative de la valeur des titres empruntés.

Titres de transaction

Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligible dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

Titres de l'activité de portefeuille

L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

En milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Valeurs brutes	///	2 222 788	788 717	3 011 505	///	2 177 165	659 441	2 836 606
Créances rattachées	///	10 033	3 199	13 232	///	8 855	2 990	11 845
Dépréciations	///	-116 614	0	-116 614	///	-127 476	0	-127 476
Effets publics et valeurs assimilées	0	2 116 207	791 916	2 908 123	0	2 058 544	662 431	2 720 975
Valeurs brutes	///	1 963 817	12 641 656	14 605 473	///	1 424 099	12 540 527	13 964 626
Créances rattachées	///	242 616	6 888	249 504	///	191 634	3 757	195 391
Dépréciations	///	-44 901	0	-44 901	///	-51 152	0	-51 152
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	2 161 532	12 648 544	14 810 076	0	1 564 581	12 544 284	14 108 865
Montants bruts	0	126 647	///	126 647	0	118 076	///	118 076
Créances rattachées	0	0	///	0	0	0	///	0
Dépréciations	///	-9 596	///	-9 596	///	-10 731	///	-10 731
Actions et autres titres à revenu variable	0	117 051	///	117 051	0	107 345	///	107 345
TOTAL	0	4 394 790	13 440 460	17 835 250	0	3 730 470	13 206 715	16 937 185

Conformément au règlement ANC n°2020-10, au 31 décembre 2025, la valeur des titres de transaction présentés, au bilan, en déduction des dettes sur titres empruntés est de 477 118 milliers d'euros contre 385 879 milliers au 31 décembre 2024. Ce montant se décompose en :

- 325 984 milliers d'euros pour les effets publics et valeurs assimilées contre 236 676 milliers au 31 décembre 2024,
- 151 134 milliers d'euros pour les obligations et autres titres à revenu fixe contre 149 205 milliers au 31 décembre 2024,

Le poste « obligations et autres titres à revenu fixe » des titres d'investissement, comprend les titres résultant de la participation de l'établissement aux opérations de titrisation du Groupe BPCE émis antérieurement à 2019. Depuis 2019, les titres résultant de la participation de l'établissement aux opérations de titrisation du Groupe BPCE sont comptabilisés conformément à l'Art. 2422-4 du règlement 2014-07 en titres de placement.

Pour les effets publics et valeurs assimilées, le montant des créances représentatives des titres prêtés s'élève à 12 719 126 milliers d'euros.

La valeur de marché des titres d'investissement s'élève à 12 827 552 milliers d'euros.

Les plus et moins-values latentes sur les titres de l'activité de portefeuille s'élèvent respectivement à 58 671 et 780 739 milliers d'euros.

Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe

En milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	-
Titres cotés	3 155 106	1 567 486	4 722 592	2 691 691	1 622 433	4 314 124
Titres non cotés	13 000	745	13 745	13 000	25	13 025
Titres prêtés	856 985	11 862 141	12 719 126	717 947	11 577 508	12 295 455
Créances rattachées	252 649	10 087	262 735	200 489	6 749	207 237
TOTAL	4 277 740	13 440 459	17 718 199	3 623 126	13 206 716	16 829 841
Dont Titres Subordonnés	289 572	1 068 200	1 357 772	222 087	1 119 807	1 341 893

10 868 464 milliers d'euros d'obligations seniors souscrites dans le cadre des opérations de titrisation ont été prêtées à BPCE SA dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du groupe BPCE (comme au 31 décembre 2024).

Les moins-values latentes faisant l'objet d'une dépréciation sur les titres de placement s'élèvent à 161 515 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 178 627 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Les plus-values latentes sur les titres de placement s'élèvent à 44 435 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 37 481 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Les plus-values latentes sur les titres d'investissement s'élèvent à 14 236 milliers d'euros au 31 décembre 2025. Au 31 décembre 2024, les plus-values latentes sur les titres d'investissement s'élevaient à 20 420 milliers d'euros.

Les moins-values latentes sur les titres d'investissement s'élèvent à 619 224 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 736 506 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

La part des obligations et autres titres à revenu fixe émis par des organismes publics s'élève à 3 350 722 milliers d'euros au 31 décembre 2025.

Actions et autres titres à revenu variable

En milliers d'euros	31/12/2025		31/12/2024	
	Placement	Total	Placement	Total
Titres cotés	0	0	0	0
Titres non cotés	117 051	117 051	107 345	107 345
TOTAL	117 051	117 051	107 345	107 345

Parmi les actions et autres titres à revenu variable, aucun OPCVM n'est enregistré au 31 décembre 2025 (contre 58 milliers d'euros d'OPCVM au 31 décembre 2024).

Pour les titres de placement, les moins-values latentes faisant l'objet d'une dépréciation s'élèvent à 9 651 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 10 812 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Les plus-values latentes sur les titres de placement s'élèvent à 16 119 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 15 339 milliers au 31 décembre 2024.

4.3.2. ÉVOLUTION DES TITRES D'INVESTISSEMENT

<i>En milliers d'euros</i>	01/01/2025	Achats	Cessions	Remboursements	Conversion	Décotes / surcotes	Transferts	Autres variations	31/12/2025
Effets publics	662 430	175 000	-55 000	0	0	57	0	9 429	791 916
Obligations et autres titres à revenu fixe	12 544 284	844 980		-743 561	0	0	0	2 842	12 648 544
TOTAL	13 206 714	1 019 980	-55 000	-743 561	0	57	0	12 271	13 440 460

4.3.3. RECLASSEMENTS D'ACTIFS

Principes comptables

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

Le règlement autorise les établissements à céder tout ou partie des titres reclassés dans la catégorie des « titres d'investissement » dès lors que sont vérifiées les deux conditions suivantes :

- le reclassement a été motivé par une situation exceptionnelle nécessitant un changement de stratégie ;
- le marché est redevenu actif pour ces titres.

Par ailleurs, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sauf exception sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis. Dans ce cas, la cession de ces titres n'est autorisée que dans des cas très limités.

<i>En milliers d'euros</i>	Montant reclassé à la date du reclassement			Plus ou moins-value latente qui aurait été comptabilisée s'il n'y avait pas eu de reclassement	Moins-value latente qui aurait été provisionnée s'il n'y avait pas eu de reclassement	Résultat de l'année sur les titres reclassés
Type de reclassement	Années précédentes	Titres échus au 31/12/2025	31/12/2025			
Titres de placement à titre d'investissement	87 602		88 736	0	0	1 134

L'établissement n'a pas opéré de reclassements d'actif.

4.4. PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES, AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME

Principes comptables

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse et des transactions récentes, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Autres titres détenus à long terme

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

4.4.1. EVOLUTION DES PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME

<i>En milliers d'euros</i>	01/01/2025	Augmentation	Diminution	31/12/2025
<i>Participations et autres titres détenus à long terme</i>	527 176	751	-68 011	459 916
<i>Parts dans les entreprises liées</i>	2 347 398	93 879	0	2 441 277
Valeurs brutes	2 874 574	94 630	-68 011	2 901 193
<i>Participations et autres titres à long terme</i>	-23 551	0	0	-4 773
<i>Parts dans les entreprises liées</i>	-14 485	0	0	-15 739
Dépréciations	-38 036	0	0	-20 512
IMMOBILISATIONS FINANCIERES NETTES	2 836 538	94 630	-68 011	2 880 681

Les parts de sociétés civiles immobilières présentées en immobilisations financières s'élèvent à 213 milliers d'euros au 31 décembre 2025 comme au 31 décembre 2024.

Les autres titres détenus à long terme incluent notamment les certificats d'associés et d'association au fonds de garantie des dépôts (71 125 milliers d'euros) et le cas échéant, certains titres subordonnés à durée indéterminée dont l'intention de gestion correspond davantage à celle d'un titre à revenu variable.

Les titres BPCE SA dont la valeur nette comptable au 31 décembre 2025 s'élève à 1 888 101 milliers d'euros figurent dans ce poste. Leur valeur a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE, les actifs incorporels détenus par BPCE et les charges de structure de l'organe central.

Les principales filiales de BPCE sont valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (*Dividend Discount Model*). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance jugés raisonnables. Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées ont été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE, qui ont fait l'objet d'un exercice pluriannuel de valorisation par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure de l'organe central.

Ces valorisations sont fondées sur la notion de valeur d'utilité. En conséquence, elles prennent en compte la situation spécifique de la Caisse d'Epargne Ile de France, l'appartenance de ces participations au Groupe BPCE et leur intégration au sein du mécanisme de solidarité, leur intérêt stratégique pour la Caisse d'Epargne Ile de France et le fait qu'elles sont détenues dans un objectif de long terme.

Ces valorisations reposent sur des paramètres techniques fondés sur une vision de détention et d'appartenance au Groupe à long terme et non sur des paramètres de valorisation à leurs bornes.

Les travaux de valorisation réalisés dans le contexte de l'arrêté des comptes de l'exercice 2025 ont conduit à ne constater aucune provision sur les titres BPCE.

Au 31 décembre 2025, la valeur nette comptable s'élève à 1 888 101 milliers d'euros pour les titres BPCE

Les principales filiales de la Caisse d'Epargne Ile de France sont valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (*Dividend Discount Model*). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance jugés raisonnables. Les contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées ont été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

En particulier, la valorisation de la Banque de Nouvelle Calédonie se fonde sur un consensus de place local intégrant une reprise progressive de l'activité, partiellement observable dès fin 2025. Aucune dépréciation n'a été comptabilisée sur ce titre au 31/12/2025.

4.4.2. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Les montants sont exprimés en milliers d'euros.

Filiales et participations	Capital	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG le cas échéant	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés et TSDI (1)	Montants des cautions et avals donnés par la société	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication											
1. Filiales (détenues à + de 50 %)											
BCP	215 892	59 752	79,84%	225 614	225 614	1 875 521		92 675	18 908	13 553	
Banque de Nouvelle Calédonie	101 381	70 201	97,28%	137 499	137 499	499 053		52 915	1 335		
Banque de Tahiti	21 457	153 322	96,90%	98 508	98 508	465 496		77 825	14 872	2 722	
2. Participations (détenues entre 10 et 50 %)											
SPPICAV AEW FONCIERE EUREUIL	134 652	1 389	17,96%	37 606	21 871	6 191			1 378	2 448	
SAS GROUPE HABITAT en REGIONS SERVICES	95 139	43 226	13,91%	30 965	30 965			205	635		
3. Participations (détenues < 10 %)											
BPCE	207 603	20 180 384	6,96%	1 888 101	1 888 101	11 596 693		1 374 439	947 644	76 491	
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication											
Filiales françaises (ensemble)				3 617	1 642	0					
Participations dans les sociétés françaises				61 315	58 514	0					

(1) dont TSSDI BPCE : 346 791 milliers d'euros

4.4.3. ENTREPRISES DONT L'ETABLISSEMENT EST ASSOCIE INDEFINIMENT RESPONSABLE

Dénomination	Siège	Forme juridique
BPCE ACHATS ET SERVICES	12/20, rue Fernand BRAUDEL 75013 Paris	GIE
BPCE SOLUTIONS CLIENTS	7 Promenade Germaine Sablon 75013 Paris	GIE
BPCE SOLUTIONS INFORMATIQUES (BPCE SI)	182 Avenue de France 75013 PARIS	SNC
CYATHEA LOCATION	10, rue des Mariniers - CS 10130 42126 Le Coteau Cedex	SNC
GCE MOBILIZ	7 promenade Germaine Sablon 75013 Paris	GIE
GIE BPCE SERVICES FINANCIERS	50, avenue Pierre Mendès France 75013 Paris	GIE
GIE ECOLOCALE	50, avenue Pierre Mendès France 75013 Paris	GIE
GIE NEUILLY CONTENTIEUX	143, rue Anatole France - 92300 Levallois Perret	GIE
GIE SYNDICATION RISQUE ET DISTRIBUTION (SRD)	7 Promenade Germaine Sablon 75013 Paris	GIE
I-DATECH	8, Rue René Laennec 67300 SCHILTIGHEIM	GIE
SNC CEPAC LOC 7	88, Avenue de France 75013 PARIS	SNC
SNC DIDEROT FINANCEMENT 2	26-28 rue Neuve Tolbiac 75013 PARIS	SNC
SNC ECUREUIL 5 rue MASSERAN	5 rue Masseran 75007 PARIS	SNC
SNC MIRAE	116 Cours Lafayette 69003 Lyon	SNC
TECHNOLOGY SHARED SERVICES PACIFIQUE (T2SPAC)	34 rue de l'Alma 98800 Nouméa	GIE

4.4.4. OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES

<i>En milliers d'euros</i>	Etablissements de crédit	Autres entreprises	31/12/2025	31/12/2024
Créances	11 755 942	29 944	11 785 886	18 149 492
dont subordonnées			0	0
Dettes	16 670 430	39 962	16 710 392	17 050 198
dont subordonnées			0	0
<i>Engagements de financement</i>	0	33 411	33 411	48
<i>Engagements de garantie</i>	0	272 676	272 676	51 016
<i>Autres engagements donnés</i>	699 460	0	699 460	670 299
Engagements donnés	699 460	306 087	1 005 547	721 363
<i>Engagements de financement</i>	418 515		418 515	140 493
<i>Engagements de garantie</i>	27 000	340 201	367 201	33 609
<i>Autres engagements reçus</i>				0
Engagements reçus	445 515	340 201	785 716	174 102
TOTAL	29 571 347	716 194	30 287 541	36 095 155

4.5. OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATIONS SIMPLES

Le bilan de la Caisse d'Epargne Ile de France n'enregistre pas d'encours résultant d'opérations de crédit-bail et de location simple.

4.6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC) modifié notamment par le règlement ANC n° 2023-03 du 10 novembre 2023 sur les solutions informatiques.

4.6.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Principes comptables :

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les solutions informatiques développées en interne sont inscrites à l'actif du bilan pour leur coût de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables à leur production et à leur préparation dès lors qu'ils remplissent les critères d'immobilisation.

Les solutions informatiques acquises sont amorties sur une durée maximum 5 ans.

Les solutions informatiques développées en interne sont amorties sur leur durée d'utilité ne pouvant excéder 15 ans.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

<i>En milliers d'euros</i>	01/01/2025	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2025
Valeurs brutes	53 780	1 576	-2 236	0	53 120
Droits au bail et fonds commerciaux	39 134	710	-2 236	-1 032	36 576
Logiciels	14 446	866	0	1 032	16 344
Autres	200	0	0	0	200
Amortissements et dépréciations	-46 678	-3 364	2 439	0	-47 603
Droits au bail et fonds commerciaux	-35 852	-465	2 236	0	-34 081
Logiciels	-10 171	-2 899	0	0	-13 070
Autres	-655	0	203	0	-452
Total valeurs nettes	7 102	-1 787	203	0	5 517

4.6.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Principes comptables

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Postes	Durée
Murs, fondations, charpentes et cloisons fixes	20 à 50 ans
Toitures	25 ans
Ascenseurs	15 ans
Installations de chauffage ou de climatisation	10 ans
Éléments de signalétique et façade	5 à 10 ans
Ouvrants (portes et fenêtres)	20 ans
Clôtures	10 ans
Matériel de sécurité	5 à 7 ans
Câblages	10 ans
Autres agencements et installations des constructions	10 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

En milliers d'euros	01/01/2025	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2025
Valeurs brutes	695 752	37 816	-12 808	0	720 760
Immobilisations corporelles d'exploitation	686 121	37 816	-9 020	-5 488	709 429
Terrains	160 578	270	-15	-1 000	159 833
Constructions	423 383	22 650	-6 531	1 147	440 649
Autres	101 915	14 896	-2 474	-5 635	108 702
Immobilisations hors exploitation	9 631	0	-3 788	5 488	11 331
Amortissements et dépréciations	-312 145	-31 302	9 742	0	-333 705
Immobilisations corporelles d'exploitation	-306 715	- 31 259	8 231	4 488	-325 255
Terrains	0	0	0	0	0
Constructions	-233 985	-22 645	5 889	4 488	-246 253
Parts de SCI	-245	0	0	0	-245
Autres	-72 485	-8 614	2 342	0	-78 757
Immobilisations hors exploitation	-5 430	-43	1 511	-4 488	-8 450
Total valeurs nettes	383 607	6 514	-3 066	0	387 054

4.7. DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE

Principes comptables

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Bons de caisse et bons d'épargne	24	226
Titres du marché interbancaire et de créances négociables	417 054	312 297
Emprunts obligataires	0	0
Autres dettes représentées par un titre	100 134	0
Dettes rattachées	0	0
TOTAL	517 212	312 523

4.8. AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres	24	0	45	0
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus	0	0	0	0
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres	////	356	////	321
Créances et dettes sociales et fiscales	44 520	108 476	36 401	104 125
Dépôts de garantie reçus et versés	129	495	54	495
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	974 014	1 249 997	1 059 355	1 142 680
TOTAL	1 018 687	1 359 324	1 095 855	1 247 621

Conformément au règlement ANC n° 2020-10, le montant de la dette sur titres empruntés est diminué de la valeur des titres identiques classés par l'établissement parmi les titres de transaction et à concurrence du montant de la dette. Voir note 4.3.1.

4.9. COMPTES DE REGULARISATION

En milliers d'euros	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises	0	0	0	0
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture	47 491	17 996	56 693	17 712
Charges et produits à répartir				
Charges et produits constatés d'avance	75 300	360 142	70 823	297 031
Produits à recevoir/Charges à payer	222 965	503 722	205 529	435 374
Valeurs à l'encaissement	61 143	234 327	62 874	215 276
Autres	91 572	16 662	205 887	44 811
TOTAL	498 471	1 132 849	601 806	1 010 204

4.10. PROVISIONS

Principes comptables

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique ou de relever des opérations bancaires ou connexes, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux et une provision pour risques de contrepartie.

Engagements sociaux

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

- Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restants dus à la clôture.

- Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice ; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

- Indemnités de fin de contrat de travail

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

- Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

Provisions épargne logement

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- L'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- L'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- L'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- L'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque. Sur cette base, une provision est constituée sur une même génération de contrats en cas de situation potentiellement défavorable pour le groupe, sans compensation entre générations.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

4.10.1. TABLEAU DE VARIATIONS DES PROVISIONS

<i>En milliers d'euros</i>	01/01/2025	Dotations	Utilisations	Reprises	Autres	31/12/2025
Provisions pour risques de contrepartie	369 889	57 279	0	-69 599	0	357 570
Provisions pour engagements sociaux	8 799	2 143	-2 780	-1 166	0	6 996
Provisions pour PEL/CEL	60 039	0	0	-30 334	0	29 704
Provisions pour litiges	54 309	8 018	-930	-16 428	0	44 969
<i>Portefeuille titres et instruments financiers à terme</i>	34 017	30 547	0	-6 488	0	58 075
<i>Provisions pour impôts</i>	48 473	40 966	0	-8 931	0	80 507
<i>Autres (1)</i>	31 899	27 300	-3 925	-22 856	0	32 418
Autres provisions pour risques	114 389	98 813	-3 925	-38 275	0	171 000
TOTAL	607 425	166 253	-7 635	-155 802	0	610 239

(1) Dont dotation de 6 000 milliers d'euros liés au protocole transactionnel avec une Autorité administrative

4.10.2. PROVISIONS ET DEPRECIATIONS CONSTITUEES EN COUVERTURE DU RISQUE DE CONTREPARTIE

<i>En milliers d'euros</i>	01/01/2025	Dotations	Utilisations	Reprises	31/12/2025
Dépréciations sur créances sur la clientèle	419 998	207 534	-39 528	-76 813	511 191
Dépréciations sur autres créances	6 502	1 512	0	-244	7 770
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	426 500	209 047	-39 528	-77 057	518 961
Provisions pour risque d'exécution d'engagements par signature (1)	77 867	29 069	0	-18 091	88 845
Provisions pour risques pays	0	0	0	0	0
Provisions pour risques de contrepartie clientèle (2)	292 022	28 210	0	-51 507	268 725
Autres provisions	0	0	0	0	0
Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif	369 889	57 279	0	-69 598	357 570
TOTAL	796 389	266 326	-39 528	-146 655	876 531

(1) Provisions constituées au titre d'engagement de financement et de garantie dont le risque est avéré ;

(2) Une provision pour risque de contrepartie est constituée sur le périmètre des engagements non douteux, inscrits au bilan ou au hors bilan, pour lesquels les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance (cf. notes 4.1 et 4.2.1) ;

Dans les opérations de titrisation, la gestion des impayés, du douteux et du contentieux de l'ensemble des créances cédées par les établissements du Groupe BPCE est réalisée au sein des Fonds Communs de Titrisation (FCT).

La Caisse d'Épargne Ile de France est toujours exposée à un risque équivalent à celui de ses propres créances cédées. Ce risque prend la forme d'une garantie accordée aux FCT. Pour les créances qu'elle a cédées aux FCT, la Caisse d'Épargne Ile de France comptabilise au passif des provisions pour risque d'exécution des engagements par signature pour un montant équivalent à celui des provisions sur base de portefeuilles. L'engagement de garantie étant déjà provisionné, il ne figure pas au hors bilan.

4.10.3. PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS SOCIAUX**Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies**

Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la sécurité sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO et des régimes sur complémentaires auxquels adhèrent les Caisses d'Épargne et les Banques Populaires. L'engagement de la Caisse d'Épargne Ile de France est limité au versement des cotisations (44 740 milliers d'euros en 2025).

Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme

Les engagements de la Caisse d'Épargne Ile de France concernent les régimes suivants :

- le régime de retraite des Caisses d'Épargne, anciennement géré au sein de la Caisse Générale de Retraite des Caisses d'Épargne (CGRCE) désormais intégré au sein de la Caisse Générale de Prévoyance des Caisses d'Épargne (CGPCE) (régime de maintien de droits). Ce régime est fermé depuis le 31 décembre 1999 et les droits sont cristallisés à cette date. Le régime de maintien de droits est assimilé à un fonds d'avantages à long terme ;

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables modifiée le 5 novembre 2021.

Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan

en milliers d'euros	exercice 2025				exercice 2024		
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme	Total	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail		Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail
Dette actuarielle	- 592 619	- 24 952	- 10 062	- 627 633	- 646 494	- 24 595	- 11 437
Juste valeur des actifs du régime	844 017	32 586	7 556	884 159	865 658	31 683	7 332
Juste valeur des droits à remboursement	-	-	-	-	-	-	-
Effet du plafonnement d'actifs	- 91 861	-	-	- 91 861	- 84 136	-	-
Ecarts actuariels non reconnus gains / (pertes)	161 465	- 9 329	-	170 794	136 028	- 9 691	-
Coût des services passés non reconnus	-	-	-	-	-	-	-
Solde net au bilan	- 1 928	- 1 695	- 2 506	- 6 129	- 1 000	- 2 603	- 4 105
Engagements sociaux passifs	-	1 461	2 506	3 967	- 1 000	- 2 603	- 4 105
Engagements sociaux actifs	-	234	-	234	-	-	-

Analyse de la charge de l'exercice

En milliers d'euros	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme	Exercice 2025	Exercice 2024
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Total	Total
Coût des services rendus	-	1 352	587	1 939	1 883
Coût des services passés	-	-	-	-	-
Coût financier	22 353	833	336	23 521	22 769
Produit financier	- 30 021	- 1 068	- 236	- 31 325	- 31 124
Prestations Versées	- 229	- 1 681	- 870	- 2 780	- 1 799
Ecarts actuariels comptabilisés en résultat	-	- 373	- 503	- 876	- 170
Autres	7 725	165	91	7 981	8 400
Total de la charge de l'exercice	- 172	- 772	- 597	- 1 540	- 41

Principales hypothèses actuarielles

	Exercice 2025	Exercice 2024
	CGPCE	CGPCE
taux d'actualisation	4,06%	3,52%
taux d'inflation	2,20%	2,30%
table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05
duration	12,6 ans	13,27 ans

	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies			Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		
	Autres avantages à long terme			Autres avantages à long terme		
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail
taux d'actualisation	3,33%	3,47%	3,31%	3,52%	3,37%	3,22%
taux d'inflation	2,20%	2,20%	2,20%	2,30%	2,30%	2,30%
taux de croissance des salaires	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
taux d'évolution des coûts médicaux	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05
duration	6,8 ans	10,5 ans	8,6 ans	13,3 ans	10,7 ans	8,4 ans

Hors CGPCE et CAR-BP

Le taux d'actualisation utilisé est issu de la courbe des emprunteurs de première catégorie (courbe « EUR Composite (AA) »).

Sur l'année 2025, sur l'ensemble des - 24 189 milliers d'euros d'écarts actuariels générés, -17 236 milliers d'euros proviennent des écarts liés à la mise à jour du taux d'actualisation, -6 859 milliers d'euros proviennent des ajustements liés à l'expérience et -94 milliers d'euros proviennent des écarts démographiques.

Au 31 décembre 2025, les actifs de couverture du régime de retraite des Caisses d'Épargne sont répartis à hauteur de 77,06 % en obligations, 13,23 % en actions, 1,50 % en actifs immobiliers et 2,06 % en actifs monétaires.

4.10.4. PROVISIONS PEL / CEL

Encours de dépôts collectés

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)		
* ancienneté de moins de 4 ans	1 781 137	1 259 703
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 679 165	1 952 814
* ancienneté de plus de 10 ans	3 935 295	4 622 999
Encours collectés au titre des plans épargne logement	7 395 596	7 835 517
Encours collectés au titre des comptes épargne logement	488 188	514 746
TOTAL	7 883 784	8 350 262

Encours de crédits octroyés

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Encours de crédits octroyés		
* au titre des plans épargne logement	15 330	11 467
* au titre des comptes épargne logement	964	864
TOTAL	16 294	12 331

Provisions sur engagements liés aux comptes et plans épargne-logement

<i>En milliers d'euros</i>	01/01/2025	Dotations / reprises nettes	31/12/2025
Provisions constituées au titre des PEL			
* ancienneté de moins de 4 ans	0	0	0
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	0	0	0
* ancienneté de plus de 10 ans	51 038	-22 418	28 890
Provisions constituées au titre des plans épargne logement	51 038	-22 418	28 891
Provisions constituées au titre des comptes épargne logement	8 843	-8 248	596
Provisions constituées au titre des crédits PEL	146	58	203
Provisions constituées au titre des crédits CEL	10	4	14
Provisions constituées au titre des crédits épargne logement	156	61	218
TOTAL	60 038	-30 334	29 704

4.11. DETTES SUBORDONNEES**Principes comptables**

Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Dettes subordonnées à durée déterminée	0	0
Dettes subordonnées à durée indéterminée	300 000	300 000
Dépôts de garantie à caractère mutuel	0	0
Dettes rattachées	12 542	12 542
Total	312 542	312 542

Ces emprunts subordonnés ont les caractéristiques suivantes :

Nature du Titre	Souscripteur	Montant milliers d'euros	Devise	Date d'émission	Prix d'émission milliers d'euros	Taux	Date d'échéance si non indéterminée
Titre Super Subordonné	SLE	175 000	Euro	01/02/2015	175 000	7,00%	Indéterminée
Titre Super Subordonné	SLE	125 000	Euro	10/06/2014	125 000	7,00%	Indéterminée

4.12. FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

Principes généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité.

Ils comprennent également les montants dotés aux fonds constitués dans le cadre du mécanisme de garantie (cf. §1.2).

<i>En milliers d'euros</i>	01/01/2025	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2025
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	332 745	0	0	0	332 745
TOTAL	332 745	0	0	0	332 745

Au 31 décembre 2025, les Fonds pour risques bancaires généraux incluent notamment 62 613 milliers d'euros affectés au Fonds Réseau Caisse d'Epargne et de Prévoyance, 29 406 milliers d'euros affectés au Fonds de Garantie Mutuel.

4.13. CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Réserves/ Autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31/12/2023	2 375 000	469 567	1 865 306	337 997	171 640	5 219 510
Mouvements de l'exercice	0	0	17 164	83 226	-14 130	86 260
Total au 31/12/2024	2 375 000	469 567	1 882 470	421 223	157 510	5 305 770
Affectation résultat 2024	0	0	15 751	76 448	-92 199	0
Résultat de la période	0	0	0	0	267 125	267 125
Distribution de dividendes	0	0	0	0	-65 312	-65 312
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0
Total au 31/12/2025	2 375 000	469 567	1 898 221	497 671	267 124	5 507 583

Caisse d'Epargne Ile de France s'élève à 2 375 000 milliers d'euros et est composé de 118 750 000 parts sociales de nominal 20 euros, entièrement souscrites par les sociétés locales d'épargne.

Sociétés locales d'épargne (SLE)

Au 31 décembre 2025, les parts sociales émises par la Caisse d'Epargne Ile de France sont détenues par 9 sociétés locales d'épargne, dont le capital (3 554 125 milliers d'euros de parts sociales) est détenu par des sociétaires. Au cours de l'exercice 2025, les SLE ont perçu un dividende de 65 312 milliers d'euros au titre de leur participation dans la Caisse d'Epargne.

Au 31 décembre 2025, les SLE sont titulaires d'un compte courant d'associé de 966 892 milliers d'euros comptabilisé en « Autres passifs » dans les comptes de Caisse d'Epargne Ile de France. Au cours de l'exercice 2025, la rémunération de

ce compte courant d'associé s'est traduite par une charge de 25 705 milliers d'euros, présentée en marge nette d'intérêts dans les comptes de Caisse d'Épargne Ile de France.

4.14. DUREE RESIDUELLE DES EMPLOIS ET RESSOURCES

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

<i>En milliers d'euros</i>	moins de 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	Indéterminé	31/12/2025
Total des emplois	8 711 384	5 964 837	36 241 047	37 259 535	1 197 556	89 374 360
Effets publics et valeurs assimilées	405	478 370	926 700	1 502 648	0	2 908 123
Créances sur les établissements de crédit	4 622 927	940 249	8 300 125	741 571	1	14 604 874
Opérations avec la clientèle	2 838 208	4 479 408	16 336 493	32 199 624	1 197 555	57 051 287
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 249 845	66 810	10 677 729	2 815 692	0	14 810 076
Opérations de crédit-bail et de locations simples	0	0	0	0	0	0
Total des ressources	44 592 567	14 437 045	15 688 482	10 503 016	312 542	85 533 653
Dettes envers les établissements de crédit	1 038 939	9 510 785	8 515 809	8 672 167	0	27 737 701
Opérations avec la clientèle	43 544 950	4 926 126	6 969 273	1 525 849	0	56 966 198
Dettes représentées par un titre	8 678	134	203 400	305 000	0	517 212
Dettes subordonnées	0	0	0	0	312 542	312 542

Suite à l'application du règlement ANC n° 2020-10, les dettes représentées par un titre sont présentées après déduction des titres empruntés et la créance sur le fonds d'épargne est présenté en déduction de l'épargne réglementée. Se référer aux notes 4.2, 4.3.1 et 4.8

NOTE 5. INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN ET OPERATIONS ASSIMILEES

5.1 ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNES

Principes généraux

Engagements de financement

Les engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés comprennent notamment les accords de refinancement, les acceptations à payer ou les engagements de payer, les confirmations d'ouvertures de crédits documentaires et les autres engagements donnés à des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de financement en faveur de la clientèle comprennent notamment les ouvertures de crédits confirmés, les lignes de substitution des billets de trésorerie, les engagements sur facilités d'émission de titres et les autres engagements en faveur d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de financement reçus recensent notamment les accords de refinancement et les engagements divers reçus d'établissements de crédit et assimilés.

Engagements de garantie

Les engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit recouvrent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de garantie d'ordre de la clientèle comprennent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de garantie reçus recensent notamment les cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit et assimilés.

5.1.1 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de financement donnés		
en faveur des établissements de crédit	50 800	1 466
en faveur de la clientèle	7 012 036	7 301 557
<i>Ouverture de crédits documentaires</i>	0	0
<i>Autres ouvertures de crédits confirmés</i>	6 942 847	7 265 817
<i>Autres engagements</i>	69 189	35 740
Total des engagements de financement donnés	7 062 836	7 303 023
Engagements de financement reçus		
d'établissements de crédit	468 515	155 493
de la clientèle	0	0
Total des engagements de financement reçus	468 515	155 493

5.1.2 ENGAGEMENTS DE GARANTIE

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de garantie donnés		
D'ordre d'établissements de crédit	0	0
- confirmation d'ouverture de crédits documentaires	0	0
- autres garanties	0	0
D'ordre de la clientèle	2 500 354	2 430 523
- cautions immobilières	1 060 835	1 054 633
- cautions administratives et fiscales	44	44
- autres cautions et avals donnés	929 409	859 457
- autres garanties données	510 066	516 389
Total des engagements de garantie donnés	2 500 354	2 430 523
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	684 721	746 433
Total des engagements de garantie reçus	684 721	746 433

5.1.3 AUTRES ENGAGEMENTS NE FIGURANT PAS AU HORS BILAN

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2025		31/12/2024	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
Autres valeurs affectées en garantie données aux établissements de crédit	14 100 411		14 411 530	
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle	0	43 522 236	0	42 190 193
Total	14 100 411	43 522 236	14 411 530	42 190 193

Au 31 décembre 2025, les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent plus particulièrement :

- 1 250 372 milliers d'euros de titres et créances mobilisées auprès de la Banque de France dans le cadre du processus TRICP contre 3 573 165 milliers d'euros au 31 décembre 2024,
- 655 114 milliers d'euros de créances apportées en garantie des financements obtenus auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI) contre 615 008 milliers d'euros au 31 décembre 2024,
- 22 614 milliers d'euros de créances données en garantie auprès de la CDC contre 30 732 milliers d'euros au 31 décembre 2024,
- 7 974 464 millions d'euros de crédits immobiliers nantis auprès de BPCE SFH contre 7 055 206 milliers d'euros au 31 décembre 2024.
- 2 522 359 milliers d'euros de créances apportées en garantie des financements obtenus auprès de la Compagnie de Financement Foncier contre 1 900 231 milliers d'euros au 31 décembre 2024.
- 21 732 milliers d'euros de créances apportées en garantie des financements obtenus auprès de EBCE (corp&immo) contre 24 559 milliers d'euros au 31 décembre 2024.
- Aucun crédit immobilier nanti auprès de BPCE Home Loans.
- 733 123 milliers d'euros de crédits à la consommation donnés en garantie auprès des FCT Demeter Uno, Duo, Tria, Tetra, Penta et Gaia, contre 492 839 milliers d'euros au 31 décembre 2024. Ce dispositif de refinancement est un programme de refinancement privé dans lequel un fonds émet des titres seniors souscrits par un investisseur externe et juniors souscrits par les établissements participant avec la mise en place de prêts collatéralisés entre les établissements et le fonds. En synthèse, l'opération aboutit chez les établissements à un emprunt collatéralisé par un portefeuille de créances remis en garantie et qui demeure ainsi inscrit au bilan de l'établissement.

Aucun autre engagement significatif n'a été donné par la Caisse d'Épargne Ile de France en garantie de ses propres engagements ou pour le compte de tiers.

Pour tenir compte du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), inclure également toute transaction ou accord qui présente des risques (sortie de ressources potentielle) et avantages significatifs non-inscrits en bilan et hors-bilan (capacité de bénéficier de flux positifs).

Par ailleurs, la Caisse d'Épargne Ile de France n'a pas reçu de montant significatif d'actifs en garantie.

Dans le cadre de ces opérations de titrisation, la Caisse d'Épargne Ile de France effectue le recouvrement des sommes dues sur les crédits cédés pour le compte du FCT. Afin de sanctuariser les encaissements reçus de la clientèle et qui appartiennent juridiquement au FCT, il a été mis en place un « compte d'affectation spécial (CAS) », figurant parmi les comptes ordinaires de la Caisse d'Épargne Ile de France. Ce compte reçoit les sommes recouvrées dans l'attente de leur reversement au FCT. Au 31 décembre 2025, le montant de cet actif grevé au bénéfice du FCT figure dans les « Autres valeurs affectées en garantie » et s'élève à 133 731 milliers d'euros contre 122 635 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

5.2 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

Principes comptables

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

Opérations fermes

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés *prorata temporis* dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits *prorata temporis* en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou *prorata temporis* selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision comptabilisée dans la rubrique « Provisions » au passif. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché. Il sera tenu compte dans l'évaluation des positions ouvertes isolées du coût de liquidité et du risque de contrepartie.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie, coût de liquidité et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les

dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation sauf le cas échéant pour le coût de liquidité. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

La Caisse d'Epargne a choisi de rapporter immédiatement en résultat ces soultes. Ce montant représente une perte de 6 800 milliers d'euros.

Opérations conditionnelles

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

5.2.1 INSTRUMENTS FINANCIERS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME

En milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur
Opérations fermes								
Opérations de gré à gré	27 120 802	0	27 120 802	302 976	23 852 454	0	23 852 454	531 390
Accords de taux futurs (FRA)	0	0	0	0	0	0	0	0
Swaps de taux d'intérêt	27 120 802	0	27 120 802	302 976	23 852 454	0	23 852 454	531 390
Total opérations fermes	27 120 802	0	27 120 802	302 976	23 852 454	0	23 852 454	531 390
Opérations conditionnelles								
Opérations de gré à gré	2 450 000	57 959	2 507 959	0	0	33 600	33 600	0
Options de taux d'intérêt	2 450 000	0	2 450 000	0	0	0	0	0
Autres options	0	57 959	57 959	0	0	33 600	33 600	0
Total opérations conditionnelles	2 450 000	57 959	2 507 959	0	0	33 600	33 600	0
Total instruments financiers et change à terme	29 570 802	57 959	29 628 761	302 976	23 852 454	33 600	23 886 054	531 390

Les montants notionnels des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication de volume de l'activité de la Caisse d'Epargne Ile de France sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice et ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Les engagements sur instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de taux et FRA pour les opérations à terme fermes, et sur des contrats de garantie de taux pour les opérations conditionnelles.

5.2.2 VENTILATION PAR TYPE DE PORTEFEUILLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX D'INTERET ET SWAPS FINANCIERS DE DEVISES NEGOCIES SUR UN MARCHE DE GRE A GRE

	31/12/2025			31/12/2024		
	Micro couverture	Macro couverture	Total	Micro couverture	Macro couverture	Total
<i>En milliers d'euros</i>						
Opérations fermes	8 992 958	18 127 844	27 120 802	7 967 308	15 885 146	23 852 454
Accords de taux futurs (FRA)	0	0	0	0	0	0
Swaps de taux d'intérêt	8 992 958	18 127 844	27 120 802	7 967 308	15 885 146	23 852 454
Swaps financiers de devises	0	0	0	0	0	0
Autres contrats à terme de taux d'intérêt	0	0	0	0	0	0
Opérations conditionnelles	0	2 450 000	2 450 000	0	0	0
Options de taux d'intérêt	0	2 450 000	2 450 000	0	0	0
Total	8 992 958	20 577 844	29 570 802	7 967 308	15 885 146	23 852 454

Il n'y a pas eu de transfert d'opérations vers un autre portefeuille au cours de l'exercice.

5.2.3 DUREE RESIDUELLE DES ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

<i>En milliers d'euros</i>	de 0 à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	31/12/2025
Opérations fermes	398 836	8 503 072	18 218 893	27 120 802
Opérations sur marchés organisés	0	0	0	0
Opérations de gré à gré	398 836	8 503 072	18 218 893	27 120 802
Opérations conditionnelles	2 450 000	25 905	32 054	2 507 959
Opérations sur marchés organisés	0	0	0	0
Opérations de gré à gré	2 450 000	25 905	32 054	2 507 959
Total	2 848 836	8 528 977	18 250 947	29 28 761

5.3 VENTILATION DU BILAN PAR DEVISE

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	94 127 443	94 138 381	93 978 856	94 005 335
Dollar	273 679	265 952	272 025	248 414
Livre Sterling	54 065	52 082	53 070	51 314
Franc Suisse	11 485	10 867	11 743	11 160
Yen	3 073	3 019	3 785	3 738
Autres	6 650	6 093	9 298	8 816
TOTAL	94 476 394	94 476 394	94 328 777	94 328 777

NOTE 6. AUTRES INFORMATIONS

6.1 CONSOLIDATION

En référence à l'article 4111-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), en application de l'article 111-1 du règlement ANC 2020-01, la Caisse d'Épargne Ile de France établit des comptes consolidés conformes au référentiel comptable international.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe BPCE.

6.2 REMUNERATIONS, AVANCES, CREDITS ET ENGAGEMENTS

Les rémunérations versées en 2025 aux organes de direction s'élèvent à 3 120 milliers d'euros.

Les crédits, avances, engagements aux organes de direction s'élèvent à 743 milliers d'euros.

Honoraires des commissaires aux comptes

HONORAIRES DES CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES																				
	TOTAL				Groupe Deloitte				Groupe FORVIS MAZARS				Groupe PwC				Groupe KPMG			
	2025		2024		2025		2024		2025		2024		2025		2024		2025		2024	
Montants en milliers d'euros	Montant (1)	%	Montant (1)	%	Montant (1)	%	Montant (1)	%	Montant (1)	%	Montant (1)	%	Montant (1)	%	Montant (1)	%	Montant (1)	%	Montant (1)	%
Audit																				
Certification des comptes	400	69 %	382	94 %	0	0 %			0	0 %			200	96 %	190	93 %	200	96 %	192	95 %
Certification des informations en matière de durabilité																				
Services autres que la certification des comptes et des informations en matière de durabilité (2)	178	31 %	24	6 %	95	100 %	0	0 %	66	100 %	0	0 %	8	4 %	14	7 %	9	4 %	10	5 %
TOTAL	578	100 %	406	100 %	95	100 %	0	0 %	66	100 %	0	0 %	208	100 %	204	100 %	209	100 %	202	100 %
Variation (%)	30%				100%				100%				2%				3%			

(1) Les montants portent sur les prestations figurant dans le compte de résultat de l'exercice y compris notamment, la TVA non récupérable.

(2) Détails des Services autres que la certification des comptes :

Services Autres que la Certification des Comptes - Autonomes par la réglementation - (SACC 1)

Services Autres que la Certification des Comptes - Pré-Autonomes - (SACC 2)

Services Autres que la Certification des Comptes - Soumis à autorisation individuelle - (Autres SACC)

6.3 IMPLANTATIONS DANS LES PAYS NON COOPERATIFS

L'article L. 511-45-I du Code Monétaire et Financier et l'arrêté du ministre de l'Économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 18 avril 2025, pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2025, la Caisse d'Épargne Ile de France n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2025)



PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex



KPMG SA
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'assemblée générale
CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE ÎLE-DE-FRANCE
19 rue du Louvre
75001 Paris

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Caisse d'Épargne et de Prévoyance Île-de-France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation



Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2 « Changements de méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit – dépréciation individuelle et collective

 Risque identifié	 Notre réponse
<p>La Caisse d'Epargne Ile de France est exposée aux risques de crédit. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.</p> <p>Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par le management de la Caisse d'Epargne Ile de France en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Par ailleurs, la Caisse d'Epargne Ile de France comptabilise, dans ses comptes sociaux, des provisions pour pertes de crédit attendues sur les encours présentant une dégradation significative du risque de crédit. Ces provisions sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par l'organe central intégrant différents paramètres (flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, probabilité de défaut, taux perte en cas de défaut, informations prospectives).</p> <p>Ces provisions pour pertes attendues sont complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales identifiées par la Caisse d'Epargne Ile de France.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les dépréciations et provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes, et font appel au jugement de la direction tant dans le rattachement des encours de crédits aux différents statuts et dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des provisions pour pertes de crédit attendues, que dans l'appréciation du niveau de dépréciation individuel des encours de crédits douteux et douteux compromis.</p>	<p>Provisionnement des encours de crédits non douteux présentant une dégradation significative du risque de crédit :</p> <p>Le provisionnement des encours non douteux présentant une dégradation significative du risque de crédit depuis l'octroi est déterminé sur les bases des modèles et des outils déployés par BPCE. De ce fait, les procédures d'audit sur ces aspects sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.</p> <p>Nos travaux ont principalement consisté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différentes contreparties, - en une revue critique des travaux, mis en œuvre à notre demande par les auditeurs de l'organe central qui, en lien avec leurs experts et spécialistes : <ul style="list-style-type: none"> • se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de provisions, les paramètres utilisés pour le calcul des provisions ; • ont apprécié le caractère approprié des paramètres utilisés pour les calculs des provisions au 31 décembre 2025, • ont effectué des contre-calculs sur les principales typologies d'encours de crédits ; • ont réalisé des contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe BPCE avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatisés ; • ont réalisé des contrôles portant sur l'outil mis à disposition par le groupe BPCE afin d'évaluer les incidences en pertes de crédits attendues de l'application de dégradations sectorielles. <p>Par ailleurs, nous nous sommes assurés de la correcte documentation et justification des provisions sectorielles comptabilisées dans les comptes de la Caisse d'Epargne Ile de France. A ce titre, nous avons (i) procédé à l'appréciation des critères d'identification par la Caisse d'Epargne Ile de France des secteurs d'activité considérés au regard de son environnement comme étant davantage sensibles aux incidences du contexte économique actuel, (ii) effectué une revue critique des provisions ainsi estimées.</p> <p>Dépréciation sur encours de crédits douteux et douteux compromis</p> <p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.</p> <p>Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit ; du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants des dépréciations.</p> <p>Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations communiquées dans les notes afférentes de l'annexe aux comptes annuels.</p>






Le stock de dépréciations individuelles sur les encours de crédits s'élève à 511 M€ et le stock des provisions pour risque de contrepartie inscrites au passif s'élève à 358 M€

Le coût du risque sur l'exercice 2025 s'élève à 129 M€ (contre 105 M€ sur l'exercice 2024) .

Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 3.8, 4.2.1 et 4.10.2 de l'annexe.

Valorisation des titres BPCE

 Risque identifié	 Notre réponse
<p>Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.</p> <p>La valeur des titres de l'organe central, classés en titres de participation, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.</p> <p>Leur valorisation est principalement fondée sur les prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model) déterminées à partir des plans d'affaires des principales filiales. Ces valorisations reposent sur des paramètres techniques tels que le taux d'actualisation, le taux de croissance à long terme et le taux de rémunération des fonds propres.</p> <p>L'actif net réévalué de BPCE intègre également les actifs incorporels détenus par BPCE, qui font l'objet d'un exercice de valorisation périodique par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure prévisionnelles de l'organe central.</p> <p>Nous avons considéré que la valeur des titres BPCE constitue un point clé de l'audit en raison de la significativité de cette estimation comptable au sein du bilan de la Caisse d'Epargne Ile de France et des jugements intervenant dans le calibrage des paramètres.</p> <div data-bbox="113 1037 699 1276"><p><i>La valeur nette comptable des titres BPCE s'élève à 1 888 M€ au 31 décembre 2025.</i></p><p><i>Pour plus de détail sur les principes comptables, se référer aux notes 4.4.1 et 4.4.2 de l'annexe.</i></p></div>	<p>Les travaux de valorisation des titres BPCE sont réalisés par les équipes d'évaluation de l'organe central. De ce fait, les procédures d'audit relatives à ces travaux sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoiyons les conclusions pour les besoins de notre audit.</p> <p>Ainsi, à réception des conclusions, nous nous assurons de la démarche d'audit mise en œuvre et procédons à une revue critique de ces conclusions. Dans le cadre des travaux réalisés, les auditeurs de l'organe central font également appel à l'expertise de leurs équipes d'experts en évaluation.</p> <p>Les travaux menés ont consisté principalement en :</p> <ul style="list-style-type: none">- une analyse de la pertinence de la méthodologie retenue pour valoriser les principales entités ;- l'obtention et la revue des plans d'affaires des filiales et principales participations et l'analyse des taux d'actualisation, de croissance et de rémunération des fonds propres retenus en fonction du profil de chaque entité ;- un contre-calcul des valorisations ;- l'appréciation de l'absence d'indices ou d'éléments factuels susceptibles de remettre en cause significativement la valorisation des actifs incorporels. <p>Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations communiquées dans les notes afférentes de l'annexe aux comptes annuels.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'orientation et de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France par votre assemblée générale du 18 juillet 2003 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 28 avril 2021 pour le cabinet KPMG S.A.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 23^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la 4^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris la Défense, le 14 avril 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG S.A.

Laurent Tavernier Aurore Prandi

 *Marie-Christine Jolys*

Laurent Tavernier Aurore Prandi

Marie-Christine Jolys

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2025

CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025)



PricewaterhouseCoopers Audit

63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG SA

Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'assemblée générale de la société

CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE ILE-DE-FRANCE

19 rue du Louvre
75001 Paris

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-58 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-58 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-86 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R.225-57 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. Conventions de comptes courants d'associés entre la CEIDF et les SLE

Le Conseil d'Orientation et de surveillance du 10 juin 2014, eu égard au régime d'affiliation légal des SLE à la CEIDF, a approuvé la conclusion de conventions de comptes courants d'associés entre la CEIDF et chacune des SLE qui lui sont affiliées et qui annulent et remplacent les conventions signées le 20 novembre 2012.

Ces conventions de comptes courants d'associés portent sur le dépôt, sur un compte courant d'associé ouvert à la CEIDF, des sommes correspondant à la différence positive entre le montant du produit net des souscriptions des parts sociales de SLE et le montant de la participation de la SLE dans le capital de la CEIDF.

Lors de sa séance du 1^{er} juillet 2019, le COS a approuvé la signature d'avenants auxdites conventions de compte courants d'associés afin de prévoir la réintégration au capital de la CEIDF, du montant du produit net des souscriptions de parts sociales disponibles sur les comptes courants d'associés des SLE, en cas de mesure de résolution bancaire ou de liquidation judiciaire, et ce, dans le but de satisfaire aux demandes des autorités de tutelle.

Au 31 décembre 2025, l'encours des comptes courants d'associés s'élève à 966 891 500 euros et la charge d'intérêts correspondante s'établit à 25 705 430,79 euros.

2. Contrats de travail des membres du Directoire

Les contrats de travail suivants ont été conclus entre la CEIDF et les membres du Directoire et continuent à produire leurs effets :

- Le contrat de travail entre la CEIDF et Monsieur Pascal CHABOT, dont la conclusion a été autorisée par le COS du 25 avril 2018.

- Le contrat de travail entre la CEIDF et Monsieur David NOWICKI, dont la conclusion a été autorisée par le COS du 10 décembre 2018.
- Le contrat de travail entre la CEIDF et Madame Florence DUMORA dont la conclusion a été autorisée par le COS du 23 mars 2020.

A l'occasion du renouvellement des mandats des membres du Directoire pour une nouvelle période de 5 ans, le Conseil d'Orientation et de surveillance lors de sa séance du 22 mars 2021, a réitéré son autorisation pour les membres du Directoire ci-dessus visés à bénéficier du statut de salarié et des contrats de travail afférents avec des éléments de rémunérations qui ont été révisés à cette occasion.

- Le contrat de travail entre la CEIDF et Madame Carole SOTTEL dont la conclusion a été autorisée par le COS du 26 juin 2023.

3. Contrat de bail entre la CEIDF et la Banque BCP

Lors de sa séance du 15 décembre 2014, statuant conformément aux dispositions des articles L.225-86 et suivants du Code de commerce, eu égard à la qualité de Monsieur Didier PATAULT, Président du Directoire de la CEIDF et Président du Conseil de Surveillance de la Banque BCP, et étant rappelé que la Banque BCP est la filiale de la CEIDF, le COS a :

- approuvé et autorisé la conclusion du nouveau contrat de bail entre la CEIDF et la Banque BCP ainsi que, concomitamment à la signature du nouveau contrat de bail, la signature d'un avenant de résiliation anticipée du contrat de bail en vigueur ;
- autorisé, avec faculté de subdélégation, Monsieur Didier PATAULT, Président du Directoire, à l'effet de signer au nom et pour le compte de la CEIDF le nouveau contrat de bail et l'avenant de résiliation anticipée du bail ainsi que tous documents qui y sont relatifs.

Au 31 décembre 2025, l'impact net des loyers des locaux est de 1 580 844,52 euros hors taxes.

4. Enveloppe CDC 2011 pour le refinancement des collectivités locales

Le 19 décembre 2011, après en avoir délibéré, le COS de la CEIDF, statuant conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 et des articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce, eu égard à la double qualité de Monsieur Bernard COMOLET, Président du Directoire de la CEIDF et membre du Conseil de Surveillance de BPCE, avait décidé de donner son autorisation préalable sur :

- le principe de la participation au dispositif défini par la convention relative aux prêts de refinancement des collectivités territoriales (PRCT) ;
- la constitution de ladite garantie sous forme de cession de créances, dans le cadre de la loi Dailly, détenues sur les collectivités territoriales françaises (à l'exception des EPCI sans fiscalité propre) et leurs groupements ainsi que les établissements publics de santé (EPS) ;
- et avait autorisé le Président du Directoire, et toute personne qu'il se substituerait à l'effet de négociier, finaliser et signer au nom et pour le compte de la Société toute la documentation relative à l'opération.

Au 31 décembre 2025, le montant des créances mobilisées au titre de cette opération s'élève à 14 503 009 euros.

Sur l'exercice 2025, le montant des produits d'intérêts perçus s'élève à 368 353,45 euros.

5. Enveloppe CDC 2012 pour le refinancement des collectivités territoriales

L'opération relative à l'enveloppe CDC 2012 s'est inscrite dans la continuité de l'enveloppe mise en place par l'Etat fin 2011.

Aussi, dans sa séance du 24 septembre 2012, le COS de la CEIDF, statuant conformément aux dispositions de l'article L.225-68 et des articles L.225-86 et suivants du Code de commerce, eu égard à la double qualité de Monsieur Bernard COMOLET, Président du Directoire de la CEIDF et membre du Conseil de Surveillance de BPCE, a décidé de donner son autorisation préalable à :

- l'adhésion à la convention relative aux prêts de refinancement des collectivités territoriales (PRCT) signée entre BPCE et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- la constitution de la garantie sous forme de cession de créances, dans le cadre de la loi Dailly, détenues sur les collectivités locales françaises ;
- et a autorisé le Président du Directoire, et toute personne qu'il se substituerait, à l'effet de négocier, finaliser et signer au nom et pour le compte de la Société le bulletin d'adhésion précité ainsi que tous documents (en ce compris les bordereaux Dailly) nécessaires aux fins de réalisation de cette opération.

Au 31 décembre 2025, le montant des créances mobilisées au titre de cette opération s'élève à 8 110 717 euros.

Sur l'exercice 2025, le montant des produits d'intérêts perçus s'élève 294 274,80 euros.

6. Opération de refinancement - « Crédit Foncier – Société de Crédit Foncier »

Lors de sa séance du 19 septembre 2011, le COS de la CEIDF statuant conformément aux dispositions de l'article L. 225-86 et suivants du Code de commerce, eu égard à la double qualité de Monsieur Jean-Paul FOUCAULT, Président du COS de la CEIDF et membre du Conseil d'Administration du Crédit Foncier de France, et de Monsieur Bernard COMOLET, Président du Directoire de la CEIDF et membre du Conseil de Surveillance de BPCE, après en avoir délibéré avait décidé :

- d'autoriser l'adhésion par la Société en qualité d'Emprunteur à (i) la Convention Cadre de Crédit aux termes de laquelle le Prêteur mettra, le cas échéant, à disposition de l'Emprunteur un crédit en une ou plusieurs fois et (ii) à la Convention Cadre de Garantie Financière ;

- d'autoriser la signature par la Société en qualité de Constituant du Contrat de Nantissement du Compte d'Avances et du Contrat de Nantissement du Compte de Réserve aux termes desquels le Constituant affectera en nantissement le solde de deux comptes bancaires dans les livres du Crédit Foncier de France au bénéfice de la Compagnie de Financement Foncier en garantie de ses obligations dans le cadre de la Convention Cadre de Crédit.

A cet effet, le Conseil a donné tous pouvoirs au Directoire pour adhérer à la Convention Cadre de Crédit et à la Convention Cadre de Garantie Financière, conclure et signer le Contrat de Nantissement du Compte d'Avances et le Contrat de Nantissement du Compte de Réserve, effectuer toutes déclarations et formalités, donner tous mandats et généralement faire le nécessaire pour la réalisation de l'opération. Dans le cadre de cette opération, le COS a donné délégation au Directoire pour constituer des suretés.

Au 31 décembre 2025, le montant des créances mobilisées au titre de cette opération s'élève à 26 354 215,47 euros.

Sur l'exercice 2025, le montant des charges d'intérêts payées par la CEIDF s'élève à 849 436,29 euros.

7. Conventions de services conclues avec les neuf Sociétés Locales d'Epargne affiliées à la CEIDF

Conformément à la loi du 25 juin 1999, les Sociétés Locales d'Epargne, étant dépourvues de moyens humains et matériels, ont confié à la CEIDF la mission d'assurer leur gestion et leur animation.

A cet effet, ont été conclues, à date d'effet du 1^{er} janvier 2000, avec chacune des Sociétés Locales d'Epargne, une convention de services. Ces conventions ont été autorisées par les COS du 15 décembre 1999, du 5 mai 2000 (Yvelines) et du 31 mai 2000 (Val d'Oise) et reconduites et/ou modifiées en janvier 2004. Suite à l'approbation du projet de scission de la Société Locale d'Epargne (SLE) de l'Economie Sociale et des Entreprises au bénéfice des neuf SLE territoriales affiliées à la CEIDF par les assemblées générales extraordinaires des dix SLE du 18 octobre 2018 avec effet juridique au 23 octobre 2018, et de la dissolution sans liquidation concomitante de la SLE de l'Economie Sociale et des Entreprises, la Convention de services conclue entre la CEIDF et la SLE de l'Economie Sociale et des Entreprises a cessé de produire ses effets à la date d'effet juridique de ladite scission, soit le 23 octobre 2018.

Ainsi, le nombre de conventions de services conclues entre la CEIDF et les SLE qui lui sont affiliées a donc été ramené à 9.

Pour l'exercice 2025, l'exécution de ces conventions a donné lieu à une refacturation aux neuf SLE à hauteur de 355 639,87 euros.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs sans exécution au cours de l'exercice écoulé

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

8. Mécanisme de contribution à la solvabilité groupe

Le COS a, lors de sa réunion en date du 3 décembre 2012, statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce, eu égard à la double qualité de Monsieur Bernard COMOLET, Président du Directoire de la CEIDF et membre du Conseil de Surveillance de BPCE, autorisé Monsieur Bernard COMOLET à l'effet de conclure et signer la convention de mécanisme de contribution à la solvabilité groupe ainsi que tous documents annexes ou complémentaires et à accomplir tous les actes et formalités nécessaires à sa mise en œuvre.

9. Convention de rémunération des collatéraux entre la CEIDF et BPCE

Le COS du 23 juin 2009 a autorisé la signature par la CEIDF de la convention de répartition de rémunération de collatéraux avec BPCE.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris la Défense le 14 avril 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG S.A.

Laurent Tavernier Aurore Prandi

 *Marie-Christine Jolys*

Laurent Tavernier Aurore Prandi

Marie-Christine Jolys

4. DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES

4. DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES

4.1. PERSONNE RESPONSABLE DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE RAPPORT

Didier PATAULT, Président du Directoire

4.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent rapport sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste également qu'à ma connaissance les informations communiquées dans le présent document au titre du Pilier III sont conformes à la partie 8 du règlement CRR (UE) n° 575/2013 (et ses modifications ultérieures) et qu'elles ont été établies en conformité avec le dispositif de contrôle interne convenu au niveau de l'organe de direction de la Caisse d'Epargne.

Didier PATAULT,

Président du Directoire



Date : 14 avril 2026